From the Library of

Henry Tresawna Gerrans

Fellow of Worcester College, Oxford

1882–1921

Given to University of Toronto Library.

By his Wife

ESSAI D'UNE PSYCHOLOGIE

DE L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

LES CRISES BELLIQUEUSES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Souvenirs d'Oxford. Brodard, Coulommiers, 1898. (*Epuisé*).

Oxford memories. Traduction de W. Barker. Préface de Mrs Margaret Woods. London Rovinson 1900.

Le mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *J. Ruskin.* 2e édit., Calmann-Lévy, 1901.

Ouvrage récompensé par l'Académie Française (prix Montyon).

La fondation universitaire de Belleville, avec une introduction de Ch. Gide. Paris, Félix Alcan, 1902.

Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix Maison-Dieu).

SOUS PRESSE

Le mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *Les disciples de Ruskin, W. Morris, W. Crane, J. Sanderson.*

Lettres sur l'Angleterre contemporaine. *La réaction protectionniste et la poussée radicale.*

EN PRÉPARATION

Le mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *T. Carlyle.*

Essai d'une psychologie comparée de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier français.

B2478

ESSAI D'UNE PSYCHOLOGIE

DE

L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

LES CRISES BELLIQUEUSES

PAR

JACQUES BARDOUX

175186
7/11/22

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1906
Tous droits réservés

H. T. GERRANS,
WORCESTER COLLEGE,
OXFORD.

DA
118
B3
V.1

AU COMTE E. DE NALÈCHE

Directeur du *Journal des Débats*,

En témoignage d'une fidèle gratitude,
ces pages sont respectueusement dédiées.

PRÉFACE

On ne trouvera dans les pages qui suivent, ni une histoire détaillée des crises belliqueuses, qui ont agité le peuple anglais au cours du XIXe siècle, ni une analyse complète de l'évolution intellectuelle et sociale, d'où est sortie l'Angleterre contemporaine. Notre programme est plus restreint ; nos ambitions sont plus modestes.

Nous voudrions d'abord résoudre un problème de psychologie. Il se pose tout naturellement à l'esprit de celui que des études personnelles amènent à comparer l'Anglais d'hier avec celui d'aujourd'hui, leurs idées générales et leurs besoins moraux, leurs opinions politiques et leurs activités sociales. L'un, résistant aux conseils de certains hommes d'État, se donna toujours et agit souvent comme un pacifique. L'autre, dépassant les instructions de ses Ministres, nous apparaît d'ordinaire et agit parfois comme un belliqueux. Pour découvrir les origines, estimer la sincérité, préciser l'importance de cette attitude dissemblable, il est nécessaire, après avoir déterminé quels sont aujourd'hui les facteurs des crises belliqueuses, de rechercher dans quelle mesure ils ont pu être modifiés au cours du

XIXe siècle. Le problème s'élargit. Le psychologue est contraint d'examiner dans quelles directions, sous quelles influences, la pensée anglaise, la société britannique ont évolué. Cette courbe lui apparaît comme scindée en deux sections distinctes. L'accalmie pacifique coïncide avec l'essor industriel et la liberté commerciale, la poussée démocratique et le remords social, la philosophie individualiste et l'idéalisme littéraire. Avec le réveil belliqueux concordent la stagnation commerciale et l'Impérialisme colonial, la réaction conservatrice et l'interventionnisme législatif, la décadence du Libéralisme classique et l'avènement d'une Sociologie biologique. Tous ces événements constituent les fractions inséparables d'un même tout, les étapes successives d'une même évolution économique, les manifestations concordantes d'une même crise intellectuelle. Pour pouvoir résoudre le problème de psychologie que nous avons posé, il est nécessaire de compléter l'analyse, par l'esquisse d'une synthèse.

Sous cette forme et dans ce cadre, le sujet n'a été, à notre connaissance, traité ni en Angleterre, ni en France. Nous n'en devons pas moins avouer bien haut tout ce que nous ont appris sur la vie intellectuelle du peuple anglais les volumes pleins de faits et d'idées, éclairés par de profonds jugements, que nous a laissés le regretté Sir Leslie Stephen [1]. L'évolution psychologique de l'Angleterre contemporaine a été analysée, dans d'intelligentes études, par les jeunes théoriciens du Néo-Radicalisme, dignes continuateurs de la

1. *History of the English thought. in the XVIIIth Century*, 2 vol., 1876. — *The English Utilitarians*, 3 vol., 1900.

glorieuse lignée des moralistes anglais : J.-A. Hobson[1], L.-T. Hobhouse[2], G. Masterman[3], et le romancier Wells[4]. De précieuses conversations avec un des maîtres qui illustrent l'Université d'Oxford, A.-V. Dicey[5], avec les deux philosophes, dont s'enorgueillit avec raison l'Angleterre, Frédéric Harrison et John Morley, ont précisé les conclusions de leurs compatriotes. Pour corriger leurs inévitables partialités, il était impossible de ne pas consulter les brillantes synthèses de M. Boutmy[6], les analyses si fines de M. Chevrillon[7].

Éclairé par tous ces conseils, nous avons entrepris et terminé ce travail, avec la préoccupation constante de n'être aveuglé ni par un sentiment, ni par une doctrine préconçue. Il est inutile de chercher dans les pages qui suivent des armes contre le peuple anglais, des arguments en faveur d'un « pacifisme » exalté : on ne les trouverait pas.

Dix années d'études quotidiennes nous ont appris à connaître la pensée, à aimer l'âme britanniques. Les crises belliqueuses, qui ont périodiquement agité l'opinion publique, de l'autre côté du détroit, n'ont été souvent que les déviations inévitables d'une solidarité civique, condition nécessaire de la liberté politique, d'une certitude religieuse, cause première de la paix sociale, d'une irréductible énergie, source

1. *Imperialism*, 1900; *The Psychology of Jingoïsm*, 1901.
2. *Democracy and Reaction*, 1905.
3. *In peril of change*, 1905.
4. *Mankind in the Making*, 1903.
5. *Lawand opinion in England*, 1905.
6. *La constitution Anglaise*, 1887. *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais*, 1901.
7. *Sidney Smith*, Hachette 1890 ; *Etudes anglaises*, Hachette, 2e éd., 1901.

inépuisable du progrès économique et de l'expansion coloniale. Et si ces poussées combatives ont parfois dicté des justifications inadmissibles, imposé des actes condamnables, le philosophe n'en cherchera pas moins à comprendre plutôt qu'à blâmer. La connexité des phénomènes sociaux est aussi étroite que celle qui relie les uns aux autres les caractères d'un tempérament individuel. Si le peuple anglais n'était pas, à certaines périodes de son histoire, violemment belliqueux, il n'aurait probablement pas au même degré les qualités auxquelles il doit d'être une nation homogène, un peuple libre, une société paisible, une race entreprenante. Il rachète par ces vertus, le défaut qui en est inséparable.

Nous ne chercherons pas d'ailleurs à le masquer. Les guerres n'ont servi le plus souvent, depuis que les nationalités se sont constituées, qu'à servir les intérêts d'une minorité, à retarder des réformes nécessaires, à gaspiller des réserves précieuses d'or, d'intelligence et de volonté. Mais si les peuples, dignes de la civilisation dont ils s'enorguellissent, doivent accepter d'enserrer leur activité dans les limites chaque jour plus étroites d'un droit humain, il ne convient ni d'exagérer les résultats acquis, ni d'oublier les devoirs nécessaires. Les poussées belliqueuses ne sont pas une cause, mais un résultat. Tant que tous les peuples n'auront pas atteint un même équilibre économique, adopté un même régime démocratique, les mailles tissées par les juristes pourront toujours être brisées par des intérêts trop puissants pour ne point être irrésistibles. Le jour, où les États, groupés ou

non, suffiront à leurs besoins, présideront à leurs destinées, n'est pas prêt de se lever : son soleil est loin, au-dessous de la ligne de l'horizon. Et si d'un idéal lointain, l'on revient à des réalités plus prochaines, il apparaît qu'il est des crimes plus graves que la guerre, des paix plus immorales que la victoire. Comme l'a écrit un historien dont les *Lettres anglaises* sont trop oubliées, un politique, qui fut un Républicain et resta un Démocrate : « S'il faut maudire[1], à l'égal du plus détestable des fléaux, toute guerre qui a pour mobile l'ambition, pour principe la gloire des armes, pour but la conquête, il n'est ni généreux, ni sûr d'oublier que la Justice est créancière de la Force ; que, dans l'oppression exercée sur un peuple, il y a, pour tous les autres peuples, un défi et une menace, et que le principe de la solidarité humaine ne se laisse pas violer impunément. La décision, d'ailleurs, économise le péril. Lorsque deux hommes sont face à face, si l'un recule, l'autre avance : il en est de même de deux peuples. Plus encore que la témérité, l'excès de prudence appelle le danger ; et, comme on ne fait jamais pacte à demi avec l'injustice, le moment vient où il faut choisir entre tout empêcher et souffrir tout[2]. »

Saint-Saturnin (Puy-de-Dôme), juin 1904-septembre 1905.

1. Louis Blanc. *Dix ans d'Histoire anglaise*. Edition Calmann Lévy, t. II, p. 400.

2. Un certain nombre de fragments, d'ailleurs remaniés depuis, ont déjà paru dans le *Journal des Débats*, *la Revue Bleue*, *la Revue Politique et Parlementaire*, *Minerva*, *la Revue de synthèse historique*, *la Réforme économique*, *la Réforme sociale*, *les Questions diplomatiques*, *le Bulletin de l'Asie française*.

LES

CRISES BELLIQUEUSES

DU PEUPLE ANGLAIS

LIVRE PREMIER

LES FACTEURS DES CRISES BELLIQUEUSES DANS L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

CHAPITRE PREMIER

LE TEMPÉRAMENT BRITANNIQUE ET LA GUERRE

§ I. — Le tempérament moral et la guerre. — 1. La volonté. — Quelles en sont l'intensité ; les conséquences belliqueuses : Les poussées de combativité, la durée des ressentiments. — 2. L'atonie nerveuse. Quelles en sont les manifestations physiques et morales. Ce qu'est *un gentleman*. Conséquences belliqueuses de l'atonie nerveuse : le besoin d'*excitement* et la rudesse romaine. — Quelques exemples.

§ II. — Le tempérament intellectuel et la guerre. — 1. Sa définition. — La pensée anglaise est une pensée concrète, qui se complaît dans les évocations poétiques ou les annotations utilitaires, et reste rebelle aux constructions abstraites. — Origines de ces caractères. — Leurs conséquences belliqueuses. — 2. La pensée concrète est plus insulaire et moins internationale que l'intelligence abstraite. — Quelques exemples. — 3. La pensée concrète est plus rebelle à l'autorité des préceptes philosophiques d'un droit international, que l'intelligence abstraite. — Des traits particuliers, qui caractérisent la législation anglaise, les doctrines anglaises du droit international.

§ III. — Conclusion. — Comment l'ensemble de ces caractères moraux et intellectuels forme ce qu'on appelle l'orgueil anglais.

Avant d'étudier les courants, qui, dans un lac, une rivière ou la mer, drainent les vagues, il importe de déterminer, à la fois, la densité particulière des eaux et les

caractères géologiques de leur lit. De même avant d'analyser les forces qui, dans une des manifestations de la vie sociale, entraînent les pensées et les énergies individuelles, il est nécessaire de connaître les traits, qui, sous la séculaire pression de la race, du milieu, et des traditions ont marqué ces intelligences et ces volontés d'une originalité particulière. L'histoire des crises belliqueuses, qui ont ébranlé depuis 1832 l'opinion publique, devrait être précédée d'un premier volume, où seraient exposés les caractères, qui définissent le tempérament britannique et la société anglaise.

Pour remplacer cette préface, dont des fragments se retrouvent épars dans les pages qui vont suivre[1], il est en tout cas nécessaire de déterminer jusqu'à quel point, en Angleterre, la vie individuelle et collective, par ses traits distinctifs, facilite ou enraie les paniques belliqueuses ?

Irving s'était déjà posé la même question, et R. Cobden nous a transmis sa réponse[2].

Au temps où écrit l'auteur américain, ces crises se manifestent par le besoin d'intervenir dans toutes les querelles du globe, pour rétablir l'ordre, à grands coups de poings[3].

W. Irving, dans des circonstances spéciales et sous une forme outrée, a deviné et marqué tout ce qu'il y a de combativité latente chez ce peuple équilibré et religieux, dont le robuste bon sens, la puissance de travail et la forte conscience ont doté 40 millions d'hommes, entassés dans un ilôt battu par les vagues, des richesses de l'hégémonie commerciale et des grandeurs de la paix politique.

Bien que depuis un siècle son pays n'ait été troublé par aucune de ces guerres, qui exaltent ou paralysent, suivant le gré capricieux de la fortune, la vie nationale, l'Anglais est plus assoiffé de batailles que le Français qui, bercé

1. Voir notamment Chapitres II, p. 42-3; 70-4; III, p. 93; IV, p. 171, 199; VI, p. 308; VII, p. 365; 382-5; 399 403; VIII, p. 442; 466-7.

2. *Political Writings*, 1878, p. 121.

3. M. Irving. *Voyage d'un Américain à Londres*. T. II. 2e éd. Paris, Ponthieu et Cie 1827. p. 220, 1; voir aussi p. 241, 3.

pendant son enfance par les longs récits de soldats retraités, n'avait jusqu'ici permis à ses gouvernements successifs de durer que s'ils lui demandaient un peu de sang et lui faisaient l'aumône d'un peu de gloire.

Par son tempérament moral où le ressort d'une énergie exceptionnelle n'est point détendu sous l'action amollissante d'une sensibilité expansive ; par son tempérament intellectuel, qui le rend incapable de comprendre et, par conséquent, d'aimer les autres peuples, de construire et, par suite, de respecter les principes généraux et abstraits, l'Anglais a les qualités et les défauts nécessaires pour se plaire aux luttes de la guerre.

§ I

Notre Froissard l'avait déjà dit : « C'est le plus périlleux peuple, qui soit au monde : le plus outrageux et le plus périlleux[1] ». Sans vouloir évoquer l'ombre de l'aïeul saxon, au grand corps blanc et lymphatique d'une inlassable ténacité et d'une impassible sensibilité, ni examiner dans quelle mesure il triompha de la souplesse et de la spontanéité celtiques[2], il me sera bien permis d'affirmer, que deux caractères, la patiente volonté et la lenteur des sensations, restent gravés dans le tempérament anglais.

*
* *

Rien ne vient, par la volupté du décor, la douceur des mœurs et la facilité de la vie, amollir chez l'homme la tension de ses muscles.

1. Cité dans Langel. *L'Angleterre politique et sociale*, 1875, p. 3.

2. On retrouve les traces de cet élément celtique, dans les crises ou chez les génies, qui creusent plus profondément le sillon dans la couche des sentiments et des idées courantes. Taine en avait méconnu l'importance. M. J.-J. Jusserand lui a rendu sa place, dans la belle histoire qu'il a consacrée à la littérature anglaise (*Histoire littéraire du peuple anglais*, Firmin-Didot, t. I). Mais il convient de ne point perdre de vue la manière dont les races sont réparties sur la surface de la Grande-Bretagne. Consulter sur ce point : E. Reclus. *Géographie Univ. Europe occid.* 1879, p. 355. Kemble *The Saxons in England* ; — Hughes *The Geography of the British Islands*. Michelet. *Histoire de France, II*

Le climat exige de lui, pour qu'il puisse s'arracher aux spleens des brouillards et vaincre l'action débilitante de l'humidité, toutes les forces d'une activité concentrée, toutes les ressources d'une discipline méthodique. Le sol ne livre les richesses de son « humus », si vite recouvert de plantes et d'arbustes, qu'à un agriculteur rapide et patient. La mer, hérissée de rochers, ne s'ouvre qu'à un marin particulièrement audacieux. Les moindres spectacles de la vie quotidienne disent l'effort victorieux de l'humanité : « La nature en Angleterre a cela de bon, qu'on y sent partout la main de l'homme. Tant mieux. La nature stupide nous insulte assez partout ailleurs[1] ».

Dans cette société, par suite de la liberté de tester, du chiffre élevé des naissances, du petit nombre de fonctionnaires, les activités sont concentrées sur le terrain commercial et industriel, c'est-à-dire celui où les luttes sont les plus vives et exigent les caractères les mieux trempés. L'éducation se donne pour but la formation de volontés libres. L'enfant est arraché à une surveillance étroite, à une indulgence trop douce et confié aux *public Schools*. L'étudiant est façonné par les luttes physiques des sports et les luttes morales des associations politiques ou littéraires. Le jeune homme, enfin, est habitué à chercher, seul, la voie où il veut s'engager et à persévérer dans le sentier librement choisi.

L'opinion publique juge un homme par sa ténacité, pardonne les lacunes d'une intelligence ou les erreurs de conduite, si elle découvre, dans un regard, la flamme d'une énergie inflexible. Elle apprécie une œuvre littéraire par la vérité des analyses morales, et une œuvre d'art par son action sur les volontés. Son idéalisme moral et son utilitarisme politique s'expliquent, l'un et l'autre, par la prédominance du même facteur psychologique. Les mots « je crois » et « je dois » ne reviendraient pas si souvent dans les conversations, les

1. A. de Vigny, *Journal*, 1835.

discours, les livres, si l'activité énergique ne l'emportait sur le sens critique, si l'obligation n'était une jouissance pour des volontés éprises de l'effort. Le culte du succès et le respect de la force, dont les consciences françaises sont surprises et choquées, seraient moins généraux si l'opinion britannique ne voyait à tort ou à raison dans la puissance et la victoire la preuve d'un vouloir plus intense ou plus persévérant. « La force bien comprise, dit Carlyle, est la mesure de toute excellence. Étant donnée une certaine chose, si elle peut réussir, c'est une chose bonne [1] ». Milton l'avait déjà dit : « Être faible, est la vraie misère [2] ».

Il y a dans ce milieu, naturel et social, les conditions nécessaires pour donner au tempérament national une inébranlable rigidité. L'homme a continué consciemment ou non l'œuvre de la nature. Tous les spectacles entrevus de l'autre côté de la Manche : — l'auditoire froid et passionné, silencieux et convaincu des réunions publiques ; — les élèves d'un collège en délire acclamant leur équipe victorieuse ; — la silhouette d'un ouvrier, petit et rablé, la mâchoire forte et les yeux enchassés, silencieusement courbé sur son établi et celle d'un joueur, les muscles tendus dans un effort, qui absorbe son attention ; — tous ces tableaux se complètent les uns les autres, inspirent les mêmes réflexions, confirment les mêmes jugements. Le caractère, qui imprime aux gestes et aux attitudes leur originalité propre, est aussi celui qui éclaire d'une lumière distincte la vie intérieure de la conscience morale.

Les grandeurs de l'âme anglaise ne s'expliquent, ni par la finesse d'une sensibilité esthétique, ni par la souplesse d'une intelligence critique, mais par la puissance du vouloir. La résignation grave du travailleur absorbé dans une tâche ingrate, le dévouement réfléchi du soldat, commandé pour une mission périlleuse, sont deux des gloires, si fréquentes qu'elles en sont banales, dont s'enorgueillit avec raison la fierté britan-

1. *Héroés, The Hero as a priest*, pet. édit., in-18. *Chapman, and Hall.*
2. Cité dans Laugel, *L'Angleterre politique et sociale* 1875. p. 36

nique. Seule, l'intensité de l'énergie les rend possibles. La jouissance de l'effort continu est telle que l'ouvrier de la pensée ou de l'atelier restera plongé dans l'ennui, sans se décourager, comme, dans la nuit de sa cave, un forgeron, distrait par les étincelles du fer battu. Carlyle l'a dit avec raison : « Il y a des âmes divines en Angleterre. Elle aussi, pauvre Angleterre laborieuse, épuisée, surchargée, épaissie, a été illuminée, une fois seulement, par ces pouvoirs célestes ; mais une fois, en un sens, c'est toujours[1] ». A cette joie silencieuse dans l'action[2], s'oppose l'héroïsme conscient et réfléchi du soldat. « Le soldat anglais est brave ; mais il y a plus d'un genre de courage. Les Anglais ont un mot à eux, qui n'est guère usité, que dans le langage familier, et qui pourtant exprime bien la nuance d'intrépidité, qui distingue la race. Ce mot, tiré de l'ancien Saxon, c'est le mot *Pluck*. Il indique l'idée d'un effort énergique, et s'entend aussi bien de l'homme, qui déracine un arbre, que de celui qui arrache un obstacle, dans l'ordre moral. On l'emploie pour signifier le courage, mais le courage uni à la fermeté, à l'obstination, au sang-froid, à une résolution croissante, et qui ne cède jamais. Le vrai mot saxon indique un genre de valeur soumis à la réflexion et au contrôle du devoir[3] ». Mais ces vertus précieuses ne sauraient exister, sans quelques défauts concordants. Toute médaille a son revers.

Quand les caractères naturels ou artificiels de la vie individuelle et collective tendent, d'un même accord, à la formation de volontés froides et tenaces, ils donnent au tempérament national une combativité singulièrement dangereuse. Les réserves de volonté accumulées régulièrement pendant les heures de paix, ont besoin de se dépenser dans un coup de poing ou un voyage téméraire, dans un conflit ou une annexion. Ce tempérament « c'est celui du Berserkir que

1. *Cromwell's Life and speeches*. Pet. éd., in-18 *Chapman and Hall*, t. III, p. 213 et 338.

2. Carlyle. *Past and Present*, pet. éd., in-18. *Chapman and Hall*, p. 136-139.

3. Ch. Esquiros. *L'Angleterre et les Anglais*. Paris, 1869, t. II, p. 241.

Carlyle croyait retrouver en tout Anglais, et dont il admirait les bouillonnements intermittents et comprimés de « rage sacrée[1] ». C'est celui de l'aventurier effréné, qui aime avant tout « le risque et le jeu de la vie et de la mort », du barbare orgueilleux, qui couve trop d'énergie latente, qui l'assouvit dans le combat, contre la nature hostile et contre l'homme, dans la conquête et le ravage, et trouve son repos dans la solitude du rêve farouche et muet[2] ». Le peuple, dont la volonté est le trait dominant, par l'énergie avec laquelle il lutte contre les obstacles placés sur son chemin, par son inlassable fermeté dans le malheur et la durée de ses ressentiments, fait courir plus de dangers à la paix du monde, qu'une nation docile à un idéal abstrait ou emportée par des enthousiasmes passionnés : cette dernière a la patience moins énergique, la résistance plus éphémère, la mémoire moins fidèle.

*
* *

La force de volonté a pour corollaire nécessaire, une certaine atonie de la sensibilité. L'énergie n'est ni aussi intense, ni aussi permanente, là où des sensations fréquentes, recueillies par des nerfs impressionnables, épuisent les réserves d'activité.

Dans une île, où pas un point n'est éloigné de la mer de plus de 45 milles[3], l'atmosphère perpétuellement humide éteint les accès nerveux. Les brumes qui drapent les collines donnent aux caractères un peu de la lenteur de leurs ondulations et du calme de leurs voiles bleus. La terre toute pénétrée de ces effluves en perpétue l'action languissante. Rebelle à la culture de la vigne, elle ne nourrit de ses fruits que des espèces animales lourdes et lentes. La monotonie des couleurs, dans ces paysages, presque aussi verts en hiver qu'en été[4], l'égalité de température, dans ces îles « que baignent les

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 141.
2. Chevrillon. *Etudes anglaises*, 1901, p. 225.
3. Professeur Carl Peters. *England and the English*. Londres, 1904, p. 10.
4. *Id.*, p. 8.

eaux tièdes, qui se meuvent lentement des mers tropicales vers l'Océan polaire[1] », ajoutent encore à cette influence calmante.

La solidité d'un système nerveux, que dominent les muscles et que n'épuisent pas des vibrations multiples, est un fait sur lequel reviennent tous les hommes de science. Au dire des chirurgiens et des médecins, il explique pourquoi, sur un sujet Britannique, les opérations sont moins dangereuses[2]; pourquoi les décès dus à la tuberculose sont plus rares là-bas, que dans aucun autre pays[3].

L'Anglais révèle une sensibilité lente[4] par les détails de sa vie comme par ses goûts littéraires, par les couleurs éclatantes des devantures, les savantes répétitions des affiches et le rôle des épices dans sa cuisine, comme par les expressions forcées et les redondances voulues de ses auteurs. Dans la vie de l'enfant, comme dans celle de l'étudiant, dans les moindres détails de l'hygiène et le rôle des sports, dans les méthodes de travail et le choix des lectures, on retrouve le même désir d'éteindre, avant tout, la nervosité physique et morale.

L'opinion publique continue cette tâche, quand elle interdit les témoignages extérieurs, condamne les œuvres sensuelles, confond dans une admiration commune, l'orateur flegmatique et le *policeman* impassible. Ils réalisaient à la fois un des caractères de leur race et une des règles de leur morale, ces deux frères qui, se revoyant après une séparation de plusieurs années, se bornaient à échanger une vigoureuse poignée de main, avec le traditionnel *Allo'that's you*. Extérieu-

1. E. Reclus, *o. cit.*, p. 350.

2. Laugel, *o. cit.*, p. 4.

3. Dans le Royaume-Uni, la partie où il y a le moins de décès dus à la tuberculose est précisément celle où l'élément celtique a été le plus complètement éliminé, je veux dire dans l'Angleterre proprement dite. A. Hillier. *the prevention of consumption*, 1903, p. 2 et 4.

4. « La musique, le plus émotionnel des arts, est celui qui dépend le plus rigoureusement des modifications de l'organisme. » (T. Ribot. *La Psychologie des sentiments*. Alcan, 1896, p. 107). Or l'Anglais n'est pas musicien.

rement des perceptions rares, intérieurement, des sentiments refoulés : telle est la définition psychologique du tempérament anglais.

Le *gentleman* n'est pas seulement l'homme dont la volonté a des réserves toujours prêtes, dans les muscles d'un corps discipliné et l'énergie d'une âme trempée, mais encore celui dont les traits impassibles révèlent le calme intérieur : « Il est le secret vivant. Sa vie est tissée de prudence, de réserve. Il a peu de confidents, n'aime point à faire voir à des yeux étrangers les faiblesses, les contradictions et les incohérences de la vie cachée... Ses amours et ses haines sont silencieuses... Ses mots sont mesurés, parce que les mots sont des actes » [1]. Autant sa sensibilité est restreinte, autant sa volonté l'est peu.

Cette atonie explique quelques-unes des qualités morales les plus rares du peuple anglais et reste un de ses traits distinctifs, malgré les transformations causées dans la race par l'urbanisation croissante, le travail de l'usine et l'alcool des bars [2]. Elle n'est pas sans développer encore la combativité belliqueuse à laquelle le culte national de l'énergie donnait naissance.

Victime de son tempérament, l'Anglais éprouve souvent le besoin de secouer, pour un instant, la somnolence de ses nerfs, à l'aide de sensations particulièrement âcres. Il ressent fréquemment l'ennui que donne l'engourdissement d'une paix sereine, d'une vie monotone. Il ressemble à un spectateur, qui, trop longtemps bercé par une musique lente et terne, attend avec impatience la note aiguë du fifre ou le grincement du violon, qui viendra réveiller ses nerfs endormis. Cette jouissance que donne l'âpreté de la vibration, les Anglais la désignent par un de ces mots intraduisibles, qui leur sont chers : « *excitement* ». Si l'étudiant se passionne pour un sport nouveau et trouve un amer plaisir à braver

1. Laugel, *o. cit.*, p. 138.

2. Nous aurons à déterminer les conséquences psychologiques de cette transformation du caractère national (ch. II, p. 53).

inutilement le danger sur mer ou en montagne ; — si le gentilhomme désœuvré se complaît dans des excursions lointaines ou des chasses périlleuses, c'est qu'ils ont soif d'oublier pour un instant, dans un « excitement » passager, la monotonie de ce brouillard de l'âme, plus triste encore que celui de la rue, parce que rien n'y perce et rien ne le dissipe. Mais où trouver des émotions plus fortes et plus diverses qu'à la guerre ! N'y a-t-il pas dans la crainte des surprises pour la sentinelle isolée ou l'éclaireur égaré ; dans les méditations douloureuses des veillées de bataille ; dans le sifflement de la mort qui passe et l'odeur de la poudre qui grise ; dans les gémissements qui s'élèvent, plus plaintifs au fur et à mesure que la nuit descend ; dans les spectacles découverts, au matin, quand commence la tâche des fossoyeurs ; — n'y a-t-il pas, dis-je, dans ces visions, assez de sensations diverses, pour secouer, non pas seulement, chez celui qui les éprouve, mais encore chez ceux qui en lisent le récit ou en évoquent le souvenir, le spleen douloureux d'une sensibilité inerte ? Tous ces faits qui ont tant surpris l'opinion publique française et lui ont paru contraires au caractère anglais froid et contenu : — mondains parcourant, le soir de Mafeking, les rues de Londres, armés de cannes ou de saucissons, pour broyer les chapeaux hauts de forme, — agents de change dansant et hurlant à la Bourse, — habitués des restaurants élégants, esquissant sur les tables des gigues effrenées, tandis que les dames, en toilettes de bal, battaient la mesure de leurs bras décolletés, — toutes ces scènes ridicules et tragiques n'étaient que les brutales manifestations de sensibilités, jadis émoussées, aujourd'hui réveillées et excitées par un hiver d'émotions répétées [1].

Un peuple s'y complaira d'autant plus que, grâce aux réserves d'une sensibilité que n'épuisent pas des sensations multiples, il passe, plus facilement, de la tristesse à la

1. Les faits, auxquels nous faisons allusion, nous ont été racontés par des témoins oculaires. On les retrouvera, d'ailleurs, en partie, dans la correspondance de Londres au journal *Le Temps*, en date du 19 mai 1901.

joie, de la sympathie à l'hostilité. Lorsque l'Anglais est absorbé par une lutte, il s'y donne tout entier, maîtrise ses émotions, refoule la pitié. Avant le combat, avant la victoire, la dureté britannique est un fait. Elle se concilie avec les poussées de sentimentalité individuelle ou collective, — sympathie pour les animaux et idolatrie d'un homme d'État, — qui surprennent tant les observateurs étrangers. Ce sont deux manifestations, — en apparence contradictoires —, d'une seule et même cause. Une sensibilité quotidiennement refoulée, peut avoir, à la fois, des déviations et des intermittences, également étranges, du courant affectif. Le pays où des pensées et des âmes médiocres ont connu les enivrements d'une popularité sans nuages, où les chevaux de fiacre et les chiens fatigués sont entourés des soins les plus prévenants est aussi celui, où des spectateurs assistent sans sourciller à un combat de boxe qui ressemble à une lutte de bouchers, à un match de *foot-ball*, qui rappelle le corps à corps des batailles. Des amis en partie fine, dans la prairie voisine d'un cimetière, continueront joyeusement à deviser et à faire sauter les bouchons de limonade, tandis qu'un pasteur bénit et qu'un fossoyeur comble une tombe qui vient de se fermer. A Londres, loin des hallucinations du champ de bataille, des rédacteurs de journaux, auxquels de lointaines traditions ont donné une autorité particulière, écrivent sans sourciller les horreurs suivantes. « Nous aimerions à croire que lord Kitchener a, en effet, donné l'ordre de ne pas faire de prisonniers, — c'est-à-dire qu'aucun quartier ne serait donné[1] ». Ou bien encore : « On devra montrer aux Boers, que tous ceux qui sont pris armes en main, seront fusillés. La proclamation d'une date déterminée, à partir de laquelle chaque Burgher armé serait traité comme rebelle et fusillé ne produirait que du bien[2] ». Ou bien enfin : « La campagne proprement dite est achevée, ce qui se passe maintenant peut à peine prétendre au nom de guerre de guérillas. C'est simplement une

1. *Pall Mall gazette*, 15 janvier 1901.
2. *Daily telegraph*, 17 octobre 1900.

espèce de *dacoity*, un brigandage organisé. Les maraudeurs, qui font dérailler des trains et tirent sur des convois de derrière des rochers, ne sont pas plus des soldats, que ne l'étaient les « apaches de village » et les incendiaires nocturnes de Connemara, au temps de l'agitation de la Ligue agraire. Un prompt et barbare châtiment de tout Burgher, pris en flagrant délit est nécessaire [1] ».

Certes, cette rudesse, qui s'éteint avec le combat, est moralement supérieure à la cruauté, qui survit à la victoire. Le piétinement, le déchiquement des cadavres sont des spécialités latines. On ne saurait nier, cependant, que, tant que dure la bataille, la pitié, pas plus que la peur, ne mord sur ces âmes d'airain. Les Anglais ne ressemblent pas aux marchands efféminés, oligarques et envieux de Carthage, dont on aime souvent à les rapprocher. Ils rappellent au contraire, par la régularité de leurs masques, le regard ferme et droit de leurs yeux, l'énergie impassible de leurs âmes, les premiers citoyens de Rome.

*
* *

Peut-on dire d'un homme, sur lequel le plus noble sentiment de l'âme humaine, la pitié, n'a par instants qu'une prise imparfaite, qui trouve dans les émotions du combat un stimulant pour sa sensibilité ; — peut-on dire d'un peuple qui, formé à l'école de l'énergie, fait de l'exercice de cette volonté une joie, un devoir et un culte ; — qu'ils ne sont pas belliqueux ? Nous ne le croyons pas.

§ II

Ces tendances du tempérament physique et moral peuvent d'autant mieux se donner carrière, qu'elles ne trouvent pas d'obstacles dans le tempérament intellectuel. La

1. *Standard*, 20 octobre 1900. Autres exemples dans : J.-M. Robertson. *Wrecking the Empire*, 1902, préf. p. 16 ; J. Hobson. *Jingoïsm*, 1901, p. 33, 37 ; E.-J. Hardy *Tommy Atkins*, 1901, p. 300 et 304. James Milne *the Epistles of Atkins*, 1902, passim.

pensée nationale est incapable d'arrêter l'élan de l'énergie ou la curiosité de la sensibilité par la fermeté d'un principe abstrait, ou le respect d'un idéal étranger.

*
* *

Le philosophe, qui analyse la pensée anglaise, se trouve en présence d'une double et apparente contradiction. Cette race, dont nous avons dit l'atonie sensible, est avant tout imaginative. Ces intelligences, suivant qu'elles sont dirigées par des émotions plus ou moins affinées se complaisent dans des évocations poétiques, ou dans des annotations utilitaires[1]. Cette double antinomie disparaît dès que l'on précise les termes et définit les formules.

Par le seul fait que les sensations qui viennent frapper le clavier des nerfs sont rares et que, pour réveiller l'inertie de ces cordes rarement ébranlées, elles ont besoin d'être particulièrement intenses, l'Anglais vit plus complètement renfermé en lui-même ; il se complaît plus entièrement dans les créations et les évocations de son esprit. Il se nourrit « d'images vives, qui se rapprochent de la perception ; tandis que d'autres s'alimentent d'images ternes, qui confinent au concept »[2]. Cette activité cérébrale, où « le monde intérieur est le régulateur ; où il y a prépondérance du dedans sur le dehors » par opposition à la connaissance rationnelle « pour laquelle, le monde extérieur est le régulateur, il y a prépondérance du dehors sur le dedans[3] », cette vie mentale ne peut conserver toute son intensité, que grâce à la rareté des contacts externes. « Il y a un antagonisme naturel entre les phénomènes d'origine périphérique et les phénomènes d'origine centrale[4] » : Taine l'a montré[5]. La multiplicité des images,

1. Pour la suite de ce développement, voir les chapitres II, p. 70-4 ; VII et VIII, p. .

2. T. Ribot, *Essai sur l'Imagination créatrice*. Paris, F. Alcan, 1900, p. 162.

3. *Id.*, p. 6.

4. *De l'Intelligence*, I, livre II, chap. IV.

5. T. Ribot, *o. cit.*, p. 268, 269.

venues du dehors éteindrait le jaillissement intérieur des visions. Le temps que des hommes d'autres races consacrent à l'analyse de leurs sensations, les jouissances qu'ils trouvent dans les baisers de la lumière et le chatoiement des couleurs, l'anglais l'emploie et les goûte dans les visions de l'intelligence. Au lieu de transcrire des chiffres froids, de reproduire des abstractions sèches, les pensées britanniques créent des images étincelantes et voient des formes vivantes. Il semble que le trop-plein de cette sensibilité, qui ne trouvait pas à se dépenser dans les brouillards du climat, la fumée des cités et la froideur du milieu, se soit déversé dans la vie mentale [1], lui ait donné la spontanéité de ses créations, la souplesse de sa vie. Éprises avant tout de réalités individuelles et de formes sensibles, incapables de se concentrer dans l'examen des caractères généraux et des synthèses idéales, ces pensées concrètes se complaisent dans le jaillissement spontané de leurs créations ou dans l'observation des faits, sans chercher à jeter entre les uns les liens de l'abstraction, à modifier les autres d'après des formules convenues. Le reflux d'une sensibilité inassouvie, rebelle aux rares ébranlements venus du dehors, donne à cette vie mentale, dont les commotions extérieures ne troublent point les créations, à la fois les images et les émotions, la matière sensorielle qu'elle utilise, la force motrice qui l'anime [1]. Suivant la délicatesse des sentiments, elle passera plus facilement de la simple annotation des faits à la création des visions.

Cette dualité de l'esprit anglais qui trouve dans le réalisme et le lyrisme, l'utilitarisme et l'idéalisme, un même moyen

1. « L'imagination est, dans la vie mentale, une formation d'ordre tertiaire, supposant une couche primaire (celle des sensations et émotions simples), et une couche secondaire (les images et leurs associations, certaines opérations logiques élémentaires), T. Ribot. *L'Imagination créatrice*, éd. cit. p. 9. « De même que physiologiquement la vie végétative précède la vie animale qui s'appuie sur elle ; de même, psychologiquement, la vie affective précède la vie intellectuelle, qui s'appuie sur elle. Le fond de tout animal, c'est « l'appétit » au sens de Spinoza, la « volonté » au sens de Schopenhauer, c'est-à-dire le sentir et l'agir, non la pensée ». T. Ribot. *Psych. des sentiments*, éd. cit., p. 381.

1. T. Ribot. *L'Imagination* éd. cit., p. 26.

d'échapper à l'abstraction, s'explique aussi, — dans une certaine mesure, — par l'intensité particulière de la volonté. Elle contribue, chez les uns, à orienter la vie mentale vers les réalités pratiques; elle facilite, chez les autres, les essors du lyrisme poétique. On a pu dire que « l'imagination créatrice était dans l'ordre intellectuel l'équivalent de la volonté » : toutes deux vont du dedans au dehors, agissent en vue d'un but. Elles subissent des atteintes identiques : « Les rêveurs sont les abouliques de l'imagination créatrice ». Ces deux phénomènes différents ne constituent-ils pas dans une certaine mesure, la même manifestation d'une activité trop intense pour subir et enregistrer, mais qui agit et crée[1]?

Ce caractère propre de la pensée anglaise, apparaît dans la langue qu'elle emploie, les œuvres qu'elle produit. Par leurs abréviations progressives[2], les mots ont la rapidité des gestes : ils se prêtent aux transactions d'énergies, qui hésitent peu, agissent vite. Par leur force expressive, ils ont la netteté des images : ils traduisent les besoins d'intelligences réalistes. Par leur nombre infini, ils ont la variété des visions : ils se prêtent à tous les caprices des imaginations lyriques.

Pourquoi un livre anglais n'a-t-il jamais l'ordre et la clarté, sans lesquels une étude nous paraît perdre de sa valeur, sinon parce que le lecteur, jugeant tout cadre inutile, demande simplement à ce que chaque page lui apporte un nombre déterminé de faits, d'images, seuls aliments de sa vie mentale? Pourquoi des biographies en plusieurs volumes remplacent-elles les études critiques, sinon pour céder à la fois au dédain des généralités abstraites, à la recherche des réalités précises? La méthode de l'enseignement, qui exige la prédominance du point de vue historique sur le point de vue dogmatique, impose au professeur les allusions contempo-

1. T. Ribot. *L'Imagination*, éd. cit., p. 6, 8.

2. Michel Bréal, *Mélanges de mythologie et de linguistique*, 2e éd., Paris, 1882, p. 215.

raines, les conseils pratiques ; la gloire resplendissante de la poésie et du roman, comparée à la médiocrité de la critique littéraire et à l'éclipse du genre dramatique ; les caractères particuliers de la philosophie, préoccupée d'action sociale, et de la science, dédaigneuse de la fidélité aux hypothèses, démontrent que, sous l'influence du double caractère du tempérament physique, la concentration de la sensibilité et l'expansion de l'énergie, la vie mentale est entièrement absorbée par la recherche ou la création des faits concrets.

Ce tempérament intellectuel n'est pas de ceux, qui pourraient paralyser des tendances belliqueuses. Par son inaptitude à comprendre les pensées étrangères, il accroît encore un orgueilleux isolement. Par son dédain pour les idées abstraites, il est incapable d'évoquer un principe philosophique et d'arrêter une poussée de l'opinion.

*
* *

La difficulté avec laquelle les Anglais pénètrent l'âme d'une nation étrangère, analysent ses caractères, la jugent avec impartialité, ne s'expliquerait point suffisamment par l'impassibilité de leurs sensibilités et l'orgueil de leurs énergies. Ces raisons ne sauraient être élevées à la hauteur de causes générales : elles peuvent tout au plus excuser la discourtoisie accidentelle d'un voisin de table ou la boutade sanglante d'un camarade de collège. L'origine de cette étroitesse insulaire se trouve dans le caractère particulier de la pensée nationale.

Les intelligences, qui sont avant tout imaginatives, éprises de visions et assoiffées de vie, empruntent à la sensibilité quelques-uns de ses caractères, sont comme elle essentiellement originales et profondément diverses[1]. Seules les

1. « Le caractère, exprimant l'individu dans ce qu'il a de plus intime, ne peut se composer que d'éléments essentiellement subjectifs, et ce n'est pas dans les qualités intellectuelles qu'il faut les chercher, puisque l'intelligence, dans son évolution ascendante des sensations, aux perceptions, aux images, aux concepts, penche de plus en plus vers l'impersonnel. » T. Ribot. *Psychol. des Sentiments*, éd. cit., p. 382.

pensées abstraites, qui se complaisent dans la création des idées générales et la conception des systèmes, n'ont entre elles que des différences de degrés, ne subissent que dans une mesure restreinte l'influence des races, des climats et des milieux. Seules, elles sont vraiment internationales, susceptibles de s'intéresser à toutes les idées, capables d'analyser les cervaux étrangers, désireuses de connaître l'effort entier du genre humain. Un esprit philosophique ne partagera ni les étroitesses d'une société, ni les préjugés d'une nation, mais saura embrasser, dans une inépuisable sympathie, les intelligences de tous les temps et de tous les peuples. L'imagination du poète, qui feuillette les auteurs disparus ou étrangers, connaîtra au contraire les caprices et les partialités d'une sensibilité, qui cherche une amie. Ces pensées subjectives et concrètes ne peuvent comprendre et aimer que les esprits, qui participent à leurs caractères et partagent leurs goûts dominants. Au lieu d'atteindre ce domaine suprasensible et idéal, où les raisons, effaçant par l'effort de leurs abstractions, de leurs généralisations croissantes les empreintes passagères, dont les siècles, les climats ou les sociétés ont marqué leurs œuvres, se pénètrent les unes les autres, goûtent les mêmes joies, se baignent dans les mêmes clartés ; elles restent éternellement enchaînées par l'originalité étroite de leurs conceptions personnelles, aveuglées par la multiple diversité des faits observés ou des images créées, gênées par la partialité de leurs affinités naturelles. Il n'y a entre les intelligences que des différences de degrés ; il y a, entre les sensibilités, des diversités fondamentales. Dès que les pensées cessent d'être abstraites, elles deviennent dissemblables et ne peuvent plus se comprendre.

Si les Anglais, d'une manière générale, n'arrivent pas à saisir les traits distinctifs, ni à peser la valeur des œuvres étrangères, cela tient à la nature particulière de leurs cerveaux. Ils ne peuvent apprécier que des imaginations qui sacrifient la lumière de la clarté et la grâce de l'harmonie, à la variété et à la force des faits notés ou des images conçues.

Quand une littérature ne répond pas à cette définition, le lecteur anglais, qui n'a pas reçu une éducation spéciale, est incapable de la comprendre ; il lui est impossible de l'aimer et il lui est facile de la mépriser. Si la France n'est connue et appréciée de l'autre côté de la Manche que d'une élite, cela tient à ce qu'un esprit français est à peu près aux antipodes d'un esprit anglais. C'est toujours le même caractère de leurs pensées, qui nous explique pourquoi les Anglais ne sauraient analyser avec clarté l'âme grecque ou italienne : les études de Ruskin et les poèmes de Morris sont là pour le prouver. La littérature russe ne jouit pas chez nos voisins d'une extraordinaire popularité, et je ne crois pas trop m'avancer en disant qu'une minorité seule aime la pensée allemande.

Un pareil isolement intellectuel, expliqué par des causes aussi permanentes, multiplie les antipathies nationales, envenime les querelles diplomatiques ; surtout quand les mêmes caractères de la pensée empêchent la formation d'idées générales assez fortes pour paralyser les effets d'une ignorance ou les conséquences d'une partialité.

*
* *

Le droit anglais est le plus parfait exemple de l'incapacité, où sont les cerveaux que la lenteur des sensations et la tension des énergies ont tournés vers la recherche des réalités positives, de poser un principe et de croire en sa beauté.

La loi britannique n'a pas les caractères d'une œuvre philosophique où le rédacteur, parlant d'une idée abstraite, déduit un certain nombre de conséquences, les éclaire par des hypothèses générales et ne laisse au juge que le soin d'interpréter le texte. On procède au contraire, par de simples énumérations de cas, sans viser à l'uniformité, ni prétendre à la logique. Quand on voulut réglementer le travail des femmes et des enfants, au lieu de fixer des dispositions générales, on mentionna dans une série de textes, qui s'étendent de 1819 à 1878, toutes les industries où

la durée de leur travail serait limitée. Pas une seule n'a été oubliée. Il semble dès lors qu'il eut été plus simple de remplacer cette énumération par l'exposé de principes abstraits. Sidney Webb a pu écrire avec raison : « Le siècle d'expériences dans le domaine de la législation sociale nous fournit un exemple typique de l'empirisme anglais. Nous commençâmes sans théorie abstraite de la justice sociale, ou des droits de l'homme. Nous paraissons avoir été toujours incapables de prendre une vue générale du sujet, sur lequel nous légiférons. Chaque texte successif visait à remédier à un seul mal constaté. C'est en vain que des adversaires affirmaient que d'autres maux, non moins condamnables, existaient dans d'autres industries, ou parmi d'autres catégories, ou pour des personnes d'un autre âge, que celles auxquelles la loi particulière s'appliquait. On n'admit point que le raisonnement ou la logique, la considération esthétique d'un nouvel idéal de justice, ou l'appel don Quichottesque d'un vague humanitarisme pussent retarder la solution pratique d'un mal reconnu[1] ». Il est inutile de rappeler les invraisemblables complexités des circonscriptions administratives[2], des lois électorales[3], rédigées et déterminées progressivement, au fur et à mesure des besoins. Un fait plus typique encore est cité dans le beau livre de M. Boutmy. En 1857, quand on discute à la Chambre des communes la peine de mort, l'idée de l'inviolabilité de la vie humaine n'est pas une seule fois invoquée[4].

On devine sans peine quelle sera la destinée réservée par cet esprit national à la branche du droit, qui répond beaucoup moins à une nécessité pratique qu'à un rêve généreux

1. Hutchinson. *History of factory legislation*, 1902. Pref. de Sidney Webb., p. 7.

2. Laugel. *o. cit.* p. 278.

3. Ostrogorski. *La démocratie et les partis politiques*. I, p 347 : Samuel *Libéralism*, p. 240, 1.

4. Cette analyse du tempérament intellectuel anglais, déjà esquissée dans notre travail sur Ruskin, a été singulièrement précisée et éclairée, nous tenons à le reconnaître nettement, par la lecture du livre si éminent de M. Boutmy, *Psychologie politique du peuple anglais*

et qui a pour base non pas un intérêt individuel ou social, mais une idée philosophique. Pour arriver à concevoir cette solidarité humaine d'où découlent les préceptes du droit international, il faut étouffer la voix profonde de la race, comprendre la valeur des autres peuples, proclamer les influences subies, avouer les leçons données. Cet effort, il est impossible de l'exiger d'une pensée anglaise, farouchement isolée dans le jardin de ses créations, et incapable de s'éprendre des idées abstraites, malgré leur pure clarté. Certes les théoriciens anglais ne se montrent pas, devant les horreurs de la guerre, plus insensibles que d'autres jurisconsultes : bien au contraire, il leur arrive, sur divers points, notamment à propos des contributions [1] et du pillage [2], de se montrer plus sévères que leurs confrères allemands. Mais dès qu'il ne s'agit plus de cette pitié pour l'adversaire loyal, plus répandue dans ce peuple de sportsmen que chez d'autres nations en apparence civilisées, dès qu'il s'agit de faire fléchir l'intérêt de la collectivité nationale devant un concept ; le théoricien anglais s'arrête, recule et se dérobe. Dans toutes les questions soulevées par la guerre maritime, il se refuse à adopter des systèmes logiques et justes, plutôt que de porter entrave à l'activité commerçante ou à l'énergie belliqueuse de sa race. Les opinions théoriques et les règlements officiels relatifs à la contrebande de guerre, au commerce des neutres et au blocus méritent d'être brièvement rappelés. Les Anglais félicitent les jurisconsultes français pour « l'objectivité, la clarté, la précision de leurs lois [3] » ; mais se refusent à suivre leur exemple.

Les divers problèmes relatifs à la contrebande de guerre

1. *Manuel d'Oxford*, art. 41, 55, 53, à rapprocher de la théorie impitoyable du Dr Loening. « *L'administration du gouvernement général de l'Alsace-Lorraine pendant la guerre de* 1870-71, *Rev. de droit international*, t. V.

2. *Manuel d'Oxford*, Art. 38; *Code de Justice militaire allemand*. Art. 129, 130. Quelle. *La guerre continentale et les personnes*, t. II, p. 158 et suiv.

3. Kleen. *Le droit de contrebande de guerre. Rev. Droit international*, t. XXV, p. 131.

sont considérés en Angleterre comme relevant, non du droit, mais de la politique. La largeur ou l'étroitesse des prescriptions variera avec les intérêts de la nation. Neutre, la Grande-Bretagne reconnaîtra comme *libres* le plus d'objets possibles et avant tout ceux qui sont fournis par l'industrie britannique. Belligérante, au contraire, elle comprendra dans ses prohibitions, habilement étendues, des choses nécessaires à la vie quotidienne et d'un usage singulièrement peu belliqueux : le blé, le beurre, le vin, etc.[1]. Pour permettre l'application de ces lois variables et éphémères, les juristes anglais sont obligés d'accorder aux navires visiteurs des droits refusés par les autres législations. Si le bâtiment saisi appartient au propriétaire de la contrebande et contient de la marchandise « innocente », la cargaison entière et le vaisseau seront confisqués[2]. Bien plus, les croiseurs anglais pourront prétendre à visiter les bateaux convoyés[3]. La doctrine et la jurisprudence britanniques sont également unanimes, non seulement à favoriser le belligérant capteur aux dépens du commerce des neutres, déterminer la nationalité des navires, des cargaisons, par des règles à la fois complexes et souples[4], mais aussi à élever les arrêts des tribunaux de prises anglais à la hauteur de décisions prétoriennes, ayant force de loi et assimilées à une branche du droit international[5]. C'est sur les jugements de ces cours spéciales et non sur un système abstrait que les mêmes jurisconsultes s'appuient, lorsqu'ils veulent réglementer le blocus. Ici encore, par l'admission du blocus fictif[6], par leur fidélité aux théories démodées et arbitraires, d'après lesquelles la seule intention de rompre le blocus, sans un commence-

1. H. Bonfils. *Droit international public*, p. 742-3. Travers-Twiss. *Le droit des gens*, t. II, n° 144.

2. Phillimore. *Commentaries*, t. III, § 275.

3. *Id.* p. 435. Wheaton. *Elements*, t. II, p. 186.

4. Tandis que les réglements français décident simplement que c'est la nationalité et le droit au pavillon qui fixent le caractère neutre ou ennemi du propriétaire du navire. Travers-Twiss. *o. cit.* t. II, § 152-6

5. Bonfils. *o. cit.*, p. 695.

6. Phillimore. *o. cit.* t. III, p. 385.

ment d'exécution sur le lieu même, sera considérée comme une tentative de rupture [1] et punie par la double confiscation du navire et de la cargaison [2], juges et professeurs refusent de faire fléchir l'intérêt éventuel de la collectivité nationale, devant une loi belle de justice et d'humanité.

L'histoire de l'Angleterre confirme ce que nous apprennent les théoriciens de son droit international. Avec une naïveté séculaire, l'opinion britannique s'est maintes fois étonnée de voir condamner par la conscience européenne des actes de politique extérieure, approuvés par la conscience nationale. Ces innombrables violations de l'équité prouvent douloureusement que ce peuple, dont le sens moral est si développé, est incapable d'en appliquer les principes à d'autres qu'à ses compatriotes. Pourquoi ? Sinon parce que, pour concevoir et respecter, au sein d'un organisme social, un idéal moral, il suffit d'une imagination délicate et d'une volonté énergique, tandis que, pour imposer à l'activité nationale le respect des principes juridiques, il faut placer au-dessus de la race et du sens pratique, le culte d'une idée abstraite, fortement déduite et nettement conçue. Louis Blanc l'avait déjà dit. Amené à expliquer les revirements subits, qui constituent un second caractère de l'opinion britannique, l'éminent historien écrivait : « La raison de ces changements subits est dans le profond dédain, que ce pays professe pour tout ce qui est idée pure, abstraction, principe. Le fait, ici, c'est la loi. L'intérêt du moment, voilà la règle suprême. Or, comme les faits varient et que l'intérêt suit ces variations, il en résulte que souvent l'opinion du lendemain n'est pas celle de la veille [3]..... Ne nous plaignons pas que, pour nous, le mot *principe* ne soit pas vide de sens. Dans le monde de la pensée, comme sur le globe, nous habitons un continent : les Anglais habitent une île » [4].

1. Travers, Twiss, *o. cit.*, t. II, p. 109, 110.

2. *Id.* p. 116.

3. L. Blanc. *Dix ans de l'Histoire d'Angleterre.* Paris, 1879-81, t. I, p. 329.

4. *Id.*, t. III, p. 294.

Et si l'on voulait citer une anecdote, il faudrait rappeler cette déclaration d'un candidat, disciple de lord Palmerston : « Je refuse d'analyser la nature de notre querelle avec la Chine. Que nous ayons tort, que nous ayons raison, cela m'est parfaitement égal. Tout ce que je sais, c'est que notre honneur national et nos intérêts nationaux exigent, que, si nous avons commencé par être injustes, nous continuions »[1].

*
* *

Et c'est ainsi que nous découvrons, entre les traits distinctifs du tempérament intellectuel et moral une étroite concordance. Les tendances belliqueuses, si fortement imprimées sur les énergies tenaces et les sensibilités atones, trouvent dans les caractères des pensées, imaginatives et concrètes, dans leur incapacité de comprendre et d'aimer les intelligences étrangères, de concevoir et respecter les idées générales, une force plus grande et une impulsion nouvelle.

Ces caractères, divers dans leurs origines, identiques dans leurs influences, se retrouvent condensés dans l'ensemble de sentiments moraux et d'habitudes intellectuelles, auquel on donne le nom « d'orgueil anglais ». Il est à l'individu ce que le patriotisme est à la collectivité. L'un et l'autre reflètent les traits originaux de la pensée, de la société qu'ils animent. L'analyse la plus superficielle révèle dans la fierté anglaise les qualités et les défauts, auxquels doivent logiquement donner naissance les caractères du tempérament. Par l'énergie, rude et dure, qu'il suppose, cet orgueil est un merveilleux instrument d'action, qui vient à bout, tôt ou tard, de tous les obstacles. Par la tenacité des convictions et des habitudes, par l'ignorance où elle est des fragilités qu'apportent avec elles la raison critique ou l'esthétisme affiné, la fierté britannique est faite pour le commandement et rebelle aux assimilations. Elle impose les sports et les

1. *Id.*, t. I, p. 139.

modes, introduit la casquette à l'Opéra et le golf à Assouan. « Les Anglais absorbent ; ils ne rayonnent point »[1]. Mais à ces vertus répondent des défauts, qu'eurent aussi d'autres races impériales. Cet orgueil est fait à la fois d'un peu de dureté et de beaucoup d'inintelligence. Parce que ces pensées et ces volontés également fières n'admettent ni échecs politiques, ni défaites économiques, sont rebelles à l'action adoucissante d'une sensibilité épanouie, incapables de s'abaisser jusqu'à avouer la supériorité de tel effort étranger, les inconvénients d'une des habitudes, les lacunes d'une des conceptions nationales, elles acceptent toujours, recherchent parfois les conflits internationaux.

L'orgueil anglais concentre en lui tous les facteurs belliqueux qu'annonçaient le tempérament moral et intellectuel. Il est impossible de découvrir dans l'un, un élément qui ne soit point dans l'autre. L'unité est absolue. Les mêmes caractères ne se retrouvent-ils pas dans les racines, qui boivent aux sources de vie, et dans les branches, qui tendent, d'un effort continu, leurs tiges inlassables ?

1. L. Blanc. *o. cit.*, t. III, p. 285.

CHAPITRE II

LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE ET LA GUERRE

§ I. — La société britannique est une société industrielle et urbaine. — 1° *Société industrielle*. — Une société industrielle peut être belliqueuse. Pour qu'elle soit pacifique, il faut qu'elle se suffise économiquement. Les conséquences de la rupture d'équilibre, entre l'activité agricole et industrielle. La société industrielle anglaise est belliqueuse : *A*. La rupture d'équilibre y est plus complète qu'ailleurs. De 1871 à 1901, toutes les formes de l'activité agricole, l'étendue et la valeur de la terre cultivée, le nombre des travailleurs ont diminué. Partant toutes les importations d'objets d'alimentation se sont accrues dans une proportion concordante. Les plus importantes sont monopolisées. — *B*. Pour des raisons d'ordre psychologique, le problème des exportations nécessaires est capable d'exercer une plus profonde influence sur l'opinion. — 2° *Société urbaine*. — *A*. Les cités modernes peuvent être ébranlées par des crises belliqueuses : 1° Causes sociales. Comment le besoin d'aventures et le manque de résignation peuvent être des facteurs belliqueux ; 2° Causes psychologiques. L'intensité et l'unanimité des courants d'opinion dans les milieux homogènes. L'action de la Presse. — *B*. Les cités anglaises peuvent être ébranlées par des crises belliqueuses, plus fréquentes et plus violentes : 1° Elles sont particulièrement nombreuses et homogènes ; 2° Les causes psychologiques et sociales, ci-dessus, ont une répercussion particulière sur le tempérament britanique et surtout sur la plebe urbaine, dont l'apparition caractérise l'Angleterre d'aujourd'hui. A côté des trois milieux, dont la juxtaposition forme l'Angleterre urbaine, s'est formé un milieu nouveau. Son cadre. Analyse des causes qui ont amené une déformation physique, intellectuelle et morale de la race.

§ II. — La société britannique est une société aristocratique. — 1° *L'oligarchie terrienne*. — Elle date d'un siècle. Comment se répartissent, au point de vue de leur étendue, les exploitations rurales. Comparaison entre la petite et la grande propriété en France et en Angleterre. Les résultats obtenus par la campagne pour le morcellement du capital immobilier sont peu importants. — 2° *L'oligarchie capitaliste*. — Comment elle est révélée par les statistiques de l'*income-tax* et des droits successoraux. Est-il possible de découvrir une évolution démocra-

tique ? On peut comparer les classifications, dressées par le fisc, des successions déclarées en France et en Angleterre. — 3° *La fusion des deux oligarchies.* — Pourquoi l'aristocratie territoriale ne diminue pas en nombre : elle assimile, progressivement, l'aristocratie industrielle et financière. Manifestations et étapes successives de cette assimilation. Pour des causes psychologiques et historiques, la féodalité terrienne devait chercher à attirer, dans ses rangs, la ploutocratie. Celle-ci, pour des raisons psychologiques, devait chercher une alliance, qui servait ses ambitions politiques : la *gentry* n'est pas impopulaire. — 4° *Les mœurs aristocratiques.* — *A.* Pourquoi l'aristocratie n'est pas impopulaire. Causes historiques. Elle ne constitue pas un Etat dans l'Etat. Causes politiques. L'anglais n'aspire pas à gérer lui-même le pouvoir. L'observation de Stuart-Mill. Causes psychologiques. Un tempérament, que caractérisent la volonté et l'imagination n'est pas disposé à l'envie. Une pensée, qui répugne à l'analyse, n'est pas préparée à découvrir, derrière des groupements dont est faite la Société britannique, l'individu. — *B.* Pourquoi l'idée d'égalité répugne à la pensée anglaise. L'anecdote de Cobden. Comment le milieu naturel et social exagère, en Angleterre, les inégalités naturelles. Rappel de la définition de la pensée anglaise. Comment, en raison de ses caractères distinctifs elle exige, pour être affinée, l'action de circonstances plus favorables et de générations plus nombreuses. Comment se recrutent les hommes de talent anglais. Une aristocratie, en général, l'aristocratie britannique en particulier est belliqueuse. Cette tendance agressive, démontrée historiquement, fut imposée par des intérêts politiques, facilitée par l'organisation militaire du Royaume-Uni.

§ III. — La société britannique est une société religieuse. — 1° Origine de la croyance en une « mission ». Elle date des luttes pour la liberté civile et religieuse. Il faut aussi tenir compte de l'influence de la Bible. Associations et ouvrages ayant pour but de répandre cette idée. — 2° Considérations à l'aide desquelles est justifiée cette croyance. Historiquement : le parallélisme des victoires politiques, des succès économiques et des progrès moraux dans l'histoire anglaise. Théologiquement : l'identification d'Israël et de l'Angleterre. Cette conviction se retrouve partout : elle a servi à justifier la guerre.

§ IV. — Conclusion. — Essai d'une définition du patriotisme anglais. Il incarne les caractères les plus permanents de la Société britannique.

Le seul fait, que, de toutes parts, les flots de l'Océan viennent, par une attaque imprévue ou une retraite soudaine, diminuer ou agrandir cet îlot, qu'est la Grande-Bretagne, a plus d'influence et jette plus de lumière sur l'évolution historique et la formation intellectuelle du peuple anglais, que

toutes les données de la science ethnique ou économique. Les formes particulières de son activité aussi bien que les traditions belliqueuses de sa diplomatie s'expliquent dans une large mesure par cette insularité. Son action sur la vie individuelle n'a d'égale que son influence sur la vie collective.

En donnant à l'idée nationale, comme expression géographique non point la ligne sinueuse et pointillée d'une frontière conventionnelle, mais le profil de falaises crayeuses et de rocs granitiques, au pied desquels les vagues bondissent, sans trêve ni repos, la nature apporte au patriotisme la justification d'une vision attachante par sa grandiose beauté [1]. Sous la pression de ces limites, que toutes les énergies accumulées ne parviendraient pas à reculer de quelques mètres, les éléments ethniques se sont fondus en un bloc plus homogène [1]. L'Angleterre n'a pas de ces marches, de ces pays de transition, où les personnalités nationales atténuent, au contact d'autres peuples, les caractères des toits, la rigidité des usages, la pureté des langues. Aussi a-t-elle pu, comme dans un creuset rigide, mêler et mêler encore les sangs divers, qui lui donnèrent la vie, et les réduire en un seul, plus cohérent. Les hommes, qu'elle anime de sa richesse et de sa force, ont un sentiment de leur solidarité, plus vigoureux et plus unanime. Sur cette terre, encerclée par les vagues, les étrangers sont vraiment ceux qui arrivent de dehors : ils débarquent. Leurs gestes, leurs mœurs, leurs accents éveillent une ironique et méfiante curiosité. Les contacts sont moins fréquents et moins prolongés. Seules les classes moyennes confient aux agences de voyage le soin de les initier aux vertus d'autres peuples, à la valeur d'autres coutumes. Par ce qu'elle met en relief, d'une manière constante, les caractères qui distinguent la société

1. Laugel, *o. cit.*, p. 21 « Pour que l'idée de Patrie domine les individus, plie toutes les résistances et anime tous les cœurs, il faut que la patrie ait une figure visible : et quoi de plus propre qu'une île à lui donner cette figure ? L'océan l'enveloppe, la borde, en sculpte l'image. »

britannique, l'insularité accroît les intransigeances de la fierté individuelle et collective.

Mais il y a plus. Depuis des siècles, les falaises et les vagues se sont révélées, pour l'Angleterre, comme les plus efficaces des murs d'enceinte. Les souffrances et les laideurs de l'invasion lui ont été épargnées. L'opinion britannique ne voit plus les spectacles de la guerre, à travers le miroir douloureusement fidèle des souvenirs vécus, mais à travers les récits et les dessins, soigneusemant expurgés, des *War correspondents*. Les batailles, qu'approuve tout bas l'orgueil individuel et que justifie tout haut la solidarité nationale, peuvent revêtir l'attrait que leur prêtent poètes et artistes, prendre le peuple par ses besoins imaginatifs et ses traditions sportives : il ne connaît de la guerre que les départs corrects et graves, les retours fiévreux et tapageurs par les voies triomphales. Les vagues qui ont évité au peuple anglais de connaître sur son sol les horreurs de l'invasion, ont, par cela même, facilité les débarquements sur d'autres plages.

Le premier caractère [1], qu'a imposée la nature à la société britannique, en fait une société particulièrement belliqueuse. Il en est de même des autres traits distinctifs, dont l'évolution historique a marqué cette Nation industrielle et urbaine, aristocratique et religieuse.

§ I.

Des esprits éclairés, cédant aux conseils d'H. Spencer, ont pu, avec quelque apparence de raison, fonder des espérances pacifiques sur l'évolution industrielle des Sociétés modernes. Par les efforts qu'exige leur œuvre économique et les liens qu'elle noue entre les diverses nations, elle paraît à

1. Sur les conséquences belliqueuses de l'insularité, on peut consulter *Fabianism and the Empire*, passim, et J. Zangwill *the Mantle of Elijah*, Londres 1900, p. 345, 346 « J. Bull dans son Ile ne voit jamais le peuple qu'il opprime ou la campagne qu'il conduit. Toutes ces choses lui parviennent idéalisées comme des œuvres d'art. »

la fois endiguer les énergies et empêcher les conflits. Par les progrès intellectuels, qu'elle rend nécessaire et le mouvement démocratique, auquel elle donne naissance, elle semble créer, au sein des individus et des collectivités, des forces de résistance, contre le réveil des instincts ou des traditions combattives. L'Angleterre, cette Société que caractérisent la prédominance de l'activité industrielle et la concentration urbaine, est venue donner à ces légitimes espérances un sanglant démenti.

I. — Et d'abord est-il impossible de concevoir, que des causes d'ordre économique déterminent au sein d'un Etat, dont l'agriculture n'est plus l'œuvre principale, un courant belliqueux ?

Pour que l'individu se laisse aller à un acte de violence, il faut que, sous la pression d'un besoin ou l'impulsion d'un sentiment, il se produise dans tout son être une rupture d'équilibre. Il en est de même pour les groupements humains. Lorsque, dans la vie sociale, soit sur le terrain des faits matériels, soit dans le domaine psychologique, l'harmonie est rompue, les mêmes violences se déchaînent, décuplées par des millions d'énergies accumulées. Dans l'ordre économique, l'équilibre est brisé dès qu'une Société ne se suffit plus, dès qu'elle ne parvient pas, sans le concours des autres Etats, à satisfaire à ses besoins. Cette dépendance peut être une première source de conflits internationaux. Si un pays concentre toute son activité sur l'agriculture et reste, pour les ouvrages de l'industrie, tributaire de l'étranger, les obstacles, que mettraient d'autres nations, soit aux ventes de denrées alimentaires, nécessaires pour permettre les achats de produits ouvrés, soit aux importations d'objets fabriqués, dont la consommation est exigée par la vie sociale, donneront naissance à des difficultés diplomatiques. Combien plus réels sont les périls, que fait courir à un Etat, exclusivement industriel, l'insuffisance de son activité agricole ! On peut en quelques mois créer des usines ; il est impossible, en quelques années, de faire des paysans. La rupture d'équilibre est durable, et

les conséquences en sont immédiates. Seules les exportations de produits manufacturés rendent possible, par voie d'échange, l'approvisionnement d'une nation, dont les champs sont recouverts de maisons ou transformés en pelouses. Seules, des ventes croissantes permettent de nourrir une population croissante ; et lorsque, affolée par la baisse des statistiques, un peuple impose à sa voisine, par la force, une modification avantageuse de ses tarifs douaniers, ou annexe brutalement un territoire, un nouveau débouché, est-il possible d'être plus sévère, que pour un miséreux, chargé d'enfants, qui enfonce la devanture d'une boulangerie ?

L'exemple de l'Angleterre nous permet de vérifier l'exactitude de cette analyse générale.

*
* *

De l'autre côté de la Manche, l'agriculture nationale fournit de moins en moins, l'agriculture étrangère importe de plus en plus les aliments nécessaires à la consommation : l'étendue des champs, le nombre des bras, consacrés aux travaux de labour, diminuent de jour en jour.

En 1870 et 1871 la Grande-Bretagne consacrait 9.548 et 9.675 millions d'acres à la culture des céréales, dont 3.500 et 3.571 à celle du blé. Depuis lors, les charrues ont chaque année moins de terre à labourer. Elles eurent à retourner en :

	ACRES DE CÉRÉALES	BLÉ	ORGE	AVOINE
1880 . .	8.875.000	2.909.000	2.467.000	2.796.000
1881 . .	8.847.000	2.805.000	2.442.000	2.901.000
1890 . .	8.033.000	2.386.000	2.111.000	2.902.000
1891 . .	7.924.000	2.307.000	2.112.000	2.899.000
1900 . .	7.335.000	1.845.000	1.990.000	3.026.000
1901[1]. .	7.133.000	1.700.000	1.972.000	2.996.000

Les progrès de la chimie n'ont point compensé cette diminution dans l'étendue cultivée par un rendement plus avantageux. Les agriculteurs ont pu réduire progressivement la superficie de leurs granges. Ils entassent dans leurs gre-

1. *Statistical abstracts for the U. K.*, n° 25, p. 103 ; 34, p. 155.

niers en 1884 et 1885, 80 et 77 millions de *Bushels* (boisseaux) de blé ; en 1888 et 1889, 71 et 73 ; 1892 et 1893, 58 et 49 ; 1896 et 1897, 57 et 54 ; 1900 à 1901, 52 millions. La récolte d'orge avait été de 1884 à 1886 en moyenne de 74,6 millions de *Bushels* : de 1899 à 1901, elle s'élève annuellement, à 63,3 environ [1]. Seule, celle d'avoine, après une reprise de 1889 à 1899, a retrouvé, en 1900 et 1901, les chiffres de 1884 et 1886.

La terre et les bras, rendus libres par ces baisses persistantes, n'ont point été utilisés pour d'autres cultures. Si les champs de betteraves sont restés stationnaires (moyenne de 1869-1871, 1899-1901 : 319 et 395 milliers d'acres), ceux de pommes de terre et de navets ont diminué. Il y a trente ans leur étendue moyenne en Grande-Bretagne était de 599 et 2181 milliers d'acres : elle est aujourd'hui de 561 et 1697 milliers [2]. Depuis 1884-6, la baisse s'est précipitée. Pour ces trois années, la production moyenne de pommes de terre et de navets avait été de 3,3 à 25,8 millions de tonnes. En 1899-1901 elle atteint 3,1 et 20 millions. La récolte de betteraves, qui, jusqu'en 1899 avait été inférieure aux chiffres de la campagne 1886, est, avec peine, parvenue à les égaler en 1901 (7,2 et 7,7 millions de tonnes [3]). Si les vergers, depuis 1888 ont doublé leur superficie (74.000 acres), les champs de houblon, dans ces trente dernières années, ont perdu 10.000 acres et sont tombés à 51.000 ; ceux de lin ont presque disparu : de 23 et 17.000 acres, en 1870 et 1871, ils s'écroulent à 467 et 640 acres en 1900 et 1901 [4]. Les pâturages, qui, en dix ans, de 1871 à 1881, avaient passé de 12.435.000 à 14.821.000, ont mis dix ans pour atteindre 16 millions, et en 1901 n'avaient point dépassé ce chiffre [5]. Il ne semble pas d'ailleurs, que l'importance du troupeau élevé par la Grande-Bretagne

1. *Statistical abstracts*, 34 p. 161 et 49, p. 199.
2. N° 25, p. 103 et 49, p. 193.
3. N° 34, p. 161 et 49, p. 199
4. N° 25, p. 103 et 49, p. 193
5. N° 25, p. 102, 34, p. 155, 49, p. 193.

mérite de nouveaux sacrifices. Son nombre de têtes diminue plus qu'il ne s'accroît [1]. La quantité moyenne de viandes d'origine britannique, consommées dans le Royaume-Uni, s'est élevée progressivement à 1.354.000 (1888-90), 1.425.000 (1891-93), pour revenir ensuite à 1.388.000 tonnes (1894-1896) [2]. D'autre part, la production annuelle de laine baisse de 144 (1876-78) à 120 (1898-1900) millions de livres [3] (*Lbs*).

L'élevage ne remplace pas, en Grande-Bretagne, les céréales. Les pelouses, qui, de plus en plus et partout, recouvrent les terres à blé, ne sont pas de gras pâturages, que les arbres à fruits tachent de leurs clairs feuillages, que les troupeaux animent de leurs ombres mouvantes, remplissent de la chanson de leurs clochettes, mais des champs abandonnés par l'homme : la nature, pour ne les point laisser inoccupés, les sème de ses herbes folles.

Terres et villages sont abandonnés. Depuis 1891, les statistiques officielles enregistrent annuellement une diminution dans l'étendue du sol cultivé. En 1891 elle s'élevait à 32.913.000 acres ; en 1896 elle baisse à 32.562.000 ; et en 1901 elle tombe à 32.417.000. Le pourcentage moyen des terres en friches, — non compris les forêts, — est de 6,9 en Autriche ; 9 en France ; 9,4 en Belgique ; 9,9 en Allemagne ; 10,2 en Hongrie ; 19,3 en Italie ; 23 en Hollande. Il est de 13,4 en Irlande et de 28,4 en Grande-Bretagne [4]. Si l'on ne tient compte que des champs de labour, on découvre que l'étendue, fécondée par l'énergie humaine, a en trente ans diminué de 3.500.000 acres, soit d'une surface égale à celle des comtés de Norfolk, Suffolk et Essex [5]. La valeur de la terre cultivée baisse avec sa superficie. Depuis 1880, les revenus, qui ont pour origine la propriété ou l'occupation

1. N° 25, p. 102, 34, p. 155, 49, p. 193.
2. Williams. *The Case for protection*, 1899, p. 111.
3. V. Caillard. *Fiscal Reform*, 1902, p. 82.
4. H. Samuel. *Liberalism*, p. 130.
5. Rider Haggard. *Rural England*, 1902, II, p. 531.

de domaines fonciers, cessent de progresser. Les agents du fisc enregistrent en :

	1881	1891	1901
Angleterre. . . .	51.599.000	41.378.000	36.941.000
Ecosse.	7.711.000	6.374.000	5.943.000
	59.310.000	47.752.000	42.884.000

livres sterlings. Les gains tirés de la terre subissent, en vingt ans, une réduction de 410 millions de francs[1]. La diminution dans les revenus réels aurait été, au dire d'économistes compétents, beaucoup plus importants : elle atteindrait pour la période 1876-1901, 1.225 millions de francs. On a pu affirmer que la valeur de la terre avait baissé depuis 1875 de 53 1/2 p. 100[2].

Elle cesse d'être une source de vie, pour devenir un objet de luxe. Partout, à l'entour des gares, jaillissent du sol, les coquettes villas, parées de lierre et couronnées de tuiles, où viennent se réfugier, pour retrouver la paix des champs, ceux qu'ont enrichis les cités. Partout aussi dans les vallons paisibles, que méprise la voie ferrée, les vieilles demeures, flanquées d'écuries et de granges, bâties dans la même pierre grise et revêtues du même chaume, ferment les portes de leur seuil, que ne franchissent plus les jeunes hommes qu'ont attirés les usines et les bouges. En 1881, les travaux des champs occupent 1.033.000 hommes de plus de vingt ans et 202.000 de moins de vingt ans. En 1891, ces deux catégories étaient déjà tombées à 986.000 et 193.000. Dix ans plus tard, l'agriculture n'emploie plus que 960.000 et 168.000 travailleurs ayant ou n'ayant pas dépassé l'âge de vingt ans[3]. Les travaux des champs absorbent en Belgique 35, aux États-Unis 37, en Allemagne 39, en France 45, et en Angleterre 10 p. 100 des travailleurs[4].

1. *Statistical abstracts*, n° 34, p. 31 ; 47 et 49, p. 35.

2. Sir V. Caillard, *o. cit.*, p. 116.

3. A.-L. Bowley. *National Progress*, 1903, p. 5.

4. *Financial Ref Almanach*, 1901, p. 258. Sur 10.000 habitants, 711 en 1881, 495 en 1901, étaient occupés par les travaux des champs. *Blue Book* c. d. 2.337, p. 434.

Tous les efforts tentés pour enrayer cette crise agraire ont jusqu'ici échoué. Ni les textes législatifs, ni l'initiative privée ne sont encore parvenus à reconstituer la classe de petits propriétaires, à organiser le réseau d'associations coopératives[1], conditions nécessaires de toute agriculture prospère. Et devant la marée montante des villas gothiques, des mornes faubourgs et des usines enfumées, les moissons et les pâturages reculent encore, les terres tombent en friches et les villages en ruines.

*
* *

Depuis 1871, la population de la Grande-Bretagne s'accroît de 400.000 âmes par an. Ce que la terre anglaise, appauvrie et désertée, ne peut plus fournir, il faut le demander aux nations étrangères. Le stock des objets d'alimentation importés grandit dans la mesure où s'accroît le nombre de bouches à nourrir et diminue la fécondité du sol.

En trente ans, les achats de céréales ont plus que doublé. En 1871, ils s'élevaient à 83 millions de quintaux anglais (*cwts*), dont 39 de blé, 8 d'orge, et 10 d'avoine. En 1901, ils atteignent 196 millions, 69 de blé, 21 d'orge, et 22 d'avoine. Tandis que la Russie se réserve une part prépondérante dans les importations d'orge (8 sur 21 millions de quintaux en 1901) et d'avoine (12 sur 22), les États-Unis accaparent les ventes de blé, en grains (39 sur 69) et en farine (18 sur 22 millions de quintaux)[2]. Les nations étrangères fournissent aujourd'hui aux consommateurs du Royaume-Uni la majeure partie de leur stock de céréales.

Bien que la consommation de céréales, par tête d'habitant, ait, depuis vingt ans, plutôt baissé, la part des achats de blé, d'orge et même d'avoine, faits à l'étranger augmente, celle des commandes faites aux producteurs nationaux diminue d'une manière concordante.

1. Rider Haggard, t. II, p. 44 et 75; voir aussi p. 250 et *Report of Working men's coopérative societies.* C. d. 698 passim.

2. *Stat. abstr.*, n° 49, p. 91, 3.

ANNÉES		POURCENTAGE des importations par rapport à la consommation. Total.	PRIX MOYEN par quartier. Sh. Pence.	PRODUIT NET par tête d'habitant. Qrs.	IMPORTATIONS nettes par tête d'habitant. Qrs.	CONSOMMATION totale par tête d'habitant. Qrs.
Blé. . .	1884-86 . .	63,96	33,2	0.26	0.46	0.72
	1898-1900 .	73,76	28,10	0.20	0.55	0.75
Avoine .	1884-86 . .	18,76	19,11	0.56	0.13	0.69
	1898-1900 .	22,64	17,8	0.52	0.15	0.67 [2]

Si le mouvement, précisé par le tableau, persiste ou s'accentue, il est permis de prévoir qu'un jour viendra, où la totalité du pain nécessaire au peuple anglais sera acheté hors de ses îles. Sur le sol de la Grande-Bretagne, les tiges de blé, d'orge ou d'avoine deviendront un objet de luxe et un sujet de curiosité, tout comme aujourd'hui les orchidées de M. Chamberlain.

Le « *Roastbeef* » cessera-t-il, également, d'être un article anglais pour devenir un objet exotique? Sans doute les importations de bétail vivant sont restées stationnaires. Mais ses achats de viande ont grandi dans des proportions énormes [1]. En 1868-1870 le Royaume-Uni consommait par tête d'habitant 100 livres (*Lbs*) de viande; il achète à ses nationaux 91 et aux étrangers 9 seulement. En 1894-96, chaque être humain, qu'avaient à nourrir les deux îles anglo-saxonnes, exige pour lui 122 livres : il ne demande plus à ses compatriotes que 79 et importe 43 *Lbs* [2]. Les États-Unis se sont assurés le monopole de ses commandes. Ils lui vendent 71 et 38 p. 100 des bêtes à cornes et des moutons vivants; 70 et 96 p. 100 des importations de bœuf frais et salé; 89 et 93 p. 100 de ses commandes de jambon et de

1. *Stat. abst.*, n° 49, p. 58 : 34, p. 48 . 25, p. 27.
2. Williams, *o. cit.*, p. 111.

lard. L'Angleterre est pour ses approvisionnements de viande à la merci des États-Unis[1]. Ils étaient déjà maîtres du prix de son pain. Il est inutile et il serait fastidieux de continuer cette démonstration. Aussi bien, nul n'ignore que l'Anglais, pour ses œufs[2], son dessert, ses fruits[3] et son sucre[4], ses boissons, ses vins et son thé, est tributaire de l'étranger.

C'est là une situation de fait qui reste, jusqu'ici, particulière à la société britannique. Ni aux Etats-Unis, ni en Allemagne, ni en France, les importations d'objets alimentaires, leur valeur réelle et leur part proportionnelle n'atteignent des chiffres aussi élevés. Pour la période 1895-99 la moyenne annuelle des achats de produits agricoles s'élève en France à 44, aux Etats-Unis à 45, en Allemagne à 80, en Angleterre à 195 millions de livres sterling. Ils représentent 27, 30 et 34 p. 100 des commandes françaises, américaines et allemandes, 43 p. 100 des importations anglaises[5].

Parce que la société britannique est plus complètement industrielle que ses rivales, elle est obligée d'échanger, contre des exportations croissantes d'objets ouvrés, des importations croissantes de produits agricoles. Ce fait domine et caractérise l'activité économique du Royaume-Uni. La valeur totale des achats nécessaires pour alimenter l'Angleterre tout entière n'a cessé de croître. La moyenne quinquennale de ces importations monte de 146 (1883-7), à

1. *North american Review* juin 1902.

2.

1871-75.	1881-85.	1891-95.	1896-98.
602.863.000	901.095.000	1.377.911.000	1.592.165.000

Williams, *o. cit.*, p. 113.

3.

	1884-86.	1889-87.	1890-92.	1893-95.	1898-99.
Pommes, Bushels. .	2.776.000	3.117.000	3.412.000	3.906.000	4.791.000

id., p. 113.

4. *Sal. abstr.*, déjà cités.

	1871.	1887.	1891.	1901.
Sucre raffiné cwts	1.640.000	2.760.000	11.331.000	21.256.000
Sucre brut. . .	12.126.000	19.839.000	16.201.000	13.386.000
	13.766.000	22.605.000	27.532.000	34.642.000

5. Sir V. Caillard, *o. cit.*, p. 64 à 66.

161, 166, 199 (1898-1902)[1] millions de livres sterling. En 1903, leur total a dépassé 214. Mais la part proportionnelle des objets d'alimentation dans les échanges britanniques n'a presque pas varié. En 1882 et 1887, ils représentaient 43,7 et 42,1 ; pour les deux périodes 1890-4, et 1895-9, 43,4 et 43,1 ; en 1899, enfin 43,4 p. 100 des commandes totales[2]. Elles constituent un élément stable, autour duquel les autres oscillent, cédant à ses hausses ou à ses baisses.

La permanence de ce facteur est une nouvelle preuve de son importance. Si on l'ignore, il est impossible de comprendre l'anxiété avec laquelle l'opinion britannique compulse les bilans de fin d'année ; la méfiante colère, avec laquelle elle constate les progrès des exportations allemandes ou américaines. Il faut vendre pour ne pas mourir de faim. La terre anglaise ne peut nourrir ses habitants. Ils doivent troquer contre du pain, et de la viande, du thé et du vin, des fruits et des boissons, les cotonnades de Manchester et les bateaux de Glasgow, les lainages d'Huddersfield et la métallurgie des Midland. Cédant à cette nécessité économique, le peuple anglais s'est taillé par l'énergie de ses colons et la persévérance de ses hommes d'État un Empire, dont les frontières, jusqu'ici, ont pu être annuellement reculées pour fournir à l'industrie des débouchés nouveaux. Mais ce monde anglo-saxon ne se suffit pas encore à lui-même. Il ne parvient à fournir à la Grande-Bretagne, ni des denrées, ni des débouchés capables d'alimenter toutes les bouches et toutes les usines. En 1901, les colonies vendent à la mère Patrie 25 p. 100 de ses approvisionnements et lui achètent 37 p. 100 de ses produits[3]. L'Angleterre doit se procurer ailleurs 75 p. 100 de ses aliments, placer ailleurs 63 p. 100 de ses marchandises. Restreindre ses ventes, c'est la menacer dans sa nourriture. Et pour ces pensées imaginatives, toujours prêtes à évoquer derrière des chiffres tout un monde

1. A.-L. Bowley. *National Progress*, 1903, p. 53.
2. Sir Vincent Caillard, *o. cit.*, p. 64.
3. L.-G. Chiozza. *British Trade and the Zollverein Issue*, p. 54

de visions, pour ces tempéraments combatifs, toujours disposés à découvrir d'inconscientes provocations, la moindre oscillation dans les statistiques se traduit par une panique belliqueuse. Une armée solide et une marine écrasante sont nécessaires pour soutenir, aujourd'hui de leur prestige, demain de leurs forces, les exportations qui par des progrès croissants permettent au peuple de vivre, à la nation de durer[1].

Par la rupture d'équilibre qu'elle entraîne entre l'activité agricole et la vie manufacturière, par la perturbation qu'elle a jeté dans ses approvisionnements alimentaires, la transformation industrielle du Royaume-Uni, modifie les caractères des crises commerciales, aggrave leurs répercussions psychologiques. Elle infligeait aux espérances de R. Cobden, aux arguments d'H. Spencer — ces deux pacifiques — un néfaste démenti[2].

II. — Jusqu'ici l'évolution industrielle et la concentration urbaine ont été deux faits inséparables. Les économistes et les philosophes ont voulu y voir au même degré une victoire sur l'âge de la guerre. Ils ont cru qu'il suffisait de grouper, en vue d'un travail plus monotone et moins indépendant que celui des champs, des milliers d'êtres humains, dans la même ruche grise et enfumée, pour effacer les instincts, les souvenirs belliqueux, dont l'histoire avait marqué leurs caractères et imprégné leurs cerveaux. Non seulement les agglomérations nouvelles n'atténuent ni les tendances du tempérament, ni les traditions du passé; mais encore, elles contribuent, pour des causes sociales et psychologiques, à conserver aux unes leur force, aux autres leur autorité.

L'exaltation de la sensibilité nerveuse, autant que l'inten-

1. Dans le journal de la *Société Royale de Statistique*, vol., 62, p. 624, 28, se trouvent des statistiques qui déterminent depuis 1887 jusqu'en 1898 la quantité d'objets d'alimentation fournie à la consommation par les producteurs nationaux et les importateurs étrangers.

2. Voy. aussi *Blue Book*, c. d., 1 761, p. 110.

sité d'un travail incertain préparent l'éclosion d'une soif collective d'émotions et d'aventures. Pour la satisfaire, les ambitieux de la politique et de l'industrie ont créé, à côté des romans feuilletons, cette presse d'un nationalisme subaigu, dont les en-têtes alléchants et les télégrammes sensationnels peuvent seuls rivaliser, au point de vue de leur action nerveuse, avec les drames de Xavier de Montépin. Leur succès est facilité par la violence des passions que déchaînent les intérêts économiques lésés par des obstacles, moins éternels et moins immuables que les caprices du sol et du climat. L'ouvrier, le boutiquier et l'industriel sont moins disposés à imiter la résignation du paysan. Ils sont au contraire enclins à réclamer contre le travailleur, le commis voyageur ou le syndicat étranger, qui fournissent à meilleur compte la main-d'œuvre, les bibelots en détail et les produits en gros, l'intervention de la contrainte législative, de l'autorité diplomatique, manifestations déguisées et préludes nécessaires de la force armée.

Ces passions se répandent d'autant plus facilement dans une société urbaine que les courants d'opinions sont plus unanimes. A leur analyse le regretté Gabriel Tarde a consacré d'éminents travaux. Il a montré comment, dans tout groupement humain, et *a fortiori* dans les cités modernes, l'action irrésistible d'une imitation instinctive identifie ou renforce des états psychologiques différents ou semblables. Lorsque l'imitation réciproque s'exerce sur des croyances pareilles, — et c'est le cas des courants belliqueux, — elle décuple leur intensité. « Dans un pays où la civilisation a multiplié les relations, c'est-à-dire développé l'action imitative, trente ou quarante millions d'hommes sont entrain d'échanger leurs fantaisies et leurs conceptions, leurs passions et leurs désirs ; l'état intérieur de chacun d'eux se complique de la sorte, par suite de la dissemblance des classes, des intérêts, des habitudes, des esprits qui tendent à se fondre. De là l'ardeur des convoitises, la fièvre du luxe. Mais en même temps, sur un point, leur état intérieur doit

simplement se renforcer par leur mise en rapport ; à savoir, en ce qui touche au sentiment, qu'une nation ennemie ou réputée telle leur inspire. Cette haine, comparée à l'ensemble des autres désirs, serait chez chacun d'eux extrêmement faible, s'ils étaient isolés ; mais elle est commune à tous ; ils se l'expriment ; le renforcement imitatif doit donc s'exercer sur elle particulièrement et donner lieu, de temps à autre, à ces accès de patriotisme sublime ou extravagant, qui, en plein siècle de raison, à la grande surprise des sages, éclatent avec une énergie proportionnelle au progrès de la civilisation. Pourquoi s'en étonner ? c'est inévitable[1] ».

Sur le terrain social par les besoins d'émotions et les colères auxquelles elle donne naissance, sur le domaine psychologique par la généralisation et l'intensité des courants d'opinion dont elle permet l'éclosion, la vie urbaine se prête, plus que la vie rurale, à l'explosion de crises belliqueuses.

*
* *

Ces diverses causes ont exercé sur l'Angleterre contemporaine une action d'autant plus grande, que le milieu leur était plus favorable. La Révolution économique, qui a rasé les villages et bâti les cités, est relativement récente[2]. Pour

1. G. Tarde. *Philosophie pénale*, 5e éd., 1900, p. 326.
2. *Journal of the statistical society*, vol., 63, p. 527.

	Acres		Habitants		Densité par acre	
	1801.	1901.	1801.	1901.	1801.	1901.
Londres	44	130	922	5.212	20,9	39,9
112 villes ayant plus de 4.000 en 1801	112	390	1.400	8.905	12,4	22,8
170 villes ayant plus de 2.000 en 1801	80	144	472	1.944	5,8	13,4
224 villes ayant plus de 1.000 en 1801	99	144	301	1.534	3	10,6
villes nouvelles depuis 1801		79		1.088		13,6
Espaces très peuplés en 1801	316	346	227	660	0,6	1,9
Espaces peuplés nouveaux		2.087		2.673		1,2
Espace entourant les villes	2.611	2.416	846	1.444	0,3	0,6
Districts ruraux peu peuplés	8.768	8.768	651	742	0,07	0,08
Autres districts ruraux	25.254	22.808	4.069	4.791	0,16	0,4
Grande-Bretagne	37.317	37.317	8.892	29.002		

la première fois, en 1861, on constate une diminution dans la population rurale. Il y a cinquante ans, le peuple des paysans et des citadins étaient numériquement égaux. En 1871, la balance penche en faveur des villes. Les recensements de 1881 et 1891 constatent que, dans l'Angleterre proprement dite, les citadins étaient par rapport aux campagnards dans la proportion de 3 à 2, 7 à 4[1]. Dix ans plus tard, la rupture d'équilibre s'est encore aggravée : 21 contre 79, 4 contre 1.

Les êtres humains, qui s'entassent dans ces cités toujours croissantes, sont plus préparés que d'autres à subir la dangereuse influence de cette transformation sociale. Nous avons analysé ces sensibilités britanniques, dont l'atonie physique et la compression morale multiplient les soudaines explosions. La vie urbaine en accroît les périls, puisqu'elle les prive du seul spectacle « dont la race fut passionnément éprise. Ces cœurs tristes, méfiants, mécontents ont besoin d'un ami, d'un confident muet : la nature leur en tient lieu. Aussi l'aiment-ils d'un amour plus tendre qu'aucun autre peuple. Ils la cherchent; la contemplent partout[2] ». Elle excite leur imagination et apaise leur sensibilité. Par la variété de ses spectacles et l'infini de ses détails, elle est comme un précieux et inépuisable stimulant ; par la paix de ses couleurs atténuées, l'indifférente sérénité de ses lois elle atténue chez ces âmes religieuses la rudesse de leurs sensibilités. C'est bien là l'impression qui se dégage du paysage anglais. Pas de teintes crues : les jeux de la lumière et les mouvements de l'air permettent seuls de distinguer les unes des autres les diverses nappes de la verdure, l'éclat des prés, la gravité des feuillages. Les routes serpentent, à l'abri des arbres et des haies, sans se hâter d'arriver droit au but. Les eaux coulent lentement, pour ne pas déchirer les chevelures des mousses, ni froisser les nénuphars paresseusement endormis. Les jardins étouffent le bruit des pas sous d'épais tapis de gazon et

1. Charles H. Pearson. *National Life*. 1893, p. 142 et 155.
2. Laugel, *o. cit.*, p. 18.

les maisons masquent leurs fenêtres derrière les vignes vierges. Comme le disait Tennyson : « Une demeure anglaise, — le crépuscule gris versé sur de frais pâturages, des arbres humides, plus doux que le sommeil, — toutes choses arrangées en ordre, un séjour antique de paix [1] ». Ce cadre bienfaisant la vie urbaine l'a détruit et ne l'a pas remplacé. D'autres peuples sont parvenus à atténuer quelques-uns des inconvénients de cette évolution économique. Ils multiplient théâtres et musées. Ils retrouvent, dans les perspectives de leurs avenues, un peu de la paix sereine des larges horizons. Les jouissances de l'art ont pu à la fois satisfaire et affiner, dans une certaine mesure, les besoins d'émotions. Mais tel n'est pas le cas de l'Angleterre. Malgré la campagne de Ruskin et de W. Morris, la renaissance de la peinture et l'éclosion de l'art décoratif, ces joies sont réservées à quelques villes et, dans ces villes, à quelques individualités. Pendant des siècles, la pensée anglaise préférera la souplesse et la vie de la langue poétique à l'expression limitée et immobile des formes et des couleurs ; le tempérament national, trop tendu par une volonté toujours à l'éveil, ignorera le sens de la mesure, sans lequel il n'est pas d'art national. Privée de la nature, sevrée des jouissances artistiques, l'Angleterre moderne ne connaît d'autre distraction que le *Music Hall*. Par son culte de la force et son dédain de l'étranger [2], il la prépare à trouver dans des crises belliqueuses un aliment plus complet et plus varié pour sa soif d'émotions [3].

La vie urbaine, non contente d'aggraver les à-coups d'une sensibilité comprimée, accroît l'homogénéité d'un peuple, qui ignorait déjà l'atténuation qu'apportent les croisements aux intolérances des personnalités trop unes et trop fortes. Dans cette population urbaine, dont les éléments ne sont point différenciés par une facilité et une curiosité intellectuelles, générales et répandues, « les conditions physiques et

1. Cité dans Laugel, p. 8.
2. J.-A. Hobson, *Jingoism*, 1900, p. 3.
3. *Id.*, p. 8.

mentales de la vie urbaine détruisent les vigoureuses individualités. L'entassement de larges masses de travailleurs, en vue de tâches industrielles, réglées par la routine mécanique ; un entassement, encore plus malsain, dans la vie domestique ; le frottement constant de rapports superficiels, soit au travail, soit au repos, avec un grand nombre de personnes, soumises aux mêmes influences ambiantes : ces conditions sont capables de détruire ou même de compromettre l'indépendance de caractère, sans substituer une sociabilité sérieuse et rationnelle [1] ». Dans un milieu aussi homogène, les passions nationales, auxquelles donnent naissance les souffrances individuelles, se propagent, avec la même facilité qu'une étincelle dans un ballot d'amadou. Tout distingue l'étranger, et tout le signale. Les méfiances de l'ignorance, les rancunes de la misère sont immédiatement partagées et deviennent unanimes [2].

Nulle part, les courants d'opinion ne sont aussi forts qu'en Angleterre. Le Français est sociable et individualiste, en raison de sa supériorité intellectuelle et de sa médiocrité morale. Il cherche dans les réunions, une occasion de satisfaire ses besoins d'émotivité et de révéler la souplesse de sa pensée. Il trouve dans le lien civique, une humiliation pour sa vanité, une gêne pour son égoïsme, une charge pour sa paresse. L'Anglais, en raison de sa médiocrité intellectuelle et de sa supériorité morale, est à la fois isolé et social. Sa pensée, rebelle aux jongleries d'idées abstraites, éprise des faits accumulés ou des images évoquées, est incapable de se complaire dans le choc désintéressé de deux esprits affinés : de même que sa sensibilité lente et contenue ne se prête point aux confessions ni aux analyses. Mais s'il n'est pas « mondain », l'anglais est un citoyen. L'association est un fait réel, un symbole vivant devant lequel s'incline sa pensée toujours respectueuse des réalités tangibles. Le lien social, parce qu'il se traduit en des devoirs quotidiens, satisfait à la fois son énergique volonté et sa cons-

1. J. A. Hobson. *Jingoism*, p. 6 et 7.
2. *Id.*, p. 119.

cience religieuse. Les difficultés de la vie économique et les traditions de la vie politique l'ont habitué à admettre, comme une nécessité inéluctable, le groupement des énergies et le sacrifice des intérêts individuels à la tâche collective. Comment ce citoyen, prêt à accepter les charges, à obéir aux lois et à respecter les traditions qu'il plaît à la collectivité de lui imposer, ne serait-il pas disposé à s'incliner devant un courant d'opinion, comme devant une manifestation de la volonté nationale? Ce peuple, où l'ignorance complète est aussi rare que le sens critique, ces lecteurs dociles de revues et de journaux sans valeur et parfois sans scrupules en arrivent à considérer, comme un devoir, de se courber devant la décision d'une majorité. Cette analyse explique les résistances têtues axquelles se sont toujours heurtés, de l'autre côté de la Manche, les premiers défenseurs d'une idée nouvelle ou d'une réforme hardie; les colères passionnées, avec lesquelles ont été accueillis ceux qui ont refusé de s'incliner devant un arrêt politique et proclamé l'injustice d'une cause nationale. Autrefois, lors de la guerre de Crimée, Richard Cobden et John Bright; hier, à propos du conflit Sud-Africain, John Morley et sir Henry Campbell-Bannerman ont appris ce qu'il en coûte de ne point céder à un courant d'opinion[1]. Qu'est-ce qu'un *gentleman*, sinon le galant homme, qui ne se laissera jamais aller, dans ses gestes ou son costume, ses habitudes ou ses propos, à heurter violemment un usage accepté, ni une opinion reçue[2]. Il affirmera la légitimité de l'intervention britannique toujours et partout; il se montrera, à l'heure qu'il convient, sur la promenade ou à l'église; il ne sortira jamais un dimanche avec un pantalon de flanelle blanche, ni à Londres sans être drapé d'une redingote et coiffé d'un « haut de forme[3] ».

1. Godard, dans *Patriotism and ethics*, p. 159, 166, énumère toute une série de faits, qui montrent la puissance des courants d'opinion en Angleterre.

2. A. Stodart Walker, *the struggle for success*, p. 155, 7.
Voy. aussi, Peters, *o. cit.*, p. 310, 311.

3. « En France, l'opinion publique est l'asile où la liberté, chassée des

Le sens civique et la discipline sociale, le patriotisme ardent et la combativité belliqueuse sont les manifestations inséparables d'un seul et même fait. La vie urbaine est venue accroître cette solidarité traditionnelle, de même qu'elle avait aggravé la rigueur de l'homogénéité sociale, les déviations et les intermittences de la sensibilité.

*
* *

Ces facteurs ont trouvé un milieu, particulièrement propice, dans la plèbe urbaine, dans ces enfants de ruraux immigrés, dont le tempérament primitif a été altéré par les cités industrielles. Jusqu'à ces dernières années il était convenu que l'on pouvait répartir les habitants des villes anglaises en trois classes distinctes, découvrir dans l'amas des maisons, qui recouvraient la terre de leurs cubes gris et voilaient le ciel de leurs fumées, trois types différents.

Tous les étrangers les connaissent, parce qu'elles sont hospitalières et tolérantes, ces demeures isolées dans la paix ombragée des *terraces* ou des *squares*, dont l'extérieur discret, le perron modeste, élévé de quelques marches et abrité sous un court portique, masque la large et saine aisance. Sur les murs des toiles authentiques. Sur les meubles des souvenirs de voyage et de chasse, parfois des cadeaux offerts à un homme d'État, plus souvent encore des objets d'art, éditions de W. Morris et reliures de Sanderson. Sur les tables, rarement le *Daily Telegraph* ou le *Morning-Post*, souvent le *Times*, toujours la *National Review*. Les tapis étouffent les pas. Les tentures cachent les portes. Tout un jeu de rideaux tamise la lumière. Rien ne trouble la paix du *home* que favorisent encore les larges et bas fauteuils, les accueillants et discrets sofas. Dans cette atmos-

institutions, se réfugie : en Angleterre, c'est la forteresse où quelquefois le despotisme, chassé des institutions, se cantonne. Sacrifier ses opinions à l'opinion est considéré, en France, de la part d'un homme politique comme une faiblesse coupable. En Angleterre, sa Majesté l'opinion sourit à de tels sacrifices, comme à un hommage qui lui est dû. » L. Blanc, *o. cit.*, t. III, p. 113.

phère sereine, garantie contre les intempéries ou les bruits du dehors, flottent, à l'abri des discussions violentes et des négations farouches, idées et traditions, transmises de génération en génération. Les convictions se lèguent avec le mobilier : par leur certitude elles sont aussi confortables que les fauteuils ou les sophas. Dans cette paix des choses et des idées vivent les membres de l'oligarchie terrienne ou industrielle, dont Eton et Oxford firent des *gentlemen*, les sports des hommes, les *Clubs* des citoyens.

Les classes moyennes, qui ont fourni à l'aristocratie contemporaine les sir John Blundell Maple, sir Thomas Lipton, n'en sont socialement séparées, que par les proportions plus restreintes de leurs maisons. L'uniforme — redingote et haut de forme — est le même. Les enfants fuient, avec un soin égal, les contacts des écoles populaires et sont élevés dans quelques-uns des cours secondaires, dont la médiocrité constitue pour l'Angleterre un péril reconnu. La déférence, exigée des fournisseurs et des subordonnés, est identique. Les maisons bourgeoises des *suburbs* se rapprochent plus ou moins, suivant les revenus de leurs locataires, des demeures du *West-End*. Comme celles-ci, elles ne donnent point de plain-pied sur la rue ; mais en sont séparées par une contre-allée sablée, deux ou trois marches, dans lesquelles il faut retrouver un vestige de l'allée carrossable et du portique classique. Le *Hall* existe encore ; mais il est si étroit qu'il est difficile de suivre le couloir, dès qu'on est deux de front. Le *Drawing-Room* est conservé, mais réduit et rarement entr'ouvert, par mesure d'économie. Les toiles authentiques ont été remplacées par des chromo-lithographies criardes, les tapis par des carpets, les lourdes tentures par des étoffes *Liberty*. Sur les tables ne traîne pas la *National Review*, mais *tit-Bits* et la *Review of Reviews*. Si les idées diffèrent, les convictions sont aussi sérieuses et aussi fidèles. Les prédicateurs méthodistes, leurs homélies passionnées ont façonné ces scrupuleuses consciences : tandis que les cérémonies de l'Église anglicane, correctes et

graves, donnent aux membres de l'aristocratie la hautaine dignité de leurs âmes. Comme le disait si heureusement — M. Chevrillon[1] « des pamphlets religieux, des théories anti-alcooliques et végétariennes, d'honnêtes romans — feuilletons pleins de détectives et de sentiments — voilà leur nourriture mentale. Vaguement leur horizon s'étend aux États-Unis, mais il se borne au monde Anglo-Saxon. Dieu, Roi, Empire, libre-échange, protection, politique de la porte ouverte, tempérance, cricket, salaires, affaires : ces mots dessinent la ligne générale de leurs pensées. Un cercle de vie étroit, invariable, un travail exact de bureau et de magasin, celui d'une machine de précision. »

Extérieurement rien ne distingue le *cottage* d'un *middle-class* de la demeure d'un *skilled Working man*. L'entrée est plus près de la rue ; le jardinet qui la complète plus étroit. Mais dans son intérieur l'ouvrier syndicaliste a résolument condamné, tout ce qui pouvait rappeler des traditions sociales plus aristocratiques. Même chez celui auquel un traitement de contremaître ou de secrétaire d'*Union* donne des revenus supérieurs à ceux de beaucoup de commerçants, la domestique est supprimée ; le *drawing-Room* transformé en *sitting-Room*, en salle à manger, en cabinet de travail ; la redingote et le tube condamnés. Les enfants sont inscrits aux écoles primaires et fréquentent les cours du soir. Tandis que la femme vaque aux soins du ménage, le mari parcourt les publications de son parti, le *labour-leader*, l'organe du parti ouvrier indépendant, ou bien le *Clarion*, feuille d'avant-garde socialiste. Il ouvre l'armoire, dans laquelle sont soigneusement rangés les ouvrages, achetés avec ses économies, ou bien les volumes prêtés par un syndicat, un cercle d'études sociales. Plus l'ouvrier est jeune, plus l'importance de cette bibliothèque grandit, mais son fonds ne varie guère : les œuvres de Dickens, Carlyle et Ruskin, des traductions de Tolstoï, Mazzini et Hugo, quelques

1. *Foules anglaises*. Voir aussi, p. 169, H. G. Wells, *Mankind in the Making*, 1904.

traités de biologie, des comptes rendus et des brochures de propagande. Plusieurs fois par semaine, cet ouvrier d'élite laisse ses livres reposer en paix et va assister aux réunions d'une coopérative, d'une bourse de travail, d'une association politique, d'un syndicat. Leurs rouages complexes, leurs cérémonies traditionnelles, leurs programmes minutieux satisfont complètement les besoins religieux, auxquels répondaient jadis la chapelle méthodiste, avec ses comités divers, ses prédications périodiques, sa propagande constante [1]. Cette existence, la brièveté relative des journées de travail et le taux élevé des salaires, les lectures quotidiennes et les groupements professionnels développent chez cette aristocratie ouvrière une curiosité d'esprit et une indépendance de jugement, ignorées des classes moyennes. Elle fournit déjà au personnel politique de l'Angleterre des hommes comme J. Burns, Chas. Fenwick, Bell, dignes de sa vieille réputation de capacité éclairée [2].

Ces trois milieux, dont la juxtaposition constitue l'Angleterre urbaine, ces trois classes ont entre elles plusieurs traits communs. Elles constituent des cadres solides destinés à affiner les consciences sous la pression constante des traditions, à diriger les activités vers un but normal, à soutenir les énergies de toute la force que donnent un milieu harmonieux et une vie réglée. Elles éduquent les sensibilités, façonnent les intelligences et utilisent les volontés. Sans doute ces groupes sont soumis à l'action belliqueuse des facteurs psychologiques ou sociaux ci-dessus précisés ; mais par leur influence régulatrice, ils évitent à une société les dangers, auxquels peut donner naissance l'agglomération d'individualités mal venues et non encadrées. La nation britannique n'est point parvenue à faire rentrer, dans ces trois grandes catégories, toute la population de ses cités. Manœuvres, chô-

1. Ch. Booth, dans le *Summary* de son Etude sur les *Religious Influences* de Londres, précise l'attitude de l'ouvrier anglais vis-à-vis des questions confessionnelles.

2. H.-G. Wells, *o. cit.*, p. 171 et suiv.

meurs, déclassés constituent la plèbe britannique. A dire vrai, elle forme un peuple distinct. Ses déformations psychologiques, ses mœurs nouvelles en font une populace, éprise d'émotions militaires, comme autrefois, sous d'autres cieux, dans une autre cité impériale, les habitués du Cirque romain.

Si l'on prend Londres comme cité-type, on constate à côté des maisons à portique du *West-End*, à côté des *cottages* des *suburbs*, plus ou moins entourés de verdures, vêtus de feuillages et teintés de rose, l'existence d'une ville plus dense et plus close. Partant de Shepherd Bush, à l'ouest, elle atteint, par Paddington et Marylbone, Saint-Pancras et Pentonville au nord, pour remplir à l'est une vaste étendue, limitée par les quartiers juifs de White-chapel et la morne désolation de West-Ham. Par de là la Tamise le même cercle se dessine entre Lambeth d'un côté et Battersea de l'autre : Deptford, Bermondsey, Walworth et Camberwell forment les principaux points de la courbe [1].

Il est impossible de dire la laideur désolée de cette ville, qui n'est point le gîte des prostituées et des criminels, mais l'abri des travailleurs les plus modestes et les plus nombreux : maçons et terrassiers, manœuvres et débardeurs. En tous sens, s'ouvrent des rues étroites, tracées en lignes droites, bordées de bâtiments à deux étages. La symétrie est absolue. La régularité des ouvertures, l'égalité des toitures, l'identité des cheminées dégagent un écœurant ennui. Les ruelles se mêlent et se croisent en un inextricable dédale. Çà et là s'ouvrent des coins plus hideux encore : quelques-unes de ces casernes, à plusieurs corps de bâtiments, dont les cités de la Villette et de Belleville, pour la honte de notre municipalité parisienne, reproduisent le modèle ; ou bien des passages étroits et fétides, dans lesquels se déversent, avec les pluies et les immondices, tout un flot d'enfants, cloaques, dont les

1. Ces détails et ceux qui vont suivre sont empruntés au second volume de l'admirable enquête de Ch. Booth sur Londres, ainsi qu'à *Heart of the Empire* (1900), un des volumes des plus significatifs de l'Angleterre contemporaine, dû à la collaboration de plusieurs membres du jeune groupe radical.

faubourgs d'Armentières peuvent seuls donner l'idée. Pour distraire le regard, il n'y a, de temps à autre, que la masse solide et disgracieuse d'une école municipale, la silhouette d'une église dont les fenêtres gothiques ou le fronton classique détonnent au milieu de ces laideurs, et le plus souvent la devanture écarlate, le luxueux éclairage des débits de boissons, ces nouveaux palais du peuple. Dans les ruisseaux jouent des volées d'enfants, batailleurs et tapageurs, sales et heureux. Sur les trottoirs des femmes, coiffées de chapeaux à plumes, drapées du châle troué et du tablier rapiécé, qui constituent leur uniforme, s'accrochent aux passants pour leur vendre des boutons, des choux-fleurs. Dans les rues principales circulent les larges tramways électriques du *London-County-Council*, pris d'assaut matin et soir par des ouvriers : le pantalon de velours serré aux genoux par un lacet de cuir, le veston ouvert, la casquette enfoncée. Public silencieux et rude, où dominent les visages pâlis et tirés [1].

A la douloureuse monotonie, à l'ennui déprimant de cette ville s'ajoutent l'action destructrice, la morne influence d'un labeur fastidieux. Les progrès des machines créent un fossé de plus en plus grand entre le manœuvre et le travailleur spécialisé. La complexité croissante des instruments de travail exige à la fois la présence, pour les entretenir, d'une minorité de professionnels éduqués, pour les manier et les alimenter, celle d'une majorité, sans vigueur physique ni force intellectuelle : ses salaires médiocres permettent l'achat d'un matériel et la rémunération d'une élite également coûteux. « Une sorte de masse amorphe de travail non spécialisé, qui résiste, comme la pâte, à la pénétration des influences extérieures, aux essais intermittents de l'État ou des municipalités [2] ». Pour vaincre l'action déprimante de ce travail et de ce milieu, cette plèbe n'a ni le temps, ni la force, ni les appuis nécessaires.

1. *Heart of the Empire, o. cit.*, p. 16.
2. *Id.*, p. 28.

Si les journées de travail sont relativement courtes, les distances sont longues à franchir, et le plus clair des heures, que le manœuvre pourrait consacrer à combattre sa dépression morale, s'écoulent dans le train ouvrier ou le tramway municipal. Sa pensée, dont les lourdes ailes ne peuvent l'enlever au-dessus des faits obscurs et contradictoires dans le domaine, irréel mais lumineux, des idées abstraites, ignore les fièvres intellectuelles, les dévouements disciplinés, qui fournissent au libertaire français, au socialiste allemand un levier pour triompher du même engourdissement. Son âme n'a plus la ferveur religieuse d'autrefois. « L'amour superstitieux pour la Bible familiale, dans le parloir de la chaumière, s'est évanouie sous la pression de l'existence moderne. La Religion est associée, dans l'esprit de la masse, avec le bruit et la ferveur de l'armée du salut ; la lampe à huile, l'hymne vacillant et le prédicateur suant, au coin de la rue, le soir du jour de Sabbath ; la pieuse veillée, le dernier soir de l'année, et le décent enterrement des morts »[1]. La foi ardente qui animait, il y a un siècle, les plus modestes ouvriers, adhérents passionnés du méthodisme, s'est évanouie. Il est seulement resté de la force passée un certain stoïcisme, qui voudrait sourire des souffrances quotidiennes ; une vague espérance, qui voudrait entrevoir les récompenses promises dans l'au-delà mystérieux.

La nature n'est plus là pour mettre dans ces esprits, entraînés par le tourbillon chaotique de la vie urbaine, un peu de stabilité. Comme on l'a dit éloquemment, « l'homme seul est visible. Chaque endroit est rempli, à en déborder, d'êtres humains. Tout parle de l'homme, suggère l'homme, chante l'homme, avec une nouvelle monotonie. Çà et là, mais le plus souvent assez loin, sont des espaces, qui contiennent de l'herbe piétinée et salie, quelques moineaux au plumage en désordre ; mais dessinés par l'homme, ils sont remplis d'êtres humains. Pendant le jour, sans doute, le soleil

1. *Heart of the Empire, o. cit.*, p. 30.

perce le ciel, comme par habitude, semblable à un veilleur qui indiquerait le commencement et la fin du travail quotidien : il est dénué de toute beauté. La nuit, il n'y a point de large ouverture des cieux : seule la lumière de quelques rares étoiles tremblotte faiblement, à travers le brouillard et la fumée; et le concert des mondes est couvert par la clameur des hommes »[1].

Le contact des semblables accroît l'action déprimante du milieu et du travail. Le voisin est un miroir qui reflète, avec une exactitude fidèle, les angoisses et les ennuis. Ceux qui les ignorent, ceux dont la vie ne connaît pas les incertitudes du pain quotidien, dont la pensée ne succombe point sous le poids des fatigues journalières, vivent dans d'autres villes, à des dizaines de lieues de distances, plus près de la verdure, moins loin du soleil. Ils discutent, dans leurs associations religieuses et économiques, les moyens de résoudre ce terrible problème social. Ils dotent des écoles, bâtissent des églises, construisent des *Settlements*. D'autres fondent des *Trade-Unions*. Mais ces deux mondes, — d'une part l'aristocratie ouvrière, les classes moyennes, l'oligarchie financière ou terrienne, — de l'autre la plèbe des manœuvres s'ignorent. Celle-ci ne participe ni à leur stabilité, ni à leur discipline[2]. Victime de son isolement social, de sa vie urbaine, de sa médiocrité intellectuelle, cette poussière d'atomes humains est aussi passivement résignée à son sort que les feuilles mortes, avec lesquelles se plaisent à jouer, par les soirs d'automne, les premières bises glaciales.

Les caractères de la race ont été modifiés ; ses vertus les plus précieuses altérées. Les causes que nous avons analysées « tendent physiquement à élever une race malsaine; intellectuellement, à créer des cerveaux rapides et superficiels ; moralement, à produire deux résultats. D'abord l'absence de la nature, le manque de tout ce qui est beau, les maisons encombrées, l'influence de la rue, tout concorde

1. *Heart of the Empire, o. cit.*, p. 116.
2. *Id.*, p. 16.

à donner naissance à une disposition excitable ; ensuite, la pauvreté, tout en encourageant un certain amour pour les faibles, les excite à lutter pour eux-mêmes, là ou leurs adversaires sont leurs égaux[1] ». Le nervosisme est révélé aux observateurs les plus superficiels. Cette plèbe se complaît dans la lecture des feuilles à un demi-pence, aux couleurs crues, aux titres flamboyants, et aux récits sanglants. Elle fréquente les *music-halls* criards et recherche les paris. Pour attirer ces faubouriens, comme autant de papillons, les bars ont accru l'éclat de leurs couleurs rutilantes, l'intensité de leurs devantures lumineuses. Leur rudesse apparaît dans la violence des manifestations, et les attentats des *hooligans*. Leur manque de vigueur physique se lit sur les corps aux tailles petites et aux poitrines étroites ; sur les visages, aux traits mobiles et tirés. Un nouveau peuple d'Anglais petits et bruns, bavards et excitables, se forme dans les villes encombrées. Il entreprend d'envahir le pays des hommes blonds, à la forte carrure, silencieux et graves.

Il a fait ses premières armes dans les manifestations belliqueuses de ces dernières années. Cette plèbe constitue le milieu le plus favorable à l'éveil et à la propagation des crises de combativité. Tous les éléments de résistance, la sérénité des tempéraments sains, la lenteur des conceptions intellectuelles, la délicatesse des consciences morales ont été annihilés. Tous les éléments favorables ont été accrus. Les intelligences plus superficielles, les volontés plus âpres, les sensibilités plus excitables se prêtent davantage à l'action des courants belliqueux. L'Angleterre moderne a trop retrouvé les grandeurs de Rome, pour ne point connaître les laideurs de sa plèbe impériale.

§ II

N'en a-t-elle pas d'ailleurs les splendeurs aristocratiques ? Londres revêt, de plus en plus, les caractères d'une capi-

1. *Heart of the Empire*, *o. cit.*, p. 126.

tale d'empire. Les voies de pénétration ont permis de repousser, loin vers le Nord, ou de l'autre côté de la Tamise la ville, sombre et sale, des pauvres et des manœuvres, plus loin encore la ville des cottages, aux briques vernies et aux lierres coquets, où se réfugient les fortunes modestes. Les travaux du *London County Council* ont fait disparaître les cloaques, qui, dans les quartiers du luxe et des affaires, à Piccadilly, dans Oxford Street et le Strand, venaient, il y a quelques années à peine, attrister les heureux de ce monde, par le spectacle de misères oubliées. Les rues ont été élargies, leurs sinuosités redressées. Elles sont bordées de hautes façades, clubs célèbres, hôtels courus, maisons princières, auxquelles leur masse lourde et forte, l'ardente rougeur des briques, qu'assombrit bientôt le brouillard, la multiplicité des lignes en relief, clochetons et bow-windows, donnent une puissante originalité. Ce sont bien les palais qui conviennent à une Venise septentrionale, à une oligarchie commerçante. Tout confirme cette impression première : le luxe, sans élégance artistique, mais non sans une forte et rude simplicité, des équipages et des intérieurs ; l'indéniable aristocratie d'une silhouette, d'un profil, aperçu dans une stalle de Saint-Paul, un couloir de Westminster, une allée de Hyde Park. Il n'est pas jusqu'à la pompe des cérémonies royales et militaires, levée, bal de cour, ouverture du Parlement, défilé de la garde montante et salut au drapeau, dont Edouard VII a rétabli la périodicité et réglé les détails, qui n'ajoute à cette impression. Londres, telle qu'elle nous apparaît aujourd'hui, est vraiment une cité impériale.

Pour alimenter ses magasins et entretenir son luxe, elle peut compter sur la richesse d'une double oligarchie, fondue en un seul bloc, par des alliances familiales, des privilèges communs, une influence identique.

I. — La répartition du sol, en Angleterre, diffère radicalement de celle à laquelle se sont arrêtées les diverses nations civilisées. Le nombre des habitants, inscrits comme propriétaires terriens en 1880, était de 14 p. 100 en Russie, 9 en

France et en Autriche, 8 aux États-Unis, 7 en Italie, 5 en Allemagne : il est de 0,5 de l'autre côté de la Manche. La superficie moyenne du sol, que détient un seul propriétaire est de 18 *acres* en Belgique, 32 en France, 35 en Italie, 37 en Allemagne, 41 en Autriche, 150 aux États-Unis ; elle est de 390 *acres* en Angleterre. L'étendue ordinaire des propriétés en Europe est inférieure de 79 p. 100 à la moyenne britannique[1].

En 1895, les 32.577.513 acres cultivés en Grande-Bretagne (Irlande non comprise), étaient répartis comme il suit :

ACRES	POURCENTAGE	NOMBRE des exploitations.	IMPORTANCE des exploitations.	POURCENTAGE
366.792	1,13	117.968	1 à 5 acres	22,68
1.667.647	5,12	149.818	5 à 20 —	28,80
2.864.976	8,79	85.663	20 à 50 —	16,47
4.885.203	15	66.625	50 à 100 —	12,81
13.875.914	42,59	81.245	100 à 300 —	15,62
5.113.945	15,70	13.568	300 à 500 —	2,61
3.001.184	9,21	4.616	500 à 1000 —	0,89
801.852	2,46	603	1000 —	0,12
32.577.513	100,000	520.106		100,000

Si l'on compare ces statistiques aux classifications françaises, on voit que les deux premiers groupes forment ce que nous appelons la petite propriété (de 40 ares environ à 8 hectares) ; les deux suivants, la moyenne propriété (de 8 à 40 hectares) ; les trois derniers, la grande propriété (de 40 à 400 hectares et au-dessus) :

	POURCENTAGE DES EXPLOITATIONS	POURCENTAGE DE L'ÉTENDUE
La petite propriété représente. .	51.48	6.25
La moyenne — — . .	39.28	33.79
La grande — — . .	19.24	69.96
	100.00	100.00

Ces chiffres ne doivent point être pris au pied de la lettre.

1. Jeans. *L'Angleterre*, trad. Baille, Colin, 1884, p. 52 (1 acre = 40 ares et demi.)

Il est nécessaire de réduire encore l'importance de la petite et moyenne propriété. Les agriculteurs qui occupent des exploitations de 40 ares à 8 hectares n'en possèdent que 15 et en louent 83 p. 100. Les fonds moyens sont encore plus maltraités. Pour les grands domaines, seuls, la proportion se relève ; 29 p. 100 des exploitations de 200 à 400 hectares, 44 de celles de 400 hectares et plus sont la propriété de ceux qui les occupent [1].

M. Brodrick [2] évalue à 972.836 le nombre de propriétaires, entre qui est divisé le sol de l'Angleterre et de la Principauté de Galles. Si on laisse de côté 1.449.008 *acres*, que des corps de l'État ou des associations charitables se sont réservés, on peut dire que 249.996 personnes détiennent moins de 800 hectares soit 15.107.000 *acres* ; 1.311 ont des propriétés, dont la superficie varie entre 800 et 1.200 hectares, c'est-à-dire 2.018.952 *acres ;* 3.873 possèdent des domaines de plus de 1.200 hectares, soit 14.287.373 *acres*. La toute petite propriété n'est représentée que par 151.172 *acres*, répartis entre 703.289 propriétaires. Sans doute, il existe dens le Royaume-Uni, Irlande comprise, et nous reviendrons sur ce point, 850.000 propriétés, qui ont moins de 40 ares ; mais elles ne forment guère à elles toutes, que 2 p. 100 du territoire. Par contre 2.000 familles en absorbent la moitié, et, chose extraordinaire, près de la 1/6 partie du Royaume-Uni se partage entre 91 individus seulement :

NOMBRE DE PROPRIÉTAIRES	SURFACE POSSÉDÉE PAR CHACUN	PAR LE GROUPE
47	De 24.000 à 40.000 hectares.	1.390.000 hectares.
25	40.000 à 60.000 —	1.190.000 —
19	Plus de 60.000 —	2.185.000 —
91	Plus de 24.000 hectares.	4.765.000 hectares.

« Huit de ces propriétaires ont chacun plus de 80.000 hectares, et ce quadrille des géants de la propriété foncière est conduit par un véritable colosse le duc de Sutherland, posses-

2. *Blue Book*, C. 8502, 1897.

1. *English Land and English Landlords.*

seur de 490.000 hectares sans compter les 60.000 hectares de la duchesse [1]. » M. Arthur Arnold a pu affirmer que 28 ducs détenaient chacun 57.000 hectares ; 33 marquis chacun 19.000 ; 194 *Earls* chacun 12.880 ; 270 vicomtes et barons chacun 5.720 hectares [2].

Pour bien peser la portée sociale de ces statistiques il faut savoir qu'en France, sur 8.302.000 maisons habitées 4.969.000 sont occupées tout entières et 491.000 partiellement par leurs propriétaires [3]. Notre terre enfin est répartie entre 4.835.000 *landlords* dont 3 millions et demi exploitent eux-mêmes. La petite propriété représente plus de 1/4, la moyenne plus de 1/3 [4] de la surface cultivée.

Sans doute l'opinion britannique comprend, aujourd'hui, les avantages de ce morcellement du capital immobilier. Un des théoriciens du parti conservateur et protectionniste, le romancier Rider Haggard a terminé son enquête sur l'Angleterre rurale par un éloquent plaidoyer en faveur de la petite propriété paysanne [5], et contre la concentration agraire. Un des jeunes doctrinaires du radicalisme, fidèle aux traditions de son parti, a repris la même thèse [6]. Sans doute les conservateurs ont amorcé, par leurs lois sociales de 1886 et 1892.

1. *Financial Reform almanach*, 1883, p. 17 ; 1888, p. 121 à 136.

2. *Conservative year Book*, 1903, p. 451, soit 142.000 ; 47.500 ; 30.200 ; 14.300 *acres*.

3. *Enquête sur la propriété bâtie*, 1887-90.

4. A. de Foville. *Le morcellement*, 1885. Flour-Saint Genis. *La propriété rurale*, 1900.

Cotes de	0 à 2	hectares.	10,53 p. 100	de la superficie occupée 25,79.
—	2 à 6	—	15,26	—
—	6 à 50	—	38,94	
—	50 à 200	—	19,04	35,27 p. 100.
—	plus de 200	—	16,23	

5. *Rural England*. Ex. t. I, Guernesey (p. 69, 80, 83). Ex. t. I p. 28 et 406. Voir aussi : G. Shaw Lefevre, *Agrairian tenures*. J. Green. *Allotments and small Holdings*.

6. J.-A. Hobson. *Labour upon the Land*. Voy. aussi Samuel. *Liberalism*, p. 106. Ce qui prouve bien, que les *Latifundia* sont des propriétés de luxe, dont les titulaires ne cherchent pas à extraire toutes les richesses, c'est que ces 151.172 *acres* de toute petite propriété sont inscrites sur les matrices de l'impôt, pour un revenu annuel de 29 millions de livres, les 2 et 14 millions d'acres de propriétés de plus de 800 et 1 200 hectares pour 2 et 17 millions de livres sterling. *Conservative year Book*, 1903, p. 451.

une œuvre que les libéraux se proposent aujourd'hui de reprendre avec une audace et une persévérance nouvelles. En fait, le nombre de lopins de terre mis à la disposition des ouvriers industriels, dans la banlieue des villes (*allotments*) et des travailleurs agricoles, auprès des grands domaines, (*Small Holdings*), s'est sensiblement accru. En 1873, on comptait dans la Grande-Bretagne (Irlande non comprise) 246.398 *allotments ;* en 1886, 357.795 ; en 1890, 455.005 ; en 1895, 488,550. Les *Small Holdings* grandissent de 389.941 en 1875 à 391.429 (1880), 392.203 (1885), 409.422 (1889), 444.032 en 1895 [1]. De décembre 1894 à juin 1897, 5.975 hectares ont été, en vertu des lois conservatrices, acquis par des corps élus et répartis entre 32.708 tenanciers [2]. Bien que la loi agraire irlandaise soit venue imprimer au mouvement une impulsion nouvelle, et grossir ces statistiques, il n'en est pas moins certain que le morcellement du capital immobilier n'est encore qu'une espérance sociale et une promesse politique. La répartition du sol n'a point subi de modification sensible depuis trente ans. L'importance que pourrait présenter l'augmentation des petites exploitations rurales, est diminuée par le fait que la minorité seulement appartient à ceux qui les occupent (14 et 13 p. 100). Et au contraire, la gravité de cette répartition oligarchique de la terre anglaise est accrue, du moment où elle concorde avec une concentration particulière des capitaux mobiliers.

*
* *

En 1899, l'Economiste américain Mulhall estimait à £ 1.285 millions les revenus totaux du Royaume-Uni, et les répartissait comme il suit. L'aristocratie comprendrait 222.000 familles, avec un revenu moyen de £ 1.500, total de £ 330 millions. Les classes moyennes seraient formées par 604.000 familles, disposant d'un revenu moyen de £ 400, total de

1. *Financial Reform almanach*, 1893, p. 167 ; *Conservative year Book*, 1903, p. 450.

2. *Return* n° 17 *of session*, 1898.

£ 241 millions. Le commerce grouperait 1.220.000 familles, dont le revenu moyen serait de £ 200, total de £ 244 millions. Les classes ouvrières comprendraient 4.774.000 familles, avec un revenu moyen de £ 97, total de £ 467 millions. D'après ce calcul 604.000 familles de la bourgeoisie posséderaient le 1/6, 222.000 familles de l'aristocratie le 1/4, soit à elles deux près de la 1/2 du capital mobilier national. L'autre moitié serait, au contraire, répartie entre 5.994.000 familles[1].

Cette évaluation, qui fait cependant ressortir l'inégalité de la répartition, paraît être au-dessous de la vérité. Du 31 mars 1889 au 31 mars 1890, 46.336 successions, représentant un capital de 5.775 millions de francs[2], sont soumises au *probate Duty*[3]. 31.904 (68,9 p. 100) ne dépassent pas 25.000 francs et forment un capital de 250 millions de francs, soit 7 p. 100 seulement des valeurs déclarées. Les successions moyennes, de 25 à 250.000 francs (25,5 p. 100) fournissent un appoint de 950 millions de francs (24,8 p. 100). En dehors de cette catégorie, mais sans la confondre avec de grosses fortunes, il convient de ranger 2.127 héritages de 250 à 1.250.000 francs qui, malgré leur nombre restreint (4,6 p. 100) représentent 29,5 p. 100 des capitaux totaux, 1.125 millions de francs. 465 grosses fortunes fournissent à elles seules la majeure partie des sommes déclarées, 1.450 millions de francs (38,7 p. 100).

Si l'on ajoute à ces capitaux, ceux que représentent les successions supérieures à 250.000 francs et si l'on additionne les petites et moyennes fortunes, on constate les faits suivants : 43.744 personnes possèdent 200 millions de francs, 32,5 p. 100 des sommes totales relevées par le fisc ; 2.592 individus disposent au contraire de 2.575 millions de francs, soit de 68,2 p. 100 des capitaux saisis par l'administration[4].

1. *Dictionary of statistics.*
2. Valeur nette.
3. Remplacé en 1894 par l'*Estate Duty*
4. Ces chiffres sont donnés en gros. Les détails se trouvent dans le *Financial Reform almanach*, 1896, p. 83.

Dans toutes les sociétés civilisées, un mouvement se dessine vers une répartition plus harmonieuse des capitaux mobiliers. L'Angleterre en raison du droit d'aînesse dans les milieux riches, du manque d'épargne dans les maisons modestes, serait-elle rebelle à cette évolution ? L'ancien ministre des Finances, Le R. H. Goschen, dans une conférence célèbre [1], l'a nié. Les logis modestes augmentent de 1875 à 1886 plus rapidement que les demeures princières. A sept ans d'intervalle, le nombre des polices d'assurances monte de 779.000 à 901.000, le capital assuré passe de 383 à £ 420 millions, mais la valeur moyenne des contrats tombe de £ 942 à £ 466. En dix ans, si l'on prend au hasard 10 sociétés types (compagnies anonymes enregistrées) le capital augmente de 25 p. 100, le nombre des actionnaires grandit de 72 p. 100, la moyenne de capital versé par actionnaire baisse de £ 443 à £ 323. Enfin d'après les statistiques de l'*income Tax*, entre 1877 et 1886, les revenus de 3.750 à 25.000 francs auraient grandi de 19 p. 100 tandis que ceux supérieurs à 25.000 francs auraient diminué de 2 p. 100.

L'évolution est moins rapide que le R. Hon M. Goschen voulait bien l'affirmer. Le développement des loyers modestes, confirmés par des statistiques récentes [2], l'accroissement du nombre des polices, qui coïncide avec la diminution du capital moyen assuré, s'expliquent par la hausse des salaires et des traitements. Ces deux faits, l'amélioration de l'habitation et le développement de l'assurance, n'établissent nullement, que le capital mobilier, actuellement existant, ait une tendance à se morceler. Sans doute, le double argument tiré de la répartition du capital des sociétés anonymes et des cotes de l'*income Tax*, serait plus probant. Encore est-il que des statistiques plus récentes nous paraissent en démontrer l'inexactitude. Depuis 1900, nous avons des renseignements officiels [3].

1. *Journal of the Royal statistical Society*, 1887, p. 581, 612.

2. *Blue Book*, C. 3.325, p. 149, 151.

3. *Reports of the Commissioners of the Inland Revenue*, 1901-1902. A partir de 1900, les méthodes de classification ont été modifiées.

Pour plus de brièveté, divisons les revenus en quatre grands groupes : 1re catégorie, au-dessus de 250.000 francs ; 2e de 25 à 250.000 francs ; 3e de 4.000 à 25.000 ; 4e au-dessous de 4.000. Si on répartit les cotes, dans les quatre classes que distinguent les statistiques du gouvernement britannique, on obtient pour le Royaume-Uni les résultats suivants :

	GAINS ET SALAIRES		ENTREPRISES	
	1900.	1901.	1900.	1901.
IV.	117.334	118.210	6.143	6.042
III.	315.132	318.583	36.243	35.866
II	8.241	8.395	14.486	14.873
I.	175	206	1.108	1.164

	SOCIÉTÉS ANONYMES		FONDS MUNICIPAUX	
IV.	5.843	6.186	5.137	5.627
III.	7.826	8.392	2.087	2.147
II	8.655	9.253	1.036	1.122
I.	2.904	3.161	168	214

Les grosses cotes ont grandi partout : mais la hausse est surtout frappante, dans ces deux catégories, entreprises et sociétés anonymes, qui groupent non plus les revenus du travail, mais ceux du capital. Et si le lecteur trouve que ces statistiques ne couvrent pas une période suffisante, ne donnent pas le recul nécessaire pour saisir le lent travail, qui morcelle le capital national avec la patience des eaux souterraines, il n'a qu'à parcourir les renseignements que donnent les taxes successorales le *probate* et depuis 1894 l'*Estate Duty*. De 1883-4 à 1893-4, comme de 1894-5 à 1901-2 le nombre des successions a grandi régulièrement ; mais la part proportionnelle des grosses fortunes n'a pas diminué[1] :

	1883-84. P. 100.	1888-89. P. 100.	1893-94. P. 100.	1898-99. P. 100.	1901-02. P. 100.
De £ 100.000 à 500.000 .	16,8	20,2	18,1	20,5	18,5
De £ 500.000 à 1.000.000.	3,2	3	4,6	4,2	5
Au-dessus de £ 1.000.000.	5,1	2,5	3,1	4,7	13,3
	25,3	25,7	25,8	29,4	36,8

En Angleterre les salaires s'accroissent, mais les capitaux ne se morcellent point.

1. *Statist abstr.*, n° 49, p. 37. *Fin. Ref. alm.*, 1896, p. 83.

Et si l'on veut envisager toute l'étendue qu'aurait à franchir cette société aristocratique pour se rapprocher d'un idéal plus moderne et plus humain, il suffit de comparer la valeur et la distribution des successions, ouvertes des deux côtés de la Manche, la même année en 1902. Il n'a été déclaré en Angleterre que 25.241 successions de 12.500 à 250.000 francs, tandis qu'il y a eu en France 50.412 successions de 10.000 à 250.000 francs : leur actif atteint 2.044 millions, contre 1.650 millions de l'autre côté du Détroit. Et d'autre part si nous n'enregistrons en France que 2.157 successions de 250.000 francs à 1 million, avec un actif total de 967 millions : dans le Royaume-Uni, 3.154 successions de 250.000 francs à 1.250.000 francs, — soit 1.800 millions ont été signalées. On compte en France 408, en Angleterre 686 fortunes supérieures à 1 million et 1.250.000 francs. Enfin, tandis que chez nous 27 personnes léguaient chacune plus de 5 millions, soit 250, en Angleterre 50 « de cujus » laissaient plus de 6.250.000 francs chacun, soit 1.800 millions. Et cependant la somme globale de capitaux saisis par le fisc en Angleterre et en France ne diffère que de 20 p. 100 d'après les calculs de M. P. Leroy-Beaulieu, si l'on tient compte des donations entre vifs, plus nombreuses chez nous que de l'autre côté du Détroit.

La queue que forment, aux portes des succursales des maisons de crédit, quand un emprunt municipal ou national est émis, les petits capitalistes, — boutiquiers, domestiques et concierges, — est un phénomène particulier à notre pays. Il symbolise, avec autant d'exactitude que les toitures éparses dans la plaine et le damier de lopins inextricablement mêlés, le morcellement de notre capital, l'évolution démocratique de notre société. Ne pourrait-on pas dire de même que le luxe de ses maisons de banque, sans devantures et sans annonces, que rien ne distingue des maisons particulières et des hôtels luxueux, dont elles sont entourées ; la splendeur de ses parcs, qui recouvrent de pelouses incultes, d'allées cavalières et de serres artificielles, les plus fertiles de ses terres à blé traduisent, sous une forme concrète, la

structure oligarchique, les conceptions aristocratiques de la société anglaise ?

*
* *

Il est un chapitre des recettes du budget anglais, qui présente un intérêt particulier : on y saisit, résumées en quelques chiffres, les étapes du mouvement, qui, d'une manière permanente, mais aujourd'hui avec une force plus grande, a rapproché les deux oligarchies, pour les fondre dans le bloc unique d'une Ploutocratie. Depuis trente ans, dans cet âge appelé bien à tort celui de la démocratie anglaise, le nombre de personnes soumises, en Angleterre et en Ecosse, à la taxe due pour le port d'armoiries, diminue à peine. Depuis dix ans, une hausse semble même se dessiner.

Années	closes	le 31 décembre	1870. . .	60.468
—	—	—	1871. . .	59.055
—	—	—	1880. .	58.283
—	—	—	1881. . .	57.466
—	—	le 5 avril	1890.	55.746
—	—	—	1891.	56.668
—	—	—	1900.	56.467
—	—	—	1901.	56.332

Et parallèlement, grandit le nombre des permis de chasses [1], des droits de chasses [2], des droits de chenil [3]. Il n'est pas jusqu'à l'impôt sur les domestiques hommes, qui ne produise davantage [4]. Et pourquoi le rendement de ces taxes aristocratiques s'est-il accru, sinon parce que le développement des affaires est venu regarnir les bourses et renouveler les rangs de l'oligarchie terrienne ?

L'absorption des fortunes, plus encore que des talents, a toujours été chez elle une tradition et une politique.

Au cours du XVIIIe siècle des spéculations heureuses sur la vente des laines et le commerce des Indes se retrouvent à

1. *Gun Licenses*, 1901, 246 ; 1891, 185 mille.
2. *Licenses to Kill Game*, 1901, 76 ; 1891, 66 mille.
3. *Dog Licenses*, 1901, 1525 ; 1891, 1-119 mille.
4. 1881, 187.000 ; 1891, 190.000 ; 1901, 211 000.

l'origine des pairies de Aveland, Bath, Bray — Brooke, Buckingham, Fitzwilliam, Palmerston, Salisbury et Warwick[1]. Plus tard, les grands industriels furent à leur tour assimilés. Lord Brassey, l'un des apôtres de l'impérialisme fédéral, est le propre fils de Tom Brassey, le grand entrepeneur dont les chemins de fer recouvraient une grande partie du globe. De même lord Wimborne, qui partage avec le duc de Devonshire le coûteux honneur de recevoir Sa Majesté Royale et Impériale, est un des plus grands maîtres de forges du Glamorganshire[2]. Un peu plus tard, l'aristocratie s'attaque aux gros fabricants d'alcool et de bières, aux *brewers*. Élevés à la pairie, lord Iveagh et lord Hindlip s'inscrivirent dans les rangs du parti conservateur, tandis que les Basses restaient fidèles au libéralisme : ce qui faisait dire à sir Wilfrid Lawson que « la constitution britannique flotte, avec autant de naturel sur la bière, que le canard qui nage dans l'eau[3] ».

Plus récemment, les dots amassées loin de la vieille Angleterre, dans les terres les plus neuves du monde Anglo-Saxon, ont trouvé preneurs de l'autre côté du détroit. Les possessions britanniques et les États-Unis ont fourni à l'aristocratie anglaise quelques-unes de ses pairesses les plus élégantes, de ses femmes les plus admirées, de ses politiques les plus avisées : une lady Donoughmore, deux duchesses de Manchester, et surtout lady Curzon et la duchesse de Marlborough, auxquelles leurs maris devraient, s'il faut en croire la légende, leurs succès administratifs et parlementaires[4].

De nos jours, nous assistons à un effort singulièrement couronné de succès, pour assimiler les grands financiers israélites ou allemands. Devenus propriétaires de larges domaines, les uns comme les Rothschild dans le Buckingam-

1. *Society in the New Reign.*, 1904, p. 202. Voir d'autres exemples dans Leslie Stephen. *English Utilitarians*, 1902, t. I, 20.

2. *Ibid.*, p. 29, 93.

3. *Society in the New Reign.*, 1904, p. 44, 78, 117.

4. *Ibid.*, p. 155.

shire, les autres, comme les Goldsmid et les Sassoon dans le Gloucestershire et sur les frontières du Sussex et du Kent[1]; titulaires de chasses princières, comme celles du baron A.-W. Deichman, de Cyril Flower et E. Cassel[2], ils ouvrirent aux membres de l'aristocratie les portes dorées des conseils d'administration. Et parmi les *Directeurs* les plus importants de la cité de Londres figurent aujourd'hui, à côté de lord Stalbridge ou lord Rathmore, l'une des autorités de la cour d'Edouard VII, sir Arthur Ellis et l'héritier du duc de Devonshire, M. Victor Cavendish[3]. Aux liens d'affaires succédèrent des liens de sang avec les familles de lord Rosebery, lord Agnes Cooper, lord Rothfield[4]. Et puis les anoblissements se mirent à pleuvoir. Déjà sir Joseph Montefiore et lord Battersea fournissaient des précédents. Sur une même liste d'honneurs, décernés pour un anniversaire de naissance royale, figurent sir Nathaniel Nathan, sir Harry Samuel, colonel Goldsmid, et M. Arthur Sassoon, l'ami personnel du roi Edouard[5]. Une nouvelle étape était franchie dans la voie de la fusion des deux aristocraties.

Sans doute isolées dans leurs demeures patriarcales, où elles perpétuent ces traditions séculaires de distinction aristocratique et de dévouement civique, cette atmosphère de culture intellectuelle et de discussions politiques, dans lesquelles furent élevés tous les grands hommes d'Etat de l'Angleterre, les vieilles familles de la *gentry* témoignent pour les intrus d'une certaine froideur. Mais ce n'est là qu'une réserve passagère. Les caractères psychologiques, les traditions historiques pèsent d'un trop grand poids, pour ne pas broyer, tôt ou tard, les résistances individuelles. La richesse, par le succès qu'elle traduit[6], la liberté qu'elle donne, les efforts qu'elle

1. *Society in the New Reign*, 1904, p. 226.

2. Depuis Lord Battersea et sir E. Cassel. *Society in the New Reign.*, 1904, p. 90, 91, 119.

3. *Ibid.*, p. 193-6.

4. *Ibid.*, p. 168.

5. *Ibid.*, p. 198.

6. *Ibid.*, p. 121-123.

incarne, séduit la volonté, flatte l'imagination et satisfait la conscience britannique. L'Anglais, nous l'avons déjà dit, — et nous ne saurions y revenir — « élève tout ce qui s'élève ; il fortifie tout ce qui est fort : il ne donne pas au destin d'inutiles démentis [1] ». La fortune est à la fois un succès sportif, qui stimule les muscles et une réalité vivante, qui attire les imaginatifs. Elle évoque toutes les aisances. Elle permet toutes les libertés. Elle est la seule porte qui conduise à la vie publique et à l'autorité politique. N'est-il pas juste que la fortune donne le droit de commander, puisque son acquisition témoigne chez le victorieux d'un effort persévérant, d'une victoire morale ? La pauvreté n'est pas seulement le signe d'une incurie, mais la punition méritée par une méconnaissance des lois religieuses. « Le royaume du Christ doit être fondé ici-bas ; c'est tout de suite qu'une doctrine doit porter ses fruits. Les meilleurs, ceux qui possèdent la vérité, les saints, doivent être aussi les plus forts, les plus habiles, les plus heureux, disons crûment le mot, les plus riches [2] ». Cédant aux caractères psychologiques du tempérament, obéissant à la nécessité, qui fait de la richesse la condition même de son autorité et de sa durée, la féodalité territoriale se montre accueillante vis-à-vis de l'aristocratie industrielle ou financière. L'usage qui voulait que, dans une même famille, il y eut des membres avec une pairie héréditaire, d'autres avec des « titres de simple courtoisie », d'autres enfin sans titres, facilitait les concessions et permettait l'hospitalité.

Comment, enfin, s'étonner si l'oligarchie Ploutocratique s'est efforcée de pénétrer dans les rangs des seigneurs de la terre ? Le petit boutiquier enrichi quitte avec joie la ville, pour aller, auprès d'un village modeste, bâtir un *cottage* sans prétentions, mais dont les pelouses abritent un tennis et les écuries quelques *ponies*. Il occupe, dans la nef de l'église et dans le conseil de la paroisse, la place vacante du

1. Laugel, *o. cit.*, p. 118.
2. Laugel, *o. cit.*, p. 117.

squire. Le financier heureux considérerait sa tâche comme inachevée, s'il n'avait, dans un comté pittoresque de l'Angleterre, un domaine assez large pour jouer à l'agriculteur et une demeure assez princière pour jouer au grand seigneur. L'un et l'autre, consciemment ou non, font acte d'Anglais et preuve de sens politique. La propriété foncière constitue pour nos voisins une réalisation nécessaire de la fortune individuelle, un symbole indispensable de son autorité politique[1]. Pour ces pensées concrètes « il n'est pas de richesses, qui puisse mieux parler aux yeux. Celle-ci entre dans l'âme : elle pénètre par la muette beauté des arbres, des fleurs, par les lignes familières des horizons, des ondulations, dont tout les plis sont connus, éveillent un souvenir[2] ». Les mémoires tenaces ont conservé le souvenir du temps, où une aristocratie territoriale, protégée par sa vie isolée et rurale contre la corruption physique et morale de la vie de cour, gérait l'Etat comme elle administrait ses propriétés, confiant à tel de ses fils les fermes et les ministères, se réservant la charge de rendre la justice, d'organiser la police, d'entretenir les écoles et de secourir les pauvres[3]. Et les restrictions progressives imposées à son activité par la jalousie des classes moyennes, n'empêchent point la *gentry* de fournir à l'Angleterre contemporaine la majorité de ses hommes d'Etat. Participer à sa fortune territoriale, c'était partager son autorité politique et sa fortune sociale.

Par l'apport de leurs capitaux, les générations successives d'industriels heureux, de coloniaux avisés, de financiers habiles, permettent à l'aristocratie terrienne de durer. Celle-ci, en les accueillant, leur ouvre les portes de l'arène politique et efface leur impopularité.

II. — Il serait possible, en Angleterre, de mener une campagne contre des manufacturiers et des banquiers sans scru-

1. Rider Haggard. *Rural England*, t. II, p. 2 et 523.

2. Laugel, *o. cit.*, p. 96, 320.

3. Pendant le premier quart du XIXe siècle, ces quatre services étaient encore entre les mains de la *Gentry*.

pules, — les distillateurs en gros, et les propriétaires de mines d'or, — il serait singulièrement plus difficile de créer un mouvement de protestation contre les pouvoirs politiques de l'aristocratie. Tout récemment encore, les promoteurs d'une réorganisation de la Chambre des Lords ne trouvaient pour les soutenir, ni journaux, ni députés, ni auditeurs. Les mœurs ne sont point démocratiques. Si l'Angleterre n'a point la passion de l'égalité, elle a en tout cas le snobisme de l'aristocratie. Il perce dans son langage, ses traditions et ses idées. Bien des raisons expliquent cette déférence.

D'abord, l'aristocratie n'est pas un État dans l'État, une caste fermée, séparée du peuple par ses usages et ses opinions. Les frontières que trace autour d'elle cette classe privilégiée, sont si variables, qu'il est difficile de les relever avec précision. D'une part, le droit d'aînesse rattache aux familles patriciennes tout un cortège de cadets, dont l'activité laborieuse est en rapport avec leur pauvreté relative. De l'autre les assimilations progressives rapprochent ceux dont la fortune autorise les espérances. « Les cercles concentriques de la richesse anoblie et de la pauvreté noble se mêlent, se traversent, en tous sens, comme des ondes et vont expirer bien loin du centre[1]. » Souple dans ses frontières, l'aristocratie l'est aussi dans ses usages et sa doctrine. Fidèles au souvenir de l'époque, où ils avaient volontairement assumé la charge de subvenir aux différents besoins de l'Etat, et de celle, plus lointaine encore, où ils avaient pris en main, contre les intérêts de la couronne, les revendications populaires, ses membres fournissent aujourd'hui des subsides et des adhérents à toutes les causes dont est saisie l'opinion britannique. Les réformes judiciaires ont trouvé dans lord Brougham, la législation ouvrière dans lord Shaftesbury, le socialisme municipal dans lord Rosebery, la coopération dans lady Dilke, tout comme l'impérialisme fédéral dans lord Brassey, des apôtres

1. Laugel, *o. cit.*, p. 131.

convaincus. Mais il y a plus, formée à la pratique de la liberté publique par tout un siècle, où, pour jouer au régime parlementaire, elle se scinda en deux camps, que distinguait seule la livrée de quelques souvenirs ; docile aux traditions intellectuelles d'une race, qui, indifférente aux idées abstraites et aux réformes radicales, ne se préoccupe en politique que de trancher, au fur et à mesure qu'ils surgissent, des problèmes particuliers, — cette aristocratie n'a jamais eu de doctrine propre. Elle a fourni des soldats à toutes les causes libérales ou conservatrices, libres-échangistes ou protectionnistes. Elle ne s'est jamais refusée à accepter une réforme, lorsqu'elle sentait derrière elle la majorité de l'opinion britannique. Non seulement elle n'est jamais revenue sur les concessions faites, mais encore il lui est arrivé de prendre les devants : elle ordonne à ses mandataires d'étendre le droit de vote (1868), de décider la gratuité de l'école (1891).

Conquis par cet intelligent opportunisme autant que par cette sincère générosité, le peuple anglais s'est incliné avec confiance, devant un de ces usages séculaires, qu'il répugne toujours à modifier. Il s'en est remis jusqu'ici à l'aristocratie, du soin de lui fournir des politiques et des hommes d'Etat : « L'Anglais, a dit J. Stuart Mill, s'insurge volontiers contre toute tentative faite pour exercer sur lui un pouvoir, que ne sanctionne pas un long usage ou sa propre opinion du droit ; mais il se soucie très peu en général d'exercer le pouvoir sur autrui. N'ayant pas pour leur compte la moindre passion de gouverner, sachant d'ailleurs très bien pour quels motifs intéressés on recherche le gouvernement, les Anglais préfèrent que cette fonction soit accomplie par ceux à qui elle échoit naturellement, comme une conséquence de leur position sociale. Si les étrangers comprenaient ceci, ils comprendraient mieux certaines anomalies apparentes des Anglais : leur goût, leur empressement à subir la supériorité politique des hautes classes, et avec cela nulle soumission personnelle envers ces mêmes classes, une passion, qui ne se

voit en aucun autre pays, de résister à l'autorité, lorsqu'elle dépasse les bornes présentes[1]. »

Ces causes historiques présupposent une explication psychologique. Dans un tempérament, où la volonté joue un rôle prédominant, l'envie démagogique, propre aux sensibilités affinées, aux énergies intermittentes, est inconnue. « Celui, que le hasard de la naissance n'a point favorisé, va sans se plaindre au-devant des combats et des aventures de la vie. L'effort perpétuel cesse d'être pour beaucoup une douleur et devient presque un besoin[2]. » Une colline est franchie, mais une autre plus haute se dresse à l'horizon. Du haut de cette nouvelle éminence, on en aperçoit une troisième ; et ainsi de suite. Aux buts succèdent des buts ; et les volontés, absorbées dans leurs conquêtes successives, éprises de ce sport varié, détournent l'attention des victoires d'autrui. Si la pensée s'arrête sur les splendeurs aristocratiques, c'est pour n'y voir que le symbole concret, la sanction légitime d'efforts heureux[3], ou bien pour évoquer, dans une vision dramatique, les événements historiques, les succès individuels que rappellent, dans leurs noms ou leur lignes mystérieuses, titres et armoiries. Les imaginations et les volontés s'accordent pour les respecter dans un inconscient snobisme. Couronnes et blasons constituent les signes distinctifs d'un de ces groupements, aux frontières souples, au programme changeant, qui gèrent l'un des grands intérêts de l'État. Ils sont ainsi plusieurs, distingués par leur uniforme, leurs usages, leurs langues, leurs églises, leurs quartiers, leurs associations[4], — aristocratie ouvrière, employés et boutiquiers, commerçants, industriels : — ils remplissent des tâches différentes et collaborent à la grandeur de la race. Les pensées, rebelles de par leur nature aux analyses dans lesquelles excellent les intelligences latines, se refusent à

1. *Gouvern. Represent.*, trad. Dupont Whih ed., 1865, p. 97.
2. Laugel, *o. cit.*, p. 141.
3. Peters, *o. cit.*, p. 288.
4. L. Blanc, *o. cit.*, t. I, p. 187.

découvrir, derrière ces vastes syndicats, les êtres humains qui les composent, à faire de ces individus l'objet principal de leurs préoccupations intellectuelles et la seule base de leurs conceptions politiques. Les intelligences acceptent, les classes comme des réalités vivantes et des rouages nécessaires. Pourquoi dès lors s'indigner, si une d'entre elles, déléguée et contrôlée par les autres, est chargée de fournir la majorité des hommes qui assureront le service des hautes fonctions administratives et parlementaires[1] ?

*
* *

S'il n'est pas de société, où le snobisme aristocratique soit plus répandu, c'est qu'il n'en est pas de plus hiérarchisée. « Un Anglais, écrivait Cobden, est dès le sein de sa mère, un aristocrate. Quels que soient le rang de la naissance, la fortune, le commerce ou la profession, quelle que soit sa foi, il est ou désire ou aspire être un aristocrate. L'amour insatiable pour les différences de caste, qui, en Angleterre comme dans les Indes, dévore tous les cœurs, n'est pas confiné à tel sentier de la vie sociale, mais s'étend à tous les degrés depuis le plus élevé jusqu'au plus bas ». Et Cobden raconte l'histoire d'un ramoneur, qui avait épousé la fille d'un marchand de pommes frites, sans le consentement de ce dernier. Celui-ci fit réintégrer de force le domicile paternel. Et comme le magistrat, saisi du fait par le veuf malgré lui, s'étonnait de cet acte de violence : « Mon gendre est un parfait galant homme, répondit le beau-père : mais sa famille est d'origine trop humble[2]. » S'il n'est pas de société plus hiérarchisée, c'est qu'il n'en est pas où l'inégalité des individus soit plus réelle.

Dans les pays latins, où les lignes de l'horizon se dessinent avec netteté sur un ciel ou sur une mer toujours bleus, où le soleil perce les ombres épaisses et chasse les demi-teintes, il n'y pas loin du pauvre au riche. Une nature clémente en

1. *Six Essays in Liberalism*, 1886, p. 25.
2. *Polit. Writings*, 1878, p. 57.

facilitant la vie extérieure, rapproche les hommes dans les mêmes lieux et dans les mêmes fêtes. Par des sensations intenses et diverses elle éveille de bonne heure, affine ensuite les sensibilités. La rapidité égale des impressions physiques, la finesse égale des émotions artistiques effacent les distances que crée la diversité de l'instruction. Mais dans une île du Nord, sur laquelle soufflent les vents, pleurent les nuages et traînent les brumes, l'homme est plus séparé de l'homme. Il vit isolé dans une demeure qui le protège, et sur laquelle il concentre tous ses amours. Suivant la beauté du cadre où sa vie s'écoule, du temps dont il dispose pour se perfectionner, il parvient ou non à atténuer les rudesses, à corriger la lourdeur de la race. S'il est un peuple à qui ces idées générales puissent être appliquées avec exactitude, c'est bien l'Angleterre. Nulle part l'aristocratie, perpétuellement renouvelée par un afflux constant d'intelligences et de capitaux, maintenue en éveil par son rôle politique, n'a eu autant de moyens entre les mains pour devenir et rester une élite. Nulle part aussi les masses populaires, absorbées dans une lutte que la natalité débordante rend particulièrement âpre, dans un travail sans horizon et sans espérance, ont été aussi longues à trouver dans leurs rangs des hommes capables, comme aujourd'hui certains *leaders* Trade-Unionistes, de prendre en main les intérêts de leur classe. Malgré l'existence de cette minorité, on peut dire que la vie morale de la *gentry* et la vie urbaine de la plèbe n'ont fait qu'accroître la différence qui séparent les deux peuples : « Cette régénération de la Gentry, écrivait récemment M. Chevrillon[1], le progrès chez elle de la physiologie de la race rend plus sensible l'étiolement de la plèbe rurale et citadine, aussi dépendante et pauvre qu'autrefois. Dans la foule, où gens du peuple et bourgeois se rencontrent, le constraste est surprenant. Simplement, ceux-ci sont d'une autre taille, dominant de la tête, la physionomie plus calme

1. *Foules anglaises.*

et plus forte, non plissée, tourmentée par les misères, par les déformations du vice et de la maladie. Des castes apparaissent dans ce pays correspondant à des différences du type organique. » Cette différence physique entre des hommes de même race et de même temps ; la rapidité avec laquelle un membre de l'élite, s'il viole les prescriptions de l'hygiène matérielle et morale, s'écroule dans les bas-fonds de la société et perd jusqu'aux derniers signes de son origine première ; la difficulté pour un homme qui s'est fait lui-même d'effacer dans ses gestes, sa tenue et son langage les marques indiscutables de sa victoire personnelle, tous ces faits s'expliquent par une seule et même cause psychologique.

On connaît l'anecdote de ce jardinier d'un seigneur anglais, auquel un Américain demandait pourquoi de l'autre côté de l'océan le gazon ne prenait jamais la finesse et le velouté des grands parcs anglais : « Oh ! répondit-il, c'est bien simple, on prépare le terrain pendant des années ; on sème, on arrache, on resème. Puis on arrose, on râtisse, on passe au rouleau, pendant un siècle, plus ou moins, et on obtient le résultat que vous voyez[1] ». Ce qui est vrai du gazon, l'est de la pensée anglaise. Tandis qu'il est impossible de découvrir entre les énergies que d'imperceptibles différences de degrés, l'histoire passée et l'observation actuelle révèlent la présence simultanée de cerveaux pesants et d'imaginations ailées, d'un utilitarisme grossier et d'un idéalisme épuré. Dans la vie intime d'une intelligence concrète, qui ne veut pour aliments que des faits observés ou des images créées, la sensibilité joue le rôle principal. Suivant qu'elle est lente et atone, rapide et vibrante, l'imagination, docile à son impulsion, s'arrête aux annotations utilitaires, ou bien, dépassant le domaine des faits particuliers, se complaît dans les intuitions des visionnaires religieux, les descriptions des poètes lyriques. Entre ces deux pôles extrêmes, il est toute une série d'échelons différents. De l'affinement des nerfs

1. *Débats*, 13 janvier 1903.

dépend la valeur des pensées. Or comme il n'est pas de milieu physique et humain plus défavorable à cet épanouissement de la sensibilité que celui subi et créé par la société britannique, il faut pour assurer le développement de la vie mentale des circonstances plus exceptionnelles et des efforts plus persévérants. L'existence d'un cadre favorable, la collaboration de plusieurs générations sont nécessaires pour faire germer les gazons veloutés et les esprits affinés. En France une nature plus hospitalière, des traditions plus artistiques et une vie plus extérieure développent de bonne heure toutes les sensibilités ; des siècles de culture classique, cristallisés dans une méthode que perpétuent les écoles, ont concentré les pensées sur l'analyse et la synthèse d'idées abstraites. L'égalité relative des intelligences est démontrée par l'aisance avec laquelle des fils de paysans et d'ouvriers se meuvent dans les sphères de l'art, de la science et de la politique. En Angleterre, il est beaucoup plus rare de voir le talent jaillir spontanément d'une terre qui n'ait point été bêchée et fouillée pendant plusieurs générations. Quelques sociologues ont tenté d'apporter à l'appui de cette démonstration psychologique la précision de quelques chiffres[1].

Les mœurs aristocratiques de l'Angleterre n'ont pas seulement pour origine des faits historiques, des traditions politiques; elles répondent à une nécessité particulière du tempérament national. Nous comprenons maintenant pourquoi l'évolution industrielle loin de porter à cette oligarchie un coup irrémédiable, comme l'avaient bien à tort prédit les doctrinaires du libéralisme, est venue lui fournir l'appoint d'hommes nouveaux, de capitaux énormes. En adoptant ceux-là mêmes qui, aux débuts du XIXe siècle, voulaient battre en brèche son monopole de la terre et son privilège politique, elle a trouvé le moyen, à l'aube du XXe siècle, de conserver l'un et l'autre. Et dans cet État, où près de deux millions d'hommes ne votent pas, où la pluralité des votes et l'inégalité des circonscriptions

1. Havelock Ellis, *A study of British genius* 1903, p. 90. Odin, *Genèse des grands hommes*, vol. II, table 31.

viennent encore enrayer le libre jeu des institutions Parlementaires, une minorité, les patriciens de l'Empire conservent encore le droit héréditaire de gouverner les hommes[1].

*
* *

Et s'il est vrai, qu'une aristocratie soit moins pacifique qu'une démocratie, parce qu'elle a plus de loisirs et de besoins, comment une oligarchie, semblable à celle qui dirige la société britannique, née de la fusion d'une féodalité territoriale et d'une ploutocratie, appuyée sur des traditions aussi nombreuses, servie par des mœurs aussi favorables, n'aurait-elle pas exercé une action belliqueuse sur la politique extérieure du Royaume-Uni[2] ? Des souvenirs, des intérêts s'accordent pour déterminer une tendance permanente, que facilite l'organisation militaire.

Cette oligarchie a hérité des ambitions conquérantes des patriciens romains. Le siècle de son apogée politique (1688-1815) fut un siècle de guerres permanentes. Elle a fourni à l'Angleterre tous les hommes d'Etat en qui s'incarne la combativité nationale. Et pendant le XIXe siècle, où elle dut restreindre son activité et ses ambitions, la chambre des Lords, son parlement, se distingue des Communes par l'audace de ses discussions agressives. L'histoire des crises belliqueuses, que nous esquissons plus loin[3], est le récit de ses colères et de ses méfiances. En ouvrant ses rangs aux industriels enrichis et aux financiers habiles, elle n'abandonne point cette tradition. Bien au contraire, elle trouve, à la fin du XIXe siècle, dans les angoisses commerciales auxquelles donnent naissance la concurrence croissante et la pléthore des capitaux[4], des arguments pour reprendre sa campagne d'autrefois.

Et s'il est juste de proclamer, que cette politique étrangère

1. Sir Robert Giffen, *Economic Studies*, 2 vol., Londres, 1904, t. II, p. 285, 288, 323, 412.

2. Samuel, *Liberalism*, p. 239, 244, 255, 274.

3. Chap. VI.

4. Chap. IX et X.

a pu lui être imposée en partie par une préoccupation trop exclusive des intérêts nationaux sur lesquels elle croyait avoir à se prononcer en dernier ressort, ne convient-il pas aussi d'ajouter, qu'une diplomatie hardie, des armements croissants, je ne dis pas des guerres permanentes, servaient ses intérêts personnels. « La hiérarchie politique n'aurait pu être respectée tant d'années, si l'Angleterre n'avait pas été menacée par tant d'ennemis, si elle n'avait eu que des besognes et des soucis domestiques ; mais sa vie fut une longue conquête défensive, en Europe, dans l'Inde, aux Antilles, au Canada. Si elle n'était une très grande puissance, elle n'était rien. Si elle ne pouvait se faire respecter dans toutes les mers, elle ne pouvait plus défendre ses propres côtes. Aussi elle s'accoutumait à regarder le monde entier comme un ennemi[1] » Il est facile de saisir la vérité de cette observation, si on l'exprime sous une forme différente. Pour imposer au pays le respect des institutions auxquelles elle devait son autorité, l'aristocratie s'est efforcée de faire considérer les privilèges des uns, les souffrances des autres comme également nécessaires à la prospérité nationale. Pour obtenir ce sacrifice et ce respect, elle a toujours travaillé à surexciter le sentiment national. Pour le maintenir en éveil, il n'est pas de meilleur moyen que des émotions militaires. A toutes les poussées radicales, en 1835, 1846-48, 1859-60, 1874-78, 1885-87, le parti conservateur a répondu par un appel aux armes[2].

Il convient d'ajouter que l'aristocratie s'exposait à sacrifier la vie de ses enfants. Mais cette considération fut toujours incapable de faire fléchir des âmes romaines. Bien au contraire, le caractère particulier de l'armée anglaise, loin de les éveiller détruisit les scrupules, loin de les enrayer encouragea les tendances belliqueuses de l'oligarchie britannique. La loi, qui abolit l'achat des grades, n'a point empêché l'aristocratie de naissance et de fortune de fournir les cadres des forces militaires qui se recrutent dans les faubourgs. « Par la

1. Laugel, *o. cit.*, p. 164.
2. Voy. chap. VI.

naissance, dit le général Wolseley, nos officiers d'il y a cinquante ans appartenaient aux mêmes classes sociales que ceux d'aujourd'hui, aux classes qui ont fait la force de l'Angleterre et qui depuis un temps immémorial lui ont fourni des capitaines sur terre et sur mer[1] ». Et en effet à Sandhurst, à Woolwich les jeunes gens appartiennent aux rangs les plus élevés de la hiérarchie sociale. La proportion en vingt ans n'a pas varié. Sur 330 *gentlemen cadets*, que compte Sandhurst en 1878, 172 sont fils d'officiers, 43 fils de clergymen, juges, avocats, solicitors et médecins ; 23 fils de fonctionnaires, 87 fils de *private gentlemen*, commerçauts enrichis fixés à la campagne ; 5 fils de lords. A Woolwich, en 1890, sur 274 *gentlemen cadets*, 141 ont pour père des officiers, 44 appartiennent par leur famille aux professions libérales, 26 à l'administration, 60 sont fils de *private gentlemen*, 4 fils de lords. Tandis qu'à Saint-Cyr, en 1891, sur 450 admis, 130 seulement pouvaient payer pension entière ; à Woolwich, sur 252 cadets, 146 payaient pension entière, et 87 seulement demi-pension[2]. Partant la charge de fournir officiers et soldats pèse sur la plèbe et l'oligarchie seulement. La petite bourgeoisie, la classe qui fournit une importante partie des électeurs dans ce pays de suffrage restreint, ignore ce que coûte une guerre en larmes et en sang. Employés ou boutiquiers sont donc toujours prêts à en affirmer les avantages économiques, la nécessité politique et la justice morale. L'aristocratie de fortune et de naissance recule d'autant moins devant une politique agressive, que les conflits décimeront des troupes volontaires, que les victoires profiteront à ses enfants, lieutenants d'aujourd'hui, généraux de demain.

Cette organisation militaire permet à une oligarchie, de rester fidèle à ses maximes les plus chères. L'évolution industrielle et la concentration urbaine lui fournissent des prétextes et lui assurent des applaudissements. Le sentiment religieux,

1. *The reign of Queen Victoria*, I, 166.
2. Max Leclerc. *Les professions en Angleterre*, p. 143-54.

qui vivifie l'âme anglaise, lui garantit le précieux appoint de ses justifications.

§ III

Nous ne saurions ici analyser les origines, préciser les caractères, démontrer l'importance de ce nouveau facteur psychologique. Il faut avoir vécu de la vie anglaise, pour connaître la profondeur « de l'atmosphère religieuse, qui couvre tout, enveloppe la politique, la législation, la littérature, la philanthropie, l'éducation, les mœurs » [1]. Il faut avoir pénétré dans les diverses églises, assisté aux prêches, lu les manuels de piété, pour comprendre la valeur morale, l'utilité sociale de cette religion de l'action. Toutes les confessions, qui recouvrent le sol du Royaume-Uni de leurs chapelles différentes, se réconcilient dans une même glorification de l'effort individuel et collectif. Pour complaire aux besoins du tempérament national, les diverses Églises par leurs idées et leur méthode, par leur enseignement moins théologique que moral, leur constitution plus laïque qu'ecclésiastique, leur étroite union avec toutes les causes politiques et sociales, sont avant tout des écoles de volonté. Et il s'est trouvé, par une de ces douloureuses contradictions dont est faite la médiocrité humaine, que cette forme supérieure de l'activité religieuse n'a pas profité à la cause de la paix. En exaltant l'effort individuel dans l'intérêt de la collectivité et l'effort national dans l'intérêt de la cause chrétienne, elle a contribué à convaincre l'opinion britannique de sa mission providentielle. En entretenant cette noble mais dangereuse chimère, elle s'exposait non seulement à faciliter mais encore à justifier les conflits belliqueux ; et quelques-uns de ses interprètes officiels n'ont pas reculé devant cette conséquence logique.

*
* *

Peu d'idées sont aussi profondément enracinées dans l'âme

1. Laugel, *o. cit.*, p. 43.

anglaise, que celle du rôle privilégié dont Dieu l'aurait chargée. Elle se trouve exprimée dans le discours de tous les hommes d'État depuis Cromwell [1] jusqu'à M. Chamberlain, dans les chants de tous ses poètes depuis Shakespeare jusqu'à R. Kipling. Les origines de ce sentiment se confondent avec celles du christianisme Britannique.

« L'Angleterre a eu cette singulière fortune, qu'en combattant pour sa propre indépendance, elle combattait aussi pour la Réforme ; elle en a été le bras armé ; c'est dans les longues et terribles luttes, qu'elle livrait en même temps pour la liberté civile et pour la liberté religieuse, qu'elle s'est sentie grandir et devenir plus puissante, plus riche, plus libre, plus redoutée, plus glorieuse. » Elle s'est alors sincèrement crue « le peuple de Dieu, le continuateur des Hébreux, le peuple choisi, confident de la Providence, instrument de ses desseins cachés, son soldat contre l'imposture, l'idolâtrie, la vanité des nouveaux Gentils [2] ». Cette impression générale, produite par des conflits historiques, s'est progressivement précisée, au fur et à mesure que se répandait la connaissance approfondie de la Bible. Il est impossible de comprendre le rôle, joué par cette épopée d'un peuple élu, dans la formation de l'âme anglaise, si l'on ignore quelques anecdotes précises. Le respect en fut imposé par la loi, et jusqu'au règne de Georges III, c'est-à-dire jusqu'à l'aube du XIXe siècle, quiconque se refusait à considérer la Bible comme un livre inspiré était déclaré incapable de remplir aucune fonction publique, et, en cas de récidive, frappé d'un emprisonnement de trois ans. Il lui était en outre interdit de remplir les fonctions d'exécuteur testamentaire ou de tuteur, de faire ou de recevoir un legs. La connaissance de la Bible fut entretenue par l'école et la famille. Et Ruskin pouvait parler dans une conférence des Abdulamites, et J. Bright dans un de ses discours de la grotte d'Adulam, sans que ses auditeurs eussent besoin de consulter un dictionnaire. Cette vieille notion

1. Voy. les extraits donnés chap. IV.
2. Laugel, *o. cit.*, p. 44.

de la mission providentielle, née des luttes du passé et des lectures du foyer, sommeillait dans l'âme britannique, lorsqu'un siècle de guerre avec la France, un siècle d'expansion coloniale sont venus lui redonner une actualité inattendue, en faire comme le commentaire moral d'événements contemporains.

Des livres ont paru, des associations se sont formées pour démontrer que la nation britannique incarnait et continuait, dans le monde moderne, la mission et le rôle confié jadis par Jehovah au peuple juif. *The Anglo Israël identity society* avait découvert dix-sept preuves de la survivance de certaines tribus d'Israël [1]. La *British Ephraïm church mission* [2] rattache à la tribu d'Ephraïm le peuple anglais [3]. Aux ouvrages déjà anciens du Dean Abbadie et du Rév. John Wilson, ont succédé les livres de l'archidiacre Evans [4], des Rév. P. Orme Assheton [5], Robert Douglas [6]. Sous l'action de ce courant d'origine récente, la vieille notion de « Peuple élu » a été précisée et répandue. Elle a revêtu deux formes, l'une vague destinée à la masse, l'autre précise réservée aux théologiens.

Dans le siècle même où la nation britannique « réforme son Église et épure sa foi, » « le Christ lui adjuge un empire colonial ». Elle ouvre au commerce la côte de l'Afrique occidentale (1562), envoie des colons en Virginie (1584), fonde la Compagnie des Indes Orientales (1688). Elle jette les bases de son empire dans les trois continents où il devait grandir, à l'heure même où elle réforme le catholicisme et triomphe de l'Espagne. A l'aube de l'histoire moderne, des succès poli-

1. « Société pour l'identité de l'Angleterre et d'Israël » Max O' Rell. *J. Bull et son Ile*, p. 301.

2. Mission Britannique juive de l'église établie. La liste des adhérents est donnée dans Rev. R. Douglas. *God and greater Britain*, 1903.

3. Mentionnons également le nom de « l'association métropolitaine britannique juive » et son organe : la *Bannière d'Israël*.

4. *England Under God*, 1900.

5. *The Kingdom and the Empire*, 1902.

6. *God and greater Britain*, p. 9, 10, 110. Mentionnons également l'ouvrage intitulé *Verse by verse*.

tiques, des victoires commerciales concordent avec des crises morales, leur apportent à la fois une justification et une récompense [1]. Depuis, la grandeur politique et la force matérielle ont suivi, pas à pas, les progrès de la moralité anglaise. De 1688 à 1815, la nation britannique terrasse la France, après avoir triomphé de l'Espagne, transforme les terres, que ses rivaux laissaient incultes et inhabitées, en fait les plus beaux diamants de la couronne impériale. En cent ans, le nombre d'êtres humains parlant l'Anglais passe de 20 à 120 millions. Dans un siècle il aura probablement atteint 1000 millions. La surface des terres où résonne la langue de Shakespeare s'est étendue ; et cependant, grâce aux merveilleuses découvertes de la science anglo-saxonne, les liens ont été multipliés, l'activité concentrée. Les fils du télégraphe et du téléphone, les timbres à deux sous, les hautes coques rouges et blanches des steamers, demain les ondes du tétégraphe sans fil noueront, entre les terres anglo-saxonnes, une série de chaînes. Et en même temps les troubles sociaux étaient apaisés, les révolutions politiques ignorées. Le nombre des illettrés diminue. Celui des criminels décroît. L'alcoolisme est combattu : le paupérisme enrayé. Les victoires morales, économiques et politiques marchent de pair. « Le roc du pouvoir britannique s'appuie sur le roc immuable de l'Écriture Sainte [2]. » Comment ne pas voir dans cette destinée incomparable la manifestation de la volonté divine, ne pas découvrir chez ce peuple privilégié une race élue ?

Et s'il était un esprit scientifique et raisonneur, qui hésite encore à croire, que, comme l'a dit le poète Lauréat Austin :

« Qui combat pour l'Angleterre, combat pour Dieu ;
Qui meurt pour l'Angleterre, dort auprès de Dieu ; »

Il est des arguments plus précis que ceux tirés des caractères généraux de l'histoire britannique. Par deux fois,

1. Rev. Douglas, *o. cit.*, p. 125.
2. Rev. Douglas, *o. cit.*, p. 139.

en 1490 et en 1452 avant l'ère chrétienne, le peuple juif procède à un recensement des tribus. On constate une diminution importante dans l'effectif de la tribu la plus sainte et la plus féconde, celle d'Ephraïm. Cette différence entre les deux dénombrements s'explique par l'émigration de ses fils les plus aventureux. Moïse parle de cet Israël absent [1]. D'autres prophètes nous le montrent colonisant la Grèce, sous la conduite de Cadmus et donnant naissance à Sparte [2]. Hérodote nous signale leur présence sur les bords de la mer Noire, et leur émigration annuelle vers l'occident [3]. Toujours plus loin, vers l'occident ils sont allés : et comme nous l'apprenait déjà une vieille légende irlandaise, aujourd'hui confirmée par la science, un seigneur originaire de Grèce, Gathelus, débarque sur les côtes de l'île d'Erin, visite une terre, qu'il appelle Écosse du nom de sa femme. « Et c'est toujours vers l'occident que roulent les flots qui portent les Empires. » Et d'ailleurs, dans sa bénédiction suprême, Moïse avait désigné à Ephraïm, fils aîné de Joseph, la Grande-Bretagne comme son futur domaine. Ne parlait-il pas d'une sur terre laquelle « *tomberait la rosée* » ; « *les abîmes profonds s'étendront sous elle* », comme si elle jaillissait hors de la mer ; les navires lui apporteront « *toutes les choses précieuses du soleil et de la lune, de la terre et de ses collines immortelles* » ; son peuple sera « *comme un prince* » parmi les autres peuples ; il prendra pour armes « *les cornes du taureau sauvage* » ou unicorne ; il « *repoussera les nations jusqu'aux frontières de la terre* » dans son expansion coloniale [4]. *British* n'est-il point la traduction littérale de l'expression hébreue « *l'homme* (*ish*) du *pacte divin* (*Brit*) [5] » ? L'étendard royal d'Angleterre ne conserve-t-il pas les armes de David, le Lion rampant ? [6] Les cérémonies du couronne-

1. Deut. XXIX, 14.
2. Mach XII, 1 ; Joseph. Ant. XII, 4 ; et XIII, 5, 8.
3. Rev. Douglas, *o. cit.*, p. 78.
4. Deut. XXXIII 13-17. Rev. Douglas, *o. cit.*, p. 51.
5. *Ibid.*, p. 40.
6. Rev. Douglas, *o. cit.*, p. 40.

ment ne reproduisaient-elles pas littéralement, en 1900, celles prescrites pour le sacre de Salomon ? Nous y retrouvons la même désignation à deux degrés par Dieu et par le peuple ; les mêmes acclamations « Dieu sauve le roi » ; le même mot hébreu « *amen* » ; les mêmes sonneries de trompettes [1] ; le trône avec la même pierre de Béthel. Et l'épître, dont l'officiant donne lecture, est celle de saint Pierre sur la dispersion d'Israël [2].

Cette mission religieuse, tous les hommes d'État l'ont proclamée. Un grand seigneur, Whig convaincu et artiste délicat, lord Rosebery a déclaré que l'empire britannique « est le plus grand agent de progrès moral laïque connu dans le monde ». Un tory, qui incarnait dans toutes ses idées, dans sa forte rudesse et jusque dans sa corpulence massive les caractères de la vieille aristocratie territoriale, lord Salisbury, s'est écrié : « Le cours des événements, je préférerais dire les actes de la Providence ont appelé ce pays à exercer sur la moralité et le progrès du monde une action telle que jamais un empire n'en a encore exercée. [3] » La même idée fut reprise par un libéral comme Gladstone : « A ce grand empire la Providence a confié une mission et une fonction spéciales » ; par un radical comme J. Morley : « l'œuvre la plus utile à l'humanité a été accomplie par l'Angleterre ».

Les prêtres ont soutenu la même thèse. Un des docteurs les plus connus de l'Église évangélique écossaise, Dr Watson, la développait comme il suit : « Sur quoi fondaient-ils les prophètes hébreux, cette grande idée que Dieu avait fait appel à la nation et avait une grande tâche à lui confier ? Ils invoquaient les faits historiques, qui les avaient précédés et créé dans leurs âmes une irrésistible conviction ; et je vous demande si le bras droit du Tout-Puissant n'est pas aussi visible dans l'histoire britannique ? De quels périls dans les

1. Rois, I, 39-40 ; XI, 12.
2. Douglas, *o. cit.*, p. 143.
3. Cité dans J. A. Hobson, *Imperialism.*, p. 246.

siècles passés n'a-t-il pas délivré ce pays, quand le monde entier était ligué contre nous et fut couvert de honte ? Vous dites qu'Israël avait une mission spéciale ; mais est-ce qu'il est des yeux assez aveugles pour ne pas voir la mission de l'Angleterre ? Quelle nation a jamais fondé tant de colonies, exploré autant de terres inconnues, contribué pratiquement autant à la civilisation, étalé aux yeux un aussi extraordinaire exemple de liberté [1] ? » L'Église Anglicane est plus unanime encore dans ses efforts pour confondre la cause de l'Angleterre avec « celle de Jéhovah » [2].

Instruite par ses prédicateurs, éclairée par ses hommes d'État, cédant au poids d'une longue tradition, la Grande-Bretagne croit en sa mission. Et il n'est pas un de ses citoyens, qui n'ait gravé dans son cœur la formule inscrite par C. Rhodes dans son testament : « S'il y a un Dieu et s'Il se préoccupe le moins du monde de ce que je fais, je crois qu'il est clair qu'Il voudrait que je fisse ce qu'Il fait lui-même. Et comme Il travaille d'une manière visible à faire de la race anglo-saxonne l'instrument choisi, à l'aide duquel Il amènera un état social, basé sur la justice, la liberté et la paix, Il doit partant désirer que je fasse ce que je peux pour donner à cette race autant d'essor et de pouvoir que possible. »

Cette conviction éclate dans les manifestations quotidiennes de la vie anglaise, aussi bien que dans les événements récents de l'histoire contemporaine. Chaque conscrit, en prêtant serment de fidélité à la couronne, invoque « le secours de Dieu » [3] ; et chaque Anglais, qui a conservé l'habitude de réciter devant ses enfants et ses domestiques la prière du matin, murmure l'oraison suivante : « Sois remercié, Seigneur, qui nous a exaltés au-dessus des autres nations [4]. » Au début de la guerre sud-africaine, une société faisait remettre à chaque soldat

1. *British Weekly*, 8 mars 1900.

2. Rev. J. B. Heard, *church Gazette*, 16 juin 1900. Voy. aussi Rev. Douglas, *o. cit.*, *p. cit.* : *Rev. R.* Orme Assheton, *o. cit.*, p. 6 et 7.

3. E.-J. Hardy. *T. Atkins*, 1900, p. 30.

4. Chevrillon, *Etudes anglaises*, 1902, p. 242.

une Bible, dont la couverture était ornée de drapeaux et d'insignes anglais[1]; et à la fin du conflit, après l'entrée dans Prétoria, Lord Roberts ordonnait de rendre des actions de grâces au : « Dieu de la Race Impériale[2]. »

*
* *

Et en effet cette foi judaïque, qui constitue un si extraordinaire agent d'efforts collectifs, qui a dicté au peuple anglais pour triompher d'un vice ou d'une faiblesse nationale quelques-unes de ses campagnes les plus belles, l'a également amené à accepter trop facilement une politique agressive comme la douloureuse mais inévitable conséquence de ses fonctions de peuple élu.

La Bible ne nous apprend-elle pas, que les tribus de Juda et d'Ephraïm, ces ancêtres de la race anglo-saxonne, reçurent de Jehovah l'ordre « *d'envahir les côtes de la Palestine à l'Occident et de ravager celles de l'Orient ensemble* », pour réduire des races rivales[3] à l'obéissance ? Ces tribus ne sont-elles pas dépeintes par les Prophètes, comme « *la massue de combat et les armes de guerre*[4] », comme « *un bon cheval de guerre, qui renverse et piétine ses ennemis, telle la boue du chemin*[5] ! » Forts de cette approbation biblique, convaincus que puisque Dieu veut la fin, la grandeur croissante de l'Angleterre, il veut aussi les moyens, à savoir l'écrasement des obstacles et la défaite des rivaux, il ne manque pas de théologiens, le plus souvent anglicans, quelquefois protestants, pour affirmer l'origine providentielle et la nécessité morale de la guerre. « La Bible, écrit le chanoine Carmichaël de l'Église protestante irlandaise, paraît à peine découvrir un mal dans la guerre. Le Seigneur Jésus n'a jamais dit un mot contre la guerre (*sic*) ; saint Jean-Bap-

1. J.-C. Godard, *Patriotism and ethics*, p. 130. Peters, *o. cit.*, p. 145, 299.
2. Chevrillon, *Ibid.*, p. 242.
3. Isaïe, XI, 12-14.
4. Jeremie, 1-11.
5. Rev. Douglas, *o. cit.*, p. 31.

tiste donne des conseils aux soldats, mais ne condamne jamais leur métier ; saint Paul se complaît dans des phrases militaires. L'histoire du monde est pleine de guerres. Partant la guerre doit être étroitement liée, dans la pensée de Dieu, à la conception de l'évolution humaine. » Et le Rev. O. Assheton, l'évêque d'Oxford Francis Paget, abordant un autre ordre d'idées, se sont efforcés, dans des sermons depuis recueillis en volumes, de démontrer l'efficacité morale de la guerre [1].

Ils établissaient, d'une manière certaine, que la force la plus grande, la vertu la plus haute du peuple anglais pouvait, dans certaines occasions, accroître les chances de guerre. Par cela même que le sens religieux assure au sein du Royaume-Uni l'existence d'une vie sociale moins individualiste, d'efforts collectifs plus nombreux, de progrès moraux plus réels, il lui donne, dans ses conflits avec les nations étrangères, une force plus dangereuse, une certitude plus redoutable.

§ IV

Le patriotisme anglais résume, dans une synthèse psychologique, les caractères qui donnent à la Société britannique son originalité particulière.

Parmi les points sur lesquels a porté notre analyse, il en est de récents, qui ne datent que de trois quarts de siècle, il en est de plus anciens, vieux de plusieurs périodes séculaires. La Société britannique n'a pas toujours été industrielle ni urbaine. Partant, il serait impossible de découvrir dans son histoire passée des manifestations semblables à celles qui favorisent par des inscriptions spéciales les produits nationaux, concentrent l'attention publique sur les statistiques commerciales et élèvent la prospérité économique à la hau-

1. *Kingdom of the Empire*, p. 7, 10 ; *Redemption of war*, p. 6, 10 ; 13, 16. Voir aussi diverses citations dans J.-A. Hobson, *Psychology of Jingoism*, p. 50-53. J.-C. Godard, *o. cit.*, p. 132.

teur d'une vertu morale, les succès personnels à la hauteur de victoires nationales. Ce sont là autant d'applications récentes d'une solidarité à laquelle l'histoire a donné une force particulière, et que les mœurs aristocratiques, les besoins religieux ont marqué de traits particuliers.

Ce patriotisme n'est pas celui d'une démocratie pieusement attachée à un patrimoine intellectuel et à une doctrine politique. Le dévouement à un idéal abstrait, à une œuvre nationale n'est partagé de l'autre côté du détroit que par une élite. La grande masse de la nation révèle son sens national par un attachement passionné aux organes qui incarnent la force et rappellent les gloires de l'Angleterre, l'armée, la marine, la couronne; aux hommes qui, dans le passé, ont valu à leur pays une gloire sans nuages et une victoire sans contestes, Shakespeare, Nelson, ou qui, dans le présent, ont su traduire les poussées instinctives de l'opinion britannique, hier Palmerston et Gordon, aujourd'hui Chamberlain et Kitchener. Si le culte des héros, trop ignoré des Démocraties, est réservé aux seules aristocraties, il est impossible de ne pas reconnaître le caractère oligarchique de la Société anglaise : il n'en est pas dont les dévouements aient été plus aveugles, les reconnaissances plus fidèles.

Ce patriotisme, qui s'incarne dans l'admiration pour des groupements précis et des personnalités déterminées, a un second caractère. Il ne connaît ni les enthousiasmes humanitaires, l'intensité variable propres aux pays où dominent les préoccupations intellectuelles et esthétiques; ni le matérialisme grossier, les sanglantes rudesses d'une nation de boutiquiers ou de soldats. Il participe, au contraire, au dogmatisme étroit, à la fermeté sereine, à l'idéalisme moral des convictions religieuses. Le patriotisme anglais est à la fois fermé aux admirations étrangères et aux doutes intérieurs. Une foi religieuse interdit à ses fidèles toute sympathie pour l'erreur, les garantit contre les douleurs du septicisme, les inconvénients du remords. Le mot de « patriotisme » a, en Angleterre, un synonyme, c'est celui

de *duty*. C'est en parlant aux Anglais de leur *devoir*, que les hommes d'État ont arraché les élans les plus admirables, imposé les folies les plus insignes. Si Carthage a cru à sa richesse et Rome à sa force, la Grande-Bretagne croit à son excellence morale : « Le Devoir, le Sacrifice, écrivait Robertson, voilà ce que l'Angleterre honore. Elle s'extasie de temps à autre, comme un gauche paysan, devant d'autres choses ; mais seul le devoir ébranle son cœur jusque dans ses replis les plus profonds. Elle met mal son châle, fait mauvaise figure dans une salle de concert, sait à peine distinguer un rossignol suédois d'une pie, — mais bénie soit-elle ! elle apprend à ses enfants à sombrer comme des hommes sur un écueil, sans parade, sans phrases, comme si le devoir était la chose du monde la plus naturelle ; elle ne prend jamais longtemps un acteur pour un héros, ni un héros pour un acteur. Elle reconnaît, à la longue, des hommes comme Arnold et Wordsworth, immédiatement des hommes comme Wellington, et leur reste inaltérablement fidèle [1]. »

Derrière les caractères les plus permanents d'un groupement social on découvre des traits distinctifs, que la race et le milieu, les traditions et les mœurs ont imposés au tempérament. Quand on les analyse à leur tour, on s'aperçoit qu'il est possible d'en réduire progressivement le nombre. La psychologie sociale, comme toutes les sciences, tend à simplifier le nombre des éléments irréductibles. La diversité fondamentale des choses n'est qu'un subterfuge de l'ignorance humaine.

1. Robertson, *Life and letters*, t. II, p. 157.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION DES FACTEURS PSYCHOLOGIQUES ET SOCIAUX

A quelles conditions les facteurs belliqueux pouvaient ne pas exercer leur action.

§ I. — Les facteurs psychologiques. — I. *Le libéralisme politique.* — *A.* Le whiggisme, cet utilitarisme politique est systématisé. Une nouvelle doctrine, le radicalisme philosophique va le remplacer. — Importance des emprunts à la France. — Trois courants d'idées abstraites, exposées d'après une méthode déductive. 1° politiques et juridiques; 2° économiques; 3° métaphysiques sont importées en Angleterre. — *B.* Sous cette influence se constitue, sur une base utilitaire, une conception mécanique de la société. — I. Comment il est possible de déduire du principe de l'intérêt un programme démocratique, dont les trois chapitres sont constitués par la lutte contre la féodalité terrienne, l'extension du droit de vote et le développement de l'instruction. — II. Comment il est possible de déduire du principe de l'intérêt la loi de la division du travail et de la population : lesquelles donnent naissance aux autres règles de ce mécanisme économique. Ces doctrines politiques et économiques sont identiques dans leurs conclusions libérales et leurs méthodes déductives. — *C.* Cette doctrine se constitue entre 1820 et 1830 : principaux actes de propagande. — Leur rôle parlementaire; leur action économique; leur influence sociale jusqu'aux environs de 1865. — Ce qui subsiste du libéralisme politique, dont le radicalisme philosophique n'a été que la forme la plus complète et la plus absolue, dans la revision faite par Spencer et J. Stuart Mill. — Aux environs de 1870 il perd définitivement toute influence sur la vie anglaise : battu en brèche, non seulement par l'idéalisme littéraire qui le combat depuis 1840, mais encore par le darwinisme et le marxisme, auxquels il a indirectement donné naissance. — *D.* Avec son apogée et sa décadence coïncident une accalmie pacifique et un réveil belliqueux. — Pourquoi ? — Le Rationalisme individualiste a élargi par le contact de la pensée française et modifié par ses besoins d'abstraction la pensée nationale. — Il a imposé aux volontés individuelles des lois inviolables, atténué volontairement le sens national et concentré les activités sur un programme de réformes politiques et sociales. — II. *L'idéalisme littéraire.* — *A.* Entre 1830 et 1845 des réformateurs religieux,

des artistes, des poètes lyriques ébranlent fortement l'opinion. C'est à cette date que paraissent les premières œuvres idéalistes. — *B*. Caractères psychologiques de l'idéalisme littéraire. — Les sensibilités éprises de la nature et inquiètes de l'au-delà proclament les droits de sentiment. — Les Imaginations, aptes à la fois aux observations réalistes et aux rêves métaphysiques, proclament les droits de l'intuition. — Conception idéaliste et sociale de l'histoire, du roman et de l'art. — *C*. Tendances, dans lesquelles s'est épanoui cet idéalisme social. — Carlyle, Dickens et Ruskin. — Leurs disciples. — Forces contradictoires auxquelles se heurte à partir de 1875, le courant idéaliste. Il s'évanouit au même moment que le courant rationaliste. — *D*. L'action psychologique des écrivains idéalistes sert la cause de la paix, dans la mesure restreinte où ils fournissent des aliments aux sensibilités et importent la métaphysique allemande : sert la cause de la guerre dans la mesure où ils réveillent les tendances concrètes de la pensée anglaise. — Leur action sociale sert la cause de la paix, dans la mesure où ils concentrent les énergies sur l'œuvre de réforme nationale, celle de la guerre dans la mesure où ils exaltent le sens national.

§ II. — Les facteurs sociaux. — I. *Les réformes démocratiques*. — *A*. Reconstitution des groupes libéraux, à l'aube du XIXe siècle : l'œuvre religieuse, politique, fiscale, administrative qu'ilsavaient à accomplir. — *B*. Les trois poussées libérales : 1818-1830 ; 1832-1865 : 1868-1874. — Caractère démocratique croissant des réformes accomplies. — Ce qui restait à faire et ce qui n'a pas été fait. — *C*. L'action pacifique du mouvement démocratique. — Son apogée et son déclin coïncident avec une accalmie pacifique et un réveil belliqueux. — Les libéraux, interprètes des classes moyennes ont lutté directement contre l'aristocratie terrienne, jusqu'au jour où l'aristocratie industrielle et l'oligarchie foncière se sont fondues en un seul bloc. — II. *Le remords social*. — *A*. Liens étroits qui l'unissent au réveil religieux. Le mouvement philanthropique, qui continue pendant les premières années du XIXe siècle, évolue sous la pression des misères, auxquelles donne naissance la transformation de la petite industrie en grande industrie. — Quelques faits. — Les trois grandes formes du mouvement philantropique, — logements ouvriers, instruction des adultes, législation interventionniste, — semblent avoir atteint leur apogée entre 1865 et 1875. Elles coïncident donc avec l'accalmie pacifique. — *B*. L'action pacifique du mouvement philanthropique est aussi restreinte que celle de l'idéalisme littéraire. — Les interprètes de cette durable explosion de remords social ont détourné vers les réformes sociales l'autorité du patriotisme britannique. Mais, de même que l'idéalisme littéraire, par son action intellectuelle, a préparé le réveil belliqueux, la poussée philanthropique, par l'impulsion qu'elle a donnée à la paix sociale, a préparé la réaction conservatrice.

§ III. — Les facteurs économiques. — I. *L'évolution industrielle et la paix*. — *A*. Des trois phases de l'évolution industrielle, les deux

premières, l'introduction du capitalisme et du machinisme, datent du XVIIIe siècle. Le développement de la métallurgie, l'application du machinisme à l'industrie des transports, l'apparition des sociétés par action favorisent la concentration industrielle, cette troisième phase de l'évolution économique. — *B*. Pourquoi le triomphe des idées libre-échangistes était inévitable. — Les droits sur les importations alimentaires restreignaient les exportations. L'avance de l'industrie britannique était telle qu'elle avait un véritable monopole. — Les trois étapes de la victoire libre-échangiste : 1820 1822 ; 1842-1846 ; 1853-1859. Résultats commerciaux de la politique nouvelle. — *C*. Pourquoi avec le triomphe du libre-échange coïncide une accalmie pacifique. — Intérêts matériels, considérations morales, convictions intellectuelles qui assuraient le triomphe des idées pacifiques. — II. *L'évolution industrielle et la guerre*. — *A*. Prospérité de l'agriculture britannique aux environs de 1842. Prévisions optimistes des doctrinaires libéraux, sur les résultats de la suppression des droits sur les blés. Elles sont réalisées. — De 1852 à 1862 l'activité agricole atteint son apogée. Causes exceptionnelles de cette prospérité. La crise agricole commence de 1875 à 1880, se précipite de 1880 à 1885. — *B*. La stagnation commerciale prend naissance aux mêmes dates. — Ses conséquences belliqueuses. — III. *Essai d'une synthèse*. — *A*. Comment l'évolution économique explique, dans une certaine mesure, l'évolution sociale, la formation du courant démocratique et philanthropique, ces deux forces pacifiques, la réaction conservatrice et ses conséquences belliqueuses. — *B*. Comment l'évolution économique explique, dans une certaine mesure, l'évolution intellectuelle, la formation de la philosophie libérale et de l'idéalisme littéraire, ces deux forces pacifiques, le réveil des besoins concrets et ses conséquences belliqueuses. — Le rôle des provinces celtiques et de l'Ecosse en particulier, dans l'histoire de l'Angleterre au XIXe siècle.

Quelle que soit la stabilité des facteurs belliqueux, il est possible, *a priori*, de définir les causes intellectuelles, économiques et politiques, dont l'action concordante pourrait enrayer ces diverses influences combatives.

Le tempérament d'un peuple, les traits distinctifs communs à un groupe ne sont ni moins durables ni plus permanents, que ceux qui caractérisent un individu, lui donnent une personnalité. Il est certain que la pensée anglaise est profondément concrète, rebelle à la logique et fermée aux abstractions. Il est certain que la sensibilité anglaise, toujours lente et refoulée, ignore, d'ordinaire, la souplesse et l'expansion des âmes méridionales. Mais, d'autre part, telle influence

intellectuelle, telle crise religieuse peuvent, pour un temps plus ou moins long, altérer les caractères et modifier les traditions. Formée à l'école de logiciens rationalistes, la plus concrète des pensées peut étonner par la rigueur de ses déductions. Entraînée par les élans d'une imagination idéaliste, la plus rude des sensibilités connaîtra les dévouements religieux et la grâce attirante d'autres tempéraments. Mais si les facteurs psychologiques peuvent être modifiés, quelle ne sera pas l'instabilité des facteurs sociaux. La rapide éclosion, dans un groupement rural et aristocratique, d'un essor industriel, d'un courant démocratique dépend parfois d'une découverte ou d'un discours. Les vallons étroits, perdus dans les montagnes, où se réfugiaient, pour retrouver des mœurs disparues, les amoureux du passé, seront demain les centres de l'activité industrielle. Les romans de Disraëli ont fourni à un parti un programme de conservation politique et de réformes sociales, qui devait lui assurer une victoire imprévue et un succès prolongé. *A priori*, dans l'espace d'un siècle, les caractères industriel et urbain, aristocratique et religieux, à l'aide desquels l'analyse définit la société britannique ont dû subir des altérations : il est donc possible que leur action belliqueuse n'ait point été constante.

L'histoire de l'Angleterre contemporaine justifie ces prévisions. Elle peut être divisée en deux périodes distinctes, une accalmie pacifique où des crises périodiques sont progressivement enrayées par l'action concordante des forces économiques, politiques et morales, — un réveil belliqueux, où ces mêmes poussées trouvent de précieux alliés dans la stagnation commerciale, la réaction conservatrice et les idées courantes. Pour en déterminer avec quelque précision, les limites approximatives, il est nécessaire d'analyser séparément l'évolution des facteurs psychologiques et sociaux.

Mais cette méthode artificielle, imposée par la nature du sujet, ne doit point empêcher le lecteur de faire une synthèse nécessaire. Ces divers caractères psychologiques et sociaux sont plus inextricablement mêlés que les couches géolo-

giques dans la croûte terrestre. Les courants intellectuels, économiques et politiques sont solidaires : ils s'expliquent, ils se complètent les uns par les autres. Aucun d'entre eux n'est uniquement ni exclusivement du domaine du psychologue, de l'économiste ou de l'historien. Après avoir simplifié il faut compléter ; après avoir effacé les feuilles pour dessiner le tronc et les branches, il faut rajouter leur tissu souple et charmant. Sur la surface de la terre la laborieuse humanité a jeté l'inextricable réseau de son activité touffue : le lierre ne couvre pas d'un voile plus épais et plus mystérieux la nudité des murs. L'observateur qui veut analyser la liane humaine procède comme le naturaliste : il écarte les feuilles, pour découvrir le tronc et ses ramifications. Son dessin serait incomplet s'il ne reproduisait pas ensuite le capricieux enchevêtrement de cet étrange feuillage, qui, moins heureux que le lierre, connaît les rigueurs de l'automne.

§ I

Il est possible de résumer dans une définition psychologique l'évolution de la pensée anglaise, depuis les premiers écrits de Locke jusqu'aux dernières œuvres de Ruskin. Pendant un siècle et demi, de 1730 à 1880, la pensée britannique, reprise par sa soif traditionnelle de réalités concrètes, faits précis et visions lyriques, a réagi contre tous les efforts tentés pour lui imposer la discipline logique d'une méthode abstraite. Cette lutte se divise en deux périodes : au cours du XVIIIe siècle, le conflit sur le terrain religieux et moral entre l'utilitarisme et le classicisme ; au cours du XIXe, le conflit entre l'utilitarisme dogmatisé et l'idéalisme littéraire [1].

1. En décembre 1903, les idées générales, exposées dans les lignes qui vont suivre, étaient analysées dans l'important ouvrage de M. L. Cazamian, le *Roman social en Angleterre*. Nous sommes heureux de cette coïncidence ; mais nous tenons à éviter toute apparence de plagiat. Dans la préface de J. Ruskin (janvier 1901), dans deux articles parus dans *Minerva* (1er et 15 janvier 1903) les idées développées dans ce chapitre avaient été l'objet de courtes études

Seuls, ils jettent quelque lumière sur la psychologie de l'Angleterre contemporaine.

I. — La réaction de la pensée anglaise contre les efforts tentés pour lui imposer une philosophie mathématique, un rationalisme déiste, un dogmatisme moral a été analysée par Leslie Stephen [1]. Les diverses étapes en sont connues. Cet utilitarisme concret marque de son empreinte la doctrine politique et économique du XVIIIe siècle, le Whiggisme. De même qu'un Adam Smith se distingue de Turgot, son maître, par l'amas de ses connaissances et la vie de ses formules [2], atténue dans une certaine mesure le caractère abstrait de la science économique naissante ; de même, avant son évolution politique et malgré son admiration pour Montesquieu, Burke démontre la nécessité de faire plier les idées générales devant les résultats de l'expérience et la force des traditions [3].

Néanmoins ces ancêtres du Libéralisme, qui dressent, sans les coordonner par une doctrine systématique, la liste des réformes que réalisera le XIXe siècle ne furent, ni toujours, ni complètement fidèles à la méthode concrète. Sur ces intelligences l'influence française s'est fortement exercée. Encore éblouis par les gloires disparues de notre classicisme, les philosophes Whigs se refusent à leur préférer les génies nationaux qui, tel Shakespeare, avaient exprimé dans les audaces de leur réalisme et les élans de leur lyrisme, traduit dans une seule et même œuvre les deux formes de la pensée anglaise [4]. Le culte reconnaissant qu'ils avaient voué à Montesquieu [5], la curiosité éveillée par l'école physiocratique [6] étaient trop grandes pour rester sans résultats. Si tous les écrivains anglais ne se montrèrent pas des disciples aussi fidèles que

1. *History of English thought in the XVIIIe century*, 2, vol. Londres, Smith Elder, 1876.

2. *Id.*, vol. II, p. 317, 319.

3. Vol. II, p. 228, 230.

4. Vol., II. p, 98, p. 169, p. 343.

5. Vol., II, p. 189.

6. P. 306.

Delolme et Ferguson, aussi prêts à noter en termes abstraits des vérités historiques et à déduire avec rigueur des préceptes de droit constitutionnel [1], il n'en est pas moins certain que la clarté de leurs exposés et la rigueur de leurs raisonnements révèlent l'origine de leur méthode et la nationalité de leurs maîtres. S'il ne nous appartient pas de préciser ce qu'un Adam Smith doit à Turgot [2], un Burke à Montesquieu [3], nous n'en devons pas moins affirmer que telles des idées maîtresses du Whiggisme — la balance des pouvoirs [4], la prescription des abus [5], la division du travail — ont été formulées dans des termes, avec une rigueur qui caractérisent les lois que posera plus tard le Radicalisme philosophique.

Si le parti Whig survécut à la réaction conservatrice et belliqueuse provoquée par la Révolution française, la philosophie Whig disparut dans la tourmente. Elle fut remplacée, à l'aube du XIXe siècle, par une doctrine qui, tout en prenant son point de départ dans la psychologie utilitaire, s'efforce de former les esprits anglais à l'école de ses abstractions mathématiques.

*
* *

Sur les idées générales de l'utilitarisme, legs du siècle précédent, s'exerce, à partir de l'aube du XIXe siècle, une action systématisante. Un triple courant altère l'originalité de cette pensée concrète et lui impose une discipline étrangère [6].

Pendant cette période, l'histoire des idées en Angleterre est incompréhensible si elle n'est pas éclairée par une histoire des intelligences françaises. Il est impossible de définir

1. Vol. II, p. 212, et 215.
2. P. 307, 315.
3. P. 222.
4. P. 213.
5. P. 230.
6. L'étude de cette influence française sur la formation de la philosophie libérale constitue la partie la plus neuve et la plus originale de l'important ouvrage de M. Elie Halevy : *La formation du Radicalisme philosophique*, 3 vol. Alcan, 1901 4.

l'utilitarisme britannique, si l'on n'y voit point une réaction contre la philosophie de Descartes. De même la valeur de la philosophie d'Helvétius est insaisissable, dès qu'on méconnaît les efforts tentés en France, pour reprendre la méthode et préciser les conclusions de Locke et Hume. Helvétius prétend « traiter la morale comme les autres sciences et faire une morale comme une physique expérimentale », trouve dans « l'intérêt du plus grand nombre » le critérium de la morale et le principe de la justice, démontre que l'homme est beaucoup moins le produit du milieu physique que du milieu moral[1]. En le modifiant il est possible d'accroître la vertu et d'assurer le bonheur. La manière de provoquer ces modifications constitue une science, « l'éducation », dont la législation et la morale ne sont que les synonymes. Un législateur qui « rapporterait toutes les lois à un principe simple, tel que celui de l'utilité du public », pourrait singulièrement hâter la marche de l'humanité dans la voie du progrès. La philosophie d'Helvétius est importée en Angleterre par Godwin et Bentham. Elle donne naissance aux idées juridiques, qui inspirent à Bentham ses plans de codification méthodique et de prison modèle, à James Mill ses projets d'école laïque et de programme systématique. La philosophie française du XVIIIe siècle apprend à la pensée anglaise, que des réformes radicales, coordonnées en un plan rigoureux et inspirées par des préoccupations utilitaires, étaient possibles et qu'elles seraient efficaces.

A ce courant d'idées abstraites, les économistes français vinrent en ajouter un autre. Tandis qu' « entre 1776, année où Adam Smith publie sa *Richesse des Nations*, et 1817, année où Ricardo publie ses *Principes de l'Économie politique et de l'Impôt* », il n'a point paru en Angleterre un seul traité intégral d'économie politique[2] ; en France de nombreux écrivains travaillent à réduire en formules précises les lois économiques dont les physiocrates Quesnay et Rivière avaient

1. E. Halévy, *o. cit.*, I, p. 26, 29.
2. E. Halévy, *o. cit.*, II, p. 214.

emprunté l'idée à la théologie de Malebranche. Condorcet, dans son *Esquisse*[1], avait déjà résumé l'enchevêtrement des « lois, suivant lesquelles les richesses se forment ou se partagent, se conservent ou se consomment, s'accroissent ou se dissipent. » En 1796, le traducteur d'Adam Smith, Germain Garnier donne pour but à la science économique, la détermination de ces principes. Canard, en 1801, essaie de leur trouver des formules mathématiques. Enfin, en 1803, J.-B. Say, dans son traité célèbre, reproche à Adam Smith de n'avoir pas distingué entre les faits particuliers ou variables, objets de la statistique, et les faits généraux ou permanents, objets de la science économique, et tente de remplir ce programme. Les économistes, profitant des modifications apportées par Adam Smith aux doctrines physiocratiques, s'efforcent à leur tour de le dépasser ; de même qu'Helvétius avait traduit en termes abstraits la doctrine d'Hume, adversaire de la philosophie cartésienne. Ce groupe de théoriciens exerce à la fois, de l'autre côté du détroit, des influences particulières et une action générale. Malthus, par l'intermédiaire de Godwin, emprunte à Condorcet ses idées sur un « conflit possible entre la loi du progrès de l'industrie humaine et la loi du progrès de la population[2]. » James Mill pille J.-B. Say dont il respecte le plan et reproduit la « théorie des débouchés[3] ». Cédant aux leçons de ces élèves des économistes français, auxquels il convient d'ajouter le nom de Ricardo, la pensée anglaise se plie à la méthode d'une science qui exposera des lois synthétiques, déduites de phénomènes généraux. « L'économie politique a pour objet, selon Ricardo, des lois ; cette expression est significative, car elle ne se rencontre pas chez Adam Smith[4] ». Ces idées nouvelles complètent l'œuvre de

1. *Progrès de l'esprit humain*, 9e *époque*.

2. Il semble bien que Malthus ait emprunté à Mirabeau l'idée générale de ses lois sur la population qui constituent la pierre angulaire de la doctrine libérale. (L. Stephen. *English utilitarians* t. II, p. 142.)

3. Sur tous ces points, consulter E. Halevy, *o. cit.*, t. II, p. 157, 167, 216, 221, 234.

4. *Id.*, p. 218.

systématisation. Il est possible, à l'aide du principe de l'utilité, de coordonner scientifiquement les phénomènes de la vie morale et d'imprimer, par les lois et les mœurs, des tendances déterminées à la vie sociale. Il est également possible de découvrir, dans le chaos des faits économiques, des lois imprescriptibles. Dans l'homme et autour de l'homme tout est aussi mécaniquement réglé que les attractions des corps célestes.

Cette analyse de l'influence française serait incomplète s'il n'était pas tenu compte d'une dernière phase plus récente. « En Grande-Bretagne, une confusion s'était établie (aux environs de 1810), entre la psychologie de l'association et les conclusions sceptiques qu'en tire Hume, et, à une époque où toute la vie intellectuelle de l'île semblait se concentrer en Écosse, le scepticisme de Hume était éloquemment réfuté par les grands professeurs de Glasgow et d'Édimbourg. C'est en France que, depuis Condillac jusqu'à Destutt de Tracy, l'idéologie a continué la tradition de Locke et de Hume [1]. » Et, par un de ses chocs en retour, analogues à ceux que nous avons découverts dans l'histoire des idées politiques et économiques, les philosophes français ont réagi sur la pensée anglaise. Par l'intermédiaire de Thomas Brown [2], héritier de la chaire de Dugald Stewart, et de James Mill [3], Destutt de Tracy et Laromiguière importent, de l'autre côté du détroit, un peu du ciel clair de la métaphysique française. Cette nouvelle application de la méthode déductive éveille dans le groupe que Bentham, James Mill et Ricardo imprègnent de leurs idées et préparent à l'action, un nouvel enthousiasme. Ils se plaisent à rapprocher les métaphysiciens français des philosophes allemands ; et leur sympathie pour nos idéologues n'a d'égal que le mépris indigné avec lequel ils condamnent les tendances mystiques et traditionalistes des penseurs d'Outre-Rhin, leur définition religieuse de la raison et leur

1. E. Halévy, t. III, p. 234.
2. Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 277 et 282.
3. *Id.*, t. II, p. 288-9.

dédain pour la recherche des principes, leur culte des travaux d'érudition et leur indifférence pour les réformes pratiques[1].

Par une triple voie philosophique, économique, et politique, la pensée anglaise s'achemine vers le domaine, où la pensée française avait élevé quelques-unes de ses demeures idéales, aux lignes claires, aux murs frêles, à travers lesquelles passe toute la lumière de son soleil. Formés à l'école des Helvétius et des d'Holbach, des Condorcet et des J.-B. Say, des Destutt de Tracy et des Laromiguière, les doctrinaires imposent à l'opinion britannique en même temps qu'une psychologie dont nous n'avons pas à préciser ici les caractères[2], une philosophie sociale individualiste dans son esprit, rationaliste dans sa méthode, partant deux fois rebelle aux traditions concrètes de la pensée nationale.

*
* *

Dans leur conception mécanique de la société, ces philosophes politiques, recrutés parmi les hommes de loi, qu'indignaient les contradictions, les obscurités du droit prétorien[3], se sont inspirés des leçons de Bentham : fidèle à une « méthode anatomique », il « fractionnait chaque question en morceaux, avant d'essayer de la résoudre »[4]. Soucieux de donner à leur théorie un fondement scientifique, ses élèves ont brisé l'humanité en une multitude d'atomes, entre lesquels

1. Voir les citations recueillies par Halevy, *o. cit.*, III, p. 237.

2. Déjà Hartley avait exprimé ses observations sous une forme géométrique (Ribot, *La Psychologie anglaise contemporaine*, éd., 1887, p. 54). Bentham, obstinément fidèle à une méthode déductive (Guyau, *La Morale anglaise contemporaine*, éd., 1885, p. 25) pour établir son calcul des plaisirs et des peines, leur donne un caractère abstrait (*id.*, p. 29 et 46). James Mill, enfin, dans son explication du langage (Ribot, *o. cit.*, p. 65), dans son analyse des idées générales (p. 78) révèle son goût pour la simplicité et la logique du classicisme (p. 57 et 80).

3. Leslie Stephen signale avec raison l'influence qu'ont exercée ces habitudes professionnelles sur la formation d'une doctrine rigide, t. I, p. 24, 284, 288.

4. J. St. Mill, *Dissertations et discussions*, vol. I, p. 336, 40. Sur la méthode de travail de Bentham, sa rage de codification et classification, voir Leslie Stephen, *o. cit.*, t. I, p. 192 et 247.

ils ont prétendu découvrir des lois aussi rigoureuses[1] que celles qui coordonnent les atomes de la matière.

Dans cette humanité, où le passé et le présent, les caractères ethniques et les milieux géographiques, les événements politiques et les intérêts économiques ont créé des groupements animés d'une vie propre, ils n'ont voulu voir que des individualités. Après avoir broyé ces agglomérations vivantes d'êtres vivants, ils ont cru découvrir chez cette humanité, sur laquelle pèsent des hérédités diverses, où dorment des forces inconnues et vibrent des passions spontanées[2], un même phénomène, qui éclairerait toute la vie psychique. « L'homme est composé d'une quantité fixe et d'une quantité mouvante, lit-on dans le premier numéro de la *Westminster Review*; mais l'identité est toujours beaucoup plus grande que la diversité : les caractères essentiels de l'humanité sont plus forts que le climat, l'éducation, l'habitude, la société, le gouvernement et les événements ; ils ne sont pas altérés par l'action de ces causes et de ses combinaisons ; ils en limitent continuellement les effets[2]. » Le principe, c'est le désir des sensations et partant des objets agréables, l'aversion des sensations et partant des objets pénibles. A cette recherche du plaisir, il convient de donner la stabilité d'une vérité mathématique. Et s'il est difficile d'admettre d'une manière absolue que la notion de bonheur puisse être l'objet de soustractions et d'additions, il n'en est pas moins nécessaire de la dépouiller de toute variabilité subjective. « C'est là un postulat, faute duquel tout raisonnement politique est rendu impossible : il n'est pas d'ailleurs plus fictif que celui de l'égalité du probable et du réel, sur lequel est établie toute la branche des mathématiques qu'on appelle la théorie des probabilités. » Appliquée à l'homme cette méthode aboutit à la promulgation d'un axiome mathématique — aussi exact qu'une proposition d'Euclide — et sur lequel

1. *Westminster Review*, janvier, 1824, p. 1.

2. Bentham méprise l'histoire et condamne le sentiment. Leslie Stephen, *o. cit.*, t. I, p. 195.

il est aisé de bâtir une synthèse politique et économique.

En dépit de toutes les influences et de toutes les diversités, la loi fondamentale de la nature humaine, le besoin primordial de l'être humain est la recherche de l'agréable, de l'utile, du bonheur : les trois mots sont synonymes. Mais s'il est possible pour le psychologue, lorsqu'il établit son calcul des plaisirs et des peines, de ne point tenir compte des variations subjectives, c'est donc qu'il est scientifiquement possible de considérer que les hommes ont une aptitude égale au bonheur. Dans la société, agglomération artificielle d'individualités, le bonheur total est formé de l'addition de bonheurs égaux. Et si le moraliste a pour but d'assurer à l'individu la plus grande somme de plaisirs, les législateurs, mandataires élus et révocables des intérêts collectifs, se proposeront d'assurer au plus grand nombre d'individus le plus grand bonheur possible[1]. En cas de conflit, les intérêts de la majorité devront l'emporter sur ceux de la minorité[2]. Du principe de l'utilité se déduit la nécessité historique, la supériorité morale d'une évolution démocratique. Pour la hâter il est nécessaire de dégager la société anglaise de toutes les entraves économiques et politiques, qui paralysent le libre jeu des activités individuelles, assurent l'illégitime prépondérance des intérêts particuliers. On réclame la suppression des substitutions et le morcellement du sol. On démontre la nécessité d'ouvrir plus grandes les portes de la Cité. Mais parallèlement aux efforts de l'État pour assurer au plus grand nombre d'êtres humains le plus grand bonheur possible, il est nécessaire que des écoles, contrôlées et subventionnées par le gouvernement, préparent les esprits à comprendre le nouvel évan-

1. Cette doctrine politique a été exposée par Bentham et James Mill. L. Stephen, *o. cit.*, t. I, p. 184, 6, II, p. 75, 82.

2. « La collectivité est un corps fictif composé des personnes individuelles, qui sont considérées comme en constituant pour ainsi dire les membres. Qu'est-ce donc que l'intérêt de la collectivité ? La somme des intérêts des divers membres qui la composent ». Bentham disait encore, « En cas de collision, le bonheur de chaque partie étant égal, préférez le bonheur du plus grand nombre au bonheur du plus petit nombre. » Voir d'autres citations dans Halevy, *o. cit.*, t. III, p. 359, 65.

gile, effacent les inégalités que crée l'ignorance. « Si l'éducation consiste à communiquer l'art du bonheur, et si l'intelligence se compose de deux parties, la connaissance de l'ordre des événements de la nature d'où dépendent nos plaisirs et nos peines, et la sagacité qui découvre les meilleurs moyens d'atteindre les joies, la question de savoir si le peuple doit recevoir une éducation se ramène à la question de savoir s'il doit être heureux ou misérable[1]. »

Sur le principe de l'utilité, il est possible d'édifier un programme politique d'action démocratique dont la lutte contre la féodalité terrienne, l'extension du droit de vote et le développement de l'instruction constituent les principaux chapitres.

Envisagé à la lumière du principe de l'utilité, le monde des phénomènes économiques nous apparaît comme régi par certaines lois, aussi précises et rigides que les lois de la mécanique céleste. Elles assurent, sans que la main humaine ait à intervenir, l'harmonieux fonctionnement de rouages multiples. Les besoins des hommes et des sociétés se satisfont par des échanges individuels sur le marché national, collectifs sur le marché mondial. Dociles à l'impulsion du plaisir, les hommes procréent. La quantité de besoins à satisfaire croît. Les échanges se multiplient. Avec cette extension de la consommation concorde spontanément un essor de la production, rendu possible par la spécialisation croissante. Ce fractionnement progressif de la tâche se produit au sein des industries, des nations, des mondes. La division du travail s'applique aux individus et aux provinces, comme aux peuples et aux hémisphères. Elle constitue la première loi de ce mécanisme économique. C'est par l'échange que se réalise l'équilibre entre les offres des producteurs et les demandes des consommateurs. Il s'établit mathématiquement pour tous les objets qui ont été produits et dont le nombre peut être augmenté par le travail humain. La quan-

1. James Mill, cité dans E. Halévy, *o. cit.*, t. II, p. 262.

tité de ce labeur détermine la valeur autour de laquelle oscillera le prix courant. Le cours des autres marchandises est fixé par le nombre des vendeurs et des acheteurs. Non moins rigoureusement, la loi de la population détermine les gains du propriétaire foncier, de l'ouvrier. La surface du sol cultivé n'est ni uniforme en qualité, ni illimitée en quantité. Sous la pression constante des naissances nouvelles, ces terres médiocres seront progressivement mises en exploitation, et les champs fertiles fourniront à leurs propriétaires des revenus croissants. C'est là un premier point. Les oscillations du coût de la vie fixent, d'une manière absolue, la rémunération de l'ouvrier, c'est-à-dire « le prix nécessaire pour lui permettre de subsister et de perpétuer son espèce, sans accroissement ni diminution[1] » . De deux choses l'une, — ou bien les salaires ne permettent pas à l'ouvrier de vivre : il lutte pour ne pas mourir et les salaires haussent ; — ou bien sa condition s'améliore : « invariablement la population s'accroît[2] » ; cette demande de nourriture sur une terre limitée et médiocre ne saurait être indéfiniment satisfaite, et les salaires baissent. C'est là une seconde loi. Les corollaires que déduit l'Économiste de la loi de la population, issue elle-même du principe de l'égoïsme, sont aussi « nécessaires que la gravitation des corps célestes[3] ». Ces vérités se démontrent de la même manière que « les vérités géométriques[4] ».

Ces lois économiques ont la même autorité que celles posées par les sciences abstraites. Les hommes renonceront un jour à enrayer leur jeu par des mesures artificielles. Il convient de briser toutes les entraves, droits sur les blés, tarifs différentiels, qui s'opposent au fonctionnement des lois sur la division du travail, la concordance des offres et des demandes et paralysent les rouages de ce mécanisme

1. Ricardo. *Principles*, ed. 1891, p. 50.

2. *Id.*, p. 248.

3. Ricardo, *o. cit.*, p. 121.

4. *Lettres de Ricardo à James Mac Culloch*, 18 juin 1821, voir L. Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 201.

ingénieux. Le rationalisme individualiste, appliqué aux problèmes politiques ou aux questions économiques, aboutit théoriquement aux mêmes solutions libérales, pratiquement aux mêmes luttes contre l'oligarchie terrienne. Si les deux chapitres d'une même doctrine sont identiques, dans leurs principes et leurs applications, c'est qu'ils expriment un même effort pour construire une science déductive [1]. Ignorant, volontairement ou non, les données expérimentales que pouvaient fournir aux politiques les recherches historiques, à l'économiste les observations du statisticien, ces doctrinaires découvrent dans les phénomènes un fait général, ou qu'ils croient tel, et en déduisent des observations générales, contre lesquelles ne prévaut pas l'expérimentation. Bentham et Ricardo sont d'accord avec J. Mill pour condamner ceux qui « sacrifient à l'expérience la spéculation [2] ». L'un s'irrite de la variabilité, découverte par les psychologues dans les désirs et les aversions, et qui pourrait troubler son calcul des plaisirs et des peines [3]. L'autre s'indigne contre les économistes qu'inquiètent [4] les éliminations systématiques. A tous on peut reprocher, pour prendre le mot de J. Stuart Mill, « de trop croire à l'intelligibilité de l'abstrait, quand il ne prend pas corps dans le concret [5] ».

*
* *

Le rationalisme individualiste a revêtu sa forme la plus rigoureuse, sous la plume des radicaux philosophes entre 1820 et 1830.

1. Nous n'avons pas à démontrer les caractères contradictoires de cette doctrine qui affirme, au point de vue politique l'efficacité sociale des réformes législatives et au point de vue économique en proclame le danger. Cette économie politique est elle-même tiraillée entre deux tendances contradictoires, optimiste et pessimiste.

2. *Edimb. Rev.*, n° XI, nov. 1812, art. XIII, p. 474.

3. E. Halévy, *o. cit.*, III, p. 351.

4. *Lettres à Malthus*, citées dans Halévy, *o. cit.*, III, p. 19.

5. *Mémoires*, trad. Cazelle, p. 2. L. Stephen insiste avec raison sur les abstractions que présuppose la philosophie libérale, *o. cit.*, t. I, p. 298-9; II, p. 90, 95 ; 217 ; 220,

A Londres, John Black dans le *Morning Chronicle* (1823); à Edimbourg, Mac Culloch dans le *Scotsman* développent les idées que reprendra la *Revue de Wettminster* (1824). J. Stuart Mill fonde la *Société utilitaire* et la lutte, qu'il dirige à Londres en 1825, est entreprise à Cambridge par Charles Austin[1]. Nassau Sénior, premier professeur d'économie politique à Oxford, et Mac Culloch, choisi par l'Université de Londres, continuent la propagande auprès de la jeunesse. Miss Martineau, dans des brochures[2] tirées à des milliers d'exemplaires, prépare les esprits à accepter les efforts, que tente, à partir de 1836 l'*Association contre les droits sur les blés*[3]. Ce courant d'opinion ne devient que lentement une force politique[4]. Les Whigs, qui forment la majorité de l'armée libérale, jusqu'en 1852 prétendent former des cabinets homogènes. Pendant longtemps les radicaux ne dirigent que les commissions parlementaires. La réforme de la loi sur les pauvres (1834), sur la proposition d'Edwin Chadwick et George Grote, abolit quelques-unes des barrières qui s'opposaient au libre jeu de la concurrence. La commission, qui prépare la réforme de l'électorat municipal (1836), comprend cinq radicaux[5]. C'est à Roebuck enfin que revient l'honneur d'avoir fait voter la loi scolaire de 1840. Les doctrines politiques reçoivent force de lois. Leurs corollaires économiques s'inscrivent à leur tour sur le *Satute Book*. Toutes les réformes réclamées par le rationalisme individualiste seront complètement réalisées de 1854 à 1874, par les recrues que la doctrine nouvelle aura faites au milieu des rangs du parti Tory. Aux mêmes dates le parti radical par-

1. J.-St. Mill. *Mémoires*, trad. Cazelle, *Passim*.

2. *Illustrations of Political Economy*, 1832-1834, 25 livraisons. *Illustrations of Taxation* 1834, 5 livraisons. *Poor Law and Paupers illustrated*, 1833-1834, 3 livraisons.

3. Elle est fondée à Londres par des radicaux : Grote, Molesworth, J. Hume et Roebuck. L'un des leurs, Bowring, s'associe à la campagne de R. Cobden quand la lutte est transportée à Manchester.

4. Le Professeur Dicey démontre la lenteur des courants d'opinion dans son récent livre : *Law and opinion*, 1905, p. 27, 33, 121.

5. Dont : Bingham, Ch. Austin, J. Parkes.

vint à rallier l'élite syndicale. Les Trade-Unions assagies[1] réclament l'extension du droit de vote et le développement de l'instruction, acceptent le libre-échange et la loi de Malthus. Dociles aux rigueurs de l'offre et de la demande, elles s'efforcent d'obtenir mécaniquement la hausse des salaires[2], en restreignant par l'émigration et la suppression des apprentis le nombre des bras disponibles.

Le rationalisme individualiste était arrivé au terme de sa course. Chemin faisant, il avait jeté par-dessus bord sa doctrine psychologique[3] et son système juridique[4], sa rigide certitude et son optimisme social[5]. Sous l'action du positivisme d'Auguste Comte et du coopératisme de Fourier, le radicalisme philosophique avait été transformé par Herbert Spencer et J. Stuart Mill. Mais, malgré ces modifications, le courant philosophique n'en conserve pas moins les caractères que lui avaient imprimés Bentham, James Mill et Ricardo. John Stuart Mill reste fidèle, dans sa doctrine politique et économique, aux leçons du libéralisme[6]. Et si dans sa psychologie il admet la nécessité de faire céder la rigueur de la morale de l'intérêt, le monopole de la méthode déductive, il n'en mesure pas moins avec une extrême parcimonie le rôle de l'induction, la place des facteurs subjectifs. Non seulement il réserve à la déduction toute une moitié de la psychologie, l'éthiologie[7], mais encore dans sa partie expérimentale il s'inspire beaucoup moins des sciences naturelles que de la plus algébrique des sciences physiques, je veux dire l'astronomie[8]. Il compare le principe de l'association des idées à la

1. E. Halévy, *o. cit.*, I, p. 106, 135. Godwin et Owen d'abord, Hodgskin et Thompson ensuite avaient puisé leur socialisme révolutionnaire chez les premiers théoriciens du rationalisme individualiste.

2. Sidney Webb, *Hist. of Trade Unions.*

3. H. Spencer. *Social Statics*, 1re éd., 1851.

4. H. Spencer. *Principles of Psychology*, 1855, et *First Principles*, 1862.

5. Editions successives de son *Traité d'Economie politique* (1848). *Liberty*, 1859. — *Représentative Governement* 1861.

6. Voir chap. v.

7. Ribot, *o. cit.*, p. 115, 118, p. 41.

8. *Id.*, p. 106, 114.

loi de la gravitation[1] ; et c'est à l'aide de cet axiome, qu'il s'efforce de concilier l'optimisme de Bentham avec la dure réalité des faits, sa négation de la conscience avec l'existence d'une faculté morale[2], sa justification de l'égoïsme avec le désintéressement de la vertu[3]. Herbert Spencer réagit contre les timides atténuations apportées à la méthode déductive. Il veut lier plus étroitement encore la science de l'homme à celle des étoiles. « L'astronomie consiste en déductions de la loi de gravitation, déductions qui montrent que les corps célestes occupent nécessairement certaines places à certains temps[4]. » Il rapproche l'humanité de l'univers. Il prétend découvrir en elle les contre-coups du même système qui ébranle le monde[5]. Et de ce balancement une fois précisé, il tire par un enchaînement rigoureux les lois qui régissent les individus et les sociétés.

Mais si cette synthèse n'a point exercé sur la pensée anglaise l'influence qu'elle a eue dans d'autres pays, c'est que son attention était concentrée, depuis longtemps déjà, vers des analyses expérimentales, qui répondaient mieux à son goût pour le concret.

La poussée scientifique révèle son importance par la formation des grandes sociétés, qui vont centraliser et vulgariser les découvertes[6]. Darwin et Wallace trouvent dans la doctrine utilitaire le postulat de leur biologie. Ils appliquent la loi de Malthus à tous les êtres vivants[7] ; donnent à la philosophie de l'induction une formidable impulsion[8]. Bain se sépare des Écossais, ces ancêtres du libéralisme, et applique à la psychologie non plus la méthode des sciences

1. Guyau, *o. cit.*, p. 83.
2. P. 88.
3. P. 91.
4. *Id.*, p. 166.
5. P. 170.
6. 1807 Société géologique de Londres ; 1841, Société de chimie ; 1847, Société de paléontologie.
7. 1859, *Origin of Species*. Guyau, *o. cit.*, p. 155.
8. Guyau, p. 162.

physiques mais celle des sciences naturelles[1]. George Lewes critique la valeur et combat l'emploi de la déduction[2]. Frappé dans sa méthode, atteint dans sa philosophie, le libéralisme l'est aussi dans sa doctrine politique et économique. Les lois biologiques sont appliquées aux sociétés humaines par les B. de Giddings, K. Pearson et B. Kidd. Contrairement aux conclusions de l'individualisme démocratique, libéral et pacifique, ils reconnaissent aux groupements humains une vie propre, aux inégalités sociales des justifications, aux privilèges commerciaux des avantages, aux ambitions impériales des droits[3].

Ce n'est plus seulement le radicalisme philosophique qui disparaît, mais le rationalisme individualiste qui s'écroule[4]. L'analyse l'emporte sur la synthèse, l'induction sur la déduction, le concret sur l'abstrait.

*
* *

L'histoire de ce courant intellectuel peut être résumée dans une courbe. 1820, 1832, 1846 d'une part, 1854, 1868 de l'autre, 1874, 1885 enfin, telles seraient les dates qu'il conviendrait d'inscrire à son point de départ, à son sommet, à son terme. Avec l'apogée et la décadence de ce courant intellectuel coïncident une accalmie pacifique et un réveil belliqueux. La philosophie libérale exerçait directement et indirectement sur les tendances combatives du tempérament britannique la plus salutaire des influences.

1. Ribot, *o. cit.*, p. 251, 323, 332.

2. *Id.*, p. 338.

3. W. Cunningham. *The Rise and decline of Free Trade Movement*, 1904, p. 6, 9, 11.

4. Ajoutons, pour être complet, qu'au même moment un courant d'idées socialistes vient détacher l'élite ouvrière du libéralisme. Le collectivisme de Karl Marx, tout comme le communisme de Godwin et d'Owen, se rattache au radicalisme philosophique. Tandis que la définition de la valeur de Ricardo et sa loi des salaires fournissent à Karl Marx deux de ses théories les plus célèbres, la doctrine Ricardienne de la rente différentielle suggère à Henry George le principe de son socialisme agraire. Aux environs de 1880, la *Fédération démocratique sociale*, les deux Associations pour la *Nationalisation du sol* commencent leur campagne de l'autre côté du détroit. (Voir A. Métin, *Le Socialisme en Angleterre*.)

En élargissant et transformant momentanément la pensée anglaise, elle servit la cause de la paix. Son histoire, nous l'avons montré dans notre rapide analyse, se confond avec celle de l'intelligence française. Pendant près d'un siècle, grâce aux doctrinaires libéraux, les deux pensées nationales les plus différentes ont suivi une évolution parallèle, ont mutuellement profité de leurs expériences réciproques. Les deux courants d'idées philosophiques se complètent, s'expliquent l'un par l'autre. L'utilitarisme de Locke, de Hume et de Berkeley est un effort pour arracher l'Angleterre à la philosophie cartésienne. Les sensualistes français, Helvétius surtout, transposent en termes français les données de la morale de l'intérêt et s'efforcent d'en déterminer les conséquences politiques. Godwin et Bentham réimportent en Angleterre les emprunts faits à la philosophie britannique et modifiés par la pensée française. James Mill révèle à Ricardo l'heureux essai de synthèse économique tenté par Condorcet, Garnier et J.-B. Say, qui devaient beaucoup aux analyses d'Adam Smith, formé lui-même à l'école des physiocrates. Et c'est enfin sous l'impulsion d'Auguste Comte, de Saint-Simon et de Fourier, qu'est réédifiée la base philosophique et atténuée la rigueur économique du libéralisme anglais. A toutes les phases de son évolution, dans ses origines les plus lointaines comme dans ses modifications les plus récentes, on reconnaît l'empreinte de la pensée française.

Sa méthode est utilisée, ses travaux traduits. Les fondateurs de cette conception mécanique de la vie sociale ont volontairement altéré chez eux et chez leurs disciples les caractères de la pensée nationale. Ils sont anglais par le soin avec lequel ils veulent fonder leur doctrine sur des faits observés, la réaliser par des réformes pratiques. Il est impossible de retrouver les caractères du tempérament britannique dans la méthode qu'ils emploient et l'œuvre qu'ils construisent. L'une et l'autre sont également abstraites. Pleins de dédain pour l'induction, ils rêvent de construire, avec le seul secours de la déduction, une science sociale dont les diverses parties seraient aussi

rigoureusement énchaînées que les axiomes d'une géométrie. Il était impossible de heurter plus directement les caractères de cette pensée concrète, rebelle aux synthèses, docile aux circonstances de fait, fermée aux sympathies internationales. En modifiant ainsi des tendances séculaires, en acclimatant de l'autre côté du détroit des idées germées en France, les doctrinaires libéraux exerçaient sur une élite restreinte une influence pacifique. Ses ondes s'élargirent progressivement.

Ils habituent leurs lecteurs à accepter que des lois rigides limitent le jeu des volontés, enraient les poussées des passions. Les lois économiques sont faites d'airain, et rien ne prévaut contre elles. Les philosophes atténuent enfin l'acuité du sens national. Ne se refusent-ils pas à accorder aux groupements une vie propre? Les atomes individuels constituent le seul objet de leur science. Les nations ne sont que des agglomérations artificielles. Moins les frontières seront nettes, plus les lois de la concurrence et de la division du travail pourront fonctionner librement. Il faut raser les fortifications et démolir les douanes; ne voir dans les nations que des succursales d'une même maison de commerce, les sections d'un même marché mondial. Pour y trouver une place prépondérante, celle promise par le nouvel Évangile à tous ceux qui respecteront ses lois, il faut hâter l'évolution démocratique et assurer une meilleure utilisation des intelligences et des volontés, réaliser le libre-échange, surexciter la production et faciliter la consommation[1].

Le rationalisme individualiste limite par ses conceptions générales les énergies individuelles et par sa doctrine politique les énergies nationales; il complète, en concentrant les unes et les autres sur un programme précis de réformes intérieures, son œuvre pacifique. Après avoir élargi la pensée nationale au contact d'une pensée étrangère et lui avoir imposé une méthode nouvelle, il rend impossibles

1. Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 229 et 293.

les brusques explosions de forces inutilisées. Il sert deux fois la cause de la paix.

II. — L'histoire de l'évolution intellectuelle, l'analyse de ses répercussions psychologiques seraient incomplètes si, parallèlement à la déviation de l'utilitarisme concret transformé en une branche anglaise de l'Idéologie française, il n'était tenu compte du réveil de l'idéalisme poétique.

*
* *

De même que le rationalisme individualiste se rattache au XVIIIe siècle, de même le brusque réveil du sentiment et de l'image éclate dès la seconde moitié du XVIIIe siècle sous les trois formes qu'il conservera au XIXe. Une crise belliqueuse de vingt ans retarde une éclatante floraison. A peine l'Angleterre était-elle retournée à la mine et à l'atelier, que le mouvement religieux, le réveil lyrique et la poussée artistique reprirent avec une intensité nouvelle.

De 1816 à 1833, le nombre des fidèles de l'Église Wesleyenne passe de 241.000 à 450.000. Les Méthodistes primitifs, qui au nombre de dix s'étaient en 1808 séparés de leurs coreligionnaires, en 1845 possédaient 4.000 chapelles, desservies par 16.000 prédicateurs et suivies par 200.000 fidèles. Il leur avait suffi, pour créer un corps aussi puissant, de renouveler les sermons ardents, les confessions publiques auxquelles avait eu recours Wesley[1]. Partout les sectes puritaines se développent. Les plus anciennes survivent aux hommes qui les ont fondées[2]. De nouvelles se créent partout. En Écosse, les Irvingites (1833) se réunissent autour du pasteur Edward Irving, une des admirations de Carlyle. Au sud de l'Angleterre s'organisent entre 1820 et 1830 les frères de Plymouth. Ces groupes attachent une importance prépondérante aux cérémonies rituelles, aspirent à un dogmatisme plus rigoureux[3]. Des tendances nouvelles se font jour au sein

1. *Social Englemd*, t. VI, p. 146.
2. *Id.*, p. 147. La Société des Amis, les Moravides.
3. P. 148, 149. Les Indépendants, les Swdenborgiens progressent égale

de l'Église anglicane et de l'Église presbytérienne. Entre 1833 et 1845 le mouvement d'Oxford aboutit à une restauration du culte élégant et des pratiques pieuses, jadis condamnées par les traditions protestantes. Un brusque essor du catholicisme romain en est la conséquence. La conversion de Ward et de Newman apporte, en quelques semaines, le concours de 200 prêtres anglicans. A Edimbourg, la séparation ou « disruption » de T. Chalmers (1833-1843) est également provoquée par un soulèvement contre les obstacles mis par les traditions ou les usages à l'expression du mysticisme religieux. C'est là le caractère commun, qui réunit dans un même effort, pour renouveler les formes rituelles et vivifier la langue théologique, puritains, anglicans, catholiques. Le courant religieux est trop intense pour ne pas déborder hors de son domaine propre. Il provoque le réveil du sens artistique. Il marque de son empreinte le nouvel essor du lyrisme.

C'est à Oxford, dans la capitale religieuse du Royaume-Uni, que sont fondées, au milieu des premières polémiques des théologiens, en 1838 la *Société d'Architecture*, en 1841 la *Société du Motet* pour l'étude de la musique sacrée. Cambridge, en 1839, s'associe au mouvement et jette les bases de la *Société Camdem* consacrée à l'histoire des antiquités chrétiennes. Fidèle à ses origines, ce courant esthétique voulut être une force morale et resta un agent de progrès social. Dès le premier tiers du XIXe siècle, ces caractères se révèlent dans le rôle prépondérant donné à l'architecture. Samuel Prout par ses dessins[1], Pugin jeune par ses écrits théoriques et ses travaux professionnels préparent la renaissance gothique, dont la reconstruction du palais de Westminster, en 1840, fut la première consécration officielle[2]. Le parc Victoria est dessiné au nord-est de Londres ; la Gale-
de réformes fondée en 1832 ; l'abbaye de Westminster sera
élargi la pensée natio
et lui avoir imposé une 1840 et 1850 ont lieu les premières réunions,

dès 1815. *Social England*, t. VI, p. 44.

1. Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II,

ouverte au public en 1843. En même temps, sir Edwin Landseer[1], W. Turner, dans sa seconde manière (entre 1819 et 1836) expriment dans leurs toiles quelques-unes de ces leçons morales ; J. Constable dans ses derniers tableaux (il meurt en 1837), E. Dauby dans ses couchers de soleil révèlent ce sens minutieux de la nature, que Ruskin, aidé des Préraphaélites, justifiera dogmatiquement. Ruskin transforme un courant naissant en une force agissante.

Il avait été préparé à son apostolat par la lecture des poètes lyriques. Déjà le pasteur Crabbe[2], tout plein des horreurs de la Révolution industrielle, avait inspiré à Carlyle une partie des idées exposées dans ses *Derniers pamphlets*[3], tandis que Southey luttait pour assurer aux apprentis la protection de l'État. Mais Wordsworth et Shelley incarnent mieux encore les caractères de ce lyrisme religieux. Ils traduisent, dans leurs vers, les passions politiques de leur époque. Wordsworth (1770-1850), dans ses premiers poèmes, se fait l'apologiste de la Révolution française et chante son rêve de liberté et de justice. Shelley (1792-1822) compte sur l'abolition des monarchies et des clergés pour rendre à l'humanité le bonheur de l'âge d'or. L'un transforme les problèmes moraux. Il renonce aux dissertations méthodiques. Il analyse une âme inquiète d'un passé qu'elle ignore, d'un présent incertain et d'un avenir mystérieux. Il nous dit ses angoisses devant les insondables problèmes, qu'évoque à chaque pas le moindre contact avec les hommes ou les choses. L'autre élargit le sentiment de la nature. Captivé par l'étincelle divine qu'il croit découvrir dans la fleur qui s'ouvre, la goutte qui brille, le nuage qui vole, il chante son effroi et son émotion en d'immortelles strophes.

C'est en lisant Shelley et Wordsworth que les maîtres de la prose anglaise ont pris conscience de l'élan religieux qui

1. Il expose pour la première fois en 1847.

2. Mort en 1832.

3. *Latter day Pamphlets*. Centenary edition. Chapman and Hall, 1898, p. 29, 80, 92, 139, 170, etc.

emporte leurs contemporains vers la nature pour l'admirer, vers les problèmes moraux pour les sonder, vers les réformes sociales pour les réaliser. Dans d'autres pages, nous avons montré, l'action profonde exercée par ces deux poètes sur Ruskin. On retrouve chez Carlyle et M. Arnold les mêmes admirations et les mêmes influences. La poésie lyrique a donné naissance à l'idéalisme littéraire.

*
* *

Entre 1835 et 1845 apparaissent les premières œuvres de Dickens, *Sketches* (1836) et *Pickwick* (1837) ; de Carlyle, *French Revolution* (1837) et *Sartor Resartus* (1836) ; les deux premiers volumes de *Modern Painters* (1843-1846).

Ces trois grands hommes ont appliqué l'un au roman, l'autre à l'histoire, le dernier à la critique d'art, tous aux problèmes religieux et aux questions sociales la même méthode.

Ils sont nés à la vie pendant la crise la plus intense qu'ait traversée le Royaume-Uni, puisqu'elle l'atteignait à la fois dans ses traditions économiques, sa stabilité politique et sa paix sociale. Élevés au milieu des émotions religieuses qui ébranlent l'Angleterre ; formés par la lecture des poètes romantiques, dont l'ardent lyrisme est atténué par des préoccupations morales ; entraînés dans le courant qui transforme l'Angleterre rurale et oligarchique du XVIIIe siècle, ces hommes furent et restèrent des sensibilités. Des circonstances exceptionnelles éveillent chez eux une faculté de sentir, d'une souple finesse. Servis par elle, ils ont aimé la nature, parce qu'ils la comprenaient. Ses mille images, saisies par leurs rétines et pieusement recueillies par leurs mémoires, fournissent les matériaux dont ils ont besoin pour exprimer leurs visions, donnent à leur style un chatoiement lumineux. Le sens de la nature a renouvelé dans leur esprit la forme, et dans leurs œuvres l'expression du sentiment religieux. La divinité n'est plus une abstraction intellectuelle nécessaire à un système rationaliste, mais une réalité concrète intelligible pour tous ceux

que ne laissent point insensibles la paix des monts et la vie des eaux. Ce tempérament particulier a marqué l'œuvre et l'action des idéalistes. Les caprices et les ardeurs de la sensibilité ont donné à leurs ouvrages une apparence chaotique et un charme pénétrant. Parce qu'en eux vibre une force nouvelle, ces écrivains ont, contrairement aux traditions anglaises, réclamé pour le sentiment une place dans la littérature, dans la société et dans la vie.

Affinées par cette richesse d'émotions, les imaginations ont eu une puissance d'expression et une force de divination jusqu'alors inconnues. Les écrivains rendent avec la minutie du photographe les moindres détails d'une image ou d'une vision; ils pénètrent en même temps les caractères d'une époque, d'un personnage, d'une œuvre artistique ou même les mystères de la vie individuelle, collective ou cosmique. Ils résument leur analyse, leur intuition, dans une formule concrète qui apparaît au lecteur comme l'expression même d'une vérité absolue. Servis par ces dons d'observation réaliste et d'idéalisme métaphysique, ils ont entassé dans leurs œuvres les images et les visions. Mais ils n'ont pu faire plus. Rebelles aux analyses systématiques, qui impliquent une maîtrise, une discipline incompatible avec les caprices de leur vie mentale, ils sont également incapables d'esquisser des synthèses: elles exigent des abstractions préliminaires, auxquelles répugne leur pensée concrète. Leurs œuvres ne sont qu'un recueil de visions successives. Carlyle et Ruskin[1] se sont plu à opposer à la méthode scientifique, cet idéalisme. Ils l'ont appliqué aux recherches de l'histoire, aux créations du roman, à l'étude des œuvres d'art.

Servi par son imagination, l'historien prétend percer, avec plus de sûreté qu'un savant, le voile apparent des choses et retrouver derrière les apparences, les contradictions et les divisions, la réalité, l'harmonie et l'unité c'est-à-dire Dieu. Ce point de vue métaphysique est le seul exact.

1. Voir notre étude sur Ruskin, p. 215.

Cette vérité irréelle est la seule réalité. Dans ses essais de critique historique ou littéraire l'auteur s'attachera à n'analyser que les âmes. Laissant de côté l'étude des œuvres et de la forme, les négociations diplomatiques ou la statistique économique, il veut, à l'aide de faits précis, caractériser l'âme et l'auteur, préciser le sentiment qui a ébranlé un peuple, découvrir dans les actes et les créations de l'humanité aveugle et malheureuse une divine étincelle. Le romancier lui aussi sera à la fois un réaliste et un idéaliste. Les souvenirs vécus et les sensations recueillies s'exprimeront sous sa plume en des images d'une fidèle intensité. Mais d'autre part son imagination retrouve dans les phénomènes de la nature aussi bien que dans les émotions du cœur humain, la manifestation d'une même Force. Il opposera aux caractères que l'homme déforme par la vie sociale, les âmes telles que Dieu les avait faites. A l'orgueil dédaigneux d'un hoberau, à l'hypocrisie d'un bourgeois, à l'égoïsme matérialiste d'un négociant, il comparera la générosité d'un mineur, la sincérité d'un batelier, la tendresse d'un enfant trouvé. Le critique d'art, enfin, sera avant tout un poète de la nature. Il exigera du peintre et de l'architecte, du sculpteur et du graveur, qu'ils soient à la fois des copistes fidèles de la plus belle des œuvres d'art et aussi des interprètes religieux de la divine création. Dans les mêmes pages, pour appuyer les mêmes jugements, il étalera les connaissances minutieuses d'un géologue et d'un botaniste, exprimées dans une langue de poète, et déploiera l'éloquence d'un théologien subtil.

Fidèles à cette méthode doublement concrète, à cette annotation en images réelles d'intuitions métaphysiques, ces écrivains sont encore des idéalistes, par le but qu'ils donnent à leur activité littéraire. De même que, dans toutes les formes de la pensée humaine, ils ne voient qu'un moyen différent pour parvenir jusqu'à la connaissance de l'angoissant au-delà ; de même, dans toutes les créations de la pensée humaine, ils ne veulent découvrir qu'un effort différent, pour assurer les progrès d'une seule morale. Incapables d'être les

théoriciens systématiques d'une nouvelle doctrine de la conduite des hommes et des peuples, ils se sont bornés à être les apôtres des traditions chrétiennes. L'histoire sera le commentaire des échecs et des succès humains, le roman, le commentaire des vices et des vertus contemporains, l'art, le commentaire des beautés et des lois de la nature. Et comme le progrès individuel et la paix collective sont menacés par le conflit qui met aux prises, dans les sociétés industrielles, riches et pauvres, patrons et ouvriers, les écrivains idéalistes s'efforceront d'aider leurs contemporains à comprendre d'abord, à résoudre ensuite ce problème moral. L'historien rappellera les victoires des peuples qui ont respecté, les épreuves des nations qui ont méconnu les lois qu'impose la Divinité aux activités collectives. Le Romancier signalera les conséquences sociales des vices individuels, les espérances qu'on peut fonder sur les ressources de la nature humaine. L'artiste éveillera, par les vérités incarnées dans ses édifices et ses toiles, l'âme ignorante des foules. Leur idéalisme est un idéalisme social.

Ce courant intellectuel prend naissance dans la seconde moitié du XVIIIe siècle et étend ses ondes bienfaisantes entre 1835 et 1845, au moment même où le rationalisme individualiste devient une force politique. L'idéalisme littéraire envahit l'histoire, le roman, la critique d'art. Et, dans ce chaos d'œuvres diverses, rapprochées par des origines communes, une méthode semblable et des tendances identiques, il est possible de discerner trois groupes différents d'écrivains, réunis autour de trois personnalités qui se sont mutuellement influencées.

Plus cette étrange figure de Carlyle se dessine avec netteté sur l'horizon, grâce au recul grandissant des années, mieux nous comprenons l'action durable qu'elle a exercée sur la pensée anglaise. Sans cesse, nous retrouvons de nouvelles traces de son influence sur l'évolution politique et littéraire. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement J.-A. Froude (1818-1894) qu'on rattache à Carlyle ; mais encore F. Deni-

son Maurice (1805-1892) et Charles Kingsley (1830-1876). F.-D. Maurice fonde, avec le premier centre d'enseignement populaire, le socialisme chrétien. Ch. Kingsley dans ses romans, dans *Alton Locke* pour qui Carlyle trouve un éditeur, analyse la question ouvrière, multiplie les citations de son maître, adopte ses solutions aristocratiques et autoritaires. Mathew Arnold (1822-1888) puise dans Carlyle sa théorie sur l'interprétation symbolique des religions, à l'aide de laquelle il veut résoudre la crise des consciences contemporaines.

L'influence de Carlyle sur le roman se confond avec celle qu'exerce Dickens. George Eliot (1819-1880), tout vibrant de sentiments ardents et d'admirations contradictoires, par son lyrisme si concentré, ses portraits émus du fermier[1], du squire[2], de l'ouvrier[3] des débuts du XIXe siècle, appartient certainement à l'école idéaliste. C'est sous l'impulsion de Dickens que l'intelligent Charles Reade (1814-1884), dans la mesure où le lui permet sa capricieuse sensibilité, analyse les problèmes religieux, et que Mrs Gaskell (1810-1888) dépeint les misères de Manchester. Et autour de ces œuvres qui méritent de ne point être oubliées, d'autres femmes se sont appliquées à tracer les mêmes tableaux, à donner les mêmes leçons, à continuer l'œuvre de Dickens[4].

Une troisième cohorte enfin se groupe autour de J. Ruskin. La fidèle amitié qui l'unissait aux Browning (1809-1861; 1812-1890) a continué et accru l'action de Carlyle sur les deux poètes. Ruskin, plus encore que Carlyle, a eu de véritables disciples. A. Toynbee en fondant le mouvement des *University Settlements*, a perpétué ses idées sociales. W.-H. Mallock, dans l'analyse des problèmes qui troublent les consciences modernes, a repris ses solutions religieuses.

1. *Adam Bede*. Ed. Blackwood, 1901, p. 102, 116.

2. *Id.*, p. 321, 351.

3. *Silas Marner*, éd. Fénard Garnier, p. 28, 29.

4. Mrs Trollope, *Michel Armstrong*, 1840. Mrs Charlotte-Elizabeth Brown, *Hélène Fleetwood*, 1841. Miss Yonge. *L'Héritier de Radclyffe*, 1852. Mrs Craik. *John Halifax*, 1857.

Ses théories artistiques enfin ont été pieusement conservées par le dessinateur Walter Crane et le relieur J. Sanderson, dans leur propagande socialiste et leur lutte contre le machinisme. W. Morris, après avoir évoqué dans des poèmes et des romans, avec toute l'émotion attendrie et respectueuse de Ruskin, les temps heureux de la féodalité, heureux parce qu'ils ignoraient la concentration industrielle, complète la Renaissance esthétique, dont l'auteur des *Peintres Modernes* avait été l'âme, en fondant l'art décoratif.

Aux environs de 1875, l'idéalisme littéraire décroît rapidement. Dickens est mort (1870). Carlyle ne survit que quelques années (1881) à ses plus fidèles disciples, F. Denison Maurice (1872) et Charles Kingsley (1876). G. Eliot disparaîtra avant lui (1880). Mathew Arnold et Robert Browning le suivront de près (1888 et 1889). J. Ruskin a écrit ses plus beaux livres et va entrer dans une agonie qui durera quinze ans (1900).

Aucune gloire ne vient éclairer de son prestige, ni fortifier de son autorité le mince filon d'idéalisme social qui perce çà et là dans la peinture méthodique d'un milieu et d'un groupe [1], dans l'analyse de problèmes religieux [2], dans la timide restauration d'une poésie sociale [3]. Il est de plus en plus submergé à partir de 1880-85 [4] sous une déviation des besoins concrets et de la délicatesse raffinée, que les idéalistes avaient éveillé dans la pensée et l'âme anglaises. En dehors de la littérature mondaine, qui exige pour ses futilités fragiles et ses éphémères enthousiasmes une place prépondérante [5], un souffle de réalisme grossier et brutal [6] passe sur

1. T. Hardy. *Tess d'Uberville* et *the farmer Oats*.

2. Mrs Humphry Ward. *Helbeck of Bennisdale*.

3. W. Watson.

4. A cette date, en effet, sous la pression du socialisme révolutionnaire, toute une série d'études sociales voient le jour : *How the poor Live*. *The Bitter cry of outcast London*. Sir W. Besant publie ses principales œuvres.

5. Les œuvres de Dumorier, Benson, Rhoda Broughton.

6. L'œuvre de G. Moore et les premiers romans de Kipling.

la pensée anglaise en même temps qu'un esthétisme raffiné[1]. Dans cette anarchie littéraire, éclate bientôt, avec une force croissante, un culte nouveau[2] : « Aujourd'hui c'est l'énergie et non plus l'idée qu'on admire. Les grands écrivains sentimentaux ou intellectuels, on les dédaigne ; c'est aux lyriques violents, aux prophètes de la force, de l'orgueil et de la passion, à un Byron, à une Emily, à une Charlotte Brontë, à un Kipling, que va la dévotion du public ; à ceux qui ont aimé de l'homme, l'essence active qui est en lui, la puissance qui crée les faits, — à ceux qui ont montré l'homme réel, agissant et résistant, et non pas une pâle figure fluide agenouillée devant un idéal mystique ; — à ceux qui l'ont peint ou chanté, tel qu'il est dans la nature, enveloppé du hâle de son illusion, entraîné à ses fins par l'élan simple et droit de sa volonté, pas le franc jeu de ses instincts, — à ceux, enfin, qui n'ont pas analysé le mécanisme de ces instincts, de cette volonté, de cette illusion, mais les ont décrits dans l'acte, dans l'acte bref et spontané, en jouissant par sympathie d'artiste, et d'autant mieux qu'ils y sentaient l'expression d'une vie plus intense. » L'idéalisme social avait vécu.

*
* *

Son évolution suit pas à pas celle du radicalisme philosophique. Leur apogée et leur déclin coïncident avec une accalmie pacifique et un réveil belliqueux. Les écrivains idéalistes ont-ils sur les tendances combatives du tempérament national, une action aussi bienfaisante que celle dont les doctrinaires libéraux revendiquent l'honneur mérité ? Il n'en est rien. Ce qu'il y avait dans l'idéalisme littéraire de passager, les caractères dont l'avaient marqué les circonstances, servit la cause de la paix. Ce qu'il y avait en lui de permanent, les caractères qui le rattachaient à la vie la plus intime de la pensée nationale, servit la cause de la guerre.

1. Avec R. Stevenson, Walter Pater et Siwinburne, la théorie de l'art pour l'art envahit la littérature.

2. Chevrillon. *Etudes anglaises*, p. 292.

Peu à peu le temps fit son œuvre ; le vernis éphémère s'effrita ; et la rude réalité apparut. Double fut l'action psychologique des Romantiques. Ils étaient, nous l'avons dit, des sensibilités ; et cette modification du tempérament britannique, qu'expliquent l'étendue de la Révolution industrielle et l'intensité du mouvement religieux, exerce une influence pacifique. Non seulement cette crise sert par elle-même la cause de la paix : elle diminue et dévie à la fois les forces de la pensée et de l'énergie. Mais encore elle décuple le poids de ces scrupules moraux, qui ont souvent constitué en Angleterre une force de résistance contre les crises belliqueuses ; elle atténue par les sympathies cette orgueilleuse froideur, par les émotions cette recherche de l'*excitement*, qui ont constitué à toutes époques les facteurs des poussées combatives. Cette répercussion psychologique ne pouvait être que passagère. La transformation industrielle de la société britannique dura ce que dure une évolution économique, un siècle. Les hommes et les choses s'habituent à la vie nouvelle. La poussée religieuse, après avoir envahi toutes les formes du Christianisme, s'arrête victorieuse, pour reculer ensuite lentement devant les audaces de l'esprit scientifique. L'intensité de la circulation de jour en jour plus rapide, une concentration urbaine d'heure en heure plus grande assimilent les tempéraments et nivèlent les originalités. Les grandes forces, qui avaient provoqué cette crise des sensibilités religieuses qu'est le romantisme anglais, disparaissent ; et leur répercussion pacifique sur le tempérament national s'éteint avec elles.

Singulièrement plus durable, parce qu'elle répondait à un besoin permanent, fut la seconde influence psychologique.

Sur la formation de la méthode littéraire et de la doctrine métaphysique des Idéalistes, la pensée allemande joue un rôle semblable à celui qu'a eu la pensée française dans l'éclosion et le développement du rationalisme individualiste. Coleridge et Sterling, reprenant une campagne déjà com-

mencée par William Taylor of Norwich[1], furent les initiateurs de cette réconciliation entre les deux pensées germaniques. Coleridge étudie à la fois à la littérature et à la philosophie d'Outre-Rhin. Docile aux leçons de Schelling, dont l'influence se révèle dans son interprétation du *Prométhée* d'Eschyle, il traduit le *Wallenstein* de Schiller et s'enthousiasme pour les œuvres de Voss. Il aborde ensuite l'étude de la philosophie, subit au point de vue religieux l'action de Kant, se plonge dans Herder et Schlegel[2].

Sterling achève de révéler au public anglais les penseurs germains. Dans un club, qui compte parmi ses membres l'élite intellectuelle de l'Angleterre, il contribue à répandre ces préoccupations métaphysiques, qui troublèrent passagèrement la conscience de John Stuart Mill. Cette branche de l'influence allemande s'étend au point d'étouffer les autres. Tandis qu'Hamilton démarque Kant, Carlyle pille Gœthe[3], étudie Fichte[4], admire Jean Paul[5] et George Eliot traduit la *Vie de Jésus* de Strauss. La philosophie allemande a été un des facteurs de la renaissance religieuse, une des origines de l'idéalisme littéraire. Par les liens qu'elle noue entre deux peuples différents, par les tendances métaphysiques qu'elle impose partiellement à des imaginations, dont l'essor était limité à la recherche des symboles concrets, à l'évocation des spectacles de la nature, l'influence germaine élargit l'âme anglaise[6]. Mais les préoccupations métaphysiques ne furent partagées que dans un cercle restreint.

Les idéalistes durent se borner à réveiller, par une langue

1. Leslie Stephen. *The Importation of German. Essays and Studies of a Biographer*, t. II.

2. John Louis Hancy. *The german Influence on Coleridge* 1902. Voir une analyse critique de cet ouvrage dans la *Revue Germanique* n° 1, due à la plume de M. J. Aynard, qui prépare un important volume sur Coleridge.

3. E. Barthélemy. *Carlyle*, Paris, 1901, p. 96, 106.

4. *Id.*, p. 77.

5. *Id.*, p. 113.

6. Une réserve s'impose, certaines doctrines de la philosophie allemande servirent la cause de la guerre. L. T. Hobhouse. *Democracy and réaction*. 1905, p. 280.

imagée, par des évocations lyriques les pensées concrètes endormies. La grande masse des lecteurs oublie les admirations allemandes, néglige les théories sur les droits de l'intuition, dédaigne les efforts pour exprimer l'essence des choses. Les contemporains découvrent dans les ouvrages des Dickens, des Carlyle et des Ruskin, une langue et des idées qui les prennent et les captivent ; un style rebelle aux annotations abstraites ; une doctrine hostile aux logiciens libéraux, aux disciples de la philosophie française. Ils retrouvent, dans la forme et dans le fond, ce mélange de réalisme et de lyrisme, qui caractérise depuis des siècles la littérature nationale ; et ils saluent, d'un long cri d'enthousiasme, ces restaurateurs de la vieille pensée britannique. Les intelligences anglaises reviennent à leurs traditions concrètes ; et avec elles, réapparaissent les dangers belliqueux, auxquels donnent naissance les étroitesses de leur insularité, les partialités de leur utilitarisme.

Psychologiquement le courant idéaliste, par ses répercussions immédiates et passagères servit la cause de la paix, par ses répercussions lointaines et durables, celle de la guerre. On arrive à la même conclusion si on analyse son action sociale [1]. Pendant toute leur vie, par la plume et la parole, les romantiques n'ont cessé de préciser les lacunes et de critiquer les vices de leur temps et de leur pays. La répartition inégale des joies, la déperdition des forces, le gaspillage des vies ont été flétris. Les divers moyens de rétablir dans cette organisation chaotique un peu d'ordre ont été examinés. L'usine doit être contrôlée, la maison assainie, la cité égayée. Un devoir moral impose à la nation des efforts assez divers, des tâches assez complexes pour absorber l'attention des politiques et l'énergie des citoyens. Prêcher au peuple anglais cet évangile religieux de réformes sociales, c'était le détourner des aventures diplomatiques. Mais d'autre part, pour dicter aux hommes d'État des efforts et surexciter l'enthou-

1. Sur laquelle nous aurons à revenir en la comparant à celle du Rationalisme individualiste.

siasme des foules, les idéalistes durent vivifier le sentiment national. Contrairement aux affirmations des philosophes libéraux, ils maintinrent, — et la science leur donne raison aujourd'hui —, que les groupements humains ont une vie propre, un tempérament particulier. Ils analysent les caractères et démontrent les vertus de l'âme anglaise. Ils se laissent aller à rappeler ses gloires et à prêcher sa mission. Lorsque les plaies sociales furent plus ou moins bien pansées, l'objet précis de leurs prédications sociales fut oublié. Seule survécut leur ardente profession de foi en la mission religieuse de leur race. Ils l'avaient écrit pour justifier des réformes : elle servit à justifier des guerres.

*
* *

La vie intellectuelle de l'Angleterre, au cours du XIXe siècle, se résume donc dans un conflit psychologique entre deux courants. Pour imposer leur essai de synthèse abstraite et leur méthode déductive, les doctrinaires du libéralisme combattent toutes les formes de spontanéité : le sentiment et l'imagination. Interprètes d'une des crises périodiques des sensibilités refoulées, les moralistes romantiques ont, par leur langue lyrique et leur idéalisme religieux, réveillé l'hostilité séculaire des pensées concrètes pour les constructions théoriques et les raisonnements logiques. Et cependant, seule, l'action concordante de ces deux forces pouvait assurer, l'une par son action systématisante sur les intelligences, l'autre par la direction qu'elle imprimait aux sensibilités, une déviation durable des facteurs belliqueux.

§ II

Au rationalisme individualiste et à l'idéalisme littéraire correspondent, dans la vie sociale, un mouvement démocratique et une poussée philantrophique, qui diminuent les privilèges de l'aristocratie politique, concentrent sur les réformes ouvrières toute l'autorité de cette idée religieuse,

de mission nationale, dont nous avons dit l'action combative.

I. — Il est impossible d'analyser la doctrine libérale sans reconnaître la part prépondérante qui revient aux conceptions psychologiques, aux aspirations politiques et aux espérances économiques, legs du XVIIIe siècle. De même, pour comprendre la force avec laquelle les classes moyennes vont battre en brèche les barrières confessionnelles, électorales, administratives et fiscales, dont l'oligarchie foncière avait soigneusement entouré ses privilèges, il faut saisir, dès les dernières années du XVIIIe siècle, les premiers signes de ce mouvement démocratique. Heurtée dans ses traditions intellectuelles et morales par la Révolution française, menacée dans ses intérêts et ses pouvoirs par une poussée, dont l'intensité allait être décuplée par l'exemple de la France, reprise par ses instincts belliqueux, la vieille Angleterre saxonne, l'Aristocratie britannique, dans un brusque réveil, déchire les chartes accordées [1], arrête le mouvement d'émancipation, rétablit les droits de chasse dans toute leur rigueur et arme les troupes disponibles [2].

*
* *

Les forces libérales se réorganisent progressivement. Autour de la *Revue d'Edimbourg* fondée en 1802, se reconstitue la fraction la plus éclairée et la plus dogmatique du parti Whig, celle qui, avec le pasteur Sidney Smith, le juriste Brougham, le magistrat Horner, l'essayiste Jeffrey, se recrute dans les classes moyennes, l'aristocratie de demain. Autour de la *Revue de Westminster*, en 1823, se groupent les radicaux, théoriciens d'un libéralisme plus abstrait et partisans d'une démocratie plus complète. La Société britannique étouffe dans le cadre où l'Aristocratie s'est plue à l'enfermer. Et le besoin d'affranchissement est tel, qu'au sein du parti conservateur des voix s'élèvent

1. *Statutes*, 36 Geo III c. 8 — 39 Geo III c. 79. Buckle. *Histoire de la civilisation en Angleterre*. Trad. Baillot, t. II, p. 176-7.

2. A. Chevrillon, *Sidney Smith*, p. 158-168.

pour réclamer l'abaissement des barrières confessionnelles, l'élargissement du droit de cité. La scission préparée par Canning, réalisée par Sir Robert Peel, est immortalisée par Gladstone. Trois partis politiques différents, réunis bientôt en une écrasante majorité, travaillent à exécuter au cours du XIXe siècle un programme de réformes, esquissé dès le XVIIIe et imposé par une classe nouvelle.

Le cadre politique était si étroit qu'une oligarchie pouvait seule y vivre. Bien que les cultes dissidents ne fussent plus interdits légalement grâce au vote annuel du « bill d'indemnité », il n'en était pas de même du culte catholique. Les fidèles se voyaient refuser l'entrée des services de l'État : tous les candidats devaient communier suivant le rite anglican. Sur 658 députés, 424 étaient désignés d'avance par le Ministère ou par 252 patrons. Il n'y avait pas plus de 50 sièges qui fussent disputés [1]. Maîtresse du Parlement, l'aristocratie ne l'était pas moins des corps locaux. Si les bourgs privilégiés étaient gérés par une corporation municipale, d'ailleurs élue par des bourgeois héréditaires, toutes les autres agglomérations rurales ou urbaines, d'origine plus récente, n'avaient pas d'administrateurs librement désignés. La *vestry* ou conseil de paroisse gérait les intérêts collectifs, sous le contrôle autoritaire du Pasteur et du seigneur. Déjà, par les fonctions des *justices of peace*, ils prenaient à leur compte la répartition des taxes, l'organisation de la justice et la surveillance de la police, la fixation des salaires et la distribution des secours aux indigents. En échange de ces sacrifices, l'aristocratie exige le maintien d'une législation pénale qui punit de la peine de mort 200 délits, décrète crime capital le braconnage d'un lapin, impose une législation douanière, qui, en interdisant en fait à partir de 1815 l'importation du blé, double ses revenus [2].

1. Ch. Seignobos. *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, 1897, p. 15 et 16.

2. Il fut décidé en 1791 que les grains étrangers ne pourraient être importés que si le prix du *quarter* atteignait 2 livres et demi. En 1801

Sans révolution, par des poussées successives, les classes moyennes élargissent cette conception oligarchique de la religion, du parlement, de la cité et de l'État.

Une première brèche, la plus timide de toutes, est l'œuvre du parti Whig, dont la minorité grandit à partir de 1818. Après des luttes mémorables, en 1829, la législation qui opprime une minorité religieuse est abolie; et en 1832 une loi électorale réorganise les circonscriptions, distribue à des centres nouveaux 143 sièges enlevés à d'autres, réglemente d'une manière uniforme le droit de suffrage. Le nombre des électeurs passe dans les comtés de 247 à 370.000, dans les bourgs de 188 à 286.000, leur proportion par rapport à la population de 1/32 à 1/22[1]. La petite bourgeoisie, les fermiers et tenanciers acquéraient le droit de cité. L'entrée de leurs mandataires au Parlement provoque une seconde poussée plus radicale, dans le sens de l'évolution démocratique (1832-1865).

L'égalité religieuse est étendue. Elle est appliquée aux Israélites dès 1833 par les Communes, par les Lords en 1858. A partir de 1836 les non-conformistes sont autorisés à célébrer des mariages dans leurs chapelles. Les registres de l'état civil sont laïcisés. Dès 1837, on propose d'abolir le droit pour l'église anglicane de lever des impôts. L'inégalité électorale est atténuée[2]. Les libéraux se préoccupent d'instruire les électeurs d'aujourd'hui et ceux de demain. Le droit du timbre sur les journaux est réduit en 1836 et supprimé en 1855. Leur tirage passe de 36 millions d'exemplaires (1836) à 53 (1838) et 107 (1855). Le port des lettres est aboli et le timbre-poste créé (1839). La première subvention aux sociétés privées, organisées pour la création et l'en-

le tarif fut relevé à 3 et en 1845 à 4 livres sterling Seignobos, *o. cit.*, p. 21. Leslie Stephen, *o. cit.*, t. I. 15, 37, 41, 100

1. Seignobos, *o. cit.*, p. 35

2. Auront le droit de vote : 1° dans un comté, tout possesseur d'un immeuble de 10 livres (250 fr.) de revenus, ou tenancier d'un immeuble de 50 livres (1.250 fr.); 2° dans un bourg tout locataire d'une maison de 10 livres de revenu.

tretien des écoles est votée en 1833. Six ans après, le contrôle de l'État est organisé : et le budget de l'instruction publique qui n'était que de 164.000 livres en 1851 atteint 800.000 en 1861. Par ces triples encouragements donnés à l'enseignement, les libéraux rendent possible une nouvelle extension du droit de suffrage. Ne l'avaient-ils pas d'ailleurs préparée par leur loi municipale de 1835 qui abolit les privilèges antérieurs, accorde à tout contribuable le droit de vote? Les privilèges politiques de l'Aristocratie sont atteints, son monopole administratif ne l'était pas moins. Les municipalités et les écoles lui échappaient déjà. La gestion de l'assistance publique lui est arrachée et confiée à des *unions*, dirigées par des commissaires élus et des fonctionnaires salariés (1834). Le même régime est étendu aux travaux publics et aux questions sanitaires. Le bureau d'administration locale (*local Government Board*) enregistre ces empiétements successifs sur l'initiative aristocratique. Frappée dans ses privilèges désintéressés, l'oligarchie l'est aussi dans ses intérêts privilégiés. Pour combler les vides laissés dans le Trésor par la réalisation progressive du libre-échange et la suppression des taxes impopulaires[1], l'*income tax*, abolie en 1815, est rétablie en 1841, les droits de succession étendus en 1853 aux propriétés immobilières.

La réforme électorale de 1868, qui donne le droit de vote à la majeure partie des ouvriers[2], imprime à la dernière poussée libérale (1868-1874) un caractère plus radical encore[3]. Pendant six années, pour la première fois, l'Angleterre est soumise à un régime démocratique. Gladstone enlève à

1. Le droit sur le savon, réduit en 1833, est supprimé en 1853, le droit sur le thé est réduit en 1853, 1863, 1865; le droit sur le sucre en 1864; l'impôt sur les fenêtres, sur le papier sont abolis en 1851 et 1861.

2. Le corps électoral était augmenté de 50 p. 100 dans les comtés anglais, de 200 p. 100 dans les bourgs anglais et 300 p. 100 dans les bourgs écossais.

3. Deviennent électeurs : 1° dans les comtés, toute personne qui occupe une maison de 12 livres de revenu (300 p.); 2° dans les bourgs, toute personne qui habite une maison soumise à la *poor-tax ;* 3° dans les villes tout locataire payant 10 livres (250 p.) de loyer.

l'Église anglicane d'Irlande son caractère d'Église d'État, le ministère met un terme dans l'île d'Erin à une inégalité officielle, blessante pour la majorité catholique. Il donne aux minorités anglaises la même satisfaction, lorsqu'il décide la création, sous le double contrôle de l'opinion et de l'État, d'un enseignement gratuit, obligatoire et laïque ; lorsqu'il supprime le caractère confessionnel des vieilles universités. Par l'établissement du scrutin secret, les Libéraux accroissent l'autorité politique du corps électoral. En établissant le concours à l'entrée de toutes les carrières administratives, en interdisant l'achat des grades dans l'armée, ils restreignent encore le rôle de l'aristocratie.

La Grande-Bretagne semblait entrer dans la voie des réformes sociales. Pour couronner cette rapide évolution, il lui restait encore à enlever au culte anglican son caractère d'église d'État et à développer l'enseignement laïque ; à proclamer le suffrage universel et à donner aux élus une indemnité parlementaire ; à étendre le rôle des corps locaux et assurer leur recrutement ; à frapper enfin d'une manière définitive l'aristocratie dans son pouvoir politique et son monopole foncier, par la réorganisation de la seconde chambre et le morcellement du capital immobilier. Si la loi de 1880 autorise les dissidents à célébrer des services funèbres dans les cimetières paroissiaux, les autres mesures sont ajournées et les barrières religieuses respectées. Si, en 1884, le droit de vote est accordé aux journaliers agricoles, le Parlement ne va pas plus loin. 1.800.000 adultes ne sont pas électeurs et la candidature parlementaire reste le luxe d'une minorité. Les barrières politiques sont intactes. Si en 1894 la loi budgétaire égalise les droits de succession sur les propriétés mobilières et immobilières, si les deux partis politiques proclament à l'envi leur sympathie pour la propriété paysanne, le monopole foncier n'en subsiste pas moins et la campagne contre les Lords échoue[1].

1. Seuls les privilèges administratifs de l'aristocratie ont été définitivement supprimés par l'extension des pouvoirs des corps locaux élus (1888).

*
* *

Depuis trente ans la poussée démocratique paraît enrayée. Nous aurons à préciser les causes parlementaires, politiques et sociales qui expliquent cette réaction conservatrice[1]. Constatons seulement, qu'avec l'apogée et le déclin du parti libéral coïncident une accalmie pacifique et un réveil belliqueux.

Le rationalisme individualiste, par sa méthode et sa doctrine, modifie les traditions concrètes de la pensée britannique et affaiblit un facteur psychologique ; le libéralisme politique, par son programme et ses résultats, tend à restreindre le caractère aristocratique de la nation anglaise et enraie un facteur social des crises combatives. Lorsqu'on considère l'énergie avec laquelle, pendant près d'un demi-siècle cette oligarchie terrienne est frappée dans ses privilèges fiscaux, administratifs, électoraux et religieux, il est impossible de ne pas voir dans les étapes successives de cette évolution les diverses phases d'une lutte entre deux classes pour l'hégémonie politique. Le conflit, R. Cobden et J. Stuart Mill[2] en ont proclamé la nécessité et affirmé la justice. Avant eux, Ure, dans son essai philosophique sur la science économique nouvelle, l'avait déjà dit : « On peut permettre aux grands qui sont les enfants gâtés de l'État de garder leurs amusettes savantes, comme leurs rubans et leurs croix, pour marquer la supériorité de leur caste ; on peut les laisser librement gaspiller leurs jeunes années à scander, pour passer le temps, des vers grecs et romains ; mais à la condition qu'ils ne se croient pas ensuite, bien qu'ignorants des principes de la science, de l'art et du commerce, qualifiés pour scander les mesures et régler les affaires des Empires à leur fantaisie[3] ». Et dans sa préface, Ure était plus précis. « Aux exploits

Local Government act ; 1894. *Parish councils act.*) Sur tous ces points voir : 1° *Pamphlets of the liberal Publication Department V*, 1899 ; 2° Trail, *Social England*, t. VI passim.

1. Chap. VII et VIII.

2. Chap. V.

3. Ure. *The Philosophy of the factory system*, p. 407.

militaires, dont se pare l'orgueil aristocratique, ont succédé les luttes pacifiques, mais toujours formidables du commerce[1]. » Après Cobden et J. Stuart Mill, Buckle, docile aux leçons d'A. Comte, formule la même idée sous une forme différente[2] : « L'antagonisme entre les classes intellectuelles et la classe militaire est évident : c'est l'antagonisme entre la pensée et l'action, entre l'interne et l'externe, entre le raisonnement et la violence, entre la persuasion et la force ; ou pour résumer, entre ceux qui vivent des arts de la paix et ceux qui vivent du métier de la guerre..... Lentement, une par une, les classes intellectuelles et pacifiques commencent à s'élever, regardées d'abord avec souverain mépris par les guerriers, mais n'en gagnant pas moins peu à peu du terrain, croissant en nombre et en force, et à chaque pas progressif, affaiblissant ce vieil esprit militaire, où venaient autrefois s'absorber toutes les autres tendances[3] ».

Et si l'on veut exprimer les mêmes idées d'une manière plus précise, on peut dire que le mouvement démocratique, qui se dessine entre 1820 et 1830, grandit entre 1830 et 1860, s'épanouit entre 1865 et 1874, a exercé une action pacifique pour deux causes. Il est venu concentrer l'opinion britannique, ses forces d'attention intellectuelle et d'énergie morale, sur une lutte intérieure calme mais longue, paisible mais acharnée. Il substitue à l'autorité politique d'une aristocratie intéressée à la guerre, celle d'une classe intéressée à la paix[4]. Et si dans les trente dernières années, nous avons assisté

1. Ure, *The Philosophy of the factory system*, préf. p. 7, *cit.* dans Cazamian, *o. cit.*, p. 28.

2. Buckle, trad. A. Baillot, Marpon, t. I, p. 216.

3. Buckle conclut ainsi, p. 219 : « Négoce, commerce, manufactures, lois, diplomatie, littérature, science, philosophie, tout cela originairement inconnu, finit en s'organisant par former des sujets d'étude différents, chaque sujet ayant une classe distincte, et chaque classe faisant valoir contre les autres l'importance de son but. Nul doute que parmi ces classes, quelques-unes ne soient plus pacifiques que la caste purement guerrière, dont les membres voient dans toute guerre nouvelle l'occasion d'acquérir la distinction personnelle, dont ils sont entièrement privés en temps de paix. »

4. Voir § 3, du chapitre III.

à un réveil belliqueux, c'est que la bourgeoisie industrielle et l'aristocratie foncière, fondues en un seul bloc, ont servi les mêmes intérêts économiques, encouragé la même réaction conservatrice, justifié les mêmes guerres.

II. — L'histoire sociale de l'Angleterre au XIXe siècle serait inexacte, si l'analyse du mouvement libéral n'était point complétée par une étude du remords social. Chez un peuple où les idées chrétiennes n'ont jamais eu un rôle purement intellectuel ou exclusivement sentimental, mais dont les crises religieuses ont toujours coïncidé avec une réforme morale ou une campagne politique, comment la poussée méthodiste, ce réveil du calvinisme, n'aurait-il pas provoqué un effort des volontés ? De toutes les Églises qui vivent sur le sol britannique, les sectes puritaines ne sont-elles pas celles qui se préoccupent le moins de révéler des vérités inconnues, de satisfaire des sentiments esthétiques, qui cherchent le plus à former des volontés inébranlables, à dicter des résolutions tenaces ?

A partir de 1815 les pionniers, qui puisaient leur force dans un sentiment religieux renouvelé et leur autorité dans l'ardeur de jeunes Églises, reprennent les diverses campagnes entamées à la fin du XVIIIe siècle. Le respect du dimanche est imposé avec plus de rigueur que jamais [1]. Des Quakers fondent la *Société pour l'amélioration du régime pénitentiaire* ; et grâce aux efforts de Macintosh, Scarlett, les prisons sont réoganisées par les actes de 1823-24, le système cellulaire établi dès 1835, les lois pénales adoucies en 1832 et 1837 [2]. Et tandis que Buxton inaugure la visite des pauvres à domicile [3], l'inlassable propagande de Wilberforce aboutit à l'interdiction de la traite (1807) puis de l'esclavage (1834). La campagne des abolitionnistes, l'émotion qu'avaient provoquée leurs révélations préparent l'opinion britannique à partager les indignations qu'éveillent,

1. Trail, *o. cit.*, t. VI, p. 237.
2. *Ibid.*, p. 231-3.
3. Cazamian, *o. cit.*, p. 147.

à accepter les mesures qu'imposent les hideux spectacles des cités naissantes.

A la misère rurale qu'avait surtout connue le XVIIIe siècle [1], s'ajoute la misère urbaine. La petite industrie, depuis 1750, autour des usines d'étoffes de laines, de coton ou de toile, éparses dans la campagne, groupait de rares ouvriers, qui, le soir venu, maniaient encore la pioche dans leur jardin, auprès du cottage [2]. Des méthodes nouvelles sont appliquées. Des foules compactes s'entassent dans des villes qui poussent mal, aux portes d'usines hâtivement construites, où soufflent des machines encore rudimentaires. Des crises financières (1825-26, 1836-37), de mauvaises récoltes de 1839 à 1842 viennent successivement ravager ces industries, qui ont grandi trop vite, sans songer aux débouchés, dans une société encore ébranlée par des guerres récentes [3], paralysée par des barrières douanières. Et bientôt de ces cités bâties sans souci de l'hygiène ; de ces ateliers, où des salaires de famine ne sont pas toujours payés en argent ; de ces usines, où, par mesure d'économie, la main-d'œuvre enfantine est employée sans scrupules, s'élève, à travers des enquêtes impartiales [4], des livres sincères [5], de tels cris de souffrances, qu'un long frisson d'indignation ébranle la conscience religieuse de l'Angleterre nouvelle. A Manchester, en 1840, sur 687 rues, 248 ne sont point pavées, 53 ne le sont qu'en partie, 112 sont mal aérées, 352 contiennent des tas d'ordures, des ornières profondes, des flaques d'eau stagnante.

1. Un nouvel acte d'*enclosure* achève de morceler les communaux en 1801 et ruine les derniers petits propriétaires : W. Cunningham, *The growth of English Industry*, 1903, t. II, p. 741.

2. Toynbee, *Industrial Revolution*, p. 46, 50 et 71.

3. W. Cunningham, *o. cit.*, t. II, p. 691.

4. *Report of select committee on the Bill to regulate the labour of children in mills and factories*, 1832. *Reports of commissioners and assistant-commissioners on the condition of the hand-loom weavers*, 1839-41. *Report of select committee on the operation of the law which prohibits the payment of wages in goods*, 1842.

5. J. P. Kay, *The moral and physical condition of the working Class*, 1832 ; — P. Gaskell, *The manufacturing population of England*, 1833 ; — J. Adshead, *Distress in Manchester*, 1842 ; — F. Engels, *The condition of the working-class in England* 1844.

Sur 12.000 familles, 2.040 vivent dans les caves. Londres « est plus dégoûtant qu'un sale village ; des maisons sont bâties au milieu de véritables égouts et entourées, en guise de jardins, d'un fumier de fiente de porc ». En 1854, 56.435 enfants au-dessous de treize ans sont encore employés dans les manufactures. Dans les mines, des enfants de quatre à sept ans restent, pendant douze heures, seuls, près d'une porte, qu'ils ouvrent au passage des chariots. Des baquets sans roues sont traînés par des femmes et des gamins deminus, qui rampent dans les galeries. L'alcoolisme croît avec la criminalité. L'Angleterre et le pays de Galles consomment 1.976.000 *gallons* de spiritueux en 1823 et 7.875.000 en 1837. En 1832, 12.268 personnes sont poursuivies, 8.204 condamnées [1]. La santé de la race et la paix de la société sont également menacées : les souffrances se paient, la misère se venge.

Ces horreurs devinées en 1820, publiquement connues de 1830 à 1840, font évoluer le mouvement philanthropique. Les écrivains idéalistes formulent une doctrine sociale nouvelle. Les poètes Wordsworth [2], Coleridge [3], Southey [4] en posent les jalons dès 1814-1829. Carlyle la reprend aux environs de 1840 [5]. Dickens et Ruskin vont la préciser. En face du socialisme révolutionnaire, déduit par Godwin et Owen des idées générales du radicalisme utilitaire, ils créent une morale sociale, qui, avec la souplesse de ses formes diverses et l'ardeur de ses scrupules religieux, sert plus efficacement la cause de la paix. Laissant à Owen la gloire d'avoir fondé la coopération de consommation [6], cette crise de remords

1. Cazamian, *o. cit.*, p. 110-129, voir aussi W. Cunningham, *o. cit.*, t. II, p. 793-795 ; 804-861.

2. Wordsworth, *The excursion*, 1814, livre VIII, *The Parsonage*.

3. Coleridge, *The Statesman manual : A lay sermon*, 1816. Voir aussi les lettres citées dans *Crabb Robinson's Diary*, II, p. 93-95. Il aurait écrit des circulaires en faveur des lois de Sir Robert Peel sur le travail des enfants.

4. Southey. *Colloquies on progress of society*, p. 110, voir aussi le compte rendu de ce livre dans *Macaulay's Essays*.

5. *Past and Present.*, 1843.

6. Si l'*Union shop movement* échoue définitivement aux environs de

social peut revendiquer comme siennes les œuvres d'initiative privée pour l'hygiène du logement et l'éducation des adultes, la coopération de production et la législation interventionniste. L'*Association métropolitaine pour l'amélioration du logement des classes ouvrières* et *la société pour l'amélioration de la condition de la classe laborieuse* sont fondées dès 1845 ; mais les plus importantes des sociétés de maisons à bon marché leur sont postérieures : la *donation Peabody* (1862) ; les constructions de Sir Sidney Waterlow (1858), la *compagnie des logements perfectionnés* (1863), la *compagnie générale des habitations ouvrières* (1867)[1]. Si les *Écoles déguenillées* pour les gamins de Londres sont fondées par lord Shaftesbury en 1843, par contre le *collège des ouvriers* n'est organisé qu'en 1854 par deux disciples de Carlyle, D. Maurice et C. Kingsley ; l'enseignement du dessin ne reçoit de Ruskin son impulsion qu'en 1856[2] ; l'*extension universitaire*, amorcée dès 1868, n'est définitivement organisée qu'en 1872[3]. Les premières associations ouvrières de production ne sont établies qu'en 1848-49 par le groupe des socialistes chrétiens[4]. Le mouvement est repris en 1852[5] et évolue, aux environs de 1866-1869, vers la participation aux bénéfices[6]. La même courbe est dessinée par la législation interventionniste, dont nous retracerons la longue histoire[7]. Amorcée dès 1830 par les lois auxquelles sir Robert Peel donne son nom, précisée entre 1842 et 1847 par les efforts de lord Shaftesbury, elle semble atteindre son apogée entre 1865 et 1875[8].

1834-35, les fondateurs des coopératives de consommation, *les pionniers de Rochdale* (1844), *les Rédemptionnistes* (1847-51) se recrutent parmi des ouvriers Chartistes ou Owenistes. B. Potter. *The cooperative movement*, 1899, p. 47, 60, 78.

1. Georges Picot, *Un devoir social*, 1885, p. 140-170.

2. J. Bardoux, *J. Ruskin*, 2e éd., 1901, p. 106.

3. J. Bardoux. *Etudiants et ouvriers anglais*, Mulhouse, 1902, p. 3 et 4.

4. B. Potter, *o. cit.*, p. 122.

5. *Ibid.*, p. 125.

6. *Ibid.*, p. 135.

7. Chapitre VII.

8. Les diverses lois sur les logements insalubres (1836-45) ont une importance particulière. W. Cunningham, *o. cit.*, t. II, p. 810.

Le mouvement philanthropique qui prend naissance, dès la fin du XVIIIe siècle en même temps que la poussée libérale, semble la suivre pas à pas dans son évolution, se préciser aux mêmes dates, s'épanouir lui aussi aux environs de 1870. Sommes-nous en droit de conclure de cette concordance apparente à une action pacifique commune ?

*
* *

Par leur ardent civisme et leur foi chrétienne, les réformateurs sociaux ont fait dévier au profit de la paix, cette forme religieuse du patriotisme qu'est l'idée anglaise de mission nationale.

Au lieu d'être invoquée, pour justifier une expansion impériale, une intervention militaire, elle a été rappelée pour dicter des réformes intérieures, des devoirs civiques. Expression religieuse d'un lien de solidarité, auquel les circonstances historiques et les facteurs psychologiques, ont donné chez ce peuple insulaire et énergique, libre et patriote, une force particulière, cette notion traditionnelle a servi, avec une singulière puissance, la cause du progrès moral et de la paix sociale. Dans leurs sermons les prédicateurs, dans leurs traités les moralistes n'insistent pas tant sur la pitié indignée que sur la surprise attristée, qu'éveillent les révélations des enquêtes parlementaires, la laideur des villes empestées, l'exploitation des enfants, des femmes surmenées, la misère des travailleurs mal nourris, mal payés, mal logés. Tous, Carlyle et Ruskin en particulier, nous reviendrons sur ce point[1], s'expriment au nom de l'honneur national, de l'orgueil britannique. Ils en veulent aux générations contemporaines qui, par faiblesse pour des doctrines nouvelles et des besoins nouveaux, manquent aux traditions d'une nation privilégiée et entachent la splendeur de son passé glorieux. Le peuple qui trouva le premier la formule de la liberté politique et de la vérité religieuse, qui semblait destiné à guider,

1. Chap. VIII, § 1.

avec certitude, les autres nations dans la voie du progrès politique et du progrès moral, est aujourd'hui celui qui tolère les spectacles les plus hideux, les souffrances les plus imméritées, dans un pays où jadis les *yeomen* vivaient paisibles et heureux sous la tutelle d'une aristocratie généreuse et clairvoyante. Cette notion de mission impériale, si profondément gravée dans l'âme britannique, revêt une forme pacifique, elle sert à affiner les consciences morales et à décupler les initiatives privées. Elle aide à concentrer sur des réformes intérieures les efforts des volontés. Elle détourne les imaginations des spectacles du dehors et leur fournit des images singulièrement angoissantes. Elle atténue la certitude de l'orgueil britannique et donne aux nations étrangères un relief inconnu. Elle sert la cause de la paix.

Mais cette explosion de remords social, — et c'est ce qui le distingue du mouvement démocratique, — ne resta pas toujours un facteur de l'accalmie pacifique. L'idéalisme littéraire, dont l'action psychologique aide à enrayer les crises belliqueuses, prépare par son influence intellectuelle leur réveil. Si les écrivains idéalistes détournent le trop-plein des sensibilités contenues vers les méditations religieuses et les préoccupations sociales, cherchent à régulariser cette vie intime, dont les soubresauts convulsifs coïncident avec les poussées combattives, d'autre part ils rendent à la pensée britannique tous ses besoins concrets, ils brisent la méthode et réfutent la doctrine des théoriciens libéraux. Il en est de même pour le mouvement philanthropique. Sans doute il détourne vers des réformes intérieures toutes les forces de la pensée et du cœur, que pouvaient mettre en branle le sentiment de solidarité patriotique ; mais, d'autre part, en apaisant des souffrances et en réparant des iniquités, il contribue à enrayer la poussée libérale et prépare la réaction conservatrice. Et en effet pendant un long arrêt de la poussée démocratique, une durable éclipse des maximes pacifiques, nous voyons, à deux reprises différentes, en 1874-1880, 1886-1892, la législation ouvrière s'enrichir des textes les plus audacieux,

le remords social revêtir des formes nouvelles [1]. La lutte, que nous avions découverte dans le domaine psychologique entre le rationalisme individualiste et l'idéalisme littéraire, se retrouve sur le terrain social, entre le libéralisme politique et le socialisme philanthropique.

Il faudra revenir sur cette bataille. Elle peut seule nous expliquer comment les forces, qui venaient enrayer quatre facteurs des crises belliqueuses, se sont heurtées, détruites les unes les autres, assurant ainsi le retour de ces paniques, dont Buckle avait affirmé, aux environs de 1860, la disparition définitive [2].

§ III

Ces conflits, en assurant la victoire de l'idéalisme sur le rationalisme, des réformes ouvrières sur les réformes démocratiques, vont réveiller les besoins concrets de la pensée britannique, consolider des privilèges de l'oligarchie politique, restaurer dans leur intégrité, deux facteurs belliqueux, les seuls qui aient été radicalement modifiés pendant le second tiers du XIXe siècle. Les deux autres, momentanément déviés, reprirent leur direction primitive, sous l'impulsion concordante des forces économiques. Il nous reste à replacer ces dernières dans l'évolution du Royaume-Uni. Il convient de préciser la date où se sont produites cette rupture d'équilibre, cette concentration urbaine, dont nous avons dit l'action combattive.

I. — L'histoire économique de l'Angleterre contemporaine ne date pas de 1815. De même que les mouvements sociaux et les courants intellectuels, qui la caractérisent, se dessinent avec précision dès le dernier tiers du XVIIIe siècle, de même

1. 1877, fondation de la *Guilde de Saint-Mathieu* et en 1889 de l'*Union sociale chrétienne*, deux centres du socialisme chrétien; 1880-83, fondation par les *High Public schools* des premiers patronages dans Londres; 1884-85, ouverture des *premiers settlements*. J. Bardoux, *o. cit.*, p. 5.

2. Buckle, *o. cit.*, t. I. p. 223. « Nous pouvons le dire bien haut : l'amour de la guerre en tant que goût national, est entièrement éteint. »

l'évolution industrielle qui lui imprime son originalité propre, prend naissance aux environs de 1770[1]. Elle se résume dans trois phases différentes. La première est formée par l'introduction du capital et de ses mandataires, dans les branches de la production qui, comme le tissage ou l'agriculture, n'avaient pas toujours connu la coexistence, dans l'atelier villageois et la ferme isolée, d'un propriétaire qui dirige et de salariés qui travaillent. Si l'ère du machinisme — cette seconde étape — date du XVIIIe siècle, ce n'est qu'au XIXe siècle qu'apparaît la concentration manufacturière, le dernier terme de l'évolution.

La grande industrie eût pris naissance moins rapidement, si les tissages avaient été à cette date les seules usines prospères[2]. Mais l'extraordinaire développement de la métallurgie, qui caractérisera jusqu'en 1870 la vie économique de l'Angleterre, les progrès de l'industrie même, qui se prête le mieux au groupement des exploitations, précipitent la révolution[3]. La production croissante des hauts fourneaux exerce son contre-coup sur une autre branche de l'activité économique, celle des mines[4] qui a toujours ignoré, elle aussi, le morcellement du capital et du travail. La prospérité des charbonniers et des maîtres de forges expliquent le développement des transports. La vapeur et le fer les ont transformés[5].

1. W. Cunningham, *The growth of English Industry and Commerce*, éd., 1903, t. II, p. 613.

2. Ce n'est que lentement, et aux prix de souffrances sans nom, que la force motrice put être appliquée à toutes les opérations et à toutes les formes de tissage d'étoffes. W. Cunningham, *The growth of English ind.*, *o. cit.*, t. II, p. 793-795.

3.

En 1796. .	121 hauts fourneaux produisent			125.079 tonnes de fer.	
En 1806. .	233	—	—	258.206	—
En 1823. .	277	—	—	469.561	—
En 1825. .	374	—	—	618.236	—
En 1828. .	367	—	—	703.184	—
En 1839. .	378	—	—	1.347.790	—

The Coming Reaction, 1904, p. 267.

4. En 1804, pour la première fois à Soho, une usine est éclairée au gaz et en 1816, Windsor essaie l'éclairage public au gaz.

5. *Voies de terre.* — 1805, emploi des rails en fer forgé ; 1829, G. Stephenson invente la chaudière tubulaire ; 1830, premier chemin de fer pour le transport des voyageurs entre Liverpool et Manchester. *Voies de mer.* —

L'abrogation en 1825[1] de la loi qui prohibe la formation de société par actions cessibles[2], étendue encore en 1844[3], élargie en 1855[4] par le principe de la responsabilité limitée des actionnaires ; l'abrogation du privilège de la Banque d'Angleterre dans les provinces et le droit accordé à des sociétés de fonder des banques[5], complété en 1838 par la personnalité juridique[6], permettent d'exploiter steamers et voies ferrées suivant les principes de la grande industrie. En 1838, se fonde pour le service des transports à travers l'Atlantique, la compagnie Cunard, et en 1840, une société d'armateurs organise un service régulier entre l'Égypte et Londres. En 1845, 2.069 milles de voies ferrées étaient ouverts à la circulation et 3.543 milles étaient en construction[7].

Et si on se rappelle que Wheatstone réalise sa découverte en 1837, on constate qu'en vingt-cinq ans de paix, de 1815 à 1840, en un quart de siècle, l'Angleterre a complété tous les organismes de la société nouvelle : aux canaux et aux routes, elle a ajouté le steamer et le télégraphe ; au haut fourneau et au métier à tisser, le chemin de fer et l'usine à gaz ; aux agglomérations industrielles, les sociétés par actions. Tous les rouages du mécanisme économique, qui va pendant près d'un demi-siècle arracher à l'Angleterre des exclamations d'enthousiasme et d'orgueil, sont construits et à leur place. Ils commencent à tourner. La puissance de production s'accroît. En six ans, le nombre des usines passe de 3.000 à 4.000[8]. Les ballots de matières premières, débarquées

Le premier bateau à vapeur fait le service entre Glasgow et Helensbath (1811), Greenock et Belfast (1815), entre Falmouth et Calcutta (1825). Fairbarn construit des navires en fer (1830). L'hélice est appliquée aux navires de la marine anglaise (1838). A. Coste, *o. cit.*, p. 295.

1. 6 Geo IV, c. 91.
2. 6 Geo I c. 18, § 18.
3. 7 et 8 Vict., c. 110.
4. 18 et 19 Vict., c. 133. W. Cunningham, *o. cit.*, t. I, p. 816-7.
5. 7 Geo IV, c. 46.
6. 1 et 2 Vict., c. 96. W. Cunningham, *o. cit.*, t. II, p. 824.
7. 18 et 19 Vict. c. 133 W. Cunningham, *o. cit.*, t. II, p. 816-7.
8. De 1832 à 1838.

dans les ports britanniques, grandissent par masses énormes[1]. Mais la machine n'est pas encore parfaite ; les rouages grincent. Et bientôt des cris de protestation s'élèvent, non pas seulement des petits ateliers où meurent de faim les vieux ouvriers, non pas seulement des grandes usines où femmes et enfants sont exploités, mais encore des cabinets de direction et des bureaux de banque.

*
* *

Pour protéger une minorité, la féodalité Terrienne, et favoriser une forme de l'activité économique, l'agriculture dont l'importance sociale et la valeur matérielle diminuent avec les progrès de l'industrie[2], le gouvernement frappe de tels droits les importations d'objets alimentaires, que les exportations d'objets ouvrés sont paralysés.

C'est ainsi que le commerce de l'Angleterre avec les terres de la Baltique et les Etats de l'Amérique est arrêté dans ses progrès. Les céréales sont la seule marchandise que les clients de là-bas puissent troquer contre les produits britanniques. Si le blé était accepté en paiement par la Grande-Bretagne, les armateurs anglais auraient plus de colis à transporter, les manufacturiers anglais plus d'objets à vendre. Gênés dans leurs achats, les clients du Royaume-Uni en sont réduits à s'approvisionner ailleurs, ou bien, et c'est ce qui arrive le plus souvent, à fabriquer eux-mêmes la coutellerie et les tissus dont ils ont besoin. Les droits de douane sur les importations alimentaires constituent des primes indirectes aux industries rivales. Au lieu de s'assurer une précieuse clientèle le gouvernement, par sa politique fiscale, travaille à se l'aliéner définitivement[3]. Cette stagnation com-

1. 1° Importations de laines brutes :

1810	10.914.000 Lbs.
1820	9.775.000 —
1830	32.305.000 —
1840	49.436.000 —

2° Importations de coton brut :

1815	99.306.000 Lbs.
1820	144.818.000 —
1825	228.005.000 —
1830	259.856.000 —
1832	277.260.000 —

2. W. Cunningham, *The free trade Movement*, *o. cit.*, p. 34.

3. *Ibid.*, p. 58, 59.

merciale, imposée par la loi paralyse les usines britanniques. Elle les empêche de réaliser des gains doublement nécessaires. Il faut d'abord rémunérer l'énorme capital absorbé par les constructions récentes, les machines nouvelles, les voies ferrées[1]. Il importe enfin de remplir les caisses du Trésor pour hâter l'amortissement de la dette, legs des guerres passées, et l'abrogation des impôts, dont tous les objets, matières premières, moteurs mécaniques, sont frappés[2]. Convaincus, avec raison, que l'avance acquise dans le maniement des machines, les stocks de charbon et de fer, leur donnent un véritable monopole[3], capitalistes, industriels et commerçants réclament pour le pays les libertés, sans lesquelles il ne saurait être le fournisseur de l'Univers. Dès le 8 mai 1820, dans une pétition célèbre, ils proclament leur foi dans la doctrine libre-échangiste. La concurrence qui, depuis l'abolition en 1813 de la loi qui reconnaissait aux juges de paix le droit de fixer les salaires[4], règle seule les rapports entre les hommes, doit seule assurer le cours des objets. La nécessité où il sera de vendre le meilleur marché possible suffit pour assurer à chaque pays sa spécialisation. La division du travail est aussi nécessaire, sur le marché mondial, que dans l'intérieur d'un atelier. Si elle pouvait fonctionner librement, sans entraves, elle transformerait les nations, jadis « rivales » sous le régime protectionniste en autant d' « associés satisfaits », participants à une union coopérative harmonieusement organisée.

Cédant à l'injonction des industriels qui forment un état-major modéré, et des boutiquiers, qui constituent son avant-garde radicale, le parti Whig modifie progressivement sa politique commerciale. Huskisson, chez qui un séjour en France et la lecture de nos économistes n'avait pas détruit la doc-

1. W. Cunningham. *The growth of English Industry, o. cit.*, t. II, p. 827.

2. *Ibid.*, p. 833-834.

3. Que garantissent encore les lois, qui prohibent l'exportation des machines nouvelles et des ouvriers perfectionnés. W. Cunningham, *Free trade Movement, o. cit.*, p. 45.

4. W. Cunningham, *Free trade Movement, o. cit.*, p. 39-44.

trine opportuniste[1] et l'utilitarisme concret, caractères distinctifs du Whiggisme[2], atténue le premier (1822-24) la rigueur des tarifs. Non content de faciliter les transactions commerciales en restreignant le privilège des armateurs britanniques[3], il diminue et supprime parfois les droits sur les importations de matières premières, destinées à l'industrie de la soie, de la laine et du fer[4]. Il fait plus : une échelle mobile vient adoucir la rigueur des droits sur les blés[5]. Mais la situation était trop critique pour pouvoir être modifiée par des mesures modérées. De 1837 à 1842 la crise reprend avec une acuité particulière. Les revenus restent improductifs ; les récoltes sont mauvaises ; les moins-values budgétaires s'accroissent[6]. Il est impossible de transiger avec élégance. Des solutions radicales s'imposent. Sir Robert Peel, descendant d'un des pionniers de la révolution industrielle, disciple des doctrinaires classiques, dont il traduisit en actes législatifs les principes directeurs, démolit, avec la rigueur d'un logicien, les barrières douanières, ces obstacles démodés au fonctionnement des lois économiques. En 1842, 1843 des atténuations notables restent sans effet. Deux ans après, Sir Robert Peel se montre plus audacieux et la revision du tarif porte sur 430 articles[7]. Le 27 janvier 1846, entraîné à une mesure plus hardie par une crise financière et agricole, il propose au parlement de supprimer les droits sur les blés, et en même temps les tarifs différentiels réservés aux céréales d'origine canadienne[8]. Mais cette étape ne fut pas la dernière[9]. En 1849, le privilège accordé aux armateurs britan-

1. W. Cunningham, *Free trade Movement*, p. 38.
2. *Ibid.*, p. 166.
3. Pour les détails, voir W. Cunningham, *o. cit.*, p. 46
4. W. Cunningham, *o. cit.*, p. 47.
5. Trail, *Social England*, t. VI, 91.
6. W. Cunningham, *The growth of English Industry*, t. II, p. 835-6.
7. W. Cunningham, *The free trade Movement*, p. 51, dans sa loi de 1844 (*Bank Charter Act*). Sir Robert Peel appliqua une doctrine de la circulation monétaire qui lui était chère.
8. W. Cunningham, *The growth of Englih Industry*, II, p. 836.
9. *Ibid. The free trade Movement*, p. 65-67

niques dans le cabotage et le commerce inter-colonial succombe à son tour[1]. Enfin, dans les budgets de 1852-53 et 1859-60, Gladstone supprime ou atténue les droits qui pèsent sur la circulation et restreignent la consommation. En 1842, avant la campagne de Sir Robert Peel, 1.052 articles étaient frappés à la douane. En 1853, lorsque Gladstone accepte les fonctions de Chancelier de l'Échiquier, 466 étaient encore inscrits sur les registres du fisc. En 1860 il réduit leur nombre de 419 à 48[2].

La dernière étape de la poussée libre-échangiste (1822, 1845-1846, 1853, 1859) était franchie. Le cap était doublé. De 1832 à 1841, les libéraux opèrent sur les impôts indirects[3] une réduction nette, totale de 1.377.000, annuelle de 131.000 livres sterling. Les exportations britanniques grandissent de 15.156.000 livres, soit 1.515.000 par an. De 1842 à 1853 le montant total des réductions s'élève à 12.209.000, leur valeur annuelle à 1.017.000 livres. Les ventes anglaises progressent tous les douze mois de 4.304.000 livres[4]. Les prévisions étaient réalisées ; la cause entendue.

*
* *

De 1854 à 1874 s'étendent vingt années de prospérité. Elles constituent l'hégémonie commerciale du Royaume-Uni. Deux crises financières (1858 et 1866), provoquées par des excès de spéculation[5], ne parvinrent pas à compromettre un essor économique sur lequel nous aurons à revenir[6]. Si ce développement d'abord, cet épanouissement ensuite de l'activité du Royaume-Uni coïncident avec une atténuation progressive des crises belliqueuses et une accalmie pacifique de vingt ans, c'est que la victoire des idées libre-échangistes et l'importance des succès commerciaux exercent sur l'opi-

1. W. Cunningham, *The free trade Movement*, p. 69.
2. J. Morley, *Life of Gladstone*, 1903, t. II, p. 25.
3. *Customs and Excises*.
4. W. Cunningham, *The growth of English Industry*, t. II, p. 838.
5. Trail, *Social England*, t. VI, p. 428 et 607.
6. A propos des origines de la crise de libéralisme, chap. VII.

nion britannique une triple influence qu'il convient d'analyser.

Absorbées par les transformations industrielles et les réformes douanières, par des affaires lucratives et des commandes croissantes, tous ceux qui en subissent de près ou de loin le contre-coup, le financier qui prête, le manufacturier qui exploite, l'ingénieur qui exécute, le commerçant qui achète, le boutiquier qui débite, signifient à l'aristocratie terrienne, menacée dans ses privilèges et atteinte dans sa fortune leur volonté de n'être pas troublés par ses fantaisies belliqueuses. Aujourd'hui, des guerres, par leurs répercussions économiques et financières, aggraveraient une transition déjà périlleuse et retarderaient l'affranchissement douanier ; de même que demain, pour des raisons identiques, elles troubleront des des contrats et compromettront des bénéfices. Et tous ceux auxquels l'évolution industrielle donne l'aisance matérielle et l'autorité politique, à partir de 1832, les classes moyennes, à partir de 1868 l'aristocratie ouvrière somment leurs mandataires de lutter pour la paix ; et nous aurons à dire les efforts tenaces d'un R. Cobden et d'un J. Bright. Cette action parlementaire n'était pas seulement commandée par des intérêts matériels, elle était dictée par des considérations morales, imposée par des convictions intellectuelles.

L'essor industriel élargit l'âme britannique. Grisée par la rapidité des transformations économiques et les progrès des affaires commerciales, elle s'occupe moins des négociations diplomatiques, s'intéresse moins aux succès politiques. La supériorité anglaise s'affirme sur un terrain nouveau. Des lauriers vont être cueillis qui ignoreront la fragilité des couronnes guerrières, tachées de sang humain. Convaincue que ses capitaux et son outillage lui assurent une avance importante, l'Angleterre nouvelle, bientôt rassurée par les statistiques, n'a ni les méfiances ni les étroitesses de l'ancienne. Elle ne voit nulle part des rivaux dangereux. A la recherche de fournisseurs pour ses matières premières et ses denrées alimentaires, d'acheteurs pour ses objets ouvrés, surtout pour ses rails et

ses locomotives, elle découvre partout des clients, des collaborateurs. Elle fournit le monde entier. L'univers cesse d'être un groupement d'individualités hostiles, pour devenir une agglomération de succursales, timbrées aux armes britanniques. Les frontières voisines ne sont plus des remparts mystérieux, qui abritent des complots constants ; mais les limites conventionnelles, les enseignes particulières de boutiques, qu'alimentent les commerçants anglais. Et l'âme de la Grande-Bretagne s'ouvre à la tolérance, à l'amour, à la paix.

Ces sentiments nouveaux étaient facilités par des convictions nouvelles. Les théoriciens de la liberté commerciale se sont attachés à démontrer les conséquences pacifiques de leurs doctrines[1]. « Dès que l'on comprit clairement, que l'or et l'argent, loin d'être la richesse même, ne font que la représenter ; dès qu'on s'aperçut que la richesse réside seulement dans la valeur que le travail et le talent peuvent ajouter à la matière brute, et que l'argent ne sert absolument que comme moyen de mesure et de circulation des richesses d'une nation ; quand, dis-je, ces grandes vérités furent reconnues, les idées que l'on s'était faites autrefois sur la balance du commerce et l'importance suprême des métaux précieux furent réduites à néant. Ces énormes erreurs dissipées, la vraie théorie des échanges fut aisément fixée. On vit qu'en accordant la liberté du commerce, tout pays qui se livre à ses opérations, en partage les avantages ; que le monopole ayant disparu, les profits du négoce sont nécessairement réciproques ; et qu'enfin, loin de dépendre de la quantité d'or reçu, ces bénéfices proviennent de la facilité avec laquelle une nation écoule les marchandises qu'elle peut produire à meilleur compte, et reçoit en retour celles qu'elle ne pourrait produire qu'à grands frais, mais qu'une autre nation est à même, en raison du talent de ses ouvriers ou de la libéralité de la nature, de fournir à plus bas prix. Il en résulte qu'au point de vue du commerce, il

1. Bentham proclamait déjà les conséquences pacifiques de sa doctrine. Guyau, *La Morale anglaise*, *o. cit.*, p. 21.

serait aussi absurde de chercher à appauvrir un peuple avec lequel nous faisons des échanges, qu'il serait ridicule de la part d'un négociant de souhaiter qu'un de ses riches clients ordinaires fut en faillite. Pour toutes ces causes l'esprit commercial, qui naguère était souvent belliqueux est de nos jours invariablement pacifique[1]. » Et tous les économistes[2] de railler ces « vues erronées du commerce », qui furent « la cause d'un grand nombre de guerres fort sanglantes », de rappeler, comme les signes d'une barbarie pour toujours disparue, des déclarations belliqueuses d'hommes d'État d'autrefois. Le diplomate Stepney n'avait-il pas, en 1701, insisté dans une brochure sur les avantages qui résulteraient pour le commerce anglais d'une guerre avec la France[3]? Lord Hardwicke n'avait-il pas, en 1743, déclaré à la Chambre des Lords : « Si notre richesse est diminuée, il est temps de ruiner le commerce de la nation qui nous a chassés des marchés du continent, en purgeant les mers de ses vaisseaux et en bloquant ses ports[4]? » De semblables mouvements oratoires soulèveraient aujourd'hui l'hilarité. On ne croit plus que « les avantages du commerce dépendent de la balance du trafic », ou que « l'argent seul fait la richesse ». Nul ne songerait maintenant à imposer à une nation « un traité de commerce, qui l'obligeât à prendre une plus grande quantité de marchandises et à donner plus d'or[5] ».

II. — L'évolution industrielle et la politique libre-échangiste ont servi des intérêts, dicté des sentiments, imposé des idées, qui inspirèrent au gouvernement le respect de la paix. Et cependant nous assistons aujourd'hui à une explosion de rivalités commerciales, à un réveil des doctrines condamnées,

1. Buckle, *o. cit.*, t. I, p. 246.

2. Mac-Culloch, *Principles of Political Economy*, p. 140. Mill, *Political Economy*, 1849, t. II, p. 221. Twiss, *Progress of Political Economy*, p. 250.

3. Somer, *tracts*, t. XI, p. 199, 217, cité dans Buckle, *o. cit.*, t. I, p. 239.

4. Campbell, *Life of the Chancellors*, t. V, p. 89, cité dans Buckle, *o. cit.*, t. I, p. 239.

5. Buckle, *o. cit.*, t. I, p. 238.

à une reprise des projets belliqueux de lord Hardwicke et du diplomate Stepney.

*
* *

Il est impossible de comprendre la fragilité de ces espérances pacifiques si l'on ne précise la date à laquelle la prépondérance des intérêts industriels, admise en droit en 1846, se réalise en fait. Sans doute le morcellement des communaux et la concentration des terres, commencés à la fin du XVIIIe et terminés pendant les premières années du XIXe siècle, amènent dans la vie rurale une transformation sociale, identique à celle que provoque dans la vie urbaine l'extension du machinisme [1]. Quelles qu'en soient les répercussions, elles n'entraînent pas, bien au contraire, une diminution dans l'importance économique de l'agriculture anglaise. De même que l'industrie britannique trouve dans le développement des moteurs mécaniques, les prêts de capitaux croissants et l'organisation des sociétés par actions, une vitalité nouvelle, l'agriculture anglaise, enrichie par les réserves financières des propriétaires agrandis, éclairée par les conseils des sociétés savantes, servie par les premières machines [2], prend dès les dernières années du XVIIIe siècle une extension à laquelle des récoltes mauvaises et les crises industrielles portent (de 1823 à 1836) de rudes atteintes [3]. Le réveil fut surprenant. La diminution des charges fiscales [4] encourage les capitaux. La *Société royale d'agriculture* fondée en 1838 et le *Collège royal d'agriculture* ouvert en 1842 deviennent des centres de propagande théorique et d'éducation scientifique. Les expériences de Smith de Deanston (1834), les tuyaux de Reed, la pompe de Scragg (1843) transforment les

1. Il faut cependant remarquer qu'un nombre important de petits propriétaires étaient encore signalés aux environs de 1815 dans les comtés d'Essex, de Berkshire, de Norfolk et de Suffolk. Trail. *Social England*, t. VI, p. 83.

2. *Ibid.*, p. 75-78.

3. *Ibid.*, t. VI, p. 81.

4. Réforme de la loi sur les pauvres (1834) et des dîmes (1836); Trail. *Social England*, t. VI, p. 212.

procédés de l'irrigation[1]. Les nitrates de soude et les superphosphates révolutionnent l'art des engrais[2]. Et à l'aube de l'ère libre-échangiste, l'agriculture britannique, renouvelée dans son outillage, transformée dans ses méthodes, était en pleine prospérité.

Les économistes s'efforcent de rassurer ses mandataires sur la répercussion de leur doctrine. La suppression des droits, par l'impulsion qu'elle donnera à l'industrie britannique, améliorera le sort des propriétaires fonciers. Garantis contre les importations excessives par leur proximité des marchés, enrichis par l'afflux de consommateurs plus nombreux et plus aisés, ils verront grandir la valeur de leur capital immobilier, l'importance de leurs débouchés économiques. Mac Culloch confirme cette prédiction chiffres en mains[3]. R. Cobden la justifie au nom des principes[4]. « Vous savez tous, le pays sait, qu'il n'y a jamais eu d'erreur plus monstrueuse que de supposer que la mesure qui tend à accroître le commerce de ce pays, à développer ses productions et ses ventes, celle qui ajoute à nos effectifs, augmente notre population, élargit le nombre de nos clients et diminue nos charges, en multipliant les épaules qui auront à les porter, en leur donnant une plus grande force, peut avoir pour conséquence possible de diminuer la valeur de la terre. » « Je n'ai jamais été de ceux, disait-il quelques années plus tôt à Manchester[5], qui croient que l'abrogation des lois sur les blés provoquera l'abandon d'un hectare de terre cultivée. Partant notre objectif n'est pas de diminuer la demande de main-d'œuvre dans les centres agricoles. Au contraire, je crois en vérité, que si les principes du libre-échange étaient loyalement appliqués, ils donneraient autant d'impulsion à la

1. *Social England*, t. VI, p. 214 et 215.

2. *Ibid.*, p. 216.

3. Mac Culloch, *Memorandums on the proposed importation of foreign beef and live stock*, 1842, p. 9.

4. 27 février 1846. *Speeches*, I, 382.

5. 19 octobre 1843.

demande de main-d'œuvre dans les districts agricoles, que dans les districts manufacturiers [1]. »

Les prévisions furent réalisées. De 1852 à 1862 s'étend la décade la plus prospère qu'aient jamais connue les agriculteurs anglais [2]. En 1850, M. James Caird, pour le compte du *Times*, refait l'enquête, à laquelle moins d'un siècle plus tôt Arthur Young avait attaché son nom [3]. Il rapproche leurs statistiques, et il conclut : en quatre-vingts ans, de 1770 à 1850, les fermages ont augmenté de 100 p. 100, les loyers des *cottages* de 100 p. 100, les salaires des journaliers de 34 p. 100, les prix du beurre, de la viande et de la laine de 100,70 et 110 p. 100, le rendement par acre de blé de 15 p. 100. Le prix du blé est le même en 1850 qu'en 1770 [4]. Et quelques années plus tard, en 1854, un Français, Léonce de Lavergne, confirme ce jugement [5]. Cette prospérité se maintient jusqu'aux environs de 1870. Elle était due, beaucoup moins à la réalisation du programme libre-échangiste, qu'à la répercussion de deux événements imprévus. La guerre de Crimée restreint pour un temps les exportations des céréales russes. La guerre civile américaine retarde le développement des Etats-Unis et la concurrence du Far-West [6]. Lorsque la paix eut rendu à ces rivaux de l'agriculture britannique toute leur force de production, celle-ci, submergée sous le flot d'importations croissantes [7], fut atteinte à mort. La surface cultivée diminue [8]. La main-d'œuvre agricole baisse en nombre et en valeur [9]. La population rurale cesse d'augmenter,

1. Voir encore les discours de R. Cobden du 8 février 1844 ; celui de Charles Villiers du 18 février 1842 ; l'article de Mac Culloch sur les « Corn Laws » dans *Dictionary of Commerce* (1847).

2. Trail, *Social England*, t. VI, p. 409.

3. *English agriculture* in *1850-1851*.

4. Trait, *Social England*, t. VI, p. 407.

5. *Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre*, 1854, p. 15 et 104.

6. W. Cunningham, *The free trade Movement*, *o. cit.*, p. 71.

7. Quantité de céréales importées d'après les *Statistical abstracts*, n° 25, p. 27 ; 34, p. 49 ; 49, p. 59.

8. D'après le *Times* du 1er novembre 1904. D'après les *Statistical Abstracts*, n° 25, p. 102 ; 34, p. 155 ; 49 p. 192.

9. *Fiscal Blue Book*, t. I, c. d., 1761-1903, p. 362, 370.

puis commence à diminuer[1]. La rupture d'équilibre entre deux formes également nécessaires de la vie économique se dessine à partir de 1875-1880 : elle était consommée de 1880 à 1885.

*
* *

Si au moment où décline l'agriculture[2] se dessine un réveil belliqueux, ce n'est point là un simple accident. Nous avons dit les répercussions sociales qu'entraîne la concentration urbaine[3]. Il nous reste à montrer qu'en coïncidant avec une stagnation commerciale, la crise agraire en accentue la gravité économique et l'importance psychologique.

De 1850 à 1860 les exportations passent de 71 à 135 millions de livres sterling, grandissent de 90 p. 100[4]. Les théories libre-échangistes n'avaient pas été seules à servir les intérêts des industriels britanniques. Les découvertes d'or en Californie et Australie ; le développement subit à travers le monde des voies ferrées, dessinées par les ingénieurs subventionnés par les capitalistes, construites par les métallurgistes anglais ; la permanence, en Europe et en Amérique, de conflits belliqueux, qui fournissent à la Grande-Bretagne, isolée dans ses îlots, l'occasion de placements avantageux et de ventes rémunératrices, ces trois ordres d'événements impriment à l'industrie d'Outre-Manche un essor qui ne leur survécut point. De 1860 à 1870 les exportations gagnent encore 47 p. 100. Mais de 1870 à 1880 le progrès n'est plus que de 12 p. 100. Si les ventes se relèvent de 1880 à 1890 et s'accroissent de 18 p. 100 ; pendant la dernière décade du XIXe siècle, elles n'augmentent plus que de 7 p. 100.

1 Accroissement de la population p. 100

	1801-31	1831-61.	1861-91.
283 grandes villes	81	70	60
224 petites villes	61	47	63
70 nouvelles villes	121	168	136
Districts ruraux	+ 32	+ 7	— 5

Journal of the Royal Statistical Society, vol. LXIII, part. IV, p. 539.

2 Voir encore W. Cunningham, *o. cit.*, p. 106 et Trail, *o. cit.*, p. 600-602.

3 *Ibid.*, *o. cit.*, p. 112-115.

4 *Ibid.*, p. 104.

Non seulement les expéditions progressent moins, mais encore des crises, non plus financières mais commerciales, viennent à intervalles presque réguliers, 1877-80 [1], 1884-86, 1895-97 [2], frapper les grandes branches de l'activité économique, la métallurgie d'abord [3], l'industrie lainière [4] et cotonnière [5] ensuite. De nouvelles sociétés industrielles naissent à la vie. Avec un outillage plus neuf, des muscles plus jeunes, elles portent aux manufacturiers, aux commerçants anglais des coups redoutables. Si l'on compare la période 1883-1892 et 1873-1882, on relève pour les exportations de charbon un progrès de 40, pour les autres ventes une hausse de 101 millions de livres. Si, au contraire, on rapproche les chiffres de 1883-1892 et 1893-1902, les résultats sont tout différents ; les expéditions de charbon gagnent 84, les autres 28 millions de livres [6].

L'obligation récente où se trouve le peuple anglais d'exporter davantage pour nourrir une population croissante, aggravait l'importance psychologique de cette stagnation. Elle exerce une double action belliqueuse. D'une part les crises éveillent contre les rivaux, une animosité dangereuse pour la paix du monde : la poussée de germanophobie (1895-1900) est là pour le prouver. De l'autre, elles dictent au gouvernement une politique coloniale nouvelle. La concurrence des industries allemandes et américaines accroît la valeur des marchés coloniaux : leurs commandes proportionnellement supérieures à celles des places où les affaires ne se traitent pas en anglais, à l'ombre d'un drapeau qui n'est pas l'étendard britannique, étaient ou pouvaient être réservées par des

1. W. Cunningham, p. 143.

2. Date du fameux discours protectionniste de Lord Salisbury, W. Cunningham, *o. cit.*, p. 94.

3. *Minority Report of Royal Commission on depression of Trade*, 1886, XXIII, p. 554 et 560.

4. W. A. Abram. *Prospective Decline of Lancashire* dans Blackwood, juillet 1902, vol. CLII.

5. Helm. *Quarterly journal of Economics*, XVII, mai 1903.

6. J.-H. Schooling. *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. LXVII, p. 82.

tarifs favorables, aux producteurs d'Outre-Manche. Sous la pression des nécessités économiques, le peuple anglais en vint à cimenter les murs de l'Empire unifié, avec un mortier pétri sur les champs de bataille : à élargir par la force, pour en accroître la puissance d'absorption, les frontières de ce domaine d'Outre-Mer, où le soleil ne se couche plus. Les crises industrielles aggravées par la décadence agricole, — ces deux phénomènes que n'avaient pas prévus les économistes orthodoxes, — provoquent le réveil de rivalités commerciales qu'ils avaient flétris, de doctrines impérialistes qu'ils avaient condamnées, des idées protectionnistes qu'ils avaient excommuniées.

III. — Le parallélisme de l'évolution industrielle, sociale et économique est absolu. Aux mêmes dates nous assistons à l'éclosion (1832-1854) et à l'épanouissement des facteurs pacifiques (1854-1874), à la formation (1874-1886) et à l'apogée des facteurs belliqueux. Cette concordance ne s'expliquerait pas, s'il était impossible de découvrir sous ces trois ordres de phénomènes une réalité commune ; si cette triple analyse ne se prêtait pas à une synthèse. Nous savons que les deux courants, démocratique et philanthropique, qui traversent et expliquent la vie sociale, ne sont que la transposition de deux forces intellectuelles. Il convient de faire un pas de plus. Utilisant les données de l'histoire économique, il est possible de nouer entre cette triple évolution, des liens nouveaux.

* * *

Si la transformation par le machinisme des ateliers familiaux, où se tissaient les étoffes de laine et de coton, l'épanouissement de la jeune industrie métallurgique, renouvelée par l'emploi d'un combustible nouveau, n'étaient venus décupler le nombre, les ressources, l'autorité des classes moyennes, jamais l'oligarchie terrienne n'eût été attaquée, d'un aussi furieux élan, dans ses privilèges politiques, dans son monopole administratif, dans ses traditions protectionnistes.

Nous n'avons sur les origines de cette classe manufacturière que des renseignements épars et incomplets[1]. Sans doute — quelques bourgeois aisés — dans le Yorkshire[2] notamment surent trouver dans la révolution économique, dont ils furent témoins, l'occasion d'accroître une fortune parcimonieusement gérée. Néanmoins les pionniers du mouvement industriel se recrutent surtout chez les petites gens : paysans propriétaires, économes et tenaces, comme les Peel et les Cobden; ouvriers agricoles, habitués à la souffrance comme ce tondeur de moutons qui devint M. Hirst[3]; travailleurs de la petite industrie, les plus nombreux de tous, chapeliers, galochiers, tisseurs[4], que le geste machinal et le lent labeur de l'atelier familial préparaient à comprendre les avantages de la force motrice et de la production intense. Ces recrues nouvelles impriment à l'activité politique des classes moyennes des caractères nouveaux. Conscientes de leurs intérêts matériels, elles s'attaquent à l'aristocratie avec une hostilité dont la ténacité semble inlassable. Conscientes de leurs forces, elles marquent leur doctrine, leur programme électoral, leurs revendications économiques de la même certitude, hautaine, intransigeante. Le libéralisme est la *foi* des pionniers de la révolution industrielle, au lendemain de leur victoire[5].

Mais s'il y avait des vainqueurs, il y eut aussi des vaincus. Ils se recrutent dans les mêmes rangs. Petits propriétaires, chassés de leur lopin de terre par la transformation de l'agriculture en une grande industrie, fécondée par des capitaux et servie par des machines ; ouvriers agricoles, privés de leur gagne-pain par l'invention des batteuses et faucheuses mécaniques ; propriétaires de petits ateliers, ne disposant ni

1. Leslie Stephen, dans *English Utilitarians*, t. I, démontre que les pionniers de la Révolution industrielle appartenaient aux rangs les plus modestes (p. 61), les théoriciens aux cercles littéraires formés dans les villes naissantes (p. 69).

2. W. Cunningham, *Growth of English Industry*, *o. cit.*, t. II, p. 618.

3. *Ibid.*, p. 619.

4. P. Gaskell, *Artisans and machinery*, p. 32.

5. J.-Stuart Mill glorifie les aptitudes politiques de la *Middle Class*. L. Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 84, 97.

des ressources ni des forces nécessaires pour modifier leur outillage ; travailleurs de l'ancienne industrie dont l'habileté professionnelle acquise par un long apprentissage, le vieil outil, legs des générations passées, sont rendus inutiles par les machines nouvelles : tous affluent autour des usines improvisées, dans des villes qui poussent comme des champignons. Les souffrances sont d'autant plus profondes que la révolution industrielle, de l'autre côté du détroit, avait été plus radicale. Ici encore un phénomène économique explique un courant social, la poussée des remords collectifs. Cette société, dont l'ardeur patriotique et la foi religieuse sont toujours à l'éveil, lutte méthodiquement contre les misères. Elles sont exploitées par les mandataires de l'oligarchie foncière atteints dans leur fortune par le libre-échange, dans leur autorité par les réformes démocratiques, pour battre en brèche l'action des doctrinaires qui n'avaient point su prévoir, ni voulu panser[1] ces plaies.

La poussée libérale et le mouvement philanthropique n'auraient pas existé sans le brusque essor industriel. De même les crises commerciales expliquent partiellement deux des faits sociaux, qui caractérisent l'Angleterre d'aujourd'hui. Elles ont réveillé entre 1880 et 1886, au sein de l'aristocratie industrielle, progressivement assimilée par l'aristocratie terrienne[2], des souvenirs protectionnistes qui ont créé entre elles un lien de plus ; elles ont achevé la désorganisation du parti libéral et permis, sous le drapeau conservateur, la coalition de tous les intérêts. Au même moment les ouvriers, éduqués par quarante ans de prospérité économique, de vie corporative et d'activité coopérative, sont poussés par le chômage à accepter les idées socialistes, à briser une passagère alliance avec les libéraux, à grouper en face d'eux l'aristocratie du travail, en un parti politique indépendant[3].

Le parallélisme de l'évolution économique et de l'évolution

1. Voir chap. VII.
2. Voir chap. II, p. 63.
3. Voir chap. VII.

sociale ne se dément pas, dans cette dernière étape. La stagnation commerciale a agi directement sur la réaction conservatrice, la poussée ouvrière et la crise libérale, qui caractérisent l'Angleterre contemporaine (1880-1900). Sans doute ces événements ont été dans une certaine mesure déterminés par les courants intellectuels, que nous avons analysés. Mais ceux-ci avaient eux-mêmes subi, et c'est là un fait qui semble avoir échappé à l'attention des historiens, des influences économiques.

*
* *

Dès les débuts du XVIIIe siècle, par une série d'étapes successives, les énergies se détournent des terres grasses du Midi et de l'Est sur lesquelles les envahisseurs saxons avaient laissé leur empreinte la plus profonde, se concentrent autour des provinces de l'Ouest et du Nord, où, dans des plaines sablonneuses et dans des vallées étroites, vivait chichement une population d'origine celtique.

Le réveil agricole attire les bras et les capitaux vers un sol pauvre auquel la prospérité générale donne de la valeur[1]. L'apparition du machinisme et le développement de la métallurgie, la recherche d'une force motrice et le besoin d'un combustible provoquent un nouvel afflux de population vers les rivières vagabondes et les forêts inexploitées. Le déplacement des centres d'activité est précipité par la découverte du charbon[2]. Mentionnons, enfin, l'impulsion que donne, à partir de 1745[3], à cette déviation des énergies productrices, l'union politique de l'Angleterre et de l'Écosse réalisée en 1705. Subitement le marché anglais, le marché américain sont ouverts à l'esprit d'entreprise des Écossais[4]. Comme par enchantement les ports se creusent à Greenock et à Glasgow,

1. Pattern, *The development of English thougth, o. cit.*, p. 195 et 204.

2. W. Cunningham, *The growth of English Industry, o. cit.*, II, p. 615 et 616.

3. James Mackinnon, *The Union of England and Scotland* Longmans, 1896, p. 475.

4. Buckle, *o. cit.*, t. V, p. 13,23.

les usines sortent du sol. La quantité d'étoffes de toiles produites passe de 4 millions de *yards* en 1732, à 7 en 1748, 21 en 1798 et 36 en 1822. En 1787, il n'y avait en Écosse que 19 manufactures de cotonnades : on en compte 134 en 1830. L'industrie du papier et de l'impression se développe, au point que dès 1780, Édimbourg, avec ses 23 imprimeries, est le centre le plus actif de tout le Royaume-Uni. Le développement de la métallurgie, introduite en 1764, et qui dès 1796 disposait de 17 hauts fourneaux, donne un nouvel élan à l'industrie des constructions navales qui restera une des glorieuses spécialités de l'Écosse[1]. Et c'est ainsi que des quatre grandes branches de l'activité économique, trois au moins ont leurs centres principaux sur la frontière ou au sein des provinces celtiques : les constructions navales en pleine Écosse, le coton sur ses limites, la métallurgie aux confins du pays de Galles.

Comment s'étonner si la province du Royaume-Uni qui joue dans son histoire économique, pendant un siècle, le rôle prépondérant, en ait influencé la vie intellectuelle ? La principauté de Galles, par un privilège qui devait lui rester propre[2], fournit à la poussée méthodiste, avec ses mineurs, ses forgerons et ses charpentiers, les fidèles les plus dévoués, les chrétiens les plus ardents. L'Écosse donne à la philosophie libérale et à la littérature romantique tous ses pionniers. Cette terre vierge, que les nécessités de son isolement politique, les rigueurs de son dogmatisme religieux avaient mis à l'abri de l'intense mais épuisante production de la Renaissance, s'éveille à la vie de la pensée[3]. En quelques années, les écoles sont multipliées et les Universités renouvelées. Soustraite à la lourde pédagogie du classicisme, elles se font accueillantes pour les curiosités scienti-

1. James Mackinnon, *op. cit.*, p. 481-487.

2. En 1750 la prédication de Daniel Rowlands, en 1800 celle de John Elias, William of Wern, Christmas Evans, en 1859 celle de Humphrey Jones et David Morgan, en 1904 celle d'Evan Roberts provoquèrent la même crise religieuse, exaltée et sentimentale.

3. Léon Morel, *James Thomson*. Hachette, 1895, p. 251-252.

fiques qu'éveillent les découvertes de Newton[1]. Servis par la fraîcheur de leurs pensées et la nouveauté de leurs méthodes, les jeunes Écossais envahissent Londres[2]. Édimbourg, devenu à partir de 1770, avec ses imprimeries florissantes et ses maîtres réputés, la capitale intellectuelle du Royaume-Uni, soulève l'admiration des Anglais étonnés par la tolérance de son clergé cultivé, le libéralisme de ses administrateurs et de ses juristes, l'ingéniosité de ses mécaniciens[3].

Dès la seconde moitié du XVIIIe siècle prennent naissance, en Écosse, les deux courants littéraires, qui immortaliseront la littératture anglaise du XIXe siècle. « C'est de cette terre de montagne que viendra le souffle, qui doit faire reverdir dans les lettres la passion et l'imagination, le naturel et la poésie de la nature ». Ce réveil des sensibilités délicates, « on le trouve dans les chants rustiques de Francis Sempill ; dans le recueil de pièces anciennes et modernes de James Watson, qui donne à l'Écosse l'immortel et pathétique *Auld Lang Syne ;* dans les ballades de William Hamilton et la pastorale de Robert Crawford. Nous le suivons dans l'œuvre abondante et variée d'Allan Ramsay, où se trouvent un don lyrique souvent exquis, une riche veine d'humour, une fière et gracieuse puissance de pinceau, une sincère sympathie avec la nature et les hôtes de la campagne, toutes ces qualités dont l'union a fait du *gentle Shepherd* un des chefs-d'œuvre, sinon le chef-d'œuvre même de la poésie pastorale[4] ». Thomson publie ses *Saisons* ; Macpherson et plus tard J. Smith éditent à Édimbourg les *poèmes d'Ossian ;* Burns imprime ses vers. L'Écosse donne à l'ère nouvelle

1. Léon Morel. *James Thomson*, p. 16 et 25.

2. Ramsay. *Scotland and Scotsmen in the XVIII Century*, vol. I, p. 25, II, p. 543. Buckle, *o. cit.*, t. V, p. 6. L. Stephen, *English Utilitarians*, t. II, p. 1, 13. H.-G. Graham. *Scottish men of letters in the XVIII the century*, 1902, passim.

3. Pour tout ceci voir James Mackinnon, *o. cit.*, p. 467-8, 468-9, 497. James Watt, l'inventeur de la machine à vapeur était écossais. Bell et Symington, qui appliquèrent les premiers la vapeur à la navigation, étaient des Écossais.

4. L. Morel, *o. cit.*, p. 253.

ses premières espérances, sa Bible et sa première gloire. Des Écossais encore, Carlyle et Ruskin formulent la doctrine morale du romantisme et en rédigent les arrêts. Walter Scott enfin vulgarise l'Évangile nouveau dans des romans tirés à des millions d'exemplaires. Et si cette crise des sensibilités religieuses qu'est le romantisme anglais révèle une délicatesse affinée et des préoccupations métaphysiques, inconnues jusqu'alors du caractère anglo-saxon, comment ne pas admettre l'influence intellectuelle qu'a pu exercer l'appoint celtique de cette province, réveillée d'un sommeil séculaire [1] ?

La philosophie, tout comme la poésie du XIXe siècle, se rattache par ses racines mêmes à la crise de l'Écosse. Elle ne lui doit pas seulement ses premières œuvres, mais aussi la méthode, qui la caractérisera pendant un demi-siècle. Dès la fin du XVIIIe siècle, Simson, professeur à l'Université de Glasgow, Steward, professeur à l'Université d'Édimbourg, font revivre la géométrie grecque et rejettent l'analyse algébrique [2]. Hutcheson, professeur à l'Université de Glasgow, dans ses travaux de morale et d'esthétique, substitue à l'induction appuyée sur des faits, le raisonnement déductif basé sur des principes [3]. Ils forment de leurs leçons et pénètrent de leur méthode tous les pionniers de la science économique et psychologique. Adam Smith, un autre Écossais, après avoir dans son *Histoire de l'Astronomie* indiqué la marche qu'auraient dû suivre les découvertes astronomiques au lieu de vérifier ce qu'elles avaient été [4], tire les lois de la richesse du principe égoïste, au lieu de les induire des phénomènes économiques, révélés par la statistique [5]. Et sa méthode est transmise par ses compatriotes James Mill et Mac Culloch, à tous les doctrinaires du classicisme économique. Hume se

1. A cette liste, il convient d'ajouter le nom de Wordsworth né sur les frontières de l'Écosse, dans le Cumberland

2. Buckle, *o. cit.*, t. I, p. 281

3. *Ibid.*, t. V, p. 146, 150, 158

4. *Ibid.*, *o. cit.*, t. I, p. 283.

5. *Ibid.*, t. V, p. 176 177

donne comme l'adversaire du prudent Bacon et prétend, dans son *Histoire naturelle des Religions*, par les seuls enchaînements de sa logique, rendre compte des phénomènes psychologiques et sociaux, qu'eussent éclairés les recherches des historiens et les récits des voyageurs[1]. Cette méthode, appliquée par Reid[2], Dugald-Stewart et Brown aux diverses branches de la philosophie est un des traits distinctifs de l'École écossaise, cette filiale des Idéologues français. Et si l'abstraction nous paraît caractériser la pensée scientifique anglaise[3], pendant la première moitié du XIXe siècle, comment ne pas reconnaître le rôle prépondérant joué par la celtique Écosse, dans cette passagère déviation des traditions nationales ?

Il semble donc que si la crise de sensibilité religieuse a revêtu des caractères particuliers d'affinement délicat et d'idéalisme métaphysique, si la méthode déductive et l'abstraction systématique se sont perpétuées dans les sciences nouvelles de l'économie politique et de la psychologie philosophique, un phénomène d'ordre matériel, le déplacement des centres et la modification des formes d'activité productrice, n'a pas été sans quelque influence sur ces facteurs psychologiques de l'accalmie pacifique. Ne pourrait-on pas dire, de même, que les deux causes intellectuelles du réveil belliqueux, la renaissance des rudesses combatives, la réapparition des besoins concrets[4] sont, dans une certaine mesure, le résultat de l'évolution économique. La dépopulation rapide, pendant le dernier tiers du XIXe siècle, des centres ruraux du Sud et de l'Est, qui constituaient les réserves les plus pures du vieux sang saxon, la fusion dans des villes croissantes, reliées par des moyens de communication chaque jour plus rapides, de tous les éléments

1. Buckle, t. V, p. 199, 206-7.

2. *Ibid.*, t. V, p. 218-221.

3. La méthode déductive fut introduite par d'autres Écossais. Hutton dans la géologie, Alexander Walker et Charles Bell dans la physiologie, Cullen dans la pathologie, Brown Currie dans la thérapeutique, Watt dans la physique. Buckle, *o. cit.*, t, I, p. 286, t. V, p. 231-302.

4. *The Coming Reaction*, *o. cit.*, p. 98.

ethniques, ont certainement facilité la réapparition, dans les mœurs et les livres, de ces tendances profondes, legs d'un passé séculaire, qui caractérisent les romans réalistes et la philosophie biologique du siècle qui s'éteint.

*
* *

Mais il convient de ne pas pousser trop loin cette synthèse des courants économiques, sociaux et intellectuels. Même s'il était possible d'établir scientifiquement, ce qui n'est point le cas, que l'évolution industrielle a déterminé intégralement l'évolution psychologique et politique, la communauté d'origine n'empêcherait point ces forces de conserver leur vie propre, leur rôle particulier. Quels que soient les besoins d'unité de notre pensée, ils doivent céder devant la diversité de la Vie.

LIVRE II

L'ACCALMIE PACIFIQUE

CHAPITRE IV

L'IDÉALISME LITTÉRAIRE ET LA PAIX

§ I. — Carlyle et la Paix. — 1° *Son tempérament et la guerre.* — *A.* La Pensée concrète se plaît dans les récits de bataille. Perfection de ses tableaux militaires dans le détail et dans l'ensemble. Trois exemples : La bataille de Dunbar ; la bataille de Rosbach ; la bataille de Zorndorf. Pourquoi ces trois récits sont caractéristiques. — *B.* Retour sur les caractères des pensées concrètes. Double origine de leurs partialités. Leurs jugements se traduisent immédiatement en sentiments. Leurs sympathies intellectuelles sont limitées par leur nature spéciale. Exemple : Carlyle et la France. Raisons intellectuelles, religieuses et politiques pour lesquelles Carlyle ne devait pas comprendre la France, et surtout la France du XVIIIe siècle. Conséquence de ce point de départ faux. Répercussions belliqueuses de ces partialités : lettre de Carlyle au *Times* sur la guerre Franco-Allemande. — *C.* Malgré cette double tendance agressive de sa pensée, sa conscience religieuse lui a dicté des paroles, des descriptions, des actes de pacifique. Les laideurs de la guerre. Quelques réflexions sur la bataille de Wagram. Attitude de Carlyle vis-à-vis des Congrès de la Paix, de la guerre de Crimée, et la crise belliqueuse de 1878. — 2° *Ses idées générales et la guerre.* — *A.* Sa conception de la nature. I. La Nature, incarnation de la Divinité, participe à sa toute-puissance matérielle et à son infaillibilité morale. Les faits constituent des lois éternelles contre lesquelles ne prévaut point la volonté humaine. — II. L'identité du succès et de la justice, de la force et du droit, constituent deux conséquences logiques. Le succès et la force expriment l'âme divine du monde, sous la forme de l'apparence ou du mouvement, de la stabilité ou de l'énergie. Le succès se décidera, la force s'appréciera par une série de conflits individuels et collectifs. La vie est une lutte constante. — *B.* Son idéal humain. Tout dans la vie, le tempérament et la pensée humaine doit aboutir à l'action créatrice. Part importante faite à l'action, dans l'ordre économique. Cromwell incarne l'idéal humain de Carlyle. — *C.* Sa

doctrine sociale. Il reconnaît aux sociétés humaines une vie propre distincte de celles des individus, qui les composent. Une société est forte, lorsque l'autorité est entre les mains des forts, s'exerce sans obstacles et tend les énergies. La société idéale doit être : — 1° Aristocratique ; les leçons de la nature, les observations de l'histoire, et les lois de la morale condamnent l'égalité ; — 2° Autoritaire ; le Parlement doit être remplacé par la Presse, les réformes électorales par les réorganisations administratives ; — 3° Militaire ; importance sociale de l'esprit de discipline ; nécessité du service obligatoire et des armées permanentes. La Prusse est le modèle dont toutes les nations doivent s'inspirer. — 3° *Ses idées générales et les guerres passées.* — *A.* La Monarchie Prussienne réalise l'idéal social de Carlyle. Son admiration pour Frédéric-Guillaume. Dans l'éducation, le caractère et l'œuvre de Frédéric II, Carlyle s'attache uniquement à faire ressortir l'influence de Frédéric-Guillaume, la force créatrice de son fils, ses actions de Roi autoritaire et de soldat tenace. Comment la supériorité de la Monarchie Prussienne justifie, pour Carlyle, l'annexion de la Silésie et le partage de la Pologne. — *B.* Cromwell réalise l'idéal humain de Carlyle. Tout en lui, tout hors de lui aboutit à l'action. La supériorité de Cromwell justifie, aux jeux de Carlyle, toutes ses guerres et même ses massacres d'Irlande. — *C.* Comment ces diverses apologies présupposent une justification de la conquête. Comment Carlyle déduit le caractère relatif du droit d'occupation de l'identité fondamentale du succès et de la justice, de la force et du droit. La conquête des Antilles et l'esclavage des noirs. La conquête de l'Angleterre et la victoire des saxons. — 4° *Les idées genérales et les crises belliqueuses. Carlyle a combattu les crises belliqueuses contemporaines.* — *A.* Comment s'explique cette apparente contradiction. Origines de son hostilité contre l'Angleterre contemporaine. Il faut lutter contre cette anarchie, et pour cela vivre en paix avec l'Europe. — *B.* Les guerres européennes, d'après Carlyle, seront de moins en moins nombreuses : toute intervention est contraire à la tâche et aux intérêts de l'Angleterre. Il a mis en pratique cette conviction en 1842, 1854, 1867, 1870 et 1878. — *C.* Les guerres coloniales sont justes et utiles. La révoltes des Cipayes et de la Jamaïque, attitude de Carlyle. Comment elle s'explique.

§ II. — I. Ruskin et la paix. — 1° Son apparente indulgence pour la guerre ; les répercussions sociales et morales des conflits militaires. — 2° Il condamne les deux formes de la guerre : le *sport* et la conquête. — 3° Il réglemente la guerre. Cas où elle est nécessaire : la défense au nom de la patrie et l'intervention au nom du droit. Nécessité des armées permanentes : leur rôle et leur organisation. L'avenir pacifique. Comment les femmes et les penseurs peuvent hâter l'avènement de la Paix. — 4° Ses paroles de pacifique et ses actes de pacifique 1859 et 1878. — II. Dickens et la paix. — *A.* Les actes et les paroles pacifiques de Dickens. — 1° Il a assisté aux crises belliqueuses de 1846, 1848, 1851, 1853, 1854, 1861. Il blâme, dans sa corres-

pondance, des paniques qui viennent retarder des réformes nécessaires. — 2° Dickens a esquissé, dans *Battle of Life*, une philosophie de la paix, sentimentale et généreuse. La guerre est inutile et constitue une déviation des forces de l'homme. — 3° Fidèle à ces idées générales, Dickens a condamné les formes excessives du patriotisme anglais, le chauvinisme des classes moyennes, la méfiance des classes ouvrières, la rudesse judaïque de certaines manifestations religieuses. Il s'est efforcé d'élargir les sympathies anglaises : son culte pour la France. — *B*. Double origine de ces convictions pacifiques. Dickens fut pacifique, autant pour réaliser son programme social, que pour satisfaire sa sensibilité religieuse. — 1° Son programme social. Des souvenirs personnels expliquent la vivacité de certaines impressions, la violence de certains jugements. Dickens a attaqué les pionniers de la Révolution industrielle; condamné leur doctrine économique, dans ses applications et dans sa méthode. Détaché progressivement du parti libéral, hostile à son idéal parlementaire, il a esquissé tout un programme pratique de réformes sociales. Il a fait plus, il a prêché une morale nouvelle. Consciemment, pour s'acquitter de ce qu'il considérait comme une dette, comme sa mission, il a esquissé, dans son œuvre, les préceptes et les modèles d'une morale de sentiment. — 2° Son tempérament sensible. L'activité de la vie de Dickens, la délicatesse de sa conscience s'expliquent par la richesse de sa sensibilité. L'intensité de cette faculté de sentir explique les caractères de sa pensée; la minutie de certaines descriptions; la persistance de certains effets; la vie de ces drames, où l'auteur n'est jamais indifférent, où les choses inanimées s'animent, où les silhouettes de fous ont un si extraordinaire relief. — Malgré son ardent patriotisme et sa doctrine coloniale, Dickens est resté un pacifique.

§ III. — Conclusion. — Un des facteurs psychologiques, un des facteurs sociaux du courant Idéaliste ont servi la cause de la paix. Ruskin et Dickens montrent toute l'importance des besoins sensibles, des réformes ouvrières. L'exemple d'Elizabeth Browning et d'A. Froude permettent encore de la préciser. — Un des facteurs psychologiques, un des facteurs sociaux ont servi la cause de la guerre. Carlyle prouve toute l'importance de ses besoins concrets, de sa doctrine anti-individualiste. L'exemple de Tennyson et de Ch. Kingsley permettent encore de la préciser.

Pour dresser la carte d'une région, arrosée par un dédale de rivières, il convient de donner un relief particulier aux cours d'eau importants et aux replis du sol. De même dans l'analyse des courants qui déterminent l'évolution de l'Angleterre contemporaine, contrarient ou facilitent le jeu des facteurs belliqueux, il convient de concentrer l'attention sur les

forces principales et les répercussions décisives. Dans cette seconde partie de notre étude, nous ne saurions rechercher les origines, retracer l'évolution des phénomènes économiques, des courants intellectuels et des forces sociales, qui ont, pendant près d'un demi-siècle, refoulé jusque dans ses sources la combativité britannique et assuré à la Grande-Bretagne les bienfaits de la paix. Il est impossible de revenir sur les courtes pages, dans lesquelles ont été indiquées les diverses étapes de la révolution industrielle, pour analyser encore la doctrine économique et la politique commerciale, qui adoucissent l'ardeur des rivalités et atténuent la rigidité des frontières [1]. Ce serait empiéter sur des travaux passés ou futurs que d'esquisser, d'une manière complète, l'histoire du radicalisme individualiste et de l'idéalisme littéraire, l'évolution du libéralisme démocratique et du remords social. Nous chercherons seulement par l'exposé de quelques opinions et le récit de quelques événements, à montrer la mesure, dans laquelle ces divers courants ont pu combattre les partialités utilitaires des pensées concrètes et les violences intéressées d'une oligarchie aristocratique, enrayer les crises combatives des sensibilités contenues et les élans belliqueux d'un patriotisme religieux. Seule cette méthode permet de ne point disperser l'attention du lecteur. Sans ces efforts pour donner aux points importants un relief artificiel, l'obscurité serait complète. Les yeux, perdus dans l'infinité des petites rivières, ne verraient plus les ruisseaux qui leur fournissent l'eau et leur donnent la vie.

Les trois hommes qui incarnent les tendances et les formes de l'idéalisme littéraire se sont, à tour de rôle, prononcés sur la guerre et la paix.

§ I

I. — La poussée romantique et la renaissance puritaine ont marqué la personnalité de Carlyle de ses traits distinctifs :

1. Des détails complémentaires se retrouveront plus loin ; dans le chap. v, (§ 1, R. Cobden et le libre-échange) dans le chap. vi et vii (Statistiques diverses sur la prospérité économique et la poussée industrielle.)

sa pensée est profondément concrète, sa sensibilité ardemment religieuse. Les besoins de l'une et les scrupules de l'autre[1] lui ont tour à tour imposé des images belliqueuses, dicté des appels pacifiques.

*
* *

La patience avec laquelle, après avoir fouillé les archives et parcouru le terrain, Carlyle dresse les plans de bataille ; l'amour avec lequel il cisèle ses récits épiques, les plus parfaites de ses pages d'histoire, trahissent la curiosité qu'éveillent, l'attrait qu'exercent ces tableaux militaires. Ils se prêtent à la fois aux reconstitutions minutieuses et aux larges fresques, aux annotations réalistes et aux esquisses idéalisées, aux images précises et aux larges visions. Nulle reconstitution historique ne satisfait d'une manière plus complète les besoins imaginatifs des pensées concrètes.

Dans son commentaire si évocateur et si religieux des lettres, des discours de Cromwell, il est impossible de trouver des pages plus vivantes et plus ardentes, que celles, consacrées par Carlyle aux principaux incidents des guerres civiles. Feuilletez son récit de la bataille de Dunbar[2], sur les frontières d'Écosse. Ne pouvez-vous pas, ensuite, évoquer avec précision les divers actes de cette tragédie : la concentration des deux armées sur une presqu'île battue des flots et des vents ; les combats d'avant-garde, au pied des plateaux de bruyères et autour du fossé de verdure ; la veillée des armes, par une bise glacée et des averses de grésil, sous des gerbes de blé et des tentes de toile ; le mouvement tournant, l'attaque de front, la poursuite victorieuse de l'armée puritaine, exécutés au chant des cantiques, sous le soleil qui monte. Et si ces tableaux apparaissent, avec une telle aisance, devant les yeux du lecteur, c'est que l'historien les a burinés, avec la joie d'un poète et l'admiration d'un soldat. Le culte de Car-

1. Chap. I, p. 12 et suivantes et chap. III, p. 111 et suivantes.

2. *O Cromwell's Letters and speeches*, pet. ed., in-18, Chapman and Hall, t. II, p. 180-186. Voir également le récit de la bataille de Worcester, t. II, p. 290-292.

lyle pour Cromwell ne suffirait pas pour expliquer cette curiosité de tacticien. Quelle que soit l'époque dans laquelle ses études l'aient amené à vivre, il a toujours dessiné ces tableaux militaires, avec le même scrupule joyeux. Abordons l'histoire moderne, ouvrons les six volumes consacrés par Carlyle à Frédéric le Grand et parcourons le récit de Rosbach par exemple [1]. « Rarement, on pourrait presque dire jamais, pas même à Crécy et à Poitiers, une armée avait été mieux battue. Et en vérité, il faut le dire, rarement une armée l'avait mieux mérité. » Sur ces paroles sereines, Carlyle termine un récit d'un singulier relief. Ce terrain boursouflé, dont les lignes générales et les mamelons boisés rappellent la *forme d'une soucoupe* ; cette marche masquée de Frédéric, débordant du haut d'une colline, l'ennemi qui comptait l'attaquer par le flanc ; le déploiement régulier, *comme celui d'une lunette d'approche*, la marche et les feux des bataillons rigides *comme un mécanisme d'acier* : ces diverses phases de la bataille de Rosbach, résumées dans des formules précises, ont toute la netteté d'un bas-relief, sculpté par un artiste épris de choses militaires, sur les parois d'un tombeau romain.

Et même si le combat n'a point la sombre élégance de cette bataille, où Frédéric, sans avoir plus de 165 tués, par le simple jeu de ses ingéniosités tactiques, mit en déroute une armée de 50.000 hommes, lui fit 5.000 prisonniers, lui prit 67 canons [2], la plume de Carlyle ne recule pas devant des descriptions plus sanglantes; son imagination ne craint pas d'évoquer des boucheries plus répugnantes. Telle, par exemple, cette bataille de Zorndorf, l'Eylau du XVIIIe siècle [3].

En pleine Poméranie, à « six milles de l'Oder » à « cent, pieds » au-dessus de ses eaux, non loin de Kustrin, « les paresseux et tristes replis du sol » font place au plateau de Zorndorf. « Une sorte d'îlot nu, au milieu des bois, qui couronne

1. *Frederick the Great*, éd., in-18, Chapman and Hall, en 6 volumes, t. V, p. 210-220.

2. *Frederick the Great*, t. V, p. 219.

3. *Id.*, p. 298-310.

le paysage de sa masse dénudée, entourée complètement d'un liseré ondulé de bois de sapin ». A l'ouest « des étangs marécageux » ; au nord, sur la pente du plateau qui redescend vers la Mützel et ses affluents, « trois filets d'eau bourbeuse ». Chacun d'eux « a son fossé (*Hollow*) ; à l'ouest Zabern-Hollow, est le plus important et présente pour nous ici le plus d'intérêt ; Gallows-Hollow mérite aussi d'être mentionné dans cette bataille ». Le troisième enfin, est appelé le « marécage des chaussettes » ; parce que vous ne sauriez « porter là des chaussettes, sans d'évidents inconvénients ».

Le 24 août 1758, au soir, l'armée russe sous le commandement de Fermor, après avoir levé le siège de Kustrin, bivouaque au nord du plateau de Zorndorf. Elle forme un quadrilatère plus ou moins irrégulier suivant les plis du terrain, de « deux milles de longueur sur un de large ». Ce carré fait face à la Mützel, qu'aura à franchir Frédéric ; le large fossé de Zabern couvre sa gauche, des étangs marécageux sa droite vers Zicher. Les arbres du bois de Drewitz lui fournissent un dernier rempart. Au centre, sont empilés les bagages ; sur les flancs galopent les Cosaques. Le 25, à quatre heures du matin, Frédéric franchit la Mützel par des ponts inconnus des Russes, qu'il brûle derrière lui. Il forme ses troupes en deux colonnes parallèles, l'une de cavalerie et l'autre d'infanterie. Masqué par le bois de sapins, qui encercle le plateau de Zorndorf, il change son point de direction, tourne lentement à gauche, de manière à pouvoir refouler les Russes vers les rives boueuses de la Mützel et les marécages de Zicher, où ils sont sûrs de s'enlizer. « C'est une chaude journée d'août ; point de vent, à peine un souffle ; mais il vient du midi, si tant est qu'il existe. Des petites patrouilles de hussards chevauchent sur la droite de la colonne principale, pour tenir en échec les cosaques qui rôdent çà et là : tous ont pris leur vol ; ils infligent des pertes sensibles, malgré les patrouilles de hussards. Des enragés galopent jusqu'auprès des rangs de l'infanterie, et déchargent là leurs pistolets, — sans risposte ; rispoter ou tirer jusqu'à ce que

l'ordre en soit donné, est strictement défendu. L'infanterie en masses ondulées avance, tel un laboureur, qui trace son sillon, sans se soucier des corbeaux qui tournoient. Les corbeaux ou cosaques, voyant qu'on ne leur prête aucune attention, mettent feu à Zorndorf et s'en vont au galop. Zorndorf prend vite; surtout du bois et de la paille ; de gros nuages de fumée roulent loin vers le nord jusque sur le Minotaure russe, le rendant encore plus aveugle ». Les bois lui masquaient déjà en partie les mouvements de Frédéric.

Les deux colonnes de cavalerie et d'infanterie s'arrêtent et se préparent au combat. Le roi de Prusse va reconnaître les positions de l'ennemi. Il constate qu'il est impossible d'attaquer le carré sur sa face ouest : le fossé de Zabern constitue un obstacle infranchissable. Il faut aborder l'angle sud-ouest du quadrilatère. Des ordres sont donnés. La cavalerie de Seidlitz couvrira l'aile gauche qui, massée derrière Zorndorf en flammes, sera chargée de l'attaque ; le centre, s'il est nécessaire, lui prêtera son appui ; l'aile droite, groupée auprès de Wilkersdorf, formera la réserve. Les troupes se mettent en marche ; la première division longe sans encombre les ruines fumantes de Zorndorf, puis le ravin de Zabern, et se déploie. A sa droite deux batteries ouvrent feu sur l'angle du carré ; « elles prennent en enfilades les masses épaisses des Russes » et leur causent des pertes sensibles ; « 42 hommes d'un régiment sont mis en pièces par un seul boulet ; à l'intérieur, les chevaux du convoi se démènent. Le carré semble très agité, sous la voûte hideuse de la fumée du canon et de la fumée de paille, que la brise apporte de Zorndorf. La 1re division voit ce flottement, avance plus vivement à portée de fusil, commence le tonnerre de ses feux de peloton ». Si elle est soutenue, la victoire est certaine, mais la 2me division, retardée dans sa marche par les flammes de Zorndorf, s'est déployée trop loin de l'aile gauche. Un intervalle sépare leurs lignes. Fermor voit ce vide, lance une colonne de cavaliers et de fantassins, qui rejette en désordre l'infanterie prussienne et lui enlève 26 canons. Elle n'est sauvée d'un désastre que

par les hussards de Seidlitz ; ils franchissent le fossé de Zabern et prennent par le flanc les assaillants, dont la charge furieuse ressemblait « à une panique de buffles ». La cavalerie russe, poursuivie par les Prussiens, qui « sabrent jusqu'à ce que la fatigue les oblige de cesser », s'enfuit vers la Mützel ; mais les ponts sont coupés. « Elle n'a plus qu'à se noyer dans les marécages ». Les fantassins se laissent d'abord hacher « comme s'ils avaient été des bœufs morts » ; puis ils ouvrent « les barils d'eau-de-vie des cantiniers » et se grisent. « Les officiers, désespérés, brisent les barils ; les soldats se couchent par terre pour en boire les mares ; se disputent furieusement avec leurs officiers et en tuent un grand nombre, surtout les étrangers. Un terrible bain de sang, d'après tous les récits ; bain de sang et aussi bain d'alcool. »

Malgré cet échec partiel, le carré russe tenait toujours, « tel un polype » qui ne meurt que s'il est broyé tout entier. Frédéric rallie une partie des troupes du centre et fait avancer l'aile droite. Son infanterie se déploie. Mais avant qu'elle soit arrivée « à portée de mousquet », une charge de la cavalerie russe met ses rangs en désordre. « Une des batteries et un bataillon tout entier sont faits prisonniers ». D'autres se débandent, et ne peuvent être ralliés « qu'à un mille » du champ de bataille. En vain Frédéric s'efforce-t-il de grouper ses fantassins. Sans Seidlitz, qui, avec 61 escadrons, surprend à nouveau les cavaliers russes en pleine victoire et les refoule « vers les rives de l'Achéron et les marais du Styx, c'est-à-dire vers les boues de la Mützel », la défaite était certaine. « L'infanterie prussienne eut le champ libre pour ses manœuvres de pelotons. La rage contre les Russes était extrême ; et celle des Russes était égale. Trois de ces bataillons de sauterelles appartenaient au district de Zorndorf, ravagé par le feu ; nous pouvons deviner les cœurs des Bas-Germains qui battaient en eux, l'éclair sacré, terni d'une larme, qui brillait dans leurs yeux. Feux de peloton à la méthode bas-germaine, charges à la baïonnette : dans de pareilles conditions aucun carré russe ou humain ne saurait résister. Le Minotaure

russe tombe en lambeaux une seconde fois ; mais ne veut pas fuir. « Pas de quartier ! » — « C'est bien alors pas de quartier ». « Peu après quatre heures », disent mes notes, « le feu, le feu régulier, cessa complètement ; les munitions étaient presque épuisées des deux côtés ; les Prussiens arrachaient aux cadavres russes leurs cartouchières » ; et alors commença une lutte implacable un combat d'homme à homme, « avec des baïonnettes, des débris de mousquets, avec les poings et même avec les dents ; tel qu'on n'en avait jamais vu ». Les Russes ne voulaient toujours pas céder. D'ailleurs, où fuiraient-ils? Derrière eux se trouve la Mützel, et « ses rives sont couvertes d'hommes et de chevaux, qui ont essayé de la franchir et gisent là, enlizés dans la boue. Les Russes tenaient toujours comme des sacs de glaise, comme des bœufs déjà morts ; même percés d'une balle, ils ne tombaient pas tout de suite ».

La nuit vient et sépare les combattants. 2.000 fantassins Russes se retirent en colonne, sans que les Prussiens épuisés puissent les poursuivre. Fermor a perdu 21.000 hommes sur 50.000 et Frédéric 11.400 sur 30.000. Il couche sur le champ de bataille au milieu de ses troupes. Ces patrouilles de Cosaques forcenés parcourent en pirates tout le terrain de la lutte, volent les morts, achèvent les blessés, allument des incendies partout où ils le peuvent, cherchent même à se saisir des canons prussiens, laissés en arrière... 12.000 hommes dorment d'un trop profond sommeil pour pouvoir être réveillés..... Sur les rives de l'Achéron, au nord, là-bas ça grouille encore. Au large, la campagne est éclairée par les flammes des incendies ».

Rien dans cette bataille de Zorndorf ne vient détourner les yeux, détacher la pensée des horreurs du champ de bataille. A Dunbar un idéalisme religieux transforme, dans une certaine mesure, la lutte des soldats en un conflit d'idées. A Rosbach, l'élégance des manœuvres tactiques, l'économie des vies humaines et la signification morale de la victoire donnent à la lutte une beauté poétique et une valeur poli-

tique. A Zorndorf la boucherie éclate dans toute son horreur. La tristesse du cadre, ce plateau boueux, encadré de sapins et bordé de fondrières ; la médiocrité des manœuvres, cette double attaque du carré russe, compromise par une sortie audacieuse et sauvée par une charge de cavalerie ; le caractère tragique de la lutte acharnée, l'agonie dans les fondrières là-bas et la lutte corps à corps, auprès des sapins, sous la fumée des villages qui brûlent ; la rage des Poméraniens, dont les maisons flambent et la passivité bovine des Russes, qui se grisent avant de mourir. Tout contribue à provoquer le dégoût et à inspirer la tristesse. Et Carlyle n'en dessine pas moins, avec la même netteté, les diverses phases de la bataille, les marches d'approche, les deux attaques, la veillée nocturne auprès des pillards qui rôdent et des incendies qui montent, sans que les répugnances de l'artiste ou les mélancolies du philosophe retiennent sa plume. Il peint avec la même force et décrit avec la même joie. Un mot de pitié, à la fin de son récit, sur le sort des blessés abandonnés sur le sol boueux, dans la nuit, est le seul moment où il n'ait pas été absorbé entièrement par le spectacle : sa brutalité, plus complète à Zorndorf qu'ailleurs, n'altère en rien l'attrait que trouve sa pensée concrète dans les détails réalistes et les tableaux tragiques d'une bataille.

*
* *

Il ne suffirait pas, pour expliquer la place prédominante qu'ont dans ses œuvres les narrations [1], les comparaisons militaires [2], d'insister sur la curiosité d'un esprit imaginatif pour le plus vivant des spectacles : il faut tenir compte, si l'on veut résoudre ce problème psychologique, des partialités de ses jugements, des violences de ses passions.

C'est là, en effet, un des caractères les plus distinctifs des

1. John Nichol. *E. Carlyle*, Londres 1903, p. 179.

2. Il se plaît à dire que les sermons de Luther étaient des batailles : il compare les vers de Burns à des boulets de canon. Telle de ses apostrophes cinglent comme des coups d'épée ; telle de ses tirades ressemble à une fusillade. J. Nichol, *o. cit.*, p. 183.

intelligences anglaises : un lien étroit unit la pensée et la sensibilité, l'idée et l'acte. Une approbation ou une condamnation, prononcée par la raison, ne va pas sans un ébranlement concordant dans le monde des sentiments. Il est impossible, pour un Carlyle, d'approuver ou de blâmer une idée sans l'aimer ou la haïr ; de même qu'il ne saurait apprécier un sentiment ou une sensation, sans tenir compte de ses répercussions intellectuelles. Juger et sentir, penser et agir sont des termes inséparables. Il semble qu'une vie nerveuse plus rudimentaire n'ait point permis ces différenciations, qui, chez d'autres peuples, ont assuré un développement parallèle mais distinct du concept et du sentiment, du jugement critique et de l'admiration croyante, de la sensation esthétique et de l'action morale. Et c'est pour symboliser cette union indissoluble, dans le tempérament anglais, de la vie sensible et de la vie intellectuelle, qu'il faut définir ces esprits concrets des « pensées sensibles ». Ce phénomène psychologique est d'une importance capitale, quand on étudie les crises belliqueuses du peuple anglais ou les opinions de Carlyle sur la guerre. Chez l'un et chez l'autre, une erreur du jugement entraînera toujours une déviation concordante du sentiment. Une opinion intellectuelle est toujours une force morale. Une critique se traduit en acte. Dès que Carlyle condamne, il met à l'index et pour peu il part en guerre.

Ces combats — de la plume — sont d'autant plus fréquents qu'il comprend moins les hommes d'un autre temps et les peuples d'une autre race. Cet homme de génie n'est pas très intelligent. La pensée de Carlyle, par le fait qu'elle incarne à un plus haut degré les dons intuitifs et les facultés lyriques, la patience descriptive et le réalisme minutieux de son peuple, participe d'une manière plus complète à ses étroitesses et à ses partialités. Dès que la vie intellectuelle d'un individu, d'un peuple se distingue par une méthode, des aspirations différentes, Carlyle est incapable d'en apprécier la valeur, d'en comprendre les mérites. Il traînera cet homme inférieur aux gémonies et le chassera des bibliothèques

anglaises. Il foudroiera ce peuple de ses anathèmes et justifiera toutes les attaques de ses voisins. L'énumération de jugements erronés de Carlyle dépasserait le cadre de cette étude. Un exemple suffira pour préciser cette seconde origine de ses tendances agressives.

Tout dans l'histoire et le tempérament du peuple français devait surprendre et partant indigner Carlyle. Une éducation classique donne à notre pensée celtique le goût des méthodes abstraites et des constructions synthétiques. Nos sensibilités, heureusement épanouies dans un cadre élégant et sous un ciel hospitalier, se plaisent dans les jouissances esthétiques de l'œil et de l'oreille, ignorent les angoisses religieuses les énergies toujours tendues. Des causes historiques, des circonstances économiques, des facteurs psychologiques nous ont amenés à désirer plus vite, et à réaliser plus tôt que les autres nations européennes, l'égalité politique et régime démocratique. La pensée concrète de Carlyle, son âme puritaine, sa doctrine aristocratique étaient heurtées à la fois. Le choc fut d'autant plus profond que l'historien de la *Révolution française* commença ses études sur la France, par le XVIIIe siècle, par l'époque où les traditions classiques jettent leurs derniers rayons, où la vie religieuse s'éteint sous le souffle d'une philosophie nouvelle, où la doctrine démocratique se forme avec toute la rigueur d'une méthode abstraite. L'antinomie entre les aspirations intellectuelles, morales et politiques de Carlyle et celles de la France du XVIIIe siècle était telle que notre auteur n'essaya même pas de comprendre. Il foudroie toute cette époque [1], confond dans sa réprobation et ses anathèmes les encyclopédistes [2], Voltaire [3] et Rousseau [4]. Il se refuse à trouver la moindre différence entre les gentilshommes poudrés qui se battent pour le plaisir de se battre et étonnent leurs adversaires par leur

1. *Heroes*, pet. ed., Chapman and Hall, p. 157-164.
2. *Id.*, p. 218.
3. *Id.*, p. 13.
4. *Id.*, p. 170-3.

mépris de la vie et les rudes pionniers, qui dressent la carte de l'Amérique du Nord, gagnent la sympathie des indigènes et les protègent contre les vendeurs d'alcool. Carlyle fidèle au souvenir des Puritains, qui, le matin et le soir des combats, adressaient un appel et rendaient grâces au Dieu des Armées, considère comme des blasphémateurs ceux qui trouvent dans l'honneur, cette forme esthétique de l'idéal, le mobile de leurs actions et le secret de leur vaillance [1]. Poursuivi par les mêmes préjugés, notre auteur ne veut voir chez les fondateurs du Canada et de la Louisiane que d'autres reitres, des soldats qui excellent « à bâtir des blockaus, des châteaux, sur tous les points stratégiques », des diplomates, « qui sont très habiles à enjôler les nations indiennes [2] ». Carlyle ne découvre rien, dans la France du XVIIIe siècle, qui soit à l'abri du blâme ; et salue dans Rosbach, le réveil de la race allemande « le plus brave de tous les peuples, quoique le moins fanfaron », la défaite du « vice » et de « l'impiété [3] ». Mais il fit plus. L'impulsion était donnée ; l'hostilité avait pris naissance ; rien désormais ne put prévaloir contre elle. Il accable le peuple français des rudesses de son *humour*. Il reprend des sarcasmes classiques. Rappelant un jour l'œuvre de défrichement entreprise par les Russes, depuis la Finlande jusqu'au Kamtchatka, Carlyle s'écrie : « Et pendant ce temps, ces éternels bavards, ces éternels gesticulateurs de Français, par exemple, quelle est l'œuvre de dressage qu'ils ont entreprise? Certes, de tous les animaux, celui qui a le plus d'agilité de gosier appartient, si je juge bien, au genre *singe* : allez dans les bois des Indes, disent tous les voyageurs et regardez comme elle est alerte, adroite, agitée cette population simiesque [4] ». Le même écrivain, qui a exalté les hommes et les peuples qui croyaient en leur mission, a raillé la France parce qu'un jour elle crut à sa tâche : il tourne en

1. *Frederick the Great*, éd., cit., t. V, p. 24 et 210.
2. *Id.*, t. IV, p. 431-439.
3. *Id.*, t. V, p. 221-231.
4. *Past and Present*, pet. éd., Chapman and Hall, p. 136.

ridicule « ces soldats de la liberté », dont « les baïonnettes sacrées » devaient « sauver un monde aveugle malgré lui » et acquérir « une gloire terrestre et même céleste, vraiment fort considérables[1] ».

Cette sévérité de jugement et cette hostilité concordante l'ont entraîné dans des erreurs multiples. Les lettres qu'il a écrites durant ses séjours en France, notamment en 1824 et 1851, sont douloureusement comiques. Est-il possible de concevoir deux portraits plus complètement faux que ceux qu'il trace de Thiers et de Guizot ? Carlyle déclare qu'il n'a pas rencontré en France, un seul « gentleman ». Les hommes « capables et solides » ne se préoccupent que de gagner de l'argent ; quant aux politiques et aux écrivains ce ne « sont que des cabotins[2] ». Si, aveuglé par ses antipathies, Carlyle, cet observateur si patient de la réalité, n'a pu *voir* avec exactitude, comment eut-il été capable de *comprendre ?* Taine a déjà signalé les erreurs de son Étude sur la Révolution française, la moins vraie de ses histoires[3]. Carlyle n'a pu découvrir le caractère religieux et la beauté morale de ce drame, qui a été une date dans l'histoire du Monde. Il n'a pas mieux saisi l'évolution psychologique et politique de la France moderne. Il n'a pas vu, dans le Romantisme, une éclosion des imagitions poétiques et des sensibilités religieuses, qui aurait dû éveiller son attention et gagner sa sympathie. Lamartine est une « outre gonflée de gaz[4] » ; Balzac et George Sand, des grands prêtres « du culte du Phallus »[5]. Les caractères de la République de 1848, l'idéalisme théiste de ses fondateurs, ses efforts pour organiser la vie économique lui ont entièrement échappé : Carlyle n'a voulu y voir qu'une « explosion anarchique », « une poussée de barbarie[6] ».

Parce que le tempérament du peuple français s'opposait au

1. *Latter day Pamphlets*, Centenary, éd. Chapman and Hall, p. 4.
2. John Nichol, ouv. cit., p. 109 et 110.
3. Taine, *Hist. de la Littérature anglaise*, éd. in-18, t. XI.
4. *Latter day Pamphlets*, éd. cit., p. 7.
5. *Id.*, p. 81-82.
6. *Id.*, p. 5.

sien, par sa méthode intellectuelle, son indifférence religieuse et ses aspirations démocratiques, Carlyle ne l'a point compris. Il a fait plus : il l'a détesté et excommunié. Les étroitesses de sa pensée ont eu des répercussions belliqueuses. Lorsqu'en 1870, dans les milieux conservateurs, se dessina un mouvement de sympathie pour l'alliée d'autrefois, aujourd'hui malheureuse, de méfiance vis-à-vis de la puissance allemande qui naît à la vie, Carlyle, dans une lettre retentissante adressée au *Times* [1], acclame les vainqueurs et accable les vaincus : « Le fait que la noble, patiente, profonde, pieuse et solide Allemagne soit enfin soudée en une nation et devienne la reine du continent, à la place de la vaporeuse, vaniteuse, gesticulante, batailleuse, agitée et par trop sensitive France, me paraît, de tous les événements politiques qui se sont déroulés de mon temps, celui qui donne le plus d'espérances [2] ». Dans ses sarcasmes il ignore la pitié : « Les Français croient qu'ils sont le « Christ des nations ». Je désirerais les voir rechercher s'il n'y a pas un peuple-Cartouche, tout comme il y a un peuple-Christ dans notre siècle ! Cartouche avait bien d'élégantes qualités ; on l'admirait beaucoup, on le plaignait beaucoup dans ses souffrances ; de belles dames quêtaient une boucle de ses cheveux, tandis qu'on dressait le gibet inexorable, nécessaire. Au bout du compte il n'y eut pas de salut pour Cartouche. Il vaudrait mieux qu'il obéît à l'officier de police allemand, aux mains lourdes, qui le tient à la gorge d'une manière aussi terrifiante ; qu'il lui rendît une partie des objets volés [3] ». Dans ses railleries, Carlyle ignore la justice : « Une France réduite à une ruine anarchique, sans tête reconnaissable ; la tête ou le chef, impossible à distinguer de la troupe ou de la populace ; des ministres s'envolant dans des ballons, lestés seulement d'outrageux mensonges politiques, de proclamations annonçant des victoires, qui n'étaient que

1. Nous aurons l'occasion de l'analyser plus loin.

2. *Critical and Miscellaneous Essays*, pet. éd. en 7 vol. Chapman and Hall, 1895, t. VII, p. 251.

3. *Id.*, p. 249.

des créations de la fantaisie ; un gouvernement ne vivant que grâce au mensonge, acceptant que cette horrible effusion de sang continue et augmente, plus tôt que de cesser de la diriger lui-même, belle incarnation de la République[1] : je ne sais pas où et quand on a vu une nation se couvrir autant de déshonneur[2] ».

Les mépris et les erreurs, les antipathies et les réprobations de cette pensée sensible l'entraînent progressivement jusqu'aux justifications les plus cruelles et aux injures les plus gratuites. Il en vient à ne plus connaître ni la pitié, ni la justice. Et ces tableaux militaires, qui se prêtaient déjà si bien au jeu de ses qualités intellectuelles, à la précision de ses images et à la largeur de ses visions, concordent autant avec les lacunes de cette pensée concrète : ils donnent à ses étroitesses inintelligentes une sanction et à ses antipathies irraisonnées une expression[3].

*
* *

Les tendances belliqueuses de son esprit ont été, parfois, enrayées par les scrupules de sa conscience. Bien que sa sensibilité ait été progressivement refoulée et appauvrie[4], malgré tout le stoïcisme de sa religion de la douleur[5] son âme était restée trop chrétienne pour ne pas lui dicter des paroles, des descriptions, des actes enfin de pacifique.

Carlyle a fait plus qu'affirmer que des lois limitaient les ravages de la guerre aux armées en campagne, protégeaient les villes et les chaumières[6], il a proclamé la laideur de la bataille. « Ils en ont appelé à la guerre, cet horrible combat meurtrier ; l'homme étreint l'homme, la flamme de la rage dans les yeux ; l'élément infernal de la nature

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, t. VII, p. 247.

2. Littéralement : « Eux, belles créatures républicaines ».

3. *Id.*, p. 247.

4. Voir J. Nichol, *o. cit.*, p. 154 et E. Barthélemy, T. *Carlyle*, Paris : *Mercure de France*, p. 45-48-51.

5. *Past and Present*, éd. cit., p. 132.

6. *Frederick the Great*, éd. cit., t. V, p. 294-6.

humaine est lâché et on s'en remet à lui pour trancher le débat[1] ». Dans un autre de ses ouvrages, Carlyle revient sur la même idée : « Combattre, je me le suis souvent dit, combattre avec des outils de meurtre, en acier, est sûrement une beaucoup plus laide opération, que de travailler, prenez-le comme vous le voudrez... Y a-t-il sous le ciel un spectacle plus laid que celui de deux hommes, les dents serrées, une flamme infernale dans les yeux, taillant mutuellement dans leur chair, transformant des corps précieux et vivants, des âmes sans prix et en vie en des tas de pourriture sans nom, bons seulement pour fumer les champs de navets[2] ». Dans *Sartor Resartus*, Carlyle est plus explicite. Il nous décrit le champ de bataille de Wagram[3] et se demande : « Quel est, pour parler dans un langage nullement officiel, l'objet précis et le résultat définitif de la guerre ? A ma connaissance, pour prendre un exemple, il y a ordinairement dans le village anglais de Dumdrudge, une population laborieuse de quelque cinq cents âmes. Parmi les habitants, sur l'ordre de certains « ennemis naturels » de la France, on choisit successivement, pendant la guerre avec la France, disons trente hommes bons pour le service. Dumdrudge, à ses dépens, les a nourris et bercés dans leur enfance. Elle ne les a pas, sans difficultés ni peines, élevés jusqu'à la maturité ; et même préparés à des métiers, de sorte que l'un puisse tisser, un autre bâtir, un autre forger et que le plus débile puisse porter sa paire de quintaux. Néanmoins, parmi force pleurs et force jurons, ils sont recrutés, tout de rouge habillés ; et embarqués, aux frais de l'Etat, pour quelques 2.000 milles, ou disons seulement pour le sud de l'Espagne, et entretenus là, jusqu'à ce qu'on ait besoin d'eux. Au même endroit, dans

1. *The Heroes*, éd. cit., p. 187 ; dans le même ouvrage, p. 64, voir un court passage sur « le pauvre soldat, lié par son serment et loué pour être tué. »

2. *Past and Present*, éd. cit., p. 163. Voir aussi, p. 14, quelques lignes sur les canons.

3. *Sartor Resartus*, trad., E. Barthelemy, 2e éd., *Mercure de France*, p. 205-209.

le sud de l'Espagne, se trouvent trente pareils artisans français, venus de quelque Dumdrudge française, et marchant dans la même direction. Enfin après des efforts infinis, les deux partis se trouvent en présence ; et trente font face à trente, chacun avec un fusil dans la main. Tout à coup l'ordre de « faire feu » est donné et ils se font sauter les âmes. Au lieu de soixante travailleurs actifs et utiles, le monde a soixante carcasses inertes qu'il lui faut ensevelir, et qui lui sont un nouveau sujet de larmes. Est-ce que ces hommes avaient quelque querelle ? Pour affairé que soit le diable, pas la moindre. Ils vivaient bien loin les uns des autres ; ils étaient complètement étrangers les uns aux autres. Que dis-je, dans ce si vaste univers ils se rendaient même, inconsciemment, par le commerce, quelques mutuels services. Mais alors ! mais ! Leurs gouvernements s'étaient brouillés ; et au lieu de se fusiller l'un l'autre, ils ont été assez malins pour amener ces pauvres imbéciles à se fusiller [1]. » Et en terminant, Carlyle appelait de ses vœux une « Ère de paix, dont des fossés de sang, des siècles de discorde nous séparent encore ».

Pour en hâter l'approche, il a fait plus que tracer des descriptions lyriques ou formuler des préceptes moraux ; Il a agi. Le 18 juillet 1851 il écrivait au congrès de la paix, tenu à Londres : « J'approuve tout à fait votre but. Nettement, le moins de guerres nous aurons, le moins nous nous couperons la gorge, le mieux ce sera pour nous tous [2] ». Quelques années plus tard, presque seul, il proteste contre la guerre de Crimée [3]. En 1867 dans une brochure célèbre, il s'attaque à la doctrine Whig de l'intervention nécessaire, du prestige britannique [4] : « Le prestige de l'Angleterre sur le continent », à ce qu'on me dit, s'est beaucoup affaibli récemment. Divers

1. Nous avons retouché légèrement l'excellente traduction de M. Barthélemy.

2. J. Nichol, *o. cit.*, p. 208.

3. *Critical and Miscellaneous Essays*, ed. cit., t. VII, p. 241.

4. *Id.*, p. 230. *Shooting Niagara*.

journalistes le déplorent : et moi, nullement. « Prestige, prœstigium, illusion magique » ; je n'ai jamais compris que la pauvre Angleterre eût dans ses bons jours ou désirât avoir « un prestige sur le continent » ou ailleurs. L'Angleterre avait l'habitude de suivre ses propres affaires, avec de l'application, du plomb dans la pensée et restait presque complètement et stoïquement indifférente à tout ce que le continent et ses populations étrangères et mal informées pouvaient bien penser d'elle... Une seule chose importe ce qu'*est* l'Angletere... Pour ce qui est du « prestige », j'espère que l'âme de ce pauvre pays dirait encore : « Hors d'ici ce *prestige* : ce n'est pas ça qui m'aidera ou me gênera. » Le mot est napoléonien, exprime assez un fait de la grande ère napoléonienne ; il vaut mieux le laisser du côté de la Manche où il est né ; on n'en a pas besoin ici. » Fidèle à cette opinion, Carlyle proteste en 1878 contre la politique extérieure de Lord Beaconsfield et ses projets d'intervention militaire. Le narrateur des batailles de Dunbar, Rosbach et Zorndorf, l'historien partial et injuste de la Révotution française est aussi le moraliste qui a écrit que : « De même que les hommes ne portent plus l'épée dans la rue, il en sera de même un jour pour les nations[1] ».

Le problème psychologique se complique d'une apparente contradiction. Pour le résoudre il est nécessaire de compléter l'analyse du tempérament par une esquisse des idées.

II. — Partant d'une conception religieuse de la nature, Cârlyle aboutit à la glorification de l'énergie humaine, à la justification des oligarchies militaires.

*
* *

Le monde n'est pas, « comme le croyait le siècle du scepticisme », le XVIIIe, « une machine à vapeur », mais une incarnation de la Divinité. Parce que « Dieu est en lui »[2], il

1. J. Nichol, *o. cit.*, p. 208.
2. *Heroes*, éd. cit., p. 183-4.

participe à sa toute-puissance matérielle et à son infaillibilité morale.

Écoutez cette parabole : « Vous prenez du blé pour le jeter dans le sein de la terre ; votre blé peut être mélangé d'écorces, de grains, de paille hachée, de balayures de la grange, de poussières et de tous les débris imaginables ; peu importe : vous jetez tout cela dans la terre bonne et juste ; elle fait pousser le blé ; tous les débris, elle les absorbe silencieusement, elle les ensevelit dans ses replis, n'en parle pas. Le jaune froment pousse là ; la brave terre est muette sur tout le reste ; elle l'a silencieusement utilisé pour quelqu'autre bien, et ne s'en plaint pas ! Il en est de même partout dans la nature ! » Et maintenant voici le commentaire : « Elle est vraie et ne ment pas ; et encore si grande, si juste, si maternelle dans sa vérité. Elle exige d'une chose uniquement qu'elle soit sincère de cœur ; elle la protégera, à cette condition ; sinon, non. Il y a une âme de vérité, dans toutes les choses auxquelles elle a un jour donné un abri... La chose qui est le plus profondément enracinée dans la nature, celle que nous appelons la plus vraie, c'est elle et non une autre que nous verrons au bout du compte grandir[1]. »

Le recueil de ces arrêts constitue la « Loi éternelle ». Elle couvre le monde d'un rideau si étroit, qu'il serait impossible de piquer « dans ce vaste cercle », « la pointe d'une épingle » à un endroit, où ne vibrerait point « une loi de Dieu[2] ». Contre ses décisions, la volonté humaine, individuelle ou collective[3], ne prévaudra point. Tout effort est inutile. « Un homme (ou un peuple) est juste et invincible, vertueux et sur la voie d'un succès sûr, dans la mesure même où il marche d'accord avec la grande et profonde Loi du monde, en dépit de toutes les lois superficielles, des apparences éphémères et des calculs utilitaires... Voilà la seule vraie moralité connue ». Carlyle précise encore : « La plus haute sagesse pour un homme »

1. *Heroes*, éd., p. 57.
2. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 236.
3. *Id.*, p. 16 et 17.

ne consiste pas « seulement à se soumettre à la nécessité ; la nécessité l'obligera à se soumettre. Il y a plus. Il faut croire que la rigoureuse décision de la nécessité était la plus sage, la meilleure, celle qui s'imposait ; renoncer à cette prétention forcenée de scruter ce grand univers de Dieu, avec son petit bout de cervelle ; savoir que ce monde portait vraiment en lui, bien que les coups de sonde de la pensée ne puissent atteindre jusque-là, une loi juste, que son âme était bonne » ; comprendre enfin que le « rôle de l'homme dans le monde est de se conformer à la loi de l'ensemble et, dans un silence pieux, de la suivre sans l'interroger »[1].

La nature, expression palpable de la divinité, participe à ses attributs : elle est infaillible et toute-puissante. Les faits sont des lois éternelles. La réalité est la vérité. Appliqué aux actions humaines, ce principe revêt une forme plus précise : il aboutit à l'identité du succès et de la justice, de la force et du droit.

« Qu'est-ce que l'injustice ? Un autre mot pour désordre, mensonge, irréalité ; une chose que la nature, née véridique parce qu'elle n'est pas un chaos et un vain fantôme aux tourbillons inutiles, rejette et désavoue[2] ». Un commentaire s'impose. « Si un jugement est injuste, il ne trouvera pas et ne pourra pas trouver ou continuer à avoir droit de cité dans cet univers, qui fut fait par quelqu'un autre qu'un injuste. Mettez-le en vigueur par tous les statuts qui vous plaira, trois lectures, signature royale ; lancez-le aux quatre coins de l'horizon, avec toutes sortes de trompettes et de hérauts, aux casaques brodées, derrière eux autant de gibets et de bourreaux qu'il vous plaira : il ne tiendra pas, il ne pourra pas tenir. De toutes les âmes des hommes, de tous les coins de la nature du trône de Dieu là-haut, s'élèvent des voix qui ordonnent : « Hors d'ici ! Hors d'ici ! »...

1. *Heroes*, éd. cit., p. 52.

2. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 133. La même idée est exprimée dans *Latter Day Pamphlets*, p. 73. « Toute chose faite, supportée ou proposée, est ou bien juste, ou bien injuste, ou bien acceptée par les Dieux et les faits éternels, ou bien rejetée par eux. »

Le jugement continuera à tenir bon, pendant le jour, pendant l'année, pendant le siècle qui lui sont dévolus, faisant du mal tout le temps ; mais il a un ennemi qui est tout puissant... Plus ses racines sont profondes, plus sa durée est tenace, plus profondes aussi et plus grandes seront la destruction et la réaction [1]. » Ce qui est vrai de l'homme est vrai du peuple. Le succès durable est le critérium de la justice : « La cause pour laquelle combat » un brave cœur, « dans la mesure où elle est vraie » est, en vérité, sûre de la victoire [2]. La conquête qui nous semble une pure injustice et un abus de la force, dès qu'elle « devient permanente », grâce aux « services qu'elle rend aux conquis et aux conquérants », reçoit la sanction de l'équité [3].

Cette affirmation nous amène à envisager une autre forme de la même idée. Par ce que la réalité est juste, tout acte de l'homme ou du peuple, qui participe à sa vie, à sa durée, est juste ; le succès est synonyme de justice. Par ce que la Nature est synonyme de force, toutes les individualités, toutes les collectivités, chez lesquelles brille sa lueur d'acier, portent l'empreinte et partagent l'autorité de la Divinité équitable : la Force et le Droit sont deux termes identiques.

« La Nature n'est pas un agrégat, ô lecteur cultivé. Sais-tu quelque coin du monde où la Force, tout au moins, fasse défaut ? La gouttelette, que tu secoues de ta main mouillée ne reste pas où elle est tombée ; tu constates, le lendemain, qu'elle est emportée : déjà, sur l'aile du vent du Nord, elle est au Tropique du Cancer. Pourquoi s'est-elle évaporée ? Pourquoi n'est-elle pas restée immobile ? Penses-tu qu'il y ait quoi que ce soit sans mouvement, sans force, absolument inerte ?... » Les richesses de la draperie [4] lyrique sont telles qu'elles masquent les lignes de l'idée générale. Le Fait ou la Réalité expriment l'âme du Monde et de la Nature sous la forme de

1. *Past and Present*, ed. cit., p. 9. Même idée, p. 197.
2. *Ibid.*, p. 11.
3. *Critical and miscellaneous Essays*, ed. cit., t. VI, p. 134.
4. *Sartor Resartus*, liv. I, chap. XI, trad. citée.

l'apparence ou de la stabilité ; la Force traduit ce même caractère divin sous la forme du mouvement, ou de l'énergie. Les actes humains, qui participent à la Réalité, sont divins, c'est-à-dire justes ; les actions humaines qui participent à la Force sont divines, c'est-à-dire justes. « Le Droit et la Force se différencient terriblement d'heure en heure ; mais donnez-leur des siècles pour tenter l'épreuve et vous trouverez qu'ils sont identiques. La chose forte est la chose juste[1] ». Il l'avait déjà dit à l'historien Lecky : « le droit est l'éternel symbole de la Force[2] ». Cette identité métaphysique est une identité concrète pour Carlyle. « Je n'ai jamais pensé que les droits des hommes vaillent de longues discussions; le grand point, comme je l'ai dit une fois, ce sont les forces des hommes, la portion de leurs « droits » dont ils auront chance d'imposer le triage et la réalisation dans ce monde confus[3] ». La valeur de ces forces sera mesurée, leur réalisation obtenue par la lutte, par la bataille. Carlyle ne recule point devant cette conséquence de sa thèse. « L'homme est créé pour se battre : il est né soldat, c'est peut-être là sa meilleure définition. Sa vie, « une bataille et une marche », sous les ordres de son général. Il est à jamais indispensable pour un homme de se battre : tantôt avec la nécessité, avec la stérilité, la disette, avec les marais, les fondrières, avec les forêts vierges, le coton sauvage, — tantôt aussi avec les hallucinations de ses malheureux semblables. Toute bataille est le conflit poussiéreux d'énergies, dont chacune se considère comme la plus forte, ou, en d'autres termes, comme la plus juste... Dans les combats leur enveloppe périssable, suffisamment battue, s'envole en poussière : l'affaire terminée, on découvre l'élément impérissable, vrai et exact[4] ». Cette lutte ne se déroulera pas toujours paisible, sur le terrain économique ou le do-

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 141.

2. J. A. Froude. *Vie de Carlyle*, t. IV, p. 422.

3. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VII p. 100. Même ouv. t. VI. p. 140.

4. *Past and Present*, éd. citée p. 164.

maine intellectuel. Il y a d'autres forces à briser que celles d'une idée fausse ou d'une terre stérile. Au sein des cités les énergies individuelles, au sein de l'humanité les énergies collectives entreront en conflit pour faire préciser, par la victoire, l'étendue de leurs droits. A l'intérieur des frontières, le pouvoir appartiendra « à l'homme fort » à celui que les muscles de fer, l'âme d'acier, les visions claires ont rendu « apte à administrer, diriger »[1]. « Les hommes n'ont pas de droits, excepté celui d'être gouvernés justement[2] ». Ce qui est vrai des individualités, l'est des nations : leurs droits ne les protégeront point contre les entreprises de leurs voisines ; la nécessité pour la conquête, si elle doit durer, d'être « profitable » au vaincu et au vainqueur, est la seule garantie de leur liberté[3].

Les tristesses de ces luttes collectives ou individuelles, n'enlèvent rien à la nécessité de ces conflits, à la justice de leurs dénouements.

*
* *

Si le succès est un autre mot pour désigner la justice, si la Force et le Droit sont deux termes synonymes, l'idéal humain sera fait d'énergie victorieuse. Puisque la vie de la Nature divine se traduit à nos yeux par l'action harmonieuse d'une énergie diversifiée à l'infini, l'activité humaine n'en sera qu'une des formes, participera à son inlassable fécondité, s'associera à son œuvre[4]. Et c'est, dans ce sens, qu'on peut dire que travailler c'est « communier avec la Nature[5] ».

Étant donnée la forme particulière de sa doctrine religieuse, Carlyle ne pouvait avoir qu'une conception si active qu'elle est presque utilitaire, de la vie, du tempérament et de la pensée humaine. Travailler, agir, voilà le cri de la Nature entière : « Dieu, avec sa voix muette, plus redoutable qu'aucun des

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 133.
2. Cité dans J. Nichol, *o. cit.*, p. 199.
3. *Past and Present*, éd. cit., p. 164.
4. Voir la citation de *Sartor Resartus* donnée plus haut.
5. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 124.

tonnerres du Sinaï ou des discours martelés des tourbillons, le *Silence* des profondeurs éternelles, du monde par delà les étoiles du matin, ne te parle-t-il pas ? Les âges encore à naître, ces vieilles tombes, avec leur poussière depuis longtemps vermoulue, les larmes qui l'ont mouillée maintenant toutes séchées, ne te disent-elles pas, ce que l'oreille n'a point entendu ? Les profonds royaumes de la Mort, les étoiles dans leurs courses qui ne s'arrêtent jamais, tout l'Espace et tout le Temps te le proclament, dans une exhortation continue et silencieuse. Toi aussi, si jamais homme l'a dû, tu travailleras pendant l'heure qui se nomme aujourd'hui. Car la Nuit vient, où aucun homme ne peut travailler[1] ». Mais cette activité laborieuse s'exercera dans un sens particulier. Elle exigera de la nature, de la pensée humaine, des qualités spéciales. Carlyle répugne autant aux spéculations désintéressées du philosophe qu'aux rêveries égoïstes de l'artiste : « En vérité toute faculté humaine, spécialement tout talent profond, est une faculté d'agir et est par essence d'un genre silencieux ; on ne peut pas plus l'entendre que les Harmonies des sphères et les Mélodies de l'Éternité, dont il est une fraction incarnée. Tout vrai talent, je me le figure, s'exprimerait bien plutôt, s'il obéissait seulement aux conseils de la Nature, en faits rythmiques qu'en mots mélodieux[2]... » Et pour préciser : « L'intelligence ne consiste pas à faire œuvre d'orateur et de logicien, mais à voir et à constater. La vertu, *virtus*, le propre de l'homme, du héros, n'est pas l'art de parler nettement avec la régularité d'un acteur : c'est avant tout, ce que les Allemands appellent si bien *Tugend*, le Courage et la Faculté d'agir[3] ». Si la pensée humaine doit être tendue vers l'acte pratique et créateur, toute la personne humaine sera imprégnée du même souffle ardent : « Celui qui est doué de méthode, de fidélité et de vaillance, toutes qualités qui sont à la base de la sagesse ; celui qui sait voir dans

1. *Past and Present*, éd. cit., 170-172-173, passim.
2. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 185.
3. *Heroes*, éd. cit., p. 201.

ce que sont telles choses, dans les conséquences qui en sortiront, qui a l'œil pour voir et la main pour faire ; celui qui est apte à administrer, diriger, commander en chef : voilà l'homme fort[1] ».

La supériorité d'un homme sur un autre est faite d'énergie. La volonté affine sa conscience, féconde sa pensée, ces deux instruments de l'action virile. Et cette activité ne se bornera pas seulement à combattre, « partout où on les trouve, l'ignorance et la stupidité[2] », à féconder le jardin de l'âme humaine, qui ne doit être ni une « jungle » ni un « désert » ; mais encore et surtout « à défricher » d'autres « jungles malsaines, pour dresser à leur place de blondes moissons et des cités princières[3]..... Ce qui est désordonné, inculte, tu le rendras ordonné, régulier, labourable, soumis et productif pour toi. Partout où tu trouves le Désordre, c'est ton éternel ennemi ; attaque-le rapidement, dompte-le ; fais-en de l'ordre ; enlève-le au chaos pour le placer sous le joug de l'Intelligence, de la Divinité, sous le tien ! Le chardon qui pousse dans ton sentier, arrache-le pour qu'un brin d'herbe utile, une goutte de lait nourrissant puissent pousser à la place. L'arbrisseau inculte du coton : recueille son blanc duvet sauvage, file-le, tisse-le ; pour qu'à la place d'un fouillis paresseux, il y ait des tissus pliés, pour que la peau nue de l'homme puisse être recouverte[4] ».

L'homme idéal c'est le colon qui découvre et défriche, le soldat qui soumet et éduque, c'est le victorieux. Et lorsqu'un nom se présente sous sa plume, un souvenir s'évoque dans sa mémoire pour préciser ce type humain Carlyle cite Cromwell : le soldat puritain qui dompte le Parlement, pacifie l'Angleterre, soumet l'Irlande, bat l'Espagne, conquiert les Antilles et dont la conscience, convaincue de sa mission, eut toutes les audaces et toutes les certitudes[5].

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 135
2. *Past and Present*, éd. cit., p. 173.
3. *Ibid.*, p. 169.
4. *Ibid.*, p. 173.
5. *Past and Present*, éd. cit., p. 191. *Heroes*, éd. cit., p. 213, 215.

*
* *

Ce que Carlyle admire dans la nature, ce qu'il cherche dans l'homme, c'est la Force. C'est elle encore qu'il voudra découvrir dans les groupements sociaux. Contrairement aux opinions de ses contemporains, il leur reconnaît une vie propre, distincte des vies individuelles. Carlyle, avait prévu cinquante ans à l'avance la réaction conservatrice et la poussée impérialiste, exposé leur doctrine et rédigé leur programme. Dans sa conception rigoureuse des lois naturelles, il annonçait les formules absolues de la biologie contemporaine. Ici encore, il fait œuvre de précurseur. Il nous dit que « l'État est une réalité[1] ». Il nous montre la nationalité anglaise, constituée progressivement dans ses caractères économiques et intellectuels, par les efforts successifs de générations disparues[2]. Il affirme que cette vie sociale, développée « par l'habitude et l'imitation », devient un « fait réel », une seconde peau qui se superpose à la première[3]. Il proclame sa curiosité sympathique pour les individualités collectives, pour « leurs édifices, cimentés par le sang des héros[4] », pour leur « Bible nationale[5] ». Carlyle pose quelques jalons sur la voie, où s'engageront les recherches de la sociologie. Plus il accordait aux groupements sociaux une vie propre, plus il lui était facile de leur appliquer son critérium d'excellence. Une société est forte, lorsque l'autorité est entre les mains des forts, s'exerce sans obstacles, tend les énergies nationales. Les groupements aristocratiques, autoritaires et militaires, ont droit à la curiosité de l'histoire et à la sympathie du moraliste.

Une organisation sociale, fondée sur l'égalité, est condamnée par l'histoire, la nature et la morale. « Là où aucun gouvernement n'est nécessaire, écrira l'historien, excepté celui du

1. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 164.
2. *Past and Present*, éd. cit., p. 115.
3. *Ibid.*, p. 110.
4. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 103.
5. *Ibid.*, p. 281.

garde-champêtre comme en Amérique avec son sol illimité, chaque homme étant capable de trouver pour lui-même du travail et une rémunération, la démocratie peut subsister, mais pas ailleurs, excepté pour peu de temps, comme une transition rapide vers quelque chose d'autre... plus loin. La démocratie n'a jamais encore, à ma connaissance, été capable d'accomplir beaucoup de travail, excepté celui de se supprimer elle-même. Rome et Athènes sont des thèmes pour les écoles... Là, comme ailleurs, nous verrons qu'en fait ce n'était point par les votes tapageurs et les discussions d'une foule, mais par la sagesse de vues et de direction d'une minorité, que le travail était fait. Il en a toujours été, il en sera toujours ainsi[1]. » « Une aristocratie et un clergé, une classe gouvernante et une classe enseignante..., confirmera le naturaliste ; il n'a pas existé de société, sans ces deux éléments vitaux, il n'en existera jamais. C'est là un besoin, gravé au plus profond de la nature humaine : vous ne visiterez pas de village perdu, dans le pays le plus républicain du monde, où, soit virtuellement, soit actuellement, vous ne trouviez pas ces deux pouvoirs à l'œuvre. L'homme quelque peu qu'il le supporte, est contraint d'obéir à ses supérieurs. Il est un être sociable, en vertu de cette nécessité. Que dis-je, il ne pourrait pas vivre par troupes, à d'autres conditions[2] »... Les leçons de la nature et les observations de l'histoire sont justifiées par la loi morale. S'il est « un droit et un devoir sacré » c'est bien celui d'assurer « à l'ignorant » la direction « du plus sage ». La nature en impose le principe ; la civilisation en améliore le fonctionnement[3]. Peut-on concevoir une société où serait refusée aux éléments utiles la liberté nécessaire pour déployer toutes les richesses de leur bienfaisante activité, accordée aux éléments nuisibles la liberté nécessaire pour paralyser l'essor et troubler la paix de la vie collective[4] ?

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 145.
2. *Past and Present*, éd. cit., p. 207.
3. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 144.
4. *Ibid.*, t. VII, p. 206.

Mais à quels signes reconnaître cette « aptitude au commandement »[1], le principe de cette inégalité ? A une empreinte spéciale, répond Carlyle : certains hommes ont été « désignés par un « droit divin », vrai et éternel, qui ne sera jamais prescrit »[2]. Cette marque qui pourra se lire sur le front « du fils d'un pauvre bouvier »[3], consistera dans la connaissance des « Lois éternelles, décrétées par Dieu le Créateur.[4] » Et s'il veut encore préciser les caractères de ces âmes, « jaillies du sein même de la nature pour voir la vérité, la dire et la faire »[5], il insistera sur « la sagesse et le courage »[6] de cette élite. On la reconnaîtra à ce que ses membres se tiennent à l'avant-garde des hommes ; faisant face au péril, qui fait reculer tous les autres effrayés, et qui, s'il n'est pas vaincu, les dévorera »[7]. L'aristocrate c'est l'homme de force et d'audace, « *the strong daring Man*[8] ».

Son autorité s'exercera, avec la rigueur d'une supériorité qui ne se discute pas, puisqu'elle a son origine dans les sources mêmes de la vie : elle n'est qu'une application de cette force, dont l'épanouissement et les différenciations expliquent l'univers tout entier. La société aristocratique ignorera la liberté politique. Et Carlyle perce de son ironie, foudroie de ses blasphèmes l'organisation parlementaire des sociétés individualistes, « cette liberté spéciale qui s'achète au prix de l'isolement social, chaque homme vivant séparé de son voisin, n'ayant pas de rapports avec lui, excepté un compte-courant ; voilà une liberté comme la terre en a rarement vu : et la terre ne la supportera pas longtemps ». Des « millions d'ouvriers ont la liberté de mourir en manquant de nourriture, des millions de paresseux ont la

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 72.
2. *Ibid.*, p. 132.
3. *Latter day Pamphlets*, éd. cit., p. 130.
4. *Past and Present*, éd. cit., p. 33.
5. *Ibid.*, p. 75.
6. *Ibid.*, p. 207.
7. *Ibid.*, p. 155.
8. *Heroes*, éd. cit., p. 213.

liberté de vivre en manquant de travail ». Et chacun se console, en se disant que, grâce à son vote, « il a une vingt millième fraction de bavard dans notre Palabre national[1] ». L'aristocratie pourra consulter le « suffrage universel » sur la valeur du lard de la Nouvelle-Orléans, ou les qualités plus ou moins fines du beurre Irlandais ». Elle évitera de le consulter sur la valeur des hommes[2] : son jugement serait sans autorité. Le corps électoral sera muselé et le Parlement remercié. « Faites du journal le *Times* votre Palabre national ; il n'a besoin ni de tonneau de bière, ni d'élections ; il est au point de vue des dépenses d'argent et de mensonges, un milliard de fois moins cher[3]. » La Presse remplacera avec efficacité le Parlement et assurera mieux que lui l'expression également nécessaire des idées individuelles et des critiques collectives, le développement des initiatives et le fonctionnement du contrôle[4]. Que l'attention de l'opinion anglaise se détourne du palais de Westminster pour se concentrer sur Downing Street : « Ce dont l'Angleterre a besoin, ce n'est pas d'un Parlement réformé... mais d'un Exécutif Réformé[5] ». Dans sa gestion autoritaire il devra s'inspirer de la définition de la liberté, dans laquelle se complaît Carlyle : « Elle consiste à trouver, ou à être contraint de trouver le vrai sentier et à y marcher. Apprendre ou se faire enseigner le genre d'ouvrage auquel on est actuellement apte ; et alors par permission, persuasion ou contrainte, se mettre audit travail : voilà en vérité, le lot de bonheur, l'honneur, « la liberté », le maximum de bien-être pour l'homme : si la liberté n'est pas cela, je me soucie peu, quant à moi de la liberté[6] ».

Pour que l'autorité des forts puisse s'exercer ainsi, il est nécessaire que l'obéissance soit aussi stricte qu'à la caserne.

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 188.
2. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 242.
3. *Ibid.*, p. 100.
4. *Ibid.*, p. 233.
5. *Ibid.*, p. 72.
6. *Past and Present*, éd. cit., p. 182.

Carlyle accepte cette comparaison et ne recule point devant cette conséquence. Introduire l'esprit militaire dans les divers rouages de la société civile, lui paraît une réforme nécessaire, un troisième moyen de lutter contre la vie chaotique des nations modernes. Les divers services, dont la coexistence forme l'État, ceux surtout dont il juge la création indispensable, « le service de l'émigration et de l'instruction », devraient fonctionner avec la rigidité mécanique, la discipline rigoureuse, le dévouement patriotique, qui caractérisent l'armée, « la seule institution » encore digne de ce nom[1]. Pourquoi d'ailleurs servirait-elle seulement à des expéditions à l'extérieur ? Pourquoi ne pas utiliser ses ressources d'énergie physique et morale, pour défricher matériellement et moralement, mettre un peu d'ordre sur ce sol jonché de constructions chaotiques, un peu de science dans ce peuple envahi par les ignorants[2]. Mais il y a plus : on constituera avec tous les hommes inaptes, avec tous ceux qui sont à la charge de la collectivité, « des régiments industriels[3]». Ces « ateliers de travaux publics » seront soumis à une discipline ce fer ; et, dans un de ses livres, Carlyle s'est plu à adresser à ces futurs soldats, un sermon de sergent recruteur[4]. C'est sur lui en effet, que Carlyle fonde ses espérances de rénovation sociale par la discipline militaire : « Je le dis souvent, le seul personnage officiel, royal, ecclésiastique, universitaire, gouvernemental, de notre temps qui soit encore complètement une vérité et une réalité, et non un fantôme hypothétique, un hâbleur usé, vivant et s'essayant à un devoir, qu'il est incapable de faire, c'est le sergent recruteur[5] ». Tous les hommes, après avoir terminé le cycle de leur enseignement, devraient passer sous sa férule[6]. Le « service mili-

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 225.
2. *Ibid.*, 235.
3. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 147.
4. *Ibid.*, p. 39 et suiv.
5. *Critical and Miscellaneous Essays*, *o. cit.*, t. VII, p. 234,
6. *Ibid.*, p. 236.

taire[1]» est une école indispensable, de même qu'une armée permanente est un exemple nécessaire. « Plus il y a en nous de bataille virtuelle, plus il y a en nous de vie[2] ».

Et si, pour symboliser les caractères de cette société militaire, où un pouvoir autoritaire est monopolisé par l'aristocratie des énergies audacieuses, on veut un nom ; Carlyle répondra en citant la Prusse.

III. — Chacun des trois chapitres de cette Bible de la volonté est commenté par une page d'histoire, dans laquelle ne résonnent pas seulement les coups de hache, portés aux forêts vierges et les coups de pioche, donnés aux terres incultes, mais aussi les sonneries de clairons et les fracas des armes. Aveuglé par les splendeurs de la Force dans la vie sociale, individuelle et universelle, Carlyle en vient à justifier toutes les atteintes au Droit, dont les récits passés nous aient conservé le souvenir.

* * *

Dans la formation de la Prusse, il retrouve tous les traits de son idéal national, une société monarchique, disciplinée et militaire. Sous les manies du Roi-Caporal percent déjà ces trois caractères distinctifs[3].

Carlyle ne veut voir en Frédéric II qu'un reflet de la personnalité, un continuateur de l'œuvre de Frédéric-Guillaume. Il se plaît à diminuer l'influence laissée sur son esprit par sa gouvernante française, une de ces femmes de l'aristocratie protestante, qui avait conservé loin de la patrie interdite la courtoisie affinée et la culture rationaliste du grand siècle[4]. Il met en relief l'action exercée sur son caractère, par les « farouches » généraux, formés à l'école de Frédéric-Guillaume, si raides et muets, qu'ils ne semblent qu'à « moitié

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, o. cit., t. VIII, p. 234.
2. *History of Frederick the Great*, ed. cit., t. I, p. 367.
3. *Ibid.*, ed. cit., t. I, p. 237.
4. *Ibid.*, p. 246-247.
5. *Ibid.*, p. 249.

articulés[1] ». Tel, par exemple, le prince d'Hanalt-Dessau, l'inventeur de la baguette métallique et du pas accéléré[2], un homme « rude », dont le visage a la « couleur de la poudre à canon »[3]. Dans la jeunesse de Frédéric II, Carlyle découvre une application de la méthode d'éducation nationale chère à Frédéric-Guillaume[4]. De même, dans son caractère, il se désintéresse du lettré, pour s'attacher à l'homme d'action. Il n'est pas un « demi-dieu », pas même un « héros »[5]. Mais « à sa manière, il est une réalité ; il pense toujours ce qu'il dit ; il fonde ses actes sur ce qu'il reconnaît pour la vérité ; et, en résumé, il n'a absolument rien de l'hypocrite ni du fantôme... Cet homme fut loin d'agir, avec les faits qui l'entouraient, à la manière des escamoteurs ; il les reconnut honnêtement, partout où ils se révélaient et fut très désireux aussi d'établir leur existence, là où ils étaient cachés ou douteux. Car il savait à un degré tout à fait rare, et avec un mérite d'autant plus grand qu'il était inconscient, combien est inexorable la nature des faits, reconnus ou non, déterminés ou non ; combien sont vaines toutes les ruses de la diplomatie, de la politique et de la rhétorique pour empêcher un homme, qui ne s'appuie pas sur la vérité des choses, de couler à la longue »[6]. Dans l'œuvre de Frédéric II, enfin, Carlyle insiste sur ses efforts pour accroître le prestige de l'autorité et le sens militaire. L'historien n'attache que peu d'importance aux efforts du jeune roi pour réaliser par la tolérance religieuse[7] et la liberté de la Presse[8], le programme des philosophes ; il s'intéresse davantage à la sympathie témoignée par Frédéric, dès ses premiers actes[9], au sort

1. *History of Frederick the Great*, éd. cit., t. I, p. 251.
2. *Ibid.*, p. 249.
3. *Ibid.*, p. 249.
4. *Ibid.*, p. 367.
5. *Ibid.*, p. 11.
6. *Ibid.*, p. 11.
7. *Ibid.*, t. III, p. 10.
8. *Ibid.*, t. III, p. 12 et 7.
9. *Ibid.*, p. 6.

matériel des paysans et des ouvriers; il insiste sur le fait que les réformes politiques coïncident avec l'accroissement de l'armée prussienne[1]. C'est là que réside pour Carlyle, la supériorité de ce groupement humain et de son chef légitime. L'un et l'autre, en économisant la poudre et les soldats, que gaspilla Napoléon pour s'assurer une hégémonie éphémère, contraignirent, à force de ténacité hargneuse, l'Europe à accepter leurs justes ambitions[2].

Par ce que la monarchie prussienne réalise, sous sa forme sociale, l'idéal de Carlyle, le type qu'il croit conforme aux lois de la nature, il s'ensuit que tous les actes les moins délicats de sa politique extérieure seront, à ses yeux, complètement justifiés et parfaitement légitimes.

Frédéric II envahit la Silésie sans déclaration de guerre. Carlyle, après avoir insisté sur les conséquences de cet acte, qui va dépouiller un règne des « doux rayons dorés », chers aux philosophes de la cour, pour lui donner « l'éclat de l'acier »[3] : après avoir rappelé les « droits »[4] de la Prusse sur une province, qui la complète géographiquement[5], continue, comme il suit : « Tout à coup, du coin opposé de l'horizon, voyez, une occasion miraculeuse bondit vers ici, rapide, terrible, drapée dans les éclairs comme un courrier des dieux : osez-vous *le* saisir par sa crinière de tonnerres, vous précipiter à cheval, et partir pour l'Empyrée par cette voie rapide, plutôt que par une autre ! Décidez-vous immédiatement : c'est l'instant, ou jamais ! Aucun juge impartial ne peut blâmer le jeune homme, pour avoir mis la main sur cette occasion flamboyante et obéi au nouveau présage. Saisir une pareille opportunité, chevaucher cette monture dangereuse, est le propre d'un jeune roi magnanime, moins sensible aux périls, plus sensible à d'autres considérations, que ne

1. *History of Frederick the Great*, t. III, p. 14.

2. Carlyle revient souvent sur cette idée, *op. cit.*, édit. cit., t. I, p. 6 et 12; t. III, p. 23.

3. *Ibid.*, t. III, p. 93.

4. *Ibid.*, p. 92.

5. *Ibid.*, p. 93.

l'aurait été un autre plus âgé [1] ». A une société forte, parce qu'elle est monarchique, autoritaire et militaire, s'offre une occasion inespérée d'accroître sa puissance, elle eût manqué d'énergie courageuse et de sens pratique, si elle n'en avait pas profité.

Plus explicite encore est la justification que nous donne Carlyle du partage de la Pologne. En cette affaire, Frédéric a simplement « accepté et mis dans sa poche, sans critiquer, ce que la Providence envoyait [2] ». La suppression de la Pologne était un événement inévitable, une opération de la toute-puissante Providence et des lois éternelles de la Nature [3]. Écoutons la démonstration : « Quand une sombre individualité humaine a comblé la mesure de ses inepties méchantes, de ses péchés et de ses brutalités nuisibles, il y a des gibets préparés, il y a des lois préparées ; et vous pouvez, avec des procédés oraux et réguliers, la pendre et l'achever, pour la satisfaction générale. Les nations aussi, vous pouvez en être sûr, réclament la même méthode et en subissent d'ailleurs les applications : la justice du ciel, avec ou sans lois écrites, est la chose la plus indispensable et la plus inévitable que je connaisse dans l'Univers [4] ». Voici le principe et maintenant écoutez l'application : « La nation polonaise était, depuis un siècle, un état anarchique, condamné par les lois éternelles du ciel à mourir, et par conséquent à être progressivement ensevelie ou mangée par ses voisins, ne serait-ce que pour des raisons sanitaires. » Sans doute ces « chirurgiens » faisaient cette « dissection » à leurs risques et périls. « Il appartenait au « ciel » de démontrer qu'ils étaient ses mandataires en les justifiant ultérieurement [5] ». La démonstration fut faite, lorsqu'on vit les provinces annexées à la Prusse, jouir d'une prospérité jusqu'alors ignorée : la terre est défrichée et les

1. *Frederick*, éd. cit., t. III, p. 93.
2. *Ibid.*, t. VI, p. 96.
3. *Ibid.*, p. 95.
4. *Ibid.*, p. 99.
5. *Ibid.*, p. 98.

marais assainis, les villages se dressent et les écoles se peuplent[1]. Le succès achève de légitimer une expansion, déjà justifiée par l'indéniable supériorité de la monarchie prussienne.

L'idéal humain, que nous esquisse Carlyle, se prête aux mêmes conséquences agressives que sa doctrine sociale.

Dans son admiration pour Cromwell, l'auteur de *Sartor Resartus* synthétise tous ses rêves d'action créatrice. On trouve en lui « l'étoffe de l'homme ». « Debout, nu, sans être revêtu de la cotte de mailles de l'esthétisme, il étreint comme un géant, face à face, cœur contre cœur, la vérité nue des choses[2]... En toutes choses nous avons à remarquer le coup d'œil décidé et pratique de cet homme ; il marche toujours vers le réel et le réalisable ; il voit avec sincérité dans les faits ce qu'ils sont[3] ». Tout en lui est sacrifié à l'action. Ne lui demandez pas le débit facile d'une langue colorée. « Ce prophète est muet, ce prophète est incapable de parler. Rude, brouillon, il bataille pour s'exprimer, avec sa sauvage profondeur, avec sa farouche sincérité ; et il paraît si étrange[4] au milieu des fins lettrés et des subtils diplomates ». L'énergie est trop tendue pour laisser à la vie de la pensée, comme à celle du sentiment, la souple aisance qui fait les artistes. La sensibilité, qui le caractérisait dans son enfance et perce dans ses affections[5], a été refoulée. Incapable de se dépenser librement elle éclate en crises périodiques, provoque sous cet épiderme impassible « une confusion chaotique, visions du Diable, rêves nerveux, presque une demi-folie[6] ». Les élégances de la pensée, les jouissances du cœur sont sacrifiées à la vision précise, à l'utilisation immédiate de la réalité[7]. Tout en lui, tout hors

1. *Frederick*, éd. cit., t. VI, p. 101.
2. *Heroes*, éd. cit., p. 193.
3. *Ibid.*, p. 198.
4. *Ibid.*, p. 200.
5. *Ibid.*, p. 195.
6. *Ibid.*, p. 200.
7. Il n'est peut-être pas sans intérêt de faire remarquer combien cette analyse confirme notre esquisse du tempérament anglais. Chap. I, § I.

de lui, aboutit à l'action. Il pacifie et il crée. Il ne borne point ses ambitions à rétablir l'ordre dans les îles anglo-saxonnes ; mais il développe les forces militaires et navales ; se préoccupe, par des enquêtes spéciales, d'accroître l'activité économique. Il jette les bases de l'hégémonie maritime et de l'empire colonial. Il restaure, par des campagnes justifiées et des interventions nécessaires, le prestige britannique [1]. Ni pompe royale, ni préoccupations artistiques, ni guerres inutiles. Son action créatrice est si spontanée, si naturelle qu'elle revêt la forme religieuse d'une certitude morale. Les actes de sa politique intérieure [2], imposés à une majorité récalcitrante, ses guerres contre les ennemis du dedans [3] et du dehors [4], les ambitions qu'il prête à sa race [5], toutes les formes de son activité et toutes les expansions de son énergie lui apparaissent comme autant de manifestations d'une volonté divine, dont il ne serait que l'interprète. Cromwell est si conscient de sa force qu'il en divinise les origines.

Ses vibrations multiples exercent sur l'âme de Carlyle un si étrange attrait qu'il lui est impossible de blâmer les goûts belliqueux de son héros. La lutte contre les Hollandais, menacés dans leur suprématie maritime par le nouvel acte de navigation, lui arrache un cri d'admiration pour « l'opiniâtreté hargneuse » des « dogues » puritains, marins aussi décidés que soldats redoutables [6]. Les dissertations de Cromwell sur le caractère religieux de la guerre contre la catholique Espagne, inspirent à Carlyle quelques pieux commentaires, qui n'ont rien de pacifique : « Écoutez ce que dit Sa Hautesse de ses raisons pour déclarer la guerre à l'Espagne. Les hommes d'État, aussi, s'ils peuvent distinguer là-dedans, ce qui est passager de ce qui est plus durable et éternel,

1. *O. Cromwell's letters and speeches with Elucidations by T. Carlyle.* pet. éd., in-18, Chapman and Hall, t. III, p. 124, 133, 135-6, 151 etc.

2. *O. Cromwell's letters and speeches.* éd. cit., t. III, p. 95.

3. *Ibid.*, t. I, p. 100 et 152.

4. *Ibid.*, t. III, p. 198.

5. *Ibid.*, t. III, p. 58 et 89.

6. *Ibid.*, t. II, p. 316.

peuvent trouver cette déclaration très digne encore d'attention. L'être qui a en lui, qui manifeste dans ses actes « une haine de Dieu » et qui s'en va patronant des mensonges, des illusions pourries, des faussetés effrontées, des injustices pernicieuses, avec cet individu, quel que puisse paraître le volume de son capital argent et de sa prospérité matérielle, je ne conseillerais, ni à une nation, ni à un homme d'État, ni à un être humain de se hâter de conclure une alliance. Ce peuple n'aboutira à rien de bon ; de mauvaises garanties dans sa caisse ; n'ayez point de transactions avec lui. Avec lui, le seul commerce que vous deviez avoir est un duel à mort, lorsque le temps en sera venu[1]. » Entraîné par son admiration pour l'énergie, Carlyle va plus loin encore : il plaide les circonstances atténuantes pour les massacres ordonnés par Cromwell en Irlande. Ces ordres, condamnables en droit puisque les Irlandais luttaient pour le principe de la liberté religieuse, — principe d'ailleurs dont il était impossible d'exiger le respect à cette époque, — étaient justifiés, en fait, par l'anarchie de l'île et les exactions des guérillas[2]. Quoi qu'en puissent penser « les forcenés bavards », partisans de « la suppression des peines capitales », « les philanthropes à la Jean-Jacques », les politiques « de l'eau de rose », c'était un « châtiment » nécessaire, une « opération chirurgicale » indispensable[3].

*
* *

Toutes ces apologies, qu'on les rattache à son idéal humain ou à sa doctrine sociale, présupposent également, la justification de la conquête.

Carlyle ne reconnaît pas aux droits du premier occupant un caractère absolu. La propriété lui apparaît, comme aussi relative que la liberté dont elle est l'expression concrète. Voici, par exemple, les terres tropicales : « Pendant des siècles

1. *O. Cromwells, letters and speeches*, édit. cit., t. III, p. 162.
2. *Ibid.*, t. II, p. 44.
3. *Ibid.*, p. 45, voir encore p. 47 et 56.

innombrables, depuis le premier jour où elles jaillirent boueuses, portées sur le dos des tremblements de terre, hors de leur lit sombre, dans les profondeurs de l'océan, et fumantes, saluèrent le soleil des tropiques, jusqu'au moment où l'homme blanc d'Europe les vit, pour la première fois, il n'y a que trois cents ans, — ces îles n'avaient produit que de la jungle, de la barbarie, des serpents empoisonnés et de la fièvre de marais : les nobles germes de la cannelle, du sucre, du café, du poivre noir et gris attendaient endormies le magicien blanc, qui leur dirait de s'éveiller à la vie ». Pour avoir été féconde, cette conquête des Blancs est légitime : « Le seul propriétaire parfait et éternel (de ces terres tropicales) est le créateur qui les a pétries ; le propriétaire temporaire, plus ou moins mauvais, est celui auquel le créateur a confié cette mission : celui qui a le mieux extrait jusqu'ici de ces îles, les richesses bienfaisantes, dont le créateur les a douées[1] ». Cette force victorieuse, c'est-à-dire créatrice, justifie, aux yeux de Carlyle, non seulement la conquête des terres tropicales par une race qui n'y est point née, mais encore l'obligation, imposée par elle aux indigènes, de contribuer par leur travail à l'exploitation d'une terre qu'ils ont laissée inculte. Essayez de les « décider » à s'associer à vos efforts. « Chaque cocher ou charretier connaît son secret, sans recourir à nos sermons, et l'applique à ses chevaux comme la vraie méthode. Mais si votre nègre ne veut pas être persuadé? Dans ce cas, à n'en pas douter, on agira par la contrainte ; on le doit et il le faut ; et la prière muette qu'inconsciemment le pauvre imbécile adresse à vous, à moi, à tous ceux qui sont plus sages que lui, c'est « contraignez-moi (à travailler)[2] ».

Les mêmes idées générales sont appliquées par Carlyle aux relations des diverses nations civilisées. Il refuse de s'apitoyer avec Augustin Thierry sur le sort des Gallois, refoulés dans leurs montagnes par les Saxons envahisseurs.

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VII, p. 102.
2. *Ibid*, éd. cit., t. VII, p. 86.

« A qui appartenait cette terre de la Grande-Bretagne ? A Dieu, qui l'a faite ; elle est à lui ; elle n'était pas et n'est pas à quelqu'un autre. Lesquelles des créatures de Dieu avaient le droit d'y vivre ? Les loups et les bisons ? Oui, eux, jusqu'à ce que quelqu'un, avec plus de droit, se montrât. Le Celte, « le sauvage primitif de l'Europe », comme un antiquaire hargneux l'appelle, arriva : il prétendait avoir plus de droit, et, en conséquence, non sans attrister les bisons, fit propriété commune. Il avait plus de droit à ce morceau de la terre de Dieu, c'est-à-dire plus de force pour la rendre productrice... Les bisons disparurent ; les Celtes prirent possession et labourèrent. Pour toujours, cela devait-il être ? Hélas « pour toujours » n'est pas un genre qui puisse prendre racine dans ce royaume du temps. Le royaume du temps est, par définition, le royaume de la mort et du changement, du commencement et de la fin. Il n'y a pas de propriété éternelle, excepté celle de Dieu le créateur... Pourquoi cette hysope pousse-t-elle là dans la fente du mur ? Parce que tout l'univers, suffisamment occupé autrement, n'a pu jusqu'ici l'empêcher de pousser ! Elle a le droit et la force [1] ».

Si, en vertu de cette loi, Carlyle condamne les conquêtes éphémères et la politique personnelle de Napoléon Ier [2], il légitime en tout cas l'annexion de la Silésie et le partage de la Pologne, la mainmise de l'Angleterre sur les terres tropicales, les possessions espagnoles et les colonies françaises [3] ; il plaide les circonstances atténuantes pour les massacres d'Irlande et l'esclavage des Antilles. Quelle sera son attitude vis-à-vis de la politique Whig d'intervention européenne, de la politique conservatrice d'expansion impériale, vis-à-vis des deux formes que revêtent les crises belliqueuses au cours du XIXe siècle ?

IV. — Toutes les deux ont-elles trouvé chez Carlyle un

1. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 159.

2. *Heroes*, éd. cit., p. 218, 219, 221. *Frederick the Great*, éd. cit., t. I, p. 6 et 12.

3. *Frederick the Great*, éd. cit., t. VI, p. 431-439.

indulgent spectateur ? Il n'en est rien. L'historien de Frédéric le Grand et de Cromwell, s'il a indéniablement, par les idées exposées et les gloires admirées, semé dans les jeunes intelligences les germes de la réaction belliqueuse, n'en a pas moins combattu les crises, qui, sous ses yeux, venaient compromettre les résultats et menacer la durée de l'ère pacifique.

*
* *

Son hostilité contre la politique interventionniste de lord Palmerston et de lord Beaconsfield qui voulaient entraîner l'Angleterre tour à tour dans des conflits avec la France, la Russie et l'Allemagne, lui est dictée par des convictions sociales : il condamne une diplomatie aventureuse qui détourne l'opinion britannique des réformes nécessaires. La société anglaise, transformée par le libéralisme économique et le radicalisme politique est, à ses yeux, en pleine anarchie. L'opinion, aveuglée par un individualisme abstrait, se refuse à limiter le jeu des intérêts personnels par l'organisation des intérêts collectifs, à superposer aux vies individuelles éphémères et égoïstes, la vie durable des groupements harmonieux.

Comment l'unité qui fait la force et donne la vie peut-elle jaillir des luttes intéressées d'atomes fragiles, d'un si extraordinaire gaspillage d'énergies? « L'offre et la demande, la non-intervention, l'initiative privée, le Remède du Temps », telles sont les formules dont on rabâche les oreilles du public, jusqu'à ce que « la vie industrielle de l'Angleterre nous apparaisse sur le point de devenir rapidement un vaste marais empoisonné, qui exhale des vapeurs pestilentielles, mauvaises pour la santé physique et morale, un hideux et *vivant* Golgotha d'âmes et de corps enterrés vivants[1] ». Cet individualisme ne provoque pas seulement des souffrances sans nom : il entraîne l'opinion anglaise à saper progressivement les bases sur lesquelles s'édifient, d'après Carlyle, les sociétés

1. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 27.

fortes. Le principe aristocratique est menacé par la campagne d'idées théoriques et de réformes pratiques, dirigée contre l'oligarchie foncière. En la frappant par des lois financières et économiques dans sa richesse, par le développement des corps locaux et des services publics dans son autorité, le libéralisme politique atteint une des forces matérielles et morales de l'Angleterre[1]. Le principe d'autorité est sapé par l'extension des droits parlementaires et l'élargissement progressif du corps électoral. Et, dans une brochure célèbre, Carlyle a couvert d'opprobres la Chambre des communes[2]. L'anémie du pouvoir exécutif lui a inspiré les sarcasmes les plus violents : « Un gouvernement ballotté et voguant à la dérive sur des tourbillons de marais et des déluges de boue, flottant au-dessus, d'une manière visible, sans direction, comme la carcasse d'un âne noyé »[3]; telle est la comparaison que lui inspire l'anarchie contemporaine. Seul, le principe militaire est encore debout. Nul n'a osé détruire l'armée. Elle constitue « une réalité »[4] intacte, une « espérance » légitime. Il suffirait pour mettre un terme à la désorganisation sociale, d'appliquer ses forces à d'autres tâches que l'exercice, sa méthode à d'autres services que celui du *War office*[5].

Un conflit européen constituerait-il un moyen efficace pour pénétrer d'un souffle réformateur la société anarchique? Carlyle ne le croit pas. Quelles que soient les misères morales et les souffrances matérielles dont nous gratifie « la paix actuelle[6] », il importe de ne point la troubler.

« Des guerres européennes, je ne puis, en vérité, m'en rappeler aucune, depuis la dernière lutte entreprise par Olivier Cromwell pour le protestantisme et l'affranchissement contre l'Espagne papiste et anti-chrétienne, il y a quelques

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 150, 211, 242.
2. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., chap. VI.
3. *Id.*, p. 29.
4. *Past and Present*, éd. cit., p. 224.
5. *Ibid.*, p. 225 et 226.
6. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 275.

deux cents ans, pour laquelle j'aurais, quant à moi, donné ma vie, avec quelque ardeur, ou, en fait, souscrit de l'argent pour une somme de quelque importance[1] ». Et voici comment Carlyle justifie son opinion. En fait, les guerres deviendraient « de moins en moins nécessaires », et dans un sens « inutiles, si nous avions un peu de sagesse et un ministère des Affaires étrangères sur un bon pied[2] ». L'Europe, grâce aux communications plus faciles, aux relations plus étroites, aux journaux plus nombreux, forme « une seule paroisse ; ses paroissiens étant, comme nous le sommes nous-mêmes, en immense majorité des gens paisibles et laborieux, pourraient, s'ils étaient assez bien dirigés, n'avoir presque pas de dispositions à se quereller. Leurs intérêts économiques sont les mêmes : acheter ou vendre dans le marché le moins ou le plus cher ; leur foi, quelles que soient leurs convictions religieuses, est identique. « Détruire les mensonges par tous les moyens, barricades y compris. Pourquoi se quereller-aient-ils[3] ? » D'ailleurs « se battre avec ses voisins n'a jamais été et est moins que jamais le véritable métier de l'Angleterre. Pour bien d'autres tâches, le peuple anglais a été créé dans ce monde, envoyé du fond de l'Éternité, pour marquer de son histoire certaines périodes dans le cours des heures sublunaires[4] » ; et nous aurons à préciser sa mission coloniale. Condamnée par l'histoire anglaise et la réalité des faits, une politique belliqueuse l'est enfin par les nécessités actuelles. Pour régénérer la société anglaise désorganisée, il faut de l'énergie, il faut de l'argent : « N'est-il pas scandaleux de penser qu'un premier ministre pourrait trouver dans l'année, comme je l'ai vu faire, 120.000.000 livres sterling pour fusiller les Français : et nous sommes arrêtés net, parce que nous avons besoin de la centième partie de cette somme pour..... sauver de la mort les corps des

1. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 145.
2. *Ibid.*, p. 145.
3. *Ibid.*, p. 138.
4. C'est-à-dire terrestres, *id.*, p. 147.

Anglais, les âmes des Anglais », créer deux services, qui organiseraient l'un l'émigration et l'autre l'instruction[1]. Et, un peu plus tard, au milieu de l'émotion produite en Angleterre par notre Révolution de 1848, il s'indigne contre les Parlementaires, contre les Ministres, qui pendant des journées entières débitent des discours, rédigent des dépêches sur des « questions Grecques, Portugaises, Espagnoles, Françaises, Égyptiennes et Éthiopiennes, décident le Lion Britannique à verser, avec une certaine rapidité cependant, une larme constitutionnelle sur le sort de Pacifico, l'extraordinaire Juif de Gibraltar », mais ne trouvent pas une heure pour résoudre le Problème Irlandais[2].

Contre les principaux actes de cet interventionnisme périodique, Carlyle a protesté, entraîné parfois par des sympathies personnelles, toujours par des préoccupations sociales. En 1842-1843, dans *Past and Present* il supplie ses compatriotes de songer à d'autres « victoires » que celles remportées sur « leurs pauvres frères de France[3] », d' « en venir aux mains » avec d'autres ennemis que « les Français, qui, pauvres gens, ont bien assez à batailler chez eux[4] ». Il faut penser à combattre, à vaincre « les démons de la discorde, de la paresse, de l'injustice, de la déraison[5] ». Bien avant la guerre de Crimée, il avait exprimé son admiration pour les « Russes silencieux » qui « dressent tous les habitants de l'Asie sauvage et l'Europe sauvage » en autant de « files de soldats alignés » et rapproché leur œuvre de celle des Romains[6]. A la veille du conflit, il affirme, « qu'en dépit des prophéties des journalistes le czar de Russie ne troublait nullement le repos de ses nuits[7] ». Et lorsque la guerre éclate, il réfute les justifications, critique « la théorie de la

1. *Past and Present*, ed. cit., p. 229.
2. *Latter Day Pamphlets*, ed. cit., p. 93-94.
3. *Past and Present*, ed. cit., p. 254.
4. *Ibid.*, p. 225.
5. *Ibid.*, p. 254.
6. *Ibid.*, p. 138.
7. *Latter Day Pamphlets*, ed. cit., p. 138.

balance des Pouvoirs », raille l'alliance avec Napoléon III « ce scandaleux capitaine », choisi par les Français comme Barabbas par les Juifs, condamne la sympathie témoignée à la Turquie « paresseuse, laide, sensuelle, sombrement fanatique..... Je n'achèterais pas son maintien en Europe au taux de cinquante centimes par siècle. » La bataille de l'Alma lui apparaît comme « une terrible, presque horrible opération » ; et il refuse de s'associer à l'enthousiasme avec lequel Tennyson salue Balaclava et Inkermann[1]. En 1867, il met encore l'opinion britannique en garde contre les hallucinations du prestige et lui rappelle les devoirs que dicte, les efforts qu'exige sa situation intérieure[2]. Si, en 1870, entraîné par ses sympathies allemandes et ses antipathies françaises, il demande à l'opinion britannique d'assister impassible à une victoire, que légitiment à ses yeux la supériorité politique de la monarchie prussienne et la supériorité morale de son peuple[3], il n'en reste pas moins fidèle à sa politique de non-intervention. Plus caractéristique, en tout cas, fut sa dernière manifestation pacifique. Lorsqu'il voit lord Beaconsfield lancer, de gaîté de cœur, en 1878, son pays dans un conflit avec la Russie, Carlyle oublie sa récente réconciliation avec l'homme d'État, les espérances qu'ils avaient fondées sur son programme de conservation politique et de réformes sociales, et écrit au *Times* une lettre retentissante, qui sert la cause de la paix et aide les efforts de Gladstone.

Ces gestes pacifiques méritaient d'être rappelés. Dictés à Carlyle par les nécessités de son temps et les préoccupations de sa conscience, ils complètent l'analyse de ses idées sur la guerre, sans en atténuer les dangers ni en détruire l'unité.

*
* *

Il n'en compromet pas davantage l'harmonie, en justifiant les rigueurs de l'expansion coloniale.

1. J. Nichol. *o. cit.*, p. 120 et 121.
2. *Critical and Miscellaneons Essays*, éd. cit,, t. VII, p. 230.
3. *Ibid.*, p. 247.

Lorsqu'éclate la révolte des Cipayes il partage la surprise indignée, la méprisante colère des répresseurs les plus farouches : « Les lèvres ne sauraient dire les horreurs commises sur les Anglais par ces hyènes en révoltes. Permettez aux hyènes de se révolter, et d'étranges choses suivront[1] ». Plus tard, des libéraux, comme J.-Stuart Mill, John Bright, Frédérick Harrison, Fawcett, Goldwin Smith, Herbert Spencer, se constituent en comité pour réclamer la punition du gouverneur Eyre, coupable d'avoir enrayé une révolte à la Jamaïque, en appliquant avec rigueur la loi Martiale. Carlyle proteste avec son disciple Ruskin. Il demande au Gouvernement de rendre à Eyre son poste et son traitement. Il lutte pour « l'homme brave, paisible, chevaleresque, à qui, lorsque le navire était en feu, on demandait des explications, parce qu'il avait jeté un ou deux seaux d'eau dans la cale avant que ce fût nécessaire. Il avait peut-être détérioré une partie de la cargaison, mais il avait sauvé le navire, et méritait d'être fait Dictateur de la Jamaïque pour les vingt-cinq années suivantes : il gouvernerait d'après la méthode du Dr Francia, au Paraguay[2] »

Et si des menaces extérieures venaient compromettre l'unité de l'Empire colonial, Carlyle justifierait tout recours à la force : « Les guerres étrangères sont quelquefois inévitables. Nous-mêmes au cours d'un négoce naturel et d'une louable activité, nous nous sommes trouvés, de temps en temps, aux prises avec des situations ambiguës, entraînés dans des querelles qu'il fallait régler, et qu'on ne pouvait régler sans combat. Les îles du Sucre, les îles des Épices, les Indes, les Canadas, ces terres, par un décret certain du Ciel étaient nôtres ; et personne n'a voulu ou pu y croire, jusqu'à ce qu'il ait été vérifié par la loi du canon et *ainsi* prouvé[3] ». Il faut conserver et étendre l'Empire

1. J. Nichol, *o. cit.*, p. 121.

2. *Ibid.*, p. 139. Voy. aussi *Critical and Miscellaneous Essays*, t. VII, p. 1, éd. cit.

3. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 145.

les armes à la main. Sa prospérité matérielle donne à ces guerres la sanction du succès et de la force, de la justice et du droit. Les caractères propres à l'âme anglaise, cette énergie[1], si réaliste qu'elle impose à la pensée le mépris des constructions logiques et la haine des utopies révolutionnaires[2], si créatrice qu'elle excelle dans les œuvres industrielles et commerçantes[3], si indomptable qu'elle ressemble à je ne sais quelle « rage » concentrée et préfère la mort à la défaite[4], cette volonté, par son intensité, sa régularité et sa fécondité, donne à la race anglaise, l'indéniable supériorité qui légitime les rêves impériaux[5].

*
* *

Logique dans ses campagnes contres les crises belliqueuses, Carlyle ne l'est pas moins, en réservant toute son indulgence à la poussée d'impérialisme conquérant, dont il a vu poindre la lointaine lueur. Ses paroles de paix et ses paroles de guerre sont dictées par la même doctrine de réorganisation sociale. Pour que l'Angleterre, menacée d'une crise redoutable puisse retrouver son équilibre en restaurant le principe d'autorité, il faut que les réformes ouvrières ne soient point troublées par des guerres européennes et que l'expansion coloniale ouvre des débouchés à une industrie stagnante, à une population trop dense. Ses gestes d'apôtre et ses gestes de soldat sont imposés par le même culte de l'Energie humaine : il proteste contre les déviations inutiles, il encourage les efforts nécessaires de la volonté britannique.

§ II

Les idées et les indulgences de Carlyle se retrouvent, plus ou moins modifiées, chez tous les idéalistes. L'importance et

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 135-147.
2. *Ibid.*, p. 140.
3. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VI, p. 160.
4. *Ibid.*, t. VI, p. 129 et *Past*, p. 141.
5. *Critical and Miscellaneous Essays*, éd. cit., t. VII, p. 222, 231.

l'ardeur de leurs sympathies pacifiques varient avec le rôle que jouent dans leurs œuvres, dans leurs vies, les angoisses sociales. Ruskin plus que Carlyle, Dickens plus que Ruskin ont lutté contre les poussées belliqueuses.

I. — A l'occasion du conflit sud-africain, des journalistes ont consacré des articles [1], les auteurs des chapitres [2], à rechercher quels auraient été les jugements portés par l'auteur des *Peintres modernes* sur la conduite de ses compatriotes.

*
* *

Les uns et les autres, ont relevé avec soin, dans son œuvre, les moindres passages qui se prêtaient à une interprétation partiale. Une allusion obscure à « l'art de la guerre », considéré comme un des actes les plus importants de notre vie intellectuelle et physique [3] ; un mot aimable sur l'influence esthétique et l'action moralisatrice que les Grecs attachent à l'éducation du soldat [4] ; une phrase peu sévère sur les guerres féodales [5] étaient considérés comme des témoignages importants. On citait un passage bien connu ou Ruskin affirme que « les plus beaux caractères, qui se soient encore épanouis au milieu des hommes, avaient été formés par la guerre ; toutes les grandes nations ont été des nations guerrières ». Mais on avait grand soin de ne pas relever quatre lignes plus haut, ce jugement sévère [6] : « La conviction, dont je m'inspire dans mes actes, est que la guerre cause une somme incalculable de souffrances humaines faciles à éviter : elle devrait cesser chez les nations chrétiennes. Aussi, quand quelques-uns de mes camarades d'enfance désirent être soldats, je fais tout mon possible pour les amener, à ce que je

1. Par exemple : *Christian World*, 25 janvier 1900. — *Brit. Weekly*, 1er février 1900.

2. Par exemple : J. A. Hobson, *Ruskin a sa social Reformer*, appendice I.

3. *Stones of Venice*, I, appendice, 14, éd. in-quarto.

4. *Art of England*, p. 99, éd. in-quarto.

5. *Verona*, p. 21.

6. *Crown of Wild Olive*, p. 209-210.

considère comme un meilleur dessein. » Pour effacer l'impression que produirait une déclaration aussi nette, on rappelle d'autres pages où notre auteur s'étend sur la sauvage poésie du métier désintéressé des armes [1]. On oublie volontairement qu'il ne s'agit que de boutades, où le moraliste, par son goût apparent pour la discipline et la pauvreté du soldat, veut avant tout exprimer, avec une précision nouvelle, sa colère contre l'anarchie économique et la soif d'argent du temps présent [2].

Il n'y a vraiment, dans toute l'œuvre de Ruskin, que deux passages où, abordant franchement le problème, il semble accorder à la guerre une certaine action bienfaisante. Dans *Crown of Wild Olive*, il se place sur le terrain esthétique et proclame, pour le plus grand étonnement du lecteur, qu' « il n'y a pas d'art chez un peuple de bergers, s'il reste en paix ; il n'y a pas d'art chez un peuple de laboureurs, s'il reste en paix. Le commerce est simplement compatible avec un art délicat, mais ne peut le produire. L'Industrie non seulement est incapable de le produire, mais invariablement détruit les moindres germes existants. Il n'y a pas d'autre grand art possible pour une nation, que celui qui a son fondement dans la bataille [3] ». Cette influence de la guerre sur le développement artistique des nations, — influence qu'il s'efforce de prouver en citant l'exemple au moins inattendu de la pacifique Égypte —, il serait aisé de la nier, non seulement en reprenant des passages mêmes de Ruskin [4], mais encore en invoquant des faits historiques. Il est inutile de rappeler le rôle joué par la prospérité commerciale dans la formation de l'art italien et hollandais et de montrer que de ce qu'un peuple possède à la fois des qualités de soldat et des dons d'artiste, on ne saurait conclure à un rapport quelconque entre l'art destructeur de la guerre et les arts constructeurs

1. *Unto this last*, p. 19, p. 15, 25, 31, 102. *Crown of Wild Olive* p. 100.
2. *Unto*, p. 15, 25. — *Crown*, p. 100.
3. *Crown of Wild Olive*, p. 116.
4. *A Joy for ever*, p. 83-84.

de la paix. Ruskin a d'ailleurs soin de restreindre, dans la même conférence, la portée de ses affirmations. Il commence par protester de son mépris pour les guerres de brigandages et de conquêtes, « celles qui ne construisent que des tombeaux », il n'a voulu parler que des combats « créateurs », ceux dans lesquels l'ambition naturelle et l'instinct de conservation sont purifiés par « la noblesse des institutions et la pureté des foyers à défendre » ou l'étendue du « mal » à détruire [1]. Il fait plus que limiter son admiration aux interventions justes et aux défenses nationales ; il explique ce qu'il a voulu dire par « action bienfaisante » de certaines guerres. Ce n'est pas tant le combat qui a une influence heureuse que la préparation aux batailles ; et il revient encore sur les vertus morales et antiques du soldat. Aujourd'hui, les arts devenus des objets de luxe et de corruption « se fanent au point de disparaître, dans toutes les nations complètement tranquilles et ne subsistent — en partie — que chez des races qui, comme les Français et nous, ont *encore des pensées*, quoique nous ne puissions pas tous vivre des vies de soldats [2] ».

C'est, avec les mêmes restrictions, que, dans un passage célèbre de *Modern Painters*, Ruskin avait développé, dix ans auparavant, les mêmes idées. Là aussi, il distingue entre les combats injustifiables et les guerres justes [3] ; là aussi, il ne s'étend que sur l'analyse de sentiments moraux. Il s'adresse « à ceux qui ne peuvent plus voir le soleil se lever ni contempler la lumière qui monte, tandis qu'elle colore les nuages de l'Orient, sans se demander quelles tombes elle a colorées, — bien avant, là-bas, au-dessous de la ligne sombre de l'horizon ; — à ceux qui ne verront plus le safran fleurir au printemps, sans se demander quelle poussière nourrit les fleurs sauvages de Balaclava ». Il se penche sur ces âmes désolées ; il scrute leurs plaies, devine leurs espérances et

1. *Crown of Wild Olive*, p. 124-125.
2. *Ibid.*, p. 122.
3. *Modern Painters*, III, p. 337, éd. in-quarto.

s'écrie : « Ils connaissent (ces parents en deuil) la force du sacrifice; ils savent que ses flammes peuvent illuminer aussi bien que consumer ; ils sont liés par de nouvelles fidélités, à tous ceux qu'ils ont sauvés, — par un nouvel amour à tous ceux pour qui ils ont souffert ; chaque affection, qui paraissait s'évanouir avec ces taches pâles de la vie dans la poussière, a été reportée par ceux qui n'en ont plus besoin sur la cause pour laquelle ils sont morts ; et chaque bras, qui tombe en poussière et n'enlacera plus les bien-aimés, leur a légué sa force et sa fidélité [1] ».

Comme elles diffèrent, ces lignes tendres, où vibre une âme aimante avec toute l'harmonie d'un instrument grave et doux, des farouches et sanglantes apologies des de Maistre et des de Moltke !

*
* *

Un pacifique, voilà ce que fut Ruskin; c'est ce qui ressort non seulement du caractère de son influence et de ses idées générales, mais aussi des condamnations qu'il a maintes fois prononcées contre la guerre.

De jour en jour, elles revêtirent une forme plus véhémente. Ce n'est pas qu'il ait pris, avec les années, une conception plus nette de ce qui n'était que la conséquence logique de son tempérament et l'application nécessaire de ses théories, mais c'est qu'il avait assisté à un spectacle, que ses contemporains n'oublieront jamais. Il avait vu des paysages qui lui étaient chers, les coteaux de la Marne et de la Seine, la vallée de la Loire, dépouillés du ton joyeux de leurs feuillages et drapés dans le blanc suaire des neiges, troublés dans leur sommeil hivernal par les échos du canon et les plaintes des mourants. Il avait vu les grises silhouettes de ses cathédrales bien-aimées, agenouillées dans leurs robes de pierre, menacées par les inutiles cruautés d'un artilleur ignorant. Il avait songé aux richesses accumulées dans les champs et dans les cités, par des années de labeur et gaspillées en

1. *Modern Painters*, III, p. 335, éd. in-quarto.

quelques mois ; aux trésors d'intelligence lucide et d'énergie virile, dépensés à creuser des tombes ; au sang répandu, aux larmes versées et aux haines créées, de par la volonté de quelques hommes d'Etat, qui s'étaient arrogé le droit de conduire les peuples vers le bonheur et vers le progrès. Un long tressaillement avait ébranlé son âme indignée ; et il avait rempli de sa colère ses premières lettres aux ouvriers anglais [1].

Mais Ruskin n'avait pas attendu jusqu'en 1870 pour flétrir les gloires destructrices des champs de bataille. Tantôt en des phrases cinglantes comme des coups de fouet, il condamne la guerre comme un « assassinat [2] », un « fléau » analogue à la peste et à la famine [3], et qui vient vicier l'air des cieux [4]. Tantôt, il la considère comme un mal artificiel, contraire à la nature et il en fait peser la responsabilité sur la Société contemporaine et le Capitalisme moderne [5]. Dans d'autres pages, Ruskin a été moins bref et partant plus précis encore. Il a distingué les guerres en deux catégories et il les a l'une et l'autre blâmées. Souvent, la guerre n'est qu'un sport, un jeu, apprécié en raison directe de la variété des émotions qu'il donne — pour lequel on s'habille de rouge et d'or. Ce que coûte ce jeu, ils le savent, « le tailleur de diamants, dont la vue s'use sur les pierres ; le tisserand, dont les muscles s'usent sur sa toile ; le forgeron, dont les poumons s'usent devant les hauts-fourneaux — eux qui ont toute la peine et n'ont point le « plaisir [6] ». Et quel sport que celui qui n'est plus la lutte courtoise des guerriers spartiates, drapés dans leurs manteaux rouges, abrités derrière leurs boucliers étincelants, confiants dans les Muses dont ils ont évoqué les sages conseils, décidés à conserver à la

1. *Fors clavigera*, t. I, lettre II et IV, p. 34 et 76, éd. in-18.
2. *Mornings in Florence*, p. 126.
3. *Unto this last*, p. 157.
4. *Fors clavigera*, t. I, lettre V, p. 97.
5. *Munera Pulveris*, préf. p. 26-27 et aussi 97, 190.
6. *Crown of Wild Olive*, p. 35.

guerre, en limitant sa durée et ses effets, son caractère de tournoi élégant, mais l'impitoyable choc de deux foules sordides et poussiéreuses, laissant derrière elles, des milliers de cadavres en lambeaux, des moissons en feu et des villes en ruines [1]. Qu'on prenne les mesures nécessaires pour mettre un terme à des jeux si disgracieux et si destructeurs ! Et puisque les amateurs se recrutent parmi les paresseux et les désœuvrés de ce monde, pour Dieu, apprenons-leur à se complaire dans les œuvres de vie [2], à semer et à bâtir ! C'est en développant les mêmes sentiments qu'on pourra combattre l'esprit de conquête, cette seconde source des guerres modernes. Il faut le détruire chez les hommes d'Etat et chez les peuples. Aux chefs politiques il importe de rappeler que la tâche de veiller sur les progrès économiques, intellectuels et moraux de plusieurs millions d'hommes est assez lourde pour les occuper entièrement. Supposons que « l'un de nous eût à diriger un district de quelques centaines de milles carrés, et fût décidé à faire pour lui le plus qu'il pût, à lui faire nourrir le plus de personnes possible, à rendre chaque motte productrice, chaque roc définitif, chaque être humain heureux. N'aurions-nous pas, pensez-vous, un assez lourd fardeau entre nos mains [3] ? » Aux nations il faut prouver que « la force est dans leur unité, dans leurs vertus, non dans l'espace qu'elles occupent : un petit groupe de cœurs sages vaut mieux qu'un désert rempli de fous ; — et seul ce peuple développe son territoire qui se développe lui-même [4]. »

Mais alors, si Ruskin condamne avec la même sévérité la guerre, qu'elle soit le résultat d'une ambition nationale ou l'expansion d'une activité débordante, comment expliquer qu'il ait pu apparaître à quelques lecteurs comme un admirateur des batailles ? Il est inutile, pour répondre, d'invo-

1. *Crown of Wild Olive*, p. 138-139.
2. *Ibid.*, p. 126.
3. *Crown of Wild Olive*, p. 145-146.
4. *Ibid.*, p. 148.

quer l'indifférence trop connue de Ruskin pour les contradictions[1].

Ruskin, en cette matière délicate et contrairement aux habitudes de son esprit, n'a pas été un utopiste. Il a considéré la guerre comme juste dans deux cas : quand on veut se défendre[2], et quand on doit secourir et protéger[3]. Il a jugé que le désarmement était impossible à réaliser immédiatement[4]. Il a même soutenu dans un passage admirable, qu'il y avait une paix plus ignominieuse et plus néfaste que la guerre elle-même : « Vous pouvez l'acheter votre paix par le silence imposé à vos consciences; vous pouvez l'acheter avec des engagements brisés, l'acheter avec des mots mensongers, l'acheter avec de basses connivences, l'acheter avec le sang des victimes égorgées, le cri des captifs et le silence des âmes perdues — sur des hémisphères entiers de la terre, — tandis que vous êtes calmement assis, souriant à vos cœurs sereins, — bégayant des prières commodes matin et soir, comptant vos gracieux lits protestants, (qui sont plats et en or, au lieu d'être ronds et en ébène comme étaient ceux des moines); et vous murmurez ainsi continuellement : « Paix, Paix », quand il n'y a point de paix, mais seulement la captivité et la mort pour vous, aussi bien que pour ceux que vous laissez sans secours; — et les vôtres sont plus sombres encore que les leurs[5] ». En lisant ces lignes qui condamnent le lâche abandon d'un devoir, masqué derrière les protestations intéressées de sentiments hypocrites, on évoque le souvenir de longs massacres prémédités, qui se déroulèrent devant une Europe indifférente et des Parlements muets, tandis que les fonds turcs montaient à la Bourse et qu'un souverain très chrétien se préparait à recommander

1. Nous nous sommes efforcés dans d'autres pages de les expliquer, en faisant la psychologie intellectuelle de Ruskin. *J. Ruskin*, p. 176.

2. *Fors Clavigera*, I. p. 298.

3. *Crown of Wild Olive*, p. 150. *Unto this last*, p. 154.

4. *Fors Clavigera*, I. Lettre 21, p. 419.

5. *The Two Paths*, p. 244-245.

l'auteur de ces boucheries à la protection divine et à lui donner une fraternelle accolade !

Mais si l'intervention à main armée est parfois le plus respectable des droits et le plus sacré des devoirs ; si, pour faire respecter l'un et accomplir l'autre, il est encore nécessaire de conserver canons et soldats, il importe d'apporter des réformes, d'éviter les déperditions de forces inutiles, et surtout de hâter l'avènement de jours meilleurs. Pour empêcher que la caserne, édifice encore nécessaire aux sociétés modernes, ne soit pour elles une source de difficultés politiques et de dangers moraux, il faut que l'armée soit nationale et éducatrice. Nationale — par conséquent elle ne sera ni un corps de mercenaires, ni une caste dans l'Etat. L'armée ne doit être ni un ramassis de pauvres diables, heureux de risquer leur vie en échange d'une existence assurée et de quelques pillages occasionnels [1], ni le groupement isolé, au milieu du reste de la nation, « des tempéraments vigoureux et audacieux [2] ». Le soldat restera toujours citoyen. « Il s'engage, vis-à-vis de son pays, à mourir pour la garde de ses vertus domestiques, de ses lois justes, de son honneur souillé ou menacé [3]. » L'armée, enfin, doit être éducatrice. Il faut lutter contre l'ignorance et la brutalité chaque jour croissantes du soldat anglais [4] ; montrer aux simples fantassins et cavaliers que, puisqu'ils ont consacré leur vie à l'Angleterre, ils doivent la lui donner tout entière, une vie innocente, sans tache, parfaite, une vie de chevaliers... « Vous pouvez vous appeler « canonniers » au lieu de « chevaliers », mais ce n'est point une raison pour ne pas vous appeler « hommes de vérité ». Il importe de rappeler aux officiers que le droit de commander leur interdit d'être des ignorants et des paresseux. « La perte de quelques instants se traduira demain par la perte de vies et chaque seconde que vous prenez négligem-

1. *Fors Clavigera*, V, Lettre XIV, p. 278.
2. *Crown of Wild Olive*, p. 151-156.
3. *Crown of Wild Olive*, p. 157.
4. *Love's Meinie*, p. 184-185, *Two Paths*, p. 242.

ment pour vous amuser, vous l'achetez avec du sang[1] ».

Un jour viendra où ces mots ne seront plus prononcés : les soldats ne seront bientôt que des hommes de dévouement répandus le long des plages dangereuses, au pied des passes difficiles, auprès des terres à défricher et des marécages à dessécher, partout où il y aura des vies humaines à sauver[2]. Si Ruskin, en effet, ne croyait pas aux transformations immédiates, il n'en stigmatisait pas moins l'ineptie des dépenses militaires qui pourraient être consacrées à effacer tant de misères et à préparer tant de progrès[3], le caractère odieux de ces efforts pour perfectionner et vendre des instruments de destruction[4]. Convaincu que l'idée de patrie était aussi conciliable avec celle de l'humanité[5], que l'idée de famille avec celle de nation, il célèbre en d'admirables paroles la grandeur de la paix. Après avoir rappelé les bienfaits promis « par le livre de l'éternelle sagesse à ceux qui répandront la paix[6] », il s'écrie : un jour viendra où les nations se donneront un gouvernement qui « réprimera la malhonnêteté comme il réprime aujourd'hui le vol ; qui montrera comment on peut trouver dans la discipline des masses un secours pour les travaux de la paix, de même que jusqu'à ce jour la discipline des masses resserre les liens de la bataille ; — un gouvernement qui aura les soldats de la charrue aussi bien que les soldats de l'épée et qui distribuera avec plus de fierté les croix dorées de l'industrie, dorées comme la splendeur des moissons, qu'il n'accorde aujourd'hui les croix bronzées de l'honneur — bronzées avec l'écarlate du sang[7]. » Sans doute, pour bien des années encore, le glaive de toute nation juste devra être tiré : « ce ne sera

1. *Crown*, p. 162 et 163.
2. *Time and Tide*, p. 215.
3. *Time and Tide*, p. 23-24. *Sesame*, p. 84. *Fors Clavigera*, I, Lettre XV, p. 297.
4. *Fors Clavigera*, I, Lettre VIII, p. 149, Lettre VII, p. 144.
5. *A joy for ever*, p. 94.
6. *Time and Tide*, p. 170.
7. *A joy for ever*, p. 19.

pas en supportant les souffrances des autres, mais en offrant les nôtres, que vous hâterez l'approche du jour où le grand changement passera sur l'acier du monde, quand les hommes forgeront leurs épées en socs de charrue, leurs lances en serpes et n'apprendront plus l'art de la guerre[1]. »

Pour préparer l'avènement de cette ère nouvelle, il faut réglementer, avec précision, le droit d'intervention des États[2], interdire les emprunts consentis par les neutres aux belligérants[3], hâter le développement intellectuel[4] et religieux[5] de l'humanité. Il faut surtout faire appel aux femmes et aux penseurs. Les femmes seraient coupables si elles ne consacraient pas leurs forces et n'utilisaient point leur influence à faire disparaître le plus terrible des maux, celui qui les atteint dans leurs affections les plus chères et leurs espérances les plus douces. Qu'elles ne ferment point leurs oreilles et leurs yeux ; mais qu'elles regardent le spectacle, qu'elles entendent les plaintes des champs de bataille. Elles découvriront, dans les gémissements qui montent vers elles, dans les soirs empourprés des combats, comme une suprême protestation contre leur indifférence, un dernier appel à leur intervention. Il faut que les mères évitent aux fils les souffrances des pères[6]. Il est impossible que les femmes se détournent encore de ce spectacle et se dérobent à cette tâche. Il est impossible qu'elles continuent « à s'enfermer derrière les murs de leurs parcs et les grilles de leurs jardins, à se contenter de savoir qu'il y a au delà tout un monde à l'état sauvage, un monde de secrets qu'elles n'osent point pénétrer et de souffrances qu'elles n'osent pas concevoir[7] ». Si les femmes doivent préparer l'avènement du règne de la paix, au nom de la fraternité des cœurs, les littérateurs devront à leur tour le hâter

1. *Two paths*, p. 246.
2. *Time and tide*, p. 169.
3. *Sesame and Lilies*, § 46-48.
4. *Time and Tide*, p. 192,
5. *Crown of Wild Olive*, p. 171.
6. *Ibid.*, p. 169.
7. *Sesame and Lilies*, p. 136.

au nom de la fraternité des pensées. Les femmes apaiseront les querelles internationales en invoquant les affections communes à tous les hommes ; les littérateurs sauront les éviter en apprenant aux intelligences à se comprendre et à s'aimer, en les rapprochant dans une commune admiration du beau et du vrai. « La littérature accomplira sa tâche non plus en gaspillant nos heures dans des discussions politiques ou des fictions paresseuses, mais en élevant notre imagination à la hauteur de ce qui peut être noble, honnête et heureux dans la vie actuelle, en nous donnant, quoique nous puissions être nous-mêmes pauvres et inconnus, l'amitié des pensées-sœurs les plus sages, de toute époque et de tout pays, en aidant à la communication des idées claires et des projets sincères entre les nations séparées, qui, enfin, respireront calmement sur les bords de l'océan des passions aveugles, et transformeront en des jours si sereins l'hiver du monde, que les oiseaux des airs pourront avoir leurs nids en paix, et le Fils de l'homme où poser sa tête[1] ».

*
* *

Ruskin fut un pacifique. L'historien qui condamne à l'avance la gallophobie, en suppliant la France et l'Angleterre d'unir leurs « forces différentes pour lutter pour la justice, la pitié et la vérité à travers le monde »[2] ; le moraliste qui flétrit les spectateurs impassibles, qui assistent aux batailles sans vouloir en comprendre les horreurs, en flétrir les iniquités, mais qui s'enferment dans leurs chambres bien closes, où ne montent jusqu'à eux « que des cris à moitié étouffés, un murmure, comme un soupir de la brise[3], quand des milliers d'âmes expirent » ; le patriote qui veut que l'Angleterre devienne « une île couronnée, une source de lumière pour le monde entier, un *centre de paix*, la maîtresse des sciences et des arts ; gardienne des grands souvenirs, au

1. *Eagle's nest*, p. 224.
2. *Modern painters*, p. 339, t. III, éd. in-quarto.
3. *Lectures on art*, p. 38.

milieu des visions irrespectueuses et éphémères ; servante fidèle *des principes qui ont subi l'épreuve du temps, au milieu des expériences folles et des désirs licencieux*[1] », Ruskin ne pouvait s'incliner docilement devant les crises belliqueuses. S'il a vu dans la guerre de Crimée une intervention nécessaire contre un empire dangereux, son erreur a été partagée par la majeure partie des Libéraux et par Gladstone. S'il s'est associé aux efforts de Carlyle pour justifier le gouverneur Eyre, il ne faisait qu'obéir aux conséquences rigoureuses de sa doctrine coloniale[2]. Mais, d'autre part, Ruskin a protesté contre les paniques intermittentes qui venaient troubler les relations franco-anglaises[3], combattu en 1878 la politique aventureuse de lord Beaconsfield[4]. Il n'a pas à son actif que des paroles, mais aussi des gestes de paix.

II. — Si Dickens n'est uni à Ruskin que par les vibrations communes de leur sensibilité et les caractères identiques de leur idéal[5], il est lié à Carlyle par des chaînes plus étroites et des souvenirs plus intimes. Dans ses œuvres, les sarcasmes de *Sartor Resartus* sur le vêtement humain[6], les apostrophes de *Latter Day Pamphlets* sur l'anarchie politique[7] ont laissé des traces durables. Sur la pensée de Dickens, la doctrine de Carlyle, son apologie du gouvernement aristocratique et et de la réorganisation économique, a marqué une empreinte profonde[8]. Dickens, cependant, n'a point adopté, vis-à-vis des problèmes de la paix et de la guerre, la philosophie Car-

1. *Lectures ou art*, p. 37.

2. Voy. chap. VIII, § I.

3. *Sesame and Lilies*, § 46-48.

4. Collingwood : *Life of Ruskin*, t. II, p. 240.

5. *Unto this last*, pet. ed., p. 13-15.

6. Dans *Oliver Twist*, (chap. XXXVII) Dickens reproduit quelques-unes des boutades de *Sartor Resartus*, publié alors pour la première fois en volume.

7. Il est impossible de lire le chap. x de *Little Dorrit* sans penser à deux chapitres de *Latter Day Pamphlets* (*Downing Str*, *The new Downing Str.*)

8. Voir sur leurs relations: J.-A Froude, *Carlyle's Life in London*, 1884. vol. I, p. 189: J. Foster *Life of Dickens*, 1874, t. II p. 137. A.-W. Ward. *Dickens*, Macmillan, 1902, p. 202.

lyenne de l'énergie individuelle et nationale. On retrouve dans son âme, les émotions ; sous sa plume, les répulsions qui vibrent dans l'œuvre de Ruskin. Parce qu'il était, à un degré plus élevé que Carlyle, un apôtre social, un écrivain romantique, il fut moins indulgent que son maître pour des crises belliqueuses qui retardent ses réformes et froissent ses sentiments.

*
* *

Il importe de ne point être dupe de certaines anecdotes. Sans doute le prince de Bismarck avait fait de *Little Dorrit* son livre de chevet, pendant la guerre franco-allemande : il invita Jules Favre à méditer sur les pages, dans lesquelles Dickens affirme la nécessité, pour assurer la *national efficiency* [1], d'une certaine discipline militaire [2] et oppose aux lenteurs dédaigneuses des administrations bavardes [3] la rapidité pratique des gouvernements barbares [4]. Cette admiration du chancelier de fer ne suffirait pas pour effacer le souvenir de citations plus probantes. Il est impossible de lire la correspondance, de feuilleter les romans de Dickens, sans y trouver des actes, y recueillir des paroles de pacifique.

Il a assisté à presque toutes les crises, qui, d'une manière presque périodique, sont venues amonceler les nuées et assombrir l'horizon : jamais elles n'ont arraché à Dickens, le sourire d'un sceptique, ni même le geste d'un indifférent. En 1846, il se trouve à Paris, au moment où succède à une première ébauche de l'entente cordiale, une période de tension diplomatique : il observe les événements avec une curiosité craintive, « redoute » le rappel des ambassadeurs [5]. Quand en 1848, une révolution vient rassurer l'opinion bri-

1. *Little Dorrit*. Macmillan and Cᵉ Londres, 1899, p. 26, p. 99.
2. *Ibid.*, p. 183.
3. *Ibid.*, p. 112, 116, 180.
4. *Ibid.*, p. 640.
5. *The Letters of Ch. Dickens*, Chapman and Hall Londres, 1882, t. I, p. 172.

tannique, qui prévoyait déjà le débarquement sur les côtes anglaises d'une armée commandée par Louis-Philippe[1], Dickens s'efforce de gagner au gouvernement nouveau, les sympathies de son peuple. Il retourne à Paris pour y faire des séjours plus ou moins prolongés, en 1850, 1851 et 1853 : il assiste à toutes les étapes de la restauration césarienne, qui rassure l'opinion française et inquiète l'opinion britannique. Dickens raille doucement, sans les prendre au tragique, les susceptibilités de ses compatriotes[2]. Quelques mois après une guerre sanglante met aux prises les Russes et les voisins méfiants, devenus d'enthousiastes alliés. Sa correspondance trahit l'impression profonde causée par les spectacles militaires et précise les convictions qui lui ont dicté son attitude pacifique. Il s'associe aux manifestations de Boulogne, loge des soldats français[3], assiste aux exercices militaires[4], décore sa maison d'oriflammes[5]. Il tressaille au son des cloches, et au bruit des canons qui vont lui annoncer la victoire ; il lit avec passion les journaux, accueille avec crédulité les rumeurs[6]. Les articles anonymes de la Revue qu'il dirige trahissent l'ardeur de ses sentiments[7]. Mais les vibrations de sa sensibilité n'altèrent point la fermeté du jugement : « Je suis, au sujet de la guerre, plein de sentiments contradictoires. Admiration pour nos braves gars, désirs ardents de couper la gorge de l'Empereur de Russie, et quelque chose comme un désespoir de voir la fumée des canons et les brouillards de sang, que nous avons connus autrefois, masquer les injustices dont souffre ici notre peuple. Quand je considère d'une part les souscriptions patriotiques et de l'autre la pauvreté et le malheur engendrés par le choléra, dont les victimes furent infini-

1. *The Letters of Ch. Dickens*, Chapman and Hall, Londres, 1882, t. I, p. 199. 200.

2. *Ibid.*, 238, 328. 330.

3. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 371.

4. *Ibid.*, 373.

5. *Ibid.*, 374.

6. *Ibid.*, 377.

7. *Letters*, éd. cit., t, I, p. 389.

ment plus nombreuses à Londres seule, que ne le seront vraisemblablement les soldats tués pendant toute la guerre russe, sont mortes misérablement et inutilement ; — il me semble que le monde a reculé de cinquante ans [1] ». Quelques mois plus tard, Dickens revient sur la même idée : « L'absorption de la pensée anglaise dans la guerre, est pour moi une chose attristante. Tout autre objet des préoccupations et des sympathies populaires disparaît devant elles. Je vois clairement, je le crains, que pendant des années à venir, les réformes intérieures seront ébranlées jusque dans leurs racines ; chaque misérable rond de cuir brandit « la guerre », au-dessus de tous ceux qui protestent contre ses mystifications [2] ». Et si quelques années plus tard, en 1861-62, Dickens déplore que la campagne du *Times* et la docilité de l'opinion mettent l'Angleterre à deux doigts d'un conflit avec les Etats-Unis [3], s'il oublie ses antipathies personnelles pour la démocratie américaine, c'est qu'il obéit à la même conviction [4] : les complications internationales sont coupables, parce qu'elles détournent les pensées et dévient les énergies de la tâche sacrée, des réformes nécessaires sur lesquelles elles devraient être concentrées.

Dans un de ses romans les plus médiocres et les moins connus, Dickens a développé cette idée générale. Il en a déduit une philosophie de la paix, dont la brièveté et l'incertitude n'en laissent pas moins une douce impression tant est grande la grâce de la langue, harmonieusement drapée dans un scintillement d'images.

La nature est souillée par la guerre. « Par un long jour d'été » une bataille se déroula sur des prairies, dont « l'herbe onduleuse était verte. Plus d'une fleur sauvage, formée par la main Toute-Puissante pour servir de gobelet parfumé à la rosée, sentit son calice émaillé se remplir presque jusqu'aux

1. *Letters*, t. I, p. 381-382.
2. *Ibid.*, t. I, p. 389.
3. *Ibid.*, t. II, p. 175 et 206
4. *Ibid.*, t. I. p. 65-67.

bords de sang, ce jour-là, et contractée, se laissa tomber. Plus d'un insecte qui devait sa teinte délicate à des feuilles et à des herbes inoffensives, fut coloré de rechef, ce jour-là, par des hommes à l'agonie et laissa dérrière lui, dans sa fuite effarée, une trace qui n'avait rien de naturel. Le papillon fardé porta du sang dans les airs sur les bords de ses ailes. Le ruisseau roula des eaux rouges. Le sol piétiné devint une fondrière, d'où, hors des sombres mares formées dans les empreintes des pieds humains et des sabots de chevaux, la seule teinte dominante s'obscurcissait encore et brillait faiblement au soleil. Que le ciel nous garde de connaître les spectacles qu'aperçut la lune sur ces champs, lorsque perçant au-dessus de la ligne sombre des hauteurs lointaines, adoucie et tamisée sur la lisière des bois, elle s'éleva dans le ciel et regarda sur la plaine, jonchée de visages retournés qui, jadis, sur des poitrines maternelles avaient cherché des yeux de mères ou sommeillé paisiblement ! »[1]. Les ruines et les souillures furent détruites et effacées par les soins de la nature. « Étrangère aux mauvaises passions des hommes, elle retrouva bientôt sa sérénité et sourit au champ de bataille coupable, comme elle l'avait fait avant, quand il était innocent ». Pendant longtemps « on regarda avec effroi des coins vert sombre », qui tachaient d'une couleur particulière les champs de blé. « Pendant longtemps aucune jeune fille ne voulut orner sa chevelure ou son corsage des fleurs les plus douces venues de ce champ de mort ; et après que bien des années furent venues et envolées, les baies, qui poussaient là, laissaient, on le croyait, une tache trop profonde sur la main, qui les avait cueillies. » Mais la nature fit son œuvre. De nouveau « les ombres des nuages ailés se poursuivent, l'une l'autre, rapidement. au-dessus des herbes et des blés, des navets et des bois, au-dessus des toits et des cloches de la ville, nichée au milieu des arbres, là-bas, dans le lointain lumineux, sur les confins du ciel et de la terre, là où les rouges couchants s'évanouissent. Des moissons furent

1. *The Battle of life*, Chapman and Hall Londres, 1899, p. 1 et 2. Le roman fut écrit en 1846.

semées et germèrent et furent mises en grange ; le ruisseau, qui avait été rougi, tourne la roue d'un moulin ; des hommes sifflent, tout en labourant ; là des glaneurs et des faneurs, en groupes paisibles travaillent ; des gamins crient et appellent dans les champs, pour effrayer et écarter les oiseaux ; la fumée sort des cheminées des chaumières ; les cloches du sabbat sonnent paisiblement ; les vieillards vivent et meurent ; les timides enfants de la terre et les modestes fleurs du buisson et du jardin poussent et se fanent dans la limite de leurs destinées, — et tout cela sur le farouche et sanglant champ de bataille, où des milliers d'êtres avaient été tués dans le grand combat[1]. »

La nature nivelle et féconde avec un soin jaloux le sol qu'ont ruiné et piétiné les armées : c'est là un précieux symbole de l'inutilité des guerres.

La lutte sur ce coin de la terre fut acharnée ; « et cependant, il n'y avait pas cent hommes, dans la bataille, qui en connussent le but ou la cause ; cent personnes, parmi les étourdis qui se réjouissaient de la victoire, qui sussent pourquoi ils se réjouissaient. Il n'y avait pas cinquante individus qui eussent profité du gain ou de la perte. Il n'ya pas une demi-douzaine d'hommes, qui soient d'accord à cette heure, sur la cause ou les mérites ; personne, bref, n'a jamais rien su de précis sur ce massacre, excepté ceux qui en portèrent le deuil[2]. » Le temps détruit, sur la surface du globe, et dans la mémoire des hommes tous les souvenirs des victoires. Il n'y a qu'une bataille, qui mérite de survivre à l'oubli : ce ne sont point les conflits d'intérêts, auxquels président, au sein des sociétés modernes, les hommes de loi, ces généraux d'aujourd'hui. Les luttes pour la vie ne sont pas moins laides que les luttes pour la gloire. Les hommes se « tailladent, se cinglent », « se tirent dans le dos », « se renversent et se piétinent » avec autant de rage dans les salles des tribunaux que sur les champs de bataille[3]. Le terrain

1. *The Battle of life*. Chapman and Hall Londres, p. 3 et 4.
2. *Ibid.*, p. 25.
3. *Ibid.*, p. 29

qu'a perdu l'esprit militaire n'a point été gagné par l'esprit de paix. Tout enthousiasme serait prématuré, toute gratitude imméritée. It faut dans cet univers, souillé par les folies de l'homme et témoin de sa faiblesse, concentrer ses facultés d'observation et de sympathie sur un monde tout aussi grand et dramatique, celui de la conscience humaine.

C'est là que se livrent les batailles les plus utiles puisqu'elles assurent un progrès, les victoires les plus belles puisqu'elles ne font point couler de larmes innocentes, les succès les plus durables puisqu'ils sont conformes aux lois divines du sacrifice et de l'amour. « Il y a des victoires remportées tous les jours, dans des cœurs qui luttent, auprès desquelles les champs de bataille ne sont rien[1]... Je crois qu'il y a des victoires et des batailles sans effusion de sang, de grands sacrifices de soi et de nobles actes d'héroïsmes, — dans ce monde, — même au milieu de beaucoup de ses apparentes légèretés et contradictions. Il n'en est pas moins difficile de s'en rendre compte, parce que ces gestes n'ont pas ici-bas de chroniqueurs ou de spectateurs. Ils sont accomplis chaque jour, dans des coins et recoins, dans de modestes foyers, dans les cœurs des hommes et des femmes[2]. »

Le bonheur de l'humanité s'achète au prix des victoires morales remportées par la volonté au sein des consciences individuelles. Les progrès sociaux ne sont que la répercussion décuplée par l'imitation et l'habitude de ces sacrifices personnels. Pour en accepter la nécessité et en admirer la beauté, il faut concentrer l'attention humaine sur ces drames de la conscience individuelle et nationale, prêcher aux énergies le culte de la paix.

Dickens a mis en pratique les préceptes dont est émaillé son roman.

Toutes les formes excessives ou les déviations dangereuses du patriotisme anglais ont trouvé un juge sévère chez le romancier, qui a symbolisé dans des types inoubliables les

1. *The Battle of life*, Chapman and Hall Londres, p. 142.
2. *Ibid.*, p. 29.

vertus du peuple anglais, la chaste fidélité de ses femmes et le labeur joyeux de ses ouvriers, l'obscur idéalisme des imaginations religieuses et l'inébranlable ténacité des consciences morales. Il a raillé doucement les admirations béates des classes moyennes pour une armée, à laquelle elles ne fournissent d'ordinaire ni un homme, ni un officier[1]. Il a condamné la méfiance orgueilleuse de la foule anglaise pour les étrangers. Avec sa sagacité coutumière, il a analysé les aspects divers de cette insularité[2]. Dans le même roman Dickens revient sur cette conviction religieuse, si égoïste dans sa foi en l'intervention providentielle, si dure dans ses applications de la certitude hébraïque, qui constitue, nous l'avons montré, une des formes exagérées du patriotisme britannique[3]. « Elle lut, tout haut, certains passages d'un livre, — avec une voix rude, farouche, — demandant que ses ennemis (elle les faisait expressément siens par son ton et son attitude) puissent être passés au fil de l'épée, consumés par le feu, frappés de la peste et de la lèpre, que leurs os puissent être réduits en poussière, leur troupe complètement exterminée. » Dans ce passage singulièrement hardi pour qui connaît le public anglais, dans cette silhouette d'une vieille commerçante appelant Dieu et la Bible, au secours de sa maison en ruines et de ses affaires en désordre, est-il impossible de voir une audacieuse caricature ? Dickens a flétri une déviation séculaire des certitudes religieuses, dont déborde la conscience britannique.

Dans d'autres pages, il s'est efforcé d'élargir ses sympathies, d'étendre ses horizons. Il a été un agent de bonne volonté. « Très épris de la France[4] », plein d'admiration pour Paris[5], Dickens « franchissait à tout instant le détroit[6]. »

1 *The Posthumous Papers of the Pickwick Club*. Macmillan and Cie Londres, 1892, p. 48, 53, 56.

2 *Little Dorrit*. Macmillan and Cie Londres, 1899, p. 287.

3 *Ibid.*, p. 35.

4 *Letters*, éd. cit., t. II, p. 235.

5 *Ibid.*, t. I, p. 145 et 397.

6 *Ibid.*, t. II, p. 235.

Capable d'apprécier la finesse du goût français, auditeur assidu des théâtres de la capitale, lié par des relations personnelles avec ses écrivains, il jouit profondément de l'émotion soulevée par ses romans, de l'enthousiasme profond qui se traduit dans la déférence d'un boutiquier ou le bavardage d'un porteur[1]. Ses œuvres, tout comme ses conversations et ses lettres, jettent, entre les deux rives de la Manche, de précieuses chaînes de sympathie. Bien qu'il ait peu compris les beautés artistiques de la patrie de la Renaissance, il conserve de ses rapports superficiels avec le peuple italien un assez vif souvenir, pour protester contre un jugement sévère porté sur les compatriotes de Machiavel. Il plaide les circonstances atténuantes ; il évoque les longues années de servitude politique ; il rappelle ses conversations avec Mazzini ; il adoucit les critiques et formule des espérances[2].

Ces efforts pour combattre les rudesses insulaires, peuvent se résumer dans quelques faits précis. On ne saurait lire *Barnaby Rudge*, cette dramatique et fidèle vision des émeutes anti-catholiques de 1780, sans y voir des allusions aux paniques[3] belliqueuses qui agitent l'opinion britannique de 1845 à 1865. Douze ans plus tard, au moment où éclate la guerre de Crimée, il rédige pour les enfants une *Histoire de l'Angleterre*. Et si l'admiration pour la race à laquelle il appartient perce à chaque ligne ; il en est de même d'un effort sincère pour démontrer que « rien ne peut faire de la guerre qu'elle ne soit horrible[4] ». En 1868, enfin, il salue l'entrée dans la cité des ouvriers manuels, affranchis par la loi électorale ; il est convaincu « qu'ils seront plus sages dans l'exercice de leurs devoirs électoraux, plus désireux de les remplir en vue du bien commun, que les présomptueux chanteurs de *Rule Britannia* ». Il y a des paroles qui sont des actes[5].

1. *Letters*, t. II, p. 24.
2. *Ibid.*, t. II, p. 146 (1860).
3. *Barnaby Rudge*. Chapman and Hall Londres. 1892, p. 215, voir aussi p. 219 et 220.
4. A.-W. Ward. *Dickens*. Macmillan, 1902, p. 124.
5. *Letters*, éd. cit., t. II, p. 363.

*
* *

Dickens fut un pacifique, autant pour réaliser son programme que pour satisfaire sa sensibilité : il incarne à un degré rare, les deux caractères du mouvement idéaliste qui ont facilité une bienfaisante accalmie.

Les hasards de la vie avaient mis Dickens, à cet âge où les émotions se gravent d'une manière indélébile dans l'âme toute vibrante et la mémoire encore fraîche de l'enfant, en contact avec les laideurs et les souffrances de la vie industrielle. Il a connu les murs sales, les odeurs fétides et le morne travail du petit atelier. Il a partagé les angoisses du pain quotidien et les découragements des familles qui, s'enlizant chaque jour davantage, voient baisser progressivement la lumière de l'espoir, se rétrécir lentement la largeur de l'horizon [1]. Lorsque, plus tard, dans les hospices ou les taudis, ses yeux rencontrent le visage pâle et tiré d'un enfant qui manque de joie et de paix, de soleil et de pain, Dickens tressaille douloureusement [2]. Il connaît ce regard, cette tristesse étonnée, cette attention résignée. Les mêmes questions se sont jadis posées dans son cerveau. La même étincelle, ternie d'une larme, avait brillé dans ses yeux. La blessure était si cuisante, le souvenir si âpre, que Dickens, pour chasser ces images, se refusait à les évoquer dans d'intimes causeries, s'entourait avec joie de tous les raffinements du luxe moderne. Mais l'émotion vibrait toujours au fond de son âme ; la vision restait aussi nette au fond de sa mémoire. Seule leur puissance nous explique la vivacité de certaines émotions, la violence de certaines condamnations. Si Dickens dépeint avec une force poignante la morne tristesse des maisons lézardées, des rues étroites, des mansardes enfumées et des caves humides, où grouille toute une population misé-

1. Forster life of Ch. Dickens, 1872, 4, t. I, p. 31-32 : voir aussi Ward *Dickens, o. cit.*, p. 7 ; *Cazamian le Roman social, o. cit.*, p. 210, 214

2. *The Speeches of Ch. Dickens edited by* Richard Herne Shepherd, Londres, Chatto And Windus, 1884, p. 191.

rable, aux environs de la prison pour dettes de Londres[1], c'est que son enfance se déroula dans ce cadre triste et laid[2]. C'est parce qu'il a connu la misère qu'il lui est impossible d'assister, impassible, à certaines satisfactions béates, à certaines sérénités hautaines : « Si vous aviez pu assister avec moi à un banquet donné par un hôpital lundi dernier ! écrit-il à un ami[3]. Il y avait là des hommes qui ont prononcé des discours et exprimé des sentiments, tels que rien qu'à y penser, un balayeur, d'une intelligence moyenne, aurait rougi sous sa couche de cendre. Quel bétail luisant, baveux, bedonnant, suralimenté, apoplectique, ronfleur ! et, comme eux, l'auditoire se pâmait d'aise ! Je n'ai jamais vu un pareil exemple du pouvoir de la bourse, je ne me suis jamais senti autant dégradé et avili que par ce spectacle depuis que j'ai des yeux et des oreilles. » Cette vision exacte des laideurs, ce sens précis des souffrances sociales se sont traduits, dans la conscience et dans l'œuvre de Dickens, par une hostilité systématique contre les auteurs et la doctrine de la révolution industrielle.

Parmi les personnages antipathiques de ces Romans, le groupe qui domine est, en effet, celui « des gros bourgeois d'affaires, financiers ou commerçants ; les hommes qui vivent la philosophie utilitaire vulgarisée ; les alliés conscients ou inconscients de l'économie politique orthodoxe[4] ». Deux traits communs marquent, à des degrés différents, ces diverses physionomies : la certitude logique d'une pensée formée à l'école des mathématiques abstraites et rebelle à toute déviation de l'imagination[5] ; la rigueur hautaine d'une énergie concentrée

1. *Little Dorrit.* Macmillan And C° Londres, 1899, p. 28, 30. 54.

2. Le père de Dickens fut enfermé pour dettes à la Marshalsea.

3. *Letters*, éd. cit., 3 mai 1843, t. I. p. 99.

4. L. Cazamian, *o. cit.*, p. 269. Il est impossible de comprendro la portée sociale de l'œuvre de Dickens sans avoir parcouru cet ouvrage capital.

5. « Thomas Gradgrind, Monsieur, un homme de réalité. Un homme de faits et de calculs. Un homme qui part du principe que deux et deux font quatre, et rien de plus, et à qui vous ne persuaderez pas de rien accorder en plus ». *Hard Times*, liv. I. chap. II.

sur la recherche de l'argent et hostile à tout caprice du sentiment[1]. « Et la haine dont Dickens les poursuit est si tenace, que nous les voyons brisés ou convertis par la vie, ces disciples dégénérés et opiniâtres de Ricardo et Bentham[2] ». Derrière « ceux qui voient des chiffres et des moyennes, et rien d'autre », derrière « ces représentants du vice le plus pervers et le plus énorme de l'époque[3] », c'est le classicisme économique que vise Dickens. Il n'attaque pas seulement les conséquences pratiques et les répercussions sociales[4]; il en condamne la méthode intellectuelle, l'effort pour briser l'humanité desséchée en une poussière d'atomes, déterminés par la même force et réglés par les mêmes lois que ceux de la matière. « Tant de centaines de bras dans cette usine, tant de centaines de chevaux-vapeur, écrit-il dans un roman dédié à Carlyle et admiré par Ruskin[5]. On connaît, à une seule livre près, la force que peut déployer la machine, mais tous les calculateurs de la dette nationale ne pourraient me dire la faculté de bien ou de mal, d'amour ou de haine, de patriotisme ou de révolte, de vertu décomposée en vice ou inversement, présente à un moment donné dans l'âme d'un de ses serviteurs tranquilles de la machine, à la figure calme, aux actes réguliers. En elle, pas un mystère; en eux, même chez les plus infirmes, un mystère insondable et éternel. Si nous gardions notre arithmétique pour les objets matériels, et gouvernions les qualités inconnues par d'autres moyens? » Le classicisme économique, Dickens le condamne, enfin, dans son utilitarisme rationaliste, dans ses efforts pour réduire l'âme humaine désormais fermée aux émotions reli-

1. « La terre était faite pour que Dombey et fils y fissent commerce, et le soleil et la lune pour les éclairer » *Dealings with the firm of Dombey and Son*. « Dombey et fils avaient souvent trafiqué dans les cuirs, mais jamais dans les cœurs. Ils laissaient cette marchandise fantaisiste aux garçons et aux filles, aux pensionnats et aux livres » chap. I. *In fine*.

2. Cazamian, *o. cit.*, p. 275.

3. *Letters*, éd. cit., 1854, t. I, p. 363.

4. *Oliver Twist*, chap. XII, *A Christmas Carol in prose, stave three* : *Hard Times*, liv. I, ch. IX; liv. II, ch. I; liv. III, ch. VIII.

5. *Hard Times*, liv. I, chap. XI; Ward, *o. cit.*, p. 128.

gieuses, aux calculs plus ou moins complexes d'un égoïsme plus ou moins affiné [1]. Pour apaiser le « conflit » prochain entre ceux qui détiennent le luxe et ceux qui ne possèdent rien [2] ; pour éviter une « révolution » analogue à celle qui ébranla la France, jusque dans ses fondements [3] ; pour « sauver [4]» le peuple anglais, il faut autre chose que des réformes électorales, ce programme principal des Libéraux. Sans doute Dickens a partagé leur hostilité contre le monopole administratif de la féodalité terrienne [5] ; leur doctrine des impôts directs [6] ; leur conception laïque de l'instruction publlque [7] ; leur admiration pour Cobden [8] et Gladstone [9]. Mais jamais il n'a accepté l'épithète de *Whig* ou de *Libéral* [10]. Son radicalisme anti-démagogique a bientôt évolué. Et l'ancien rédacteur en chef du *Daily News* [11], sous l'impulsion de ses souvenirs de rédacteur aux Communes [12], de ses impressions de voyage aux États-Unis [13], de son indignation contre les organisateurs de la guerre de Crimée [14], en vint à adopter une attitude nettement hostile. Il condamne la concentration des efforts sur la législation électorale d'abord [15], la question irlandaise ensuite [16]. Il critiqne l'absorption de tous les pouvoirs, par un Parlement anarchique, médiocre et irresponsable [17]. Il oppose enfin, à l'idéal politique du libéralisme orthodoxe, un programme pratique de réformes sociales.

1. *Hard Times*, liv. II, chap. VI. *Letters*, éd. cit.. t. I, p. 303.
2. *Letters*, éd. cit., t. I. p. 368.
3. *Ibid.*, t. II, p. 8.
4. *Ibid.*, p. 22.
5. *Little Dorrit*, éd. cit., p. 101 et 192 ; *Barnaby Rudge* éd. cit., p. 274 ; *Letters*. éd. cit., t. II, p. 13 et 26.
6. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 199.
7. *Ibid.*, p. 108 ; *Speeches*, éd. cit., p. 183.
8. *Letters*, éd., cit., t. I, p, 162.
9. *Ibid.*, t. II, p. 372.
10. Ward *o. cit.*, p. 39 ; *Letters*. éd. cit., t. I, p. 230 et t. II, p. 72.
11. Ward, *o. cit.*, p. 68, 74.
12. *Ibid.*, p. 15, 18.
13. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 65-67,
14. Ward, *o. cit.*, p. 133.
15. *Letters*, éd. cit. t. II, p. 8, 22, 274, 363.
16. *Ibid.*, p. 378, 388, 399, 405.
17. Ward, *o. cit.*, p. 184. *Speeches*, éd. cit.. p. 164-166.

Dickens a mis sa plume, sa parole et quelquefois sa fortune au service de toutes les œuvres privées, de toutes les réformes législatives, capables d'atténuer les souffrances physiques, d'accroître les forces morales des classes ouvrières. Les sociétés d'instruction populaire ont trouvé chez Dickens un donateur généreux, un orateur convaincu [1]. La suppression de la publicité des exécutions capitales [2], la fermeture des prisons pour dettes [3], la réorganisation des cours supérieurs de justice [4] ont été imposées par l'auteur de *Little Dorrit* et de *Bleak House*. La nécessité du contrôle de l'État sur l'enseignement public [5] et les logements insalubres [6] a été démontrée par Dickens avec une inlassable ténacité. En termes explicites, il a adhéré aux principes de la législation interventionniste [7] et du socialisme municipal [8].

Les formes multiples de l'action sociale qui devraient concentrer dans une pacifique et féconde action, toutes les énergies du citoyen, tous les pouvoirs de l'État, ont été définies par Dickens avec autant de précision que les préceptes de la morale nouvelle, dont s'inspirera l'Angleterre régénérée. Dickens a défini, comme il suit, « son Credo moral [9] ». « Je crois que nous sommes nés, et que nous avons reçu nos sympathies, nos espérances, nos énergies en dépôt, pour le grand nombre et non pour la minorité [10] ». L'homme, et en particulier l'écrivain n'a pas le droit de disposer en maître de ses facultés et de ses forces. Grevé, en naissant, d'un *fidei-commis*, il doit les développer, les utiliser, de manière à

1. *Speeches*, ed. cit., p. 75, 79, 92, 217, etc.
2. *Letters*, ed. cit., t. I, p. 154, 220.
3. *Pickwick*, chap. XLI — XLVI; *Little Dorrit*, liv. I, chap. VI-IX.
4. *Bleak House*, chap. XV.
5. *Nicolas Nickleby*, préf.
6. *Christmas Carol*: *stave Four*; *The Firm of Dombey and son*, chap. XLVII; *Bleak House*, chap. XVI.
7. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 295, t. II, p. 42; *Speeches*, ed. cit., p. 128, 130.
8. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 399.
9. *Speeches*, ed. cit., p. 64.
10. *Ibid.*, p. 65.

« accroître dans la mesure de ses moyens, le fonds commun des joies saines[1] ». Voilà le principe. Écoutons maintenant les applications pratiques. « Je crois, continue Dickens, que nous ne saurions mettre trop en lumière devant les yeux de tous, pour éveiller leur dégoût et leur mépris, toute mesquinerie, fausseté, cruauté, oppression, de tout degré et de tout genre[2] ». Chercher, flétrir et combattre les iniquités, — tel est le premier précepte pratique dont s'inspirera le citoyen aussi bien que le romancier : toute œuvre d'art est didactique : « Je ne crois pas, reprend Dickens, qu'une chose soit élevée ou basse, parce la situation occupée est supérieure ou inférieure. Telle est la leçon que nous enseigne le grand livre de la Nature ; — telle est la leçon que nous pouvons lire avec une égale précision, dans le sillage lumineux des étoiles et dans les traces poussiéreuses de la chose la plus pauvre qui traîne sur le sol sa petite personne ; — telle est la leçon dominante, qui se dégage des pensées d'un homme inspiré. Il y a, nous a-t-il dit, des langues dans les arbres, des livres dans les eaux courantes des ruisseaux, des sermons dans les pierres, du bien en toute chose[3] ». Ce second précepte, appliqué aux êtres humains, revêt une forme particulière[4]. « La vertu nous apparaît aussi bien dans les chiffons et les guenilles, que dans la pourpre et la toile fine. Je crois que la vertu va nu-pieds aussi bien que chaussée. Je crois qu'elle habite plutôt moins souvent dans les cours et les palais, que dans les ruelles et les chemins de traverses, et qu'il est bon, agréable et utile, de l'y découvrir et de la suivre. Mettre la main sur quelques-uns de ces êtres mis au ban, que le monde a trop souvent oubliés et trop souvent maltraités ; — dire à ces orgueilleux qui sont aussi les plus dénués de pensées : « Ces créatures ont les mêmes éléments, les mêmes capacités de bonté que vous-mêmes : elles sont moulées dans la même

1. *Speeches*, p. 59.
2. *Ibid.*, p. 65.
3. *Speeches*, éd. cit., p. 65.
4. *Ibid.*, p. 59.

forme et faites de la même argile. Et bien qu'elles soient dix fois pires que vous, elles peuvent en ayant conservé, au milieu des épreuves et des misères de leur condition, quelque chose de leur nature première, être dix fois meilleures que vous » ; — réaliser ce programme, je le crois, c'est accomplir une noble tâche qui n'est point sans utilité ».

Il importe de préciser cet acte de foi, dans lequel on retrouve les idées et les formules dont sont émaillés les sermons harmonieux de Wordsworth, les imprécations fatidiques de Carlyle, les périodes sonores de Ruskin. L'écrivain, tenu d'acquitter vis-à-vis de l'humanité la dette qu'il a contractée en naissant opposera aux vices analysés et flétris dans ses œuvres, les éléments de bien épars dans les spectacles de la nature et dans les âmes des hommes. Dans le monde, l'écrivain recherchera l'empreinte de la pensée qui le créa. Dans l'homme, le romancier retrouvera, sous les déformations du temps et le vernis de la civilisation, les « marques de sa nature première ». Quel est ce signe mystérieux, d'autant plus apparent chez un homme, que son sang est plus neuf, son éducation plus rude ? C'est le sentiment, dont l'expression est refoulée par l'éducation britannique, la fraîcheur fanée par le dédain du monde, la spontanéité combattue par les nécessités de la lutte. Seul, le sentiment peut atténuer les conflits. Il corrigera le succès des heureux par la générosité et le désintéressement, les défaites des vaincus par le sacrifice et la résignation. Il effacera les souffrances de la vie par les joies de l'amour, la paix du foyer, et les beautés de la Nature. Les romans de Dickens sont les divers chapitres d'une morale du sentiment. Ici, il rend la richesse bienfaifaisante et féconde[1] ; là, il relève les bassesses de la misère par les grandeurs de la bonté[2]. Non seulement tous les personnages sympathiques de ses romans sont des héros

1. Dans *Pickwick*, chap. XXVIII, dans *Nicolas Nickleby*, chap. XXXV, dans *Bleak House*, chap. VI, etc.

2. Les artistes de foire Steary dans *Hard Times*, liv. I, chap. VI; liv. II, chap. VII. Les pêcheurs Peggotty dans *David Copper field*, chap. III : la famille du Geôlier dans *Little Dorrit*, p. 201 et 728, etc.

du sentiment ; mais encore, on pourrait extraire de son œuvre un hymne à l'amour [1], à l'effort [2] et à la pitié [3].

*
* *

S'il a heurté de front, dans une vraie révolution psychologique, un des caractères, une des traditions de la société britannique, c'est qu'incapable de s'élever jusqu'aux idées générales du philosophe, jusqu'aux observations scientifiques de l'économiste, Dickens n'a dû la gloire, qu'à sa faculté de sentir. Elle a joué dans sa vie, dans sa conscience, dans sa pensée, un rôle prépondérant.

Sa richesse est telle, qu'elle ne parvient pas à se dépenser dans les sensations profondes qu'éveillent chez l'enfant [4] et plus tard chez l'écrivain [5] les spectacles de la Nature, dans les passions ardentes qui déchirent Dickens de leurs joies et de leurs souffrances [6]. Son trop plein se dépense dans les jaillissements d'une verve toujours à l'éveil [7], les émotions d'un voyageur enthousiaste [8], les succès d'un acteur émérite [9]. L'activité de sa vie, la délicatesse de sa conscience s'expliquent par la même cause psychologique. Rebelle à une discipline théologique, Dickens avait rompu avec l'église anglicane, pour adhérer passagèrement à un groupement Unitarien [10]. Hostile au dogmatisme, il salue comme une délivrance les efforts tentés pour faire céder les traditions devant les découvertes de la science [11], et se

1. *The Battle of Life*, éd. cit., p. 86 : *Barnaby Rudge*, éd. cit., p. 304.
2. Exemp. : *Barnaby Rudge*, éd. cit., p. 238.
3. Exemp. : *Battle of Life*, éd. cit., p. 134.
4. Ward, *o. cit.*, p. 3 et 4.
5. Par exemp. sa description des feuilles mortes dans *Martin Chuzzlewit*. éd. *Tauschnitz*, t. I, p. 10. Le vent dans *Chimes*, p. 5.
6. Ward, *o. cit.*, p. 40.
7. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 118. 159, etc.
8. *Ibid.*, t. I, p. 27.
9. Ward, *o. cit.*, p. 11, 149.
10. *Ibid.*, p. 182.
11. *Letters*, éd. cit, t. II. p. 219 et 234.

refuse à reconnaître à la Bible la moindre valeur religieuse[1]. Dénuée de toute prétention métaphysique, sa foi chrétienne n'a point les caractères d'une explication intellectuelle. Elle traduit sous une forme traditionnelle, « les angoisses de sa sensibilité, devant les mystères[2] » de la vie et de la mort. Fidèle à la lecture du Nouveau-Testament[3] et docile aux coutumes du dimanche, Dickens est plein de respect pour ses souvenirs chrétiens, d'espérance dans l'immortalité, d'émotion devant la nature divine, de docilité vis-à-vis des appels de la charité[4]. Sa certitude morale était absolue[5]. Toute la vie intime de Dickens s'explique par les vibrations de la sensibilité.

C'est elle encore avec l'acuité de ses impressions physiques, qui impose à Dickens le caractère de certaines visions et la recherche de certains effets. Elle est la précision de son réalisme, dans les tableaux d'ensemble et les dessins de détails. Qu'il s'agisse de reconstituer les rues de Londres au XVIIIe siècle, avec leurs rares lampes à huile et leurs impasses sombres, les chaises à porteurs et les veilleurs de nuit, leur population de noctambules et de rôdeurs[6] ; de décrire une vieille auberge aux briques jadis rouges, « aujourd'hui décolorées comme la peau d'un vieillard[7] » ; de jeter un coup d'œil sur une chambre abandonnée envahie par a poussière, les araignées et la suie[8]; de décrire la théière d'une infirme, chauffant dans les cendres[9] ; — la sûreté de la plume minutieuse rappelle, à s'y méprendre, la patience avec laquelle Ruskin, dans des dessins plus fidèles que des photographies, esquisse jusque dans ses détails les plus infimes le

1. Ward, *o. cit.*, p. 183.
2. *Ibid.*, p. 182
3. *Speeches*, éd. cit., préf. p. 41.
4. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 52 ; t. II, p. 97 et 113.
5. *Ibid.*, t. I, p. 13, 14, 18, 205, t. II, p. 14.
6. *Barnaby Rudge*, éd. cit., p. 91, 92.
7. *Ibid.*, p. 2.
8. *Little Dorrit*, éd. cit., p. 115.
9. *Ibid.*, p. 33.

fouillis d'un coin de verdure dans l'angle d'un rocher. La netteté de la vision est égale à la sûreté du regard. Parfois la sensation est si vive, qu'elle concentre sur un trait de détail l'habileté du crayon, la fidélité de la plume, aux dépens des autres caractères de la physionomie. La faculté de vision est absorbée par l'attitude d'un corps, le geste d'un bras, la ride d'un visage, le pli d'une bouche. Le personnage devient comique, le dessin une caricature. Elles abondent dans l'œuvre de Dickens. *Little Dorrit*, un seul roman, en contient plusieurs [1].

Docile aux besoins de la sensibilité, la pensée concrète, qui traduit dans les descriptions et les caricatures la précision et l'intensité des sensations, cède dans la violence des sentiments et les effets d'hallucinations à une soif d'émotions. Dickens n'écrit jamais avec la sérénité du philosophe, la volupté d'un artiste mais avec la passion du spectateur [2]. Il admire ou il condamne, il sourit ou il pleure ; et les impressions de ce visage, jamais impassible, se reflètent dans les élans d'une langue toujours ardente, tour à tour emportée par la sympathie ou par la colère. Ses romans sont des drames, autant par la concentration des analyses sur un trait de caractère, que par la violence des exclamations admiratives, et des sarcasmes [3]. L'intensité de la crise qui se déroule sur ce théâtre est telle que l'émotion gagne les choses inanimées. Des cortèges de fantômes déroulent leurs farandoles sous nos yeux, dans un cadre précis fait de pierres et de verdure, et peu à peu l'animent de leur propre vie. Dans la ronde, entrent bientôt les pierres et les arbres, les eaux et les flammes [4]. Et si, pour satisfaire la sensibilité de l'auteur et ébranler celle du lecteur, une dernière émotion est nécessaire, Dickens introduira dans le drame le spectre grimaçant de la

1. *Little Dorrit*,, p. 102, 148, etc.

2. *Letters*, éd. cit., t. I, p. 40.

3. Par exemp. sa description de la famille Barnacle et du salon Merdle dans *Little Dorrit*.

4. Les flammes du foyer dans *Battle of Life* éd. cit., p. 92-93 ; une cour de ferme dans *Chuzzlewit*, éd. *Tauschnitz*, t. II, p. 289, etc.

folie. Taine a dit avec quelle sûreté il avait su « comprendre ces excitations soudaines, ces tristesses imprévues, ces incroyables soubresauts de la sensibilité pervertie ; reproduire ces arrêts de pensée, ces interruptions de raisonnements, cette intervention d'un mot, toujours le même, qui brise la phrase commencée et renverse la raison renaissante ; voir le sourire stupide et le regard vide, la physionomie niaise et inquiète de ces vieux enfants, hagards, qui tâtonnent douloureusement, d'idées en idées et se heurtent à chaque pas au seuil de la vérité qu'ils ne peuvent franchir[1]. » La sûreté de telle de ces descriptions, le réalisme de tel de ces drames arrache au spectateur un frissonnement des nerfs exaspérés[2].

* * *

Dickens, tout en partageant l'ardent patriotisme[3] des écrivains idéalistes, leur conception impérialiste de la politique coloniale[4], accentue leur hostilité profonde contre les crises belliqueuses. Cette attitude lui a été dictée par des préoccupations sociales plus constantes, un tempérament sensible plus affiné. Il résume dans son œuvre, et incarne dans sa pensée deux caractères de l'idéalisme littéraire, qui serviront, pour un temps, la cause de la paix.

§ III

S'il était nécessaire de les préciser encore, il serait facile de trouver des citations nouvelles dans les poèmes d'Elisabeth Browning, l'œuvre historique de J.-A. Froude.

Quelle que soit la place qu'occupent dans ses vers les

1. *Littérature anglaise*, éd. cit., t. V, p. 20.

2. *Barnaby Rudge*, éd. cit., p. 38, 98, 232, 434.

3. Voir son toast aux armées de Crimée. *Speeches*, éd. cit., p. 158, consulter aussi sa correspondance *Letters*, éd. cit., t. II, p. 43 et 121.

4. Il a partagé la manière de voir de Carlyle, Ruskin, Froude, Kingsley dans l'affaire de la Jamaïque et lors de la révolte des Indes. *Letters*, éd. cit., t. II, p. 251, 297. *Speeches*, éd. cit., p. 219.

drames modestes et les problèmes ouvriers, la fidélité avec laquelle, docile aux leçons de Carlyle et Ruskin, elle adopte leur solution toute morale, Elisabeth Browning appartient surtout au mouvement idéaliste par son tempérament. Une sensibilité doublement affinée de femme et de malade, une imagination convaincue de sa mission religieuse, guidée par Coleridge dans des études métaphysiques, assurent à E. Browning une place glorieuse dans la poésie anglaise. En protestant contre la guerre, en souhaitant l'abaissement des frontières, elle cède aux exigences d'une sensibilité trop délicate pour mépriser, trop religieuse pour haïr. Si J.-A. Froude, malgré sa sympathie pour les idées générales de Carlyle et sa curiosité pour les gloires militaires de l'Angleterre, continue cette campagne pacifique, c'est moins sous l'impulsion de son tempérament propre, que par attachement au programme politique des idéalistes. La paix sociale et l'unité impériale sont deux œuvres assez importantes et assez difficiles pour occuper tous les efforts et tous les instants. A la brutalité des colonies d'exploitation, soumises par la force, il oppose la fécondité des colonies de peuplement ; aux étroitesses d'un chauvinisme inintelligent, le sentiment religieux de la mission nationale. Il condamne la recherche des émotions belliqueuses ; rappelle que « tuer est un instinct aristocratique » ; et souhaite que les peuples soient un jour assez éclairés, pour envoyer leurs gouvernements se battre à leur place. S'il a admiré la politique intérieure de Lord Beaconsfield, il a été impitoyable pour sa diplomatie. Il blâme la panique de 1885 contre la Russie. Il fait plus, il condamne la politique, tour à tour agressive et timide, suivie par l'Angleterre, dans l'Afrique du Sud. Il loue le gouvernement libéral d'avoir conclu la paix avec les Boërs après la défaite de Majuba Hill. Il flétrit tout effort tenté pour broyer la race hollandaise. Des mobiles différents lui dictent les mêmes paroles pacifiques qu'à Elisabeth Browning.

Mais l'attitude des écrivains idéalistes, en face du problème

de la guerre, n'a point été unanime. Notre étude sur Carlyle nous a montré que leur condamnation des abstractions logiques et leur justification des pensées concrètes, leur hostilité contre le libéralisme politique et leur exaltation du sentiment national préparent un réveil des crises belliqueuses. S'il était nécessaire de justifier encore cette distinction, il suffirait de rappeler les noms de Tennyson et de Ch. Kingsley. La sensibilité de Tennyson a ignoré les angoisses religieuses et les préoccupations sociales d'Elisabeth Browning : les intuitions métaphysiques et les souffrances ouvrières ne trouvent point place dans ses poèmes. Guidée par les certitudes de sa conscience morale, le goût d'une éducation classique, la sensibilité s'est pliée à n'être que la servante d'une pensée aristocratique, qu'elle approvisionne en images toujours harmonieuses et jamais monotones. Cet esprit, qui n'est point troublé dans ses méditations hautaines, par la brusque poussée de sentiments ardents, la ténacité têtue de scrupules religieux, la persistance douloureuse de visions réalistes, se laisse aller en toute sécurité à ciseler d'élégantes figurines dans un marbre de Paros, à évoquer des tableaux épiques, dont la majesté est accrue par le recul du passé. La suprême distinction de cette pensée en trahit le profond orgueil : il éclate dans la hauteur dédaigneuse de son patriotisme. Isolé dans l'île qu'il aime, la langue qu'il parle, il a réservé pour son peuple toutes les richesses de ses images et toutes les draperies de son éloquence. Les nations étrangères se sont heurtées aux certitudes de sa supériorité, aux ironies de son dédain. Fidèle à sa lignée et docile à ses intérêts, il a chanté, sans scrupules, les prouesses de ses héros. Ce sculpteur de statuettes à la Tanagra, ce peintre de fresques idylliques, a su exprimer les ardeurs d'une race amoureuse des batailles, les rêves séculaires d'apogée impériale. Ils passent aussi, en chantant, dans l'œuvre d'un autre idéaliste, Ch. Kingsley. S'il ne s'est point associé, dans ses romans, à l'apostolat pacifique de Dickens, c'est qu'il en est séparé par la rudesse de sa sensibilité. Elevé, au milieu des pêcheurs de la Cor-

nouailles, dont il vit le labeur, dont il connut les souffrances, il acquiert dans ce contact quotidien « l'habitude familière des âmes frustes » ; et si plus tard, il se fait aimer des journaliers agricoles et des travailleurs de Londres, c'est qu'il avait dans ses veines un peu de leur sang. « Passionné pour les sports, plein des joies fortes que donne l'air libre et les eaux courantes, » il a mis dans ses héros, pétris suivant les principes de Carlyle, un peu de sa rude animalité. D'un extérieur âpre et d'une masse imposante, leur force physique ignore la fatigue et le dégoût, leur énergie morale le découragement et l'hésitation. Dominant ses nerfs par ses muscles, sa sensibilité par sa volonté, Kingsley n'a jamais compris et toujours condamné les exaltations du sentiment religieux, les pieuses rêveries du catholicisme, les sombres angoisses du méthodisme. Anglo-saxon par sa manière de sentir, il ne l'est pas moins par sa manière de penser. Fermé aux idées générales et rebelle à une discipline logique, il a observé les phénomènes sociaux, découvert dans l'hygiène individuelle, l'association coopérative, la législation interventionniste, des solutions particulières, sans chercher à les grouper en une doctrine abstraite. Pour imposer ces divers remèdes, il fait appel à la volonté, au patriotisme : Kingsley fut un romancier de l'Energie, un missionnaire de l'Impérialisme. Il a recherché avec autant de curiosité que Carlyle les descriptions militaires. Il a trouvé pour chanter les poèmes de la force la même éloquence, pour les justifier les mêmes arguments. Il a rappelé à son peuple, héritier des privilèges des Juifs dispersés, les bienfaits dont Dieu l'avait comblé, les idées morales qu'il lui avait confiées, les terres vierges qu'il lui avait réservées. Il a prêché la mission religieuse et économique de la race anglo-saxonne. Il a rêvé d'une Britannia, bardée de fer, retrouvant dans les exercices militaires la santé physique, la force morale de sa jeunesse. Il a mis au service de la guerre de Crimée, son autorité de prêtre, sa popularité de romancier. Un demi-siècle avant Kipling, il a écrit le premier poème de l'Impérialisme, tracé les descriptions

lyriques, précisé les formules religieuses, dont vit depuis trois siècles[1], cette vieille épopée.

Les indulgences pour la guerre et les sympathies pour la force de Carlyle, Tennyson et de Ch. Kingsley devaient plus tard être reprises par K. Pearson, Henley, Kipling, et partagées par l'opinion britannique. Ce jour vint lorsque les facteurs pacifiques, les besoins sensibles, les préoccupations ouvrières, qu'incarnaient Ruskin, Elizabeth Browning, Ch. Dickens, reculèrent devant les forces contraires, moins exceptionnelles et plus permanentes. La réaction belliqueuse, que préparent certains des caractères psychologiques et sociaux du courant idéaliste, n'éclate que lorsque les poètes romantiques, réunis dans une même haine et un effort commun, eurent brisé l'autorité intellectuelle et l'action politique des libéraux, ces pacifiques têtus.

1. A leurs noms eût pu être ajouté celui de De Quincey. Il a consacré une étude à la guerre (t. IV de ses œuvres complètes. Ed. Adam et Charles Black 1881). Après avoir admis, à priori, la « nécessité physique et morale » de la guerre (p. 263), il déclare que ses explosions deviendront de plus en plus rares, devant l'extension du droit international (p. 277), l'autorité de l'opinion et le coût des armements (p. 281).

CHAPITRE V

LE LIBÉRALISME POLITIQUE ET LA PAIX

§ I. — R. Cobden. — I. Dans quelle mesure R. Cobden a subi l'influence du romantisme. — Ses besoins d'émotion ; son sentiment religieux ; son apostolat. — II. Dans quelle mesure R. Cobden se distingue d'un Whig. Il s'en sépare, moins par ses théories, que par les sentiments et les procédés, avec lesquels il les exprime. — III. Son action pacifique. — Elle est le résultat de ses opinions économiques. — Il propose au parlement de modifier, sur des points importants, le droit international ; il inaugure les congrès de la paix ; il lutte contre les poussées de chauvinisme agressif et brutal.

§ II. — John Stuart Mill. — I. Dans quelle mesure J. Stuart Mill a subi l'influence du romantisme. — Ses besoins d'émotion, ses amitiés et ses lectures. — Dualité de sa personnalité. — II. Comment cette dualité se retrouve dans ses opinions philosophiques, politiques, économiques. — III. Comment elle se retrouve dans son action pacifique. — Sa doctrine, ses sentiments, son influence pacifiques.

§ III. — Gladstone. — I. Dans quelle mesure, il a subi l'influence du romantisme. — Intensité profonde et caractère particulier de sa sensibilité religieuse : sa place dans la vie et son influence sur les idées de Gladstone. — Comment la volonté limita et enraya cette sensibilité. — II. Caractère particulier de ses opinions et de son rôle politique. Comment sa sensibilité religieuse détermine son évolution vers le libéralisme et impose à ses opinions nouvelles des caractères et des restrictions particulières. — III. Caractère particulier de ses opinions pacifiques. — Elles sont l'expression de ses sentiments religieux. — Leur origine et leur forme sont religieuses.

Les Whigs se distinguent de leurs héritiers par un double caractère. Ces grands seigneurs de la terre et de l'usine, libéraux par tradition, conservateurs par intérêt et aristocrates par tempérament, restent trop pénétrés des souvenirs du XVIIIe siècle, des traditions de l'oligarchie politique, pour être enclins à ouvrir toutes grandes les portes de la cité.

Parce que leur pensée n'était point complètement pénétrée de la doctrine libérale, ni leur attention entièrement absorbée par l'évolution démocratique, ils hésitèrent toujours à se proclamer et à rester des pacifiques[1].

Une restriction est nécessaire. Le parti whig, à la fin du XVIIIe siècle, comptait dans son sein quelques esprits d'élite pénétrés des leçons de la science économique et de la philosophie française. Deux d'entre eux méritent d'être rappelés ici. Le premier est Lord Shelburne. Après avoir puisé ses idées sur les relations internationales et l'affranchissement économique dans Moellet, l'encyclopédiste et l'ami de Turgot, il fut le premier ministre anglais (1783) qui, à la tribune, ait affirmé qu'il était temps de détruire le monopole dont jouissaient indûment les grands propriétaires, d'ouvrir les portes, par delà les barrières détruites, et de pratiquer la politique du commerce libre et des marchés ouverts. En même temps, et par une conséquence logique de sa doctrine économique, il se donne comme un théoricien de la paix, révèle la sincérité de ses convictions[2]. Il mène à terme, par des concessions réciproques, les négociations avec la France, qui terminent la guerre de l'Indépendance, et, plus tard, à la veille du conflit avec la République française, il proteste contre Pitt, qui reprend la politique d'intervention en Europe, pour défendre l'intégrité de l'Empire ottoman. Charles Fox, s'il était parvenu à empêcher le conflit entre la France révolutionnaire et l'Angleterre libérale, eût peut-être modifié l'histoire du monde. Sa sensibilité morale[3], autant que l'influence des idées françaises[4] le gagnent progressivement à la cause des réformes libérales et du droit international. Quelques-uns des survivants de cette phalange s'efforcent en 1815 de rendre à leurs compatriotes le goût des arts de

1. Sur les caractères qui distinguent le Whiggisme du Radicalisme, voir Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 99, 105, 106.

2. L. Hammond, *Charles Fox*, 1903, p. 25.

3. *Ibid.*, p. 13.

4. L. Hammond, *Charles Fox*, 1903, p. 250.

la paix[1]. Ils se heurtent bientôt, au sein même de leur parti, à une croissante hostilité.

Encore sous le coup des émotions éprouvées dans cette guerre de trente années, irrités par les accusations de tiédeur patriotique et d'idéalisme humanitaire, les Whigs, lorsqu'ils reprennent le pouvoir, en 1832, continuent les traditions des diplomates tories[2]. Lord Brougham précise à nouveau la théorie de la balance des pouvoirs, — si commode pour justifier toutes les interventions, — esquissée jadis par Lord Bacon, dans son *Essai sur l'Empire*. Ce célèbre précepte que « personne ne peut être sain, sans exercice, — ni corps physique, ni corps social, — et que certainement pour un royaume ou un État, une juste et honorable guerre était l'exercice idéal », redevient un axiome courant[3]. C'est un Whig, Lord J. Russell, qui s'oppose aux réformes du droit maritime, barbare et illogique, proposées par R. Cobden[4]. C'est un Whig, Lord Palmerston qui trouve, à propos de l'incident de Don Pacifico, dès 1850, la formule même du chauvinisme impérialiste.

Sur ce point, comme sur d'autres, les tendances de l'ancien parti libéral sont corrigées par les nouveaux groupes des économistes, des radicaux philosophes, des conservateurs dissidents, par R. Cobden, J. Stuart Mill et E. Gladstone. Avec des tempéraments, plus ou moins fermés aux vibrations lyriques et aux préoccupations religieuses du Romantisme antérieur, ils exposent et appliquent la politique de paix, conséquence logique de leur doctrine économique, politique et morale[5].

1. Cité dans Cobden, *Political Writings*, éd. 1878, p. 327.

2. Nous ne considérons pas sir R. Peel, qui fut un pacifique, comme un tory, mais comme le précurseur politique de Gladstone.

3. Cobden, *Political Writings*, p. 115.

4. *Ibid.*, p. 216-222.

5. Sur les paroles et les actes pacifiques de Bentham, consulter : 1° Leslie Stephen, *o. cit.*, t. I, p. 193; 2° L. T. Hobhouse, *Democracy and reaction*, 1904, p. 170-4; 3° Guyau, *Psychol. anglaise*, p. 21.

§ I

Richard Cobden[1], issu d'une vieille famille de petits fermiers, de « Yeomen » avait, avant de s'enfermer dans les bureaux des usines et entrepôts, passé les premières heures de sa jeunesse, dans un des coins pittoresques de l'Angleterre méridionale, dans le Sussex[2]. Le petit hameau de Heyshott revêt de l'écarlate de ses toits une des croupes boisées, qui se dressent au milieu de la vallée de la Weald : elle descend lentement, entre de lointains contreforts, vers la mer, dont les grises nuées viennent trop souvent traîner sur les collines, et accrocher aux arbres leurs ailes lassées. Cette empreinte, que laisse toujours une jeunesse, sur laquelle ont passé les chansons de la brise, fut pieusement entretenue par la lecture des premiers poètes romantiques et par de longs voyages à travers le monde; elle devait marquer la personnalité de Cobden d'une forte originalité, et lui assurer la supériorité de ceux qui, à une intelligence lucide et à une volonté tenace, joignent le charme d'une sensibilité délicate. Ce n'est pas un Bentham ou un James Mill que Richard Cobden. Rien en lui ne trahit la sécheresse ou la froideur du théoricien rigoureux ou de l'homme d'affaires. Son visage, aux traits ordinaires, n'en exerce pas moins une pénétrante séduction. La mobilité de la bouche jamais en repos, l'attrait de la voix douce et insinuante, la sincérité captivante du regard révèlent dans ce caractère d'autres qualités que celles de la pensée et de l'énergie. R. Cobden aurait trouvé moins de disciples, exercé moins d'influence, si, à l'action de sa supériorité intellectuelle et à l'autorité de ses convictions tenaces, il n'avait ajouté la séduction d'une sensibilité prompte à vibrer et amoureuse d'idéal.

1. Au lieu d'analyser la personnalité de R. Cobden, nous aurions pu tracer le portrait de J. Bright, sans modifier ni les idées générales ni les conclusions des pages qu'on va lire. Ces deux âmes également religieuses luttèrent pour les mêmes causes. Ces deux économistes libéraux partagèrent les mêmes convictions.

2. *Political Writings*, p. 61.

Ce commissionnaire en calicots lit avec délices les poésies de Burns, va avec soin visiter le village où naquit l'auteur de ces vers, dans lesquels chante l'âme d'un siècle nouveau. Il dit à son frère[1] l'émotion avec laquelle « il foulait le même coin du sol, voyait autour de lui les mêmes objets, était abrité par le même toit, que celui qui avait étonné autant que charmé le monde. » Ce commerçant avisé ne parcourt jamais un pays, nouveau pour lui, sans noter sur son carnet ou dans sa correspondance, en même temps que les ressources économiques, la majesté féconde de ses fleuves ou la grâce souriante de ses vallées. Le voyageur qui, dès 1835, prédit à son pays la dangereuse rivalité de l'industrie américaine, trouve des accents émus pour parler des paysages de ce monde où tout, décors de la nature et créations de l'homme, déroute le spectateur européen par la grandeur des proportions[2]. Cet économiste, si passionnément convaincu de l'importance des problèmes matériels, proclame sa haine contre toute « tyrannie spirituelle », qu'elle soit celle de la fraction conservatrice de l'Église anglicane[3], protectrice née des intérêts de l'aristocratie terrienne, ou des dissenters intransigeants, peu disposés à admettre que les lois morales soient « une partie de notre organisation naturelle », mais exprime en même temps sa sympathie pour les âmes chrétiennes. « J'ai, écrivait-il à un ami, un profond sentiment religieux, de la sympathie pour les hommes qui agissent sous son impulsion ; je le respecte comme un des grands leviers qui ont ébranlé l'humanité pour une puissante action. Je reconnais qu'on l'a rendu, en le pervertissant, infiniment nuisible... Mais ce sentiment n'en a pas moins fait de grandes choses pour émanciper et élever l'homme ; et il est destiné à en faire de plus grandes encore[4] ». Et il termine sa lettre, en déclarant qu'il n'a jamais pu se plaire en compagnie d' « esprits forts, de

1. 5 février 1826.
2. *Political Writings*, p. 44.
3. *Lettre à G. Combe*, 23 août 1836.
4. *Ibid.*, 1er août 1846.

tous ceux qui sont incapables de lutter et de se sacrifier pour répandre des idées morales ». Le théoricien de la suppression du droit sur les blés prétend vivifier « cette question d'un souffle moral et religieux », la poser devant l'opinion publique tout comme on avait posé le problème de l'esclavage[1].

C'est l'existence, derrière la clarté de l'intelligence et la ténacité de l'énergie, d'une sensibilité souple et délicate qui explique pourquoi la pensée est si facile, la parole si éloquente et la passion si courageuse. Les idées ne se présentent d'elles-mêmes nombreuses et variées, dans un esprit fécond et agile, que lorsqu'une sensibilité contenue les fait participer à sa spontanéité et à sa vie. La parole n'a toute sa chaleur et toute son action, que si elle n'est pas seulement l'interprète d'une pensée claire, mais aussi l'expression d'une âme vibrante. L'homme le plus convaincu ne connaît les héroïsmes inconscients de l'apostolat, que s'il est poussé vers la propagande beaucoup moins par une décision logique de son intelligence, que par un élan venu du plus profond de son être. Jamais Cobden n'aurait révélé, dans les pages de son journal, la prodigieuse aisance d'un esprit toujours prêt à observer et à concevoir[2]; trouvé, pour critiquer le monopole de la terre et le système du pain cher, des menaces aussi véhémentes et des accents aussi indignés[3]; bravé, avec un courage inconscient, les injures et les coups, lors de ses campagnes libre-échangistes et pacifiques; refusé avec autant de simplicité les titres et les honneurs[4], s'il n'avait eu, en lui, un peu de la sensibilité passionnée et délicate qu'il admirait chez les premiers poètes de l'école romantique.

Voilà les raisons, toutes de psychologie, pour lesquelles R. Cobden a été plus que le théoricien intelligent et tenace

1. *Ibid.*, 5 octobre 1838. Autres passages caractéristiques de la personnalité de Cobden, *Political Writings*, p. 20. (Action idéaliste de la prospérité commerciale), p. 25, 27, 28. (Supériorité du protestantisme sur le catholicisme.)

2. John Morley, *o. cit.*, p. 44, t. I.

3. Voir la péroraison citée dans Morley, p. 187, t. I.

4. Offerts par Lord Palmerston.

d'une réforme économique, mais encore l'auteur d'une renaissance industrielle et l'apôtre d'une politique pacifique. Il a subi, volontairement ou non, dans une mesure restreinte, mais réelle, l'influence de la poussée idéaliste qui ébranlait la littérature contemporaine.

Par ses idées Cobden se distingue radicalement d'un Whig : il appartient au clan des logiciens libéraux.

La situation politique de l'Angleterre, même après la réforme de 1832, lui paraît insupportable. Il préférerait tout au système électoral en vigueur, le suffrage universel[1], ou même la constitution prussienne. « Si notre pays avait un gouvernement aussi simple et économique, si profondément imbu de justice pour tous, visant avec autant de constance à élever intellectuellement et moralement sa population, comme cela vaudrait mieux pour les 12 ou 15 millions d'habitants de l'Empire britannique. Bien qu'ils ne possèdent pas de droits électoraux, ils sont cependant persuadés qu'ils sont des hommes libres, convaincus — les dupes — qu'ils ne sont point des esclaves, par un escamoteur qui jongle avec « la constitution anglaise », un amas de monopoles, de privilèges et de sinécures ecclésiastiques, d'armoiries subtilisées, de droits d'aînesse et de décorations ». Quant au parti qui fait profession de défendre cet état de choses, Cobden déclare « que sa bassesse dépasse tout ce qu'on a vu depuis les temps lointains, où les Egyptiens adoraient les taureaux et les scarabées[2] ». Il ne craint pas d'affirmer que la lutte pour la suppression des droits sur les blés n'est pas le heurt de deux écoles économiques, le conflit de deux partis politiques, mais une guerre sociale entre l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie industrielle[3]. Les colères de R. Cobden, pas plus que ses procédés de combat, ne sont d'un conservateur intelligent, c'est-à-dire d'un Whig.

1. Morley, *o. cit.*, t. I, p. 127.
2. J. Morley, *o. cit.*, t. I, p. 269.
3. *Ibid.*, p. 187.

Au début de sa vie publique, quand il veut obtenir pour Manchester et Birmingham la charte d'incorporation ; plus tard, lors de sa campagne pour le pain bon marché, il inaugure une méthode d'agitation populaire, inconnue des temps où la vie politique se concentrait dans un parlement oligarchique et contrôlé par une monarchie jalouse. Il fonde des associations puissantes, qui étendent, à travers le pays, des ramifications complexes, disposent de sommes considérables [1], créent des journaux, distribuent des brochures [2], organisent des tournées de conférences [3]. Les arguments de fait : la nécessité de nourrir une population croissante et par conséquent de décupler l'activité industrielle en l'affranchissant; les crises, dont souffrent commerçants et manufacturiers ; les misères qui forment le lot des ouvriers agricoles et urbains ; — les arguments économiques : l'impossibilité de maintenir, sans causer des troubles graves, une hausse artificielle des prix pour une certaine catégorie de produits, alors que tous les autres sont en baisse ; l'impulsion donnée aux industries des nations étrangères, obligées de créer des usines pour se passer des offres anglaises, qui ne croissent pas proportionnellement aux demandes, et pour compenser la stagnation de leur agriculture paralysée par les tarifs britanniques ; — les arguments moraux : le devoir de ne pas sacrifier les intérêts de la collectivité à ceux d'une minorité, de ne pas trancher les liens qui, spontanément, vont réunir les nations sur un marché mondial harmonieusement réglé, — tous les arguments étaient exposés à l'opinion publique [4]. Pour la première fois, reprenant un essai tenté par les radicaux à la fin du XVIIIe siècle, R. Cobden pose un problème politique devant la nation

1. En 1834, la Ligue dépensait annuellement entre £ 50.000 et 100.000 (1 250 000 francs et 2 500 000).

2. 500 personnes employées par l'association distribuèrent, dans la seule année 1843, 5 millions de brochures.

3. En 1843, des réunions furent organisées dans 114 villes et 25 centres ruraux.

4. Pour comprendre la force avec laquelle l'attention publique était concentrée sur la politique intérieure, il convient de rappeler que l'agitation chartiste avait lieu à la même époque (1837-1848).

attentive. Pour la première fois, il remplace une campagne parlementaire par une agitation démocratique[1].

En même temps que la vie politique devient plus intense, la circulation des idées se fait plus ardente et plus rapide. R. Cobden lance d'autres questions dans l'arène. Plus audacieux que les Whigs, il propose de créer un enseignement primaire, dont la laïcité respecterait toutes les convictions religieuses et créerait, au-dessus des divisions confessionnelles, une atmosphère de tolérante union. Avant d'étendre les droits électoraux, ne convient-il pas, en rendant l'instruction plus générale, de préparer les citoyens à les exercer ? R. Cobden souhaitait d'avoir les forces nécessaires pour entreprendre une nouvelle campagne contre la féodalité terrienne, supprimer le droit d'aînesse, interdire les substitutions, prescrire le partage obligatoire, organiser le « homestead ». Il réclame l'application immédiate à l'Irlande des lois successorales françaises. Il envisage enfin le jour où les pouvoirs encore détenus par l'aristocratie, par les « Magistrates » et les « Lords-Lieutenants », seront remis à des assemblées locales librement choisies. Elles éliraient deux membres d'un Sénat, qui occupera à Westminster la place, et remplira le rôle de la Chambre des Lords justement abolie[2].

On comprendra sans peine que l'exposé de ces réformes et la discussion de ces projets, à un moment où l'opinion publique était travaillée, avec une activité sans précédents, par les associations libre-échangistes et les groupements ouvriers, aient paralysé les instincts belliqueux de la race. Toutes les forces de l'énergie, toutes les ressources de la pensée nationale sont absorbées dans la lutte pour l'affranchissement politique et économique. Mais Cobden ne s'est pas contenté d'exercer sur les relations internationales de

1. Voir les discours et les brochures résumés dans Morley, *o. cit.*, t. I, p. 141, 156, 179, 222, 245, 293, 319, 321, *Polit. Writings*, p. 63.

2. Voir les lettres citées dans Morley, t. II, p. 83, 84, 98; t. II, 137, 456, 469, 482; t. II, p. 28; t. II, p. 25. *Political Writings*, p. 53, 54.

son pays cette action indirecte, il a été un théoricien et un apôtre de la paix.

*
* *

R. Cobden voit dans son action pacifique la conséquence nécessaire de ses convictions économiques. Sans doute, il invoque parfois des arguments politiques et moraux. Il affirme que l'avènement des démocraties libres doit amener une transformation des méthodes diplomatiques[1]. — Proclame qu'un mouvement belliqueux est indissolublement lié à une baisse de la moralité nationale[2]. — Mais si l'on veut trouver l'origine de cette foi, qui n'a jamais eu de défaillance, il faut se rappeler son adhésion passionnée à la doctrine libre-échangiste.

Cette théorie, qui prétend unir en un faisceau harmonieux, les forces diverses des nations et créer un marché mondial, ne saurait être réalisée que par une humanité qui, pour prendre le mot de Ruskin, aurait forgé les lames de ses épées en socs de charrues. Pour qu'un pays puisse cesser d'être une unité indépendante et complète, suffisant par l'agriculture et l'industrie à tous les appétits de son corps, par l'art et la science à toutes les soifs de sa pensée ; pour qu'il soit permis à une nation de ne développer que les formes d'activité, où les dons de la race, les qualités du sol lui assurent une supériorité particulière, il faut qu'elle soit sûre de trouver dans ses voisines des collaboratrices fidèles, et dans les traités commerciaux des contrats réguliers. Pour que les cours

1. « Mon opinion personnelle c'est que nous sommes à la veille d'une révolution dans le monde diplomatique : que l'ancien régime de mystifications, « *d'innuendo* », d'intrigues ne pourra survivre au développement du principe démocratique ; que la diplomatie doit être un service public et responsable ». *Lettre à J. Bright*, 7 novembre 1851, *Ibid. Polit. Writ.*, p. 20.

2. « Je ne crois pas que les nations de la terre auront l'occasion d'avancer moralement dans leurs affaires intérieures, jusqu'au degré de perfection après lequel nous soupirons, jusqu'à ce que les relations internationales du monde aient été mises sur un pied nouveau. Le système actuel corrompt la société, épuise ses richesses, dresse de faux dieux pour le culte des héros, et évoque devant les regards de la génération qui se lève un idéal de gloire, brillant, sans doute, mais illégitime. » — *Lettre à G. Combe*, 14 juillet 1846, *Ibid.*, *Polit.*, *Writings*, p. 295

d'un marché mondial jouissent d'un équilibre constant, il faut que les craintes d'un conflit ne viennent pas altérer la balance ou simplement en fausser le jeu, en donnant une valeur artificielle à certains produits plus qu'à d'autres. Le libre-échange ne peut fonctionner, avec souplesse et sans à-coups, que dans une atmosphère pacifique. Partant, du jour où des nations belliqueuses voudront en faire la règle de leurs activités économiques, consciemment ou non, sous l'impulsion de ce bienfaisant système, leurs mœurs se feront plus douces et leur politique moins agressive : « Le libre-échange, écrivait Cobden à un ami[1], en perfectionnant les relations, en assurant la dépendance mutuelle des diverses nations, doit inévitablement arracher aux gouvernements le pouvoir de plonger leur peuple dans la guerre ».

Amené logiquement par ses opinions économiques à considérer qu'un esprit nouveau devait régir les relations internationales, R. Cobden a voulu en déterminer les lois. Les nations sont des personnes auxquelles l'homogénéité de la race ou les traditions de l'histoire ont imprimé une forte individualité. Elles ont droit au même respect et sont soumises aux mêmes lois que les personnalités humaines. De même qu'il y a un champ intime, sur lequel les pensées et les énergies individuelles peuvent semer et moissonner sans que nul ait le droit d'intervenir pour modifier tel sillon ou arrêter tel effort ; de même il est, pour les pensées et les énergies nationales, tout un terrain qu'elles peuvent sarcler et féconder sans que leurs voisines aient le droit de combattre une tendance, d'enrayer une réforme politique. De ce que les nations sont des personnes juridiques, ayant droit, quoiqu'en pensât un Palmerston, dans la limite de leurs frontières, au libre jeu de leur activité, il s'ensuit que leurs rapports sont des rapports juridiques, qui seront soumis à des tribunaux et tranchés par des lois[2]. R. Cobden ne se borne pas à procla-

1. *Lettre à H. Ashworth*, 12 avril 1842 et *Polit. Writings*, Introduction, p. XIX.

2. J. Morley, *o. cit.*, t. I, p. 103-107.

mer des maximes, contraires aux traditions de son pays et aux caractères de sa race, il s'efforce de rappeler aux peuples l'existence de cette législation et d'en déterminer les principaux articles.

Le 12 juin 1849, la Chambre des Communes discutait le texte de la réponse à l'adresse royale ; il lui propose d'inviter les nations étrangères à signer des traités permanents d'arbitrage. Sur l'intervention de Lord Palmerston lui-même, l'amendement est repoussé par 176 voix contre 79. En 1850, il soutint une thèse plus hardie et plus nouvelle encore[1]. Il proteste, dans un discours célèbre, contre un emprunt émis à Londres par l'Autriche, pour subvenir à ses besoins militaires. Il montrait tout ce qu'il y avait d'absurde à favoriser des armements qui obligeraient l'Angleterre à taxer ses contribuables et augmenter ses forces ; de coupable, au point de vue économique, à gaspiller un capital et imposer une charge aux générations futures. Il niait qu'au point de vue moral on eût le droit de fournir des armes et des vêtements à des belligérants, de perpétuer ainsi les horreurs de la guerre. Les souscripteurs de ces emprunts n'ont aucune des excuses à l'aide desquelles les hommes tentent de se justifier, quand ils ont recours à l'épée. Ils ne peuvent invoquer ni l'ardeur de leur patriotisme, ni la nécessité de se défendre, ni l'amour de la gloire. Ils calculent froidement leurs chances de gain ou de perte, en assistant à un spectacle où des vies humaines sont engagées. Ils n'ont même pas la sauvage et brutale rémunération qu'avaient les anciens qui, après avoir payé pour un siège dans l'amphithéâtre, applaudissaient aux sanglants combats des gladiateurs. En 1862, R. Cobden s'attaque, d'une manière plus directe, à la législation internationale. La déclaration de 1856 n'avait, selon lui, qu'imparfaitement amélioré les règles du droit maritime. Les négociateurs avaient simplement autorisé le trafic d'objets libres sous pavillon neutre : il voulait aller plus loin et

1. *Discours*, t. II, p. 189.

exiger trois réformes. Toute propriété privée, qu'elle appartint à des ennemis ou à des neutres, ne pourrait être capturée en mer. Les navires neutres ne seraient pas soumis au droit de visite. Le blocus, enfin, excepté pour la contrebande de guerre, serait limité aux ports militaires et aux villes déjà assiégées par terre. Il expose et justifie cette triple restriction des droits de la guerre, devant la chambre de Commerce de Manchester[1]. Il veut les défendre devant le Parlement ; un accident le condamne au silence. Mais son ami John Bright, à qui il confie le soin de lutter à sa place, se heurte à l'indifférence dédaigneuse de deux Whigs, Lord Palmerston et Lord J. Russell. Les conceptions anglaises du droit maritime international ne furent pas modifiées. Elles ne l'ont pas encore été[2].

Pour diriger les efforts et enregistrer les victoires de ceux qui, comme Cobden, travaillent à faire intervenir le droit sur un terrain jusqu'alors réservé aux passions humaines, il importe de tenir, à intervalles réguliers, des assises, « des grands jours » de la paix. R. Cobden en comprit la nécessité. Il fut sinon l'initiateur, du moins l'un des promoteurs des conférences internationales. Au mois d'août 1849, il conduit les délégués anglais au premier congrès de la paix, présidé par V. Hugo. L'année suivante, il va à Francfort assister à une seconde réunion. Dans ces deux manifestations pacifiques, où on affirme l'existence et pose les principes d'un droit international, Cobden était accompagné par des partisans de ses théories économiques et aussi par des Quakers. Le mouvement religieux s'unit au mouvement politique pour corriger les caractères de la race et transformer les traditions de l'histoire anglaise[3]. C'est là un point capital sur lequel nous ne saurions trop insister. Il montre combien il a fallu de causes

1. *Disc.*, t. II, p, 279. *Political Writings*, p. 220, 221.

2. Il est bon d'ajouter que Cobden a toujours admis pour l'Angleterre la nécessité d'une armée assez forte pour la garantir contre toute attaque et d'une marine supérieure à celle des autres nations (Morley, *o. cit.*, II, p. 169, 313).

3. *Id.* T. II, p. 44, 47, 83.

diverses pour infliger à l'Angleterre l'ennui d'un demi-siècle de paix, — troublé d'ailleurs par des crises périodiques.

R. Cobden fit plus que répandre des idées par la plume et par la parole. Il attaque de front, et c'est ce qui nous explique l'efficacité de ses campagnes, l'autorité de son influence, les défauts de l'âme nationale. Il a toujours raillé ce mépris des autres races, cette naïve confiance dans sa supériorité, faite d'un peu d'inintelligence et de beaucoup d'orgueil, qui a amené à commettre tant d'iniquités une nation fière à bon droit de la moralité de ses citoyens [1]. Tout en s'en prenant aux journalistes et aux diplomates qui, par le ton de leurs articles et de leurs dépêches, ne cessent d'exciter l'opinion publique [2], il reconnaît que ces coups d'aiguilles répétés ne produiraient pas d'aussi vives irritations, s'ils ne s'adressaient point à un épiderme particulièrement sensible. Il ne faut pas nous dissimuler, écrivait-il à son ami John Bright [3], irrité contre la politique de lord Palmerston, que « l'origine de tout le mal vient de la nature combative, énergique, vaniteuse, pleine de dédain pour l'étranger et sensible à la pitié de cette noble créature insulaire, J. Bull. » Quelques années plus tard, dans une lettre adressée encore à John Bright [4], il revient sur la même idée : « Le plus grand obstacle à une amélioration ou à un changement dans les sentiments de John Bull est la remarquable vanité de l'animal ; il a tellement été empiffré de flatteries, pour lesquelles il semble avoir un insatiable appétit, qu'il est devenu une masse impénétrable de vanité. Rien n'est plus difficile que de modifier la politique des individus ou des nations, qui se laissent persuader qu'ils sont « l'envie des nations voisines et l'admiration du monde ». Le temps et l'adversité peuvent seuls agir en de pareils cas ». Tout en affirmant « qu'un Anglais grave, possédant la loyauté habituelle à sa race et l'énergie qui lui

1. Morley, *o. cit.*, t. I, p. 199.
2. *Ibid.*, t. II, p. 7 et 8.
3. 24 octobre 1846.
4. 1er octobre 1851.

est si particulière, peut être l'égal de n'importe quel homme dans les luttes quotidiennes de la vie » ; Cobden proclame qu'il ne croit pas à la supériorité des races anglo-saxonnes. « Il faut nous souvenir, disait-il, que nous devons notre religion aux Asiatiques, notre littérature, notre architecture et nos beaux-arts, en grande partie, aux Grecs, nos signes arithmétiques aux Arabes, notre civilisation aux habitants de l'Italie, et beaucoup de nos connaissances physiques et de nos inventions mécaniques aux Allemands. Ces souvenirs devraient nous rendre modérés dans nos prétentions exclusives[1]. »

Non content de combattre ceux des caractères de son peuple, qui forment encore une cause permanente de paniques belliqueuses, R. Cobden accepte la lutte sur des terrains moins abstraits et plus mouvementés. Chaque fois qu'une crise périodique vient agiter l'opinion nationale[2], au milieu des voix réclamant des canons et des navires, une autre s'élève grave comme un son de cloche. Chaque fois que, dans une colonie lointaine, une campagne a été trop farouche et une répression trop rigoureuse, Cobden est là pour exiger des enquêtes et prononcer des condamnations. Dès 1849, par exemple, il saisit l'opinion, à Manchester, des massacres de Bornéo, qui devaient faire, deux ans après, l'objet d'une interpellation du député radical Hume. « Dans le *Manchester Examiner*, vous trouverez un article de moi sur cette affaire, écrit-il à John Bright[3]. Je serai à Leeds et à Sheffield, dans quinze jours et j'y ferai allusion, si je puis. Je suis blessé de penser que d'infernales atrocités peuvent être commises par des bras anglais, sans provoquer de résistances conscientes dans la mère-patrie, pourvu qu'elles aient été accomplies bien loin, et que ses victimes soient trop faibles pour nous troubler de leurs reproches ou de leurs gémissements. En tant que nation, nous avons un

1. *Lettre à M. Livesey*, 10 octobre 1849.
2. 1849, 1853, 1862.
3. 6 décembre 1851.

terrible châtiment réservé pour nous, si le ciel dresse même dans ce monde un juste compte, comme je le crois, des vilaines actions commises. » La sanglante régression de la révolte des Cipayes soulève de sa part d'aussi véhémentes protestations : « S'il est vrai, comme Voltaire lui-même le croyait, qu'il y ait « un Dieu rétributeur et vengeur », les actes perpétrés par les Anglais dans le temps jadis, et bien plus les actes sanglants actuellement accomplis, et qui tous ont leur origine dans notre première agression contre les communautés éloignées et inoffensives, seront châtiés, avec une justice infaillible, en notre personne ou en celle de nos enfants[1] ».

Cet apostolat ardent n'était pas sans dangers ; et l'éminent biographe de R. Cobden, J. Morley, nous a conservé le souvenir des insultes et des provocations adressées à son maître par des officiers irascibles[2].

*
* *

Si l'on veut pénétrer les raisons pour lesquelles R. Cobden qui, dès les débuts de sa vie publique, avait eu à lutter contre les radicaux exaltés[3] ; qui, loin de se donner comme un révolutionnaire, remet aux calendes grecques le suffrage universel[4], se donne avant tout comme un représentant des classes moyennes[5], — si l'on veut connaître les causes, pour lesquelles ce progressiste singulièrement timide refuse énergiquement de s'allier aux Whigs, ces conservateurs intelligents[6], — il faut se rappeler la différence de leurs conceptions internationales[7] et les divergences de leurs tempéraments intellectuels. Sous l'action de causes diverses, l'âme nationale s'est modifiée. Les sensibilités, momentanément réveillées

1. *Lettre à J. Bright*, 24 août 1859.
2. J. Morley, *ouv. cité*, t. II, p. 93.
3. *Ibid.*, t. I, 124; t. II, p. 146-483.
4. *Ibid.*, t. II, p. 38, 53, 94.
5. *Ibid.*, t. I, p. 249, 307, 392, 402, II, 366.
6. J. Morley, t. I, p. 392, 402 ; II, 71, 126.
7. *Ibid.*, *o. cit.*, t. II, p. 117, 119.

dans leur sommeil séculaire, ont affiné les consciences. Les pensées, formées à une école rigoureuse, s'inclinent respectueusement devant les lois d'une science déductive.

En analysant les tempéraments de John Stuart Mill et de Gladstone, les chefs des deux derniers groupes libéraux, nous retrouverons cette double transformation psychologique si simple dans leurs causes, si féconde dans leurs résultats.

§ II

Stuart Mill[1], par ses opinions politiques et sociales, est un disciple de Bentham. Par ses opinions économiques, il continue l'œuvre d'Adam Smith, complétée par Malthus et précisée par Ricardo. Mais Stuart Mill, pas plus que R. Cobden, n'a complètement échappé à l'ébranlement Romantique. Il est impossible d'analyser son tempérament naturel, les influences subies et les opinions exposées, sans découvrir des caractères qui le distinguent d'un Whig comme Sidney Smith, d'un doctrinaire comme James Mill.

*
* *

On connaît la crise étrange qu'eut à traverser Stuart Mill. Dès sa plus tendre enfance, il avait donné à sa vie un objectif,

1. Au lieu d'analyser la personnalité de J. Stuart-Mill, nous aurions pu tracer le portrait d'Herbert Spencer. Tous deux ont subi, dans une certaine mesure, J. Stuart-Mill plus qu'Herbert Spencer, l'influence des Romantiques idéalistes, et des imaginations religieuses. L'un et l'autre, disciples fidèles des Economistes, ont placé, dans la coopération, toutes leurs espérances de progrès social : Herbert Spencer s'est attaché à démontrer l'inefficacité de l'action syndicale et à combattre les aspirations générales du socialisme. Tous les deux, enfin, ont été, au même degré, des pacifiques. Herbert Spencer classe les sociétés en deux types, — militaires et industrielles,— suivant que prédomine la centralisation autoritaire ou la décentralisation libérale. Pour qu'une société soit pacifique, il faut que les relations économiques de ses divers membres soient réglées par le libre-échange. Cette distinction est à la base de la sociologie. Il s'en sert, pour expliquer les institutions cérémonielles, leur formation et leur déclin, le groupement des sociétés politiques modernes, leurs tendances parlementaires, les différences et ressemblances entre les diverses sociétés existantes. Pour Herbert Spencer, la condition de tout progrès réside dans la cessation de la guerre. Aussi a-t-il lutté contre Disraeli et J. Chamberlain, contre la crise de 1878 et celle de 1899.

à son travail un but : il voulait lutter pour « réformer le monde ». « L'idée, nous raconte-t-il, que je me faisais de mon propre bonheur se confondait entièrement avec cet objet[1] ». Mais de ce que le jeune homme fut convaincu que la sympathie pour les hommes, les idées et les sentiments qui améliorent l'humanité souffrante, réparent une injustice, pansent une blessure, est de celles qui donnent les joies les plus durables et inspirent les efforts les plus persévérants, il ne s'ensuit pas qu'on puisse l'éprouver[2]. Habitué dès son enfance à considérer l'analyse comme l'instrument nécessaire aux pensées, qui ne veulent pas se contenter de connaissances déformées par les partialités d'une émotion ou les infidélités d'un intermédiaire, Stuart Mill la manie avec tant de dextérité, cette arme nette et froide, que ni enthousiasme généreux, ni passion mauvaise ne peuvent résister à son action dissolvante. Et Stuart Mill reste convaincu qu'il est désormais incapable d'éprouver cet amour de l'humanité, écrasée par le poids de ce qu'elle ignore et meurtrie par la nature dont elle n'est qu'un infime rouage, — ce désir passionné de secourir l'éternelle vaincue, — sans lesquels il n'y a ni joie durable, ni activité féconde. Devant cette certitude, que seul un stoïque, au déclin de la vie, aurait pu regarder en face et supporter avec fermeté, le jeune homme, encore à l'âge où le regard ne perce pas les brumes de l'horizon, s'arrête, hésitant dans son travail et découragé dans ses premiers efforts. Il ne peut se résigner à vivre, sans souffrances ni regrets, dans un brouillard monotone et froid, que ne percerait jamais, de leurs chaudes couleurs, les rayons d'un joyeux soleil. Stuart Mill déplorait ainsi les inévitables conséquences de son éducation, lorsqu'un soir il lut, par hasard, les *Mémoires* de Marmontel. Il lui suffit, pour être ému jusqu'aux larmes, de parcourir le passage, où l'auteur « raconte la mort de son père, la détresse où tomba sa famille, et l'inspiration

1. John Stuart Mill. *Mémoires*, trad. E. Cazelles, 1874, p. 127 (Paris, F. Alcan).

2. *Ibid.*, p. 130-132.

soudaine par laquelle lui, un simple enfant, sentit et fit sentir aux siens qu'il serait désormais tout pour eux, qu'il leur tiendrait lieu du père qu'ils avaient perdu »,[1]. Soulagé du poids qui l'accable, convaincu qu'il pourra dorénavant, tout comme un autre, au contact d'une belle lumière, d'une page ardente, d'une lutte politique, sentir résonner au fond de son âme de lointaines vibrations, il se reprend à jouir de la vie et à croire en sa mission.

Sur Stuart Mill, tout comme sur Cobden, passe le souffle d'un siècle nouveau. Les traditions séculaires de la race ont eu une verdoyante éclaircie ; et toutes les réserves de sensibilité délicate, accumulées pendant les siècles de l'énergie et les siècles du classicisme, se sont déversées en gaves sonores et en ruisseaux murmurants. Ce n'est chez Stuart Mill qu'un filet d'eau, qui ruisselle sur le roc d'une pensée positive et d'une énergie utilitaire : il suffit cependant, pour jeter sur l'œuvre du philosophe, du politique, de l'économiste, pleine de la sécheresse des faits et de la monotonie de la logique, un peu de vie. Ici, au milieu des pages où avec la conscience du philosophe et la netteté de l'historien, il retrace l'évolution de sa pensée, il s'arrête pour écrire quelques-unes des lignes les plus nobles qui aient été écrites, sur l'union de deux pensées égales, de deux volontés conscientes et de deux cœurs épris, pour déposer un hommage de reconnaissante tendresse sur le tombeau de la femme qu'il a aimée[2]. Là, il interrompt les discussions économiques pour plaindre les générations futures qui, sur la terre surpeuplée, ne pourront trouver de retraite isolée, où retremper leur âme : « La solitude est la condition essentielle de toute profondeur de réflexion ou de caractère ; et la solitude, en présence de la beauté et de la grandeur de la nature, est le berceau des pensées et des aspirations qui ne sont pas seulement salutaires pour l'individu, mais dont la société pourrait mal se passer. Il n'y a d'ailleurs rien de bien agréable à envisager un monde,

1. John Stuart Mill, *Mémoires*, p. 134.
2. John Stuart Mill. *Mémoires*, p. 231, 240.

où rien ne serait laissé à l'action spontanée de la nature, où chaque arpent du sol susceptible de fournir une nourriture aux êtres humains serait mis en culture, chaque lande de fleurs semée, et chaque pacage naturel mis en labour..., toutes les haies en bordure, les arbres inutiles déracinés ; presque pas d'endroit laissé, où un arbrisseau, une fleur sauvage pourrait pousser sans être arraché comme une mauvaise herbe, au nom d'une agriculture progressive[1]. » Ce philosophe utilitaire a connu dans un roman tragique les délicatesses et les rêves d'un poète romantique. Cet économiste, devant les spectacles les plus simples de la nature, une haie toute pleine de l'enchevêtrement des tiges et du parfum des blanches aubépines, a partagé, les émotions recueillies d'un Wordsworth[2]. Il avait lu ses vers sans en apprécier le sentiment tendre et contenu. Il les relut, après sa crise de conscience, et un peu de leur paix sereine descendit dans son âme troublée[3].

Elle fait plus; elle rapproche Stuart Mill du groupe des écrivains idéalistes, dont les imaginations lyriques, les sensibilités mystiques, les opinions métaphysiques, les tendances autoritaires étaient en opposition avec tous les caractères de l'école utilitaire et positiviste. Il se lie avec Coleridge, Frédéric Denison Maurice et John Stirling[4]. Des pages attirent les yeux de Carlyle; il les lit avec intérêt; proclame l'apparition « d'un nouveau mystique », et, l'automne suivant, vient frapper à la porte de Stuart Mill. Une étroite sympathie se noue entre ces deux esprits : Carlyle communique à Stuart Mill le manuscrit de *Sartor Resartus* ; Stuart Mill sollicite sa collaboration, ainsi que celle de Stirling, pour la *London and Westminster Review* ; plus tard enfin il fait de l'*Histoire de la Révolution française* un compte rendu enthousiaste ;

1. *Political Economy*, People's édit. Longmans, 1894, p. 454.

2. Il fut un ami tendre et fidèle. *Correspondance avec Gustave d'Eichtal*, 1898, p. 110.

3. *Mémoires*, p. 141, 142.

4. *Mémoires*, p. 148.

mais leur amitié ne fut jamais intime. Stuart Mill eut grand soin, dès le début dé leur liaison, d'éclairer Carlyle, dans une longue lettre, sur l'abîme qui séparait leurs opinions philosophiques et politiques. Ils n'en continuèrent pas moins, l'un à fonder des espérances sur le mysticisme inconscient de Stuart Mill, l'autre à admirer les visions du grand idéaliste. « Je ne croyais pas être un juge compétent de Carlyle ; je sentais qu'il était poète et que je ne l'étais pas ; qu'il était homme d'intuition, et que je ne l'étais pas ; qu'en cette qualité, non seulement il découvrait avant moi bien des choses, que je ne pouvais voir qu'après qu'on me les eût montrées, et que je n'étais parvenu à prouver qu'en tâtonnant, mais que, très probablement, il en voyait qui étaient invisibles pour moi, même après qu'on me les eût montrées[1] ».

Voilà la vraie raison pour laquelle Stuart Mill, malgré le réveil si dramatique de sa sensibilité, est resté fidèle aux traditions rationalistes et à la méthode logique du libéralisme. Par les caractères intimes de sa pensée, merveilleusement douée pour l'observation minutieuse et le classement précis des faits concrets, fermée aux élans passionnés et aux conceptions métaphysiques de l'imagination créatrice, il reste un philosophe du XVIIIe siècle. Il y a donc, dans sa personnalité, sinon une dualité, du moins une complexité. Nous la retrouverons dans ses idées.

Ses opinions philosophiques forment un tout homogène, marqué des caractères du XVIIIe siècle. Il a voulu prouver, en analysant les formes et les degrés de la connaissance, que les faits étaient les seuls éléments de notre science, que son unique rôle devait être de les ajouter et de les lier les uns aux autres. La recherche des causes premières est interdite au penseur sincère[2]. Par cela même qu'il se refuse le droit d'être un métaphysicien, Stuart Mill ne pouvait voir dans les reli-

1. *Mémoires*, p. 166, 168, 197, 207. Il admira beaucoup Michelet, *Correspondance citée*, p. 179.

2. Nous ne voulons pas reprendre ici les principaux chapitres de l'œuvre philosophique de J. Stuart Mill ; sur ses caractères « anti-intuitionistes » voir Leslie Stephen, *o. cit.*, t. III, p. 75, 88, 99, etc.

gions qu'une morale collective ; et d'autre part, son culte pour les efforts individuels, son respect pour les personnalités librement épanouies le disposent à critiquer plutôt qu'à admirer, à combattre plutôt qu'à respecter l'unité morale des confessions religieuses. Loin de partager les sympathies de Carlyle pour le christianisme, il lui a consacré une page sévère. « Son idéal est négatif plutôt que positif, passif plutôt qu'actif, l'innocence plutôt que la grandeur, l'abstinence du mal plutôt que la poursuite énergique du bien... Cette religion tient l'espérance du ciel et la crainte de l'enfer pour les mobiles d'une vie vertueuse ; elle reste en cela bien au-dessous des sages de l'antiquité, et fait ce qu'il faut pour donner à la morale humaine un caractère essentiellement égoïste, en séparant les sentiments du devoir chez chaque homme des intérêts de ses semblables, excepté lorsqu'un motif intéressé le porte à y avoir égard : c'est essentiellement une doctrine d'obéissance passive ; elle inculque la soumission à toutes les autorités constituées... Les devoirs du citoyen envers l'État sont, dans la morale purement chrétienne, à peine mentionnés ou reconnus. C'est dans le Coran et non dans le Nouveau Testament que nous lisons cette maxime : « Un gouvernement qui désigne un homme pour un emploi, quand il y a dans ses États un autre homme plus capable de le remplir, pèche contre Dieu et contre l'État[1]. » Cette attitude hostile, Stuart Mill l'a aussi bien, vis-à-vis du catholicisme que vis-à-vis du protestantisme[2]. Il est antichrétien ; mais il n'est pas antireligieux.

Tout en affirmant que l'existence d'une pensée divine, juste et bonne, l'immortalité de l'âme ne sauraient être prouvées par des arguments scientifiques[3], Stuart Mill ne veut pas interdire à l'imagination de rêver, ni à l'âme d'espérer. « Il s'en faut que l'effet bienfaisant d'une telle espérance soit sans valeur ; elle donne à la vie et à la nature humaine

1. *De la Liberté*, trad. Dupont-White, 1860, p. 88, 89. Voir aussi, p. 73 et 90, *Essais sur la Religion*, p. 223.

2. *De la Liberté*, p. 111.

3. *Essais sur la Religion*, trad. E. Cazelles, 1875, p. 142-3, 147-9.

un bien plus haut prix pour le cœur ; elle communique plus de force, comme aussi plus de solennité à tous les sentiments qui sont éveillés en nous par nos semblables et par l'humanité en général ; elle affaiblit le sentiment de cette ironie de la nature, qui devient si pénible, quand nous voyons toute une vie d'efforts et de sacrifices n'aboutir à former un esprit sage et noble, que pour qu'il disparaisse, au moment où il semble prêt à répandre sur le monde les fruits de ses labeurs[1] ». Par son respect pour le rêve religieux, Stuart Mill dépasse ses maîtres des XVIIIe et XIXe siècles.

Il leur a emprunté le principe utilitaire et la méthode déductive[2] de son libéralisme politique. Adversaire du parti whig[3], Stuart Mill prend, après Bentham, la direction de cette école de doctrinaires[4] anglais qui justifient l'idée démocratique, dans toutes ses conséquences politiques. Parce que la liberté de penser et d'agir est nécessaire au bonheur de l'homme, une société sera démocratique et son gouvernement représentatif[5]. Cette déduction est confirmée par des arguments de fait. Le spectacle d'une minorité privilégiée est aussi débilitant pour les consciences que déprimant pour les activités. Son existence même démontre la nécessité de concentrer tous les efforts dans l'acquisition des richesses ; et les tendances de son activité législative apprennent à donner le pas aux intérêts privés sur l'intérêt général[6]. D'autre part une aristocratie est peu disposée à assurer le développement d'une majorité, dont les progrès moraux et intellectuels accroîtront les forces et les ambitions, ou à faciliter l'éclosion des individualités vigoureuses, hostiles au joug de la routine et aux barrières des traditions[7]. Seule

1. *Essais sur la religion*, p. 235. Autres passages caractéristiques, *ibid.*, 97 ; *Poésie et religion*, p. 110 ; *Droit pour l'imagination de construire des hypothèses métaphysiques*, p. 196 ; *L'espérance spiritualiste et ses limites*, etc., 227-8.

2. Leslie Stephen, *o, cit.*, t. III, p. 151, 153.

3. *Mémoires*, p. 85, 89.

4. *Ibid.*, p. 2.

5. *De la liberté*, p, 103, 106.

6. *Mémoires*, p. 164.

7. *Le Gouvernement représentatif*, trad. Dupont-White, 1865, p. 132.

une société démocratique est tenue, si elle veut vivre, de perfectionner intellectuellement et moralement tous ses citoyens. L'insuffisance de la richesse comme critérium de la valeur personnelle, le droit pour chaque homme d'exprimer ses idées ou de défendre ses intérêts, la valeur éducative du bulletin de vote, le danger social causé par l'existence d'une minorité de parias, si faible soit-elle[1], tels sont les arguments qui le décident à rejeter un suffrage censitaire[2], ou à deux degrés[3], et à adopter un suffrage universel, corrigé par la représentation des minorités[4] et le vote plural[5]. Ces idées déduites avec logique d'un fait historique, social ou psychologique, sont exprimées dans un style aussi net et aussi précis qu'un instrument d'observation ou un enregistreur automatique. Aucune préoccupation littéraire, aucune ardeur oratoire ne vient orner ou animer ces phrases, qui sont le plus souvent, claires et impersonnelles, comme la traduction littérale d'un fait extérieur. Et cependant çà et là, à de rares intervalles, la période devient plus longue et les termes moins glacés. S'il veut montrer que la pensée humaine, pour se développer, doit pouvoir en toute liberté s'épanouir dans des directions différentes avec la souplesse des choses vivantes[6] ; s'il veut préciser le rôle prépondérant que joue dans l'histoire de l'humanité tous ceux dont la pensée n'accepte pas, comme définitives, les lacunes, les souffrances et les injustices, dont l'énergie ne s'arrête pas vaincue devant les obstacles sans penser à une revanche prochaine, tous ceux qui ne sont pas des résignés[7]; Stuart Mill modifie les caractères de sa composition et de son style. Les phrases sont plus longues. Chaque argument moins nettement séparé de celui qui le précède et de celui qui le suit. Les propositions et les idées empiètent les

1. *Le Gouvernement représentatif*, trad. Dupont White, p. 68, 188, 190.
2. *Ibid.*, p. 199.
3. *Ibid.*, p. 217, 223.
4. *Ibid.*, p. 163, 164.
5. *Ibid.*, p. 302.
6. *La liberté*, p. 103, 106, 113.
7. *Le Gouv. représentatif*, p. 69, 75.

unes sur les autres. L'ensemble du développement, au lieu de se répartir en une série de cases nettes et tranchées, est fondu en un seul bloc. Quelle est la force mystérieuse qui recouvre les diverses parties d'un raisonnement, d'une trame assez épaisse pour les masquer et assez vivante pour les faire oublier, sinon le sentiment? Stuart Mill avait réalisé son rêve de jeune homme. Quelques-unes de ses convictions tout intellectuelles étaient devenues passionnées. Il avait le sentiment de leur vérité. Une fois de plus, la complexité de sa personnalité se révélait. Le souffle romantique était passé.

Son action sur les opinions économiques de Stuart Mill est plus nette. Sans doute il conserve les lignes générales du système classique. Il pose le principe de la liberté économique avec toutes ses conséquences. Il accepte la libre concurrence des biens; réduit la notion de valeur à la simple expression du jeu de l'offre et de la demande[1], et s'oppose à toute restriction protectionniste de la production ou de la consommation des richesses[2]. Il accepte la libre concurrence des services; détermine les salaires par le rapport entre l'offre de la main-d'œuvre et la fraction disponible du capital circulant[3]; condamne le contrat collectif[4], le salaire minimum[5]; et ne voit d'autre remède aux souffrances ouvrières que dans la restriction volontaire de la natalité[6]. L'État ne saurait intervenir dans la concurrence des services pas plus que dans la concurrence des biens[7]. Mais grâce à la délicatesse d'une conscience féminine qui prépara l'évolution achevée par l'influence de Fourier[8], Stuart Mill se refuse à considérer comme

1. *Political Economy*, p. 290.
2. *Ibid.*, p. 511.
3. *Ibid.*, p. 207, 208.
4. *Ibid.*, p. 219.
5. *Ibid.*, p. 221.
6. *Ibid.*. p. 213.
7. *Ibid*,, p. 570, 571. *Liberté*, p. 161, 163. L'État ne peut interdire la vente des boissons alcooliques.
8. *Mémoires*, p. 160, 222, 236. *Political Economy*, p. 132. Il admira beaucoup le Saint-Simonisme, le rôle qu'il donnait au pouvoir spirituel. *Correspondance citée*, p. 25, 28.

définitif le système industriel, qui repose sur l'hostilité organisée de deux groupes d'êtres humains, ceux qui paient et ceux qui reçoivent les salaires[1]. Si la grande masse des hommes « devait rester comme aujourd'hui des esclaves, occupés à des travaux dans lesquels ils n'ont pas d'intérêt et partant pour lesquels ils ne sentent pas d'attrait puissant, depuis les premiers rayons du jour jusque tard dans la nuit, pour recevoir simplement les choses nécessaires à leur vie, avec toutes les lacunes intellectuelles et morales que cela implique ; sans ressources de l'esprit et du cœur, inéduqués, car ils ne peuvent pas mieux être éduqués que nourris ; égoïstes, car ils doivent concentrer toutes leurs pensées sur eux-mêmes; dépourvus des préoccupations et des sentiments qu'ont les citoyens et les membres d'une société ; avec un sens de l'injustice qui s'envenime dans leurs cerveaux, à la fois à cause de ce qu'ils n'ont pas, et de ce que les autres ont[2] » ; si l'évolution vers une répartition moins inégale n'était pas certaine, Stuart Mill n'hésiterait pas à se ranger au nombre des adeptes du communisme[3]. Tout en fondant beaucoup d'espérances[4] sur le développement intellectuel et moral que provoqueront les progrès de l'instruction et l'éducation politique, Stuart Mill comprend que ces causes psychologiques ne sauraient suffire pour organiser l'activité économique sur des bases nouvelles. Sans rompre avec ses maîtres, il interprète leurs axiomes avec des sentiments nouveaux. Il compte, d'une part, sur l'intervention de l'État, qui contrôlera tous les monopoles de faits[5] ; de l'autre, sur les syndicats professionnels, qui sont indispensables pour assurer le fonctionnement normal de la concurrence[6]. L'anarchie ne sera définitivement vaincue que lorsque le salariat aura

1. *Political Economy*, p. 541.
2. *Ibid.*, p. 225.
3. *Ibid.*, p. 128.
4. *Ibid.*, p. 458.
5. *Ibid.*, p. 581.
6. *Ibid.*, p. 565.

été remplacé par un contrat d'association, la participation aux bénéfices d'abord[1], la coopération de production ensuite[2]. Le jour de la paix luira quand la démocratie politique aura été couronnée par la démocratie sociale, l'égalité civique complétée par l'égalité économique. Sans chercher à atteindre une harmonie, trop parfaite pour ne pas être contraire à la vie, il importe d'affirmer qu'il n'est pas plus normal de refuser à un groupe, quelque restreint qu'il soit, un bulletin de vote, que de ne point associer une minorité, si faible fût-elle, à la possession du capital national. Pour préparer l'avènement de la démocratie économique, Stuart Mill veut que la petite propriété rurale[3] soit favorisée et encouragée; pour restreindre l'aristocratie économique, il compte sur l'égalité successorale[4] et le partage obligatoire[5], sur un maximun fixé aux sommes que chacun peut acquérir par « dons, legs ou héritage[6] », l'interdiction des successions collatérales[7] et la progressivité de l'impôt sur le revenu[8]. Sous l'action des préoccupations idéalistes, Stuart Mill atténue la doctrine économique de ses maîtres, modifie leurs conclusions par des déductions hardies[9] et laisse dans son traité l'empreinte de sa complexité psychologique.

* *

Elle se retrouve enfin, jusque dans ses conceptions de la politique extérieure. Sans doute ses maîtres, Bentham et James Mill, étaient trop imbus des souvenirs de l'Encyclopédie pour ne pas croire à une réglementation juridique des relations internationales. Encore est-il qu'il a trouvé le moyen de

1. *Political Economy*, p. 461.
2. *Ibid.*, p. 464, 476.
3. *Ibid.*, p. 173, 195.
4. *Ibid.*, p. 538, 541.
5. *Ibid.*, p. 536.
6. *Ibid.*, liv. II, chap. II.
7. *Ibid.*, liv. II, chap. II.
8. *Ibid.*, p. 487.
9. Sur ce lien étroit, qui rattache les solutions proposées par Stuart Mill au Classicisme économique, voir L. Stephen, *o. cit.*, t. III, p. 189, 193, 198, 226, etc.

marquer son action pacifique de caractères originaux.

De même que Cobden comprit que l'existence et le respect international étaient la conséquence logique de son libéralisme économique, de même Stuart Mill consacre un chapitre de son *Régime représentatif*[1] à prouver que l'existence indépendante et le respect mutuel des nationalités se déduisent des principes de son libéralisme politique. Après avoir défini l'idée de nationalité et rappelé ses origines diverses, ethniques et géographiques, sociales et politiques, Stuart Mill montre qu'une des conditions nécessaires des institutions libres, c'est que les limites des gouvernements coïncident, à peu près, avec celles des nationalités. Dans les États dont l'unité est factice, où les citoyens parlent et lisent des langues différentes, « l'opinion publique et générale, nécessaire à l'œuvre du gouvernement représentatif, ne peut exister. Les influences qui forment les opinions et décident les actes politiques sont différentes dans les différentes sections du pays. Les chefs de partis, qui ont la confiance d'une portion du pays, ne l'ont pas ailleurs. Les mêmes livres, les mêmes journaux, les mêmes brochures, les mêmes discours ne leur parviennent pas. Une section ignore les opinions ou les impulsions qui circulent dans une autre. Les mêmes incidents, les mêmes actes, le même système de gouvernement les touchent d'une façon différente, et chacune d'entre elles a plus à craindre des autres sections, que de leur arbitre commun : l'État[2] ». A ces nations hétérogènes manque enfin la seule garantie, en dernier ressort, contre le despotisme du gouvernement : la sympathie de l'armée pour le peuple. Les troupes, composées de nationalités différentes, « qui n'ont d'autre patriotisme que l'attachement au drapeau, ont été les bourreaux de la liberté, pendant toute l'histoire moderne[2] ». Sans doute, ce qui tend à mélanger les nationalités, à marier leurs qualités et leurs particularités, est un bienfait pour la race humaine. Telle l'absorption des provinces méridionales par

1. *Political Economy*, chap. XVI.
2. *Ibid.*, p. 340, 341.

l'Ile-de-France. La fusion ne détruit pas les types, mais elle les adoucit dans ce qu'ils ont d'extrême, les concilie dans ce qu'ils ont de contradictoire. « Un peuple uni, tout comme une race d'animaux croisés, mais à un degré beaucoup plus grand, parce que les influences qui opèrent sont morales autant que physiques, hérite des aptitudes et des qualités spéciales de tous ses ancêtres, et le mélange le protège contre la tendance à exagérer ses aptitudes et ses qualités, jusqu'aux vices qui en approchent. Mais pour rendre ce mélange possible, il faut des conditions particulières[1] ». Toutes les fois qu'elles ne se sont point produites, et ont laissé en présence des nationalités homogènes et irréductibles, qui aspirent à naître, celles-ci ont droit à l'indépendance[2] : seules elles peuvent assurer, dès qu'elles se seront épanouies, le fonctionnement des institutions libres.

De ce que Stuart Mill admet le principe des nationalités comme un corollaire de son programme politique, il s'ensuit qu'il accepte la nécessité de les respecter et partant d'établir un droit international. Il en pose les lignes générales dans un article inspiré par la politique de lord Palmerston, ses menaces constantes d'intervention, et en particulier son opposition au percement de l'isthme de Suez[3]. Il explique « à ses compatriotes les raisons qui servaient de prétexte à l'accusation d'égoïsme », si souvent lancée contre leur politique extérieure, et il critique « le peu d'élévation avec lequel les hommes d'État britanniques avaient l'habitude de parler de la politique de leur pays, qu'ils ne considéraient qu'au point de vue des intérêts anglais[4] ». Stuart Mill fait plus. Il élargit l'âme nationale en lui apprenant à apprécier les efforts intellectuels, à respecter les efforts politiques des autres peuples. Il contribue à dissiper les malentendus qui,

1. *Political Economy*, p. 345.

2. *La révolution de 1848*, trad. Sadi Carnot, 2e édit., 1888, p. 82.

3. Cet article, publié dans le *Fraser's Magazine*, a été réimprimé dans le volume III de ses *Dissertations et Discussions*.

4. *Mémoires*, p. 250. Il a souvent critiqué l'insularisme anglais. *Correspondance*, citée, p. 10.

trop souvent, séparent la France et l'Angleterre. Tout enfant, il avait quatorze ans, en 1820, il alla passer un an, dans le midi de la France, aux environs de Montauban, puis de Montpellier, chez sir Samuel Bentham. Il termine son voyage par un court séjour à Paris, chez l'économiste Say. Quel que soit le souvenir qu'il conserve des conversations de Say, de Saint-Simon, il est éclipsé par celui des courses dans les Pyrénées. Les images laissées dans le cerveau de l'enfant par cette lumière, si pure qu'elle respecte toutes les lignes et perce à jour tous les feuillages, si colorée qu'elle ne veut que des violets pour estomper les montagnes, des verts et des oranges pour enluminer les couchants ; les impressions laissées dans l'âme de l'enfant, par le spectacle de cette vie, si aisée et si libre dans la plaine ensoleillée, que le trop plein des forces inutilisées déborde dans l'accueil expansif, le verbe abondant et l'émotion artistique, — ces souvenirs furent assez profonds pour que Stuart Mill se plût souvent à les revivre avec sa femme d'abord, puis seul, dans les plaines de la Provence et du Languedoc. Il a voulu, dans ses *Mémoires*, rappeler la bienfaisante influence de ce premier tour de France [1]. « Le plus précieux des avantages que j'en ai retirés, c'est d'avoir respiré, pendant toute une année, l'atmosphère libre et douce de la vie qu'on mène sur le continent... Les sentiments des Français marquent de leur cachet toutes les relations humaines, aussi bien dans les livres que dans la vie. Souvent, il est vrai, ils s'évaporent en s'exprimant, mais ils s'entretiennent dans toute la nation par un exercice constant et s'excitent par la sympathie, de telle sorte qu'ils jouent un rôle actif dans la vie d'un grand nombre de personnes, et que tous les reconnaissent et les comprennent. Je ne pouvais alors sentir le prix de la culture générale de l'intelligence, qui résulte de l'exercice habituel des sentiments... » Cette admiration pour une race, où l'intelligence est plus naturelle et la sensibilité moins refoulée, fut développée par l'évolution de la pensée de Stuart Mill.

1 *Mémoires*, p. 55-57.

Au début de sa jeunesse, son culte pour nos philosophes du XVIIIe siècle, dont il rêvait d'être un disciple fidèle, son goût particulier pour Marmontel, Turgot et Condorcet[1], à l'heure de la maturité, ses relations étroites avec Auguste Comte, ses admirations successives pour Say et les économistes classiques[2], Fourier et les coopérateurs de 1848[3], doublent la sympathie du cœur d'une sympathie de l'intelligence. Chaque fois que, dans son *Régime Représentatif*, une allusion à la France se présente sous sa plume : il s'efforce de corriger par l'expression d'une espérance, une constatation douloureuse pour notre amour-propre. C'est ainsi[4] que dans une vigoureuse condamnation des tempéraments passifs, des peuples résignés, il insère ces deux phrases, dont la perspicacité rappelle les jugements de Taine. « Chez les Français, la double éducation du Catholicisme et du Despotisme a fait de la soumission et de la résignation le caractère ordinaire du peuple, en dépit de leur vivacité naturelle, et le type le plus généralement reçu de sagesse et d'excellence; si les Français ne sont pas plus envieux, soit les uns des autres, soit de toute supériorité, cela tient à ce que ce vice est neutralisé en eux par nombre de bonnes qualités, *surtout par cette énergie individuelle qui, quoique moins tenace et moins régulière qu'elle ne l'est chez les Anglo-Saxons, toujours luttant et ne comptant jamais que sur eux-mêmes*, s'est manifestée néanmoins chez les Français dans presque toutes les directions, où leurs lois l'ont encouragée[5] ».

Stuart Mill était donc particulièrement préparé pour élever la voix et dissiper les malentendus, chaque fois qu'on jetterait entre les deux nations occidentales un brandon de discordes. Nous avons déjà parlé de sa campagne contre lord Palmerston, à propos du percement du canal de Suez. C'est contre un

1. *Mémoires*, p. 103.
2. *Ibid.*, p. 54.
3. *Ibid.*, p. 95-99.
4. *Régime représentatif*, p. 96.
5. *Ibid.*, p. 72.

autre Whig, lord Brougham, qu'il avait déjà eu à batailler en 1848[1]. Son pamphlet condamne la Révolution de 1848, parce qu'elle est la négation de tous les principes et l'oubli de toute tradition.... « un pur accident, un changement imprévu, sans préparation, sans prétexte, sans justification dans un abus quelconque ; il n'en faut chercher la cause ailleurs que dans l'amour du changement et le penchant à la violence. La Révolution a été l'œuvre d'une demi-douzaine d'artisans rassemblés dans une imprimerie, d'une poignée de coquins armés, conduits par un prote et un cordonnier[2] ». A ce libelle, Stuart Mill répond par un exposé, impartial mais sympathique, des origines légitimes, de l'œuvre politique et sociale des républicains de 1848. « Ce sera aux yeux de la postérité l'immortelle gloire de ces hommes d'avoir été héroïques sans les illusions de l'inexpérience politique, d'avoir mis en pratique leurs opinions, avec calme et résolution, sans s'exagérer les chances de succès et l'importance des résultats à espérer. Ils pouvaient regretter que la nation ne fût pas mieux préparée au nouveau régime ; mais, du moment où le régime ancien avait disparu, il ne leur appartenait pas de déclarer que leurs institutions préférées étaient trop bonnes pour leur pays. Leur devoir était de s'assurer si un gouvernement républicain, entre les mains de républicains sincères, ne pourrait pas convertir la France aux idées républicaines[3] ». Stuart Mill rend hommage aux soldats, « aux artisans de Paris, la plus intelligente et la plus sage de toutes les populations ouvrières du globe[4] ». Il trace le portrait des chefs : « dictateurs sans police, sans même un corps de partisans pour les soutenir, titulaires d'un pouvoir absolu, sans aucune force matérielle pour se faire obéir, les membres du gouvernement provisoire ont cependant, durant

1. En 1828, il avait protesté contre des jugements trop sévères portés par Walter Scott dans son *Histoire de Napoléon*, et il avait écrit dans la *Revue de Westminster* un long article sur la Révolution française.

2. *La Revolution de 1848*, p. 7.

3. *Ibid.*, p. 39.

4. *Ibid.*, p. 42.

les deux mois qui suivirent la Révolution, maintenu l'ordre à Paris par leur seul ascendant moral[1] ». Ces lignes contribuèrent à apaiser l'opinion anglaise et à dissiper la panique belliqueuse.

S'il admet la légalité des conquêtes coloniales, Stuart Mill veut cependant que leur sort soit réglé par des lois et des règlements respectueux des indigènes, et il joint sa voix à celle de Cobden pour protester contre la féroce répression de la révolte des Cipayes[2], à celle de Frédéric Harrison pour poursuivre devant l'opinion publique, le Parlement britannique et les tribunaux criminels, le gouverneur de la Jamaïque et ses subordonnés, coupables d'avoir réprimé des protestations légitimes avec une injustifiable brutalité[3]. Plus tard, enfin, lorsqu'en France se dessine vers 1869, — à la veille de la défaite —, un courant d'idées pacifiques, il adresse aux pionniers l'expression de sa joie et de ses encouragements[4]. Stuart Mill, au même degré que R. Cobden, mais pour des causes différentes, contribue à couronner la hampe du drapeau national, aux couleurs sanglantes, d'une couronne d'olivier.

§ III

Si seul Stuart Mill pouvait donner au parti libéral la force d'une doctrine économique et politique, logique dans ses déductions et homogène dans son esprit, Gladstone[5] lui

1. *La Révolution de 1848*, p. 40.

2. *La Liberté*, p. 55.

3. *Mémoires*, p. 282. L. Blanc, *o. cit.*, t. V, p. 383 et 400.

4. *Correspondance* citée, p. 213, 215.

5. Au lieu d'analyser la personnalité de Gladstone, nous aurions pu tracer le portrait de sir Robert Peel. Les traits distinctifs de leurs tempéraments sont identiques. La délicatesse de sa sensibilité morale explique les préoccupations religieuses de sir Robert Peel, ses scrupules politiques, son éloquence nerveuse. Fier comme Gladstone de ses origines, il méprisa les honneurs aristocratiques. Comme Gladstone, enfin, il resta volontairement un isolé : sa réserve silencieuse, son orgueilleuse timidité nuisirent souvent à son activité parlementaire et à son autorité ministérielle. Leur évolution vers le Libéralisme est dictée par les mêmes angoisses de leurs consciences. Leur conception de la politique extérieure était identique : « Sir Robert Peel, a dit Guizot, avait à ce sujet *deux sen-*

apporte des avantages également précieux. Il se rattache par son tempérament au courant d'idéalisme religieux, par ses traditions familiales au parti conservateur[1] : il offre à ses nouveaux amis politiques l'autorité d'une conscience puritaine, d'une conversion sincère. Des anecdotes, d'ailleurs exactes, nous représentent Gladstone plutôt comme un classique disert et courtois, contemporain de Pope et de Fox. La richesse de sa bibliothèque latine et grecque, sa collection des éditions d'Homère, de Dante et Shakespeare sont célèbres[2]. Sa connaissance scientifique de l'*Iliade*, de l'*Odyssée*, de la *Divine Comédie* jouit d'une réputation européenne[3]. Les citations latines émaillent ses professions de foi politiques et mêmes ses exposés financiers[4]. Dans ses discours, il se plaît à retrouver par le balancement des propositions, l'opposition des épithètes et la sonorité des péroraisons, l'harmonie des périodes classiques. Cette éducation intellectuelle n'empêche pas Gladstone d'appartenir, par les caractères de son tempérament et de sa doctrine, au groupe de poètes idéalistes et de théoriciens politiques qui ont battu en brèche l'œuvre littéraire et sociale du XVIIIe siècle.

*
* *

Deux portraits du grand Libéral sont célèbres, et J. Morley les a reproduits dans son livre, comme s'il les jugeait nécessaires pour éclairer son analyse psychologique. William Bradley nous a laissé la silhouette d'un jeune homme, à la cravate romantique, debout aux pieds d'une colonnade clas-

timents puissants et beaux : il voulait entre les Etats, la paix et la justice. » Dans ses négociations avec la France (1841-1846), dans ses efforts d'ailleurs efficaces pour réduire le coût de leurs armements, il révéla la sincérité de ses convictions.

1. Sur le rôle politique de son père qui abandonna le parti Whig et la religion presbytérienne pour devenir le ferme soutien de Canning et de l'église anglicane ; sur les liens qui unissaient la femme de Gladstone à toute l'aristocratie britannique, voir J. Morley, *Life of Gladstone*, 1903, t. I, p. 19 et 223.

2. George-W. G. Russell, *Gladstone*, Londres, 1891, p. 262.

3. *Ibid.*, p. 277.

4. *Ibid.*, p. 120-183.

sique. Malgré la flamme des yeux sombres fortement enchâssés sous d'abondants sourcils, l'attitude de la tête appuyée sur la main gauche, dans une apparente méditation, le nez impérieux et la bouche aux lèvres étroites, dont les plis sont accentués par des rides précoces, donnent au visage une expression d'ardeur contenue. C'est la même force, faite d'émotion et de volonté, qui brille dans l'admirable toile de J. Millais. Gladstone est debout, les bras allongés et les mains jointes, la tête de trois quarts et le regard perdu dans ses pensées. Sur le fond sombre, comme elle se détache, seulement éclairée par la blancheur du col légendaire, nouée de la célèbre cravate noire! Le gonflement des veines sur le large front qu'encadrent de rares cheveux blancs ; la tension des rides plus accentuées et des lèvres plus serrées qu'autrefois ; l'austérité de ce profil dont l'âge a encore creusé les lignes impérieuses, montrent bien qu'avec les années la volonté a accru sa gravité tenace. Mais dans les yeux, brille encore la souriante étincelle, qui éclairait, de sa tendresse et de sa grâce, le visage du jeune homme. L'imagination a conservé sa fraîcheur, et la sensibilité, — cette imagination du cœur, — sa richesse d'émotions. Gladstone est une âme religieuse maîtrisée et servie par une volonté d'acier.

L'intensité de ce sentiment chrétien n'a jamais varié. Étudiant, il se donne comme « but », de faire en sorte « que l'amour de Dieu devienne une habitude de son âme[1] ». Député à vingt-trois ans, il inaugure sa carrière Parlementaire par un examen de conscience : « Les résultats de l'année qui vient de s'écouler ont été plus petits que ceux de la précédente. Je voudrais pouvoir espérer que mon état d'esprit ait été, à quelque degré, éloigné de la terre et rapproché du Ciel ; que les habitudes de ma pensée aient été pénétrées, dans une certaine mesure, de cet esprit, qui n'est pas de ce monde[2]. » Peu de temps après, pour corriger l'influence délétère des succès mondains, Gladstone fonde avec quelques

1. Morley, *o. cit.*, I, p. 52.
2. Morley, p. 97.

amis une association de retraites et de méditations religieuses. En 1843, au milieu de ses premiers succès et à la veille d'entrer dans le ministère de sir R. Peel, il demande à Dieu de l'aider à prendre une décision, à accepter ou à refuser le portefeuille[1]. Et plus tard au terme de sa carrière, lors des batailles du *Home Rule*, avant de prononcer les discours décisifs, il s'isole pour prier[2].

Pour bien saisir les caractères de ce sentiment religieux, il faut se rappeler l'amitié étroite qui unissait Gladstone à ceux des chefs du mouvement d'Oxford, que les scrupules de leurs âmes mystiques et les conséquences de leurs doctrines théologiques allaient ramener dans le sein de l'Église romaine ; il faut avoir feuilleté leur correspondance. A un ami, M. Hope, rendu célèbre par son attachement pour l'archidiacre Manning, dont il devait suivre l'évolution, Gladstone écrit : « Mon cher Hope, j'ai à peine besoin de vous dire combien je suis profondément ému par votre lettre et votre demande de mes prières. J'espère vous donner ce que vous me demandez. Pour ce qui est des prières, vous les avez depuis longtemps déjà, en privé et en public, et à l'heure de la sainte communion. Seulement, vous ne devez rien attendre d'elles ; elles ne peuvent que ne vous point faire de mal. D'après la loi miséricordieuse de l'Évangile, tandis que la prière du juste aide beaucoup, les offrandes de l'inique ne retombent pas en épreuves sur la tête de ceux pour qui elles sont offertes[3] ». Attiré vers le catholicisme par l'attrait de son unité, le charme de ses cérémonies liturgiques, la poésie de ses pieuses tendresses[4], Gladstone partage sa croyance dans la nécessité d'un dogme rigoureux, la valeur exclusive du *sentiment* religieux et l'efficacité morale des entretiens quotidiens avec la divinité. F. Denison Maurice se demande, dans son journal en 1840, comment Glads-

1. J. Morley, p. 260.
2. *Ibid.*, *op. cit.*, III, p. 310.
3. George W. E. Russell, *op. cit.*, p. 76, 77 ; voy. aussi p. 100.
4. J. Morley, *op. cit.*, I, p. 87, 174.

tone pourrait comprendre le rationalisme assez pour le réfuter[1]. Les récents efforts des sciences naturelles pour percer le mystère des choses le laissent indifférent ; ceux de métaphysiciens, pour résoudre, par les hypothèses de leur seule raison, les problèmes de l'universelle énigme éveillent sa méfiance[2] ; ceux des philosophes et des moralistes, pour assimiler à des phénomènes sociaux les origines et l'évolution des religions, ou simplement pour constituer une sorte de rationalisme chrétien, provoquent son irritation. La *Vie de Jésus* de Renan est « une mystification »[3]. Gladstone est « convaincu que le bonheur de l'humanité ne dépend pas maintenant de l'État ou de la politique ; la vraie bataille se livre sur le terrain de la pensée, où une attaque désespérée est faite avec une grande ténacité, contre le plus grand trésor de l'humanité, la croyance en Dieu et dans l'Évangile du Christ[4] ». Il assimile à cette campagne tous les essais tentés pour restreindre le dogmatisme de la religion chrétienne. Si quelques prêtres anglicans tâchent de concilier, dans *Essays and Reviews*, les rigueurs de la tradition et les découvertes de la science[5] ; si une romancière Mrs Humphry Ward, dans *Robert Elsmere*, se prononce en faveur d'une évolution du christianisme vers le théisme[6], Gladstone, en pleine maturité ou au déclin de sa vie, se lève pour protester. Le dogme est un bloc qu'il faut conserver tout entier[7] ; et Gladstone réserve son indulgence, pour ceux, qui, comme Bradlaugh, proclament leur intransigeance et se donnent comme athées. Ses habitudes, autant que ses convictions rapprochent Gladstone du catholicisme romain. Mais il est trop attaché au caractère national de son Église, trop convaincu du droit de contrôle des laïques sur le clergé et le

1. George-W.-G. Russell., *o. cit.*, p. 62.
2. J. Morley, *o. cit.*, I, p. 209.
3. *Ibid.*, II, p. 476.
4. J. Morley, *o. cit.*, p. 500.
5. *Ibid.*, II, p. 164.
6. *Ibid.*, III, p. 357.
7. *Ibid.*, p .19.

dogme, pour imiter Newman et Manning[1]. Quelques-uns des jugements les plus durs qui aient été portés sur le catholicisme moderne, sur les modifications apportées par Pie IX au dogme et au culte, sont tombées de la plume du plus religieux, du plus chrétien des hommes d'État anglais, je veux dire de Gladstone. Il devint et resta un catholique réformé, un anglican. Ce sentiment religieux joue dans la vie intellectuelle et l'existence politique de Gladstone un rôle prépondérant. Il s'est associé aux grands événements de l'évolution chrétienne, aussi bien qu'aux petits incidents de la vie religieuse de l'Angleterre. Lors de la crise anglicane, à laquelle on a donné le nom de *Mouvement d'Oxford*, ses deux ouvrages sur les rapports de la Religion et de l'Etat, sur les traits distinctifs de l'Eglise anglicane[2] produisent une profonde impression[3]. Lorsque fut proclamé le dogme de l'infaillibilité papale, sa protestation contre un acte, par lequel Rome a « à la fois répudié la pensée moderne et l'histoire ancienne », est tirée à 150.000 exemplaires[4]. Enfin, dès qu'un incident vient agiter cette église Anglicane, perpétuellement tiraillée entre ses origines protestantes et ses tendances catholiques, dès qu'il s'agit de construire un séminaire[5] ou de créer un nouvel évêché[6], de défendre un pasteur trop dogmatique[7] ou de condamner un prélat trop rationaliste[8], Gladstone intervient, prononce des discours et écrit des lettres. Et si les discussions théologiques et les affaires ecclésiastiques ne parviennent pas à remplir le peu de temps que n'absorbent point les luttes politiques et les études litté-

1. J. Morley, I, p. 312.

2. *Religion and the state*, 1838; *Church principles considered in their results*, 1840; *the Royal supremacy viewed in the light of reason, history and the constitution*, 1850.

3. J. Morley, *o. cit.*, p. 172-176.

4. *Ibid.*, II, p. 515, 525.

5. *Ibid.*, I, p. 230.

6. *Ibid.*, I, p. 309.

7. Par exemple F. Denison Maurice, coupable d'avoir enseigné le dogme de la présence réelle.

8. Par exemple l'évêque de Colenso, *ibid.*, II, p. 168.

raires, les demandes de direction morale et les exposés de cas de consciences sont là, qui encombrent la table et attendent des réponses [1].

Comment une activité théologique, aussi intense, n'aurait-elle pas débordé, au delà des limites qui lui étaient tracées, envahi et pénétré la carrière politique de Gladstone? Embrassée par lui, dans un but religieux, avec la pensée de propager et d'appliquer les maximes chrétiennes [2], elle est inexplicable pour tous ceux qui ignorent ou méconnaissent le trait distinctif de cette personnalité. Tels de ses actes, sa démission ministérielle en 1845 [3] et ses angoisses à la suite de la guerre de Crimée [4]; tels de ses votes, son hostilité vis-à-vis de la loi du divorce [5] et sa sympathie persistante pour l'enseignement confessionnel [6], sont incompréhensibles pour tous ceux qui oublient que Gladstone s'est toujours considéré comme un prêtre égaré dans la politique. Les années passent, les idées évoluent, mais ni l'action du temps, ni l'influence de la pensée n'altèrent ce caractère du tempérament naturel. La sensibilité religieuse de Gladstone reste aussi vive, aussi sincère aux premières heures de sa jeunesse, comme aux dernières lueurs du crépuscule. L'empreinte particulière qui avait laissé sa marque sur le frais visage du collégien d'Eton, toujours prêt à protester contre des toasts grossiers ou des traditions cruelles [7], se lit encore sur les traits lassés du patriarche, qui préside régulièrement aux cérémonies du culte dans son village. Le 18 mars 1898, après avoir béni le ciel qui lui avait accordé quelques mois de paisible solitude pour méditer et prier, Gladstone quitte Bournemouth; il veut regagner Hawarden, sa maison, et

1. *Ibid.*, II, p. 531.

2. J. Morley, *o. cit.*, I, 183 et 325.

3. Au sujet de la subvention à accorder au séminaire catholique de Maynooth-George. W. Russell, *o. cit.*, p. 76.

4. J. Morley, t. I, p. 126.

5. *Ibid.*, p. 135.

6. *Ibid.*, *o. cit.*, II, p. 298, 311.

7. George-W. Russell, *o cit.*, p. 7.

attendre la mort, dont les médecins lui ont prédit la date prochaine. La foule se presse sur les quais de la gare, pour saluer une dernière fois l'illustre vieillard. Avant d'entrer dans son wagon, Gladstone se retourne, et d'une voix sereine et distincte : « que Dieu vous bénisse, vous et cette ville et la terre que vous aimez[1] ». Les dernières paroles à son peuple furent une prière ; son dernier geste d'homme d'État, une bénédiction.

*
* *

Si un mysticisme exalté ne trouble jamais la paix de cet ardent attachement à une religion volontairement dogmatique et fidèlement nationale ; si cette sensibilité n'ajouta jamais au culte des beautés morales celui des grâces artistiques, c'est que la richesse d'émotions fut perpétuellement refoulée et contenue par une inlassable énergie.

La volonté, le second trait distinctif de la personnalité de Gladstone, a laissé sur son caractère et sa pensée une marque aussi ineffaçable que les rides qu'elle avait dessinées, à force de tendre les muscles, sur le visage du vieillard. Le merveilleux équilibre de ce tempérament, qui ignore dans la jeunesse les besoins d'exubérances[2], et dans la maturité les angoisses de la maladie[3], facilite la maîtrise de soi. Gladstone déclarait à sa femme qu'à vingt-trois ans, il était parvenu à dominer complètement sa sensibilité : des méditations quotidiennes lui avaient permis d'utiliser toutes les ressources de son tempérament, toutes les forces de sa volonté[4].

L'expérience de la vie et les luttes politiques développent rapidement cette force innée[5]. Peu à peu, l'impression de charme pénétrant, qui révélait aux observateurs les moins

1. J. Morley, *o. cit.*, III, p. 518 et 528.
2. J. Morley, *o. cit.*, I, p. 30.
3. *Ibid.*, p. 185.
4. *Ibid.*, p. 187-9.
5. Sir Algernon West, dans *Young Man*, mai 1903, raconte diverses anecdotes qui montrent jusqu'à quel rare degré Gladstone avait poussé la maîtrise de soi.

perspicaces[1] la tendresse et la douceur de cette âme vibrante, se fait plus rare et plus éphémère ; elle reste le précieux apanage de ceux qui s'entretiennent avec Gladstone de ses admirations littéraires et de ses préoccupations religieuses. Moins bien partagés, ses collaborateurs politiques subissent les contre-coups de cette perpétuelle tension. Gladstone, quand il dirige ses troupes dans les batailles de Westminster, est raide et impérieux. Il n'a aucune de ces habiletés qui rendent l'obéissance facile et les rapports agréables. Il ne sait point fortifier les sympathies politiques par des relations mondaines, évoquer à propos un nom et un souvenir, adoucir par une touche légère la portée d'une critique, faciliter par un mot d'esprit l'exécution d'un ordre. Il ne plaisante jamais. La tension de sa volonté ne se desserre pas un seul instant. Il reste toujours fortement campé sur ses principes. Comme disent les Anglais, dans une de leurs expressions intraduisibles parce qu'elles sont caractéristiques : « Il était gravement, terriblement, incessamment *in earnest* »[2]. Si l'intensité de l'énergie éclate à tous les yeux, son caractère impérieux se masque souvent derrière une attitude toujours courtoise, et une parole toujours modeste. Et cependant, comme elle se révèle la ténacité têtue dans la soudaineté des décisions, le dédain des conséquences, la naïve surprise devant les dissentiments ou les résistances[3]. Les difficultés de la tâche entreprise, les critiques qui l'assaillent, les obstacles qui se dressent sur son chemin ne troublent pas cette âme confiante dans les forces de son courage et la vérité de ses convictions.

Cette volonté a marqué de son empreinte la pensée même de Gladstone. Elle donne aux idées un peu de sa rigidité dans leur expression et de sa ténacité dans leur exécution. Cette affirmation peut paraître paradoxale à tous ceux qui

1. George-W. Russell, *o. cit.*, voy. p. 62, 68. deux anecdotes caractéristiques.

2. George-W. Russell, *o. cit.*, 229.

3. *Ibid.*, p. 270, 271.

savent que Gladstone a, dans sa maturité, soutenu toutes les causes qu'il avait condamnées dans sa jeunesse. Mais si l'on veut découvrir la véritable explication de cet inconscient opportunisme, on reconnaîtra qu'aucune de ces conversions n'a été imposée à l'homme politique, par une préoccupation utilitaire, par le sens de l'*expediency*. Le Révérend Denison Maurice protestait avec raison contre une pareille interprétation, dès 1847, lorsque Gladstone modifie, sur un premier point, son programme conservateur, accepte des mesures favorables aux dissidents protestants et aux catholiques irlandais[1]. La hauteur de l'idéal moral et la délicatesse de la conscience suffisent pour expliquer des évolutions, dont la sincérité est encore démontrée par la loyauté avec laquelle elles sont avouées et la ténacité avec laquelle elles sont réalisées. Comme disait Denison Maurice, « Gladstone n'a jamais été « l'esclave des circonstances ». Il agissait conformément à des principes ». Et ces principes parfois modifiés n'en avaient pas moins toute la roideur de l'acier. Ni l'intérêt du parti, ni les tendances de l'opinion publique ne les font fléchir. Lorsqu'en 1865, Gladstone propose la séparation de l'Église et de l'État en Irlande, il termine par ces paroles retentissantes : « Si l'on me demande quelle est l'issue que je prévois à cette lutte, je commence par avouer avec franchise que, quant à moi, je ne m'y serais pas embarqué, si je ne pensais pas que l'heure dernière est prête à sonner :

Venit summa dies et ineluctabile fatum...

« L'issue est entre nos mains. Ce que nous avions et avons à faire est de réfléchir soigneusement et profondément, avant de faire un premier pas dans une voie comme celle-ci ; mais une fois que nous avons pris part à la controverse, de nous conduire sur-le-champ comme des hommes, d'utiliser chaque effort pour détruire ce qui reste encore de scandales

1. George Russell, *o. cit.*, p. 86.

et de tristesses dans les relations entre l'Angleterre et l'Irlande, de faire tous nos efforts pour remplir du ciment de la concorde humaine les fissures du noble édifice de l'Empire britannique[1] ». Qu'est-ce à dire, sinon que, dès qu'une réforme s'est imposée à l'esprit ou à la conscience, on doit oublier objections ou difficultés, lutter et vaincre. Nous comprenons maintenant l'audace avec laquelle Gladstone a su, par deux fois, forcer la main à la Chambre des Lords, en 1861, à propos du droit sur le papier, et en 1870, à l'occasion de la suppression de la vénalité des grades dans l'armée, la fidélité avec laquelle il est resté attaché, malgré tout et contre tout, à son projet de *Home Rule*. Les deux traits distinctifs de sa personnalité, la sensibilité religieuse et la persévérante énergie, avaient uni leurs forces en un irréductible faisceau[2].

Lorsqu'on a analysé la personnalité de Gadstone, découvert ces deux caractères fondamentaux, on peut prévoir, d'une manière presque certaine, quelle sera son attitude vis-à-vis des problèmes de la politique intérieure et extérieure.

*
* *

Si l'écolier d'Eton défend le principe aristocratique contre le principe démocratique[3], si l'élève d'Oxford proteste en 1831 contre l'extension du droit électoral proposé par les Whigs[4], si enfin, dans sa première profession de foi, le jeune député s'engage à lutter contre « le désir de changement », de jour en jour plus fort, — c'est que Gladstone est conservateur par tempérament. Sa sensibilité était trop délicate et trop aristocratique pour n'être pas conservatrice. Il est de ces cœurs qui s'attachent aux choses parce qu'elles durent, et qui éprouvent autant de mélancolie à modifier une antique

1. George Russell, *o. cit.*, p. 203.

2. Toute son œuvre financière, si contraire à ses goûts et à son caractère, s'explique par sa ténacité J. Morley, *o. cit.*, I, p. 255.

2. W. Russell, *o. cit.*, p. 10.

4. *Ibid.*, *o. cit.*, p. 21. J. Morley, *o. cit.*, t. I, p. 106, énumère quelques-uns de ses premiers votes foncièrement illibéraux.

coutume, supprimer une loi démodée, qu'à saper un arbre centenaire ou détruire une tourelle ruinée. Comme tous les romantiques, il a le culte du passé[1]. Sa haute culture littéraire et morale, les traditions de famille qui le rattachent à la petite noblesse d'Écosse, son goût naturel pour cette société anglaise hiérarchisée, où les privilèges sont proportionnés à l'étendue des devoirs et à la distinction des manières, attachent Gladstone invinciblement au principe aristocratique, tempéré dans ses applications pratiques par des usages séculaires. Sa pensée enfin, rebelle aux constructions philosophiques, est moins préparée qu'une autre à souffrir d'un manque de logique, à pousser une idée jusque dans ses conséquences et dresser méthodiquement un plan de réformes. Les caractères généraux de sa sensibilité comme ceux de son intelligence semblaient désigner Gladstone pour rester, sa vie durant, comme il l'avait été à Oxford, le chef de cette majorité, plus nombreuse en Angleterre que partout ailleurs, qui est plus disposée à conserver qu'à détruire, à respecter qu'à critiquer.

S'il devint progressivement un libéral, s'il accepte peu à peu les idées exposées depuis près d'un demi-siècle, par les théoriciens de l'Économie politique ou de la philosophie utilitaire, c'est que la délicatesse de sa conscience morale l'empêche de n'être qu'un conservateur. Toutes les fois qu'une idée générale ou un problème particulier revêt un caractère religieux et prend la forme d'une question de justice, Gladstone abandonne le parti auquel le rattachent ses goûts, sa méthode et ses traditions. Il est aisé de comprendre que le libéralisme de Gladstone est à la fois spécial dans son esprit et restreint dans ses applications. Pour en déterminer la nature particulière et les limites précises, essayons de retracer l'évolution de sa pensée.

Toutes les grandes questions qui se posent devant le Parlement anglais, au moment où Gladstone vient s'y asseoir,

1. J. Morley, *o. cit.*, II, p. 179.

l'inégalité politique des catholiques et des protestants dissidents, la suppression des droits sur les blés, la séparation de l'Église et de l'État en Irlande, l'extension du droit de vote; — toutes, au fond, malgré les arguments politiques, juridiques, économiques pouvaient se résumer en un problème de morale. Est-il juste que les convictions religieuses valent à ceux qui les pratiquent ouvertement et sincèrement une sorte de déchéance politique? Est-il juste qu'une minorité de propriétaires fonciers vivent largement aux dépens d'une majorité, qui manque d'air, de pain et de travail[1]? Est-il juste qu'une majorité entretienne grassement l'Église nécessaire à une minorité, dont elle ne partage point la foi[2]? Est-il juste que des ouvriers qui donnent, dans le maniement de leurs associations syndicales et le développement de leurs coopératives, tant de preuves de jugement ferme et de patiente énergie, se voient refuser le droit de cité[3]? Et c'est parce que cette notion de justice, si incertaine puisqu'elle échappe à l'analyse, si mystérieuse puisque rien dans le spectacle de l'Univers ne la suggère à l'homme, est une idée religieuse, l'expression de ce besoin d'harmonieux équilibre auquel répondent les rêves métaphysiques, que Gladstone ne pouvait rester sourd à son appel. Il se trouvait que ces actes de justice étaient en même temps des actes de liberté : ils affranchissent de liens séculaires les idées, les hommes et les choses. Les deux termes deviennent synonymes pour Gladstone : et lorsqu'en 1865, il veut, après avoir renoncé au siège de l'Université d'Oxford, justifier devant ses nouveaux électeurs sa volte-face politique, il termine son discours par ces lignes : « Si je suis entré au Parlement, comme je l'ai fait, avec le désir ardent et anxieux de conserver les institutions de mon pays, je puis dire, en vérité, qu'il n'y a pas de période de ma vie pendant laquelle ma conscience ait été aussi claire, ait si bien répondu à mes interrogations, que ces années pendant les-

1. George W. Russell, *o. cit.*, p. 83; J. Morley, *o. cit.*, II, p. 57.
2. *Ibid.*, *o. cit.*, p. 75.
3. *Ibid.*, *o. cit.*, p. 162. J. Morley, *o. cit.*, II, p. 126.

quelles j'ai aidé à réaliser des mesures libérales... Parce qu'elles sont libérales, elles sont les vraies mesures et indiquent la vraie politique à suivre, celle qui rend un pays fort et conserve ses institutions[1]. » Ce langage est celui d'un croyant. La conviction politique, déterminée par des arguments moraux, est devenue une conviction religieuse[2]. Servie par une volonté tenace, elle se brisera contre les obstacles, plutôt que de céder.

Quelles que soient l'originalité et l'élévation de ce programme, il n'en devait pas moins recevoir une double et grave atteinte. Paralysé par ses inaptitudes philosophiques, dominé par les préoccupations morales toujours présentes, aveuglé par l'éclat de la volonté toujours tendue, Gladstone est incapable non seulement de concevoir avec netteté les tendances de l'évolution politique, les divers moyens de la hâter et l'ordre de ses phases successives, mais encore de subordonner la solution des problèmes en suspens à l'éclosion de causes favorables ou de courants sympathiques, ou même de préférer, à un échec absolu, une transaction habile. Trop fragmentaire et idéaliste pour être conforme à la méthode systématique et aux traditions utilitaires des radicaux philosophes, la politique gladstonienne participe cependant à la rigidité du classicisme économique. Le ministre des Finances, si avare des deniers publics que ses budgets en sont restés célèbres, ne comprend qu'imparfaitement l'importance croissante des questions ouvrières. Cet apôtre d'un christianisme nouveau ne conçoit d'autre solution aux conflits sociaux, que le libre exercice du droit d'association. Il avait donné ou contribué à donner aux ouvriers agricoles et urbains de l'Angleterre l'un et l'autre[2]. Il ne peut faire plus. En 1891, formulant pour la dernière fois le programme de son parti, il passe en revue toutes les questions longuement, sauf les problèmes sociaux ;

1 George W. Russell, p. 174.

2 Ajoutons qu'il avait contribué à réorganiser les caisses d'Épargne. Morley, *o. cit.*, II, p. 52. Pendant un temps, les réformes auxquelles Gladstone avait attaché son nom, suffirent pour lui gagner l'admiration enthousiaste des travailleurs manuels, Morley, II, p. 211, 557.

il recherche les moyens d'envoyer au Parlement un plus grand nombre d'ouvriers, de diminuer les heures de travail ; et c'est tout[1]. En 1894, au moment de clore sa vie publique, il prononce ces paroles retentissantes : « Je suis heureux d'avoir eu une part dans l'œuvre d'affranchissement des soixante dernières années, mais j'ignore complètement, si j'avais à commencer ma vie, comment je ferais face aux problèmes singulièrement différents des soixante années à venir. D'une seule chose, je suis et ai toujours été convaincu, — ce n'est point par l'État que l'homme peut être régénéré et les terribles misères de cette terre de nuit traitées avec efficacité[2] ». Gladstone, par son attachement au libéralisme économique, aliénera à son parti les électeurs disposés à acheter des améliorations matérielles et immédiates au prix d'une diminution de leur liberté.

La seule fraction du parti qui restera fidèlement attachée à Gladstone, est le groupe des *dissenters*. Cette minorité, dont les ambitions morales sont si hautes et parfois si scrupuleuses, que l'expression de *non conformiste conscience* est à la fois un terme d'admiration et de raillerie, comprit que l'âme de cet anglican, — on pourrait presque dire de ce néo-catholique, — avait l'austérité passionnée et l'inébranlable fermeté d'un de leurs chefs puritains[3] : des préoccupations religieuses expliquent les caractères propres de son libéralisme et les tendances humaines de sa politique extérieure.

*
* *

Ni le souci d'assurer par la paix l'harmonieuse expansion des activités économiques, ni le respect du principe des nationalités n'ont inspiré Gladstone dans ses luttes contre les violations du droit international : seul le souvenir d'une idée

1. XIV th. *Annual meeting of the national Liberal Federation* (*Lib. public départ.* 1891).

2. *Our Leader's Legacy*, p. 3 (*Lib. Public Départ.* 1899.)

3. Le 8 mai 1888, Gladstone recevait une adresse signée de 3.730 pasteurs appartenant aux Eglises dissidentes, et le félicitant de l'attitude qu'il avait prise sur la *Question du Home Rule*.

chrétienne l'a guidé. Et il se sépare d'un R. Cobden autant par ses réserves d'homme d'Etat que par ses opinions de théologien : « Détestant tout égoïsme dans la politique, sympathique à la liberté de toute nation sur terre, attachée aux procédés de la raison et hostile aux moyens de la force, cette école de Manchester, ce parti de la paix, s'est hâtée prématurément de conclure que les guerres peuvent être considérées comme ayant terminé leur mélancolique et misérable histoire. » Une pareille conception est une grave erreur. « Quelque grande que soit votre haine de la bataille — (et vous ne sauriez trop la haïr : il n'y a pas de guerre, excepté la lutte pour l'émancipation, qui ne contienne en elle des éléments de corruption, aussi bien que de misères, qu'il est pénible de rappeler et d'examiner) — : mais quelque déplorables que soient les guerres, elles sont l'une des nécessités de notre condition ; et il y a des moments où la justice, où la foi, où le bien-être de l'humanité obligent un homme à ne pas se dérober à la responsabilité de les entreprendre[1]. » C'est ainsi qu'au moment des atrocités Napolitaines et des massacres de Bulgarie ou d'Arménie, l'intervention à main armée des nations — dites civilisées — était un devoir sacré[2]. Il n'en reste pas moins certain que la guerre est un fléau, dont les conséquences économiques sont aussi désastreuses que les conséquences morales[3]. Tout chrétien a le devoir de les éviter à ses semblables. Ce devoir, Gladstone le proclame, en termes éloquents : « Le sentiment général est que... ce que vous voulez, ce sont de nouveaux succès militaires. Eh bien ! j'ose dire à ceux, qui permettent qu'un pareil sentiment prenne place dans leurs cœurs, que s'ils veulent éteindre la passion et analyser ce sentiment avec le calme regard de la raison, ils verront qu'il n'est pas seulement indéfendable ; il est hideux ; il est antichrétien ; il est immoral ; il est inhumain. Vous

1. Edimbourg, 17 mars 1880, J. Morley, *o. cit.*, III, p. 182.

2. *Ibid.*, *o. cit.*, I, p. 401.

3. Voir sur ces deux points une admirable étude de Gladstone ; sa réponse aux assertions de Tennyson dans Maud, J. Morley, *o. cit.*, III, p. 347.

n'avez pas le droit de faire la guerre, simplement pour ce que vous appelez des succès. Si une fois que vous avez atteint le but de la guerre, vous la continuez en vue d'obtenir la gloire militaire (remarquez la large distinction qui existe entre le but de la guerre et le succès dans vos opérations militaires) ; si vous persistez dans la guerre par amour de la seule gloire militaire, je dis que vous tentez la justice de Celui[1] entre les mains Duquel les destinées des armées reposent d'une manière aussi complète que la destinée de l'enfant dormant dans son berceau. Vous Lui donnez la tentation de lancer sur vous sa colère ; et si c'est cela du courage, je n'ai pas, quant à moi, celui de m'engager sur ce terrain[1]. » Une politique pacifique est, pour les nations chrétiennes, ce qu'est le devoir de charité pour les âmes chrétiennes. L'homicide, pour être collectif, n'en reste pas moins un crime.

Mais, si les nations sont des personnes morales, dignes du même respect et soumises aux mêmes devoirs réciproques que les personnes humaines, il faut qu'une loi règle leurs rapports et qu'une juridiction tranche leurs conflits. Gladstone a été un apôtre du droit international et un partisan de l'arbitrage.

Le droit international existe. Il enchaîne et protège également, par les mêmes restrictions et les mêmes garanties, toutes les nations grandes ou petites, amies ou inconnues. Avec quel accent convaincu et quelle éloquence religieuse Gladstone proclame cet évangile nouveau : — « C'est un principe juste et sacré que la chrétienté est formée d'un groupe de nations, qui sont unies les unes aux autres par les chaînes du droit ; elles le sont toutes, sans distinction, grandes et petites ; il y a une égalité absolue entre elles. Le même caractère sacré protège les frontières étroites de la Belgique, et s'attache aux frontières étendues de l'Allemagne ou de la Russie ou de la France. Je maintiens que celui qui, par des actes ou des paroles, menace ou déprécie ce principe, quelque

1. *Our Leader's Legacy, o. cit.*, p. 5.

honnêtes que ses intentions puissent être, est un homme qui nuit à son pays, compromet la paix et tous les intérêts fondamentaux de la société chrétienne[1] ». La sympathie ou l'orgueil n'altèrent en rien le caractère absolu de cette loi[2]. « Vous pouvez avoir plus d'amitié pour une nation que pour une autre. Vous êtes d'ordinaire attirés vers les nations auxquelles vous êtes unis par les liens les plus étroits de langue, de sang ou de religion, ou dont les affaires vous paraissent, pour le moment, donner le plus de droits à la sympathie. Mais au point de vue de la justice toutes sont égales et vous n'avez aucun droit d'établir un système, en vertu duquel l'une d'entre elles sera soumise à une suspicion morale, à un espionnage, ou deviendra l'objet de constantes invectives. Si vous faites cela, mais surtout si vous réclamez pour vous une supériorité pharisaïque sur l'ensemble des autres, alors je déclare que vous pouvez parler de votre patriotisme si cela vous convient, mais vous êtes, bien qu'ami, un mauvais guide pour votre pays, et en minant la base de l'estime et du respect des autres peuples, pour votre pays, vous lui infligez en réalité le plus grave des préjudices ». Et dans un discours de la campagne Midlothian, où il complète ce principe primordial de la politique extérieure par d'autres non moins importants[3], il montre bien l'origine toute chrétienne de cette idée générale : « Rappelez-vous que la sainteté de la vie, dans les villages haut perchés de l'Afghanistan au milieu des neiges hivernales, est aussi inviolable aux yeux du Dieu tout-puissant, que peut être la vôtre. Rappelez-vous que Celui, qui vous a unis, en tant qu'êtres humains, par la même chair et le même sang, vous à liés par la loi de l'*amour mutuel* : que cet amour mutuel n'est pas limité par les rivages de cette île, ni par les fron-

1 et 2. *Liberalism and the Empire*, p. 167-205.

3. Six maximes devaient diriger la politique anglaise : 1° Développer la force de l'Empire par des lois justes et par des économies ; 2° Travailler à conserver la paix du monde ; 3° Cultiver et maintenir le concert Européen ; 4° Eviter les engagements inutiles et dangereux ; 5° Donner comme inspiration à la politique étrangère l'amour de la liberté ; 6° Reconnaître au point de vue de leurs droits l'égalité des nations.

tières de la civilisation chrétienne ; qu'il s'étend sur toute la surface du globe, et embrasse le plus faible comme le plus fort, dans son élan infini[1]. » Gladstone mit en pratique ce dogme de l'inviolabilité nationale, au début de sa vie, quand il proposait de remettre à la Grèce les îles Ioniennes ; plus tard, en protestant contre l'annexion du Transvaal ; au déclin de sa vie politique, lorsqu'il réclame l'exécution des engagements pris vis-à-vis de l'Egypte.

Mais si une loi, insensible aux différences des forces, aux partialités des sympathies et aux prétentions de l'orgueil, impose aux activités nationales, en échange des mêmes garanties les mêmes restrictions morales, il s'ensuit que les conflits entre les personnalités collectives doivent être tranchées juridiquement, comme les différents entre personnalités humaines. Quand, en 1870, il vit se précipiter des événements dont il avait prévu la gravité[2], il tente, pour empêcher le conflit entre la France et l'Allemagne, un suprême effort trop oublié. Le 19 juillet, il propose de soumettre à l'arbitrage la question qui divisait les deux gouvernements. Bismarck déclare que c'était à la France de prendre une décision, et M. de Grammont couronne son incapacité criminelle, en rejetant l'offre anglaise[3]. Gladstone eut enfin le périlleux honneur de faire trancher par un tribunal le débat entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Lorsque le jugement, si rigoureux pour la Grande-Bretagne, eût été rendu, il calme l'irritation de ses compatriotes par d'éloquentes paroles, dans lesquelles semble passer la sérénité du devoir accompli : « Quoique nous puissions penser que la sentence ait été sévère dans ses considérants et injuste dans son fondement, nous considérons l'amende imposée à cette nation comme un grain de poussière dans la balance, comparée à la valeur morale de l'exemple donné, quand ces deux grands peuples de l'Angleterre et de l'Amérique, qui sont parmi les plus ardents et les plus jaloux

1. J. Morley, *o. cit.*, II, p. 595.
2. J. Morley, *o. cit.*, II, p. 325, 328,
3. *Ibid.*, II, p. 335.

du monde pour tout ce qui touche leur honneur national, allèrent pacifiquement et d'accord devant un tribunal judiciaire pour se débarrasser de ces douloureux différends, plutôt que de recourir au jugement de l'épée[1]. »

Ces deux principes, Gladstone voulut les imposer au respect de ses compatriotes. Il se heurte, dès le début de sa vie politique, à des traditions séculaires et à un orgueil insulaire symbolisés dans la personne de Palmerston. Dès 1840, il proteste contre une violation du droit commise à l'égard de la Chine[2].

Plus tard, il s'oppose à la campagne menée en Angleterre contre le canal de Suez[3]. En 1855-60, il s'entend avec Cobden pour faire aboutir le traité de commerce avec la France, et enrayer une panique particulièrement intense[4]. Mais jamais sa parole ne fut plus éloquente que le jour où, à propos de l'incident de Don Pacifico, il rappelle que l'Angleterre est soumise aux mêmes devoirs, liée par les mêmes lois que la plus faible des autres nations. Le citoyen de la Grande-Bretagne ne saurait prétendre aux privilèges du citoyen romain ; « il appartenait lui, à une race conquérante, à une nation qui tenait toutes les autres courbées sous le solide bras de la force. Pour lui, il y avait un code spécial ; pour lui des principes devaient être posés, par lui des droits devaient être possédés qui étaient refusés au reste du monde... Est-ce que lord Palmerston réclame pour nous le droit d'être élevé, sur un pavois, bien au-dessus du niveau ordinaire de toutes les autres nations?... Il nous reconnaît la mission d'être les censeurs du vice et des folies, des abus et des imperfections, au milieu des autres nations du monde, les maîtres d'école de l'univers. Tous ceux qui hésitent à nous reconnaître cette fonction ne peuvent être inspirés que par des préjugés ou une animosité personnelle ; et séance tenante, il faut leur déclarer

1. *Our Leader's Legacy*, p. 5.
2. J. Morley, *o. cit.*, I, p. 226.
3. *Ibid.*, I, p. 592.
4. *Ibid.*, II, p. 18, 43, 47.

la guerre aveugle de la diplomatie[1] ». Il rappelle aux députés que leur patrie ne saurait, sans se diminuer, se passer de l'approbation morale des autres peuples. « L'Angleterre serait dépouillée de la majeure partie de sa gloire et de sa fierté, si on la voyait privée un jour, par la politique qu'elle poursuit à l'extérieur, de l'appui moral que donnent les convictions générales et fixes de l'humanité ; si une heure devait sonner, où elle pourrait continuer à exciter l'étonnement et la crainte des autres nations, mais où elle n'aurait aucune part dans leur affection ou leur estime ».

Cette haute moralité d'un diplomate chrétien a eu pour l'autorité de Gladstone, pour la force du parti libéral, des conséquences néfastes. Au moment où l'empire Allemand va, par son exemple, jeter l'Europe entière dans la fièvre des armements ; où la réaction contre le libre-échange ravive les lignes des frontières en les hérissant de postes douaniers ; où les nécessités de l'expansion coloniale précipitent les nations européennes vers des conquêtes nouvelles. Gladstone propose de réduire les armements, expose par ses hésitations et ses lésineries les troupes anglaises à de retentissants échecs, proteste contre l'annexion du Transvaal ou l'occupation de l'Égypte. Gladstone, emporté par les scrupules de sa conscience religieuse et la rigidité de ses idées libérales, oubliait que l'homme d'Etat, qui obient pour la cause de la paix le plus de résultats, est celui qui sait acheter des progrès restreints par des sacrifices nécessaires aux traditions du passé, au tempérament de la race et aux besoins du temps.

§ IV

Richard Cobden, John Stuart Mill, Galdstone, ce commerçant, ce philosophe et ce théologien — entraînés l'un par ses doctrines économiques, l'autre par ses théories politiques, le dernier par ses convictions religieuses, ont tous les

1. Cité dans George-W. Russell, *o. cit.*, 105.

trois, rompu avec les traditions hargneuses et provocatrices, que la réaction contre les Fox et les Shelburne, les vingt ans de guerre du XIXe siècle avaient imprimé au parti Whig. Ils incarnent, à des titres différents, les facteurs pacifiques, que contenaient en germe la poussée démocratique et la doctrine libérale. Ils ont contribué également, R. Cobden par sa campagne libre-échangiste, J. Stuart Mill par sa refonte de la doctrine utilitaire, Gladstone par les réformes de son ministère de 1868-74, à restreindre au profit du contrôle populaire les pouvoirs administratifs, l'autorité politique, la richesse matérielle de l'oligarchie foncière, agent docile des crises belliqueuses. Au nom de la prospérité générale, de la vérité philosophique et de la loi morale, ils ont, sur des modes différents, prêché la concentration des efforts, signalé les périls des déviations. Ils ont trouvé dans les besoins économiques, les aspirations politiques et les sentiments religieux d'une société, qui, bouleversée par la Révolution industrielle, étouffe dans son cadre, les arguments nécessaires pour justifier une politique de réformes internes et de paix extérieure. R. Cobden, J. Stuart Mill et Gladstone ont servi les facteurs sociaux de l'accalmie parce qu'ils en incarnaient les facteurs psychologiques. Imbus à des degrés divers de la doctrine libérale, ils en ont accepté la méthode et les principes, rompu avec les traditions concrètes de leur peuple, posé des lois inviolables, brisé un isolement intellectuel. Plus ou moins pénétrés par le courant d'idéalisme romantique, ils ont servi, dans une mesure qui varie avec leur attachement au rationalisme individualiste, l'action de ses émotions romantiques, l'influence de ses préoccupations religieuses. La discipline logique des pensées libérales était aussi nécessaire à la cause de la paix que la crise morale des sensibilités idéalistes.

CHAPITRE VI

LA PÉRIODICITÉ DES CRISES BELLIQUEUSES

§ I. — 1816-1854. En 1817, la Grande-Bretagne semble animée de dispositions pacifiques, et réduit ses armements. — Dès 1823, une première crise révèle la fragilité de cet armistice. — 1833-5. Crise russophobe. Ses origines nous sont expliquées par le pamphlet Urquhart. Malgré d'orageuses manifestations parlementaires, la panique est heureusement enrayée par R. Cobden. — 1846-8. Crise gallophobe. La réduction des armements opérée par Sir R. Peel, la brochure du prince de Joinville suffisent pour inquiéter le parlement et agiter l'opinion publique. L'émotion belliqueuse se manifeste, encore, par une campagne de presse organisée contre la deuxième République et elle est vigoureusement combattue par J. Stuart Mill et R. Cobden. — 1853. Crise gallophobe la plus violente de toutes. Ses origines : 1° Action belliqueuse exercée sur l'opinion britannique par les progrès en France de l'idée impériale. Le *Militia Bill* de lord J. Russell passe, modifié par son successeur, lord Derby, d'après les indications de lord Palmerston. Résistance inutile des divers groupes pacifiques ; 2° Emotion belliqueuse provoquée par la mort du duc de Wellington, qui coïncide presque avec le coup d'État de Napoléon III. Le *Times* sonne le tocsin. Les armements de lord Derby, bientôt remplacé par lord Aberdeen, sont jugés insuffisants. Manifestations diverses de l'opinion publique ; elles émanent surtout des *membres* de l'aristocratie et du clergé. La panique est arrêtée par l'intervention de la bourgeoisie commerçante de Londres. — Pourquoi, après ces crises d'une intensité croissante, la guerre de Crimée était inévitable. Pourquoi R. Cobden fut seul à la condamner.

§ II. — 1854-1874. Comment de 1854 à 1874 le triple courant économique, politique et littéraire exerça son action pacifique de la manière la plus complète. En 1857, la victoire de R. Cobden contre lord Palmerston, — à propos de l'incident de l'*Arrow*, — semble être le signal d'une réaction pacifique. Il n'en est rien : victoire électorale du cabinet et crise belliqueuse de 1859-1860, la plus violente de toutes. — Ses origines : 1° Difficultés diplomatiques et émotions belliqueuses, provoquées par la guerre de Crimée ; 2° Inquiétudes anciennes causées par l'état de la marine française ; 3° Autres causes secondaires. L'incendie éclate dans les milieux aristocratiques, qu'irrite la guerre d'Italie. Elle n'avait aucune raison d'être. — Dernières étin-

celles, en 1860. Un discours de lord Palmerston. Devant quels faits s'arrête la panique : 1° L'intervention des milieux industriels et signature du traité de commerce franco-anglais ; 2° Le conflit anglo-américain. — R. Cobden, J. Stuart Mill constatent, aux environs de 1860, que leur propagande a été efficace. Nouveau retour sur la triple action pacifique. Importance du facteur économique : tant que la prospérité a duré, le mouvement pacifique a duré. Quatre étapes vers la paix, 1861, 1864, 1870, 1872. Le témoignage d'un Français.

§ III. — 1874-1886. Crise de 1878. Elle est plus dangereuse que les précédentes, en raison du caractère particulier de ses origines et de la faiblesse nouvelle des résistances pacifiques. Affaiblissement des trois éléments pacifiques. — Origines : 1° Réaction belliqueuse provoquée par une paix prolongée et les répercussions des conflits européen ; 2° Poussée belliqueuse de tous les éléments conservateurs, lésés dans leurs intérêts et désireux de provoquer une diversion ; 3° Action personnelle de Disraëli : un Palmerston romantique. — Pourquoi la panique fut-elle enrayée ? 1° Action personnelle de Gladstone ; 2° Habileté avec laquelle il prend l'offensive en septembre 1876, par sa fameuse lettre sur les atrocités turques, rallie ainsi les groupes libéraux et les écrivains idéalistes. La lettre de Carlyle ; 3° Le Ministère n'était pas unanime sur la question de la guerre : en donnant trois fois leur démission, lord Derby et lord Carnavon sauvent trois fois la paix. Les manifestations populaires. — Un signe nouveau. La diversion des guerres coloniales. Une courte accalmie pacifique, causée par deux crises antérieures : 1° 1880-1883, l'agitation irlandaise ; 2° 1884-1885, l'agitation pour l'extension du suffrage. — Courte crise belliqueuse en 1885. Ses origines : 1° Paix prolongée ; 2° Guerres coloniales. Défaite de Majuba-Hill 27 février 1880 ; mort de Gordon, 26 janvier 1885. — Deux éléments des crises futures sont formés : 1° Les crises commerciales ; 2° l'Impérialisme conquérant. — Une nouvelle période commence.

De 1689 à 1815, l'Angleterre connut soixante-trois années de paix et soixante-trois années de guerre ; de 1815 à 1900, quatre-vingt-une années de paix et quatre de guerre. Pendant la première période de son histoire il y eut une guerre tous les deux ans, pendant la seconde une guerre tous les vingt ans. Cet armistice ne se serait pas ainsi prolongé si, de 1815 aux environs de 1880, des forces particulières n'avaient concentré toutes les énergies de l'âme nationale. L'action de ce triple courant pacifique n'a été ni également constante ni toujours efficace. Non seulement, il n'avait pas été assez intense à la fin du XVIIIe siècle, pour retarder le con-

flit entre la France et la Grande-Bretagne ; mais encore, même après la vigoureuse saignée des guerres napoléoniennes, il ne put établir son autorité que progressivement.

A des intervalles presque réguliers en 1823, 1833-1835, 1845-1848, 1852, 1859-1861, des crises belliqueuses, ébranlent l'opinion britannique. Pour résister à ces poussées périodiques, les combattre et les enrayer, il fallut l'union étroite et les efforts combinés des facteurs économiques, politiques et littéraires. Le jour où l'un de ces éléments vint à manquer; quand, en 1854, deux des groupes pacifiques, les Conservateurs dissidents et les Radicaux, des écrivains idéalistes, comme J. Ruskin et Ch. Kingsley, hésitèrent à blâmer l'expédition de Crimée, la tourmente entraîna l'Angleterre tout entière. Les paniques intermittentes qui, aux environs de 1860, au moment de l'apogée des forces pacifiques, cessent pour reparaître en 1876-1878, 1885, 1897-1902, avec des caractères nouveaux, ces crises, par leurs origines et leurs manifestations, apparaissent à l'historien, autant qu'au philosophe, comme des explosions d'instincts jusqu'alors contenus et de souvenirs jusqu'alors refoulés. Dans ces premières paniques il ne rentre aucun des facteurs économiques et intellectuels, qui rendent si complexe l'analyse psychologique des poussées les plus récentes. Elles sont simplement des réveils de la vieille Angleterre.

Elles s'élèvent à intervalles réguliers, les vagues de fond, louches et trompeuses, sur lesquelles les marins, lassés et imprudents, aiment à laisser porter leurs barques. Dans l'histoire des peuples, elles se forment aussi périodiquement, ces houles troubles et passionnées, auxquelles les hommes d'État, satisfaits d'une gloire facile et éphémère, ne craignent point de confier leurs frêles esquifs.

§ I

En 1817, la saignée des guerres napoléoniennes avait été trop abondante pour ne pas apaiser, passagèrement du moins,

la combativité anglaise. Quelques pacifiques vinrent siéger au Parlement. Les armements furent diminués, et l'effectif des escadres, des troupes d'infanterie de marine, de l'armée de terre, fut réduit à 13.000, 6.000 et 69.000 hommes[1]. Ces dispositions durent d'autant moins que l'empreinte, laissée par plus de vingt ans de guerres ininterrompues, était trop récente et trop profonde. Elle est de celles qui ne s'effacent pas sitôt de la chair sur laquelle elles ont gravé leurs marques sanglantes. De même que pour comprendre la périodicité des émeutes populaires, qui ruinent tour à tour la restauration légitimiste, la monarchie orléaniste et la République de 1848, il faut, après avoir étudié les causes particulières, se rappeler qu'il existait sur le pavé des grandes villes un nombre suffisant d'anciens soldats et de demi-soldes, pour fournir des tireurs et constituer des cadres. De même, si l'on veut expliquer l'alternance, dans l'histoire de l'Angleterre au XIXe siècle, des poussées belliqueuses et des réactions pacifiques, il est nécessaire, après avoir analysé les caractères du tempérament national et les traditions de la société britannique, de signaler la présence dans le Parlement de Tories intransigeants et de grands seigneurs Whigs, qui, tout frissonnants encore des émotions de leur jeunesse, cèdent docilement aux poussées de l'Angleterre agressive.

Lord Palmerston a été le plus influent et est resté le plus célèbre de ces apôtres de la combattivité nationale. Il n'a pas rendu l'Angleterre belliqueuse ; il est seulement l'un des trois hommes qui ont su utiliser le mieux, pour la gloire de leur parti et l'intérêt de leur popularité, les réserves nationales d'énergies ardentes et farouches. Il faut se rappeler ces trois noms, évoquer ces trois silhouettes de lord Palmerston, lord Beaconsfield, J. Chamberlain. Avec des caractères différents, et à des époques diverses, ils ont incarné les instincts de leur race. Mais de ces trois hérauts d'armes qui, aux environs de 1848, 1878 et 1898, ont jeté à la tête de presque

1. R. Cobden, *Political Writings*, p. 35.

toutes les nations du globe, dans un geste d'orgueilleux défi, le gantelet de fer de la Grande-Bretagne, il en est un qui a traduit, de la manière la plus complète, les forces combattives, dégagées de toute préoccupation intellectuelle ou économique. Ce n'est pas l'Isréalite affiné à la longue chevelure et aux vêtements recherchés, qui, par un coup d'audace, sut refléter dans ses théories politiques, ses romans, et jusque dans ses gestes, ses habits et son visage, les caractères du Romantisme ambiant. Ce n'est pas l'industriel avisé, fleuri d'orchidées, au visage impassible et au regard d'acier, qui s'est fait, à toutes les étapes de sa vie publique, le serviteur d'une activité économique menacée dans sa suprématie. Lord Palmerston, le grand propriétaire jovial et sanguin, d'une intelligence médiocre mais d'une volonté d'airain, penseur à courte vue et orateur sans prétention, serviteur aveugle de son parti et de son pays, — voilà le véritable apôtre de la combattivité nationale. Pour la dernière fois, nous voyons passer dans l'histoire anglaise, le type de l'Anglo-Saxon, tel que l'avaient fait deux siècles de vie politique restreinte et d'existence rurale, tel qu'il ne sera plus demain, en 1870 et en 1890, lorsqu'une littérature d'imagination et une civilisation industrielle auront transformé sa pensée et jusqu'à son corps.

*
* *

Dès 1823, la réaction pacifique cède sous l'influence des glorieux souvenirs, que réveille l'entrée de l'armée française en Espagne. Lord Brougham se fait l'interprète de ces mémoires fidèles et de ces énergies déjà impatientes. Pour parer à toute éventualité, une petite armée fut expédiée en Portugal [1], et de nouveau les réductions budgétaires furent considérées comme des actes antipatriotiques. Les effectifs de l'armée navale, de l'infanterie de marine et de l'armée de terre sont augmentés. Ils passent respectivement de 13 à 22.000, de 6 à 10.000, de 69 à 88.000 hommes. Les journaux se plaignent de l'in-

1. R. Cobden, *Political Writings*, p. 34.

dolence avec laquelle les Whigs soutiennent le prestige national. Les énergies s'usent ; les caractères se rouillent ; l'Angleterre s'ennuie : « Les mêmes au dedans, les mêmes au dehors », écrivait un journal de Londres, le 22 octobre 1834[1].

« Les Whigs ont échoué dans toutes leurs négociations, et pas une question n'a été réglée par eux, si l'on excepte le vote d'une loi électorale et d'une loi sur le paupérisme[2]. La question Romaine n'est toujours pas tranchée, les Français sont encore à Ancône ; don Carlos se bat en Espagne ; don Miguel et ses adhérents se préparent pour un nouveau conflit ; la Turquie et l'Égypte en sont à couteaux tirés ; la Suisse se dispute avec ses voisins à propos des réfugiés Italiens ; Francfort est occupée par des troupes Prussiennes, malgré le traité de Vienne ; Alger devient une large colonie française, malgré les engagements contraires pris par la France en 1829 et 1830 ; 10.000 nobles Polonais sont proscrits et errent en Europe ; les prisons françaises sont remplies de détenus politiques qui, quand ils seront libérés et acquittés, recommenceront encore à conspirer. En un mot, rien n'est terminé. » Les Whigs sont impardonnables d'avoir laissé échapper tant d'occasions pour leurs compatriotes de tendre leurs muscles et d'exercer leurs poings. Les Whigs sont culbutés. La colère britannique se passe sur leur dos et celui de la Russie.

Au milieu d'une campagne de presse contre les cruautés russes en Pologne et les visées slaves sur Constantinople, parait un pamphlet anonyme, qui produit en Angleterer une profonde sensation. L'auteur témoignait d'une profonde connaissance des questions d'Extrême-Orient. Peu à peu ce mystérieux incognito fut percé ; et les pages écrites par M. Urquhart, ancien secrétaire de l'ambassade anglaise à Constantinople[3], eurent le succès que devaient avoir, beaucoup

1. *Ibid.*, p. 18.

2. « *Reform Bill* ». — « *Poor Law-Bill* ».

3. Plusieurs extraits de journaux sont cités dans R. Cobden, *o. cit.*, p. 18. Voy. également lettre citée dans Morley, *Life of Cobden*, II, p. 11.

plus tard, en 1902, de violentes attaques d'un autre diplomate, sir H. Humboldt, contre l'Allemagne. Après un appel en faveur de la Pologne, M. Urquhart continue en ces termes : « Est-ce que la substance de la Turquie doit être ajoutée aux extensions de la Russie ? Est-ce que le Mammouth des plaines du Sarmate doit devenir le Léviathan des mers d'Hespérie ? Est-ce qu'une autre victime doit si vite être sacrifiée sur le même autel ! et cela, parce que le même léger secours est encore refusé. Est-ce que les restes de la Turquie devront être sacrifiés sur la tombe de la Pologne, pour rendre impossible tout rayon d'espérance et sa condamnation irrévocable[2] ». Abandonnant les adjurations romantiques et les imprécations théâtrales, l'auteur termine par ces lignes, moins ornées mais plus précises, moins littéraires mais plus britanniques : « Nos paroles ont été moins nombreuses que nos pensées, et, tout en regrettant que des mains plus habiles ne se soient pas servies de nos armes, nous devons déclarer que quant à celles que nous n'avons pas montrées, la prudence défend de les tirer jusqu'à ce qu'arrive l'heure du châtiment. »

L'incendie gagne le Parlement. Un certain M. T. Atwood, originaire de Birmingham comme J. Chamberlain, de cette ville qui s'est toujours distinguée des autres cités industrielles par ses allures plus belliqueuses, en raison même de ses origines moins celtiques et de sa politique moins libérale ; — M. Atwood, dis-je, se charge d'agiter le spectre slave devant la chambre des communes. Un jour[1], il énumère les conquêtes de la Russie en Europe et en Asie : « Pendant des années elle a persévéré dans sa série d'agrandissements, au mépris des lois divines et humaines. » Plus tard, il provoque de longs enthousiasmes par cette apostrophe, trop caractéristique pour pouvoir être ridicule[2]. « Nous, le peuple de l'Angleterre, qui ne savons pas ce qu'est la peur ; qui avons été accoutumés, pendant sept cents ans, à donner un coup les premiers, et à recevoir ensuite des excuses ; nous, qui avons

1. 9 juillet 1833 cité dans R. Cobden. *o. cit.*, p. 85.
2. *Mirror of Parliament*, 1834, p. 28, 74.

porté le lion britannique triomphant à travers chaque quartier du globe, — nous sommes obligés de supporter les insultes de cet État bas et brutal, faible en réalité, — de cet État qui, en vertu de sa seule force physique, prétend comme un grand Matamore, intimider la force morale de l'Europe. » Lord Dudley Stuart se fit également un nom [1] dans cette crise de russophobie, par ses attaques contre le czar « ce monstre, cet Hérode, ce mécréant. » Pendant près de trois années, retentit dans le Parlement un feu roulant d'interpellations sur le sort de la Pologne, les menées russes en Turquie.

C'est à Richard Cobden qu'appartint l'honneur d'enrayer cette panique par une campagne de conférences et la publication, en 1835, de son fameux pamphlet [2]. Peu à peu ses efforts pour réduire à néant les griefs invoqués contre la Russie [3], pour démontrer qu'elle ne saurait actuellement menacer les Indes ni nuire au commerce britannique, pour détruire l'intérêt porté à l'intégrité de l'Empire Ottoman, produisent leur effet, et les flots agités se calment. J. Bull cesse de croire à la brusque apparition du tyran moscovite en vue de ses côtes. L'opinion britannique semble animée de dispositions si sereines, qu'en 1841 sir R. Peel se demandait, en présentant son budget, si le « temps n'était pas venu, où les puissantes nations européennes devraient diminuer les forces militaires, qu'elles avaient si assidûment augmentées ». « Le véritable intérêt de l'Europe, continue-t-il, est d'arriver à quelque commun accord, de manière à permettre à chaque pays de réduire ces armements, qui appartiennent à un état de guerre plutôt qu'à un état de paix [4] ».

*
* *

Ces bonnes intentions ne restent pas lettre morte. Elles ont leur répercussion sur les finances britanniques : les dépenses

1. Voy. deux discours résumés dans R. Cobden, *o. cit.*, p. 85, 98, 69.
2. *Russia* reproduit dans *Political Writings*, p. 69.
3. *Ibid.*, p. 101.
4. *Hansard*, vol. LIX, p. 403, 404.

subissent un temps d'arrêt. Les premières étincelles avaient heureusement disparu. Le feu n'en couve pas moins sous les cendres.

Des difficultés diplomatiques avec la France à Tahiti et en Syrie[1], l'effectif à peu près égal des deux flottes[2], une brochure du prince de Joinville suffisent pour provoquer une troisième tourmente. Ainsi pour faire naître une panique, au moment où les affaires étaient dirigées par un homme d'État pacifique, d'une conscience scrupuleuse et d'une sensibilité délicate, — un Gladstone avant la lettre —, des circonstances exceptionnelles n'étaient point nécessaires. Le commentaire dans la Presse de quelques négociations diplomatiques, la publication dans les journaux de statistiques navales ingénieusement classées, l'apparition en France, sous la signature d'un nom connu, d'une brochure où les vertus de la flotte britannique étaient hautement signalées[3] : tels sont les événements sans gravité qui déterminent une crise intense et prolongée.

Il est vrai que ces médiocres arguments avaient pour interprètes lord Palmerston et le duc de Wellington. Dans des discours hachés, colorés et ardents, véritable expression de son tempérament sanguin, lord Palmerston traduit les angoisses patriotiques de l'opinion publique. Il précise, le 30 juillet 1845, les progrès militaires de la France. Grâce à la création d'une garde nationale dont « les 100.000 hommes de Paris sont instruits, disciplinés, inspectés, habillés, équipés, accoutumés à leur devoir », elle pourra disposer, pour une expédition, de la totalité de l'armée régulière. Après avoir insisté sur ce point qu'en comptant tous les navires armés ou désarmés « la flotte française est l'égale de celle de l'Angleterre », lord Palmerston termine ce discours, où chaque mot porte sur ces pensées anglaises, assoiffées de faits précis, d'images concrètes, par ces lignes qui sont restées fameuses : « Aujourd'hui la Manche n'est plus un obstacle ;

1. R. Cobden, *Political Writings*, éd. 1878, 306.
2. R. Cobden, *Ibid.*, éd. 1878, p. 302.
3. R. Cobden, *o. cit.*, p. 307.

la navigation à vapeur a réduit ce qui était autrefois infranchissable pour une force militaire, à n'être plus qu'une rivière praticable pour un bac à vapeur[1] ». C'était un de ces mots de génie, propres aux hommes d'État qui incarnent si parfaitement le caractère d'un peuple qu'ils lui parlent instinctivement la seule langue qu'il comprenne. La Manche : une rivière, les flottes adversaires : un bac à vapeur. Voilà bien deux images propres à bouleverser des imaginations habituées, depuis des siècles, à considérer la blanche frontière de leurs brisants comme infranchissable.

L'affolement ne connut plus de bornes, lorsque le vainqueur de Waterloo crut devoir s'associer aux inquiétudes nationales. « J'ai examiné et reconnu, *over and over again*, toute la côte depuis le Foreland septentrional par Douvres, Folkestone, Beachyhead, Brighton, Arundel, jusqu'à Selsey Bill, près de Portsmouth, et je dis que, excepté à portée immédiate des feux du château de Douvres, il n'y a pas un point de la côte où de l'infanterie ne puisse être débarquée, à n'importe quel moment de la marée, avec n'importe quel vent, par n'importe quel temps ; et à partir d'où ce corps d'infanterie, ainsi débarqué, ne puisse trouver, dans un rayon de cinq milles, dans l'intérieur du pays, à travers les falaises une route, praticable pour la marche d'un corps de troupe[2]. » Cette sinistre prédiction ne provoque pas un sourire, ne fait point naître un doute. La faiblesse du sens critique si elle permet les convictions tenaces, favorise aussi les dangereuses poussées des foules moutonnières.

Le *Spectator* intervient gravement pour déclarer que la prochaine attaque contre l'Angleterre aura lieu probablement sans déclaration de guerre : « 5.000 Français pourraient déshonorer quelque poste sans défense ; 500 pourraient insulter le sang anglais à Herne Bay ou même infliger à l'Empire une ineffaçable honte, à Osbonne House[3] » Mais ces inquié-

1. *Hansard*, LXXXII, p. 1223.
2. R. Cobden, *o. cit.*, p. 308.
3. R. Cobden, *o. cit.*, p. 202.

tudes ampoulées, qui semblent tombées des lèvres d'un grave clergymann, soucieux de ne point perdre sa dignité, ni de froisser la rectitude de sa tenue, produisent moins d'effet qu'une lettre précédée de cette inquiétante devise : « Réveillez-vous ! Debout ! ne soyez pas toujours vaincus. » L'auteur, lord Ellesmere, appartient à cette aristocratie dont les manifestations politiques et sociales revêtent aux yeux de l'opinion anglaise une importance particulière. Dans ses rangs figuraient déjà lord Brougham, lord Dudley Stuart, lord Palmerston et le duc de Wellington. Lord Ellesmere prévoit que, en cas d'invasion, les Gardes sortiraient par une extrémité de la métropole, tandis que les Français entreraient par l'autre.

Au Lord-maire incomberait la tâche de transformer Mansionhouse en un bureau, où seraient distribués les billets de logement pour l'armée étrangère.

Malgré tous ses efforts pour enrayer une panique[1] dont les auteurs perdaient jusqu'au sens du ridicule, malgré les difficultés que lui imposent une crise commerciale et les misères ouvrières[2], sir R. Peel doit tenir compte de ces émotions et de ces inquiétudes. Pour couvrir les frais nécessités par l'accroissement des forces navales[3], terrestres, et la réorganisation de la milice, réclamée par le duc de Wellington, le premier ministre propose d'élever l'impôt sur le revenu de 7 pence à 1 schelling. Dans la nuit du 24 février 1848, la Chambre des communes discutait ces chiffres, lorsqu'une rumeur prend naissance dans les couloirs ; se répand dans la salle ; couvre la voix des orateurs : la Révolution a éclaté à Paris ; le roi a abdiqué ; la République est proclamée. « Le monarque et les ministres, dont les projets ambitieux avaient servi de prétexte à nos armements belliqueux, et le vaillant prince, dont la brochure avait retenti comme un tocsin, à nos oreilles,

1. *Hansard*, t. XCVI, p. 932, 1074.

2. Discours de lord John Russell sur la situation financière. *Hansard*, t. XCVI, p. 900.

3. R. Cobden, *o. cit.*, p. 302.

étaient maintenant en route pour demander l'hospitalité à l'Angleterre[1]. »

Le dénouement de la crise Gallophobe était trop subit pour que les sensibilités et les pensées également lentes à vibrer et à oublier, pussent, en quelques jours, changer le cours de leurs angoisses. L'hostilité contre la France persiste et trouve son expression dans une campagne dirigée contre la deuxième République par lord Brougham. J. Stuart Mill dans une brochure célèbre[2], R. Cobden et C. Dickens dans des lettres[3] protestent. Ils ne parvinrent pas à dissiper cette soif de batailles ; et lorsqu'en 1849, le prince Albert conçoit le projet d'une exposition universelle, il se heurte pendant de longs mois à l'hostilité de lord Palmerston et de l'opinion britannique vis-à-vis d'une entreprise, « qui faisait violence à l'esprit insulaire de la nation et fleurait l'humanitairerie[4] ». Grâce à ces polémiques, il n'y eut presque pas d'accalmie entre la première et la seconde crise Gallophobe (1846 et 1852).

*
* *

La presse et les hommes politiques fournissent d'inépuisables aliments à la combativité nationale[5]. Les conflits diplo-

1. Richard Cobden, *o. cit.*, p. 310.

2. Traduction Sadi-Carnot, Paris, Félix Alcan.

3. *Lettre à G. Combe*, 29 février 1848, citée dans Morley, *Life of Cobden*, p. 17, II : « Il y a aura une répugnance naturelle de la part de notre gouvernement *composé, comme il l'est entièrement de l'aristocratie*, à rester en termes cordiaux avec la République, et il sera facile de trouver des points de désaccord, quand la volonté est prête pour une dispute. Je sais *que le ton des clubs et des coteries est nettement hostile*, et on s'attend dans les mêmes quartiers à ce que nous ayons une guerre. Il est remarquable d'observer combien *ces opinions et sentiments de la classe dirigeante sont à l'unisson avec ceux de la masse*. Je suis d'accord avec vous, la forme républicaine du gouvernement mettra la France à une trop grave épreuve. Et cependant il est difficile de voir quelle autre forme lui conviendrait..... Le devoir de chaque homme en Angleterre est de réclamer tout haut la neutralité ». Sir R. Peel partageait sur ce point les opinions de R. Cobden, Morley, *o. cit.*, p. 18.

4. A. Chevalley, *La Reine Victoria*, p. 139. Paris, 1902.

5. C'est en effet, en 1850, qu'eut lieu à la Chambre des communes, à propos du conflit Greco-Britannique, la fameuse discussion sur l'incident Don Pacifico, dans lequel lord Palmerston, qui avait exaspéré ses adversaires, par ses interventions répétées en Prusse, en Portugal, en Espagne et en Sicile, se heurta à la coalition des conservateurs dissidents, Sir

matiques se succèdent sans relâche. Les colonnes, consacrées aux nouvelles militaires, ne désemplissent pas. Toutes les attentions se concentrent sur une idée fixe. Les armements croissent. Un jour ne tarderait pas à venir, où une détente pacifique serait impossible, un duel sanglant inévitable.

Mais en dehors de l'existence d'un courant permanent, depuis six ans, d'idées belliqueuses, cette quatrième panique, celle de 1852, a des origines plus particulières. L'acheminement progressif de la France vers la forme impériale coïncide exactement avec le réveil en Angleterre des angoisses patriotiques. Chaque étape de Napoléon III vers le trône se traduit de l'autre côté du détroit, par un redoublement d'inquiétude : le souvenir du camp de Boulogne est resté indestructiblement lié à toute restauration Césarienne, dans ces mémoires anglaises si extraordinairement fidèles. Dès le 16 février 1852, lord John Russell, un Whig, expose aux Communes un projet de réorganisation des milices[1]. Renversé par lord Palmerston, qui trouve les précautions insuffisantes, il cède le pouvoir à un conservateur, lord Derby. Celui-ci, docilement, présente au Parlement les propositions mêmes de lord Palmerston[2], tout en proclamant que l'Angleterre ne songeait nullement à étaler des sentiments agressifs.

L'opposition de militaires expérimentés, qui démontrent l'impossibilité d'une invasion inopinée[3]; la coalition de presque tous les groupes pacifiques, conservateurs dissidents comme le second sir R. Peel[4], radicaux comme Hume[5], économistes

R. Peel et Gladstone, des radicaux, des économistes libéraux et même de certains Tories intransigeants. Voy. J. Morley, *Life of Cobden*, II, p. 63 et 73.

1. *Hansard*, CXIX, 551.

2. *Ibid.*, p. 575.

3. Général de Lucy Evans et Amiral Berkeley. *Hansard*, CXX, 1040 et 293.

4. *Ibid.*, p. 1078.

5. M. Hume remarque que « les paniques d'aujourd'hui n'étaient pas dues, comme celles de jadis, à de vieilles femmes, mais au fait que nous avions trop de clubs de par Londres, contenant trop d'officiers en demi-solde, qui n'avaient rien d'autre à faire que de quémander pour eux-mêmes et leurs amis », *Hansard*, CXX, 285.

comme R. Cobden[1], sont réduites à l'impuissance par les prédictions de lord Palmerston : « L'application de la vapeur à la navigation a, en réalité, jeté un pont par-dessus la Manche, et rendu possible une rapide attaque, une attaque sur une grande échelle, telle qu'il n'en a pas encore existé. On dit que nous saurons à l'avance si les préparatifs sont en voie d'exécution. Je déclare que vous pourriez ne pas le savoir, parce que, par suite de la disposition intérieure des voies ferrées, la répartition des troupes est telle que 50 ou 60.000 hommes pourraient être concentrés à Cherbourg, avant que vous en sachiez rien. Et ceux qui ont vu ce que sont ces immenses ouvrages, doivent parfaitement savoir qu'un pareil nombre d'hommes pourrait passer du quai à bord des vaisseaux, aussi aisément qu'ils pourraient passer dans la cour de leur caserne. Une seule nuit les amènerait ici. Quels que soient nos préparatifs maritimes, nous ne pourrons nous y fier pour empêcher l'arrivée d'une pareille expédition. De même que, quelles que soient les batteries ou canonnières que nous puissions avoir sur nos rivages, nous ne saurions nous y fier pour empêcher le débarquement de l'expédition, quand elle serait arrivée[2] ». Une fois de plus cet orateur, aux discours ternes et pesants, trouve l'image précise propre à se graver d'une manière indélébile dans les cerveaux anglais. A la formule concrète des ponts tournants, du bac à vapeur jetés sur la Manche, il ajoute maintenant la vision de ces quais disposés de manière que 60.000 hommes, réunis dans la journée, puissent s'embarquer de plain-pied, sans rompre la cadence, mettre à la voile le soir et arriver le matin en vue des côtes britanniques. A toutes les déclamations sonores, aux exposés historiques, bourrés d'idées générales, lord Palmerston préfère l'image saisissante. Le *Militia Bill* fut voté ; les armements augmentés ; la panique déchaînée.

Elle reçut une nouvelle impulsion le jour où s'éteignit brus-

1. J. Morley, *Life of Cobden*, vol. II, p. 110 et 129.
2. *Hansard*, CXX, 1104.

quement le duc de Wellington. Les souvenirs des victoires passées, rappelées longuement dans les journaux, commentées avec sympathie par les prédicateurs, ces nouvelles et multiples évocations de la force militaire et de la mission religieuse du peuple élu[1] décuplent la force du courant. A l'irritation ressentie contre un voisin, soupçonné d'ourdir perpétuellement de ténébreuses intrigues, venait s'ajouter l'orgueil des récentes victoires. En vain R. Cobden montre-t-il ce qu'il y a d'hypocrite à reprocher aux Français leur culte pour Napaléon Ier, et à témoigner en même temps une admiration aussi exclusive pour un homme[2], dont les succès militaires pouvaient à peine compenser les fautes politiques[3]. Sa voix s'élève seule au milieu des clameurs unanimes. Le rétablissement du second Empire coïncide avec les funérailles nationales faites au duc de Wellington (18 novembre 1852). Il semblait que le troisième Napoléon sortît de la tombe même du vainqueur de Waterloo, pour prouver la banqueroute de son œuvre. Cet apparent défi, jeté à la face du peuple en deuil, incliné devant le cercueil de son héros, exaspère l'opinion britannique. Le *Times* intervient pour attaquer Napoléon III avec la plus extrême violence. « Un parjure de mauvaise foi, un traître condamné, un conspirateur qui a réussi par la plus vile trahison, l'achat de la soldatesque et la boucherie de milliers de victimes, doit, s'il n'est pas arrêté net dans sa carrière, aller jusqu'au bout dans la voie de la tyrannie. Pour lui, il n'y a pas de halte ; pour son système, pas d'élément de stabilité ou de progrès. C'est un irrémé-

1. R. Cobden, *o. cit.*, p. 157 et 319.

2. R. Cobden, *o. cit.*, p. 190.

3. Après les avoir énumérées dans une lettre à un ami d'Amérique, R. Cobden conclut en ces termes : « Je voudrais voir publier une carte avec des taches rouges, pour indiquer les places sur terre et sur mer, où de sanglantes batailles ont été livrées par les Anglais. On découvrirait que, différents de tous les autres peuples, nous avons pendant sept siècles, lutté contre des ennemis étrangers, partout excepté sur notre propre territoire. Est-ce qu'un autre mot est nécessaire pour prouver que nous sommes la race la plus agressive qu'il y ait sous le soleil ? Nous avons à ramer contre le vent et la marée, quand nous nous efforçons d'éteindre les passions belliqueuses de nos compatriotes. » John Morley, o. *cit.*, vol., II. p. 132.

diable et absolu anachronisme[1] ». Rien ne manquait plus à la crise belliqueuse : le *Times* avait sonné le tocsin.

Le ministère conservateur de lord Derby, sous la pression des journaux, malgré des professions de foi pacifiques[2], propose d'accroître les armements. « L'heure est arrivée, déclare en termes mystérieux le *secrétaire de l'Amirauté*, où, avec les plus pacifiques intentions, il est absolument nécessaire de mettre nos défenses de la Manche sur un nouveau pied et de garnir le détroit d'une large force... Si je me refuse à entrer dans des informations détaillées, c'est que le gouvernement a décidé, après le plus sérieux examen, qu'il vaudrait mieux, étant données les circonstances actuelles, ne pas entrer dans le moindre détail au sujet de cette affaire[3] ». Cette discrétion, si différente du style coloré de lord Palmerston, frappe les imaginations. Ce discours sybillin arrache, aussi aisément que l'eût fait une harangue imagée, le vote de nouveaux armements. L'augmentation de 5.000 matelots et de 500 « marsouins », réclamée par le ministère, est décidée sans scrutin. On avait déjà ajouté 3 000 hommes à l'armée, et l'on propose encore d'accroître l'artillerie de 2000 hommes et 1 000 chevaux[4]. C'est en vain que R. Cobden démontre, chiffres[5] en mains, que jamais les forces navales de l'Angleterre n'ont eu sur celles de la France une aussi écrasante supériorité. Non seulement les objections ne sont pas écoutées, mais, lorsque lord Derby veut enrayer les folies budgétaires, il est renversé et remplacé par lord Aberdeen, un Whig, qui fait de nouvelles concessions à l'opinion publique affolée.

La panique bat son plein. Les brochures font rage. Dans son pamphlet sur la *Défense de l'Angleterre*, sir C.-J. Napier « croit que les jeunes soldats prient jour et nuit pour une invasion ». Les ouvrages militaires s'empilent aux

1. *Letters of an Englishman on Louis Napoleon, the Empire and le Coup d'Etat, reprinted with large additions from the Times*

2. 6 décembre 1852, *Hansard*, CXXIII, 975.

3. *Hansard*, t. CXXIII, p. 1006 et 1007.

4. R. Cobden, *o. cit.*, p. 320.

5. R. Cobden, *o. cit.*, p. 314, 324 et 302.

devantures des libraires et se vendent par centaines[1]. Les journaux tonnent contre les envahisseurs et entretiennent avec soin la fièvre patriotique. « Le corps expéditionnaire de Rome s'irrite, écrivait-on un matin, parce qu'il ne pourra point prendre part à l'invasion de l'Angleterre et au sac de Londres. » Le général Changarnier, apprenait-on le soir, propose un plan pour débarquer ici et se saisir de la métropole. Un navire de guerre français s'est montré à Douvres. On n'ajoutait pas qu'il avait dû fuir devant la tempête. Des croiseurs tournent autour de l'île de Wight, et le journaliste oubliait de rappeler qu'ils surveillaient les bateaux de pêche de leurs nationaux. Des barques mystérieuses exécutent des sondages dans la Manche, et le reporter avait grand soin de ne pas indiquer que ces renseignements se trouvaient déjà sur les cartes mises en vente par l'Amirauté[2]. Les allocutions belliqueuses se multiplient. Deux ministres de lord Aberdeen donnent l'exemple[3] : « Je vous le déclare, déclarait le lord-lieutenant du Yorkshire, à la milice de ce comté, le jour approche où tout le monde, dans le royaume, aura raison d'être reconnaissant de ce que vous vous soyez offerts pour défendre nos foyers et nos maisons[4]. » Le *Times* regorge de lettres dénonçant l'invasion imminente. Elles émanent de gentilshommes[5] ou même de clergymen. « Quand des voleurs sont signalés, écrivait une de ces âmes chrétiennes, nous inspectons les fenêtres de l'office et de la cave ; nous essayons les loquets de nos portes ; nous suspendons des cloches pour

1. Par exemple : l'*Invasion de l'Angleterre*, par un militaire et un civil; *Défenses nationales*, par Montagu Gore ; *Plan pour former une réserve : Lettre à lord John Russell*, par Georges Paget ; *D'un sous-secrétariat d'Etat pour notre défense et nos établissements militaires ; Plan pour défendre le pays. au moyen de volontaires*, par John Kniloch ; *Situation défensive de l'Angleterre*, par Captain Chas. Knox ; *Un plan pour la formation d'une milice navale*, par Captain C. Elliott; *La défense nationale de l'Angleterre*, par P. E. ; *Idées sur la défense nationale*, par Rear Admiral Bowles ; *Notes sur les ressources défensives de la Grande-Bretagne*, par Captain Fyers, etc.

2. R. Cobden, *o. cit.*, p. 321.

3. *Hansard*, CXXIV, 267.

4. *Ibid.*, CXXIV, 293.

5. *Times*, 7 décembre 1853.

nous avertir ; nous nous procurons chiens et gendarmes pour veiller à notre place, et nous allons nous coucher, lorsque nous sommes si bien préparés contre une attaque, qu'il est peu probable qu'elle soit tentée[1]. »

Une fois de plus, toute l'Angleterre, nobles et clercs en tête, répondait à l'appel du clairon. Seule, une corporation blâme ces émotions sans cause et ces armements sans objet. La bourgeoisie commerçante et l'aristocratie industrielle encouragent les protestations des groupes pacifiques et se décident bientôt à une démarche significative. Les *merchants and bankers* de Londres, après avoir convoqué en un meeting tous ceux qui « sentent que les circonstances leur ordonnent d'exprimer publiquement la peine profonde, que leur cause le spectacle des efforts tentés, d'une manière permanente, pour créer et perpétuer des sentiments de méfiance, de mauvaise volonté, d'hostilité entre les habitants des deux grandes nations de l'Angleterre et de la France », résolurent d'envoyer à l'empereur Napoléon III une délégation, chargée de remettre une adresse signée d'un millier de noms. Cette démarche décide les « ministrables en congé » à tenter une attaque contre le cabinet. Disraëli, pacifique chaque fois que les Whigs belliqueux sont du pouvoir, prend la parole pour blâmer gravement cette injustifiable panique et déplorer les injures lancées à la tête d'un gouvernement correct et ami[2]. Cinq ou six mois après, les escadres anglaises et françaises jetaient l'ancre, l'une à côté de l'autre, dans la baie de Bésika.

*
* *

Une guerre était le dérivatif nécessaire pour les pensées et les volontés, tendues depuis vingt ans vers la possibilité d'un conflit, par des crises belliqueuses d'une durée et d'une intensité croissantes. Le besoin d'une lutte, douloureuse sans doute, mais salutaire pour des énergies physiques et morales, débordant d'un trop-plein de forces, était tel que presque

1. Cité d'après le *Times*, *Hansard*, CXXIV, 290.
2. *Hansard*, CXXIV, 263.

tous les Anglais, consciemment ou non, en admettent la nécessité.

Les groupes politiques, qui avaient bataillé avec tant de vaillance contre lord Palmerston et les Whigs, les écrivains religieux qui signalent les problèmes intérieurs à résoudre et les misères urbaines à guérir, — ne sont plus unanimes pour blâmer la guerre contre la Russie. Les Conservateurs Dissidents étaient au pouvoir avec Gladstone, lorsque les hostilités furent engagées. Les Radicaux, pleins du souvenir de la Pologne, considèrent la lutte contre la Russie comme une guerre sainte. J. Ruskin, dans ses *Peintres modernes*, vante l'action morale de cette épreuve salutaire. Charles Kingsley, dans ses sermons, implore les bénédictions divines pour une armée qui incarne les plus hautes vertus de la race et va remplir sur des terres lointaines la mission du peuple élu. Tennyson, dans son beau poème de *Maud*, sympathiquement commenté par l'*Athenæum*, esquisse un développement que, dans des circonstances plus récentes, un autre artiste, Swinburne, devait refaire dans des vers aussi harmonieux. Il chante « la fin du long, long chancre de la paix ». Il célèbre « la floraison rouge sang de la guerre ». Seuls, les Économistes libéraux, R. Cobden, John Bright, traqués et injuriés, s'entêtent, dans leurs discours et dans leurs brochures, à démontrer l'inutilité et les dangers de la lutte contre l'Empire Slave[1].

Facilitée par tant de désertions, approuvée par tant d'autorités, bénie par tant de voix, elle s'engage avec tout l'élan que donne la poussée d'une opinion unanime. Sur les pentes d'Inkermann, dans les plaines de Balaclava, contre les parapets du Mamelon-Vert la vague humaine, ébranlée par les énergies et les pensées que des crises périodiques ont entretenues dans de belliqueuses émotions, déferle, se brise, pour se retirer ensuite, laissant derrière elle, sur la terre piétinée, des ruines, des débris et des cadavres.

1. R. Cobden, *Political Writings*, p. 258, 272, 291. Morley, *Life of R. Cobden*. vol. II. p. 158 et 174.

§ II

C'est par une guerre sanglante, par un drame national, dont l'opinion publique suit avec passion les moindres péripéties, que se dénouent les paniques belliqueuses de 1833, 1846, 1852 et se termine la première moitié du XIXe siècle. La même tragédie, au milieu des mêmes enthousiasmes et de la même unanimité, vient de couronner une nouvelle série de crises et de clore la dernière moitié du XIXe siècle. Mais cette apparente concordance entre les deux dénouements ne doit point masquer la diversité fondamentale de ces deux époques de l'histoire anglaise.

Les poussées de la combativité anglo-saxonne n'alternent plus avec la même régularité et ne revêtent plus les mêmes caractères. A une période de paix presque absolue (1854-1874), succèdent des paniques rapidement enrayées (1875-1886), signes avant-coureurs d'une évolution économique et coloniale, qui va fortifier les tendances belliqueuses de la race et de la société, affaiblir les forces de la résistance pacifique, fournir aux passions de nouveaux prétextes et de nouvelles justifications.

Si, depuis la fin de la guerre de Crimée jusqu'aux environs de 1874, nous voyons le courant belliqueux grossir en 1860, retrouver ensuite son niveau antérieur pour baisser après, et atteindre, à la fin de ces vingt années, un étiage jusqu'alors inconnu, cela tient à ce que les courants économique, politique et littéraire, qui enraient les instincts de la race, les habitudes de la société et les traditions de l'histoire, ont atteint tout leur développement. Nous analyserons le merveilleux essor qu'impriment à l'activité commerciale et industrielle de l'Angleterre les premières applications du libre-échange, et aussi les luttes intestines, les sanglants conflits des rivales Européennes et Américaines, oublieuses de leurs vrais intérêts [1]. — C'est dans la seconde moitié

1. Pour les périodes 1855-59, 60-64, 65-69, 70-74, la moyenne quinquen-

du XIXe siècle que la doctrine libérale, dont les principes généraux, politiques et économiques, ont été posés en 1832 et 1846, lors de la première réforme électorale et de l'abolition des droits sur les blés, reçoit sa complète réalisation. A partir de 1851, les trois groupes réformateurs, les Économistes libéraux, les Conservateurs dissidents, les Radicaux philosophes, Cobden et J. Bright, Gladstone et Molesworth, J. Stuart Mill et Rœbuck, fournissent au parti libéral des soldats, des chefs et un programme, lui assurent, de 1833 à 1886, le pouvoir pendant trente-six ans et demi, tandis que les conservateurs ne le gardent que seize ans et demi. De 1847 à 1866, l'œuvre accomplie fut surtout économique, le libre-échange réalisé par la suppression des lois sur la navigatoin [1], l'abrogation ou la réduction de la majeure partie des impôts indirects [2]. De 1868 à 1874, l'œuvre accomplie fut surtout politique, les principes libéraux appliqués dans les domaines religieux [3], parlementaires [4], et sociaux [5]. — Enfin, à la même date, les grands maîtres de l'Idéalisme littéraire jouissent de leur victoire. Carlyle résume sa doctrine philosophique, politique et sociale [6], écrit son dernier livre d'histoire, *Frédéric le Grand* (1858 à 1865). Dickens publie son chef-d'œuvre, *David Copper-*

nale des exportations passe de £ 116 à £ 138, 181, 235 millions. De 1854 à 1874, le tonnage des navires entrés et déchargés dans les ports du Royaume-Uni grandit de 27 millions de tonnes anglaises, celui des navires battant pavillon Britannique de 1.700.000 tonnes. La production du charbon et du fer brut double, les exportations de pièces de toile, de fils et de pièces de coton, des étoffes de laine doublent en quantité et en valeur, etc., etc.

1. 1852.

2. Réduction ou suppression : 1851, de l'impôt sur les fenêtres; 1853, des droits sur le savon; 1853, 63 et 65 des droits sur le thé; 1855, d'un impôt sur les journaux; 1861, d'un droit sur le papier; 1869, d'un droit de 1 schelling sur les blés; 1872, des droits sur les cafés, des droits sur le beurre, les œufs, le fromage, les oranges et les citrons, etc.

3. 1869, Séparation de l'Eglise et de l'Etat en Irlande; Création d'un enseignement primaire d'Etat laïque et neutre; 1871, Suppression du caractère confessionnel des Universités.

4. 1872, Loi sur le scrutin secret.

5. 1870, Suppression de l'achat des grades dans l'armée; 1871, Loi sur les Trade-Unions.

6. *Latter Day Pamphlets*, 1850; *Life of Stirling*, 1851.

field (1850), et précise son apostolat social[1]. Ruskin laisse prévoir, dans une série de conférences[2], de 1850 à 1860, l'évolution logique qui l'entraînera à proclamer, dans *Munera Pulveris* (1862), la nécessité des réformes économiques. Autour des trois prophètes, les disciples naissent à l'action féconde. Les premiers efforts pour développer l'enseignement populaire et soulager les misères urbaines sont tentés. — Jamais l'énergie et la pensée nationales n'avaient été tendues avec une pareille force, par des intérêts économiques, des idées politiques et des préoccupations morales vers les problèmes de la vie interne, loin des conflits sanglants de la politique extérieure.

*
* *

Cette action pacificatrice ne s'exerce que progressivement. Les victoires donnent aux peuples, qui s'en sont repus, des fièvres intermittentes et tenaces. R. Cobden en fit la triste expérience au commencement de 1857.

Il attaque, dans un de ses plus beaux discours[3], lord Palmerston, à propos d'une flagrante violation du droit international, restée célèbre sous le nom de l'incident de l'Arrow[4]. L'éloquente condamnation produit une vive impression. Les trois groupes pacifiques combinent leurs efforts, et lord Palmerston est mis en minorité. Le Ministère en appelle au pays. Celui-ci ne manqua pas de donner raison, contre les théoriciens du droit abstrait, au nom duquel trois cabinets

1. *Bleake House*, *Little dorrit* et *Hard Times* parurent de 1852 à 1857 ; *Tale of two Cities* en 1859.

2. *Political Economy of art*, 1858.

3. *Speeches*, vol. II, p. 121 et 136.

4. Sir John Bowring, le gouverneur de Hong-Kong, apprenant que les Chinois avaient assailli l'Arrow et délivré douze de leurs compatriotes accusés de piraterie, menaça le gouverneur de faire bombarder Canton, dans les quarante-huit heures, si les prisonniers n'étaient pas retrouvés et livrés. Le gouverneur s'exécuta, tout en affirmant que l'Arrow n'était pas un navire anglais. Bien que l'ultimatum eût produit tout l'effet désiré, les opérations militaires n'en eurent pas moins lieu : des jonques furent détruites, les faubourgs de Canton incendiés, la ville bombardée, la guerre déclarée. Dans la suite il fut reconnu que l'Arrow n'était pas un navire anglais (J. Morley, *o. cit.*, vol. II, p. 188).

whigs[1] avaient été combattus, à l'homme d'Etat qui savait si bien parler à son imagination concrète, réveiller ses souvenirs et flatter ses instincts. La coalition des Tories intransigeants et des Whigs Palmerstoniens balaie tout devant elle : le groupe des Economistes est anéanti. R. Cobden, J. Bright perdent leurs sièges. Pour retrouver une pareille défaite des idées pacifiques, il fallait se reporter aux jours sombres de 1812, lorsque les électeurs chassèrent du parlement ceux des Whigs qui s'opposaient à la continuation de la guerre, Brougham, Romilly, Lamb. « Lord Palmerston, en cette circonstance, se trouvait représenter deux choses auxquelles les Anglais tiennent fort, leur orgueil comme Anglais et leur intérêt comme marchands. Or, où l'esprit de nationalité et l'esprit de commerce dominent, il est rare que le poids des considérations purement juridiques l'emporte. Lord Palmerston, lorsqu'il essayait de forcer, coûte que coûte, les portes du Céleste Empire, se trouvait représenter l'intérêt de ces industriels du Lancashire, qui, à la nouvelle du traité conclu en 1842 avec la Chine, s'étaient écriés, en jetant leurs chapeaux en l'air : « Que chacun des 300 millions d'hommes qui peuplent la Chine, achète un bonnet de coton, et voici nos filatures en bon chemin. » Encore l'intérêt des filatures n'était-il pas le seul qui fût en jeu : est-ce que le thé n'est pas aujourd'hui, après le coton, la branche la plus considérable du commerce anglais ! Il fallait donc s'attendre à voir les hommes de la classe moyenne pardonner cordialement à Lord Palmerston, l'emploi d'un moyen, que le but du reste justifiait à leurs yeux. *Salus Populi suprema lex :* et, chez une nation de boutiquiers, le *salus populi* c'est la question des débouchés[2]. »

La victoire de lord Palmerston était un présage sur lequel il était impossible de se méprendre. Une nouvelle poussée belliqueuse, concordant avec une réaction conservatrice, allait entraîner l'Angleterre dans une nouvelle tourmente.

1. Ceux de lord J. Russell, lord Aberdeen et lord Palmerston.
2. L. Blanc, *o. cit.*, t. I, 30.

Les émotions éprouvées pendant la guerre de Crimée, entretenues par la sanglante révolte des Cipayes et la guerre de Chine, étaient considérées avec raison par Gladstone [1], comme la véritable cause de ces persistantes alarmes. Elles trouvent, de plus, un prétexte dans une certaine tension des rapports diplomatiques entre la France et l'Angleterre. Le souvenir de l'incorrection avec laquelle Napoléon III avait négocié, pendant l'expédition de Crimée, les clauses du traité de paix, sans tenir au courant un gouvernement ami et allié [2], avait été avivé par de récents incidents [3]. Dans la discussion du budget de la marine, soumis au Parlement le 18 mai 1857 [4], le premier lord de l'Amirauté, sir Charles Wood, pour justifier le chiffre élevé des crédits, déclare que la France « concentre le plus d'attention possible sur le bon état de sa marine ». Il prétend qu'elle lance en 1857, et construit un nombre de vaisseaux de ligne et de frégates, munis d'hélices, égal à celui des navires anglais terminés ou sur le point de l'être [5]. Aux efforts de lord Clarence Paget, qui prouve la supériorité numérique de la flotte britannique [6], sir Charles Napier riposte par des interventions répétées. Il établit que le Royaume-Uni « n'est plus la première puissance navale du monde [7] » ; il démontre la supériorité de l'état-major français, qui dispose les docks de Cherbourg de manière que les troupes puissent embarquer de plein-pied [8]. Ces

1. J. Morley, *o. cit.*, vol. II, p. 376; R. Cobden, *Polit. Writings*, p. 328, content à ce sujet une anecdote très caractéristique.

2. A. Chevalley, *La Reine Victoria*, p. 161.

3. « Tant que ces prodigieuses ressources de la France, ses trésors, ses armées seront à la disposition d'un seul homme; tant que cet homme tiendra pour ainsi dire, dans le creux de sa main, tout le pouvoir de la nation, la plus entreprenante et la plus militaire, qui soit au monde, qu'il s'attache à voir dans le peuple anglais un adversaire, caché peut-être, mais fatalement soupçonneux ». L. Blanc, *o. cit.*, I, p. 249.

4. Les élections, qui donnaient la victoire à la coalition des Tories intransigeants et des Whigs Palmerstoniens, avaient eu lieu en mars 1857.

5. *Hansard*, CXLV, p. 418, 426.

6. *Ibid.*, CXLV, p. 438, 439.

7. *Ibid.*, p. 434.

8. *Ibid.*, CLI, 928.

débats parlementaires, analysés et commentés dans la Presse, entretiennent dans le public une sourde irritation. Elle est encore accrue, au début de 1858, par les allusions intempestives de quelques colonels de l'armée française, émus par un récent attentat, à la trop généreuse hospitalité de la Grande-Bretagne pour les criminels politiques. La discussion s'envenime ; et lorsque Palmerston, désireux, pour une fois, de se montrer conciliant, propose au Parlement de modifier la loi anglaise sur le « complot d'assassinat », son offre est rejetée et le cabinet mis en minorité. Au mois de février, il est remplacé par lord Derby, un conservateur que l'opinion publique considère, à tort ou à raison, comme moins disposé à une entente avec la France [1]. C'est dans une atmosphère aussi orageuse, qu'éclate, en 1859, la panique.

Elle est, avant tout, l'œuvre des Lords, irrités du prestige que donnent à Napoléon III, et qu'ôtent à la couronne d'Autriche les victoires de la campagne d'Italie [2]. Une fois de plus, par sa traditionnelle combativité, l'aristocratie anglaise, consciemment, volontairement, donne le branle à l'opinion publique. Au début de juillet 1859 (quelques jours avant le traité de Villafranca [3]), le nouveau lord de l'Amirauté, sir John Pakington, demande au Parlement « de l'aider à rétablir la suprématie navale de l'Angleterre [4] ». Lorsque ces propositions viennent devant la Chambre des lords, les discours belliqueux éclatent avec la rapidité et se suivent avec la régularité des « feux de salve ». Lord Howden, après avoir déclaré qu'il habitait en France et qu'il y comptait ses plus agréables relations, crut de son devoir d'oublier tous ces souvenirs, pour avertir sa patrie du danger qui la menaçait. « Il n'y a pas un Français qui ne rêve, nuit et jour, d'humilier ce pays, de le dépouiller du privilège qu'il est seul à conserver au milieu des nations européennes, celui de posséder un

1. Cobden, *o. cit.*, p. 333.
2. *Ibid.*, p. 335 et 344.
3. 11 juillet 1859.
4. *Hansard*, CLII, 882, 912.

sol intact... Un bulletin pourrait être signé sur la terre britannique, proclamant le glorieux triomphe des armées françaises. Les aigles françaises pourraient flotter au haut de quelque clocher d'Acton à Ealing, de Ealing à Harrow. Cette simple espérance suffit pour jeter chaque Français dans un transport de joie... Cette guerre, conclut le distingué prophète, est la seule qui serait universellement populaire en France ; et quelque téméraire que puisse être l'essai d'une invasion en Angleterre, quelque vide qu'il soit de toute chance rationnelle de succès, il n'y a pas une seule veuve en France qui ne donnerait son dernier fils ou un seul mendiant son dernier sou, pour réaliser un pareil projet[1]. » Ces prophéties effarées pouvaient n'être qu'une bévue échappée à un mondain, soucieux de transporter sur la scène politique les propos des salons et de respecter, jusque dans ses manifestations parlementaires, les décisions du snobisme. Mais l'opinion publique fut singulièrement impressionnée lorsqu'un Pair, connu par sa science juridique et respecté pour son grand âge, lord Lyndhurst exposa à nouveau les justes inquiétudes et les légitimes angoisses du peuple anglais, et termina par ce coup de clairon : « Je me rappelle le jour où chaque partie de la côte — en face — était bloquée par une flotte anglaise. Je me souviens de la victoire de Camperdown et de celle de Saint-Vincent, remportées par sir John Jervis ; je n'oublie pas la grande victoire du Nil, ni la dernière de toutes, cette triomphante bataille de Trafalgar, qui annihila presque complètement les navires de France et d'Espagne. Je compare la situation que nous occupions à cette époque, avec celle que nous occupons aujourd'hui. Je me rappelle l'expulsion des Français d'Égypte, les succès remportés, les uns après les autres en Espagne, le temps où l'armée britannique était établie dans le sud de la France, et enfin la grande victoire par laquelle la guerre fut terminée[2]. » En pleine paix, alors que les deux gouvernements étaient en rela-

1. *Hansard*, CLIV, 517.
2. *Ibid.*, CLIV, p. 617 et 627.

tions correctes, dans la Chambre haute, un vieillard, un juriste évoque, avec une communicative émotion, les jours heureux où l'Angleterre maintenait sous sa botte la France épuisée ! Devant cet audacieux défi, jeté à la face de l'ennemi séculaire par un survivant des victoires d'autrefois, l'opinion tressaille de joie et de fierté.

En vain lord Granville, au nom du cabinet Palmerston, qui avait remplacé le cabinet conservateur de lord Derby, signale-t-il à la Chambre haute, ce que de pareilles harangues offrent d'inutile et de dangereux[1]. En vain des hommes sensés s'efforcent-ils d'établir avec R. Cobden, à l'aide de documents officiels[2], que jamais la supériorité de la marine anglaise n'a été aussi écrasante[3]. A la Chambre des lords, lord Stratford et lord Ellenborough félicitent lord Lyndhurst de sa patriotique intervention, commentent son discours, reprennent ses chiffres, précisent ses attaques[4]. Les Communes ne veulent pas laisser à leurs rivaux le monopole de la science militaire, de l'enthousiasme patriotique, ni surtout celui de la reconnaissance publique. Le 29 juillet 1859, M. Horsman, soutenu par l'infatigable sir Charles Napier, propose d'emprunter les sommes nécessaires « pour terminer les travaux indispensables de défense nationale, projetés ou en voie d'exécution ». Reprenant l'affirmation, d'ailleurs erronée, de la supériorité numérique de la flotte française, l'orateur s'efforce de trouver dans les écrits de Napoléon III, dans ses projets de fortifications côtières et de conscription maritime, la preuve « qu'il se prépare pour une entreprise gigantesque, qu'il faudra tenter, un jour où l'autre contre une gigantesque puissance navale : et cette puissance il est inutile de la nommer ». Laissant libre cours à son imagination, M. Horsman reprend le procédé intellectuel qui réussit si bien à tous ceux qui veulent agiter l'opinion britannique : il décrit les troupes françaises

1. R. Cobden, *o. cit.*, p. 347.
2. *Parliamentary Paper*, n° 182, 1859.
3. Tableau dressé dans R. Cobden, *o. cit.*, p. 302.
4. *Hansard*, CLIV, p. 645, 627-8.

prêtes à s'embarquer : « Cette armée quittera ses ports triomphante et victorieuse par anticipation. A partir de l'instant où elle sera débarquée sur les côtes de l'Angleterre, elle aura à se frayer une route avec l'acharnement d'une espérance déçue ; et, dans les deux ou trois semaines qui suivront le débarquement du premier zouave, ou bien elle sera complètement annihilée, ou Londres sera prise. » Et le sympathique prophète termine son apostrophe en affirmant la nécessité de travailler nuit et jour, dans les arsenaux[1].

Ce n'est plus un courant belliqueux, mais une tempête qui s'abat sur l'Angleterre. La bourrasque fait rage surtout dans les assemblées de propriétaires ruraux, fermes soutiens de l'aristocratie conservatrice. Les bataillons de volontaires, qui constitueront un des caractères distinctifs de l'armée anglaise, se forment[2]. Le mouvement en faveur des sociétés de tir, *the rifle corps movement*, sert de prétexte à des réunions où les derniers des vrais anglo-saxons défient leur adversaire de venir — sur le sol britannique — s'exposer à leurs poings. « Combien demanderez-vous aux Français pour leur blé, quand ils débarqueront ? » demandait à un de ses tenanciers un hobereau. « Ils le paieront avec leur sang », répond l'autre au milieu de l'enthousiasme de l'auditoire charmé[3]. « Laissez les oracles de l'école de Manchester (les économistes libéraux), déclare à des volontaires écossais le président de leur réunion, tenter, dans la mesure de leurs moyens, de vous mystifier ou de vous tromper. C'est de la France et de la France seule que nous viennent les menaces d'invasion, de conquête et de ruine. »

« Un seul homme est l'instigateur de tout le danger, non seulement parce qu'il est lui-même inspiré par une rancune basse et brutale, mais parce qu'il travaille incessamment à inculquer aux âmes de ses sujets, ou plutôt de ses esclaves, une haine mortelle contre la paix, la prospérité et

1. *Hansard*, CLV, 678-88.
2. Ch. Esquiros, t. II, p. 281.
3. R. Cobden, *o. cit.*, p. 354.

l'indépendance de ce royaume[1]. » Des hommes éclairés se laissent entraîner par cette panique irraisonnée. Un évêque déclare gravement qu'il tient de source sûre que l'Empereur « reste indécis entre deux projets : ou bien travailler avec l'Angleterre pour la liberté, ou bien travailler contre elle pour l'absolutisme, et commencer par l'envahir[2] ». Cette anecdote ne fait qu'exciter le clergé des campagnes, « actif promoteur de la panique[3] », à continuer sa propagande en faveur des armements. Il n'était pas jusqu'à un ami de R. Cobden qui, gagné par l'émotion ambiante, ne renonçât à aller passer l'automne de 1859 à Paris, par crainte d'être retenu comme otage[4], au cas d'une rupture entre l'Angleterre et la France.

L'automne approche de sa fin. L'hiver commence. Les neiges ne suffisent point pour calmer tenanciers et hobereaux, Prélats et Lords. Ils ouvrent leurs journaux avec angoisse, lorsqu'un matin il leur tombe des mains. Ils le reprennent. Ils le relisent. C'est à n'en pas croire leurs yeux. A la date du 29 janvier 1860, un traité de commerce aurait été signé entre la France et l'Angleterre[5]. Les classes industrielles et commerçantes, nouvelles venues dans la Société Anglaise, rappelaient impérieusement aux anciennes qu'elles étaient toutes-puissantes, et leur signifiaient, dédaigneusement, leur volonté d'avoir la paix.

Le coup fut d'autant plus sensible qu'il était plus inattendu. Pendant quelques semaines, (le traité fut soumis à la ratification du Parlement le 10 février 1860), les auteurs de la panique se tiennent cois. Mais l'hostilité des salons

1. Sir G. Sinclair, *Legitamacy, citizen Kingship and Imperialism*, 1830 and 1861. Londres, 1862, p. 21. La même brochure contient, page 35, de nombreux extraits de journaux qui prouvent que les organes conservateurs considéraient l'expédition d'Italie comme une menace directe contre l'Angleterre; page 36, un commentaire singulièrement indulgent des tentatives d'assassinat contre Napoléon III.

2. J. Morley, *o. cit.*, vol. II, p. 304.

3. *Ibid.*

4. En raison du précédent de 1803, R. Cobden, *o. cit.*, p. 354.

5. J. Morley, *o. cit*, vol. II, ch. XI.

aristocratiques contre l'Empire français[1] était telle que les girouettes parlementaires ne pouvaient manquer, une fois de plus, de tourner au vent. Le ministère lui-même est ébranlé. Lord Palmerston, qui jusqu'ici n'avait résisté à la poussée gallophobe de l'opinion, que par hostilité aux sympathies allemandes de la Reine Victoria, était loin d'être un pacifique à toute épreuve. Dès les premiers mois de 1859, il avait écrit à lord J. Russell, ministre des Affaires étrangères que, « bien qu'il ait eu jusque-là une confiance absolue dans les intentions de l'Empereur vis-à-vis de l'Angleterre, il commençait à soupçonner que la pensée de venger Waterloo ne faisait que sommeiller[2]. » Malgré les efforts de lord John Russell, de Gladstone, qui étaient en correspondance régulière avec R. Cobden et se tenaient au courant de ses négociations commerciales avec le gouvernement Français, lord Palmerston, trop grand seigneur et trop Anglo-Saxon pour pouvoir résister longtemps aux tendances combatives de son milieu, fait prévaloir au sein du cabinet la nécessité d'accroître les armements.

Le 13 février 1860, le budget de la marine est soumis au Parlement. Les dépenses proposées dépassent de 25 millions de francs les chiffres des années les plus lourdes. Lord Clarence Paget, au nom de l'Amirauté, affirme, — ce que Cobden a nié dans son pamphlet[3], — que jamais les deux flottes française et britannique n'avaient été si près d'être égales[4]. Le sacrifice de quelques millions aux exigences de l'opinion aristocratique remplit d'aise les salons de Londres et la Chambre des Lords. Forts de cet encouragement ministériel, les Pairs reprennent leur campagne alarmiste. Le 1er mai, lord Lyndhurst voulut retrouver son succès oratoire de l'année précédente : il réclame au gouvernement des explications sur le progrès des armements, retrace longuement les

1. R. Cobden, *o. cit.*, p. 363.
2. J. Morley, *o. cit.*, vol. II, p. 306.
3. R. Cobden, *o. cit.*, 356.
4. *Hansard*, CLVI, 966-969.

efforts de Louis-Philippe et de Napoléon III pour annihiler les résultats de Trafalgar et rendre à la flotte française son ancien prestige[1]. Malgré la réponse optimiste du duc de Somerset, premier lord de l'Amirauté[2], le mouvement gagne de nouveau les Communes. Un député raconte que l'on concentre des transports pour la cavalerie sur les côtes septentrionales de la France[3]; un autre, que plus de 1 300 des meilleurs ouvriers anglais ont été embauchés dans nos arsenaux[4]. L'imaginatif amiral sir Charles Napier déclare qu'il tient d'un voyageur américain, que 14 000 hommes, pas un seul de moins, en sus des 3 000 forçats, travaillent dans le port de Toulon[5]. Le 23 juin 1860, la revue des volontaires, passée par la reine Victoria, donne lieu à d'enthousiastes manifestations. Le *Daily Telegraph* s'écrie : « Venez maintenant, si vous l'osez[6] ». Un mois après, jour pour jour, le 23 juillet 1860, lord Palmerston cède à la pression de l'opinion et prononce un retentissant discours. Bien que, depuis le mois d'avril, les négociations avec la France suivissent leur cours à Paris; bien que R. Cobden fût sur le point d'achever la rédaction du tarif; malgré les conséquences diplomatiques que pouvait entraîner une manifestation oratoire aussi intempestive, lord Palmerston ne peut résister au plaisir de se rajeunir et de retrouver ses succès de 1846.

Lord Palmerston n'est pas un de ces hommes d'Etat qui, par la rigueur de leurs pensées comme Richard Cobden et J. Stuart Mill, par les scrupules de leurs consciences, comme sir R. Peel et E. Gladstone, contraignent leurs concitoyens à détruire et à rebâtir. Il appartient au groupe des chefs politiques, que l'unité de leur caractère ethnique et les traditions de leur milieu ont rendus maîtres dans l'art d'éprouver

1. *Hansard.*, CLVIII, 425.
2. *Ibid.*, 438-39.
3. Mr. Kinglake, *Hansard*, CLVI, 519.
4. M. Johnstone, CLIX, 209.
5. *Hansard*, CLVIII, 1309.
6. Ch. Esquiros, *o. cit.*, t. II, p. 281.

et de traduire les tendances instinctives de l'Opinion nationale. Ils sont, dans l'ensemble des âmes qui vibrent au contact des intérêts, des passions, des idées collectives, celles qui vibrent de la manière la plus complète et la plus juste. Ils résument dans leur vie, avec la fidélité d'un enregistreur automatique, les variations de l'Opinion publique. Ils symbolisent une époque et incarnent une race. La saute brusque de vent persistait; la tourmente belliqueuse reprenait avec une nouvelle vigueur. Comment condamner lord Palmerston, pour avoir reflété, dans ses actes et ses paroles, l'état de l'atmosphère publique? Comment reprocher à un baromètre d'avoir enregistré la persistance de la tempête? Le 23 juillet, aux applaudissements de M. Horsman, qui déclare que ce discours est un des plus graves et un des plus alarmants qu'il ait entendus[1], lord Palmerston demande au Parlement de l'autoriser à construire des travaux de défenses, autour des bassins et arsenaux des ports de Douvres et de Portland, et à créer un arsenal central. Pour obtenir ces nouveaux millions, lord Palmerston n'eut qu'à parler, comme il savait le faire, et reprendre les images d'autrefois, — la vapeur a pour ainsi dire jeté un pont sur la Manche, — en ajouter de nouvelles : — « Si les ports ne sont pas fortifiés, l'ennemi pourra jeter sur les côtes les forces nécessaires pour brûler les arsenaux, couper notre force navale par les racines. » — Si notre marine est incapable d'assurer l'entrée des vivres, représentez-vous ce qui arriverait si « des places comme Liverpool, Bristol, Glasgow et Londres, c'est-à-dire la Tamise, étaient bloquées par une force hostile[2] ». « Il est difficile de dire où la tempête peut éclater, continue-t-il, mais l'horizon est chargé de nuages qui présagent la possibilité d'une tempête. La commission sait d'ailleurs que, d'une manière générale, je parle de nos voisins immédiats, de l'autre côté du détroit. Il est inutile de le cacher[3]. » Voisins,

1. *Hansard*, CLX, 565.
2. *Ibid.*, p. 25 et 27.
3. *Ibid.*, p. 21.

ajouterons-nous, avec lesquels on vient de signer, il y a quelques mois à peine, un traité de commerce, dont on discute encore l'application. Qu'aurait été le discours, si les rapports diplomatiques avaient été tendus! L'Opinion publique était trop irritée, par l'annexion de la Savoie et du comté de Nice, par cette atteinte directe aux intérêts de l'Angleterre[1], pour comprendre ce qu'une pareille manifestation oratoire avait d'incorrect dans la forme et de ridicule dans le fond. La délicatesse diplomatique et l'ironie adhénienne n'ont jamais été des qualités anglo-saxonnes. Dans les réunions agricoles, pendant l'automne et l'hiver de 1860, les manifestations belliqueuses reprennent avec un nouvel enthousiasme[2].

Ce dernier sursaut de la panique expirante fut enrayé, moins par les efforts du gouvernement Français qui offre au secrétaire de l'Amirauté d'inspecter[3] nos arsenaux inactifs et supprime, le 16 décembre 1860, l'obligation pour les voyageurs anglais de se munir d'un passeport[4], que par l'intervention de l'Aristocratie industrielle et commerçante. Les négociations relatives au projet de tarif, qui durent à Paris du 20 avril au 15 novembre 1860 et se terminent par la signature d'une Convention le 16 novembre, nécessitent le déplacement fréquent de délégués envoyés pour renseigner les Commissaires anglais[5]. Ils furent les messagers de la paix. Tandis que le *Times* fulmine et que les Lords prédisent d'imminents désastres, les Capitaines de l'armée industrielle, sans se soucier des bavardages parlementaires et des papotages mondains, nouent en sourdine les chaînes d'intérêts économiques qui sauront résister aux coups d'épée des gentilshommes. En 1861, ils s'efforcent encore de tendre, sinon de rompre les liens qui unissent les deux nations occidentales.

1. Sur l'agitation produite de l'autre côté du détroit, par les annexions françaises, voir L. Blanc, *o. cit.*, t. I, p. 3, 4, 14.

2. Voy. une anecdote racontée en note, R. Cobden, *o. cit.*, p. 376.

3. *Ibid.*, p. 377.

4. J. Morley, *o. cit.*, vol. II, p. 327.

5. R. Cobden, *o. cit.*, p. 376.

Le 31 mai la construction d'un navire cuirassé, une menace directe contre le Royaume-Uni [1]; le 18 juillet, le bruit de la cession de la Sardaigne à la France, une atteinte directe aux intérêts Britanniques [2], sont autant de prétextes à des discours hargneux et à des gestes menaçants. Sous leur influence, lord Palmerston, d'ailleurs irrité par les affaires de Syrie, ne put s'empêcher, le 28 août, tandis qu'il présidait à Douvres une cérémonie civique, d'évoquer le souvenir des ambitions de Napoléon Ier [3] et d'adresser de paternelles remontrances à Napoléon III. Les dernières bulles venaient crever à la surface des eaux pacifiées [4]. Les énergies nationales, prudemment endiguées, sont rapidement entraînées, dans un élan fécond, pour actionner les rouages d'une Société, qui dorénavant veut être industrielle et commerciale, partant pacifique.

*
* *

De 1861 à 1876, s'étendent les années les plus pacifiques qu'ait connues l'Angleterre. En 1864, R. Cobden déclare à un ami que ses efforts n'ont pas été inutiles, et que ses conceptions internationales ont fait des adeptes [5]. A la même date, J. Stuart Mill trouve qu'un vent d'espérance passe sur la Grande-Bretagne [6].

Cette accalmie, la plus longue de toutes, ne s'explique pas seulement par des causes générales, par l'action concordante de l'évolution économique, politique et littéraire, mais surtout par un fait précis. Gladstone l'avait signalé en présentant son fameux budget de 1860 : « Je ne puis m'empêcher, disait-il, de croire qu'il y a quelque rapport

1. Sir John Pakington, *Hansard*, CLXII, 460.

2. M. Kinglake, Sir J. Graham, CLXIV, 1636.

3. R. Cobden, *o. cit.*, p. 387.

4. Quelques services diplomatiques rendus par la France à l'Angleterre au moment de la guerre de Sécession aux Etats-Unis, la cession à bon compte d'équipements militaires eurent vite fait de dissiper les malentendus, R. Cobden, *o. cit.*, p. 388 et 90.

5. J. Morley, *o. cit.*, vol. II, p. 453.

6. *Mémoires*, trad. Alcan, p. 229.

entre l'accroissement extraordinaire des dépenses et l'élasticité décroissante du revenu. » Il calculait que toutes les épargnes de la nation, dans les huit dernières années, « avaient été complètement absorbées et avalées dans le gésier d'une vaste dépense [1] ». La même idée peut se traduire d'une manière plus précise. Si la crise de 1851, la panique gallophobe et la guerre de Crimée, si celle de 1859-60, le réveil de l'hostilité contre la France Impériale victorieuse en Italie, ont été rapidement enrayées, c'est que par suite de l'accroissement des armements et des préoccupations de l'opinion publique, elles ont été, l'une et l'autre, suivies, en 1855 et en 1861, d'une crise économique. Eclairés par cette leçon, les commerçants et industriels se sont refusés, en 1862-1864, 1870, 1872 à trahir le parti libéral, à abandonner sa politique extérieure et courir les aventures.

Pour saisir avec netteté les répercussions de ces divers phénomènes sur la politique étrangère du Royaume-Uni, il suffit de condenser, en un tableau synoptique, tous les renseignements commerciaux, industriels, financiers et sociaux, que donnent les *Statistical abstracts*. On constate alors, qu'en 1850 l'état des échanges était satisfaisant. Le tonnage total des navires entrés dans les ports du Royaume-Uni, celui de la flotte commerciale de la Grande-Bretagne, les recettes des chemins de fer progressent. Partant, la valeur des produits britanniques achetés, la quantité de fer et d'acier, d'étoffes de coton et de toile exportées s'accroissent. Partant enfin, les plus-values budgétaires, la valeur totale des billets à ordre en circulation, les dépôts effectués aux caisses d'épargne ordinaires augmentent et le paupérisme diminue. Cette activité générale se maintient jusqu'aux débuts de la guerre de Crimée. Mais aux victoires militaires succède une crise économique. En 1855 il y a baisse dans le tonnage total des navires entrés dans les ports du Royaume-Uni, diminution dans la valeur des produits britanniques exportés. La

1. *Liberalism and The Empire*, *o. cit.*, p. 18.

quantité de charbon extrait, de fer et d'acier bruts vendus, de laine brute importée, les plus-values budgétaires, la valeur totale des billets à ordre en circulation, les dépôts dans les caisses d'épargne ordinaires diminuent. Le paupérisme augmente.

Lors de la panique de 1859-1860, les stastistiques officielles donnèrent au peuple anglais la même leçon. L'année 1858 avait été médiocre, sans être mauvaise. Si le tonnage total de la marine marchande britannique s'était accru, en revanche celui des navires entrés dans les ports du Royaume-Uni et les recettes de ses chemins de fer avaient baissé. La hausse dans la quantité de coton brut importé et d'étoffes de coton exportées est largement compensée par une diminution dans la valeur totale des expéditions de produits britanniques, la quantité de charbon extrait, de laine brute achetée, de fer et d'acier, d'étoffes de toile vendues. A un progrès dans la valeur des billets à ordre en circulation et des dépôts aux caisses d'épargne ordinaires, répond une nouvelle poussée du paupérisme. Mais en 1861 [1] les résultats n'étaient plus seulement médiocres : ils étaient déplorables. La baisse dans la valeur totale des ventes de la Grande-Bretagne, la quantité de coton et de laine brute importée, de fer et d'acier, d'étoffes de coton et de toile exportées, exercent une fâcheuse répercussion sur les plus-values budgétaires, les dépôts aux caisses d'épargnes ordinaires, et le paupérisme de l'Angleterre proprement dite [2].

Cette double leçon, qui se grave dans les pensées d'une manière plus visible et plus profonde que par des articles de journaux et des rapports officiels, je veux dire par des angoisses et des souffrances, ne fut point oubliée. Et lorsque, au beau milieu de la période la plus prospère qu'ait jamais traversée l'Angleterre, de 1863 à 1873, les héritiers de la

1. Pour prévenir une objection, il importe de faire remarquer que le traité de commerce avec la France avait été signé le 29 janvier 1860 et les Conventions réglant le tarif, le 6 novembre 1860.

2. *Statistical abstract for the United Knigdom*, n° 11 (1864), p. 6, 4, 42, 68, 69, 90, 91, 48, 14, 18, 45, 46, 81, 76, 77 et 87.

politique interventionniste et les théoriciens de la mission Britannique s'efforcent de détourner l'attention de l'opinion publique vers des gestes plus artistiques et des émotions plus fortes que celles de l'usine et du comptoir, l'appui de la bourgeoisie commerçante fut assez ferme, son assentiment assez unanime pour permettre aux Libéraux de combattre victorieusement les politiques à la recherche d'aventures et les demi-soldes en quête d'emplois.

La tension diplomatique entre les Etats-Unis et l'Angleterre (1861-3), entre la Prusse et la Grande-Bretagne (1863-4) apportent à cette explication économique une différente mais égale confirmation. Si R. Cobden et J. Bright, par leurs discours de Rochdale (1er novembre 1862 [1]) et Birmingham (janvier 1863 [2]), eurent tant de peine à apaiser les colères d'une nation « que divisait la guerre » [3], c'est que le conflit sanglant, qui met aux prises les Etats du Nord et ceux du Sud, atteint gravement l'industrie cotonnière et ruine l'industrieux Lancashire. « Les Anglais, écrit un témoin [4], possèdent la faculté de se persuader, que de deux causes de lutte, celle-là est la plus juste, qui sert le mieux leurs intérêts. La consommation annuelle du coton en Angleterre peut être estimée à 2.400.000 balles. Sur ce chiffre les États du Sud ne fournissent pas moins de 77 p. 100. Le nombre de personnes, qui dépendent ici, pour leur pain de chaque jour, des manufactures de coton est évalué à 4.000.000, c'est-à-dire 1/6 environ de toute la population de la Grande-Bretagne. Ce sont là des chiffres qui, dans ce pays-ci, dispensent terriblement les États du Sud de la nécessité d'avoir raison. » Cette sympathie devint plus partiale encore lorsqu'à Manchester, « sur 2.000.000 d'hommes, 431.000[5], 1 sur 5 » furent réduits à solliciter les secours de l'Assistance publique.

1. L. Blanc, *o. cit.*, t. II, p. 173.
2. *Ibid.*, p. 193.
3. *Ibid.*, t. I, p. 276.
4. *Ibid.*, p. 175.
5. *Ibid.*, t. II, p. 233.

Dans leurs efforts, pour amener l'Angleterre à intervenir les armes à la main, le *Times* et le parti conservateur [1] pouvaient compter sur l'appui d'un certain nombre d'industriels, de quelques milliers d'ouvriers. Mais ces diversions ne parvinrent pas à ébranler un bloc formé par la presque unanimité des classes moyennes, satisfaites des affaires et hostiles à l'esclavage.

Presqu'au même moment, le même parti, les mêmes hommes, les mêmes organes entreprennent une campagne d'articles et de meetings contre la Prusse. Ce sont d'abord, les affaires Polonaises, qui mettent le feu à la presse et au Parlement. « Quelle que soit notre hostilité à l'égard de l'Ours, écrit aimablement le *Times*, il ne saurait y avoir de doute sur la nature de nos sentiments à l'égard du chacal ». Si le *Daily News* déclare que Guillaume Ier est hors la loi, le *Morning Advertiser* lui prédit le sort des Stuarts. A la Chambre des lords, lord Ellenborough interpelle ; à la Chambre des communes, M. Hennessy intervient [2]. Un meeting monstre se réunit au Guild-Hall, sous la présidence du shérif Lawrence. Cette agitation active ne trompe pas les observateurs impartiaux. L. Blanc constate que « les Anglais ont une peur affreuse de la guerre » [3], et enregistre le sentiment de soulagement avec lequel ils approuvent la déclaration française de neutralité [4]. Quand les affaires danoises permettent de prévoir la germanisation graduelle de la Baltique et l'avènement d'une puissance maritime [5], le *Spectator* jette un cri d'alarme : « Auprès des luttes gigantesques, que l'Allemagne armée serait en droit de provoquer et de soutenir, écrit avec une extraordinaire divination Louis Blanc [6], les guerres de la Révolution française et de l'Empire ne seraient plus

1. J. Morley, *o. cit.*. t. II, 393.
2. L. Blanc, *o, cit.*, t. II, 353, 356, 359.
3. *Ibid.*, p. 403.
4. *Ibid.*, p. 405.
5. *Ibid.*, t. III, p. 361.
6. *Ibid.*, t. IV, p. 120.

que des jeux d'enfants. Napoléon, dont le point de départ était à une des extrémités de l'Europe, avait du chemin à faire avant de frapper aux portes des capitales convoitées, et personne n'ignore que ses aigles tombèrent de fatigue sur la route de Moscou à Paris ; mais un Napoléon allemand atteindrait, en quelques bonds, toutes les capitales de l'Europe, excepté Rome. L'Allemagne, organisée militairement et munie d'une flotte, serait donc plus près que la France de la domination universelle[1] ». L'observateur étranger traduisait les pensées intimes de lord Palmerston ! Mais l'opinion britannique se refuse à envisager des perspectives aussi lointaines : « L'Angleterre n'a que faire de se mêler étourdiment de ce qui se passe ailleurs. Ce n'est pas en oubliant qu'elle est une île, et que la mer, sa flottante ceinture, suffit à la conservation de ses intérêts, comme au développement de sa grandeur ; ce n'est pas en se créant au loin les embarras, inséparables d'une politique remuante et brouillonne ; ce n'est pas en ajoutant les complications de son ubiquité aux complications des querelles continentales, qu'elle parviendra à alléger l'énorme fardeau de ses taxes, qu'elle préservera son commerce du choc des secousses mortelles »[2]. Le gouvernement, docile à l'impulsion de la reine Victoria, qui considère l'amitié allemande comme un devoir conjugal[3], l'opinion, fidèle aux leçons des doctrinaires libéraux, obligent les Communes[4] à respecter la neutralité.

Si R. Cobden[5] parvint, en 1864, à empêcher lord Palmerston et lord John Russell d'intervenir dans le conflit entre la Prusse et le Danemark[6] ; si Gladstone oblige aisément l'Angleterre à rester neutre en 1870, contrairement aux efforts du *Times* et du parti conservateur, c'est que la pros-

1. L. Blanc, *o. cit.*, t. IV, p. 63.
2. *Ibid.*, t. IV, p. 25.
3. *Ibid.*, t. III, p. 227 et IV, p. 63.
4. *Ibid.*, t. IV, p. 177.
5. R. Cobden, *Speeches*, vol. II, p. 341.
6. Ashley, *Life of Lord Palmerston*, p. 437-438, t. II.

périté économique facilite singulièrement[1] l'œuvre des apôtres de la paix. La valeur des ventes de l'Angleterre; la quantité de charbon extrait, de laine, de coton brut importé (sauf pour 1869), de fer et d'acier, d'étoffes de coton et de toile exportées (sauf pour 1871); le tonnage des navires construits pour la marine marchande britannique, pour les marines étrangères, ont augmenté dans des proportions considérables. Leur hausse se répercute sur les transports maritimes et terrestres, sur la circulation financière et sur l'épargne[2]. Quel que soit l'accroissement de la population, l'essor économique et l'activité politique sont assez intenses pour pouvoir fournir du travail à toutes les intelligences et à toutes les énergies. Sans cette prospérité matérielle, jamais Gladstone, à l'apogée de son talent, R. Cobden[3] et J. Bright, au faîte de leur influence, n'auraient pu infliger à l'Angleterre l'ennui de dix années de paix profonde et absolue. Aux environs de 1870, un Français, qui nous a laissé sur l'Angleterre un livre trop peu connu, M. A. Laugel, écrivait : « Ni le peuple, ni l'aristocratie ne recherchent plus cette épreuve redoutable de la guerre, la plus terrible, la plus solennelle, celle qui assure et conserve la primauté aux nations et aux races[4] ».

§ III

Et, cinq ans après, il suffit d'un affaiblissement momentané, dans les trois forces, économique, politique et intellectuelle qui retenaient le peuple anglais loin des casernes et des arsenaux, pour qu'un homme d'État pût déchaîner, sans rien perdre de sa popularité, — bien au contraire, — une tempête nouvelle.

La crise de 1876-1878 est en effet précédée, en 1875,

1. L. Blanc, *o. cit.*, t. X, p. 175.

2. Le paupérisme ne diminuait pas, il est vrai. *Statistical Abstract for the U. k.*, n° 25 (1878), p. 5, 19, 94, 135, 137, 58, 26, 30, 56, 94, 86, 108, 109 et 110, 131 et 132.

3. Il mourut en 1865.

4. A. Laugel, *L'Angleterre politique et sociale*, p. 349. Paris, 1873.

d'une dépression économique. Nous avons constaté en 1851, en 1859, à la veille de paniques semblables, une hausse ou un état stationnaire dans les diverses branches de l'activité économique, rapidement transformés en une baisse générale par les émotions et les armements. En 1875, pour la première fois, et le fait se renouvellera dorénavant avec une régularité parfaite, une crise commerciale précède la crise belliqueuse ; la stagnation progressive des affaires concorde avec ses diverses péripéties ; la reprise coïncide avec son dénouement. L'arrêt des industries semble laisser sans emploi une certaine quantité d'énergie nationale. Elle cherche alors à se dépenser dans des luttes sanglantes, et revient enfin à l'usine et au comptoir, accrue par cette tension physique et morale. Tel est le phénomène social que révèlent les statistiques. En 1875, la dépression économique est annoncée par une baisse, persistante jusqu'à 1879, dans la valeur des expéditions de produits britanniques et la quantité de fer et d'acier exportés, par une diminution dans la quantité de coton brut acheté et d'étoffes de coton vendues, dans le tonnage de navires construits pour la marine marchande anglaise. Le ralentissement dans ces diverses branches de l'industrie persiste en 1876 et 1877. Puis, en 1878, la crise se généralise : baisse dans les recettes de chemins de fer, recettes totales et recettes de marchandises; baisse dans la valeur des ventes britanniques ; baisse dans la quantité de charbon extrait, de fer et d'acier exportés, de coton et de laine brute importée, d'étoffes de coton et de toile exportées ; baisse, enfin, dans le tonnage des navires construits pour la marine marchande anglaise. Cette stagnation des affaires est assez sérieuse pour que sa répercussion sur la circulation financière et les misères sociales se fasse encore sentir en 1879 et en 1880, alors que la reprise des affaires battra son plein[1].

Jamais cette crise de combativité, artificiellement créée par un homme d'État sans scrupules, ne se serait épanouie au

1. *Statistical abstract* (1887), n° 34, p. 10, 7, 41, 136, 147, 168, 175, 84, 48, 54, 82, 147, 148, 190, 176, 177, 209 et 210.

milieu de l'indifférence de la bourgeoisie et de l'enthousiasme de la plèbe de Londres, si le mauvais état des affaires n'avait enlevé à l'une sa sérénité pacifique, à l'autre son pain quotidien. La plus importante des forces, qui maintenait courbé sur l'établi de l'atelier national ce peuple combatif, venait, pour la première fois depuis de longues années, de desserrer son étreinte. Les autres diminuent également leur tension. Le parti des réformes politiques n'a plus l'autorité nécessaire pour concentrer l'attention publique sur les diverses étapes de l'évolution démocratique. Il traverse une éclipse. Non seulement Gladstone a, par sa raideur autoritaire, mécontenté ses plus chauds partisans, mais encore il s'est aliéné, par ses opinions religieuses et économiques, son respect pour l'enseignement confessionnel et sa sévérité pour les faits « de molestation et intimidation », les Dissidents partisans de la laïcité, et les Trade Unions jalouses de leur liberté. L'armée libérale est divisée, comme aux plus beaux jours de l'année 1900 ; et la mort de J. Stuart Mill (1873) la laisse sans gloire intellectuelle ni doctrine politique. Le mouvement littéraire qui, avec des conceptions philosophiques et des théories sociales différentes de celles des réformateurs politiques, continuait leur tâche, parlait à l'opinion publique des droits du peuple et des devoirs de l'élite, approche de son terme. Dickens a disparu depuis plusieurs années déjà (1870), et l'école des romanciers sociaux est à son déclin. Ses humbles pionniers, Mrs Gaskell (1865) et Ch. Read (1884) ; ses gloires resplendissantes, G. Eliot (1880), sont beaucoup moins des réalités que des souvenirs. Carlyle est dans un crépuscule voisin de la nuit profonde (1881). Deux disciples l'ont déjà précédé dans le tombeau : Ch. Kingsley (1876), et Fred. Denison Maurice (1875). Seul, J.-A. Froude lui survivra (1894). Ruskin est au terme de son activité intellectuelle, et les jeunes hommes qu'il a animés de son souffle ont déjà entrepris leurs croisades pour la réforme sociale et la rénovation artistique. La veine précieuse d'idéalisme moral et de prédication sociale s'amincit, s'appauvrit et va s'évanouir.

Les trois faits qui dominent et expliquent l'évolution générale, aussi bien que la politique extérieure de l'Angleterre au XIXe siècle : la révolution industrielle et la prospérité économique, le libéralisme politique et le mouvement démocratique, le romantisme littéraire et l'idéalisme social, — ces trois courants, de 1875 à 1885, perdent leur intensité, se ralentissent : ils disparaîtront avant la fin du XIXe siècle.

*
* *

Les origines de la panique de 1878 peuvent être analysées avec précision. Il faut, tout d'abord, faire une large place, à la fois, à l'action déprimante d'une période de paix prolongée et à l'influence énervante des conflits européens. Au bruit des canonnades, aux sonneries des clairons, l'Angleterre se redresse, comme un vieux soldat à l'évocation de son passé. Les lauriers, si tôt fanés cependant, que d'autres nations cueillent dans les plaines Danoises, les défilés de la Bohême, sur les collines de la Lorraine et de l'Ile-de-France, lui paraissent dérobés à un trésor de victoires réservé à la seule Angleterre. Comme le dit M. Abel Chevalley, dans une heureuse formule, « depuis 1855, la France, la Prusse, l'Autriche, l'Italie, l'Amérique entretenaient dans le monde un bruit continu de guerre. Entre 1855 et 1870, il ne s'était pas écoulé d'année sans que l'Angleterre entendît parler de triomphes et de défaites. L'élèvement soudain de la Prusse et de l'Allemagne avait frappé les imaginations. La bête à panaches se réveilla tout à coup et gronda dans l'âme de la nation [1]. » L'opinion publique excitée par ces exemples européens, préoccupée par la crise commerciale, d'autant plus douloureuse qu'elle était plus inattendue, lasse de progrès démocratique et d'action sociale, était prête à subir l'impulsion de sa directrice ordinaire, l'Aristocratie.

Or, il se trouvait que ses diverses fractions, — toutes sans exception, — avaient été atteintes dans leurs privilèges par

1. Abel Chevalley, *o. cit.*, p. 291. Note.

Gladstone et aspiraient à une sanglante diversion. La couronne, menacée par une impopularité croissante et une campagne républicaine, est prête à leur donner son appui. La Pairie a été diminuée par le rachat des grades dans l'armée et la réorganisation de la marine. Les financiers et les spéculateurs sont froissés par les projets d'économies persistantes, qu'expose, avec une verve caustique, le ministre des Finances M. Lowe. L'aristocratie coloniale a été heurtée par la dédaigneuse froideur de lord Granville, peu enclin à épouser ses intérêts dans les conflits avec les indigènes. Le clergé anglican a été atteint par la séparation des Églises et de l'État en Irlande, la laïcisation des Universités et la création d'écoles primaires neutres. La corporation des marchands de vin, irritée par une loi contre l'alcoolisme, passe, avec armes et bagages, dans le camp conservateur. Cette réaction politique ne pouvait être que belliqueuse. Chaque fois que nous avons relevé, au cours de ces pages, un effort de la vieille Angleterre pour retarder les progrès de la nouvelle ; nous avons constaté qu'il coïncidait avec un réveil des passions militaires, exploité par un homme d'État, habile dans l'art des diversions.

Sans l'action personnelle de Disraëli, jamais les aspirations inconscientes d'une opinion publique ébranlée par le spectacle des victoires continentales et d'un organisme social lésé dans ses intérêts, ne se seraient traduites, dans une poussée aussi véhémente. Disraëli était bien le diplomate qui convenait à une époque nouvelle, où une vie littéraire plus intense et des contacts avec les nationalités étrangères plus fréquents avaient revêtu le tempérament d'un vernis intellectuel et européen. Il n'a rien d'un anglo-saxon, cet Israélite espagnol, épris des mœurs, des soieries et des couleurs de l'Orient, qui, pour dépeindre les vallées de l'Espagne, berceau de sa famille, et les collines de Judée, berceau de sa race, trouve des images d'artiste et des élans de poète [1]. Mais il avait

1. J.-A. Froude, *Disraëli*, passim.

la divination psychologique et la souplesse intellectuelle nécessaires pour incarner une époque. En littérature, il a merveilleusement saisi les tendances de son siècle. Comprenant que nulle période de l'histoire n'était plus propice à l'épanouissement de la poésie lyrique, que celle qui succède au double ébranlement de la révolution industrielle et de la révolution démocratique; il rêve d'être un chantre épique, un nouveau Byron; et il en eut les passions, les gilets et la chevelure. Puis, conscient de son infériorité, il chercha une gloire nouvelle. Une époque de transition économique et politique est un merveilleux champ de descriptions pour un romancier, inquiet des misères urbaines et soucieux des progrès sociaux. Il voulut être un Dickens et écrivit quelques pages qui méritent d'être rapprochées de celles du *David Copperfield*. Lancé dans la vie politique de sa patrie d'adoption, Disraëli fut aussi habile à en découvrir et à en incarner les caractères actuels. Il prévoit la triple réaction qui se dessine contre le libéralisme économique, démocratique et pacifique, avant même que le mouvement soit entièrement dessiné. Un jour vint, en 1874, où, après bien des essais infructueux, il put révéler à la nation anglaise l'évolution qui l'ébranlait jusque dans ses fondements. Disraëli n'était pas un créateur : il était passé maître dans l'art de courtiser une femme, un peuple, une idée. Son époque le servit. Son peuple l'adora. La reine l'ennoblit.

Dans son ministère de 1874, Disraëli donne satisfaction aux classes ouvrières et complète l'œuvre d'affranchissement des *Trade Unions*, accroît et resserre le réseau des lois sociales. Il restaure le principe monarchique au gré de l'aristocratie et crée le titre d'Impératrice des Indes. Il reprend les traditions agressives de la diplomatie anglaise, pour le plus grand enthousiasme des Lords, des demi-soldes, des ouvriers sans travail. Il retrouve, par un effort de sa souple intelligence, dans les deux banquets du lord Maire, de novembre 1875 et novembre 1876, le ton même de Lord Palmerston. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les péripéties

de cette panique, qui du 9 novembre 1876, jusqu'au 30 mai 1878, date de la signature de la convention secrète entre lord Salisbury et l'ambassadeur de Russie à Londres, mit l'Angleterre à deux doigts d'un conflit avec la Russie[1]. Il importe seulement de préciser les causes qui furent assez fortes pour enrayer d'ardentes manifestations, dans les chants desquelles résonne pour la première fois le mot de *jingoïsm*[2].

En face de Disraëli, s'est dressé Gladstone. La lutte fut, à la fois, le conflit de deux politiques et le duel de deux volontés. Il n'y avait pas pour lord Beaconsfield, pour cette souple énergie qui s'assimile les caractères et les idées de l'Angleterre de 1830 à 1860, d'adversaire plus dangereux que cet homme d'État qui avait reçu, en naissant, la volonté rude, la pensée concrète et illogique, la sensibilité sereine et religieuse de l'anglo-saxon. La seule présence de Gladstone au milieu des adversaires de Disraëli, était pour eux une chance de victoire. Elle est encore accrue par l'habileté avec laquelle Gladstone prend l'offensive, en publiant, dès septembre 1876, son pamphlet sur les atrocités commises en Bulgarie, et en commençant sa merveilleuse campagne de discours contre la sanglante Turquie[3]. Sans heurter de front les tendances agressives de l'opinion publique, il les détourne vers un but, dont la grandeur morale séduit les aspirations religieuses des âmes anglaises. Gladstone reforme le bloc libéral. Il retrouve à la fois son influence sur les consciences scrupuleuses des *Dissenters* et les pensées juridiques des Radicaux. La campagne s'organise. W. Morris, — docile à l'exemple de Ruskin[4], — fait ses débuts dans la vie publique, préside des meetings. T. Carlyle dénonce, le 5 mai 1877,

1. Voy. un résumé précis et clair de ces péripéties dans A. Chevalley, *La reine Victoria*, p. 288 et 290.

2. « We don't want to fight,
But by Jingo if we do
We've got the ships, we've got the men,
And we've got the money too. »

3. J. Morley, *o. cit.*, t. II, p. 353.

4. *Ibid.*, p. 559.

dans le *Times*, les intentions belliqueuses du ministre, dont il avait salué l'avènement avec enthousiasme. Peu à peu le courant grossit, entraîne des ouvriers influents, des industriels préoccupés de la stagnation croissante des affaires. Le mouvement de protestation contre un conflit avec la Russie devient assez important, pour qu'au sein même du cabinet, Lord Derby et Lord Carnavon puissent lutter, pied à pied, contre Disraëli. Par trois fois, les 15 et 23 janvier, le 26 mars 1878[1], ils donnent leur démission et empêchent ainsi les mesures irréparables.

La paix est sauvée. Il ne reste plus qu'à utiliser les cartouches accumulées dans les arsenaux. Deux longues et rudes expéditions contre les Afghans et les Zoulous épuisent les stocks. Le récit de ces échecs et de ces victoires lointaines fournit de la copie aux journaux et des aliments aux conversations. Les amateurs de sports, déçus en 1876-1878, durent s'en contenter : faute de grives on mange des merles. Les guerres Coloniales permettent, à meilleur compte que les guerres Européennes, de donner satisfaction aux tendances belliqueuses de la race Anglaise. Ce fut là la dernière découverte de Disraëli.

*
* *

L'hégémonie libérale était trop récente, pour qu'une réaction conservatrice pût durer. Les pionniers de l'époque héroïque étaient encore là. La vague, qui s'était brisée une première fois, se reforme et revient à l'assaut. L'agitation Irlandaise (1880), la lutte pour l'extension du suffrage (1884) concentrent à nouveau les intelligences et les énergies.

Deux accidents malheureux, survenus dans des expéditions que ses prédécesseurs avaient léguées ou que les circonstances avaient imposées à Gladstone : la défaite de Majuba-Hill (27 février 1884), la mort de Gordon (26 janvier 1885),

1. Le cabinet décida le 15 janvier 1878 d'envoyer la flotte Anglaise dans les Dardanelles, le 23 à Constantinople. Le 26 mars, il convoqua les réserves en vue d'un conflit Austro-Russe imminent.

eurent un profond retentissement. Ces événements furent une des causes certaines de la poussée conservatrice, qui inflige en 1886, 1895, 1900 au parti libéral ses défaites les plus sanglantes : et en même temps ils entretiennent une atmosphère d'irritation, qui faillit aggraver le conflit diplomatique de 1885 entre l'Angleterre et la Russie. L'intensité de la crise économique de 1884, — une des plus violentes qu'ait connues l'Angleterre, — ajoute un élément combattif de plus. Les sans-travail aspirent à la gloire de l'uniforme et les industriels aux bénéfices des armements. L'*Annual Register*, en 1884, remarque que « quelques sceptiques déclarèrent que les protestations indignées des journaux furent surtout l'œuvre des conseillers professionnels de l'Amirauté, aidés, dans une large mesure, par les grandes maisons de construction dont les docks étaient vides, et dont les affaires subissaient un temps d'arrêt [1] ». Grâce à un crédit de 250 millions de francs, Gladstone put leur donner des commandes, et le conflit, qui avait causé à travers tout le monde anglo-saxon une émotion, dont J.-A. Froude s'est fait le spirituel interprète [1], disparut vite devant les colères soulevées par le *Home Rule* et l'attente de la réaction conservatrice.

En 1886, elle se déchaîne et balaie tout devant elle. Une nouvelle période de l'histoire anglaise venait de s'ouvrir.

1. *Oceana*, éd., 1886, p. 198, 261, 259, 287. « Je commençai à croire que Lord*** devait être dans la vérité, lorsqu'il me disait : « La raison pour laquelle les Anglais désirent combattre la Russie c'est qu'elle les amuse. Or, la Russie est la seule grande puissance avec laquelle ils pourraient se battre avec la très légère espérance d'un résultat favorable. »

LIVRE III

LE RÉVEIL BELLIQUEUX

CHAPITRE VII

LA CRISE LIBÉRALE ET LA GUERRE

§ I. — L'IDÉALISME LITTÉRAIRE ET LA RÉACTION CONSERVATRICE. — L'existence d'un conflit intellectuel entre l'idéalisme romantique et la philosophie libérale peut être établie en fait. — 1. Causes de ce conflit : 1° Psychologiques. — Les tempéraments, les méthodes diffèrent ; 2° Intellectuelles. — Les opinions économiques et politiques diffèrent. — 2. Les répercussions politiques. — Comment lord Beaconsfield imite les procédés littéraires et applique les idées économiques et politiques des idéalistes romantiques. — Lord Randolph Churchill et les membres du quatrième parti continuent le même mouvement. — Le romantisme littéraire avait vaincu la philosophie libérale.

§ II. — L'INTERVENTIONNISME LÉGISLATIF ET LA RÉACTION CONSERVATRICE. — 1. Pourquoi le parti libéral, en raison de sa doctrine économique, était peu préparé à adopter une législation sociale. — Attitude hostile de ses principaux groupes : les « Economistes libéraux » depuis 1832 ; les « Conservateurs dissidents » depuis 1841. — Les « Radicaux philosophes » 1850-1870 eux-mêmes, malgré leur sympathie pour l'Idée coopérative et leur attachement au Trade-Unionisme, se tiennent sur la réserve. L'hostilité de tous les libéraux, — jusqu'aux environs de 1880. — pour une législation sociale, s'explique par leurs convictions individualistes. — Comment leur lutte contre une oligarchie autoritaire, servie par des mandataires anonymes et armée d'une législation de caste, devait les rendre individualistes. — 2. En fait, les conservateurs ont amorcé, dans la première moitié du XIXe siècle, les diverses branches de la Législation sociale : 1° Mesures protectrices pour les enfants, les jeunes gens et les femmes ; 2° Réglementation de l'industrie minière ; 3° Contrôle de la liberté contractuelle. — 3. Explications de cette attitude du parti conservateur. — I. Intérêt politique. — La lutte de la terre contre l'usine. — Les conservateurs préfèrent des réformes sociales à des changements politiques. — II. Traditions historiques. — Le socialisme Tory à la fin du XVIIIe siècle. — III. Causes psychologiques. — Comment l'hostilité de la pen-

sée anglaise contre toute règle abstraite et absolue la dispose à accepter les solutions concrètes et utilitaires d'un socialisme d'Etat. — 5. 1857, 1859, 1865, 1868. — Quatre Parlements libéraux votent des lois sociales; étendent les mesures protectrices des enfants et des jeunes gens, continuent l'œuvre de réglementation des usines, réglementent la liberté contractuelle (tribunaux d'arbitrage et insaisissabilité des salaires). Ils amorcent la participation aux bénéfices et le socialisme municipal. Ce qui diminue la valeur de cette œuvre législative. Deux fautes politiques: les lois sur le travail des femmes et sur les Trade-Unions. Véritable cause de la défaite des libéraux. — Habileté des conservateurs : les lois sociales de Disraëli. — 6. D'importantes lois ouvrières sont votées par les libéraux de 1880 à 1885. — Une crise socialiste aliène les masses ouvrières malgré l'extension du suffrage en 1884, provoque la baisse de la majorité libérale en 1885 et sa disparition en 1886. — L'activité législative des conservateurs de 1886 à 1892.

§ III. — La prospérité industrielle et la réaction conservatrice. — 1. Les tendances conservatrices du tempérament national. — Par son énergie physique et son atonie nerveuse; par sa pensée concrète, rebelle au sens critique, aux généralisations rapides, aux solutions absolues, l'Anglais est naturellement conservateur. Partant, ses tendances instinctives devaient se réveiller tôt ou tard. — 2. L'action conservatrice de la prospérité économique (1854-1874). — La répercussion de cette prospérité se fait sentir surtout dans les milieux industriels et commerçants. — 3. Ils ont progressivement abandonné le parti libéral.

Entre 1870 et 1880 tous les facteurs sociaux de l'accalmie pacifique disparaissent, tandis que se reconstituent les forces combatives. La poussée démocratique, qui paralyse l'autorité de l'aristocratie politique et concentre sur des réformes intérieures les scrupules ardents d'un patriotisme religieux, est enrayée. L'expansion économique qui, sans nuire à la prospérité agricole, a décuplé l'activité industrielle, employé les énergies, adouci les pensées, bercées par les rêves pacifiques d'un libre-échangisme universalisé, est également arrêtée. La prospérité matérielle, d'abord, la stagnation commerciale ensuite assurent l'éclosion de courants politiques, de forces économiques, qui préparent un mouvement belliqueux. L'expansion des industries britanniques provoque, dans l'opinion anglaise, le réveil de tendances conservatrices; dans la vie sociale du Royaume-Uni, une explosion de revendications ouvrières; au sein des colonies de peuplement, la formation

d'intérêts nouveaux. La renaissance du parti Tory, la prépondérance des problèmes de l'interventionnisme, un effort vers la concentration impériale atteignent gravement à la fois les doctrinaires de la démocratie et la cause de la paix. Enfin, par les traditions protectionnistes qu'elles rappellent, les souffrances haineuses qu'elles provoquent, la valeur qu'elles donnent aux colonies d'exploitation, les crises commerciales assurent l'hégémonie des Conservateurs fidèles aux tarifs douaniers, dociles aux audaces socialistes, épris des conquêtes militaires. Elles accroissent les chances de guerre.

En analysant successivement la crise libérale, le Rêve Impérial, la stagnation commerciale, nous étudierons, sous des formes différentes, les mêmes facteurs de la combativité britannique : la reconstitution de l'autorité aristocratique et l'exaltation du sens national, la prépondérance industrielle et la concentration urbaine. Et en même temps le conservatisme politique et l'interventionnisme législatif, le protectionnisme chauvin et l'impérialisme biologique nous apparaîtront comme étroitement liés à une réaction concrète des pensées, à une déviation matérialiste des sensibilités, dont nous avons déjà dit l'action belliqueuse.

*
* *

Le XIXe siècle a été en Angleterre le siècle du libéralisme politique. Avant la première réforme électorale, les conservateurs avaient gouverné pendant près de soixante-dix ans sans interruption. De 1832 à 1886, sur treize chambres des Communes, dix ont été dirigées par une majorité libérale. Sur les dix-sept ministères qui ont présidé aux destinées de la Grande-Bretagne pendant cinquante-quatre années, dix Cabinets libéraux ont gouverné pendant près de quarante ans[2]. Seul de tous ses collègues conservateurs, lord Beaconsfield a pu rester au pouvoir six années ; c'est là une longévité qu'ont connue et même dépassée lord Melbourne, lord J. Russell, lord Aberdeen, lord Palmerston et Gladstone.

En moins d'un demi-siècle, sous l'action persistante de

trois groupes libéraux, de Cobden, de John Stuart Mill et de Gladstone, l'Angleterre s'est transformée. Elle est presque devenue une démocratie politique. Avant que le libéralisme eût complété son programme, l'opinion anglaise s'arrête surprise et inquiète, cesse d'obéir à la voix des chefs qui la guident depuis près d'un demi-siècle. Les élections qui portent Disraëli au pouvoir, en 1874, sonnent le glas du libéralisme. En vain, Gladstone s'efforce-t-il, dans son second et troisième ministère, de rallier ses troupes en désarroi autour du programme le plus hardi qui ait été soumis à l'opinion anglaise : elles se refusent à le suivre. La réforme électorale de 1884 est insuffisante pour retarder sa défaite. En novembre 1885, sa majorité baisse et passe de 185 à 86 ; en juin 1886, elle s'écroule tout à fait. Si les conservateurs ne gardent le pouvoir que jusqu'en 1892, ils restent assez puissants dans le pays pour permettre à la Chambre des Lords de rejeter les propositions, d'arrêter les réformes, de paralyser, sans s'exposer aux colères populaires, les efforts du Cabinet libéral. Aux élections de juin 1895, ils redeviennent les maîtres du Parlement. Jamais leur parti, dans le courant du XIXe siècle; jamais les libéraux, aux jours les plus heureux de leur histoire, n'avaient eu une aussi écrasante majorité. En 1900, l'hégémonie conservatrice reçoit une nouvelle approbation. Depuis 1874, c'est-à-dire depuis trente et un ans, les hommes d'État ses mandataires ont gouverné vingt-trois années, et la durée du Cabinet de lord Salisbury-Balfour est sans précédents [2].

La crise libérale ne date pas de la guerre sud-africaine. Nous assistons à une évolution politique, qui a son point de départ en 1872-1874, au moment où meurt Stuart Mill, le chef des radicaux philosophes et où le premier conservateur de la nouvelle école, l'adversaire du libéralisme économique et le fondateur de l'impérialisme, lord Beaconsfield, arrive au pouvoir. Pour analyser les caractères et préciser les conséquences de cette évolution politique, il faut chercher ailleurs que dans le palais de Westminster, et interroger d'autres

échos que ceux des couloirs des Communes ; il est nécessaire d'embrasser dans son ensemble la vie intellectuelle, sociale, économique de la Grande-Bretagne.

L'idéalisme littéraire détruit, en combattant sa méthode et réfutant sa doctrine, l'autorité intellectuelle du rationalisme individualiste. Les audaces interventionnistes du parti conservateur enlèvent aux libéraux les sympathies ouvrières. La prospérité matérielle de l'ère libre-échangiste réveille les instincts conservateurs. Ce triple conflit entre le romantisme littéraire et l'utilitarisme dogmatisé, les réformes démocratiques et les revendications ouvrières, les victoires industrielles et les succès libéraux, assurent à un degré égal la reconstitution des forces aristocratiques, la renaissance des besoins concrets, ces facteurs des crises belliqueuses.

§ I

I. — On peut affirmer quand on compare les libéraux utilitaires, et les écrivains idéalistes, que l'opposition de leur doctrine intellectuelle s'explique par la différence de leur tempérament.

Les uns parce qu'ils sont des esprits pratiques, servis par des tempéraments froids [1], restent plus facilement fermés aux préoccupations religieuses, tracent à chaque forme de l'activité intellectuelle ses limites. Procédant avec méthode, ils ont construit et nous laissent des histoires, des traités, des discours bourrés de faits, bâtis à sable et à chaux. Les autres, parce que leur imagination créatrice était l'interprète de sensibilités affinées sans être morbides et inquiètes sans être tourmentées, se complurent dans les méditations religieuses et firent pénétrer la morale dans l'histoire, l'art et l'économie politique. Souvent emportés par leurs passions, ils étaient faits pour pousser des attaques sincères et éloquentes, et non

1. Sur ces anathèmes prononcés par les Radicaux philosophes contre le sentiment, voir Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 13, 39, etc.

pour édifier des monuments durables, disposés d'une manière commode et formés de matériaux solides.

Les politiques, qu'ils fussent ou non attachés à une confession déterminée, sont des rationalistes : leurs convictions religieuses, s'ils en ont, répondent à un besoin de leurs pensées philosophiques ou sociales, couronnent un système ou complètent une constitution, mais ne sont pas l'expression d'un élan de leur cœur angoissé. Si quelques-uns n'adoptent pas les opinions anti-chrétiennes de Mill, professées par la majorité des radicaux[1], tous cependant limitent étroitement le domaine religieux, définissent strictement les questions morales, concentrent leur attention et leur sympathie sur les efforts scientifiques et économiques, considérés en eux-mêmes, indépendamment de leurs conséquences, comme des progrès. Carlyle et Ruskin sont d'accord pour condamner, avec la même rigueur, l'utilitarisme pratique et le rationalisme positif. C'est à l'usage du premier que Carlyle a écrit son célèbre catéchisme des « Cochons ». La religion du confortable est flétrie dans *Past and Present*[2]. L'utilitarisme épuré en un rationalisme positif s'attire au même degré les foudres de Carlyle. La vénération profonde d'un moine du XIIe siècle, chez lequel la religion est un sentiment passionné, vaut mieux, au point de vue social et moral, qu'une conviction intellectuelle et froide[3]. Et J.-A. Froude, se souvenant de ces anathèmes, déplore l'évolution qui a entraîné la conscience religieuse du catholicisme au protestantisme, et de là à « une simple opinion[4] ». Ruskin ne manque pas, lui aussi, de flétrir lord Macaulay et ses disciples, tous ceux qui ont appris aux Anglais que « puisqu'ils avaient des tapis au lieu de feuilles sous leurs pieds, des lits de plume au lieu de foin pour leur sommeil, des égouts au lieu de puits sacrés pour leur soif, ils

1. E. Halévy, *o. cit.*, t. II, p. 264. 274; Guyau, *o. cit.*, p. 135 ; Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 61, 349. 357.

2. *Latter day Pamphlets*, p. 28. Voir aussi *Heroes*, pet. éd., in-18, Chapman and Hall, p. 69 et 70.

3. *Past and Present*, pet. éd., in-18. Chapman and Hall, p. 195.

4. *Oceana*, éd., 1886, p. 68, 167; *Disraëli*, p. 77-78.

étaient la crème de la création et chacun d'eux un Salomon[1] ». Et Ruskin s'associe aux efforts de son maître pour condamner l'esprit scientifique moderne, qui fait abstraction du sentiment et rejette l'appui de l'imagination[2].

Si les deux grands idéalistes sont d'accord pour combattre les tendances de la philosophie du XVIIIe siècle, épurées et complétées par celles du XIXe, c'est que pour l'un et l'autre, le point de vue du métaphysicien qui, par delà l'opposition et la diversité, cherche l'harmonie et l'unité, est un besoin de leur esprit, de même que le christianisme réduit, pour prendre le mot de Carlyle, à « l'adoration de la douleur », au sens de la résignation individuelle et de la fraternité humaine, est un besoin de leur âme. Ils sont si naturellement religieux de pensée et de cœur, que cette empreinte a marqué leurs conceptions générales comme leurs jugements particuliers. Leur idéalisme n'est pas l'échappatoire commode de rêveurs chimériques, apeurés devant une réalité, dont ils ne sauraient supporter les luttes ni vaincre les laideurs. Loin d'affaiblir leurs énergies, il les rend plus sensibles aux tristesses morales et aux injustices sociales, plus forts pour consoler les unes et redresser les autres. Aussi bien les parties les plus durables et les mieux comprises de leurs œuvres sont-elles les pages où ils ont déchiré des voiles, révélé des iniquités, détruit des préjugés. Comme les prophètes de l'antique Judée, dont ils rappellent inconsciemment les augustes silhouettes, dont ils ressuscitent volontairement la langue martelée, les formules concentrées, les fortes images, ils se sont moins attachés à tracer dans leurs détails les lignes de l'avenir qu'à réaliser des réformes morales immédiates. Les pages les moins fragiles et les plus vraies de Ruskin sont celles où il met à profit les leçons d'un Carlyle, et déplore des conséquences du libéralisme économique. il compare aux villes modernes, où les êtres sont entas-

1. *Pleasures of England*, p. 49.

2. *Love's Meinie*, p. 5 ; *On the old Road*, I, p. 22 ; *Eagle's Nest*, p. 94-105.

sés, sans se connaître ni s'aimer, dans des maisons qu'ils ne possèdent pas, auprès d'usines où ils ne sont que des salariés, sous un ciel dont les fumées malsaines détruisent les parfums et voilent les couleurs, les chaumières perdues dans les plantes grimpantes, d'où montent, dans l'air serein, par fenêtres entr'ouvertes, avec l'harmonie des chansons et les gammes des rires, le bruit de l'antique tissage, auquel travaillent la mère et les enfants, tandis que la bêche du père retourne joyeusement les mottes brunes du jardin. Mais dès que Ruskin veut compléter ses attaques et ses réformes morales, par l'exposé d'une esthétique nouvelle ou la construction d'une économie politique transformée, il lui est impossible de faire œuvre durable. Il est incapable de profiter des expériences acquises, d'élever méthodiquement sur des fondements solides des théories nettes et harmonieuses. Sous le poids des obscurités et des contradictions, tout l'édifice, malgré la noblesse de l'inspiration et la beauté des matériaux, s'écroule avec fracas. Comment expliquer cette destinée, de tous points semblable à celle de Carlyle, dont Ruskin n'a fait que perpétuer l'esprit, continuer l'œuvre et appliquer les procédés sur un terrain nouveau ? Ici encore, il faut se rappeler les traits particuliers qui classent les idéalistes en un même groupe, nettement distinct des écrivains politiques. Victimes du caractère imaginatif de leurs pensées et intuitif de leurs conceptions, ils laissent leur plume traduire les visions qui se présentent d'elles-mêmes à leur esprit, sans que la volonté intervienne pour les soumettre à un choix et les plier à une méthode. Les sensibilités emportent les pensées. Voilà ce qui explique l'infériorité des parties constructives de leurs œuvres, quand on les compare à celles des utilitaires et des positivistes. Ceux-ci ont pu observer les faits, les classer dans des cadres précis, sans que leurs sensibilités rudimentaires et d'ailleurs maîtrisées vinssent troubler l'ordre de leurs efforts ni le plan de leurs travaux. Leur solidité massive vaut bien les scintillements lumineux des imaginations créatrices.

Si nous avons insisté à nouveau sur l'opposition fondamentale de ces esprits, c'est que cette analyse formait une préface psychologique nécessaire. Seule, elle précise et explique la diversité des théories économiques et politiques. Du moment que la nature particulière de leurs imaginations idéalistes et de leurs sensibilités mystiques dispose les romantiques à ne voir les choses, les idées qu'au point de vue religieux, à ressentir les injustices et les souffrances plus qu'à signaler les remèdes et à bâtir les systèmes, ils devaient évidemment s'occuper avant tout des conséquences morales et sociales de la révolution industrielle. Tandis que les utilitaires et les radicaux philosophes mettent les problèmes politiques au premier plan, et appliquent aux questions économiques la méthode et les principes du libéralisme politique, les idéalistes, devançant l'école collectiviste, renversent l'ordre des facteurs. Partant de l'observation des faits économiques, ils ont étendu aux problèmes politiques, les solutions autoritaires et aristocratiques, que dictent à leurs consciences inquiètes les spectacles entrevus dans les cités modernes.

*
* *

Sans doute chacun a pu s'attacher particulièrement à un point précis : Dickens, à opposer la vertu désintéressée et l'héroïsme souriant des faubourgs à l'égoïsme et à la dureté des demeures élégantes; Carlyle, à symboliser, dans des personnages fictifs, l'irréductible antinomie des riches et des pauvres; Ruskin, à la laide monotonie et à l'atmosphère irrespirable des villes, qui ne sont plus des cités harmonieuses mais des usines enfumées.

Néanmoins dans leurs hymnes semés de mots étranges et de lumières prophétiques résonne toujours, et malgré tout, la même note grave. La révolution industrielle a créé une société immorale parce qu'en brisant les droits qui pèsent sur certains biens, en coupant les chaînes qui groupent les hommes autour de quelques demeures et de quelques

associations, elle a lancé les choses et les hommes dans un tourbillon, dont la concurrence est la loi et la richesse, le but. La révolution industrielle a affranchi les choses, puisqu'elle a libéré les industries de toute réglementation restrictive, débarrassé le commerce des clauses favorables ou défavorables, ouvert toutes les cités, toutes les provinces et tous les pays à tous les produits. La révolution industrielle a affranchi les hommes parce qu'elle a détruit les villages, centres de vie collective et hiérarchisée; brisé les corporations, groupements d'énergies individuelles, disciplinées et contrôlées; réuni les hommes dans des cités où rien ne les attache, ni liens moraux, ni liens matériels, et où, molécules semblables aux autres molécules, ils sont attirés et groupés par des aimants mystérieux, en vertu de lois infaillibles. Les objets luttent entre eux; les hommes luttent entre eux. Les uns et les autres se heurtent et s'entre-choquent, pour trouver à vendre ce qu'ils contiennent de force au plus d'acheteurs possibles, au prix le plus élevé. Le conflit des offres et des demandes règle tous les cours : celui de la nourriture, du vêtement, des muscles, de l'intelligence et de la beauté. Pour les besoins de la cause et pour appliquer les lois infaillibles de ce nouvel évangile, tout est matérialisé. Richesses humaines, artistiques, industrielles, végétales dansent la même sarabande. Dans chaque genre, les unes sont vaincues aujourd'hui, les autres seront broyées demain. Le monde n'est plus qu'une masse chaotique d'individualités amorphes et incolores, entraînées, groupées et détruites par des courants sur lesquels elles n'ont ni contrôle, ni autorité. Tels ces graviers sur les plages sonores, que les vagues aspirent et rejettent tour à tour dans leur éternel reflux. Cet idéal nouveau froisse les idéalistes puisque, matérialisant tous les phénomènes et toutes les lois, il se refuse à reconnaître des inégalités entre les genres de richesses. Ils ont protesté contre l'affranchissement des choses, et prôné le retour à la protection commerciale, à la réglementation industrielle. Ils ont protesté contre l'affranchissement des individus, et prôné le retour aux hiérarchies, aux corporations. Ils se

sont refusés enfin à considérer comme infaillible le jeu de la concurrence et ont affirmé que son champ devait être restreint, son fonctionnement contrôlé [1].

Passant ensuite de la société économique à la société politique, les idéalistes ont commis la même erreur de méthode que leurs adversaires. Au lieu de limiter aux phénomènes économiques des théories où ils se montraient, tout au moins dans les lignes générales, si étrangement en avance sur leur temps, ils se sont refusés à comprendre qu'aux formes diverses de l'activité humaine correspondent des lois différentes. Ils ont abordé l'étude de la société politique issue de la Révolution française, dans le même état d'esprit avec lequel ils avaient analysé la société économique, issue de la révolution industrielle. Ils ont porté sur les deux le même jugement.

Pourquoi Carlyle proclame-t-il que la Révolution française n'est que « l'ouverte et violente rébellion de l'anarchie, mise en liberté contre une autorité corrompue et usée », la jacquerie de paysans abrutis, « lâchés par des raisonnements d'athées. La destruction accomplie, restèrent les cinq sens inassouvis et le sixième sens insatiable (la vanité). Toute la nature démoniaque de l'homme apparut [2] »? Pourquoi J.-A. Froude reprend-il les mêmes formules, assure-t-il que les Révolutions de l'Europe contemporaine « ne sont que désagrégation et non germination, le produit de la faiblesse de l'homme et non de sa grandeur [3] »? Sinon parce que le maître et le disciple se trouvent en présence d'un double effort, pour affranchir l'individu, au sein de la société politique. En posant le principe de l'égalité, les libéraux détrui-

1. Nous ne pouvons ici que résumer un développement, auquel nous avons donné ailleurs toute l'ampleur nécessaire (*Ruskin*, chap. VII). Les idées économiques de Carlyle n'ont été jusqu'ici, et pour cause, résumées nulle part; c'est peut-être J.-A. Froude qui nous en donne le meilleur exposé, sans néanmoins le placer sous le nom de Carlyle. (*Disraëli*, p. 76, 85, 151).

2. *French Revolution*, ed. Rose, t. I, p. 25.

3. *Disraëli*, p. 41; *Oceana*, p. 25, 53, 134; *Liberty and Property*, passim (*Liberty and property Defence Lague*, 1868).

sent les groupements, effacent leurs caractères, ouvrent à tous les hommes toutes les branches de l'activité, mettent à la portée de leurs intelligences et de leurs énergies les diverses formes de l'autorité, expression des volontés communes. En posant le principe de la liberté, ils laissent, dans un Etat neutre, c'est-à-dire laïque, tout entier à ses fonctions économiques et politiques, le droit à chaque pensée de chercher à sa guise, par les sentiers les plus capricieux, la voie de la vérité. Les citoyens, débarrassés de liens séculaires qui les réunissaient en groupes homogènes, libérés du contrôle exercé sur leurs pensées par un état religieux, luttent entre eux pour s'assurer, par le triomphe de leurs idées, l'exercice du pouvoir. Et si le régime représentatif est la forme la plus élevée et la plus bienfaisante du gouvernement des nations, cela tient précisément à ce qu'il favorise, d'une manière plus complète, le conflit des passions et le choc des systèmes. Les moralistes mystiques, aveuglés par un parallélisme tout artificiel, sans s'attacher aux différences des deux individualismes, à la diversité des phénomènes auxquels ils s'appliquent, ont assimilé la révolution politique à la révolution économique. Dans l'égalité et la liberté, ils ont retrouvé les caractères des sociétés industrielles et libre-échangistes ; dans le régime représentatif, une application de la concurrence économique. On peut dès lors deviner l'hostilité de leur attitude et la violence de leurs objurgations.

Les idéalistes ne croient ni à l'égalité, ni à la liberté. Ils sont aristocrates et autoritaires par conviction autant que par tempérament. La conception des héros, « messagers envoyés du fond du mystérieux infini avec des nouvelles pour nous, formateurs, modèles, et, dans un sens large, créateurs de tout ce que la masse des hommes, prise dans son ensemble, est parvenue à faire ou à attendre[1] », n'est que la traduction en termes mystiques, sur le terrain de la philosophie morale, des théories aristocratiques de Carlyle. J.-A. Froude ne cache pas

1. *On Heroes*, éd. in-18, Chapman and Hall, p. 42.

que, s'il accepte l'extension du droit du suffrage en 1867 — mesure qui avait provoqué l'indignation de son maître, — c'est parce qu'il préfère, du moment que l'autorité a été enlevée des mains de l'aristocratie terrienne, qu'elle soit confiée au peuple, moins intéressé et plus idéaliste que la bourgeoisie[1]. Ruskin justifie ses tendances anti-égalitaires par des arguments précis. Chaque homme vient au monde avec un caractère immuable et sa vie tracée[2]. Sans doute nous devons travailler à nous améliorer, « mais les résultats naturels de ce labeur seront toujours les choses que Dieu a voulu que chaque homme fît. Ni agonies, ni surmenages ne permettront de faire mieux[3] ». Il existe dès lors une hiérarchie naturelle. La comprendre et l'accepter, s'attacher à analyser nos faiblesses et à découvrir notre supérieur, le respecter et l'aimer, voilà la loi que nous dicte la nature. En l'appliquant on est sage et on est heureux[4].

La grandeur d'une âme consiste à « dépendre des âmes supérieures qu'elle peut découvrir, et à voir dépendre d'elle les inférieures qu'elle peut atteindre ». A cette classification dans l'ordre moral, correspond, dans l'ordre social, une autre hiérarchie. L'État le plus sain est celui qui sait mieux distinguer les pensées que leur tendance à régler et construire, à désorganiser et détruire, a faites pour le commandement et pour l'obéissance[5]. Et passant de l'idéal au réel, de l'art social à la morale sociale, Ruskin décrète que les traditions historiques et les nécessités économiques ont déterminé un ordre et une classification. Chaque citoyen devra la respecter et s'efforcer, non pas de s'élever d'un degré dans l'échelle établie, mais d'atteindre une réelle perfection dans la situation où le hasard le fit naître, et où la morale le force à rester. L'ouvrier ne cherchera jamais à devenir

1. *Disraëli*, p. 55.
2. *Lectures on Art*, p. 4. *Love's Meinie*, p. 46
3. *Old Road*, t. I, p. 245.
4. *Eagle's Nest*, p. 90.
5. *Munera Pulveris*, p. 135-136.

patron, ni le paysan à quitter sa chaumière [1]. Dans le tableau qu'il nous trace de la société idéale, il esquisse le plan d'une aristocratie florentine.

Logiques avec eux-mêmes, les idéalistes ont compris que du moment où ils n'étaient pas démocrates, ils ne sauraient être libéraux. Si, vraiment, il est naturel et juste que des hommes, de par leur situation sociale, commandent aux autres, il faut nécessairement restreindre la liberté de ceux dont l'obéissance est le lot. Ils seront conduits, même malgré eux, par l'action des lois rigoureuses et l'intervention de paternels fonctionnaires, vers la perfection morale. Carlyle n'a pas reculé devant cette inévitable déduction [2].

J.-A. Froude évoque le temps où « la liberté au sens moderne du mot, celle où les droits de l'homme prennent la place des devoirs de l'homme, n'était ni recherchée, ni désirée [3] ». Ruskin non seulement proclame que cette idée « est le plus traître de tous les fantômes..... Rien de semblable n'existe dans l'univers. Les étoiles n'ont pas de liberté ; la terre ne l'a pas ; la mer ne l'a pas ; et nous autres hommes, nous en avons la caricature et l'image comme notre plus lourd châtiment [4] », — mais encore il a voulu réaliser d'une manière pratique ses convictions anti-libérales. Il propose la création de deux sortes de lois. Les unes préciseront « ce qui peut et ne peut pas être fait », et prohiberont la vente des produits de mauvaise qualité. Les autres fixeront « ce qui peut et ne peut pas être possédé ». Tantôt elles imposeront aux fortunes un maximum, tantôt elles interdiront d'affermer les terres pour éviter toute spéculation sur des biens d'une utilité aussi vitale et d'une origine aussi divine [5].

Les idéalistes tournent en ridicule et condamnent au nom de la morale les efforts tentés pour émanciper dans l'ordre

1. *Time and Tide*, p. 10. *Fors Clavigera*, I, p. 97, 203. Il prend la défense de la Chambre des Lords. (*Crown*, p. 178-179.)

2. Voir ci-dessus, chap. IV et § I.

3. *Disraëli*, p. 55, 76.

4. *Lamps of Architecture*, p. 362. *Two paths*, p. 247.

5. *Time and Tide*, p. 85, 112.

politique les hommes proclamés égaux et libres. Partant ils ne voient dans l'action parlementaire, décuplée par l'extension du suffrage et la diffusion de la presse, qu'une nouvelle lubie de leurs contemporains. Ruskin écrase les luttes parlementaires sous le poids de son mépris. Carlyle souhaite de les voir supprimées par un nouveau Protecteur.

Trouver un Parlement qui serait de plus en plus l'image du peuple, ne pourrait, à moins que le peuple fût par hasard aussi sage que misérable, lui donner aucune satisfaction. « Ce n'est pas du tout ça qu'il faut, mais trouver en quelque sorte un roi, fait à l'image de Dieu, qui pourrait un peu réaliser pour le peuple, sinon ses désirs exprimés, du moins ses besoins muets : toutes choses bien différentes d'ordinaire, dans le moulin à paroles dont nous sommes gratifiés[1]. » J.-A. Froude prononce la même condamnation. Il dépeint ces batailles entre escadrons méthodiquement rangés, précédées d'une campagne de presse, dans laquelle on prouve au pays que son sort va se décider, et terminées par une discussion au fumoir sur le prochain Derby ou le dernier scandale. Après avoir rappelé que bien des interpellations, dont tous les gens impartiaux et éclairés comprennent l'inutile danger, sont faites uniquement pour arracher aux adversaires une occasion de devenir populaires, il conclut que trop souvent les discussions parlementaires manquent de sincérité : « Les falsifications commerciales passent dans Westminster, et deviennent des falsifications oratoires. C'est le prix que nous payons en échange de la liberté politique et un prix qui tend à grandir annuellement ». Ces spectacles ridicules ou attristants sont dus à la conception du gouvernement alternatif des partis, « la moins heureuse de toutes les méthodes adoptées jusqu'ici pour diriger d'une manière raisonnable les affaires humaines. Elle revêt la forme d'une guerre civile déguisée, et d'une guerre civile qui ne peut jamais se terminer, puisque les forces des adversaires se retrempent périodiquement dans

1. *Latter day Pamphlets. Parliament.*

la fontaine enchantée des élections générales. Chaque section dans l'État affecte de regarder ses rivaux comme des ennemis publics, tout en admettant que leur existence est nécessaire à la Constitution ; elle transforme leurs actes, contrecarre leurs projets, même si elle reconnaît qu'ils sont bons et, par tous les moyens honnêtes et malhonnêtes, s'efforce de supplanter ses adversaires dans la faveur publique[1]. »

Nous sommes loin de l'esquisse, que J. Stuart Mill trace, avec une conviction émue, dans son Régime représentatif. Qu'on en tourne quelques pages, celles notamment où il montre que ces luttes politiques sont la plus forte des écoles que l'homme ait trouvées pour former les intelligences et élargir les âmes de tous les citoyens, et l'on comprendra mieux l'abîme qui sépare les idées et les pensées des idéalistes et des libéraux. Tant qu'ils ont eu des iniquités à redresser, tant qu'ils ont été soutenus par le souvenir de l'oligarchie du XVIIIe siècle, — les libéraux n'ont pas craint les attaques des littérateurs. Mais lorsque, peu à peu, la législation a été amendée, le suffrage élargi et les libertés concédées ; les théoriciens libéraux ne tardèrent pas à sentir combien grande avait été l'action de ces moralistes, dont on méprisait l'idéalisme métaphysique et raillait le style biblique. Tout comme les premiers fondateurs du méthodisme, ils avaient su éveiller de durables échos dans les consciences anglaises. Leur style, plein de reliefs et scintillant d'éclairs, trouve plus de lecteurs et éveille plus d'enthousiasmes que les constructions puissantes et les raisonnements serrés d'un Macaulay ou d'un J. Stuard Mill. Avec ses élans d'indignation morale, ses éclats d'humour où les tristesses coudoient les jovialités et les images lumineuses, les crudités bouffonnes, leur sensibilité avait retrouvé les caractères les plus profonds de la race, atténués par un siècle de classicisme. Leur pensée enfin, parce qu'elle est plus concrète et trouve dans la vision un procédé intellectuel, dans l'image

1. *Disraëli*, p. 153-154 ; J.-A. Froude rêve de constitutions antiparlementaires (*Oceana*, p. 136, 195, 228).

une méthode de style, était plus profondément anglaise que celle des écrivains politiques, admirateurs fervents de nos philosophes du XVIIIe siècle, lecteurs assidus des économistes et des positivistes français. C'est parce qu'ils incarnent les traits distinctifs de leur race que les idéalistes ont pu, malgré le caractère spécial de leurs travaux et la forme toute littéraire de leurs activités, exercer sur la Grande-Bretagne une influence sociale aussi profonde que celle des parlementaires, vieillis dans les luttes de Westminster, et habitués à manier les auditoires de réunions publiques.

*
* *

II. — De 1840 à 1860, tous les jeunes gens ont subi l'empreinte de leurs pensées. Il s'est ainsi formé, au milieu du parti conservateur, un groupe d'hommes nouveaux qui transportent, au sein du Parlement, l'esprit et les opinions des écrivains idéalistes. Leurs théories n'étaient pas sans force, leur critique du libéralisme n'était pas sans fondement, puisqu'elles ont assuré aux politiques, qui s'en firent les champions, la victoire sur Gladstone et le triomphe de ces dernières années. Disraëli, lord Beaconsfield, se pénètre des idées de Carlyle et fonde le parti conservateur démocrate.

Si son imagination l'emporte toujours vers le passé, c'est qu'il convient à un idéaliste de vanter sa supériorité morale. Dans un de ses plus beaux discours, en 1849, il évoque le temps, « où la gloire de l'Angleterre résidait dans la conscience affinée, sa force dans l'audacieuse vigueur de ses agriculteurs, de ses industriels, de ses marins. Chacun d'eux était convaincu qu'il était supérieur à ses rivaux européens ; et ainsi la société anglaise reposait sur le principe aristocratique dans son complet et magnifique épanouissement. Les démocrates modernes ont démoli tout cela. Au lieu de « viser au mieux », ils « visent au meilleur marché ». Et, partant, ils ont appauvri le peuple en même temps qu'ils l'abaissaient, car la richesse de l'Angleterre n'est pas seulement une richesse matérielle ; elle ne consiste pas seulement

dans le nombre d'hectares que nous avons labourés et cultivés, ni dans les havres remplis de navires, ni dans nos usines sans rivales, ni dans l'intrépide habileté de nos mineurs. Ce n'est pas cela seulement qui forme la principale richesse de notre pays : nous avons un trésor plus précieux, et c'est le *caractère du peuple*. Voilà ce que vous avez affaibli. En brisant ce que vous appeliez une législation de classe, vous avez détruit la noble et inlassable ambition qui a été la source de notre grandeur, de notre prospérité et de toutes nos forces ».

C'est parce qu'il croit à un affaissement de la moralité, sous l'action de la philosophie et de la science, que Disraëli se refuse à voir dans le monde, le produit des forces impersonnelles de la nature ; dans la place et le rôle des choses animées et inanimées, le simple jeu de leurs énergies individuelles ; dans l'humanité, une intelligence animale supérieure, et dans les religions révélées, les créations successives de génies mortels. A l'évolutionnisme de Darwin, dont il raille dans *Tancrède* les hypothèses, avec autant d'injuste brutalité que Ruskin dans *Prœterita* [1], il oppose les conceptions traditionnelles. Il croit aux religions parce qu'elles ne reposent ni sur des arguments ni sur des témoignages ; parce qu'elles grandissent peu à peu et ne peuvent être artificiellement créées. Un système, qui est l'œuvre des siècles accumulés, sera toujours une règle de vie plus commode et plus forte, qu'une théorie particulière, conçue par un seul cerveau humain. « Au lieu de penser, disait-il dans son fameux discours d'Oxford en 1864, que l'âge de la foi a disparu, quand j'observe ce qui se passe autour de nous, ce qui a lieu dans ce pays, et non seulement ici, mais dans d'autres nations et d'autres hémisphères, au lieu de penser que l'âge de la foi s'est évanoui, je soutiens que le caractère du temps présent est un insatiable besoin de croire. L'homme est né pour croire, et si aucune Église ne se présente pour le guider,

1. P. 366.

avec ses titres de vérité, soutenue par les traditions d'âges sacrés et les convictions d'innombrables générations, il trouvera des autels et des idées dans son cœur et dans son imagination. »

Volontairement ou naturellement religieux, Disraëli se fait l'éloquent interprète de l'hostilité des idéalistes contre les libéraux. Leur parti, au lieu de s'inspirer des mœurs, des coutumes et des traditions est fondé sur un système philosophique [1]. Comme si une nation était conduite vers l'avenir par des abstractions intellectuelles ! et quelles abstractions ! Écoutez Disraëli reprendre l'idée, dont Carlyle a fait une théorie historique : « Le principe de l'utilité a été développé avec vigueur. Je ne parle pas légèrement des disciples de cette école ; je m'incline devant la pensée, quelles que soient ses formes. Nous devons être reconnaissants à toute école de philosophes, même si nous ne sommes pas d'accord avec eux : doublement reconnaissants dans un pays, où pendant une si longue période, nos hommes d'État figurèrent dans la lamentable arrière-garde de l'intelligence publique. Il a été tenté un essai pour reconstruire la société sur des mobiles et des calculs matériels. Il a échoué. Il devait, au bout du compte, échouer, quelles que fussent les circonstances. Son échec, dans une nation vieille et une population dense, était inévitable. Combien est limitée la raison humaine, les plus profonds génies en ont conscience. Nous ne devons pas à la raison un seul des grands exploits, qui sont les points de repère de l'action et du progrès humains. Ce n'est pas la raison qui a assiégé Troie... Ce n'est pas la raison qui a créé la Révolution française. L'homme n'est vraiment grand que quand il agit sous l'impulsion de ses sentiments ; irrésistible que lorsqu'il fait appel à l'imagination. Chaque Mormon compte plus de fidèles que Bentham [2]. » Qu'est-ce à dire sinon qu'il faut condamner l'effort qui a été fait pour réédifier

1. Discours prononcé à Edimbourg, 29 octobre 1867.
2. *Coningsby*.

la société politique et économique[1] sur une base scientifique, pour réduire l'humanité à une série d'individus égaux et libres, obéissant aux poussées calculables de leurs intérêts égoïstes ? Il faut redonner à la sensibilité morale et à l'imagination créatrice une place, qu'elles n'auraient jamais dû perdre, rétablir les chaînes législatives et les traditions sociales.

Disraëli est l'infatigable adversaire de l'individualisme. Reprenant les idées de ses maîtres, il les a résumées dans le programme d'un parti nouveau.

*
* *

Les spectacles qu'il avait entrevus, aux environs de 1830, dans les villes manufacturières l'avaient préparé à prendre au Parlement, en même temps que Carlyle, la défense des chartistes (1839), et, plus tard, à combattre les deux principes du libre-échange et de la non-intervention de l'État.

Sans doute il ne put que s'opposer à l'abrogation complète des droits sur les blés, et il laissa à ses lointains héritiers le soin de revenir aux traditions protectionnistes en 1896 et 1902[2]. Mais l'éloquente péroraison de son discours est trop prophétique pour ne pas être rappelée. « Tous, publiquement, vous avez annoncé que votre but était de monopoliser le commerce de l'univers, de faire de ce pays l'atelier du monde. Votre système et le nôtre sont exactement contraires. Nous, nous demandons l'harmonie. Nous croyons que la prospérité nationale ne peut être produite que par la prospérité de toutes les classes. Vous préférez rester dans un isolement splendide et une solitude magnifique. Mais, croyez-moi, je ne parle pas

1. Le portrait de l'économiste classique, M. Flummery-Flum, tracé dans *Popanilla*, est resté célèbre.

2. *Le Diseases of animals act.* 1896, a limité l'importation des viandes de boucherie et favorisé les producteurs nationaux. En 1901-1902, une nouvelle étape vers le protectionnisme a été franchie. Un droit sur l'exportation du charbon, qui est une subvention indirecte à l'industrie britannique, un droit d'un schelling sur les blés importés, des primes à l'industrie sucrière des Antilles, des subventions aux Compagnies de navigation ont été votées.

comme votre ennemi, quand je dis que ce sera une exception aux principes, qui semblent jusqu'à présent avoir dirigé les sociétés, si vous pouvez conserver le succès auquel vous visez, sans posséder cette permanence et cette stabilité que la propriété foncière peut seule donner. Quoique vous puissiez, après l'avoir détruite, connaître un moment la prospérité, bien que vos ports puissent être remplis de navires, vos usines fumer dans chaque plaine et vos foyers luire dans chaque cité, je ne vois pas de raison pour que vous formiez une exception, à ce que les pages de l'histoire ont tristement rappelé, pour que vous ne passiez pas comme la pourpre de Tyr et ne tombiez pas en ruines comme les palais de Venise. » Disraëli ne put que prédire le retour au protectionnisme, il inaugure au contraire ou, tout au moins, il accentue la politique interventionniste. Dans la seule année 1874, il fait voter huit lois ouvrières. A l'individualisme économique, Disraëli, d'accord avec Carlyle et Ruskin, oppose un idéal nouveau. Reprenant les traditions du passé, il prétend contrôler et restreindre la concurrence des biens et des services. D'une part, l'agriculture nécessaire en temps de guerre pour alimenter la nation, et en temps de paix pour former, loin des villes, des corps sains et des cerveaux sains, sera protégée à l'aide de droits de faveur. D'autre part, les êtres humains seront sauvegardés avec le même soin jaloux que les champs de blé ; les faibles et les inexpérimentés, protégés contre les excès de travail ; ces grands ateliers qu'on appelle les cités modernes, aérés et propres comme la moindre des usines ; l'ouvrier, maître de sa maison, sera rendu indépendant comme le laboureur trop tôt disparu.

A l'individualisme politique, aux luttes de citoyens égaux et libres, concentrées dans un Parlement élu et tout-puissant, Disraëli oppose une conception monarchique, aristocratique de la société. Une fois de plus il interprète la pensée de Carlyle. Dans ses romans, dans *Coningsby* et même dans ses discours, il se plaint que le Parlement ait absorbé tous les pouvoirs, au moment où son action était viciée par l'alter-

nance des partis. Il existe dans la Constitution un organisme assez fort, bien qu'en léthargie, pour apaiser « les plaintes sociales ». Il faut lui rendre les prérogatives que le Parlement a progressivement usurpées, et dont il s'est servi pour tout désorganiser matériellement et moralement. « La Chambre des Communes est la maison d'une minorité : le souverain est le souverain de tous. Le vrai chef du peuple est l'homme qui est assis sur le trône ». Qu'on ne vienne pas dire que le pays, en diminuant au profit du pouvoir exécutif le rôle du Parlement, affaiblirait d'autant ses garanties. La Chambre des Communes est une incarnation imparfaite et intermittente de l'opinion publique : elle porte la trace des temps lointains, où elle fut créée. La presse est un contrôle quotidien, singulièrement plus puissant et plus énergique ; une représentation permanente, autrement plus complète et plus fidèle de l'opinion publique[1]. Son action grandissante change tous les facteurs du problème politique. Il est désormais possible de remplacer, par la paix et la continuité, un régime de conflits et d'alternances, considérés par les libéraux comme aussi nécessaires pour les progrès de l'humanité, que les luttes et les à-coups de la concurrence économique. De même que les ingénieurs parviennent à remplacer dans leurs moteurs les mouvements saccadés, par une énergie continue, qui tend et ménage mieux les muscles d'acier ; de même les hommes d'État sauront remédier aux trépidations, aux intermittences de la machine économique et politique, donner à l'expansion des activités sociales plus d'harmonie et de régularité. Pour atteindre ce but lointain, il faut multiplier les éléments de stabilité.

Une noblesse terrienne, fière de ses privilèges et consciente de ses devoirs, perpétue traditions et coutumes, fournit un personnel d'élite pour les hautes fonctions de l'État, encadre ouvriers et paysans dans des groupements fortement ancrés sur le sol et savamment hiérarchisés. Sans préciser ce qu'il entend par « privilèges nécessaires », Disraëli, dans tous ses

1. *Coningsby*. Passim.

romans, s'est fait le champion des idées aristocratiques. Sans doute il flétrit les Lords qui, subitement enrichis par d'heureuses spéculations, joignent à l'âpreté du parvenu la morgue d'une noblesse de mauvais aloi[1]. Mais les vices de la société anglaise n'ont pas empêché Disraëli d'affirmer dans ses livres, ses discours et ses conversations, « qu'il existait une aristocratie naturelle. On la trouve au milieu de ceux que la nation reconnaît comme éminents par la vertu, les talents, la fortune et si vous le voulez, la naissance et les propriétés foncières. Ils guident l'opinion et par conséquent ils gouvernent. Je ne suis pas un niveleur. Je considère une égalité artificielle comme aussi nuisible qu'une aristocratie factieuse : toutes les deux dépriment les énergies et brisent l'esprit d'entreprise de la nation[2]. » Pour réaliser cette conception aristocratique, Disraëli ne put, sur le terrain des réformes pratiques, que prouver la sincérité de ses opinions en acceptant le titre de lord Beaconsfield. Pour diminuer l'autorité parlementaire au profit du pouvoir exécutif, il dut se contenter d'ajouter à la couronne royale d'Angleterre le fleuron impérial des Indes.

Mais avec Disraëli ne disparaît pas l'influence des idéalistes sur le parti conservateur, renouvelé dans ses chefs et transformé dans son esprit.

Leur action s'est imprimée sur l'héritier direct de Disraëli qui, en 1884, prend la direction du parti conservateur en même temps que la présidence de la Primrose-League : lord Randolph Churchill[3]. Il considère le droit qu'ont les électeurs de se faire représenter comme une simple concession et prétend diminuer les séances du Parlement par une revision de son règlement, affaiblir son autorité par le développement de l'administration locale ; et il veut en même temps revenir sur le libre-échange ; rendre l'ouvrier propriétaire de sa maison et le tenancier propriétaire du champ amélioré par son tra-

1. *Sybil* : Lord Marney.

2. *Coningsby*.

3. Voir le délicieux portrait tracé de lui par M. Augustin Filon. *Profils anglais*, 1893.

vail. Ce programme de luttes contre la doctrine politique et économique des Libéraux esquissé par les Carlyle et les Ruskin, adopté par un Disraëli, est resté celui du petit groupe qui, avec lord Randolph Churchill [1], sir John Gorst, sir Henry-Drummond Wolf [2] a renouvelé l'esprit et transformé les caractères du parti conservateur. Lorsque lord Salisbury, en 1883, dans ses célèbres articles de la *Quarterly Review* et de la *National Review*, démontre la nécessité d'appliquer les forces de la tradition à résoudre les questions sociales; quand M. Arthur Balfour consacre les loisirs que lui laisse la vie politique, à combattre la doctrine positiviste et à justifier la foi religieuse, ils restent fidèles au même programme philosophique et social.

Leur victoire est indéniable, le principe aristocratique est intact, le pouvoir exécutif fortifié. Si les projets de réformes radicales dans la législation foncière et la Chambre haute ne trouvent ni parlementaires influents pour les proposer, ni auditoire enthousiaste pour les défendre, ni opinion publique pour les réclamer, c'est que l'action personnelle des théoriciens de l'aristocratie est venue se joindre à des causes économiques et politiques pour maintenir intacte la rigoureuse hiérarchie de la société anglaise.

Aujourd'hui, l'autorité de la chambre des Communes s'est affaiblie. Les comptes rendus de ses discussions ont moins de lecteurs; les anecdotes de ses couloirs provoquent moins de commentaires. Les droits de l'initiative parlementaire sont plus rarement invoqués et avec moins de succès. Le peu d'empressement de l'opinion publique à s'associer au contrôle des députés sur la direction et l'organisation de la guerre sud-africaine; la sympathie, avec laquelle elle suit les patients efforts du nouveau roi pour restaurer le principe monarchique, révèlent, d'une manière certaine, une seconde et décisive évolution. Sans projets de loi ni revisions constitutionnelles Carlyle, Ruskin et leurs disciples ont, sinon modifié, du moins

1. Elijah's Mantle, *Fortnightly Review*, 1881.
2. *Fortnightly Review*, 1882.

retardé les destinées démocratiques de l'Angleterre ; assuré la victoire de l'Idéalisme littéraire sur le Libéralisme économique, du concret sur l'abstrait.

§ II

Si du domaine intellectuel des idées, nous descendons vers le terrain social de la législation, nous constaterons une évolution identique. L'épanouissement du Code de l'Interventionnisme constitue, au même degré que la victoire des doctrines idéalistes, un triomphe de la réaction conservatrice sur la poussée démocratique.

Il est possible de définir une Législation sociale, son principe et sa méthode. Un certain doute sur l'efficacité du « *laissez faire* », qui présuppose l'harmonie des intérêts, harmonie qui implique à son tour, chez tous les hommes, une intelligence assez profonde et une conscience assez délicate pour découvrir leurs véritables intérêts ; une certaine confiance, dans cette expression des volontés collectives qu'est l'Etat, pour amortir le choc des énergies individuelles, forces le plus souvent dirigées par des pensées médiocres et contrôlées par des âmes médiocres, — tels sont les deux principes qu'il est facile de retrouver à l'origine du code nouveau. Une extension donnée à l'idée de protection et au rôle du gouvernement ; une restriction concordante de la liberté contractuelle ; la substitution de la méthode préventive à la méthode punitive, — tels sont les traits qui caractérisent une législation interventionniste.

Il est évident qu'une conception législative, aussi concrète dans son esprit et aussi souple dans ses applications, est difficilement conciliable avec le Classicisme Economique.

I. — Aussi doit-on s'attendre à ce que les divers groupes dont a été formé, au XIXe siècle, le parti de l'émancipation politique, se soient montrés plus ou moins hostiles à l'intervention législative, dans la mesure même où ils étaient pénétrés des idées générales du Libéralisme.

*
* *

En 1832, apparaît dans le Parlement un groupe nouveau. Ses membres parlent le dialecte du Lancashire et de West-Riding ; ils ont les rudes manières des manufactures et des comptoirs ; ils portent le grossier costume de la province. Les élus de la Bourgeoisie réclament leur place sur les bancs du parti libéral, à côté de l'Aristocratie capitaliste ou foncière. Leur dogmatisme économique est d'autant plus rigoureux qu'il est plus intéressé et plus récent.

Leurs plus illustres mandataires, R. Cobden et J. Bright, ont lutté, pied à pied, contre la réglementation du travail des enfants et des mineurs. En 1836, R. Cobden est amené, dans une campagne électorale, à s'expliquer sur le contrôle exercé par l'État depuis peu d'années, sur le genre et la durée du labeur exigé d'enfants en bas âge. Tout en déclarant qu'il n'appuierait pas de son vote la demande d'ajournement déposée par un député, dont le nom mérite de passer à la postérité — M. Poulett Thomson —, R. Cobden se donne comme un adversaire irréductible de toute nouvelle intervention[1]. Si, par exemple, pour assurer l'efficacité des mesures destinées à sauvegarder la vie des enfants, on proposait de limiter à dix heures le fonctionnement des machines dans les salles où se trouvent des apprentis, il s'opposerait à cette décision, inutile pour tant de raisons : « Ne doit-il pas être parfaitement évident que toute loi, restreignant les heures de travail, sera sans effet, aussitôt que les patrons et les ouvriers auront intérêt à la violer ? Où serait dès lors l'utilité et la sagesse d'une décision législative, qui devrait entièrement sa force à la libre volonté des parties qu'elle prétend contraindre ?... » Quant aux adultes, R. Cobden, s'il n'a pas été « le sycophante des grands » ne veut pas devenir « le parasite des pauvres », et il aura le courage, nous dit-il, de ne point leur déguiser la vérité. Il faut qu'ils aient à un

1, J. Morley, *o. cit.*, I, appendice A.

assez haut degré le culte de leur indépendance, la haine de tout patronage pour mépriser toute atteinte portée à la liberté collective et n'attendre une diminution des fatigues quotidiennes, que de l'union de leurs volontés. La menace d'émigrer aux Etats-Unis, — menace qu'ils peuvent réaliser en économisant « 500 francs » —, suffit pour leur assurer la victoire[1]. Quant à l'action des Trade-Unions, R. Cobden en nie l'efficacité et en condamne les moyens[2]. Lorsqu'en 1844, Sir James Graham propose de limiter à six heures et demie le travail des enfants de neuf à treize ans, et à douze heures celui des mineurs de treize à dix-huit ans, lord Ashley demanda d'abaisser, pour cette dernière catégorie, la durée de la journée légale à dix heures. R. Cobden, fidèle à sa doctrine, vote contre lord Ashley[3]. Quand, en 1848, son Bill revint devant la chambre des Communes, R. Cobden n'est pas là pour l'attaquer : mais John Bright supplée à son absence, et le 10 février, lance de fougueux anathèmes contre « l'une des pires mesures que l'on ait jamais proposées au Parlement[4] ».

Peu à peu les divisions qui séparaient Whigs et Economistes disparurent devant l'identité de leurs programmes. Audacieux dans ses réformes politiques, absolu dans ses opinions économiques, ce bloc finit, grâce à un frottement continu, par désagréger le parti Tory, devenu depuis 1834, le parti conservateur[5]. Ces nouvelles recrues, qui n'avaient adopté que progressivement le programme de leurs adversaires, eurent vite fait d'oublier l'œuvre législative que le père de Sir R. Peel avait eu l'honneur d'amorcer en 1802 et 1819[6], et que lui-même avait continué en 1844 avec une ardeur et une sincérité dont Guizot nous a conservé le sou-

1. J. Morley, *o. cit.*, t. I, appendice A.
2. *Ibid.*, t. I, p. 299.
3. *Ibid.*, p. 302.
4. Max Leclerc, *Les professions et la Société en Angleterre*, p. 208. — H. Samuel, *Libéralism*, p. 21.
5. Erskine-May, *o. cit.*, II, p. 74.
6. 42 Geo III, c. 73-59 ; Geo III, c. 60.

venir[1]. Et bientôt leur attachement au classicisme économique fut aussi aveugle que celui des Whigs démocratisés et des économistes aristocratisés. Lorsque Gladstone obéissant à l'évolution logique de sa pensée et à l'impulsion naturelle de sa conscience[2], devint le chef des groupes libéraux, il fut audacieux et tenace dans la réalisation de son programme politique, mais timide et hésitant dans son attitude vis-à-vis des problèmes ouvriers. Cette stagnation législative était justifiée par les radicaux eux-mêmes.

S'ils reconnaissent avec loyauté l'existence d'une question sociale[3] et l'injustice foncière d'un régime où le travail des uns est nécessaire à l'oisiveté des autres[4], ils attendent la solution de ce problème, beaucoup moins d'une intervention de l'État que de l'action des énergies ouvrières librement organisées. La législation syndicale est leur œuvre. C'est à Francis Place, disciple de Bentham et de Mill, que revient l'honneur d'avoir lutté pour la liberté des Associations ouvrières[5]. J. Hume se joint à lui et ils obtinrent, après enquête, le vote de la loi de 1825 (6 Geo III-e-129) qui reconnaît la légitimité du droit de grève, autorise le contrat de travail collectif[6]. En 1832-34, les radicaux-philosophes empêchent les Whigs de supprimer, par mesure législative, les premières Trade-Unions[7]. Lorsqu'en 1870 le Parlement décide une nouvelle enquête sur l'utilité des syndicats, le même groupe met en lumière l'œuvre réalisée par les associations professionnelles[8]. Lorsqu'enfin des candidatures ouvrières furent posées aux élections de 1874, ce fut encore avec l'ap-

1. Guizot. *Sir R. Peel*. p. 203 et 205. B. L. Hutchins et A. Harrion. *History of factory législation*. 1903, p. 64-65.

2. Leslie Stephen. *o. cit.*, t. II. p. 175. Dicey. *Law and opinion*. 1905, p. 231-3.

3. Stuart Mill. *La Révolution de 1848*, trad. Sadi Carnot. p. 91.

4. Stuard Mill. *Political Economy. ed. cit.*, p. 455.

5. S. Webb, *History of trade Unionism*. 1896. p. 85.

6. S. Webb, *o. cit.*, p. 92-97.

7. *Ibid.*, p. 126-127.

8. *Ibid.*, p. 246. 250.

probation de J. Stuart Mill. Mais, dès que l'opinion publique[1], entraînée par une légitime réaction contre le Classicisme économique, se montre plus exigeante, et réclame une législation interventionniste, les Radicaux philosophes partagent l'hostilité des autres groupes libéraux. Déjà en 1847 J. Hume et Roebuck s'étaient unis aux Économistes libéraux et aux Whigs pour protester contre le *Bill des Dix heures*[2]. Plus tard encore, J. Stuart Mill condamne avec une égale sévérité toute restriction du droit de grève[3] et toute réglementation du travail des femmes[4], réfute l'Etatisme[5], affirme la nécessité de l'effort individuel[6] et en arrive logiquement à blâmer les efforts faits pour interdire la vente des boissons alcooliques[7] ou restreindre le nombre des cabarets[8].

Le plus démocratique des groupes libéraux, au terme de son évolution, reste aussi hostile aux principes d'une législation sociale, que les mandataires de la bourgeoisie, les survivants des Whigs et des Conservateurs dissidents. Cette attitude unanime s'explique par le fait que les Libéraux s'étaient donné pour but de détruire l'ancienne société où, dans la vie de famille, comme dans l'ordre économique et politique, l'indépendance de la personne était sacrifiée aux intérêts de la collectivité. Dans la famille, dès que l'homme arrivait à l'âge où il peut librement disposer de ses biens, il devait y renoncer par un acte de substitution, en faveur de son fils aîné, qu'il fût né ou non. Dans l'ordre politique, le Parlement n'était pas une « chambre des Députés », mais « la chambre des Communes ». Les Comtés et les Bourgs étaient seuls membres de l'État et partant, représen-

1. S. Webb, p. 272.
2. *History of factory Legislation*, a. cit., p. 95.
3. *Political Economy*, p. 563.
4. *Ibid.*, p. 559.
5. *Ibid.*, p. 570-571.
6. *Ibid.*, p. 572.
7. *La Liberté*, trad. Dupont-White, p. 161-163.
8. *La Liberté*, trad. Dupont-White, p. 185.

Voy. sur l'hostilité des Radicaux : W. Cunningham, *The growth of English Industry*, t. II, p. 783.

tés de la même manière, sans égard à leur population ou à leur étendue. Quant à leurs mandataires, ils n'avaient pas plus le droit de se dérober à leur tâche, avant son expiration légale, qu'il n'était possible à un Shérif dans un Comté ou aux Délégués dans les paroisses de décliner leurs fonctions. Dans l'ordre économique, le paysan ne pouvait quitter la paroisse : malheureux il était contraint au travail, tandis que ses enfants étaient confiés comme apprentis, à des familles qui ne pouvaient se refuser à les recevoir. L'ouvrier, dont les salaires étaient fixés par la loi, n'était pas libre de s'expatrier[1]. C'est contre ce bloc homogène d'une oligarchie qui, par ses mandataires anonymes et ses lois restrictives, pesait de tout son poids sur une Angleterre asservie, que les groupes libéraux se sont heurtés, avec la même unanimité, sinon avec la même passion. A l'Idéal qui sacrifie la liberté individuelle à la force de l'Unité, ils opposent celui de l'émancipation de la personnalité humaine. Ils furent des individualistes aussi ardents que leurs adversaires avaient été des « oligarques » intransigeants. Emportés dans leur légitime réaction contre un passé autoritaire, ils se refusent à distinguer les phénomènes politiques des phénomènes économiques, et appliquent à ces deux formes différentes de l'activité sociale, les mêmes solutions de leur libéralisme absolu. Ils ne surent pas comprendre qu'à la période de l'individualisme politique et économique succéderait, comme permet de le prévoir l'épanouissement de l'idée syndicale et coopérative, une période où les deux ordres de phénomènes, radicalement séparés, seront soumis à des lois différentes, et où le conflit salutaire des facteurs politiques s'opposera à l'harmonieuse union des forces économiques, librement groupées, mais sévèrement contrôlées.

*
* *

Le parti conservateur anglais a été plus habile et mieux

1. Sur tous ces points, consulter les pages remarquables d'Ostrogorski *La Démocratie et l'Organisation des Partis Politiques*. t. I, liv. I, chap. I.

inspiré. Fidèle à ses traditions historiques, serviteur docile des poussées instinctives de l'opinion nationale, éclairé par les prophéties de Carlyle et de Ruskin, il s'est réservé l'honneur d'amorcer et d'achever le réseau des lois sociales. Il recueille, depuis plus d'un quart de siècle, les avantages politiques de cette généreuse initiative.

La loi de 1802[1] s'occupait des apprentis confiés aux administrateurs de la loi sur les Pauvres[2]. Les Conservateurs, à la suite d'effroyables scandales révélés par l'enquête de 1816, étendent à l'Industrie cotonnière le principe nouveau. Seuls, les enfants âgés de plus de neuf ans pourront être employés dans les fabriques; mais pour moins de douze heures, non compris les heures de repas. Tout travail de nuit leur sera interdit[3]. Ils resteront soumis à ces deux règles jusqu'à seize ans. En 1825, la loi réglemente plus sévèrement encore les journées de tout adulte ayant moins de seize ans : exige un repos partiel le samedi ; fixe l'heure des repas; organise à l'aide de registres, où seront consignées les déclarations des parents, un contrôle et le confie aux Juges de Paix[4]. Si en 1833, le Parlement où siège pour la première fois une importante majorité libérale étend ces mesures à toutes les industries textiles, réglemente à la fois les journées des enfants (de neuf à treize ans), et celles des mineurs (de treize à dix-huit ans), interdit aux uns et aux autres de veiller la nuit, oblige les premiers à passer neuf heures à l'usine et deux heures à l'École, les seconds à ne travailler que soixante-huit heures par semaine, crée des Inspecteurs du Travail ; il ne faut point oublier qu'une ardente campagne avait été organisée par trois Conservateurs : R. Oastler,

1. 42 Geo III, cap. 73. Elder Sir Robert Peel's Act.

2. A quelques exceptions près, W. St. Jevons, *The state in Relation to Labour*, 1894.

3. 1819 59 Geo III, cap. 66.

4. 6 Geo IV, cap. 63. Sir John Cam Hobhouse's act. Ces dispositions relatives à la seule industrie cotonnière furent améliorées par diverses lois en 1829, (10 Geo IV, cap. 51 et 63) et étendues en 1831 aux adultes âgés de moins de 18 ans (1 et 2 Will IV, cap. 39).

M. T. Sadler, Lord Ashley et que la loi fut votée par leurs amis politiques, malgré l'opposition des Industriels libéraux[1]. Si en 1844[2] les heures de présence des enfants de neuf à treize ans sont réduites à six heures et demie, et les pouvoirs des Inspecteurs augmentés; si en 1847[3] l'*Act des dix heures* impose cette journée légale aux femmes de tout âge et aux ouvriers âgés de moins de dix-huit ans, ajoute au repos hebdomadaire l'après-midi du samedi, — c'est qu'en 1841, une importante majorité conservatrice était venue remplacer les majorités libérales de 1832, 1835 et 1837.

Ce même Parlement Tory eut l'honneur d'amorcer la branche de la Législation sociale, qui réglemente les industries dangereuses ou insalubres. A partir de 1842, il fut défendu d'employer des femmes et des enfants âgés de moins de dix ans, dans les galeries souterraines des mines[4].

Cette loi de 1842, en interdisant de payer les salaires dans les cabarets, continuait les efforts déjà tentés pour empêcher des patrons peu scrupuleux de se refuser indirectement, sous le couvert de la liberté contractuelle, à rémunérer les services rendus. Déjà l'Act du 15 octobre 1831[5] avait décidé que, dans certaines industries déterminées, les salaires devraient être payés en monnaie courante. Elle déclare nulle toute stipulation contraire, et autorise l'ouvrier à réclamer la totalité des salaires payés en nature. Sont seules autorisées, les avances qui ont pour objet, soit de faciliter aux ouvriers le versement de leurs cotisations aux Sociétés de Secours mutuels ou aux Caisses d'Épargne, soit de leur fournir les outils et matières premières nécessaires à leur profession.

Ce contrôle de l'État fut, toujours aux environs de 1840, étendu à des conventions qui semblaient mieux protégées

1. Lord Althorp's act., 3 et 4 Will IV, cap. 103.

2. 7 et 8 Vict., cap., 15. Sir Robert Peel's Act. précisé par des lois postérieures, 8 et 9 Vict., cap. 29-9 et 10 Vict., cap. 40, 1845-1846.

3. 10 et 11 Vict., cap. 29.

4. 5 et 6 Vict., cap. 99.

5. R. Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe, l'Angleterre*, 1896, p. 73.

contre l'intervention législative que « le louage des services ». En 1844[1], le Parlement adopte une loi en vertu de laquelle, si les bénéfices des chemins de fer construits après le 1er janvier 1845 dépassaient, vingt et un ans après la concession, pendant trois ans, le chiffre de 10 p. 100, le Trésor est autorisé soit à racheter à un taux fixe, soit à réduire les tarifs en garantissant aux actionnaires un dividende de 10 p. 100. Le contrôle de la collectivité sur les monopoles est proclamé en droit et organisé en fait par un Parlement conservateur. En 1858, le maximum des dividendes, que pourraient réaliser les Compagnies d'Eaux, est fixé à 10 p. 100, et si ce taux est dépassé, elles pourront être contraintes à baisser leurs prix[2]. Les idées maîtresses du Socialisme municipal étaient posées[3].

Dès la première moitié du XIXe siècle, l'Angleterre est dotée d'une législation sociale, incomplète sans doute, mais nettement dessinée dans ses lignes générales. Pour comprendre l'importance de cette œuvre, il suffit de citer deux dates. La loi britannique de 1833 interdit le travail de nuit dans toutes les industries textiles, pour les adultes au-dessous de dix-huit ans et en 1847 limite à dix heures leur journée de travail ainsi que celle des femmes[4]. En France, l'État attendit jusqu'au 2 novembre 1892 pour protéger par ces deux mesures, dans la santé de l'enfant et de la femme, celle des générations à venir[5] ; et l'écho des protestations soulevées n'est pas encore éteint.

1. 7 et 8 Vict., cap. 85.

2. 10 et 11 Vict., cap. 17.

3. Nous passons sous silence les lois de 1836 et 1845 sur les habitations à bon marché W. Cunningham. *The growthof industry*, t. II, p. 783.

4. Cette réglementation de la journée de travail des mineurs et des femmes fut étendue aux autres industries de 1860 à 1867.

5. La loi française du 22 mars 1841 n'avait interdit le travail de nuit qu'aux enfants au-dessous de 13 ans ; la loi du 19 mai 1874 qu'aux enfants au-dessous de 16 ans et aux filles mineures ; ces deux textes limitaient à douze heures la journée légale des mineurs âgés de plus de 12 ans. La loi du 2 novembre 1892, pour la première fois se montre aussi rigoureuse que la législation anglaise, encore n'impose-t-elle qu'aux jeunes gens la journée de dix heures et limite à onze celle des femmes.

*
* *

Cette attitude du parti Tory s'explique par des intérêts parlementaires, des traditions historiques et des causes psychologiques.

Certes, les auteurs de cette législation sociale ont été pénétrés du souffle religieux qui caractérise les débuts du XIXe siècle [1]. Il n'en est pas moins certain que la réglementation du travail était loin de porter atteinte aux intérêts des conservateurs. Le problème des rapports entre l'usine et la terre domine l'histoire britannique de 1780 à 1880. Le conflit entre les intérêts des agriculteurs et des manufacturiers, entre les traditions protectionnistes des uns et les aspirations libre-échangistes des autres explique la première moitié du XIXe siècle anglais ; de même que leur réconciliation, dans le rêve d'une union douanière impériale, est le fait capital de ces vingt-cinq dernières années. En arrachant au Parlement, avant l'abrogation définitive des droits sur les blés, le vote de cette législation sociale, les Tories portent un coup sensible au Classicisme économique, démontrent que le nouvel Évangile n'est point infaillible, et que la seule liberté ne suffit pas pour résoudre les problèmes sociaux. Ils espèrent ainsi éveiller chez leurs compatriotes une certaine méfiance vis-à-vis des apôtres libres-échangistes. Par cette généreuse initiative les Conservateurs servent leurs intérêts économiques et aussi leurs intérêts politiques. Le seul moyen de retarder l'évolution démocratique, d'enrayer le mouvement qui, par l'extension du suffrage et les réformes agraires, menacerait un jour la pairie héréditaire et le principe aristocratique, n'est-il pas de dévier ses forces vers les misères sociales et les lois ouvrières, vers des réformes pratiques, qui s'adressent, d'une manière singulièrement plus directe, au sens utilitaire des nouveaux électeurs.

1. Tous les pionniers de l'interventionnisme appartiennent au courant idéaliste et religieux. Leslie Stephen, *o. cit.*, t. II, p. 173 ; Dicey, *o. cit.* p. 223-7.

Cette adhésion du parti conservateur aux idées maîtresses d'une législation sociale était préparée par ses traditions historiques. A la fin du XVIIIe siècle, parallèlement au développement des latifundia, s'était formé un réseau de mesures administratives, auquel A. Toynbee donne le nom de *socialisme Tory* [1]. Pour soulager les misères causées par la concentration agraire, la *gentry* groupe les paroisses en districts civils, confie la gestion des fonds à une bureaucratie contrôlée par les *magistrates*. En vertu de l'acte de 1782, ces aumônes deviennent un supplément calculé d'après le nombre de bouches à nourrir et destiné à compléter le salaire réputé normal. Le 6 mai 1795, les magistrats du Berkshire, bientôt imités de toute l'Angleterre, décident que des prestations seront faites pour soulager les ouvriers pauvres et en conséquence établissent une échelle de secours calculée d'après le prix du blé et le nombre des enfants.

Ces solutions socialistes, le peuple anglais est plus préparé qu'un autre à les accepter. Jamais, comme l'a montré M. Boutmy dans des pages lumineuses [2], des discussions théoriques sur la délégation des pouvoirs de l'État ne pourraient avoir lieu de l'autre côté du détroit. « Une pareille discussion suppose des frontières philosophiquement et juridiquement fixées entre ce qui est public et ce qui est privé ». Or, dans l'histoire britannique, l'État et l'individu ont, d'une manière permanente, empiété sur leur domaine réciproque. Nulle part le gouvernement central ne s'est organisé aussitôt qu'en Angleterre et n'a eu aussi vite le sens précis de son caractère national et de sa mission illimitée. Pour s'en convaincre il suffit de parcourir cette législation de la reine Élisabeth si « paternelle » dans son esprit, et si minutieuse

1. A. Toynbee, *o. cit.*, p. 209.

2. Boutmy, *Essai d'une psychologie du peuple anglais au XIXe siècle*, p. 385, 391. Cet ouvrage, malgré quelques réserves qu'il convient de faire sur son plan et sur des appréciations de détails (les origines de l'Impérialisme, p. 436) est à lire et à méditer depuis la première ligne jusqu'à la dernière. Ce livre est avec quelques pages de Taine l'analyse la plus profonde et la plus vraie que nous ayons du peuple anglais.

dans sa réglementation[1]. Mais et c'est là la contre-partie, nulle part aussi l'initiative des individus ne s'est d'aussi bonne heure et aussi souvent substituée à l'État, pour gérer les services publics et en assumer la charge. A l'heure où en France la cour des Pairs cède progressivement ses pouvoirs aux légistes, le Parlement des grands seigneurs anglais élimine les fonctionnaires royaux et absorbe la suprématie politique, administrative et religieuse. En province, les pouvoirs du *shérif*, — qui correspondait à nos intendants, — s'atténuent progressivement au profit des *Magistrates*, délégués non rétribués de l'aristocratie. C'est grâce à cet empressement des initiatives privées à suppléer le gouvernement central, que l'État peut attendre jusqu'en 1839 pour contribuer aux frais de l'instruction primaire, et en 1857 pour organiser obligatoirement la police dans chaque Comté. Il n'y a donc point en Angleterre de séparation philosophique, ni de frontière juridique qui séparent les domaines de l'énergie individuelle et de l'action gouvernementale. La limite est purement concrète. Elle résulte de conséquences historiques qui peuvent évoluer, d'un usage qu'il est aisé de modifier. Les traits caractéristiques de l'Angleterre contemporaine facilitent encore la confusion entre les rôles réciproques de l'État et du citoyen. L'extension du suffrage atténue la méfiance de l'opinion pour ces indiscrétions législatives et la dispose à considérer la loi la plus interventionniste comme l'expression de ses propres désirs, la manifestation de sa propre volonté. Enfin aux occasions d'ingérence, que donnait déjà l'existence d'un monopole de la terre immobilisé dans un petit nombre de mains, s'ajoutent celles que fait naître une activité industrielle plus générale et plus intense qu'ailleurs.

Quelles que fussent les nécessités du présent et les traditions du passé, l'opinion britannique n'aurait pas accepté avec tant de reconnaissance l'initiative du parti conservateur

1 Ce fameux statut de l'apprentissage, 5. Eliz-cap. IV., ne fut complètement supprimé qu'en 1875 (38 et 39 Vict., cap. 86. Section, 17, III). A. Stanley Jevons, *o. cit.*, p. 35-37.

si la pensée anglaise n'était rebelle, de par ses tendances naturelles, au caractère abstrait et absolu du libéralisme économique. Nous avons montré pour quelles raisons psychologiques ces intelligences concrètes préfèrent à la clarté des idées générales, enserrées dans les mailles de raisonnements déductifs, des faits précis ou des images réalistes. Les libertés civiles ne sont pas pour l'Anglais un droit naturel à tout homme; mais « un fait historique propre à son pays[1] », un legs précieux des énergies passées. Lorsqu'en 1867, on discute l'extension du droit de vote, M. George Brodrick met au défi ses adversaires, nous raconte M. Boutmy, de citer un seul réformateur[2] qui eût envisagé la franchise électorale comme un droit inhérent à l'individu. Nous comprenons maintenant pourquoi des jurisconsultes anglais ont pu affirmer, sans être contredits que la notion romaine de la propriété, la faculté absolue et abstraite d'user et d'abuser, est inconnue de la Common-Law. La « coutume anglaise ne reconnaît que des tenures, c'est-à-dire des concessions foncières conditionnelles[3]. » Un droit de propriété, relatif dans son principe et restreint dans ses applications, ne saurait se défendre avec hauteur et ténacité contre les interventions abusives de l'État.

Et c'est ainsi que pour des raisons psychologiques et historiques, l'opinion britannique, et partant le parti politique, qui, rebelle aux influences des pensées étrangères, la reflète avec le plus de fidélité, étaient préparés à abandonner, dans une de leurs applications, les principes du libéralisme politique et à jeter les bases d'une législation sociale. En 1874 et 1886, 1895 et 1900 le groupe conservateur fut récompensé pour sa fidèle docilité aux traditions juridiques, aux besoins concrets du peuple anglais.

II. — Les lois ouvrières votées par les quatre Parlements de 1857, 1859, 1865, 1868 frappent par l'étendue et la

1. Boutmy, *Psychol. Politique*, p. 391.
2. Boutmy, *o. cit.*, p. 392.
3. *Ibid.*, le *Développement de la Constitution*, p. 335

variété de leurs dispositions. Non contents de reprendre et de préciser les trois branches déjà amorcées, ils favorisent l'idée coopérative et jettent les bases du socialisme municipal.

*
* *

Le principe de la protection des enfants et des mineurs est confirmé et étendu. La réglementation de leur journée de travail (six heures et demie pour les uns, dix heures et demie pour les autres) ne s'appliquait qu'aux industries textiles. En 1860[1], 1861 et 1864[2], elle est étendue à de nouvelles catégories de manufactures. En 1867, une disposition plus générale décide que le contrôle sur le travail des ouvriers des deux sexes, âgés de moins de dix-huit ans, sera exercé dans toutes les usines et dans tous les ateliers[3]. En 1871, la surveillance des ateliers laissée aux municipalités est confiée aux inspecteurs de l'État[4]. Jusqu'ici les législateurs suivaient une voie déjà tracée ; mais, en étendant les mêmes principes au travail des champs, ils s'engagent sur un terrain nouveau[5].

La réglementation du travail des adultes dans certaines industries malsaines ou dangereuses, cette seconde branche de la législation sociale, se développe tout comme la première. Dès 1860, des dispositions minutieuses sont prises pour garantir la sécurité et l'hygiène des ouvriers occupés dans les mines de charbon et de fer. Des inspecteurs sont chargés de veiller à leur exécution[6]. Une loi du 12 juillet 1872 étend ces précautions aux autres mines métallifères; en outre, les garçons ne pourront être employés qu'à partir de douze

1. 23 et 24 Vict., cap. 78. Blanchisseries et teintureries.

2. 24 et 25 Vict., cap. 117; 26 et 27 Vict., cap. 38 et 40.

3. *Factory Acts extension Act and workshops regulation act.*, 30 et 31. Vict., cap. 103 et 146. En 1870, de nouvelles applications de ces décisions législatives furent faites pour les imprimeries, blanchisseries, teintureries et fabriques de conserves de poisson. Jevons. *State and Labour*, p. 61 ; 33 et 34 Vict., cap. 62.

4. 34 et 35 Vict., cap. 19 et 104.

5. *Parliamentary Papers*, 1867-68, (4'068 and-i.) (4'202 and-i.)

6. 23 et 24 Vict., chap. CLI. Ces mesures de précaution furent complétées en 1863. Les mines durent être munies d'un double puits.

ans révolus et l'accès, de nuit comme de jour, en sera interdit aux femmes[1]. Les mêmes préoccupations d'hygiène individuelle et collective avaient amené le législateur à s'occuper des boulangeries, à prescrire des mesures de propreté sous le contrôle des autorités locales[2].

Après avoir ainsi étendu la surveillance de l'État, partout où les forces physiques des ouvriers, la nature de l'industrie rendent nécessaire et justifient cette intervention, le Parlement, dans des cas précis, pour des raisons d'équité, accepte d'imposer de nouvelles restrictions à la liberté contractuelle des adultes. Fidèle au souvenir de la loi de 1842, qui a déterminé les conditions dans lesquelles les ouvriers des mines recevront leurs salaires, un ministère libéral s'était déjà préoccupé en 1854, avec l'appui d'un Parlement conservateur, de protéger contre le racolage des tenanciers d'hôtels garnis, les matelots de la flotte commerciale[3]. Le législateur reste fidèle à ces tendances, lorsque sans parler des tribunaux d'arbitrage[4] réorganisés par les Tories, il autorise une des parties contractantes, dans l'espèce, les mineurs à avoir, dans chaque fosse, un contrôleur payé par eux, qui vérifierait l'exactitude de leurs salaires[5]. Il décide enfin que les sommes dues pour leur travail, aux domestiques, ouvriers et artisans, seront insaisissables[6].

Une dernière catégorie de lois sociales fut amorcée en 1854, par la décision parlementaire qui impose aux compagnies de chemins de fer, sous le contrôle de la magistrature,

1. Lavollee, *Les classes ouvrières en Angleterre*, p. 135, 35 et 36 Vict., c. 76-77.

2. 26 et 27 Vict., chap. XL. Farrer, *State and Trade*, p. 160.

3. 17 et 18 Vict., chap. CIV, sections 233-238. Jevons, *o. cit.*, p. 69.

4. 1867. *Equitable councils of Conciliation*. Act. 30 et 31 Vict., chap. CV. L'organisation facultative de ces conseils de Prudhommes, partout ou des pétitionnaires les réclameront, chargés de trancher les conflits soumis par les deux parties à leur juridiction, constitue un chapitre important de ce Code ouvrier, mais n'est pas une Loi sociale, dans le sens interventionniste du mot. Jevons, *o. cit.*, p. 167.

5. 1860, 23 et 24 Vict., c. 151, p. 31. *The Work of Liberalism Lib. Public. Depart*, 1900.

6. 12 juillet 1870. Lavollee, *o. cit.*, p. 74

l'obligation de se prêter réciproquement au transbordement de leur trafic[1]. L'État étend son droit de surveillance non plus seulement aux rapports des Sociétés industrielles avec leurs ouvriers, mais à leur gestion des besoins collectifs. Le Parlement pouvait, ou se borner à une inspection, et depuis 1873, à la suite d'une enquête parlementaire[2], une commission royale contrôle les compagnies, enraie leurs rivalités, unifie leurs tarifs[3], ou bien assurer la transformation de ces sociétés capitalistes en coopératives ouvrières ou en services publics. Couronnant la législation antérieure sur les sociétés par actions (1862), la loi de 1865 crée la participation aux bénéfices, autorise le patron à remettre à ses ouvriers une part des profits sans qu'ils aient ni la responsabilité de l'associé, ni le droit de demander des comptes[4]. La municipalisation des monopoles naturels fut introduite d'une manière plus discrète. On la voit poindre dans les lois[5], dès 1868. Le Parlement étend aux bénéfices des Compagnies de Gaz la limite, qu'il avait imposée aux Compagnies d'Eaux. Si elle n'autorise point expressément les villes à exploiter des usines, la loi n'en admet pas moins indirectement le principe de la municipalisation. Toutes les fois que les dividendes dépasseront 10 p. 100, les tribunaux pourront baisser le prix du gaz, de manière à ce que les intérêts distribués reviennent au taux normal[6]. Les Communes sont plus audacieuses en 1870 : les municipalités sont autorisées à construire des tramways et à solder les frais à l'aide des impôts. Le même texte législatif permet le rachat des Compagnies, après vingt et

1. 17 et 18 Vict., chap. XXXI.

2. *Parliamentary Papers*, 1872, n° 364.

3. 36 et 37 Vict., chap. XLVIII. Farrer, *o. cit.*, p. 117.

4. 28 et 29 Vict., chap. LXXXVI.

5. En fait, des industries municipales existaient déjà antérieurement. C'est ainsi que Manchester, la cité sainte du Libéralisme économique, n'a jamais eu de Compagnie du gaz ; la Municipalité établit les premières usines en 1850. Farrer, *o. cit.*, p. 91.

6. 31 et 32 Vict., chap. CXXV. Pour les détails de la réglementation des dividendes antérieurs ; caisse de réserve ; émission de nouvelles actions ; voy. Farrer, *o. cit.*, p. 87, 90.

un ans d'exploitation, sans que les villes soient tenues à aucun dommage-intérêt.

*
* *

Pour bien mesurer la portée historique de cette œuvre sociale, il suffit de classer par ordre de dates, les lois ci-dessus analysées. On constate alors que les Communes libérales de 1847 furent moins audacieuses que les deux Parlements conservateurs, qui les avaient précédées en 1841 et suivies en 1852. Si les majorités de 1859 et 1865 se sont montrées plus disposées à suivre l'exemple de leurs adversaires, c'est qu'elles furent assez faibles (50 et 78 voix), assez peu homogènes, pour permettre à deux Cabinets tories de durer (1866-1868). Il est donc impossible de compter à l'actif du parti libéral les mesures votées de 1859 à 1868. Quelques-unes sont incontestablement l'œuvre des Conservateurs ; presque toutes pourraient avoir été imposées aux économistes intransigeants par une coalition. Il n'en est pas moins certain, que cette attitude en apparence plus conciliante gagne aux Whigs et à leurs alliés nombre de suffrages ouvriers et explique leur éclatante victoire de 1868 (116 voix de majorité).

Seules les lois votées de 1868 à 1874 peuvent être revendiquées par les amis de Gladstone comme leur œuvre propre. Même alors, malgré l'ardeur de ses passions réformatrices, le Parti libéral n'était point unanimement convaincu de la nécessité politique, ni de la Justice sociale de cette législation interventionniste. L'opposition des groupes modérés à une nouvelle réglementation des heures de travail et à une législation favorable aux Trade-Unions, aliène momentanément ces puissantes associations et explique la défaite inattendue de 1874.

Aux environs de 1870 divers Syndicats organisent une campagne pour obtenir du Parlement la réduction à neuf

1. 33 et 34 Vict., c. 78. Farrer, *o. cit.*, p. 85.

heures de la journée légale des adultes âgés de moins de dix-huit ans et l'extension aux femmes de cette nouvelle restriction. Le projet de loi présenté aux Communes par deux fois, en 1872 et 1873, se heurte à l'opposition de nombreux Libéraux et à l'indifférence du Ministère. Battues, les Trade-Unions inscrivent ce vœu, sur leur programme électoral pour 1874 [1].

Mécontents d'un texte qui, malgré les résultats favorables de l'enquête de 1866 [2], ne fait que réparer une choquante inégalité, et n'assure pas à leurs caisses de solidarité les protections réservées aux Sociétés de Secours Mutuels, pas plus qu'elle ne définit leurs droits et leurs devoirs en cas de grève, les Syndicats avaient donné l'ordre à leurs adhérents en 1868 de voter pour les Libéraux [3]. Les Trade-Unions vinrent ensuite réclamer au Parlement le prix de leur alliance. Grâce à la pression de quelques radicaux, — « bien que le Ministère et la presque totalité des membres des Communes fussent secrètement hostiles au principe du Trade-Unionisme [4] », — le Parlement (1869) accorde aux Syndicats la garantie légale pour leurs Caisses de Secours. A la session suivante, le cabinet Gladstone propose une double série de mesures. Les unes reconnaissent définitivement le droit des Trade-Unions à la vie et la légalité de leur action économique, protègent leurs fonds contre des caissiers infidèles et leurs chefs contre les poursuites en justice. Les autres réglementent le droit de grève, interdisent toute pression morale, prohibent les patrouilles [5], annulent la Loi de 1859 [6]. Les efforts des Trade-Unionistes, réunis en un congrès spécial, n'empêchent point le vote de cette proposition législative. Ni en 1872, ni en

1. Sidney Webb, *o. cit.*, p. 297.

2. Le Rapport de la minorité qui réclamait des dispositions législatives pour lesquelles les Trade-Unions allaient lutter de 1867 à 1874 fut signé par un radical Fréd. Harrison et par un conservateur. Earl of Lichfield. S. Webb, *o. cit.*, p. 253.

3. Sidney Webb, *o. cit.*, p. 257.

4. *Ibid.*, p. 258.

5. 32 et 33 Vict., c. 61.

6. 22 Vict., c. 34. Cette Loi, qui passa « pour le plus grand désespoir

1873[1], à la suite de condamnations vraiment abusives, ils ne peuvent obtenir la moindre modification. Irrités, les Syndicats inscrivent leurs revendications corporatives à la suite de la loi des neuf heures, sur un programme politique ; constituent une organisation électorale ; présentent 13 candidats ; et dans les autres circonscriptions votent pour les Conservateurs. Les Libéraux furent battus.

Cette première défaite, présage d'une éclipse plus prolongée, fut singulièrement aggravée par l'habileté des Conservateurs. Le Ministère Disraëli fait voter trois lois. L'une[2] accepte le principe de la réglementation du labeur des femmes, limite à cinquante-six heures et demie la durée de leur travail hebdomadaire. Les deux autres[3] précisent l'égalité juridique du patron et de l'ouvrier ; suppriment la prison comme sanction d'une rupture de contrat ; autorisent les patrouilles pacifiques ; proclament qu'un acte, accompli par un groupe d'ouvriers, ne sera délictueux que si le même acte commis par un individu tombe sous le coup des lois pénales. Parmi les autres textes proposés par Disraëli deux ont une importance capitale. L'un pose, pour la première fois, le droit des Municipalités à régler la largeur et l'entretien des rues, à autoriser ou refuser l'établissement des industries, qui par leurs fumées, leurs odeurs, ou leurs gaz empoisonnent l'atmosphère, — cette propriété collective. Il complète enfin la loi de 1878 en reconnaissant aux villes le droit, que certaines avaient déjà pris en fait, de municipaliser l'industrie du gaz[4]. L'autre, le fameux *Factory and Workshop Consolidation Act* (1878), ne se borne pas à coordonner toute la législation antérieure, mais étend aux ateliers domestiques

des Economistes libéraux », se refusait à considérer comme « molestation » ou « obstruction », le fait de persuader pacifiquement à des Camarades, sans menaces, ni coups, de se mettre en grève. S. Webb, *o. cit* p. 260-1.

1. 34 et 35 Vict., c. 31 et 32. S. Webb, *o. cit.*, p. 265, 271.

2. *Factories (Health of Women)*. Act. S. Webb, *o. cit.*, p. 298

3. 38 et 39 Vict, c. 86 et 90.

4. *Public Health*, Act. 1875. Farrer, *o. cit.*, p. 81, 158, 159, 160

la majorité des prescriptions relatives au travail des enfants, des adolescents et des femmes et à l'hygiène des locaux industriels [1] ; autorise et encourage la journée de huit heures pour la main-d'œuvre infantile et féminine [2]. La Majorité conservatrice interdit une série d'industries aux ouvriers protégés [3] et laisse au Ministère le droit d'empêcher le séjour, au moment des repas, de ces mêmes ouvriers, mineurs et femmes, dans toute fabrique ou atelier [4].

Il était impossible de prouver aux Libéraux, d'une manière plus péremptoire, la gravité de leurs fautes tactiques, de leurs scrupules théoriques. Cette sanglante leçon ne fut qu'imparfaitement comprise. En 1886, en 1895, tout comme en 1874, ils furent battus pour avoir méconnu les caractères de leur race, les besoins de leur société.

III. — Sous l'inpulsion de jeunes recrues du parti Radical, la législation sociale, — pendant les premières sessions, — s'enrichit de textes importants.

C'est à partir du 7 septembre 1880 [5], que fut condamnée la jurisprudence du *common employment*, en vertu de laquelle il n'était dû aucune réparation pour un accident quand il était le fait d'un camarade de la victime — : le patron ne pouvait être déclaré responsable, que si la cause de l'accident lui était personnellement et directement imputable [5]. Dorénavant l'industriel répondra de sa faute et de celle de ses employés. L'ouvrier, à qui incombe la charge de la preuve, supportera les conséquences de sa propre faute, ainsi que celles des cas fortuits [6]. Cette loi, si timide cependant, fut la plus audacieuse de celles votées par le Parlement Libéral de 1880. Il se contente dans les autres branches du Code social de suivre l'inpulsion donnée par ses prédécesseurs.

1. 41 Vict., c. 16. Section 16.
2. Section 18 revisée en 1891.
3. Section 38.
4. Section 39 et 41, voy. Jevons, *o. cit.*, p. 62 et suiv. : Lavollée, *o. cit.*, p. 89 et suiv.
5. S. Webb, *o. cit.*, p. 358-9.
6. Lavollée, *o. cit.*, p. 85.

C'est ainsi, qu'en 1882[1], il reconnaît aux Municipalités un droit de priorité pour l'installation de l'éclairage électrique, et les autorise à exproprier les compagnies privées, vingt et un ans après leur installation, sans être tenues à des dommages-intérêts. A la suite de cette loi, les bills affluent au Parlement, pour réclamer, au nom de corporations municipales, le droit de gérer des docks, des lavoirs, des bains de natation, des sociétés d'assurances contre l'incendie[2]. La législation relative au contrôle des industries malsaines ou dangereuses, à la réglementation du travail des mineurs, fut moins favorisée. En 1881[3] et 1883[4], les usines, que leurs émanations ou leurs produits rendent redoutables, sont soumises à une déclaration et à une inspection spéciales. A la veille de subir sa seconde défaite, le parti libéral tente de remédier aux faits déplorables, révélés par l'enquête sur le travail des mineurs et des femmes dans les magasins. Il amorce la loi de 1886[5], qui impose aux jeunes gens de moins de dix-huit ans, la limite de soixante-quatorze heures par semaine.

L'activité du Parlement assez intense, pendant les premières sessions, s'est progressivement ralentie. Le problème Irlandais accapare son attention. Cet arrêt était d'autant moins opportun, qu'il ne risquait pas seulement de détacher du parti les nouveaux adhérents du groupe radical, mais encore les travailleurs manuels : leurs votes avaient donné au parti libéral le pouvoir en 1880, leurs congrès corporatifs de 1880 à 1884 avaient accepté et défendu le programme de Gladstone[6].

* * *

Le Marxisme entreprend de conquérir les pensées et de

1. 45 et 46 Vict., c. 56. Farrer, *o. cit.*, p. 91 et 92.

2. Raffalovich. *Le socialisme agraire de M. Chamberlain*, p. 12-13.

3. 44 et 45 Vict., c. 37. Farrer, *o. cit.*, p. 159.

4. 46 et 47 Vict., c. 53. Lavollee, *o. cit.*, p. 118-119. Jevons, *o. cit.*, p. 66.

5. 49 et 50 Vict., c. 55. B. L. Hutchins and Harrison. *A. History of factory legislation*, p. 221, 1903.

6. S. Webb, *o. cit.*, p. 358-359.

discipliner les énergies. L'origine de cette poussée collectiviste remonte au succès qu'eut de 1880 à 1882, *Progress and Poverty*[1], commenté par Henry George lui-même en 1881, 1884, 1889, dans des tournées de conférences[2]. Cette doctrine communiste, expliquée et défendue par la *Land Nationalization Society* (1881) et *l'English land Restoration League* (1883)[3], introduit en Angleterre le socialisme Européen. La propagande Marxiste de M. Hyndman aboutit en mars 1881[4] à l'établissement de la *Démocratic Fédération*, le premier groupement socialiste-révolutionnaire qu'ait connu l'Angleterre depuis les tentatives d'Owen. Tandis que ces conceptions nouvelles, dont la vitalité se manifeste encore par la création (1883) de la *Fabian Society*, — centre du socialisme possibiliste, trouvent des apôtres et des organes, l'attention de l'opinion publique est attirée sur la laideur des misères sociales, par la publication, toujours à la même date, de romans fameux et des premiers volumes de l'admirable enquête de M. Charles Booth sur le paupérisme de Londres[5].

Ce courant intellectuel n'aurait point suffi pour rallier au collectivisme l'élite ouvrière, si une crise économique, d'une rare intensité, n'était venue (1884-1887) détacher les travailleurs du libéralisme économique. Les enquêtes parlementaires se multiplient sans résultats apparents[6]; et les ouvriers, découragés et aigris, confient leurs espérances à la poussée Marxiste. On la voit monter, peu à peu, dans les Congrès annuels des Trade-Unions. De 1882 à 1887, les motions relatives à la nationalisation du sol sont rejetées par des majorités de jour en jour plus faibles. En 1887, à Swansea, le principe est accepté. Le même congrès, à la suite d'une propagande

1. S. Webb., p. 361.
2. A. Métin, *Le Socialisme anglais*, 1897, p. 170.
3. *Ibid.*, p. 182, 170.
4. *Ibid.*, p. 7.
5. *The Bitter cry of Outcast London.* S. Webb, *o. cit.*, p. 366-67.
6. *Ibid.*, p. 364-365.

commencée en 1883, décide d'organiser un plébiscite sur la question des « Trois huit ». Et en 1888, le premier Congrès International se réunit à Londres[1].

Au même moment les ouvriers sont appelés à approuver la politique d'un parti, dont le nom même symbolise son hostilité vis-à-vis de leur nouvel Évangile, et dont la paresse législative les avait souvent indignés. Dépourvus de toute organisation électorale ils s'abstiennent en 1885 ; et les libéraux doivent leur faible majorité[2] aux votes des travailleurs agricoles, qu'ils avaient promus en 1884 à la dignité de citoyens libres. En 1886, les ouvriers votent pour les conservateurs et contribuent à leur donner une majorité de 144 voix[3].

*
* *

Sans se laisser griser par leur victoire, les Unionistes dressent le plan d'une nouvelle législation sociale[4].

L'activité du Parlement de 1886 est de tous points exceptionnelle, puisqu'il a ajouté près de 400 textes au *Statute Book*[5]. Laissons de côté les nombreuses mesures, qui, sans violer aucun des principes du libéralisme économique ont été adoptées, pour décharger les maisons modestes, assainir et égayer les faubourgs ouvriers[6], favoriser Caisses d'Épargne et Sociétés de Secours mutuels[7]. L'instruction primaire a été réorganisée. L'enseignement des adultes a été développé par des cours du soir, des écoles professionnelles, des bibliothèques et des musées[8]. L'éducation des enfants abandon-

1. S. Webb., *o. cit.*, p. 376. 383.
2. 86 voix au lieu de 115.
3. Ostrogorski, *o. cit.*, I, p. 271-275.
4. Ostrogorski, *o. cit.*, I, p. 245, 265.
5. *Six years work*, 86-92. (*Conservative Central Office*, 1893.)
6. Customs and Ireland Revenue, Act. 1891. — Working Classes Dwellings, Act. 1890. — Open Spaces, Acts 1887 et 1889.
7. Saving banks trustees, Acts 1887 et 1891. — Friendly Societies, Act. 1887.
8. Elementary Education, Act. 1891. — Technical instruction, Act. 1887. Education Code, Act. 1890. Public libraries, Act. 1887 et 1890. Museum and Gymnasium, Act. 1890.

nés[1] a été assurée. Deux célèbres enquêtes[2] ont recueilli des documents sans prix sur la question ouvrière et le problème du marchandage. Occupons-nous seulement des textes qui, par leur réglementation du travail des mineurs, des adultes dans les industries insalubres ou dangereuses, par les atteintes portées soit à la liberté contractuelle, soit à la propriété individuelle, répondent d'une manière plus directe à la définition que nous avons donnée de la législation sociale.

Après avoir interdit d'employer dans les galeries souterraines des enfants âgés de moins de douze ans, et dans les usines et ateliers des gamins de moins de onze ans[3], la loi veille à ce que la sécurité des matelots soit assurée à bord des navires de commerce, celle des mineurs, dans leurs galeries souterraines[4]. Des précautions seront prises contre les moteurs et les courroies de transmission, la chaude humidité des usines cotonnières[5]. Un pas est fait vers la réglementation légale de la journée des adultes, par la nomination, d'une commission chargée d'étudier s'il y a lieu de limiter la durée de travail pour les employés de chemins de fer. A la suite de cette enquête le comité administratif exerce une pression sur les compagnies et obtient de notables diminutions[6].

Mais, c'est surtout par les atteintes portées à la liberté contractuelle et à la propriété individuelle, que les textes, votés de 1886 à 1892, méritent de retenir l'attention.

Les salaires des mineurs devront être payés d'après le poids vérifié et contrôlé du charbon extrait[7]. La paie des matelots sera versée en monnaies anglaises, protégée contre les avances de patrons usuriers, ou contre les tentations de

1. Poor Law, Act. 1889.

2. Labour Commission (1891), Committee on the Sweating System (1883).

3. Coal Mines Regulation, Act. 1887. — Factories and Workshops Act. 1891.

4. Merchant Shipping, Act. 1888. Mines regulation, Act. 1887.

5. Factories and Workshops, Act, 1891. — Cotton-cloth factories, Act. 1889.

6. *Six Years Work, o. cit.*, p. 56.

7. Mines Régulation, Act. 1887.

l'alcool, dont la vente est interdite dans les pêcheries de la mer du Nord [1]. Le gain des ouvriers aux pièces sera déterminé d'après un bordereau « qui devra leur être remis, en même temps que leur travail, pour qu'ils puissent se rendre compte du taux de leurs salaires » [2]. Le contrat de travail n'est pas le seul qui soit atteint par cette législation. Le contrat de transport a été réglementé. D'après l'acte de 1888 [3], les tarifs de chemin de fer seront soumis au *Board of Trade*, homologués par le Parlement et contrôlés par « le Comité administratif des voies ferrées et fluviales ». Mais la loi la plus hardie est sans contredit l'acte sur les maladies contagieuses. « Des ordres rigoureux qui ne laissent rien à l'action réfléchie de chacun, une dépossession presque complète du droit que tout homme a sur sa maison et sur ce qui s'y passe, enfin la haute et arbitraire intervention de l'*officer of health* prescrivant par des règlements minutieux, qui ne sont prévus par la loi qu'en principe, tout ce qui devra être fait dans l'intérêt de la santé publique [4] ; » — ces articles donnent à cet *act* une signification particulière.

Sur tous ces points, les textes votés de 1886 à 1892 n'étaient que de nouveaux chapitres ajoutés à un Code déjà fort abondant ; il n'en est point de même de la législation agraire. Malgré tous les précédents Irlandais et Écossais, elle a une audacieuse originalité. Pour créer une petite propriété immobilière, rurale et urbaine, le Parlement donne le droit et les moyens aux corps élus d'exproprier les propriétés, qui seront morcelées, entre les mains des travailleurs agricoles [5]. On facilitera, moyennant certaines restrictions acceptées par l'impétrant, la location ou l'achat de petits jardins par les ouvriers industriels [6]. Enfin, entraîné par le même

1. Merchant Shipping, Act. 1889 et North Sea Fisheries, Acts 1888-1891.

2. Factories and Workshops, Act. 1891.

3. Railway and Canal Trafic Act.

4. Boutmy, *Psychologie politique du peuple anglais*, p. 397. Infectious diseases notification, Act. 1887.

5. Small holdings, Act. 1892.

6. Labourers' Allotments, Acts 1887 et 1890.

désir de sacrifier la propriété individuelle aux intérêts collectifs, le Parlement décide que toutes les fois qu'un immeuble malsain sera compris dans un plan municipal de démolition, l'indemnité due au propriétaire sera limitée à la valeur du sol et des matériaux[1].

*
* *

Cette activité législative donne à la Coalition Unioniste une popularité dont la formidable minorité de 1892[2], les écrasantes majorités de 1895 et 1900 furent l'éclatant témoignage.

Si l'aristocratie ouvrière reste fidèle à son idéal socialiste et à ses groupements politiques, depuis 1878-80 un nombre croissant de travailleurs manuels déserte la cause démocratique, passe à l'ennemi. La hausse des salaires et la baisse du coût de la vie[3], la bienveillante attention du législateur et les progrès hygiéniques de l'atelier réveillent, dans ces mémoires fidèles, des instincts endormis. Et les « Associations d'Ouvriers Conservateurs » naissent à la vie[4]. Les troupes les plus fidèles à l'idéal démocratique étaient désormais divisées. Le parti conservateur avait élargi sa base électorale. La victoire de l'Idéalisme littéraire lui avait donné l'appui des maîtres de la pensée contemporaine ; les audaces de l'Interventionnisme législatif, le concours des votes ouvriers. L'éclat de la prospérité industrielle (1854-74) vint enfin réveiller une méfiance séculaire pour les réformes politiques et les bouleversements démocratiques, fondre ploutocratie et aristocratie en un seul bloc.

1. Housing of the Working Classes, Act. 1890.

2. Pour trouver une majorité inférieure à celle des Libéraux en 1892 (40 v.), il faut remonter jusqu'en 1852.

3. Les salaires se sont élevés dans de notables proportions, il suffit de consulter pour s'en rendre compte le taux des salaires d'ouvriers syndiques publiés dans le second *Rapport du Board of Trade* sur les Trade-Unions et analysés dans F. R. A. 1896, p. 302 et dans *Journal of the Royal Statistical Society* : 1888, p. 731.

4. Ostrogorski, *o. cit.*, I, p. 249.

§ III.

L'Anglais est naturellement conservateur. C'est là un caractère d'autant plus indélébile, qu'il est imprimé dans l'âme nationale par des causes plus profondes et plus permanentes.

* * *

Un homme pour qui l'effort persévérant est une habitude et une joie est plus facilement conservateur que celui, dont les désirs sont aussi nombreux que les découragements. Le caractère plié par la rude école de la nature à la lutte quotidienne, s'irrite moins contre les obstacles trouvés sur son chemin : il a le sentiment de l'impuissance humaine; il éprouve une joie enivrante à tendre, même inutilement, les ressorts de sa volonté. Parcourez les « *slums* », les impasses des villes anglaises. Interrogez leurs habitants. Dans leurs conversations, ni exclamations, ni menaces : le simple aveu de leur impuissance à surnager, comme d'autres plus forts, sur l'océan de la vie. Frappez aux portes des Associations politiques ; interrogez leurs secrétaires généraux. Dans leurs récits, ni découragements, ni accusations : le sourire joyeux et confiant des vaillants, heureux de lutter pour lutter, quelque lointain que soit le but à atteindre.

Un tempérament, dont la sensibilité lente et contenue ne vibrera qu'au rare contact d'impressions profondes, est plus naturellement conservateur que celui qui a toutes les fragiles délicatesses d'une corde sonore. L'atonie nerveuse rend moins fréquentes et moins douloureuses les blessures que peuvent causer les lacunes ou les injustices des mœurs et des lois ; rien ne vient troubler la pensée pieusement recueillie devant les beautés de l'ordre établi. Cette sensibilité refoulée, qui ne se dépense ni en impressions, ni en émotions, accroît encore la fierté de ce caractère tout énergique et partant conscient de sa force. Si l'Anglais n'admet qu'avec peine la nécessité de corriger l'œuvre de ses aïeux, cette attitude respectueuse

n'est-elle pas une des manifestations de l'orgueil national ? L'étranger qui assiste à une réunion publique de l'autre côté de la Manche est toujours frappé du soin scrupuleux avec lequel les orateurs évitent de dresser une longue liste de réformes et accumulent, pour justifier un seul article de leur laconique programme, une masse de faits et d'arguments. Procéder par brèves allusions et critiques générales serait heurter doublement le caractère de la race. Le sous-entendu discret ne saurait provoquer, sur des tempéraments froids, d'impression profonde. L'analyse de réformes multiples, groupées en un bloc menaçant, serait considérée comme un reproche de longue impuissance.

Les traits distinctifs du tempérament intellectuel viennent encore accentuer ces tendances conservatrices.

Tournée vers la création ou l'observation des réalités vivantes, la pensée britannique est incapable de se plier aux méthodes patientes et rationnelles de la critique. L'Anglais est un peuple de convictions rapides et fortes. Il croit toujours. Il doute rarement. Par le seul fait qu'une chose existe, il croit devoir admettre en sa faveur, à moins de preuve contraire, une présomption de beauté ou de vérité. Quand un *leader* veut gagner l'opinion publique à une cause nouvelle, il a soin de la matérialiser, fonde une association, crée un journal, bâtit un club. Aussitôt que l'idée est ainsi devenue une réalité, elle est sûre de trouver des adeptes et de se graver dans leurs cerveaux. Si pour un esprit anglais, l'existence d'une chose est une première preuve de sa vérité, on comprend aisément qu'il lui sera difficile d'admettre la nécessité de détruire une institution ou de transformer une loi. Pour le décider à une modification de détail ou à une revision partielle, il faudra que l'une et l'autre lui soient imposées par la sensation précise d'une urgence absolue. L'Anglais ne comprend la possibilité d'une réforme que lorsqu'il s'est heurté contre l'obstacle à détruire avec tout l'élan de son énergie. Les réformes ont été précédées de crises économiques et d'agitations prolongées : seules les souffrances

ralliaient à la cause libérale un nombre croissant d'adhérents ; seules les menaces pouvaient forcer le consentement de la majorité récalcitrante. Mais une fois que les tendances conservatrices de la pensée nationale cèdent devant les faits, les adversaires les plus obstinés sont les premiers à s'incliner sans arrière-pensée, parfois même à réaliser la réforme. Dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne, il y a souvent des arrêts, rarement des reculs. *Réaction* n'est pas un mot anglais. Les réactionnaires ne sont-ils pas, en effet, des révolutionnaires à rebours ?

Une pensée concrète n'est pas seulement plus disposée à croire et à respecter qu'à critiquer et à détruire, mais encore plus sensible aux détails précis d'une loi particulière qu'aux lignes générales d'un plan de réformes méthodiques. Les peintres de l'Angleterre dessinent et colorent chaque plante ou chaque pierre prises individuellement, sans répartir leurs œuvres sur des plans successifs, uns dans leur ensemble et harmonieux dans leurs détails. Les auteurs, quand ils n'ont point reçu d'éducation spéciale ou de don particulier, procèdent instinctivement de la même manière : l'ordre et la clarté de leurs ouvrages sont sacrifiés à la vie et au nombre des faits concrets. Comment pourrait-on s'étonner si, dans la vie politique, on retrouve le même caractère ? Pour retenir l'attention des électeurs, il faut se garder de leur soumettre une liste de réformes générales, déduites avec logique et classées avec méthode. La simple énumération de deux ou trois faits palpables — que dis-je ? la brève analyse d'une proposition de loi populaire — est sûre de provoquer une impression plus profonde et plus durable. Les théoriciens du socialisme marxiste ont été obligés de remplacer dans leurs conférences ou leurs brochures de propagande, le long tableau de leur minutieux programme, par la simple indication d'une ou deux lois particulières. Les politiques anglais ont été le plus souvent des hommes d'une et d'une seule réforme. Les plus illustres de ces monocordes, — comme Cobden, J. Bright, Gladstone, — après avoir avec passion exposé et défendu leur

idée sous toutes ses formes et devant tous les milieux, — après avoir joui de leur victoire, — se sont refusés à entreprendre de nouvelles batailles. Ils n'ont pas voulu s'associer aux efforts de leurs anciens collaborateurs, et se sont endormis, dans la paix sereine d'une conscience conservatrice.

Non seulement la pensée anglaise est rebelle aux réorganisations générales et disposée, du moment où elles ont la sanction de la durée, à supporter une loi ou une coutume, mais encore, lorsqu'elle admet la nécessité d'une réforme particulière, elle préfère ne pas la réaliser complètement. Le compromis est une tradition britannique. A tous les degrés de la vie sociale, on retrouve appliqué à un domaine particulier, l'art avec lequel les architectes anglais évitent de démolir un vieux mur, en intercalant dans les interstices des briques neuves et en resserrant, à l'aide de crampons, les fissures trop apparentes. Dans les Universités, un usage n'est jamais complètement supprimé d'un seul coup. Le règlement voulait que les étudiants, pour passer les examens du baccalauréat, portassent sous la soutane un frac élégant. Sur la demande des intéressés, le port de l'habit a été interdit ; mais la cravate blanche est restée obligatoire. Dans la législation, les juristes évitent avec soin d'étendre par des dispositions générales les textes nouveaux rédigés en vue d'un cas particulier. — Dans une religion il semble impossible de concilier le dogmatisme catholique et le libre examen protestant : c'est là une difficulté qu'a tranchée l'Église anglicane, dans un élégant compromis. Dans une société, il paraît difficile d'assurer à la fois l'existence du principe démocratique et aristocratique, le fonctionnement du suffrage presque universel et d'une pairie héréditaire ; ce n'est là qu'un jeu pour la pensée anglaise. C'est qu'il lui est facile, en raison même de sa nature concrète, d'éviter les déductions logiques et les constructions systématiques. Un cerveau anglais, quand il fonctionne, ressemble à ces plumes qui dessinent des points successifs et ne parviennent pas à tracer des lignes continues.

Cet instinct, qui répond aux caractères les plus profonds

du tempérament physique et intellectuel, se traduit d'une manière visible, aux yeux de l'observateur le plus superficiel, dans le soin avec lequel sont recueillis, dans les maisons particulières comme dans les grands corps de l'État, les moindres souvenirs du temps jadis. Si les usages du passé sont conservés avec piété, les ruines féodales entretenues avec respect, c'est que leur spectacle est, pour les Anglais, à la fois une émotion physique et une jouissance intellectuelle. L'histoire des siècles disparus est non seulement une leçon d'énergie et une source d'émotions doublement précieuses pour ces tempéraments tenaces et atones, mais en même temps un trésor de saisissantes évocations pour les pensées imaginatives. Comme l'a montré M. Boutmy dans une page célèbre, les Anglais trouvent dans le recul du temps les joies que les hommes d'autres cieux recherchent dans les lignes et les couleurs de la beauté sensible, dans les lointaines perspectives et les lumineuses clartés des constructions abstraites.

Les tendances conservatrices de l'âme nationale auraient pu condamner l'Angleterre à l'immobilité, — et en fait, dans son histoire, les ères de progrès et les époques de stagnation alternent régulièrement, — si cette passivité n'avait trouvé des correctifs nécessaires dans les caractères même qui lui ont donné naissance. Le peuple anglais, en effet, est d'autant plus sensible à l'action d'individualités fortes, que sa pensée est peu critique et profondément croyante, son caractère discipliné par les luttes quotidiennes contre un milieu déprimant et formé à l'Association par des traditions séculaires. Toute l'histoire des progrès de la Grande-Bretagne se résume dans l'influence exercée, par un groupe de caractères fortement trempés sur une masse naturellement attentive et respectueuse. La longue série des réformes politiques, administratives et juridiques, qui, de 1832 à 1874, ont fait de l'Angleterre oligarchique une démocratie politique, ont été conçues, voulues et réalisées par quelques hommes têtus qui, à force de parler et d'écrire, ont fini par forcer l'attention. Le dix-neuvième siècle se distingue des autres

époques de l'histoire anglaise en ce que cette poussée s'est prolongée pendant plusieurs générations. L'ébranlement causé par la Révolution française, les luttes européennes, la révolution industrielle, les crises économiques et l'existence simultanée, dans les arts littéraires et les sciences sociales, d'une double école de réformateurs expliquent cette persistance dans l'effort et cette fidélité dans la victoire. Elles devaient avoir un terme. L'heure du repos sonnera pour l'Anglais, essoufflé par cette longue course vers le progrès, le jour où une ère de prospérité générale effacera le souvenir des luttes et des souffrances déjà lointaines, réveillera les instincts conservateurs.

*
* *

Les années qui s'écoulent de 1850 à 1874 sont sans précédents dans l'histoire économique de l'Angleterre. Les crises commerciales et industrielles, si fréquentes avant 1850[1] et qui, après 1874, se sont renouvelées, sont inconnues pendant l'hégémonie libérale.

Pour les périodes 1855-59, 1860-64, 1865-69, 1870-74, les moyennes quinquennales des importations passent de £ 169 millions à £ 235, £ 286, £ 346 ; celles des exportations, de £ 116 millions à £ 138, £ 181, £ 235 ; celles du commerce total de l'Angleterre, de £ 308 millions à £ 415, £ 516, £ 636. De 1854 à 1874, malgré l'accroissement de la population, qui s'élève de 27 à 32 millions, la moyenne par tête d'habitant d'objets importés et exportés passe de £ 10 à £ 19[2]. Si l'on prend des statistiques commerciales, industrielles et financières plus détaillées, l'expansion de l'activité anglaise pendant la même période s'y traduit d'une manière plus précise.

A l'intérieur, les transactions se multiplient. Les compagnies de chemins de fer qui, de 1854 à 1874, doublent leur réseau et leur capital, voient tripler le nombre de leurs pas-

1. 1826-1829-1837-1842-1848.
2. Fin Ref. Alm., 1900, p. 157.

sagers (477 millions au lieu de 111) et le chiffre de leurs recettes (£ 56 millions au lieu de £ 20)[1]. La moyenne annuelle des lettres délivrées par l'administration postale de 1864 à 1874 s'accroît de 393 millions, celle des journaux de 164 millions[2].

A l'extérieur, les relations commerciales deviennent plus étroites et plus nombreuses. Le tonnage total des navires entrés et déchargés dans les ports anglais grandit, de 1854 à 1874, de 27 millions de tonnes anglaises[3], celui des navires battant pavillon britannique de 1.700.000 tonnes, le nombre de leurs marins de 40.000. Les liens matériels qui unissent la métropole à ses possessions d'outre-mer se resserrent. Les moyennes quinquennales révèlent pendant ces vingt années, un progrès constant des commandes coloniales, elles sont successivement de £ 116 millions, £ 138, £ 181, £ 235; elles ont triplé en vingt ans. Pendant la même période, les achats de l'Allemagne et de la France doublent, les expéditions aux États-Unis et en Chine triplent, les exportations en Russie quadruplent[4].

Ce qui prouve que cette activité commerciale n'est pas superficielle, mais correspond réellement à une tension de toutes les énergies de la race, c'est qu'elle concorde avec un développement inespéré de l'activité industrielle. La production du charbon (61 millions de tonnes anglaises en 1854 contre 125 millions en 1874), de fer brut (3 millions de tonnes contre 6 millions de tonnes)[5] double. Les ventes des pièces de toile doublent en quantité et en valeur[6]. Les achats de coton brut augmentent en valeur pour chacune des périodes 1855-59, 1860-64, 1865-69 de 40, 69 et 28 p. 100. De 1854 à 1874, les commandes étrangères de fils de coton doublent en quantité et en valeur (147 millions de *lbs*

1. Fin Ref. Alm., 1893, p. 169.
2. Fin Ref. Alm., 1900, p. 155 ; 1893, p. 109
3. F. R. A., 1900. p. 153.
4. F. R. A., 1893. p. 188.
5. F. R. A., p. 190.
6. F. R. A., p. 191.

contre 205 ; £ 6 millions contre £ 15); les expéditions de pièces de coton progressent dans une proportion presque égale (1.458 millions de *yards* contre 2.409 ; £ 8 millions contre £ 34)[1]. Le commerce de la laine est aussi prospère. Dans chacune des cinq périodes quinquennales, les importations de laine brute s'accroissent en quantité de 13 (1855-59), 40 (1860-64), 41 (1865-69), 29, 2 p. 100 (1870-74). Les exportations d'étoffes de laine doublent en quantité et triplent en valeur[2]. La prospérité industrielle surexcite les cerveaux autant qu'elle attire les bras. En 1860, on ne délivrait que 2.063 brevets d'invention. En 1874, leur chiffre s'est élevé à 3.162[3].

L'argent coule à travers l'Angleterre en un flot ininterrompu et s'entasse dans les caisses publiques et privées. De 1854 à 1874, les fortunes soumises à l'impôt sur le revenu doublent et passent de £ 287 à £ 515 millions ; les sommes déposées à la banque d'Angleterre doublent et passent de £ 17 à £ 34 millions[4]. Les capitaux deviennent abondants et circulent. Le chiffre d'affaires réglées par la Chambre de compensation des banquiers de Londres n'était que de £ 3.425 millions en 1868 ; en 1873, il s'élève à £ 6.071. De 1863 à 1874, le nombre des mandats sur la poste passe de 8 à 18 millions et leur valeur de £ 16 millions à £ 28 millions[5]. En sept ans, les statistiques des sociétés par actions, enregistrées annuellement, doublent, et quant à leur nombre et quant à leur capital[6].

Non seulement le capital national s'est accru, mais la plus-

1. F. R. A., 1893, p. 192. Ce sont les chiffres des moyennes quinquennales.
2. Moyennes quinquennales. F. R. A., p. 195.
3. F. R. A., p. 109.
4. F. R. A., 1900, p. 154-5.
5. F. R. A., 1893, p. 110.
6. F. R. A., *ibid.*, p. 197.

Voici comment d'après le xve *Report of the Commissioners of H. M's Inland Revenue*, 1872. (*Blue-Book*, C. 646, p. 61), les revenus industriels et commerciaux se seraient accrus entre 1853-54 et 1870-71 : Les uns de 54 millions de £, soit 73 p. 100. Les autres de 19 millions de £ soit, 118 p. 100.

value a été répartie entre toutes les bourses. Sans modifier la division de la fortune particulièrement inégale en Angleterre, cette ère de prospérité relève le niveau matériel des classes, nouvellement appelées à la vie politique ; et cette victoire positive, venue après la victoire idéale, les rend plus ingrates vis-à-vis de ceux qui les ont émancipées, plus respectueuses vis-à-vis des conservateurs, qui s'efforcent de les rallier à leur drapeau.

*
* *

Cette prospérité, qui a étendu ses ondes bienfaisantes jusqu'aux plus modestes détenteurs du capital national, a exercé sur les destinées politiques de l'Angleterre une double influence. D'une manière générale, elle a réveillé, en les berçant dans une atmosphère d'orgueilleuse satisfaction, au fond des sensibilités et des intelligences anglaises, les instincts conservateurs toujours présents et momentanément endormis. Tout entières au jeu régulier et fécond de leurs activités, elles ont perdu le sentiment et la notion des réformes encore nécessaires. Peu à peu, l'opinion publique s'est désintéressée des revendications libérales ; et les *leaders* conservateurs ont été surpris des échos que soulevaient leurs voix, dans tous les milieux, en 1874 et en 1886.

Le parti libéral anglais, en raison de ses caractères propres, devait souffrir particulièrement de cette poussée conservatrice des appétits satisfaits. L'aristocratie industrielle et commerçante, la petite bourgeoisie lui fournissaient ses chefs les plus influents et ses soldats les plus nombreux. Or, ces artisans de l'essor économique ont recueilli tout naturellement la plus large part de ses bénéfices. Au fur et à mesure que le luxe ou l'aisance transforme leurs vies et leurs demeures, leurs ambitions et leurs consciences politiques deviennent plus modestes et plus sereines.

Pour se rendre compte de cette volte-face des électeurs les plus fidèles au libéralisme, il suffit de consulter les statistiques parlementaires. L'évolution politique de l'Angle-

terre contemporaine s'y révèle avec une extraordinaire netteté. Prenons les huit derniers Parlements, élus en 1868, 1874, 1880, 1885, 1886, 1892, 1895, 1900[1]. On y constate tout de suite une importante diminution dans le nombre des députés apparentés à l'aristocratie ; 178, 182, 272, 155, 161, 106, 109, 117. Encore doit-on tenir compte de ce fait que près de la moitié de ces gentilshommes sont des financiers et des industriels, assidus à leurs banques ou à leurs usines (52 sur 109, 49 sur 117). Ce déclin politique de l'aristocratie est confirmé par le nombre chaque jour plus faible des députés propriétaires fonciers (146 en 1868, 277 en 1880, 209 en 1886, 106 en 1895), ou anciens officiers (220 en 1868, 168 en 1880, 128 en 1886, 46 en 1895). Les sièges, ainsi abandonnés, sont soigneusement recueillis par les hommes de lois et les hommes d'affaires. Dans les chambres des Communes élues en 1874, 1886, 1895, avec des majorités conservatrices, on voit arriver à Westminster, en flots chaque fois plus nombreux, les professionnels de la procédure (114, 135, 134), les distillateurs (19, 24, 20), les commerçants et industriels (122, 155, 161). En 1874, le parlement comptait sept maîtres de forges ; 11, en 1900 ; 33 manufacturiers, 74 en 1900 ; 2 armateurs, 15 en 1900. L'invasion du parlement par la nouvelle aristocratie coïncide avec la plus forte poussée conservatrice qu'ait connu l'Angleterre depuis un demi-siècle. Les nouveaux venus ne sont pas restés étrangers à cette victoire.

L'alliance entre les seigneurs de la terre et les capitaines de l'industrie, comme disait Ruskin, est un fait d'une importance capitale, qui peut exercer sur les destinées politiques de l'Angleterre les plus graves et les plus lointaines conséquences. Non seulement il explique les défaites retentissantes et renouvelées du parti de Gladstone ; mais aussi, il permet

1. Les chiffres ci-dessus sont empruntés pour le parlement de 1860 au Fin. Ref. Alm. de 1872, p. 92, — de 1874 à celui de 1876, p. 144. — de 1880, 1885, 1886 à celui de 1892, p. 129. — de 1892, à celui de 1893, p, 121, — de 1895, à celui de 1896, p. 185. — de 1900, à celui de 1901, p. 237.

de prévoir le jour, encore lointain, où les libéraux, avec des hommes nouveaux et un programme radical, grouperont toutes les forces de la démocratie agricole et ouvrière, en face de l'aristocratie terrienne et industrielle. Si les statistiques parlementaires ne suffisaient pas pour éclairer la religion du lecteur, lui prouver que les adversaires de 1832 et de 1846 se sont réconciliés, il n'aurait qu'à faire appel aux souvenirs de ses promenades.

La prospérité de l'Angleterre contemporaine ne se traduit-elle pas d'une manière visible, aux yeux du voyageur, par le nombre chaque jour croissant de chalets en briques rouges, revêtus de lierre ; pittoresquement reconstitués d'après les souvenirs de l'architecture gothique ou « élizabethéenne », ils jalonnent la route des champs silencieux, vers lesquels reviennent, lassés, au terme de leurs vies, les fondateurs des cités modernes. Construire un *cottage*[1] est le seul moyen de devenir *squire* pour le commerçant ou pour l'industriel, qui ne prétend pas à un parchemin royal. C'est là une satisfaction donnée à la vanité humaine, plus artistique et plus utile que nos brevets ultramontains. Si les descendants des « lords du coton » cherchent à tout prix à se transformer en hobereaux, c'est qu'ils ont conscience des liens d'affaires et d'intérêts qui les unissent à l'ancienne aristocratie. Ils sont prêts, pour sceller cette alliance, à sacrifier une partie de leurs théories économiques et à trouver dans la protection des produits agricoles et industriels, dans le respect de la situation privilégiée, faite par les mœurs et les lois, à la propriété immobilière, rurale ou urbaine, la base d'une durable entente.

*
* *

Devant ce fait nouveau, tout s'éclaire et tout s'explique. Nous trouvons aux chiffres énormes des majorités conservatrices une origine ; aux désertions, qui affaiblissent l'état-

1. Sur ces conséquences politiques, non seulement de l'enrichissement, mais encore de l'isolement des *cottages*, voir L. T. Hobhouse, *Democracy and réaction*, p. 63, 66.

major libéral, une cause. La prospérité économique est venue réveiller dans le tempérament du boutiquier, du commerçant et de l'industriel les traditions concrètes de la pensée nationale. En assimilant l'aristocratie financière, l'oligarchie terrienne a centuplé ses revenus et sauvegardé son autorité.

§ IV

Cette crise du libéralisme, si profonde, puisqu'elle est le résultat à la fois de l'évolution économique et de l'évolution intellectuelle, ne pouvait manquer d'exercer une action durable sur la gestion des intérêts diplomatiques. La stagnation démocratique facilite les poussées combattives. Elle met un terme à une concentration salutaire des pensées et des énergies. Elle rend à l'aristocratie sa quiétude et son autorité. La réaction concrète justifie les solutions belliqueuses. Elle enraie l'action psychologique d'une discipline, qui pliait les pensées anglaises au jeu d'une méthode déductive, au respect des principes abstraits. Elle restaure les illogismes et les partialités d'intelligences, dociles aux explosions agressives des sensibilités. La poussée conservatrice, enfin, affaiblit l'affinement religieux et le remords social, dont les écrivains idéalistes avaient fait des doctrines pacifiques. Vainqueurs de la doctrine libérale et de la poussée démocratique, ils n'ont point survécu à leur victoire.

Il faut préciser cette analyse générale. Chacun des trois conflits, qui expliquent l'évolution politique de l'Angleterre contemporaine, prépare le réveil belliqueux. La victoire de l'idéalisme littéraire détruit une conception individualiste de la société et mondiale du commerce. Elle restaure les notions d'unité nationale, de mission religieuse. Elle diminue l'autorité des principes juridiques, qui présidaient au règlement des conflits internationaux. Le développement de la législation interventionniste affaiblit encore l'idée de liberté, puisqu'elle impose des limites strictes à l'activité et à la propriété et sacrifie les intérêts individuels aux intérêts col-

lectifs : elle aidera à justifier les empiètements sur le sol des nations étrangères, qu'imposeront des considérations politiques ou des nécessités industrielles. La prospérité matérielle, enfin, par l'alliance qu'elle facilite entre les seigneurs de la terre et les seigneurs de l'usine, par la satisfaction conservatrice qu'elle éveille dans les classes moyennes, détruit les espérances pacifiques des libre-échangistes. Les traditions belliqueuses de l'oligarchie foncière sont mises au service des intérêts industriels. Les hommes d'État sont contraints de substituer des événements diplomatiques et des succès militaires, aux ambitions démocratiques et aux succès parlementaires, pour occuper l'attention et utiliser les activités.

Tout ce qui assurait la pacification intérieure, la restauration des traditions intellectuelles, la solution des questions ouvrières, le développement du bien-être, servit la cause de la guerre. Des forces de pensée et d'énergie, inutilisées, refluèrent au dehors.

CHAPITRE VIII

LE RÊVE IMPÉRIAL ET LA GUERRE

Essai d'une définition de l'impérialisme anglais. — Qu'il ne pouvait exister que dans des pensées imaginatives, dans une race religieuse et une société aristocratique. — De la double forme que pouvait revêtir et qu'a revêtue l'impérialisme britannique.

§ I. — La concentration impériale. — 1. — Comment l'évolution industrielle, par un double courant économique et intellectuel, amène la formation d'une doctrine coloniale nouvelle, basée sur une libérale décentralisation. — 2° R. Cobden se fait l'interprète de cette théorie. Goldwin et Freeman la reprennent et la développent. Elle pénètre progressivement les divers groupes du parti libéral. Ses caractères pacifiques. — 3° Les divers actes de déconcentration. — Occasions de fédération commerciale et politique écartées par les libéraux. — Le vote des Constitutions coloniales. — La liberté commerciale. — Le retrait des troupes britanniques. — Lord Granville écarte le projet de conférence intercoloniale. — Diverses explosions de mécontentement aux colonies (1868-1870). — Démembrement prévu de l'Empire britannique sacrifié à la paix et à l'industrie.

2. — L'union est sortie des faits mêmes qui devaient la briser. — 1° — Les origines économiques de la doctrine de concentration impériale. — Accroissement, entre 1850 et 1880, des relations industrielles, commerciales et financières entre la métropole et les colonies de peuplement. — L'inauguration des services maritimes et des communications télégraphiques symbolise aux yeux du peuple anglais la concentration économique des forces impériales. — 2° La doctrine de concentration impériale et l'opinion britannique. — Naissance d'un courant favorable en Australie et en Angleterre aux environs de 1865-1875. — L'influence des crises belliqueuses (1875-1885) sur l'opinon coloniale, et des crises commerciales (1875-1885) sur l'opinion britannique. — Le mouvement atteint son apogée aux environs de 1885 : création de la Ligue pour la fédération impériale et inauguration de la conférence intercoloniale de 1887. — 3° La doctrine de concentration impériale et ses origines intellectuelles. Elle est au même degré que la législation sociale, une réaction contre le classicisme économique. Parce qu'ils étaient les adversaires de l'évolution industrielle et du libéralisme économique, Carlyle et Ruskin justifièrent le maintien du lien fédéral.

3 — Les conséquences belliqueuses de la doctrine de concentration impériale. — 1° Les conseils de prudence de J.-A. Froude n'ont pas été écoutés. — Ambitions démesurées des théoriciens. — Leurs arguments et leurs propositions. — 2° Les objections des survivants du classicisme économique furent justifiées par les faits. — L'opinion coloniale. — Echec des essais de l'initiative privée et de ceux du gouvernement. — 3° Concentration des efforts sur le lien militaire. — Une guerre serait nécessaire : l'exemple de l'Allemagne.

§ II. — L'expansion impériale. — I. *Ses origines économiques.* — Le gouvernement fut amené à ordonner, l'opinion à accepter l'extension des frontières impériales. — Quelques chiffres. — 1. Part croissante des colonies dites d'exploitation dans l'activité commerciale, industrielle et financière du Royaume-Uni. — 2. La nécessité économique des possessions tropicales : les matières premières : la pléthore des capitaux. — 3. La nécessité économique des expéditions coloniales. — Supériorité des colonies d'exploitation, sur les colonies de peuplement, pour une société industrielle et aristocratique. — II. *Ses origines intellectuelles.* — Place qu'occupe la doctrine d'expansion à côté de celle de concentration impériale, dans l'évolution de la pensée britannique — De l'action que devaient prendre les lois biologiques sur la pensée anglaise contemporaine. — 1. La notion d'évolution et son application à l'expansion impériale. — Les idées du Seeley sont précisées par Giddings et revêtues par Kidd d'une forme religieuse. — 2. La notion de race et son application à l'expansion impériale. — Les idées de Spencer Wilkinson. — 3. La notion de concurrence et son application à l'expansion impériale. — Les idées de Karl Pearson. — III. *Ses conséquences belliqueuses.* — Son action politique. — Son action morale. — Son action intellectuelle.

§ III. — La faillite intellectuelle du classicisme économique et du libéralisme politique a rendu possible le développement de ces deux doctrines impérialistes. Ces deux doctrines pouvaient se prêter à la justification d'une seule et même guerre.

L'Impérialisme a revêtu, en Angleterre, les caractères qui convenaient particulièrement à des pensées sensibles, à un peuple religieux, à une société aristocratique.

*
* *

Du poème épique, l'impérialisme anglais se rapproche, par son ardent appel, aux imaginations britanniques. L'empire est un fait concret. Ce que ce mot, répété à satiété quotidiennement par les discours, les journaux, les livres et jusque par les chansons du cabaret et les orchestres de pas-

sage, a gravé dans les millions de cerveaux anglais, ce n'est point une idée abstraite, sèche, raide et incolore comme un signe algébrique; c'est un fait réel, riche, souple et ardent, comme un phénomène de la vie, c'est une vision aux formes multiples, qui a toutes les variétés des spectacles de la nature et toutes les péripéties de l'histoire.

Par ce seul mot — l'empire — chaque Anglais évoque en mille images entrevues dans la description d'un journal ou le récit d'un soldat : le Canada, avec ses fleuves géants et ses mers intérieures, où viennent mourir les dernières vagues d'un océan de verdure; les Antilles, avec les richesses de leurs taillis serrés et de leurs plantations sucrières ; l'Afrique et l'inlassable poussée de ses sables brûlants, de ses plateaux rocailleux, vaincus çà et là, par le verdoyant sillon d'un fleuve trop puissant pour être desséché; les Indes, et le mystère de ce monde, où se trouvent entassées toutes les religions, toutes les races ; l'Australie, ces plaines élevées, que balaie un vent nerveux et qu'entoure une ceinture ininterrompue de souriantes vallées ; la Nouvelle-Zélande, enfin, cette Grande-Bretagne des tropiques, qui en a les plaines mouvementées, les vallons heureux, les cimes neigeuses, et jusqu'au climat pluvieux.. Ce mot d'Empire rappelle enfin les luttes et les victoires de l'explorateur et du soldat, les audaces et les gains du colon et de l'administrateur. Sur les grands événements de l'histoire, l'épopée des âges héroïques et les richesses des heures de prospérité se greffent les fables plus ou moins vraisemblables du journaliste ou du romancier. Et c'est l'ensemble de toutes ces images nées des réalités présentes ou des événements passés, de toutes ces visions enrichies quotidiennement, qui a constitué progressivement, au fur et à mesure de sa formation, un des caractères de l'impérialisme britannique. Le monde qu'évoque cette épopée est le résultat d'un siècle d'expansion coloniale et de progrès intellectuels[1]. Pour bien peser l'attrait qu'exerce

1. Boutmy, *Psychol. politique*, p. 118.

sur les pensées concrètes ce seul mot d'Empire, écoutez ces définitions bourrées de faits précis et palpables : « l'Empire anglais, avec ses protectorats, couvre une superficie de quelque neuf millions de milles carrés, ou bien pour parler en chiffres ronds, à peu près égale à *celle de trois Europes* ; ses revenus atteignent aux environs de 210 millions de livres, son commerce forme *la moitié du commerce maritime total du monde*. Cet empire réparti *sous toutes les latitudes* produit tout ce qui est nécessaire à la vie et au commerce. Nous possédons les plus *grands greniers à blé*, marchés de laines, bois de construction et *champs de diamants* du monde. Pour la production du thé, nous atteignons rapidement le premier rang, et pour ce qui est du charbon, du fer, de l'étain, dès aujourd'hui, nous faisons bonne figure en face de l'univers entier...[1] »

Mais ce lyrisme épique, ces visions réelles exercent sur les tempéraments religieux une impression particulière. En évoquant ces images, l'Anglais n'éprouve pas la joie d'un artiste, heureux d'avoir créé une œuvre belle, mais la fierté du fidèle heureux d'avoir obéi à une mission divine. Cette croyance traditionnelle, développée par les victoires du XIXe siècle, fortifiée par cinquante ans de prospérité inespérée, chantée par les poètes, est venue marquer d'un second caractère l'impérialisme anglais. « Je crois, disait lord Rosebery dans son fameux voyage de 1883-1884, je crois que chaque jour où nous resterons unis, on trouvera plus désirable que nous le restions, non seulement pour nos intérêts égoïstes, mais pour les intérêts de l'humanité en général : c'est en effet, sur la race britannique, soit en Grande-Bretagne, soit aux États-Unis, soit aux Colonies, où qu'elle soit, que reposent les plus hautes espérances de ceux qui essaient de pénétrer les obscurités de l'avenir ou qui cherchent à élever et améliorer les masses patientes de l'humanité. Chaque année, le pouvoir et les privilèges de cette race me paraissent augmenter :

1. Sir Charles Dilke, *Problems of Greater Britain*. Introduction, p. 1, 2 vol., 1890.

chaque année, elle semble remplir une partie de plus en plus grande du monde. Je crois que l'unité de l'empire britannique subsistera, par la simple raison qu'il est désirable pour la civilisation qu'il en soit ainsi[1]. » En une forme plus audacieuse et plus laconique, M. J. Lawson-Walton définit cette mission morale, dont l'impérialisme n'est qu'une forme rajeunies : « Le sentiment du devoir est un des caractères de notre race. Nous sommes impérialistes pour céder aux influences irrésistibles de notre destinée. Nous sommes les héritiers des âges écoulés, avec toutes les grandes prérogatives et les obligations solennelles qui découlent de ce noble privilège. Nous sommes et serons des impérialistes, parce que nous ne pouvons l'éviter. » Le raisonnement peut être résumé comme il suit : « L'énergie de notre race nous a donné l'Empire. La nature a complété ce legs par les qualités qui distinguèrent nos ancêtres. Le gouvernement est l'organe qui exprime les facultés et les tendances d'un peuple impérial. Sa politique est la ligne d'action que dictent les désirs et opinions. Si cette ligne politique est en harmonie avec le génie de la race, elle sera impérialiste. Si elle cesse d'être impérialiste, c'est, ou bien que l'harmonie a été détruite, ou bien que le caractère de la race a subi un changement[2] ». Cette épopée, dont les imaginations anglaises déroulent les divers chants avec une joie grandissante, n'est pas un poème homérique, mais une Bible judaïque. Elle ne chante pas les aventures d'une poignée de héros, mais l'accomplissement d'une mission providentielle par un peuple élu.

Quel que soit le caractère national de ce poème, il n'aurait jamais pu pénétrer, aussi rapidement et aussi profondément, dans toutes les couches de l'opinion britannique, s'il avait pris naissance dans une société démocratique. Seule une aristocratie d'argent peut assez souffrir de la pléthore des capitaux et de la concurrence industrielle, pour sentir la

1. *Imperial Liberal League*. Leaflet, n° 6, 1900-1901, p. 3. Disc. prononcé à Adélaïde, 18 janvier 1884.

2. Leaflet, n° 14 de l'*Imperial Liberal League-Imperialism*, p. 5.

nécessité des placements coloniaux, comprendre l'utilité des marchés protégés. Seule, une aristocratie de tradition, pépinière d'une armée professionnelle et d'une élite administrative, est capable de fournir, par le luxe de ses aînés et l'audace de ses cadets, les pionniers des conquêtes nouvelles et les patriciens de l'Empire unifié. Seule une monarchie héréditaire fournit le symbole vivant de l'Unité, donne le lustre nécessaire aux fêtes impériales. Seule, enfin, une opinion, docile jusqu'ici aux moindres impulsions d'une oligarchie, était capable de partager aussi vite le sentiment de romaine fierté éprouvé par une poignée de voyageurs aisés, la foi en l'expansion légitime formulée par quelques théoriciens audacieux. Sans doute le développement de l'instruction générale et de la vie sociale, qui caractérise l'âge démocratique dans lequel nous entrons, n'a point été étranger à l'action croissante et profonde de l'impérialisme. Jamais un mouvement semblable n'aurait pu prendre naissance dans une société où les habitants, répartis en groupes peu nombreux et isolés, n'auraient eu, les uns avec les autres, que d'intermittents rapports. Il n'en reste pas moins certain que l'aristocratie britannique a été le centre intellectuel et social où la doctrine impérialiste a trouvé ses premiers adeptes et ses premiers martyrs, et d'où elle a rayonné sur le monde anglo-saxon. En s'attribuant la tâche de prêcher la première l'Évangile nouveau, l'aristocratie anglaise restait fidèle à ses traditions.

*
* *

Cette doctrine économique de l'expansion nécessaire pouvait revêtir deux formes.

Limitées par l'étroitesse de leur îlot, et la frontière trop peu extensible de l'Océan, les énergies anglaises se sont dépensées sur des terres éloignées, plus hospitalières et moins étroites. Ce n'est donc point à reculer, par la force, aux dépens de nationalités voisines, les lignes tracées sur la carte par les traités que devaient viser les ambitions de l'Impérialisme anglais. Il ne peut prétendre qu'à resserrer les liens

économiques, politiques et intellectuels qui unissent à la Métropole les terres mises en friche, sous des cieux lointains par d'audacieux pionniers, ou bien à acquérir de gré ou de force les nouveaux champs nécessaires pour utiliser le trop-plein des activités nationales et des produits industriels. L'Impérialisme anglais, de par les traditions de l'histoire et les décisions de l'Océan, sera colonial. Il sera une doctrine de concentration impériale et une doctrine d'expansion impériale.

Par leurs origines économiques et leurs caractères généraux, ces deux tendances se confondent en un seul mouvement, identique dans ses lignes fondamentales. Il importe néanmoins de les analyser séparément. Tout d'abord, leurs origines intellectuelles ne sont point les mêmes et leurs théoriciens appartiennent à des âges, à des mouvements différents. Les idées de concentration coloniale sont nées de la victoire remportée par les idéalistes littéraires sur les économistes classiques. La théorie d'expansion impériale est une application de la philosophie biologique. A côté de cette différence toute théorique, il en est une d'ordre plus pratique. La doctrine d'expansion exercera une influence directe sur les tendances belliqueuses de l'opinion anglaise, autant par les idées défendues que par les actes inspirés. Le programme de concentration, au contraire, aurait pu faire œuvre pacifique. Si ces efforts vers une union plus étroite avaient concentré les énergies, donné aux activités un but étroitement limité aux frontières nationales; s'ils avaient créé une unité impériale, se suffisant à elle-même, intellectuellement et industriellement; s'ils avaient assuré aux jeunes démocraties, qui ignorent la fièvre des armements, un contrôle sur la politique étrangère de la métropole, cette campagne aurait certainement combattu avec efficacité les tourmentes belliqueuses. Il n'en fut rien. Le rêve d'une armée impériale remplaça celui d'un parlement impérial. Et quand ces dernières espérances furent trompées, l'opinion vit dans une guerre le moyen de réaliser, grâce au salutaire ébranle-

ment d'émotions communes, l'union du monde anglo-saxon.

L'impérialisme, sous ses deux formes, a été un des facteurs les plus importants de la crise belliqueuse qu'a traversée l'Angleterre de 1899 à 1902. Il a fait plus que battre en brèche le libéralisme pacifique et substituer à ses conceptions coloniales une nouvelle doctrine, il a évoqué les images orgueilleuses, déchaîné les passions ardentes, qui, tôt ou tard rendent nécessaire cette dépense de forces qu'est la guerre. Tous les peuples traversent, à leur tour, des crises d'imagination et de sensibilité. Aux jours des jubilés royaux et des conférences inter-coloniales, la nation anglaise a passé par ces heures dramatiques ; les émotions intenses sont trop contraires au tempérament national, pour que ce dernier ne réagisse pas, par une tension de tous les muscles, dangereuse pour ses voisins.

§ I

L'évolution industrielle de l'Angleterre eut sur la politique coloniale une durable répercussion. En enlevant aux territoires d'outre-mer pour le commerce de la métropole, et à la mère patrie pour les possessions britanniques, le caractère de marchés privilégiés, la doctrine libre-échangiste affranchit les activités et surexcite la production, mais aussi rompt des liens et détruit des habitudes. Toutes les ventes sont assimilées ; toutes les marchandises confondues. Les frontières sont effacées et le commerce devient international. Rien n'attire plus les marchandises coloniales ou britanniques vers des terres, sur lesquelles flotte le drapeau national et où est parlée la langue maternelle. Les ballots se dispersent maintenant, à travers le monde, bazar universel, divisé en magasins, identiques comme les succursales d'une même maison de commerce. Les pensées et les sentiments eux aussi s'éparpillent sur la surface entière de la planète, sillonnée par les mêmes voies ferrées, ébranlée par les secousses des mêmes machines, exploitée par les mêmes intérêts.

En fait, le libéralisme économique battait en brèche la concentration impériale ; en droit, ses doctrinaires prétendirent justifier une inévitable conséquence de leurs opinions économiques.

I. — En 1835, dans une retentissante brochure, R. Cobden démontre l'inutilité des colonies. Il reporte à Adam Smith l'honneur d'avoir, le premier, proclamé cette doctrine émancipatrice, à une époque cependant où il n'avait pu voir « les États-Unis d'Amérique, après qu'ils eurent secoué le joug de la mère patrie, devenir notre client commercial le plus fidèle et le plus amical [1] ». Il aurait pu aussi invoquer l'autorité de J. Bentham [2], de sir John Sinclair [3], ces disciples de la philosophie française et ces précurseurs de la doctrine libérale. Une dette de « trois cents millions de livres » a été progressivement constituée ; des « millions » d'impôts directs sont levés chaque année ; des restrictions et des prohibitions frappent notre commerce sous toutes les latitudes ; — et dans quel but ? — pour que nous puissions répéter le fatal dicton espagnol : « Le soleil ne se couche jamais sur les possessions du roi d'Angleterre. » L'Espagne nous a donné cependant l'exemple « d'une nation immolée sur l'autel des ambitions transatlantiques. » Un historien de l'avenir « pourrait bien un jour rappeler la même épitaphe sur le tombeau de la Grande-Bretagne ». C'est aux classes commerçantes et industrieuses, « qui n'ont ni honneur, ni ambition intéressée d'aucun genre, engagés dans cette affaire, de comprendre l'inutilité foncière du domaine colonial. » Ces luxueux et coûteux appendices « ne servent qu'à compliquer et accroître nos dépenses administratives, sans améliorer notre balance commerciale. »

En fait, le gouvernement sera contraint de céder à la pression des acheteurs étrangers, de leur sacrifier progressivement les tarifs différentiels et de détendre les liens économiques,

1. R. Cobden, *Political Writings*, éd. 1878, p. 14.
2. E. Halévy, *Le Radicalisme philosophique*, I, p. 40 et 211 ; II, p. 36.
3. Sir John Sinclair, *History of the Public Revenue*, 1790 ; II, p. 87 et 105.

qui maintiennent rivées les unes aux autres les diverses fractions de l'Empire Britannique. En droit, au nom de la doctrine nouvelle, il faut les laisser libres d'obéir, dans leurs achats et leurs ventes, à leurs intérêts. « Pourvu que nos produits soient meilleur marché que ceux de nos rivaux; nous nous assurerons la clientèle de ces colonies. D'autre part, elles nous vendront avec plaisir toutes leurs richesses, sous l'action du même mobile tout-puissant, pourvu que nous leur offrions un prix plus tentant que celui qu'elles obtiendront sur d'autres marchés [1] ». La loi de la concurrence régit l'univers, et celle de l'offre et de la demande détermine infailliblement le cours de tous les produits de la terre nourricière et du labeur humain [2]. Par-dessus les frontières inutiles, au-dessus de l'univers unifié, elles drainent, suivant des courants alternatifs et réguliers, tous les objets confondus. Ceux-là seuls seront soumis à cette circulation intensive, qui, débarrassés du poids des armements coûteux et des ornements impériaux, répondront avec plus de légèreté à l'appel de l'universel aimant. Pour délester l'Angleterre, R. Cobden veut jeter par-dessus bord tous les vieux oripaux, droits de faveur réservés aux colonies, alors qu'elles ne compensent même pas, par leurs achats, les sacrifices financiers de la mère patrie; garnisons anglaises, qui facilitent des expéditions inutiles [3]. L'Afrique septentrionale sera abandonnée aux Français [4], le Canada aux États-Unis [5], et les Indes, à leurs habitants [6].

Cette opinion extrême est encore celle de J. Bright, le bras droit de R. Cobden dans ses luttes libre-échangistes et ses campagnes pacifiques. « Je veux, disait-il dans un discours

1. Sir John Sinclair, p. 11-15, passim.

2. J. Morley, *Life of Cobden*, éd. 1896, I, p. 283.

3. Par exemple en 1851, contre les Cafres, et en 1852, contre la Birmanie. *Ibid.*, II, p. 88 et 116; pour les garnisons, p. 43.

4. *Ibid.*, II, p. 242.

5. Lettre de R. Cobden au colonel Cole, 20 mars 1865 : J. Morley, *o. cit.*, II, p. 470 et 471.

6. *Ibid.*, II, p. 206-207.

à propos du Canada, que les populations de ces provinces fassent ce qu'elles croient le plus conforme à leurs propres intérêts ; qu'elles restent, si elles le désirent, unies à ce pays par les liens les plus cordiaux où qu'elles deviennent des Etats indépendants si elles le souhaitent. Si elles préfèrent s'unir aux États-Unis, j'accepterais jusqu'à cette solution[1]. » Les arguments de J. Bright et de R. Cobden devaient être repris dans un livre fameux[2], par le professeur d'économie politique, Goldwin Smith. Le professeur Goldwin Smith survécut à sa génération et à ses idées ; et, lorsque, aux environs de 1884, la doctrine de concentration impériale trouva des apôtres, le vétéran se réveilla pour les combattre[3].

*
* *

Ces convictions ne furent jamais partagées d'une manière absolue que par le groupe peu nombreux mais singulièrement puissant des Libre-Echangistes, mandataires exclusifs des intérêts industriels.

Sans doute certains membres du parti radical reprirent les idées de Bentham sur l'inutilité des colonies. Molesworth, en 1837, réclame pour les Canadiens le droit de disposer d'eux-mêmes et déclare « que si une guerre avait lieu, il regretterait davantage la victoire que la défaite de son pays[4] ». Hume affirme « qu'au lieu d'ajouter à la force du pays, les possessions d'outre-mer en accroissent la faiblesse[5] ». Roebuck, lui-même, considère comme inévitable, la rupture du lien qui unit les filiales à la métropole[6]. J. Stuart Mill, enfin beau-

1. *Discours*, I, p. 163. Rev. W. Parr Greswell, *The growth and administration of British colonies*, 1898, p. 30. H.-E. Egerton, *A history of British colonial Policy*, 1897, p. 367-369. Vincent-Caillard, *Fiscal Reform*, 1903, p. 32.

2. *Daily News*, 1862-63. *Empire*, 1863. De la Billière, *Fédéral Britain*, 1894, p. 43, 46.

3. Voy. les arguments dans *Contemporary Review*, avril 1844, et leur résumé dans de la Billière, *o. cit.*, p. 164, 169 ; ou C. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 48.

4. *Hansard*, 39, p. 14-66, 22 décembre 1837.

5. *Hansard*. n. s., vol. VIII, p. 250. H.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 367-69.

6. « Quelle que soit la politique que nous adoptions, le moment viendra

coup plus tard, envisage la même éventualité avec une égale sérénité [1].

Mais les radicaux philosophes s'ils croient à l'écroulement final de l' « Empire anglais [2], désirent reculer cette douloureuse nécessité. J. Stuart Mill trouve à cette Union impériale un triple avantage, et il l'expose en des termes éloquents [3]. Les radicaux philosophes ont fait plus que protester contre le projet de briser, avant l'heure, l'unité du monde anglo-saxon. Ils ont travaillé à développer les colonies anglaises. J. Stuart Mill, qui considère le Canada et l'Australie comme des débouchés nécessaires pour la population et les capitaux du Royaume-Uni [4], Roebuck, qui fut le représentant du Canada, Buller, l'ami de Wakefield, Grote, Hume, se sont fait un nom dans l'histoire coloniale du Royaume-Uni [5].

Ils n'en partagent pas moins, à deux points de vue, les opinions de R. Cobden. Ils ne sont à aucun degré des impérialistes. Leurs pensées logiques et abstraites, leurs tempéraments de philosophes, autant que leurs scrupules de juristes, les rendent rebelles à l'ardeur des passions, aux élans d'imagination qui caractérisent les apôtres modernes de la concentration impériale. « La colonisation britannique représente une force dynamique et le jeu d'une infinie variété de mobiles humains, plutôt que l'opération de lois mécaniques, cadrant les unes avec les autres d'une manière exacte et précise. Nous pouvons essayer de comparer des causes, d'argumenter correctement et de déduire avec précision : mais tout d'un coup un flux d'émotions, une poussée de sentiments culbutent l'édifice si soigneusement bâti [6] ». Aucun état d'esprit

inévitablement où nos colonies américaines deviendront des Etats indépendants. » *Imperium et Libertas*, B. Holland, p. 111.

1. J. Stuart Mill, *Le Gouvernement représentatif*, trad. Dupont-White, 2e édit., Paris, 1865, p. 372 et 373.

2. Le mot est prononcé par R. Cobden en 1858 (J. Morley, *o. cit.*, I, p. 430) et par J. Stuart Mill en 1860, *o. cit.*, p. 375.

3. J. Stuart Mill, *o. cit.*, p. 373.

4. *Principles of Political Economy*, liv. V, ch. XI, § 14.

5. C. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 20, 21 et 23.

6. C. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 20, 21, 23.

n'est plus inconnu des adversaires des romantiques anglais.

Mais il y a plus. Les radicaux-philosophes furent des partisans résolus de la déconcentration coloniale. Ils ont attaché leur nom au premier des actes qui dessèrent les liens politiques du monde anglo-saxon, à l'émancipation du Canada. Lorsqu'en 1838, J. Stuart Mill rédige le programme de son groupe et confie à lord Brougham le soin de l'exécuter, il inscrit à côté du « Secret du vote », ces deux formules « justice à l'Irlande », « justice au Canada ». Et dans son livre sur le *Gouvernement représentatif* où il étudie le régime administratif des colonies, il reprend et développe les mêmes conceptions. Les colonies d'exploitation doivent être administrées sur place par un corps de fonctionnaires spécialisés, au lieu d'être dirigées par le gouvernement de la mère patrie [1]. De même pour les colonies de peuplement. La gestion de leurs affaires locales sera confiée d'une manière complète aux assemblées librement élues. Sans doute, l'union actuelle n'est pas « une fédération parfaitement égale, puisque la mère patrie garde pour elle les pouvoirs d'un gouvernement fédéral, tout en ne les exerçant, en fait, que de la façon la plus restreinte. Naturellement cette inégalité est un désavantage pour les colonies, qui n'ont aucune voix dans la politique étrangère, et qui souvent néanmoins obéissent aux décisions du pays supérieur ». Il y a là une iniquité qui peut et doit heurter tous ceux « qui pensent que la justice est une chose aussi nécessaire aux communautés qu'aux individus [2] ». J. Stuart Mill ne voit de solution que dans une répartition plus équitable des charges militaires portées au compte de la seule Grande-Bretagne, et dans l'accession d'un nombre croissant de coloniaux aux frontières administratives [3]. Il ne veut, ni d'un Zollverein impérial [4], ni d'un parlement fédéral [5]. J. Stuart

1. *Le Gouvernement représentatif, éd. cit.*, p. 388-9.
2. *O. cit.*, p. 370.
3. *O. cit.*, p. 375.
4. *O. cit.*. p. 368.
5. *O. cit.*, p. 371.

Mill, le dernier des radicaux-philosophes, se sépare de R. Cobden en ce qu'il croit dangereux de hâter et qu'il retarderait volontiers l'heure de l'inévitable scission coloniale. Mais il partage son hostilité contre ce rêve d'unité impériale, dont les visions grandioses ne troublent ni l'impassibilité de sa conscience philosophique, ni la rigueur de sa pensée logique[1].

*
* *

Sous l'action de ce courant intellectuel, la grande masse du parti libéral, — les Whigs et les conservateurs dissidents, — adopte progressivement les idées nouvelles.

C'est du 23 juillet 1840, du jour où fut adoptée la loi qui organisait la confédération Canadienne[2], que date la conversion des Whigs à la théorie de déconcentration coloniale. Et, en 1850, dans la séance où est discutée la proposition législative qui étend à l'Australie le droit de gérer par un Parlement librement élu ses affaires locales, lord J. Russell se fait applaudir, par tous les députés. Il prétend rompre avec la politique suivie depuis la Révolution américaine, et se rattacher à de plus lointaines traditions. En drapant dans des oripeaux passés une doctrine récente, suivant une méthode chère à son parti et à son pays, lord J. Russell facilite la conversion des plus réfractaires. De 1850 à 1874, pas un libéral ne fit d'opposition à l'émancipation politique des colonies[3]. Dans ce même discours, lord J. Russell envisage avec mélancolie le terme final de cette évolution nécessaire. Sir R. Peel[4] et Gladstone, ces deux tories convertis au libéra-

1. Freeman (*Greater Britain and Greater Greece*, 1886) se rattache complètement à l'école de Goldwin Smith et de R. Cobden. Les conquêtes coloniales ne sont pas de vraies expansions (p. 95). Les Etats-Unis sont vraiment une noble expansion de l'Angleterre, et il appelle de tous ses vœux la formation de nouveaux Etats-Unis (p. 99, 102, 103.) Une colonie qui n'est point indépendante n'est point une colonie (p. 95).

2. Elle est formulée pour la première fois dans les instructions de Lord J. Russell à Lord Sydenham, 14 octobre 1839; W. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 165.

3. R. Holland, *o. cit.*, p. 151 : A.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 307.

4. Laugel, *L'Angleterre politique et sociale*, 1872, p. 239.

lisme, partagent dans l'intimité la même conviction. Gladstone, qui fut sous-secrétaire d'État pour les colonies et intervint en faveur de l'émancipation politique de l'Australie, affirme, dans de nombreux discours, que la métropole ne doit, en aucun cas, prendre l'initiative d'une rupture, parce qu'elle a des devoirs envers ses Filiales ; mais il ajoute « qu'il serait ridicule » de penser que la Grande-Bretagne put avoir quelque intérêt à retenir, malgré elle, une possession désireuse de l'abandonner. Il croit à la beauté et à la persistance d'un lien moral ; il nie la valeur et la durée des liens économiques et politiques [1].

Mais Whigs et conservateurs dissidents se sont toujours efforcés, — et c'est ce qui les distingue des économistes et de quelques radicaux, — de retarder l'heure de la séparation inévitable mais douloureuse. Dans les instructions données aux gouverneurs des colonies nouvellement émancipées [2], comme dans leurs discours [3] ou leurs mémoires [4], ils ont affirmé la nécessité et cherché les moyens de transmettre intact à leurs descendants l'impérial héritage.

Il n'en est pas moins certain que les mesures décentralisatrices, adoptées de 1840 à 1874, ressemblent singulièrement à autant d'étapes vers la dislocation de l'Empire. Cette interprétation paraît d'autant plus légitime qu'elle était partagée, sinon par les ministres des Colonies [5], du moins par les sous-secrétaires d'État permanents, sir James Stephen (1847-1859) et sir Fred. Rogers (1860-1871). L'un était considéré par l'archevêque Whately, qui s'occupait beaucoup du mouve-

1. J. Morley, *Life of Gladstone*, 1903, p. 360, t. I.

2. Instructions données à Sir G. Bowen, gouverneur de Queensland par le duc de Newcastle, ministre des Colonies (*Commons Papers* 1861, vol. XL): au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, en 1848, par lord Grey (*Ibid.*, vol. XLIII, p. 56).

3. Gladstone, 4e disc., de la campagne *Midlothian*.

4. Lord J. Russell, *Recollections and Suggestions*.

5. Tous les ministres des Colonies (1839-1841), lord J. Russell (1839-1841), Lord Stanley, puis E. Gladstone et Lord Grey partagèrent les opinions des Wighs, convertis à la doctrine de la déconcentration progressive et de l'émancipation nécessaire. (Egerton, *o. cit.*, p. 14.)

ment d'émigration, comme « un adversaire irréductible et un observateur sceptique des essais de colonisation[1] ». L'autre n'a jamais caché sa sympathie pour une rupture amiable du lien impérial. « J'ai toujours cru, — et cette conviction a tellement été confirmée et fortifiée, que je puis à peine concevoir la possibilité pour n'importe qui de penser sérieusement le contraire ; — que la destinée de nos colonies est d'être indépendantes, et qu'à ce point de vue la tâche du ministère des Colonies est de veiller à ce que notre union, pendant qu'elle dure, soit aussi profitable à l'une des deux parties qu'à l'autre, et notre séparation, quand elle surviendra, aussi amicale que possible[2]. » En face du Parlement, sir Fred. Rogers est aussi sincère et précis que devant un ami. « Ce qui manque pour compléter l'indépendance des colonies, à l'exception du commandement des troupes de terre et de mer, je ne le vois pas bien. Je serais curieux de voir ce qui sortira de tout cela. Il est regrettable que, quoique vous donniez, vous ne puissiez pas satisfaire les coloniaux à moins d'accorder l'indépendance absolue, de telle sorte qu'il n'est point aisé de dire comment vous devez réaliser ce que, je suppose, nous cherchons tous, l'éventuelle séparation en bons termes[3]. » En 1877, peu de temps après sa chute du pouvoir, sir Fred. Rogers s'adresse à un auditoire, plus nombreux encore, et dans un article retentissant[4] se prononce en faveur du morcellement colonial.

Il est impossible, aux environs de cette date, de ne pas croire à sa réalisation prochaine. De 1840 à 1872 les ministres libéraux écartent les occasions de resserrer et recherchent celles de détendre le triple lien qui unit entre elles les diverses flottilles britanniques, éparses à travers les océans.

Dès 1825, M. Huskisson[5] prépare la voie à l'abandon du

1. C. W. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 30.

2. Sir Fred. Rogers, *Letters*, p. 299.

3. *Ibid.*, *Speeches*, vol. II, p. 530.

4. XIX *Century Review*, 1877. C. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 30.

5. M. Huskisson, dès 1828, envisageait l'inévitable scission des Colonies anglaises, H.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 258, 259.

système protectionniste, en ouvrant le commerce des colonies à tous les États amis, qui accorderaient les mêmes privilèges aux navires anglais[1]. Vingt ans néanmoins s'écoulent avant qu'on brise les chaînes économiques. En 1843, à la veille de l'adoption du libre-échange, sir Robert Peel propose de réserver aux possessions britanniques des droits de faveur. Le Zollverein du monde anglo-saxon eût été organisé, au moment même où l'opinion et l'industrie britanniques étaient le mieux préparées à l'accepter. Il se heurte à l'opposition du parti libéral tout entier. R. Cobden et John Bright[2] partagent cette lourde responsabilité avec un Whig comme lord Grey, et un conservateur dissident comme lord Elgin[3]. Le courant libre-échangiste était irrésistible ; il emporte d'abord le droit de faveur réservé aux produits coloniaux[4], et bientôt le privilège accordé aux navires anglais par l'acte de navigation[5]. Les derniers tarifs différentiels, dont jouissaient les bois du Canada et le sucre des Antilles, sont supprimés en 1860 et 1874[6]. En 1868, des traités conclus avec la Belgique et l'Allemagne rendent dorénavant impossible l'établissement de droits privilégiés, réservés aux produits coloniaux ou anglais. La chaîne économique était brisée.

Dès 1850 le lien politique est menacé. Aux assemblées australiennes on donne les pouvoirs nécessaires pour élargir les bases de leurs représentations et créer deux Chambres : avant que les nouvelles constitutions eussent leur plein effet, elles devaient avoir reçu l'approbation de la couronne, et avoir été déposées sur le bureau de la chambre des Communes et des Lords, pendant trente jours[7]. La loi de 1863

1. 6. G.. IV. c. 114, 73. 87. 64.

2. B. Holland, *o. cit.*, p. 147.

3. W.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 331.

4. 1840 et 1843. 8 et 9 vict., c. 63.

5. 1849.

6. 13 et 14 vict., c. 59, sect. 32. Voy. dans *Blue Book*. c. d. 2. 394. 1905 des indications complètes sur le taux et la répercussion des tarifs différentiels supprimés de 1823 à 1860.

7. 26 et 27 vict., chap. LXXXIV.

enlève toute incertitude sur la manière dont seront exercées ces larges attributions[1] ; et en 1866, à toutes les assemblées délibérantes coloniales, est reconnu le droit absolu de déterminer leur constitution, leur autorité et leur procédure[2]. En vertu de ces dispositions législatives, et malgré l'opposition tory[3], les diverses possessions britanniques reçoivent, de 1852 à 1872[4], leur charte d'émancipation. Une nouvelle extension de leur pouvoir politique fut accordée aux colonies lorsque, malgré les réserves formulées par lord Grey[5], le ministre Gladstone refuse de s'opposer en 1869 et 1873 à l'adoption, par le Canada et l'Australasie, du système protectionniste[6]. Des forteresses entourées de murailles douanières s'élevaient maintenant au sein de l'Empire dissous. La rupture du lien politique était consommée. En 1862, à la suite de conflits fréquents entre l'opinion coloniale et l'autorité militaire, la chambre des Communes, cédant à une conséquence logique des événements accomplis et des doctrines admises, décide, sans discussions, que « les colonies, qui jouissent du droit de se gouverner elles-mêmes, devront prendre la responsabilité de pourvoir à leur sécurité intérieure et d'aider à leur défense extérieure[7] ». En 1865[8], une loi donne aux possessions émancipées les droits et moyens nécessaires pour se procurer flottes et armées. Le colonel Jervois est chargé, à deux reprises[9], d'inspecter les troupes nouvellement créées, et progressivement, de 1868 à 1870, les gar-

1. W. Cunningham, *o. cit.*, II, p. 855 et 856.

2. 28 et 29 vict., chap. LXIII, sect. V. A. Todd, *Parliamentary Government in the British Colonies*, 1894, p. 26, 27.

3. A.-B. Forster Boulton, *Liberalism and Empire*, s. l. n. d., p. 5 et 6.

4. 1852, Nouvelle-Zélande ; 1856, Natal, Australie du Sud ; 1859, Queensland ; 1854, Victoria ; 1872, Le Cap ; 1855, Tasmanie, Nouvelle-Galles du Sud, Terre-Neuve. *Colonial Year Book*, 1890, Introd., p. 23.

5. Lord Grey, *Colonial Policy*, I, p, 281.

6. H.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 403 et 404.

7. H.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 365.

8. 28 vict., c. 14.

9. 1863-64. Troupes canadiennes ; 1875, troupes australiennes.

nisons anglaises sont diminuées[1]. En 1873, le sous-secrétaire d'État, chargé des colonies, pouvait annoncer que les dépenses militaires effectuées par delà les mers étaient presque toutes imposées par des considérations impérieuses[2]. Le lien militaire avait vécu.

A la même date, un mouvement séparatiste se dessine un peu partout. En 1869, le bruit court avec persistance au Canada, — et le *New York Hérald*[3] s'en fait l'interprète — que l'heure de l'indépendance a sonné : le ministère Gladstone serait disposé à l'accorder[4]. Le 16 octobre, le Parlement de Victoria propose de proclamer États souverains les colonies australiennes et de leur reconnaître le droit de conclure des traités. La même année, le Parlement australien, irrité par le maintien de la transportation, s'engage, sur la proposition de M. Higginbotham, « à mettre un terme, rapidement et définitivement, à l'intervention illégale du gouvernement impérial dans les affaires intérieures de la colonie ». L'année suivante, les Chambres de la Nouvelle-Zélande, après avoir protesté contre le retrait des troupes impériales, prévoient le jour où « il apparaîtrait à Sa Majesté, au Parlement britannique et aux colons eux-mêmes, qu'il n'est plus désormais désirable que la Nouvelle-Zélande continue d'être une dépendance de la couronne[5]. » Quelques années auparavant le gouvernement anglais avait songé à abandonner les Antilles[6]. Une commission parlementaire conseille la cession des colonies de l'Afrique occidentale. Sir Henry Taylor et lord Blachford, secrétaires permanents du ministère des Colonies, appuient le projet de rendre au Canada toute son indépendance. Lord Thring dépose un projet de loi pour organiser la séparation

1. H. Egerton, *o. cit.*, p. 361.

2. Les garnisons coloniales sont réduites de 49.000 à 20.941 hommes, les dépenses de 33.888.000 à 1.905.000 livres sterling. J. Morley, *o. cit.*, II, p. 360.

3. 6 juillet 1869.

4. *Contemporary Review*, vol. XVI, décembre 1870, mars 1871, p. 73-175.

5. H.-E. Egerton, *o. cit.*, p. 382 et 395.

6. B. Kidd. *The Control of the Tropics*, 1898, p. 71.

amiable de toutes les possessions britanniques[1]. Un sous-secrétaire d'État aux colonies, recevant J.-A. Froude, lui déclare textuellement : « Il est inutile d'en parler plus longtemps. La chose est faite. Les grandes colonies sont parties. Ce n'est plus qu'une question d'un ou deux ans[2]. »

Comment s'étonner, dès lors, que des historiens anglais et des observateurs étrangers[3], appelés à se prononcer entre 1860 et 1870 sur les tendances de la politique coloniale anglaise, aient prédit, pour une brève échéance, la rupture complète et définitive de l'unité impériale. Il était humainement impossible de prévoir que l'union sortirait des faits mêmes qui devaient la briser.

II. — L'émancipation commerciale resserre les liens économiques, en décuplant le volume des transactiens effectuées entre la mère patrie et les colonies. L'émancipation politique enlève à la tutelle du Royaume-Uni tout ce qu'elle avait d'odieux, et laisse subsister intacte, sur la terre natale, l'auréole des pieux souvenirs. L'émancipation militaire contraint les jeunes nations anglo-saxonnes à examiner leurs moyens de défense, et les amène d'abord à mieux apprécier la valeur de l'amitié britannique, enfin, à créer ces groupements militaires, où les nationalités naissantes prennent conscience de leur race. Toutes les mesures acceptées par les libéraux, tantôt avec une fermeté attristée, tantôt avec une sereine indifférence, comme la conséquence logique de leur doctrine politique et la préface nécessaire de la suprême dissolution, ne servent qu'à resserrer les liens de l'Empire anglo-saxon.

* *

De 1850 à 1880 environ, l'Angleterre à qui des débouchés sont nécessaires, beaucoup moins pour son industrie et ses capitaux auxquels l'Europe adresse d'incessants appels,

1. *The Heart of The Empire*, 1902, p. 309.

2. J.-A. Froude, *Oceana*, éd. 1886, p. 7.

3. J.-D. Lang, *The Coming event, Freedom or Independence for Australia*, Sydney-London, 1870. Langel, *o. cit.*, p. 346. Erskine May, *o. cit.*, II, p. 672-673.

que pour sa population débordante, concentre son activité sur les terres hospitalières. Le nombre de leurs habitants s'accroît rapidement[1]. Tous les dix ans, celle de l'Australasie passe de 466.000 à 1.266.000 ; 1.924.000 ; 2.742.000 ; celle du Canada de 2.471.000 à 3.328,000 ; 3.832.000 ; 4.504.000. Si à ces chiffres on ajoute ceux du Cap et du Natal, on constate que les colonies de peuplement étaient habitées en 1850, 1861, 1871, 1881, par 3, 5, 6, 8 millions d'hommes. Aux mêmes dates leurs achats à la mère patrie grandissaient de 7 à 21, 23 et 44 millions de livres. Ils contribuent à alimenter par leurs commandes les quatre grandes branches de l'industrie britannique, les cités du fer, de l'acier, de la toile, du coton et de la laine[2]. Ce trafic croissant accapare une flotte anglaise de jour en jour plus importante. Même si l'on ne tient pas compte du cabotage, le tonnage des vaisseaux, battant pavillon britannique, entrés et déchargés dans les ports des colonies de peuplement s'élève[3] en 1851 à 4 ; en 1861 à 7 ; en 1871 à 9 ; en 1881 à 16 millions de tonnes anglaises. Les navires ne reviennent pas en ballast à leurs ports d'attache, mais rapportent des matières premières et des objets d'alimentation. Les ventes des colonies suivent une hausse parallèle à celle de leurs achats. La valeur des expéditions vers le Royaume-Uni, effectuées par l'Australasie, l'Afrique méridionale et l'Amérique septentrionale était en 1851 de 6,5 millions de livres. Elle passe à 18 en 1861, à 26 en 1871, à 39 millions de livres en 1881[4].

1. *Statistical Abstracts for Colonial Possessions*, n° 1 (1865), 7 et 21.

2. Pour des statistiques détaillées, voir les *Abstracts* déjà cités. Bornons-nous à quelques exemples En 1851, 1861, 1871, 1881, les achats de métallurgie de la Nouvelle-Zélande s'élevaient à 20, 147, 212, 595 millions de livres ; les achats de fils et d'étoffes de coton, faits par Victoria à 72, 100, 318, 872 ; par le Cap à 418, 303, 448, 666 ; par le Canada à 802, 1.169, 2.156, 1.993 millions de livres ; les achats de fils et d'étoffes de toile, faits par le Natal à 0, 4, 7,9 ; par le Cap à 26. 24, 38, 62 ; par le Canada à 95, 70, 243, 252 millions de livres ; — les achats d'étoffes de laine effectués par les Nouvelle-Galles à 26, 37, 59,159 millions de livres.

3. D'après les *Abstracts* déjà cités.

4. D'après les *Statistical Abstracts* déjà cités.

Le va-et-vient de ces ballots, de ces voiliers, de ces steamers crée entre les Colonies et la Métropole, des liens dont l'importance croît avec les années. A ces chaînes d'intérêts économiques viennent s'ajouter les relations financières, de jour en jour plus étroites.

Pour construire leurs villes et creuser leurs ports, bâtir leurs voies ferrées et établir leurs lignes télégraphiques[1], les jeunes nations doivent recourir au crédit de leur aïeule. Elles le font sans scrupules. Il nous a été impossible de découvrir le montant exact des emprunts de tout genre, contractés par les colonies de peuplement, depuis 1860 jusqu'en 1880. Nous savons seulement que, entre 1855 et 1870, 7 d'entre elles empruntent le joli denier de 16.205.000 livres, soit 405 millions de francs. Nous savons également que le montant de leurs dettes n'a cessé de croître. Elles s'élevaient pour l'Australasie, l'Afrique méridionale et l'Amérique septentrionale à 24 millions de livres en 1860. En 1870, elles atteignent 54 ; en 1880, 134 millions de livres, soit 3.374 millions de francs. Si, à ce capital, on ajoute encore celui exigé par les entreprises particulières, on peut apprécier l'importance des semmes avancées par le Royaume-Uni à ses filiales. M. Mulhall, dans son *Dictionnaire d'Économie politique*, évalue les placements faits par l'Angleterre à l'étranger ou dans ses colonies, et détermine comme il suit leur accroissement :

1. Longueur, en milles anglais, d'après les *Abstracts*, des chemins de fer existant en :

	1870.	1874.	1881.
Nouvelles-Galles	335	437	996
Victoria	276	617	1.247
Australie Méridionale	133	274	832
Australie Occidentale	0	38	92
Tasmanie	0	150	167
Nouvelle-Zélande	0	542	1.287
Queensland	206	265	800
Natal	0	5	98
Cap	0	147	961
Canada	0	4.443	7.260
	950	6.918	13.740

ANNÉES	CAPITAL £	ACCROISSEMENT
1862.	144.000.000	
1872.	600.000.000	45,6 p. 100.
1882.	875.000.000	27,5 —
1893.	1.698.000.000	74,8 —

On peut répartir ces 42 milliards de francs dans les catégories suivantes :

EMPRUNTS	MILLIONS £	CH. DE FER	MILLIONS £	DIVERS	MILLIONS £
Etrangers. . .	525	Etats-Unis . .	120	Banques.	50
Coloniaux. . .	225	Colonies. . .	140	Terres. .	100
Municipaux. .	20	Divers. . . .	128	Mines . .	390
	770		388		540

Dans cet énorme total, qui représente environ 15 p. 100 de la fortune totale de l'Angleterre[1], les placements faits aux Colonies figurent pour plus de la moitié, pour 635.000.000 de livres, 16 milliards de francs[2]. En ajoutant à ce capital les traitements et pensions de retraites, Sir R. Giffen a pu affirmer que l'Angleterre tirait de ses placements aux Colonies, un revenu total qui varie entre 70 et 90 millions de livres, et représente un capital de 1.500 à 1.800 millions de livres, 45 milliards de francs[3].

A la chaîne des ballots, des navires, venait ainsi s'ajouter

1. J.-A. Hobson, *Impérialism*, 1901, p. 59.

2. Les statistiques du gouvernement anglais ne nous renseignent que sur les emprunts contractés par les gouvernements coloniaux, et cela depuis 1894 seulement. Les *revenus déclarés* s'élevaient aux chiffres suivants :

PLACEMENTS EN FONDS D'ÉTAT £ 000					
	Anglais.	Indiens.	Coloniaux.	Européens.	Américains.
(1894-95)	14.695	8.021	10.524	1.760	2.759
(1895-96)	14.144	8.019	10.736	1.701	2.982
(1897-98)	13.641	8.065	10.737	1.658	3.095
(1898-99)	13.235	8.168	10.812	1.565	3.430

Report of the Commission of Inland Revenue, c. d., 1.216, p. 183.

3. Sir R. Giffen. *The Excess of Imports Statist. Society*, vol. LXII, partie 1, p. 5. Pour plus de détails sur les placements coloniaux, voy. Sir H. Burdett, *Official Intelligence*.

une chaîne d'or[1]. Sous l'action convergente de tous ces intérêts, il devint nécessaire de faciliter les transactions. En 1872, fut ouvert entre l'Australie et le Royaume-Uni un service maritime régulier. Le 18 novembre 1872, dans un banquet, à Londres, sont inaugurées solennellement les relations télégraphiques avec l'Australasie. Elles devaient être étendues en 1876 à la Nouvelle-Zélande et en 1879 à l'Afrique du Sud. « Le Toast : « L'Intégrité de l'Empire Britannique », porté peut-être pour la première fois, fut accueilli avec un immense enthousiasme et des acclamations qui durèrent pendant dix minutes[2]. » Quelques années plus tard le premier train du Pacifique Canadien s'ébranle sur la voie nouvellement ouverte entre Montréal et Vancouver, qui crée, entre l'Angleterre et ses colonies aux Antipodes, une route plus courte que la voie Américaine, et construite sur le sol Britannique[3]. Il est désormais possible de gagner les terres les plus lointaines où flotte l'étendard royal, sans cesser d'être sous le pavillon anglais. Ces trois faits, — services maritimes, communications télégraphiques, voie anglaise vers les Antipodes, — ont réalisé, sous une forme tangible pour les pensées anglaises, assoiffées de réalités concrètes, l'idée d'unité impériale.

Elles ont donné au peuple anglais la vision de la Concentration impériale, obtenue grâce aux découvertes scientifiques et aux progrès économiques. Elles ont révélé, avec la netteté d'un fait accompli, le sourd travail d'harmonieuse union, auquel collaboraient, depuis vingt ans, commandes industrielles, affaires commerciales et emprunts financiers.

*
* *

Ces relations économiques entretinrent d'abord et vivifièrent ensuite le sentiment national des Anglais d'Outre-Mer. Déjà les caractères de leur tempérament et les traditions de leur

1. Sur l'action de cette cause financière voy. Loria *The Economic foundations of History*, London, p. 273 et Hobson, *o. cit.*, p. 60, 63.

2. De la Billière, *Federal Britain*, Londres, 1894, p. 22.

3. Sir Ch. Dilke, *o. cit.*, I, p. 141.

société, la fidélité de leurs mémoires et les visions de leurs pensées imaginatives, l'homogénéité de leurs groupements et l'ardeur religieuse de leur patriotisme rendaient impossible la disparition immédiate des souvenirs de la patrie absente, la rupture immédiate du lien politique. Les Colons enfin n'appartenaient point aux classes déshéritées : les clients de l'Assistance Publique n'ont jamais fourni aux possessions britanniques la majeure partie de leur contingent d'émigrants. Dociles à la direction des *Poor-Guardians* et habitués à la vie grouillante de leurs faubourgs, ils n'ont ni l'énergique initiative, ni les besoins d'aventure qui font les pionniers. Les ouvriers de la grande industrie, soumis au travail fragmentaire et à la monotone discipline de l'usine, ne pouvaient fournir aux jeunes sociétés rurales les travailleurs agricoles dont elles avaient besoin. C'est donc aux fermiers et *yeomen*, décimés par la concentration urbaine et la concurrence étrangère, et surtout aux cadets des classes moyennes et des familles aristocratiques, que revient l'honneur d'avoir civilisé et exploité l'Australasie. La seconde poussée coloniale, qui a ébranlé l'Angleterre de 1840 à 1860, est l'œuvre de la bourgeoisie rurale et commerçante. Nuls n'étaient mieux préparés que ces colons, par leur éducation première et leurs habitudes sociales, à entretenir pieusement le souvenir de la patrie absente. Par des voyages fréquents[1], par des achats croissants de livres[2], ils raniment leur mémoire défaillante.

Ils fournissent les premiers pionniers du réveil Impérial.

Le 20 août 1844, le Conseil législatif de Sydney se réunit; des membres élus y figurent pour la première fois. L'un d'entre eux, Robert Lowe, depuis Lord Sherbrooke prend la parole : « On ne sert pas nos intérêts en nous morcelant en

1. Sir Ch. Dilke, *o. cit.*, II, p. 496.

2. *Statistical Abstracts* déjà cités. Les Nouvelles-Galles achètent à l'Angleterre en 1856, 1861, 1871, 1881, pour 26, 37, 59, 159.000 livres d'ouvrages imprimés; Victoria pour 26, 38, 47, 83.000 livres; la Nouvelle-Zélande pour 2, 29, 76 et 172.000 livres; Queensland pour 0, 4, 9 et 28.000 livres.

une série de parties minuscules ; on le ferait bien plutôt, en groupant en un seul État, une étendue assez large pour former un seul État, pour être efficacement contrôlé par un seul gouvernement. Je crois sincèrement à la vérité absolue de la devise, parue en tête de l'article du journal de ce matin « l'Union fait la force », et j'étendrais volontiers ce principe à tout l'Empire colonial de la Grande-Bretagne. J'espère et je crois que le temps n'est pas éloigné, où la Grande-Bretagne abandonnera l'idée d'élever les dépendances de la couronne, comme des enfants qui seront laissés de côté par leurs parents aussitôt qu'ils arriveront à l'âge d'homme, et lui substituera une politique plus noble et plus sage : celle qui consisterait à unir étroitement Métropole et Colonies en une puissante confédération, qui enlacerait le globe sur toute sa circonférence, et ferait face à l'Univers, confiante dans sa science et dans ses armes[1]. » La même idée est reprise, peu de temps après, par le juge Haliburton[2]. De 1849 à 1852, un colon de la Nouvelle-Zélande J.-R. Godley échange avec Gladstone une retentissante correspondance. Il justifie, pourvu qu'il soit soumis aux idées « de justice et d'humanité », « l'amour de l'Empire, l'instinct de son développement et de son expansion » comme le « symptôme d'une vie nationale rude et rigoureuse. » Il voit dans ce sentiment moral, un obstacle invincible à toute désagrégation ; et il affirme qu'un jour l'Empire Britannique aura un Congrès Impérial[3]. Le mouvement gagne le Canada, dès que les Libéraux lui ont donné l'indépendance politique. Les idées fédérales, évoquées en 1854, au sein de l'Assemblée de la Nouvelle-Écosse, sont reprises à Ottawa le 3 octobre 1874 par M. E. Blake[4]. Elles prennent racine en Angleterre.

Sans doute, le réveil de l'activité coloniale, aux environs de 1830, amena la création de sociétés, dont les conférences,

1. De la Billière, *o. cit.*, p. 6.
2. Lord Brassey, *Papers and Adresses*, *o. cit.*, p. 3.
3. De la Billière, *o. cit.*, p. 7.
4. *Ibid.*, *o. cit.*, p. 9-13. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 3.

les discussions et les brochures préparèrent le peuple anglais à écouter et comprendre les apôtres de la concentration impériale[1]. Néanmoins, c'est l'*Association générale des colonies australiennes*, héritière, en 1855, de la *Société coloniale*, fondée en 1837, qui prononce pour la première fois, les mots de Fédération coloniale. De 1855 à 1862, elle se préoccupe exclusivement d'obtenir l'émancipation politique de l'Australasie et le vote de ses diverses constitutions; mais, à mesure que ses efforts sont couronnés de succès, elle songe à étudier les relations des colonies affranchies et de la Métropole isolée. En 1857, elle vote un ordre du jour en faveur de la Concentration impériale, et, en juin 1868, elle laisse au *Royal Colonial Institute* le soin de défendre le Fédéralisme qu'elle avait servi la première sur le sol Britannique[2]. En 1869, à la suite du Congrès de la science sociale, tenu à Bristol, où avait été discutée la question des rapports politiques et commerciaux entre les colonies et la métropole, l'un des orateurs, M. Edward Wilson prend l'initiative des *Cannon Street meetings*. Pendant six semaines, pour la première fois, conférenciers et publicistes s'efforcent d'appeler l'attention sur le problème de l'Unité Impériale. Leur succès fut tel, qu'en 1871, de nouvelles conférences furent organisées dans les salons du *Westminster Palace Hôtel*. Les initiateurs du mouvement, grisés par leur succès, crurent nécessaire de tenter une démarche auprès du Cabinet libéral[3].

Leur échec ne décourage personne et la campagne reprend avec une nouvelle vivacité. Un journal, les *Colonies*, rappelle et précise les théories fédérales. Dans un nouveau Congrès de la science sociale tenu à Glasgow, en 1874, le problème des relations entre colonies et métropole, est, pour la seconde

1. M. Parr Greswell, *o. cit.*, p. 46. C'est ainsi qu'il convient de mentionner le nom et de rappeler le souvenir de la *Royal Agricultural Society*, fondée en 1837, et de la *Royal Geographical Society* de Londres, qui, en 1830-31, sous les auspices du *Raleigh Travellers's Club*, s'était fondue avec l'*Association Africaine*.

2. De la Billière, *o. cit.*, p. 12.

3. *Blue Book*, c, 24 et c. 51.

fois, l'objet de discussions passionnées[1]. Deux membres du groupe politique qui devait imposer au parti conservateur des idées nouvelles et un programme nouveau, Disraëli[2] et W.-E. Forster apportent à la cause fédérale l'autorité de leur talent et le secours de leur parole[3].

*
* *

Deux événements, l'un politique, l'autre économique, dissipent les dernières méfiances.

Une première fois, en 1878, lorsque lord Beaconsfield mit volontairement l'Angleterre à deux doigts d'une guerre avec la Russie, la menace d'un conflit provoque en Australasie une émotion profonde. Il n'y a ni escadre locale pour protéger les côtes, ni troupes pour empêcher un débarquement. Hâtivement, on enrôle des volontaires et arme des bateaux[4]. Lorsque la paix fut signée, la leçon ne fut point oubliée. Le problème de la défense impériale était posé devant l'opinion. Les ressources militaires ou navales, que pouvaient fournir les colonies australiennes, sont examinées et discutées[5]. Le gouvernement négocie, pour former, avec l'appui de la Grande-Bretagne et à l'aide des subventions des gouvernements locaux, une flotte chargée de veiller à leur sécurité. La campagne d'Égypte, et la mort de Gordon accroissent encore la vivacité du sentiment national. J.-A. Froude assiste à Sydney à la joie avec laquelle on apprend que le gouvernement anglais accepte l'offre d'un contingent Australien. « Le fait d'être autorisé à partager les dangers et les gloires du

1. De la Billière, *o. cit.*, p. 23.

2. Il est inutile de rappeler son célèbre discours, prononcé en 1878, au Palais de Cristal, à Londres.

3. Cité dans de la Billière, *o. cit.*, p. 27.

4. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 30.

5. Conférence de Lord Brassey sur la constitution des « forces navales volontaires aux colonies ». Conférence du capitaine Colomb devant la *Royal United Service Institution* sur les ressources navales et militaires des Colonies. Article de M. Marshall Smith dans le *Nautical Magazine*, toujours en 1879, sur la formation d'une réserve aux Colonies, pour la marine anglaise.

champ de bataille, en faisant partie d'une armée britannique, fut aussitôt considéré comme un honneur, dont les colons devaient être fiers, et comme une garantie de leur situation future, en tant que sujets anglais... C'était une réponse, qui serait enfin écoutée, aux avocats de la séparation[1]. » La menace d'un nouveau conflit avec la Russie, provoqué par des incidents survenus sur la frontière des Indes, le rappel de tous les officiers de l'active et de la réserve, la concentration des navires anglais dans les eaux australiennes et des corps de volontaires dans leurs casernes[2] : — ces événements donnent une dernière impulsion au patriotisme impérial.

Des préoccupations moins désintéressées venaient, aux mêmes dates, ébranler, dans le même sens, l'opinion britannique. Aux environs de 1878[3], l'industrie et le commerce anglais traversent une crise d'autant plus douloureuse qu'elle est plus inattendue. Les pionniers de l'impérialisme naissant, lorsqu'ils parlent des débouchés qu'ouvrirait à l'activité économique de l'Angleterre l'unification du monde Anglo-Saxon, trouvent des auditoires plus curieux, des adhérents plus enthousiastes. Seul, disait lord Brassey, notre commerce avec les colonies a progressé. Il formait 25 p. 100 de nos transactions totales en 1869; sa part est, aujourd'hui, de 34 p. 100 (1878). La consommation de marchandises anglaises est, aux État-Unis, par tête d'habitant, de 7 schellings, en Allemagne de 9 schellings 2 pence, en France de 7 schellings 8 pence; dans nos colonies de l'Amérique septentrionale de 2 livres 2 schellings, dans nos possessions australiennes de 8 livres 2 schellings. Ces filiales achètent, de préférence, des produits manufacturés. Elles prennent 40 p. 100 de nos exportations de coton manufacturé et 21 p. 100 de nos fils de coton; 23 p. 100 de nos laines manufacturées, et 3 p. 100 de nos fils de laine; 40 p. 100 de notre fer travaillé, et 3 p. 100 de notre fer brut; 40 p. 100 de notre

1. J.-A. Froude, *Océana*, éd. 1886, p. 146, 147 et aussi p. 150, 158, 209.
2. *Ibid.*, p. 198, 259, 261, 287.
3. Voir les chiffres donnés dans le chap. VI.

quincaillerie et coutellerie, et 17 p. 100 de notre acier travaillé ou non travaillé[1]. Aux environs de 1880, l'activité économique du Royaume-Uni se relève pour baisser de nouveau (1884-1886). Les chambres de Commerce de Birmingham et de Sheffield, affolées, prononcent les mots de « ruine » et « désastre ». Interrogés par une commission d'enquête, les délégués déclarent : « Pour remplacer le marché américain, qui jadis les faisait vivre, il nous faudrait le marché colonial. Nous croyons que le seul moyen de nous venir en aide serait de fonder, avec la métropole et nos colonies, une fédération qui vivrait sur le régime du libre-échange entre tous ses membres, et sur le régime de la réciprocité avec le reste du monde[2] ».

Il était impossible qu'un effort ne fût pas tenté pour réaliser le rêve impérial dont on entretenait depuis plus de vingt ans les imaginations.

M. W.-E. Forster prend l'initiative de fonder, en novembre 1884, la *Ligue pour la Fédération impériale* et dans une série d'articles parus dans la *XIXe Century Review*[3], il en justifie le programme. L'audience accordée par le premier ministre, lord Salisbury, à son Bureau et les discours échangés[4] ; l'exposition coloniale de South-Kensigton et la réception faite par la ligue à ses membres coloniaux[5] ; la création sous la présidence de lord Carnavon, d'une commission royale chargée d'organiser la défense de l'Empire ; la circulaire du secrétaire d'État lord Stanhope aux gouvernements coloniaux[6] et la réunion en avril 1887, à Londres, de leur première conférence marquèrent les progrès de l'idée fédérale.

La publicité donnée à ses débats, la largeur de son ordre

1. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 30. Il est inutile de faire remarquer que les mêmes arguments devaient être repris plus tard par M. Chamberlain.

2. *Blue Book*, c. 4.715, p. 102.

3. Lord Bassey, *o. cit.*, p. 7.

4. 10 juin 1886, *Bulletin de la Ligue*, I, p. 245.

5. Août 1886.

6. Novembre 1886.

du jour, qui embrasse toutes les formes militaires[1], politiques[2] et économiques[3] du fédéralisme, firent de ce premier Parlement impérial la sanction officielle des manifestations et le couronnement logique des efforts antérieurs. A l'ère de propagande, succédait l'ère de réalisation. L'idée fédérale entre dans la voie des réformes pratiques[4].

*
* *

La doctrine de concentration impériale est, au même degré que la législation interventionniste, une réaction contre le classicisme économique.

L'une, par l'utilitarisme de sa méthode expérimentale et la diversité de ses solutions contingentes, bat en brèche la méthode abstraite et les formules générales du libéralisme. L'autre, par ses appels ardents aux sentiments et à l'imagination, par sa préoccupation exclusive des intérêts collectifs, réagit contre le rationalisme et l'individualisme des philosophes. Elles révèlent, toutes deux, la victoire remportée, après un siècle d'efforts, sur l'influence française, sur le classicisme abstrait, par les tendances séculaires des intelligences britanniques. Elles trouvent, dans les observations de l'utilitarisme pratique, et les visions de l'imagination romantique, deux manières égales de donner satisfaction à leurs

1. *Blue Book*, c. 5.091, p. 10 et 5.
2. P. 12.
3. P. 13.
4 Il importe de remarquer, et c'est là un fait qui confirme notre argumentation antérieure, que les Coloniaux ont joué un rôle important dans la formation et le développement de la *Ligue pour la Fédération impériale.* Dans la délégation reçue en août 1886, par lord Salisbury, figuraient : sir Samuel Devonport, ancien ministre des Travaux publics dans l'Australie méridionale : sir Daniel Cooper, des Nouvelles-Galles du Sud ; sir Leevis Pelly et Général sir John Watson, délégués de *l'Indian Civil Service;* sir Henry Barkly, ancien gouverneur du Cap ; Sir Ch. Nicholson, ancien Président de la Chambre des Nouvelle-Galles du Sud ; sir Charles Clifford de la Nouvelle-Zélande ; M. W. Macmillan, Président de la chambre de Commerce de Sydney. Dans une manifestation organisée à Cambridge, le 10 février 1888, sous la Présidence de Seeley, prirent la parole : sir John Heay *Speaker*, de l'Assemblée législative, John Robertson, ancien premier ministre, sir W. Manning, juge de l'Australie. Tous ces personnages appartiennent à l'Aristocratie coloniale.

aspirations concrètes. L'identité de ces deux mouvements est confirmée par leur communauté d'origines. Les idées directrices de la législation interventionniste, son dédain voulu pour les règles générales et sa préoccupation morale des intérêts collectifs ; les caractères distinctifs de la concentration impériale, les sentiments qu'elle inspire, les images qu'elle évoque, les intérêts qu'elle sert, ont été, pour la première fois, mis en lumière, par les écrivains idéalistes. Ils ont concilié, dans le domaine intellectuel, ces deux termes qui nous paraissent contradictoires, socialisme et impérialisme; de même que leurs disciples, sur le terrain politique, sont parvenus à concilier ces deux programmes, qui nous semblent inconciliables, les revendications ouvrières et les intérêts aristocratiques.

Nous l'avons montré, Carlyle et Ruskin, partagent la foi patriotique de leur peuple, prônent ses vertus, prédisent sa mission. Parce qu'ils sont beaucoup moins des pensées philosophiques que des imaginations poétiques, ils saisissent l'attrait du rêve d'unité impériale. La vision de ces Angleterres nouvelles, jaillissant hors des flots, par delà les océans inconnus, s'impose à leurs esprits. Et, comme ils reconnaissaient, aux intuitions de la pensée, aux évocations de l'imagination, aussi bien qu'aux intuitions du cœur, aux sentiments, la valeur d'une perception plus complète de la vérité, ils conclurent à la légitimité historique et la nécessité politique de l'œuvre coloniale.

Les réformes sociales et la fédération impériale sont les deux missions confiées à l'énergie britannique, au dire de Carlyle. « Les colonies sont des portions de l'Univers, où les enfants de la Grande-Bretagne habitent maintenant; où les dieux ont sanctionné leurs efforts, au point de proclamer qu'ils avaient un droit à y habiter... L'Angleterre, regardant ses colonies, peut dire : Voilà des terres et des mers, des terres à épices, des terres à blé, des terres à bois, qui, sous la voûte des zodiaques et des étoiles, sont unies par bien des mers sonores, espaces libres de l'édifice du Créateur, faits

pour servir encore de berceau à des nations puissantes, à leurs sciences et à leurs héroïsmes. Des continents fertiles, encore habités par des bêtes sauvages, m'appartiennent, dans lesquels toutes les populations malheureuses d'Europe pourraient se déverser et rendre immédiatement humains un vieux et un nouveau mondes. Par l'éternelle volonté des dieux, ce rêve doit être un jour réalisé; ce rêve, par tous les silences divins qui dirigent cet Univers silencieux pour les fous, éloquents et terribles pour les cœurs des sages, incessamment, à l'instant et à tout instant, a reçu l'ordre de commencer à être [1] ». Et docile à cette vision d'une Angleterre régénérée par son activité coloniale, Carlyle a placé sur son programme de réformes sociales, l'organisation de l'émigration, à côté de la lutte contre l'anarchie dans la production et la consommation des richesses.

L'idée fut reprise par Ruskin. Il vit, lui aussi, dans cet idéal nouveau, un moyen de ranimer des âmes absorbées dans la recherche exclusive du bien-être et la poursuite de leurs ambitions intéressées [2]. Dans une conférence sur l'*Avenir de l'Angleterre*, après avoir énuméré les divers moyens à l'aide desquels les générations nouvelles pourront refaire une « Joyeuse Angleterre », l'auteur de la *Couronne d'olivier sauvage* termine ainsi : « Est-ce que les possessions de l'Angleterre dans le monde sont si étroites qu'elle ne puisse y trouver d'endroit pour tisser le coton, ailleurs que dans le Yorkshire? Nous pouvons organiser l'émigration et en faire une force incalculable. Nous pouvons grouper en bataillons les plus aventureux et les plus ambitieux de nos jeunes hommes ; nous pouvons les charger de la plus vraie des missions à l'étranger; ils fonderaient de nouveaux sièges d'autorité, de nouveaux centres de pensée, dans des terres incultes et abandonnées; ils conserveraient entier l'amour pour la terre natale, aussi bien chez nos colons que chez nos soldats; leur

1. *Latter Day Pamphlets*, édit. cit., p. 153. Autres ex., *ibid.*, p. 145, 147 *Past and Présent.*, éd. cit., p. 229.

2. *Sesame and Lilies*, § 31. *Crown of Wild Olive*, § 143, etc.

apprenant à rester fidèles à la terre de leurs pères dans le travail, non moins que sur le champ de bataille ; ils les aideraient, d'une main généreuse, à poursuivre leurs découvertes, et à vaincre l'hostilité des forces naturelles ; ils établiraient des centres de production, sous les latitudes et dans les endroits les plus propices ; ils nous mettraient ainsi sur le pied d'une juste alliance et d'une harmonieuse coopération, avec les habiletés de chaque race, les sagesses de chaque tradition et de chaque langue[1] ». Il faut à cette armée de pauvres, qui désertent les champs et assiègent les usines, des terres neuves pour fonder des sociétés nouvelles. Il faut à cette race, concentrée par l'évolution industrielle dans des cités, des terres neuves, ou elle puisse reprendre pioches et charrues, retrouver sa force et sa fécondité[2]. Il faut à ce peuple absorbé dans son œuvre économique, un idéal nouveau, pour chasser l'engourdissement qui l'envahit peu à peu[3]. Les débouchés pour une population débordante, les sociétés agricoles pour une race étiolée, un hasard heureux les a donnés à l'Angleterre[4]. Les efforts et les émotions de ces nouvelles victoires réveilleront les imaginations, ternies par l'évolution industrielle ; tandis que le contact avec la mère patrie empêchera les coloniaux d'oublier, dans leur isolement, les leçons d'un passé glorieux et d'une littérature célèbre. Le nouveau et l'ancien monde anglo-saxon, régénérés par leur harmonieuse coopération, communieront dans leur admiration pour Shakespeare[5].

*
* *

Aujourd'hui on distribue, écrit Carlyle, les constitutions, à

1. *Crown*, § 159.

2. Sur la beauté du travail agricole, voy. Ruskin (*Crown*, § 157).

3. Ruskin, *Crown*, § 137 ; *Sesame et Lilies*, § 31. J.-A. Froude, *o. cit.*, p. 133, 168, 333 et 334. « Maintenir l'Unité de l'Empire est pour nous d'une utilité qu'il est impossible de mesurer. Nos intérêts matériels, bien compris, sont aussi profondément en cause que nos intérêts moraux. »

4. J.-A. Froude, *o. cit.*, p. 9.

5. *Heroes*, éd. cit., p. 105.

pleins paniers, pour trancher les difficultés. Pourvu que « le remède n'agisse pas comme un *Godry's Cordial*, arrête les criailleries des colonies, mais, au bout du compte, aggrave leurs misères ». Il est impossible de ne pas être bouleversé par la placidité, avec laquelle les politiques, soutenus par les économistes, renoncent à faire valoir les droits, que peut avoir l'Angleterre, qui, après tout, a fondé ces établissements : « Si vous voulez nous quitter, quittez-nous ; pour rien au monde nous ne voulons que vous restiez. Vous nous coûtez, chaque année, de l'argent qui est rare, une somme énorme de soucis aussi ; pourquoi ne pas vous en aller, puisque vous en avez envie ? » Et on laisse les pionniers d'un mouvement séparatiste travailler paisiblement à détacher le Canada de la mère patrie. « Pourquoi est-ce que Middlesex ne répudierait pas Surrey, et Chelsea Kensigton, et chaque comté, chaque paroisse de même. Pourquoi au bout du compte, chaque individu ne s'établirait-il pas pour son compte et celui de sa caisse, répudiant son voisin et la sienne, parce que leurs intérêts mutuels sont entrés en un irritant conflit ? » Viendrait-il à la pensée d'une personne, gênée par un vêtement, de se couper un bras ou une jambe, pour reprendre la liberté de ses mouvements ? « Les colonies ne se ramassent pas dans les rues tous les jours ; pas une d'entre elles qui n'ait été achetée cher, bien acquise par le travail et le sang de ceux dont nous avons l'honneur d'être les fils ; et nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de les retrancher parce que M. l'Économiste trouve que leur administration nous coûte de l'argent[1] ». Et, dans un autre de ses livres, par une intuition vraiment géniale, Carlyle prévoyait le jour où des « Tarifs hostiles surgiraient, pour nous fermer la porte... Mais les enfants de l'Angleterre, ne serait-ce que par le fait qu'ils parlent la langue anglaise, auront à toute époque une disposition indéracinable à commercer avec l'Angleterre. Micale fut le *Pan-Ionion*, le *rendez-vous* de toutes les tribus d'Ion

1. *Latter Day Pamphlets*, éd. cit., p. 147, 151.

pour la Grèce antique : pourquoi Londres ne continuerait-elle pas longtemps à être le *Pan Saxon Home*, rendez-vous de tous les « Enfants du *Harz-Rock* » qui arriveront, — échantillons de choix —, des antipodes et d'ailleurs, pour passer la « saison » ici. Quel avenir! large comme le monde si nous avons le cœur et l'héroïsme nécessaires, ce qui sera avec l'aide de Dieu[1]. »

De même que leur réfutation morcelée et incohérente du classicisme libéral, leur exposé fragmentaire et obscur d'une organisation économique n'en devaient pas moins, quelques vingt-cinq ans plus tard, imprimer une direction nouvelle à l'opinion britannique et à l'activité parlementaire. De même, sur le domaine de la politique coloniale, les visions, les passions des idéalistes triomphent des raisonnements abstraits, de la froide logique des doctrinaires. Carlyle, Ruskin, J.-A. Froude sont vraiment les fondateurs de la théorie de concentration impériale[2], dont la réalisation va être tentée de 1885 à 1895.

III. — John Stuart Mill voyait, avec raison, dans les Fédérations d'État une justification de ses espérances pacifiques. Elles diminuent les chances de conflit, en réduisant le nombre des unités nationales. Elles concentrent les activités individuelles et collectives, en leur ouvrant, au sein des frontières élargies, des débouchés suffisants. Enfin, et tel eût été le cas pour l'empire britannique, si les sociétés dont se compose le nouveau groupement, n'ont, ni les mêmes origines, ni les mêmes caractères, des jeunes États démocratiques, qui con-

1. *Past and Present*, éd. cit., p. 229-230. J.-A. Froude, dans *Océana*, éd. cit., p. 7, 10 et 331, 333 a exposé et réfuté la thèse des Economistes Libéraux.

2. Dans les pages de Ruskin, de Froude, nous ne disons pas de Carlyle, que nous venons d'analyser, on chercherait en vain une justification des colonies d'exploitation. Ruskin dans *Crown*, § 115 et *Pleasures of England*, lect. III a condamné les guerres coloniales (*Time et Tide*, lettre XXII et *Pleasures of England*, lect. I). J.-A. Froude oppose la prospérité des colonies de peuplement aux crises des colonies d'exploitation (*Océana*, p. 31, 71); demande qu'on consacre à organiser à l'émigration les sommes qu'on est prêt à dépenser dans les guerres coloniales (p. 192); critique l'Impérialisme orgueilleux et agressif (p. 98).

sacrent la moindre partie de leurs budgets aux armements, peuvent être amenés par la Fédération à exercer une action pacifique sur de vieilles sociétés aristocratiques, encore revêtues de leur écrasante armure [1].

Les espérances qu'on pouvait légitimement fonder sur la doctrine anglaise de concentration impériale furent douloureusement trompées.

En vain, J.-A. Froude avait-il démontré l'état satisfaisant des relations entre colonies et métropole, signalé le danger qu'il y aurait à devancer l'action unificatrice des années [2]. Ses conseils ne furent pas écoutés. Ils auraient dû l'être d'autant plus qu'il subsistait, entre les colonies et la métropole, bien des attaches, dont les économistes libéraux n'avaient point obtenu, volontairement ou non, la rupture : liens aristocratiques [3], militaires [4], religieux [5], politiques [6] et judiciaires [7] les plus importants de tous.

1. Même idée dans Holland. *Imperium et Libertas*, *o. cit.*, p. 10, 11. De la Billière, *o. cit.*, 47.

2. *Océana*, *o. cit.*, p. 89. L'union morale est étroite. Il faut laisser les liens économiques et sentimentaux se resserrer (p. 185, 91 ; 339, 40). L'initiative doit venir des colonies (p. 193). Froude ne croit pas au Zollverein (p. 233) ni à un Parlement Impérial (p. 189). Il faut se contenter d'ouvrir aux coloniaux les services publics et les honneurs réservés aux Anglais (p. 138-et 194.)

3. A. Todd, *Parliamentary Government in the British Colonies*, London 1894, p. 313, 348. A la Couronne et à ses mandataires est réservé le droit de décerner des décorations ou des chartes d'anoblissement.

4. *Ibid.*, p. 370, 405. Au gouvernement britannique appartient le privilège de nommer à certains grades dans les corps volontaires, d'inspecter les forces et de contrôler les dépenses.

5. *Ibid.*, p. 405, 425. L'Eglise anglicane, avec ses privilèges particuliers, noue, sous le contrôle du souverain qui nomme ses Prélats et du Parlement britannique qui fixe son dogme, un lien religieux.

6. P. 107, 154. Le gouvernement Britannique s'est réservé le droit non seulement de nommer les gouverneurs, mais encore de trancher toutes les questions dans lesquelles sont mis en jeu les rapports avec des nations étrangères, déclarations de guerre ou de paix, alliance et traité, lois de naturalisation. P. 40 et 247, 300.

7. *Ibid.*, p. 155, 199. La Couronne a le droit de s'opposer par un veto à la mise en vigueur de lois qui lui paraissent contraires à l'Intérêt Impérial ou incompatibles avec d'autres législations, de trancher, en dernier appel, devant le conseil privé, les conflits qui s'élèvent entre tels de ses sujets. C'est ainsi que des projets de loi sur le divorce, votés par les Parlements des Nouvelles-Galles du Sud et de Victoria, se sont heurtés à un véto royal. Sir Charles Dilke, *o. cit.*, II, p. 282. Todd, *o. cit.*, p. 301, 312.

M. Todd a consacré à l'analyse de ces diverses chaînes, qui rivent encore les unes aux autres les différentes parties du monde anglo-saxon, un volume de 500 pages. Il semblait dès lors impossible de considérer comme imminente la rupture d'une union, que fortifient les récents progrès des relations commerciales et financières. Il paraissait, au contraire, dangereux de tendre par des clefs et des vis nouvelles, une armature séculaire.

Aveuglés par la fumée de la bataille et grisés par l'ardeur du combat, les premiers théoriciens de la concentration impériale, Parkin, de la Billière, lord Brassey, dédaignent le seul projet vraiment pratique, la création d'un conseil impérial, où des délégués, désignés par les gouvernements, examineront les problèmes d'un intérêt général[1]. Ils s'efforcent d'habituer leurs auditoires, moins à une union commerciale[2], qu'à une union politique. Ils proposent de nouer, entre les colonies et la Métropole, deux nouveaux liens, l'un parlementaire, l'autre administratif. Accablée par la masse de questions à trancher et de textes à rédiger, la chambre des Communes est incapable de discuter avec compétence les problèmes impériaux, et de régler, avec célérité, les affaires coloniales[3]. Le Parlement ou des assemblées provinciales régleront les affaires galloises, écossaises ou anglaises[4]. Un Parlement fédéral tran-

1. Ce projet ne fut lancé que plus tard, en 1893, par un article de l'*Imperial Asiatic Quarterly Review* (1893, II, p. 362). Il fut depuis repris dans d'innombrables articles (notamment sir H. Johnston, *Problems of the Empire XIX Century Review*, mai 1902.) et dans plusieurs volumes (Holland, *o. cit.*, p. 308, 310). L'idée en fut suggérée par le nouveau programme d'union militaire, sur lequel nous allons revenir.

2. Sans doute, le projet de Zollverein apparut dès les débuts de la doctrine de concentration impériale. Mais il n'était formulé qu'en termes vagues et par une élite. Les milieux industriels et commerçants ne s'habituèrent à cette idée qu'à la suite de crises répétées. Ce n'est qu'aux environs de 1895 que l'*Association générale des Chambres de Commerce* qui convoque chaque année ses délégués anglais, et à intervalles plus éloignés, des délégués de tout l'Empire, obtint au *meeting* de Middlesborough (septembre 1897) l'adhésion de ses associés au projet d'Union commerciale. Il avait été victorieusement combattu en 1886, 1889, 1892. Berard, *l'Impérialisme Anglais*, p. 272.

3. Voy. les anecdotes citées dans Holland, *o. cit.*, p. 279. *Edinburg Review*, vol. C, I. XXXIV, 1896.

4. De la Billière, *Federal Britain*, 1894 ; voy. aussi Parkin, *Federal*

chera les questions importantes. M. de la Billière examine s'il ne convient pas de donner à cette assemblée deux chambres, dont l'une sera élue au suffrage universel, l'autre formée de délégués, désignés par les États. Sir Frédéric Young propose la création d'une aristocratie impériale : ses membres formeraient la chambre des Lords de l'Empire unifié[1]. M. de la Billière, sans se prononcer, livre les deux systèmes à l'appréciation du lecteur et s'embarque dans une longue étude juridique, pour déterminer les questions qui rentreront dans la compétence des Assemblées Nationales, et celles qui seront réservées à l'Assemblée Impériale[2].

Pour compléter cette fédération politique, les théoriciens rêvent d'une unité juridique[3], d'une cour suprême. L'idée émise par Lord Grey, en 1876, fut développée dans un mémoire de M. Greswell, couronné par J.-A. Froude et sir Rawson dans un concours qu'organise la chambre de Commerce de Londres[4].

Parlement Impérial, Cour Suprême, tels sont les deux armatures à l'aide desquelles les chefs du mouvement impérialiste prétendent fortifier les murs lézardés de l'Empire, les deux symboles qui réaliseront d'une manière visible, aux yeux de tous, l'unité du monde Anglo-Saxon[5].

L'opinion coloniale n'était point encore assez mûre pour les comprendre et les admettre.

Empire, 1892 et les conclusions de Spalding, *Federation and Empire*, 1896, p. 223.

1. De la Billière, *o. cit.*, p. 64, 69.

2. *Ibid.*, p. 95, 116.

3. Sir Charles Dilke, *o. cit.*, II, p. 493.

4. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 126. « L'assemblée impériale dont nous avons besoin doit être un corps indépendant, constitutionnel dans ses origines, représentatif dans son caractère et suprême dans ses décisions. Un tel corps, nous l'avons déjà, c'est le *Privy Council*. Ses membres sont choisis en dehors des questions de partis, parmi les plus éminents de ceux qui ont rendu service à l'Etat. On pourrait élever des coloniaux à cet honneur. »

5. On proposait encore toute une série de mesures de détails : Ouvrir les services publics aux candidats coloniaux ; créer un comité consultatif et un bureau commercial, près le ministre des Colonies ; élever les agents généraux au rang d'ambassadeurs ou d'anciens ministres ; organiser des tournées régulières de Princes de la Maison Royale ; rapprocher Universités coloniales et Universités britanniques, etc. etc.

Dès 1884, dans les articles que leur demandent les Revues Britanniques, les personnalités coloniales se montrent fort réservées. Il est possible que la Fédération Impériale devienne une réalité; mais dans un avenir bien lointain[1]. Et lorsque sir Charles Dilke, avant de publier une nouvelle édition de son ouvrage classique, entreprend un second voyage autour du monde Anglo-Saxon, il constate que les partisans d'un nouvel effort vers la concentration coloniale se méprennent sur l'état de l'opinion coloniale. L'Université des Nouvelle-Galles du Sud couronne un essai, dont l'auteur démontre qu'en raison des liens d'étroite sympathie qui unissent l'Australie aux États-Unis, et des chances de guerre, qu'entraîne la politique étrangère du Royaume-Uni, une séparation amicale est la seule solution conforme aux intérêts de son pays[2]. A Sydney, à Victoria, le délégué de la *Ligue pour la Fédération Impériale* est passablement conspué et l'*Étoile Australienne* proclame qu'il fera bien « de trouver un autre genre de sel » pour apprivoiser ses auditeurs[3]. Dans une discussion au Parlement de Sydney, le premier ministre, M. Parker, *le leader* de l'opposition, M. Dibbes et le chef du clan protectionniste, M. Traill proclament à l'envi que les projets de la Fédération Impériale sont aussi éloignés de la réalité pratique, que contraires aux intérêts australiens[4]. Quant au Queensland, le rejet du projet de loi sur les défenses navales et la campagne en faveur de l'élection des gouverneurs, la sympathie du ministère pour les aspirations nationales et son mépris pour les Idées fédérales permettent de la regarder comme la plus séparatiste des possessions britanniques[5]. « Les meilleurs amis de la Métropole, en Australie, considèrent que tout essai pour créer un Parlement Impérial, suffirait pour détruire l'Empire. L'opinion australienne, est,

1. *XIX Century Review*, 1884 ; II, p. 862 ; 1887, p. 357, etc.
2. *Greater Britain*, *o. cit.*, II, p. 483.
3. *Ibid.*, p. 489-491.
4. *Ibid.*, p. 490. Autres exemples pour les Nouvelle-Galles, I, p. 295, 455.
5. I, p. 332.

d'une manière générale, pour l'instant, plus indifférente vis-à-vis de ce qu'on appelle en Angleterre fédération impériale[1]... » Les classes moyennes sont restées fidèles[2] à la doctrine de concentration dont elles avaient jeté les premières bases. Les classes ouvrières ne partagent point encore le même idéal.

Au Canada, la coexistence de deux races et de deux religions complique le problème. Le parti de l'annexion aux États-Unis se recrute parmi les protestants d'origine anglaise, qu'inquiètent des progrès de l'élément français et de la religion catholique. Ces derniers groupements fournissent à l'Angleterre ses sujets les plus loyaux, mais aussi les moins impérialistes[3]. Quelques Canadiens accepteraient une union douanière partielle. Mais sir J. Macdonald déclare irréalisable tout projet de Parlement commun[4]. Et sir Charles Dilke termine son enquête par des conseils de patience et des paroles de prudence[5].

Elles arrivaient trop tard. L'initiative particulière et le gouvernement britannique avaient déjà lancé divers projets d'union fédérale, dont le retentissant échec fera dévier le courant de concentration impériale, dans un sens belliqueux.

*
* *

A peine posées, armatures politiques et économiques sautent avant qu'on ait eu le temps de les fixer.

La conférence de 1887 avait été purement consultative. Et néanmoins, malgré son caractère d'enquête, malgré ses résultats incertains[6], elle éveille les susceptibilités coloniales. Le Parlement de Queensland rejette les propositions et culbute son Ministère[7]. Dans les autres États d'Australie, l'impression est défavorable. Et lorsque, le 15 novembre 1889, la

1. Dilke, *o. cit.*, I, p. 458-60 et aussi p. 455.
2. II, p. 481.
3. *O. cit.*, II, p. 487.
4. I, p. 100-102.
5. II, p. 495.
6. *Blue Book*, c. 5.091, p. 10-12.
7. Dilke, *o. cit.*, II, p. 476.

Ligue pour la Fédération Impériale convoque ses adhérents pour discuter une motion en faveur de conférences inter-coloniales, et écouter le rapport de son délégué, M. Parkin, l'auditoire est singulièrement désappointé. Le laconisme du premier « Missionnaire Impérial », qui revient d'Australie est de mauvais augure. Lord Rosebery, le même jour, expose la « fatale objection », la « double objection », qui empêche d'ouvrir aux coloniaux les portes des chambres des Lords et des Communes, ou même celles du *Privy Council*. Les projets d'entente douanière se heurtent à d'écrasantes difficultés. Il faut se contenter des conférences inter-coloniales. Elles forment une excellente expression de l'idée fédérale et il convient d'en renouveler l'expérience[1].

Ces conseils furent suivis. La Ligue rogne son programme. En février 1891, à la chambre des Lords, lord Dunraven, aux Communes, M. Howard Vincent[2] proposent de réunir, à Londres, les premiers ministres coloniaux ou leurs délégués. L'organisation militaire et les tarifs différentiels formeraient les deux principaux sujets de leurs discussions. Lord Salisbury, l'ancien président de la conférence de 1887, éclairé sur l'opinion coloniale, demande au Parlement de rejeter ces deux motions[3]. Le 17 juin 1891[4], il oppose le même refus aux délégués de la *Ligue pour la Fédération Impériale*. Lord Salisbury, après avoir condamné le zollverein, affirme à nouveau, il l'avait déjà fait en 1887[5], sa préférence pour l'Union Militaire ou Kriegsverein ; mais il en signale les difficultés[6]. Quelques mois après, le Fédéralisme subit un nouvel échec. Si le IIe Congrès des chambres de Commerce de l'Empire[7] adopte à l'unanimité des 250 sociétés adhérentes, la motion de lord Brassey, en faveur d'une

1. Dilke, *o. cit.*, II, p. 465.
2. Depuis Sir.
3. Voy. dans Holland, *o. cit*, le Discours de Lord Dunraven, p. 292.
4. Voy. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 173, et Holland, *o. cit.*, p. 294.
5. *Blue Book*, c. 5.091, p. 5.
6. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 185.
7. *Ibid.*, p. 201.

union commerciale plus étroite entre la Métropole et les colonies, il rejette, par 53 contre 35, le projet de tarifs différentiels : 19 chambres canadiennes sur 22 l'avaient accepté, 13 chambres coloniales sur 20 l'avaient repoussé. La *Ligue pour la Fédération Impériale* tente un suprême effort. Un comité élabore un programme pratique. La constitution immédiate d'un conseil de l'Empire, chargé de contrôler la paix et préparer la guerre, en forme le premier et principal article. Venaient ensuite diverses mesures qui devaient développer les relations financières entre les colonies et la Métropole, et ouvrir les carrières administratives aux jeunes coloniaux. Le 13 avril 1893, le bureau demande à Gladstone, qui a remplacé lord Salisbury, de convoquer une conférence, pour lui soumettre le premier article de son programme, et ses projets d'organisation militaire. Le ministre libéral refuse, comme l'avait fait son collègue conservateur[1]. Ce second échec, des discussions sur l'importance, qu'il convient d'attacher aux projets d'organisation militaire et d'entente douanière, portent un dernier coup à la Ligue. Elle sombre à la fin de 1893. Elle entraîne dans sa chute, avec le programme fédéraliste, auquel la conférence inter-coloniale de 1897 devait porter un dernier coup[2], les espérances des pacifiques.

Désormais, la doctrine de concentration coloniale revêtira deux formes, l'une commerciale, l'autre militaire. La première s'impose à l'attention, aux environs de 1895, par la campagne de l'*Association générale des chambres de Commerce*, la fondation de la *British Empire League*[3], et les discussions de la *conférence d'Ottawa*[4]. Mais elle ne

1. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 211-231, et *Journal of the Royal Colonial Institute*, part. III, vol. XXIV, février 1893, p. 154. De la Billière, *British Federalism*.

2. M. Chamberlain proposait la création d'un grand conseil de l'Empire, et la transformation du Comité judiciaire du *Privy Council* en Cour Suprême (p. 5, 6). Les Ministres, à l'exception de deux, trouvèrent les relations politiques actuelles satisfaisantes, et se bornèrent à affirmer l'utilité de conférences périodiques (*Blue Book*, c. 8.596, p. 14.)

3. Elle fut fondée le 20 juillet 1894, à la suite d'une réunion organisée sous la présidence de Sir John Lubbock, depuis Lord Avebury.

4. La motion en faveur des tarifs différentiels fut votée par 5 voix

devait revêtir aux yeux de l'historien toute son importance, que beaucoup plus tard, après les crises commerciales et les lois protectionnistes, qui caractérisent la fin du XIXe siècle. La seconde forme de concentration impériale est, au contraire, aux mêmes dates, l'objet des commentaires les plus nombreux et les plus enthousiastes. Elle reçoit même un commencement de réalisation.

*
* *

Les origines de ce courant d'idées militaires se confondent avec celles de la doctrine fédérale. Les colonies renouvellent en 1878 les offres déjà faites au moment de la guerre de Crimée et de la révolte des Indes. Une commission royale est chargée d'une enquête sur la défense de l'Empire, et ses résultats sont communiqués aux colonies. La crise de 1885 imprime à ce courant un nouvel élan. Des troupes coloniales sont envoyées en Égypte ; une seconde commission royale est réunie à Londres. La conférence inter-coloniale de 1887 décide de la mise en défense, à frais communs, de points stratégiques au Cap et en Australie ; autorise l'admission d'officiers anglais retraités dans les troupes coloniales, et leur inspection par des généraux anglais ; fixe les subventions à accorder à une escadre australienne[1].

Ces projets militaires, nous les avons vus, enfin, acquérir une autorité et prendre une place croissante dans les délibérations de la *Ligue pour la fédération impériale*, jusqu'au jour où le programme des armements impériaux devint, avec la création d'un conseil de l'Empire, l'une des deux réformes dont elle saisit l'opinion et le gouvernement. Sir Charles Dilke termine la seconde édition de son ouvrage en esquissant une organisation militaire, qui symboliserait, aux yeux de tous, l'unité restaurée, jusqu'au jour où l'opinion anglo-saxonne serait

contre 3. Les délégués australiens, en raison des lois constitutionnelles et des traités de 1868 avec la Belgique et l'Allemagne, votèrent contre. La Conférence fut unanime à solliciter la modification de ces divers textes. *Blue Book*, c. 7, 553, p. 3, 7.

1. *Blue Book*, c. 5 091, p. 10.

mûre pour une fédération plus parfaite[1]. Lord Brassey, dans des conférences[2], des discours[3], des articles[4], démontre que le kriegsverein est la dernière espérance des fédéralistes[5]. Les livres s'entassent à la devanture des magasins[6]. Articles[7] et conférences[8] font rage. Des organes se créent pour propager le nouvel impérialisme.

En 1893, au lendemain de la dissolution de la *Ligue pour la Fédération Impériale*, se constitue le *Comité pour la Fédération Impériale* (*Défense militaire*)[9]. La nouvelle association, patronée par le *Times*, veut arriver à une union politique par l'organisation en commun de la défense nationale. Après une polémique violente contre les théoriciens du fédéralisme politique[10], elle reprend les procédés anglais d'agitation politique. Des brochures sont imprimées, où la répartition inégale des charges militaires est mise en lumière[11]. Des démarches officielles sont faites auprès du cabinet Salisbury pour lui demander de nouer avec les gouvernements coloniaux des négociations précises[12]. Cette campagne est singulièrement aidée par l'action concordante de la *Navy-League*, fondée en 1894. Les 7 comités de Londres, les 25 comités provinciaux, les 14 sections universitaires, les

1. *Greater Britain*, II, p. 564.

2. Leeds, 13 mars 1891, *o. cit.*, p. 141.

3. Aux Lords, 24 juillet 1891, *Ibid.*, p. 151.

4. *XIX Century Review*, septembre 1891.

5. Lord Brassey, *o. cit.*, p. 156.

6. Captain J.-C.-R. Colomb, *The Defence of Great Britain*, Londres 1880. — Sir Ch. Dilke, *The British Army*, 1887. — Colonel Maurice, *The Balance of Military Power*, février 1888.

7. Exemples : 2 articles remarquables XIX Cent. 1884, II, p. 509 ; *Edinburgh Review*, 1889, I, p. 553.

8. Rapport de Sir Bevan Edwards devant le *Royal Colonial Institute* en 1891. Rapport de Lord Carnavon, ex-président de la commission de défense de 1882, devant la chambre de commerce de Londres, etc.

9. Parmi les membres il faut citer : Lord Brassey, R.-H.-J. Bryce, Sir John Colomb, Lord Reay, etc.

10. *Times* (9 août 1894 et suivants. Lettres de De la Billière et Sir Fred. Young, *Pamphlet* n° 3 du Comité).

11. Exemples : Colonies and Maritime Defence, *Pamphlet* n° 1, Strait Settlements and Imperial Defence, *Pamphlet*, n° 4.

12. Août 1895, *Pamphlet* n° 5.

14 sections coloniales agissent de 1896 à 1900, sur l'opinion britannique. Leur influence s'est exercée dans un sens nettement belliqueux. Par la publicité dont elle a entouré les ouvrages militaires[1]; par ses brochures sur « *ce qui signifierait une défaite* », « *Notre prochaine guerre* »; par ses efforts pour embrigader la jeunesse des écoles, la *Navy League* a inquiété l'opinion britannique et stimulé l'activité gouvernementale.

Les troupes coloniales deviennent un élément indispensable des fêtes monarchiques. Les histoires militaires et les aventureuses expéditions se vendent par tonnes. Les problèmes de la défense impériale forment une partie importante du programme soumis aux Premiers Ministres des Colonies en 1897[2]. L'Australie, le Cap, le Natal, décident de contribuer aux coûts de la marine anglaise. Le projet d'un « Conseil de Défense Impériale » revient sur l'eau. Les émotions d'une guerre suffiraient pour river, en un faisceau solide, les divers fragments d'une armature militaire.

Tout le monde d'ailleurs aspire à cette guerre.

Déjà sir Charles Dilke s'était refusé à terminer ses deux beaux volumes sans envisager l'éventualité prochaine d'un conflit avec la France[3], et il trouve, dans cette menace imminente, un suprême argument en faveur de son programme de Fédéralisme militaire[4]. Des pacifiques, comme H.-E. Egerton[5] ou de la Billière[6] en viennent à conclure « qu'une grande guerre assurerait probablement la rapide

1. Dans une liste de 40 ouvrages patronnés par la *Navy League*, nous relevons :

Captain Mahan, *The influence of Sea Power upon History*, 1889. Lieutenant-Colonel Sir G. Clarke, *The Defence of the Empire*, 1898 ; *Imperial Defence*, 1898. Spencer Wilkinson, *The command of the sea*, 1894. Hamilton Williams, *Britain's Naval Power*. W.-H. Fitchett, *Deeds that won the Empire*, 1898. *Fights for the Flag*, 1899, etc.

2. Voici les points que M. Chamberlain soumit à la Conférence : Moyens de réaliser la similitude d'armements ; nomination d'officiers coloniaux dans l'armée Britannique; échange de régiments ; envoi de troupes coloniales pour les expéditions futures. *Blue Book*, c. 8.596, p. 9.

3. *Greater Britain*, II, p. 506, 509, 519.

4. I, introd., p. 6, 7; II, p. 538, 547, 578.

5. *O. cit.*, p. 456-59.

6. *O. cit.*, p. 19.

consolidation de l'Empire ». L'exemple de l'Allemagne n'est-il pas là pour démontrer que le seul ciment, avec lequel les politiques puissent édifier, autour d'une nationalité unifiée, des murs à l'abri du temps, doit avoir été pétri sur les champs de bataille ? La formation de l'empire allemand et la naissance de son industrie provoquent, pendant près de vingt ans, de 1875 à 1895, en Angleterre une admiration pénétrée, dont le témoignage se retrouve dans les propos des étudiants, les élucubrations des publicistes, les rapports des diplomates [1], les discours et les conversations d'un sir Charles Dilke et d'un J. Chamberlain [2]. Comment alors ce courant de sympathies politiques et intellectuelles n'aurait-il point encouragé les apôtres de l'Unité Impériale à accepter ou même à chercher l'appui qu'apporteraient à leur campagne, jusqu'ici inefficace, les passions patriotiques déchaînées ?

Ce premier mouvement impérialiste, pacifique dans ses origines autant que dans son programme, devint, par une lente déviation, l'un des facteurs des crises belliqueuses. Au lieu de concentrer les efforts dans la recherche exclusive d'une unité intellectuelle, politique et commerciale ou dans la constitution d'un empire national qui absorberait les énergies britanniques, ce mouvement lance au contraire les collectivités éparses du monde anglo-saxon à la recherche, sabre en main, de ces matières mystérieuses, — souffrances ressenties, gloires partagées, — avec lesquelles des hommes bâtissent, en imagination, les murs d'une cité d'Amour.

§ II

A partir de 1856, il ne se passe pas d'années où l'Angleterre n'ait ses troupes engagées dans telles ou telles provinces de son domaine colonial [3]. Soit en quarante-cinq ans

1. *Blue Book*, c. 4.621, p. 65. Voir aussi V. Bérard, *o. cit.*, p. 295.

2. *Liberalism and the Empire*, *o. cit.*, p. 179.

3. 1856-57. Expédition sur les frontières de la Perse. — 1856-60. Troisième guerre chinoise. — 1857-59. Révolte des Indes. — 1858. Expé-

34 guerres, dont 7 durent plus d'un an, et 8 plus de deux ans. Les unes avaient été imposées par les nécessités du moment[1], les autres par l'ambition d'un ministre[2], quelques-unes enfin par l'incapacité d'un fonctionnaire[3]. Mais à partir de 1880-1884, il est impossible de ne pas reconnaître dans les expéditions coloniales, dans les annexions qui les couronnent, un de ces plans, nets et précis, qu'imposent aux hommes d'État les besoins économiques et l'évolution intellectuelle de leur peuple. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur la liste des acquisitions territoriales du Royaume-Uni, de 1884 à 1900[4].

En seize ans, la superficie de l'Empire gagne 4 millions de milles carrés, sa population 57 millions.

Pour déterminer les origines économiques de cette ardeur conquérante, il convient de préciser la part prise par les colonies dites d'exploitation, dans l'activité commerciale, industrielle et financière de l'empire anglais.

I. — Classons d'abord le tonnage des navires, battant pa-

dition sur la frontière nord-ouest des Indes. — 1861. Expédition de Sikkim. — 1860-61. Seconde guerre en Nouvelle-Zélande. — 1863. Expédition sur la frontière nord-ouest des Indes. — 1863-64. Troisième guerre en Nouvelle-Zélande. — 1865. Insurrection de la Jamaïque. — 1867. Guerre avec l'Abyssinie. — 1868. Expédition sur la frontière nord-ouest des Indes. — 1870. Expédition de la Rivière-Rouge. — 1871-72. Expédition sur la frontière nord-ouest des Indes. — 1873. Première guerre avec les Ashantis. — 1875. Expédition de Perak. — 1877-78. Campagne de Jowakhi. — 1877-78. Quatrième guerre avec les Cafres. — 1878-79. Guerre avec les Zoulous. — 1878-79. Guerre contre le chef Basuto Sikukuni. — 1878-80. Seconde guerre avec l'Afghanistan. — 1880. Expédition chez les Basutos. — 1881. Insurrection du Transvaal. — 1882. Expédition d'Égypte. — 1885-90. Première campagne du Soudan. — 1885-89. Expédition en Birmanie. — 1888-93. Expédition sur la frontière nord-ouest des Indes. — 1894. Expédition en Afrique orientale. — 1895. Expédition du Chitral. — 1896. Expédition dans le Matebeland. — 1897. Seconde guerre avec les Ashantis. — 1897-99. Expéditions sur la frontière nord-ouest des Indes. — 1899-1900. Seconde expédition du Soudan.

1. Par exemple, les diverses expéditions contre les Maoris en Nouvelle-Zélande.

2. Par exemple, l'expédition de Chine imposée par Palmerston, les guerres contre l'Afghanistan et les Zoulous conçues par Disraëli.

3. Par exemple, les diverses expéditions dans l'Afrique Méridionale, de 1879-85, J.-A. Froude, dans *Oceana*, L. St. Amery dans le volume I de son *histoire de la Guerre Sud-Africaine* ont insisté sur les contradictions et les incertitudes de la politique anglaise, à cette époque.

4. H. Samuel, *Liberalism*, p. 341,

villon britannique, entrés et déchargés dans les divers ports coloniaux[1].

Si l'on classe parmi les colonies de peuplement, malgré leur climat tropical et leur main-d'œuvre noire et jaune, le Natal et le Cap, on constate que le tonnage total des navires anglais entrés et déchargés dans leurs ports, en 1860, 1870, 1880, 1890, 1895, 1900, s'élève à 5,6; 9,1; 14, 23, 27, 42[2] millions de tonnes anglaises. Aux mêmes dates, les chiffres pour les colonies d'exploitation sont de 5,2; 9,8; 19, 32, 39, 43,1. Si on assimile à cette seconde catégorie de possessions le Cap et le Natal, on obtient un tonnage total de : 5, 10, 21, 36, 44 et 54 millions. Les statistiques des colonies de peuplement sont réduites à 5, 8, 12, 19, 23 et 31 millions de tonnes. On découvre ainsi que les entrées dans les ports tropicaux, autres que ceux des Indes, qui n'étaient, en 1860 et 1870, que de 5 et 9 millions de tonnes, ont, depuis 1880, grandi dans des proportions énormes : 14, 26, 32 et 36 millions. Leurs progrès, singulièrement plus importants que ceux des Indes (2; 3; 4; 6,9; 7; 6,8), expliquent la rupture d'équilibre qui s'est produite, à la fin du XIXe siècle, entre les deux groupes de possessions anglaises.

Le fait est confirmé par les statistiques industrielles. Malgré l'accroissement énorme de leur population, qui passe de 5 millions en 1861 à 13 en 1901, les colonies de peuplement ne parviennent pas à dépasser le montant des commandes et des envois des colonies d'exploitation[3]. Aux recensements répondent les annexions. L'extension croissante des frontières compense les consommations restreintes des indigènes, et si les achats de l'Angleterre aux terres tropicales (26 millions de livres en 1860, 46 en 1880 et 1900) ne parviennent

1. Les statistiques citées dans les pages qui vont suivre ont été empruntées aux *Statistical Abstracts pour les possessions Britanniques*, n° 39, 1902; 21, 1884 et 7, 1871.

2. En 1900, par suite de la guerre sud-africaine, le tonnage des navires entrés au Cap a été exceptionnellement élevé. De 1896 à 1900, il a passé de 3,5 à 8,5 millions de tonnes.

3. *Statistical Abstracts* pour le Royaume-Uni, n° 11, 1864 : 25, 1878 ; 34, 1887 ; 49, 1902.

pas à dépasser les importations des terres émancipées (15 en 1860, 44 en 1880 et 61 en 1900) il convient de faire une double réserve. D'une part, dès qu'on retranche aux unes pour les ajouter aux autres, les expéditions du Cap et du Natal, la prépondérance des colonies d'exploitation apparaît à nouveau (28 millions contre 13 en 1860, 41 contre 22 en 1870, 52 contre 39 en 1880, 53 contre 41 en 1890, 47 contre 46 en 1895). D'autre part, si le Royaume-Uni a su dans ses achats, établir, entre ces deux genres de possessions, une balance égale, ses ventes n'ont point connu l'élégance linéaire, ni les avantages pratiques de ce parfait équilibre.

Les colonies d'exploitation, autres que les Indes, c'est-à-dire les récentes acquisitions de l'Angleterre, ont, en trente ans, plus que doublé leur consommation de produits britanniques (6 millions de livres en 1860, 12 en 1870, 12,8 en 1890, 14,5 en 1900), et ces progrès sont d'autant plus remarquables, qu'ils ne coïncident pas avec une hausse correspondante de leurs importations en Angleterre. La supériorité de leurs achats à la mère patrie, par rapport à ceux des colonies de peuplement est écrasante : leurs commandes à l'industrie britannique dépassent celles des jeunes nations anglo-saxonnes de 11 millions de livres en 1860, 16 en 1870, 24 en 1880, 24 en 1885, 22 en 1890, 19 en 1900. Il ne s'agit pas de savoir si, pour l'économiste qui analyse minutieusement ces chiffres, le pourcentage des importations et exportations britanniques, par rapport au chiffre total, n'est pas plus élevé et ne grandit pas plus rapidement, dans les possessions promues à la dignité de gouvernements libres, que dans celles que gère le ministère britannique ou des compagnies privilégiées[1] ; là n'est point la question. Le seul fait dont nous puissions saisir l'action psychologique sur l'opinion britannique est celui-ci ; in-globo les colonies d'exploitation, grâce aux annexions annuelles, achètent plus aux industries britanniques que les colonies de peuplement.

1. Professeur Flux. *Le commerce et le drapeau*, *Journal of the statist. society*, vol. LXII, p. 496.

*
* *

Il convient de pénétrer plus avant et rechercher les origines de cette poussée d'impérialisme conquérant.

Dans un livre récent, M. B. Kidd explique cette ruée vers les terres tropicales par des causes économiques. Il constate que les transactions avec les terres sises entre le 30e degré au nord et au sud de l'Équateur[1] représentent 38 p. 100 du commerce de l'Angleterre et 65 p. 100 de celui des États-Unis[2].

Les pays équatoriaux fournissent aux sociétés industrielles des objets d'alimentation et des matières premières, dont elles ne sauraient se passer[3]. Caoutchouc, coton brut, plumes, gomme, ivoire, jute, pulpe de bois, soie brute, bois d'acajou figurent dans les importations britanniques pour un total de 60 millions de livres, 1.500 millions de francs. Les achats de cacao, café, huile de palmes, épices, sucre de canne, thé, tabac brut, faits annuellement par le Royaume-Uni s'élèvent à 21 millions de livres, 525 millions de francs. Ces commandes sont si importantes qu'il y a un intérêt primordial à n'être point tributaire d'une autre nation ni à la merci de ses tarifs et ses primes. Mais, d'autre part, à une époque où les usines, qui fabriquent des objets de première nécessité et à bon marché, ont dû, sous la pression d'une concurrence croissante, réduire le montant de leurs commandes et la marge de leurs bénéfices, il leur est indispensable de trouver des terres vierges que leurs mandataires puissent sillonner de voies ferrées et couvrir de routes, des populations encore ignorantes qu'ils puissent vêtir, loger et armer. Pour une société industrielle et civilisée, il n'est pas, et inversement, de meilleur client qu'une société agricole et barbare[4]. L'expansion impériale constitue « une de ces lois

1. B. Kidd, *The Control of the Tropics*, 1890, p. 8.
2. *Ibid.*, p. 18.
3. *Statistical Abstract*, n° 44. 1902.
4. B. Kidd, *Social Evolution*, chap. x.

universelles des choses que nous n'avons nullement le pouvoir de modifier[1] ».

Pour admettre la conclusion de M. B. Kidd, il faut faire entrer en ligne de compte deux faits économiques, qui éclairent l'évolution de l'Angleterre contemporaine.

La pléthore des capitaux est un de ces facteurs. « Par suite de la nature de notre époque, écrivaient, en 1885, dans leurs conclusions, les membres de la commission d'enquête sur la crise commerciale, la demande de nos produits ne grandit pas, dans la même proportion que précédemment ; notre capacité de production est, par conséquent, supérieure à nos besoins, et pourrait être considérablement accrue à bref délai ; *ce fait est dû, en partie, à la concurrence des capitaux, qui s'accumulent d'une manière régulière dans notre pays* ». Des débouchés devenaient aussi nécessaires pour les coffres surchargés, que pour les usines encombrées[2]. En élargissant graduellement les frontières impériales, le gouvernement cède, consciemment ou non, à la pression des capitaux inutilisés autant qu'à celle des industries stationnaires. Les statistiques coloniales enregistrent une hausse énorme, non seulement dans les dettes publiques[3] des colonies de peuplement qui passent de 1870 à 1900, de 53 à 315 millions de livres, mais encore dans celles des colonies d'exploitation. En trente ans, les Indes empruntent aux capitalistes anglais 120, le Cap et le Natal 39, les autres terres tropicales 10 millions de livres. Leur passif total grandit de 112 à 280 millions de livres. Il atteint 7 milliards de francs. Ajoutez encore le capital que représente la construction dans ces trente dernières années de 22.000 milles anglais de voies ferrées aux Indes[4], 2.200 dans les autres colonies d'exploita-

1. *Social Evolution*, p. 17 et 46.

2. J.-A. Hobson, *o. cit.*, 78, 82, 85.

3. Longueur en milles anglais des lignes de chemins de fer : *Statistical Abstract* pour les possessions britanniques, n° 39. Gibraltar, Malte, l'Egypte, comme dans les tableaux précédents sont laissés de côté.

4. *Statistical Abstracts* pour les possessions britanniques déjà cités.

tions, 3.000 au Cap et dans le Natal. Quand vous aurez estimé ce que vaut ce réseau de 30.000 milles, qui serre de si près celui des colonies de peuplement (37.000 milles), vous comprendrez que les revenus de placement coloniaux, soumis à l'*Income Tax*, aient pu doubler en quinze ans[1]. Et, tandis que les capitaux placés en fonds d'État indiens ou coloniaux, en actions de chemins de fer indiens, restent stationnaires ou ne grandissent que dans une faible proportion, les revenus, fournis par les autres voies ferrées coloniales, et par les entreprises privées dans telles des nouvelles possessions, s'accroissent de 20 millions de livres, d'un demi-milliard de francs.

Le développement si extraordinaire des chemins de fer nous met sur la voie d'une dernière explication. Si l'industrie anglaise a voulu renouveler, entre 1885 et 1900 sur les terres tropicales, la spéculation qui lui avait fourni, de 1860 à 1880, en Europe, ses commandes les plus nombreuses et ses placements les plus rémunérateurs, c'est que la métallurgie traverse, depuis 1878, une crise redoutable. Dès les débuts de la doctrine de concentration impériale, on rencontre l'ardente propagande des villes du fer et de l'acier, atteintes dans leur prospérité, menacées dans leurs débouchés. Lorsqu'aux environs de 1890, le rêve de l'Union fédé-

1. J.-A. Hobson, *op. cit.*, p. 57. Revenus déclarés à l'Income tax, comme fournis, par :

MILLIONS DE LIVRES	1884.	1888.	1892.	1896.	1900.
1. Les fonds publics indiens.	2.607	3.130	3.203	3.475	3.587
2. Les chemins de fer indiens.	4.544	4.841	4.580	4.543	4.693
3. Les fonds d'État coloniaux.	13.233	16.757	14.949	16.419	18.394
4. Les chemins de fer, sis hors du Royaume-Uni	3.777	4.178	8.013	13.032	14.043
5. Les placements étrangers ou coloniaux.	9.665	18.069	23.981	17.428	19.547
	33.829	46.978	54.728	54.901	60.266

1884. = 33.829.124 £ = 845.728.100 francs.
1900. = 60.266.868 £ = 1.506.672.150 francs.

rale fut reculé dans les horizons lointains de l'idéalisme politique, les mêmes villes apportèrent à l'expansion impériale l'ardeur de leurs angoisses, l'autorité de leurs inquiétudes. Non seulement tous les produits de la métallurgie, depuis la coutellerie jusqu'aux constructions, voies ferrées et machines, trouvent dans les terres tropicales des débouchés nouveaux; mais encore les commandes, qu'imposent à l'État des conquêtes à main armée, remplacent avantageusement les achats, aujourd'hui suspendus, des nations européennes. Les armements, on l'oublie trop, sont des primes indirectes à la production. Et lorsque la métallurgie — et ses filiales — occupe, comme en Angleterre, près d'un quart des ateliers industriels et des travailleurs manuels, il est facile d'apprécier la nécessité économique, la popularité électorale de ces largesses. Elles ne sont point à dédaigner, puisque de 1869 à 1896, le montant total des dépenses extraordinaires, imposées par des conflits ou des expéditions, s'est élevé à près de 28 millions de livres, 500 millions de francs[1]. Mais à ces subventions exceptionnelles, il faut ajouter les primes annuelles des budgets de l'armée et de la marine. Elles s'élevaient à 27 millions de livres en 1884; en 1889, elles passent à 50; depuis 1890, elles progressent régulièrement et atteignent 41 millions en 1897, plus d'un milliard de francs. En moins de quinze ans, elles ont augmenté de 14 millions de livres, 350 millions de francs[2].

Une politique d'expansion croissante et d'armements progressifs fut, dans ces vingt dernières années, imposée au Royaume-Uni par les tendances de son évolution économique, par la pléthore de ses capitaux, la crise de ses laminoirs. Les caractères mêmes de cette société ne permettaient-ils point de prévoir la formation, à côté de colonies de peuplement, de colonies d'exploitation, l'éclosion, à côté d'une doctrine de

1. Crédits votés pour des guerres coloniales ou en vue de complications causées par des questions coloniales. *Financial Reform Almanach*, 1899, p. 97.

2. J. A. Hobson, *o. cit.*, p. 69.

concentration, d'une théorie de l'expansion impériale? Les terres tropicales donnent à une aristocratie des postes de fonctionnaires pour ses cadets et des champs de bataille pour ses soldats. Elles fournissent à une nation industrielle, des placements réservés à ses capitaux, des débouchés réservés à ses produits, puisqu'elle dispose en maîtresse de ces populations agricoles et fixe librement leurs tarifs douaniers. Contrairement aux prévisions des philosophes libéraux, l'évolution économique, qu'ils considéraient comme indissolublement liée à la cause du libre-échange et de la démocratie, prépare le retour au protectionnisme, fortifie l'autorité de l'aristocratie. Toute l'histoire de la Grande-Bretagne, depuis trente ans, est faite des banqueroutes de leurs idées.

II. — Pouvaient-ils d'ailleurs prévoir, ces théoriciens du libéralisme politique, ces doctrinaires du classicisme économique, que les découvertes des sciences naturelles, dont ils avaient encouragé les auteurs et prôné l'importance, allaient, tout comme les œuvres des Romantiques, dont ils avaient lu les poèmes et admiré les imaginations, accroître l'influence de l'impérialisme et étendre la défaite de leurs idées?

L'action prépondérante des lois biologiques, sur l'opinion britannique, le trait caractéristique de sa vie intellectuelle, à la fin du XIXe et à l'aube du XXe siècle, est incompréhensible pour tous ceux qui n'ont point présentes à l'esprit les lignes générales de son évolution, depuis la fin du XVIIIe siècle. La popularité des solutions données par la doctrine évolutionniste aux moindres problèmes des consciences morales et des luttes politiques, est inexplicable, si l'on ignore l'exactitude avec laquelle les marques particulières de ces théories nouvelles s'emboîtent dans les cases encore vides de l'évolution intellectuelle, au point que l'œil le plus exercé ne saurait y découvrir la moindre solution de continuité. Dans cette réaction contre le classicisme et le rationalisme, dans cette lutte qui dure un siècle, les sciences biologiques ont une place toute marquée à côté du mouvement méthodiste de

la Renaissance catholique et de la littérature romantique. Ce courant religieux, ce courant littéraire, ce courant scientifique, avec tout l'élan de leurs forces distinctes, ont battu en brèche la même muraille. A des degrés différents, un Wesley et un Newman, un Carlyle et un Ruskin, un Darwin et un Huxley ont bataillé contre les abstractions rationalistes, classiques ou mathématiques, et réclamé une place pour les faits concrets, élans de leurs sensibilités religieuses, visions de leurs imaginations créatrices, résultats de leurs observations expérimentales. Les découvertes des sciences naturelles séduisent les pensées anglaises, dans leur amour pour les réalités vivantes, dans leur horreur pour les créations artificielles du raisonnement humain ; et, en même temps, volontairement ou non, elles donnent en pâture à ces âmes religieuses les mystères du monde entrevus sous le microscope d'un naturaliste, résumés dans une loi sous la plume d'un savant. Les recherches de la biologie répondent autant aux aspirations permanentes du tempérament national qu'aux caractères distinctifs de l'évolution intellectuelle. Comment, dès lors, nous étonner, si nous découvrons dans les incidents de la vie sociale, dans cette poussée impérialiste, qui ébranle la Grande-Bretagne, l'action de certaines lois biologiques, dont le sens a été altéré et la portée élargie [1] ?

Sans prétendre discuter dogmatiquement les arguments, à l'aide desquels sociologues et moralistes justifient, au nom du droit et de la justice, l'expansion impériale, nous voudrions rechercher les idées d'origine scientifique, qui ont exercé, sur l'opinion britannique, une influence parallèle à celle des causes économiques.

1. Sur cette popularité, dans l'Angleterre contemporaine, d'un vague Darwinisme, il est difficile d'apporter des preuves précises. Pour s'en convaincre, il faudrait, d'abord, feuilleter les ouvrages, dans lesquels l'idée de la lutte pour la vie est appliquée aux problèmes de la morale individuelle (Maudsley, *The Pathology of Mind*, p. 26. Huxley, *Evolution and Ethics*, p. 58), de la morale sociale (F. B. Haycraft, *Darwinism and Race Progress*, passim ; A. Stodart-Walker, *The struggle for success*, p. 23-26) et retrouver ensuite ces mêmes idées générales, passées à l'état de vérités incontestées, dans les sermons, les articles et les conversations (J.-A. Hobson, *Imperialism*, p. 163).

*
* *

Des efforts pour éclairer les mystères de la vie humaine à l'aide des découvertes des sciences naturelles, il est resté dans l'opinion britannique l'impression que son évolution était déterminée, au sens philosophique du mot, par un enchaînement de phénomènes, rigoureux dans leur succession et irrésistibles dans leur résultat. L'importance de cette croyance, son influence sur l'Angleterre contemporaine, ont été signalées par J.-A. Hobson, pour la première fois[1]. F.-H. Giddings nous en a donné une définition précise ; J.-R. Secley, une démonstration historique.

La loi de la vie est le mouvement. Ce groupement d'êtres vivants, qu'est une société, participe à la mobilité des choses. Comme pour elles, l'évolution est déterminée par des causes lointaines et irrésistibles : « Les forces cachées de la vie nationale sont instinctives et inconscientes. Les masses d'hommes marchent en avant vers l'accomplissement de leurs destinées, comme le font les individus entraînés par des courants de sentiment, et automatiquement guidés par des impulsions mécaniques, qui avaient leur origine, des milliers de générations en arrière, dans les âges obscurs de l'évolution animale. » Les volontés individuelles ou collectives ne sauraient avoir de prise sur les forces héréditaires, les facteurs économiques qui déterminent cette évolution : elles ont seulement une certaine action sur les courants intellectuels, qui restent l'un des éléments importants de ce déterminisme social[2]. Appliquant cette théorie à l'analyse de l'Impérialisme Américain, F.-H. Giddings démontre qu'étant donnés les besoins économiques, les caractères ethniques, les idées directrices de son peuple, « l'expansion territoriale des États-Unis était un fait aussi certain que l'arrivée du printemps après l'hiver[3] ». Protester contre cette loi de la nature serait

1. *The Psychology of Jingoïsm*, 1901, p. 82-6.
2. *Democracy and Empire* 1900, p. 315.
3. *Ibid.*, p. 268.

un acte coupable de la part d'un penseur : il gaspillerait ses forces dans une tâche irréalisable ; il détournerait ses contemporains d'un effort difficile et nécessaire : « adapter leurs vies à ce qui ne peut pas être évité [1] ».

La même démonstration a été faite, il y a près de vingt ans, pour l'Expansion anglaise, par J.-R. Seeley. Conçue en termes moins scientifiques et sous une forme moins philosophique, elle avait besoin d'être précédée par ce résumé de la thèse de Giddings. Le fait, qui domine et éclaire toute l'histoire anglaise, c'est beaucoup moins l'application aux problèmes politiques de solutions libérales empruntées au continent, « qu'une expansion sans précédents [2] ». C'est elle qui explique la lente ténacité avec laquelle l'Angleterre, au XVIIe siècle, « s'élève graduellement d'une humble position à la primauté parmi les empires coloniaux [3] ». C'est elle qui explique au XVIIIe, la nouvelle guerre de Cent ans, qui de Louis XIV à Napoléon Ier, met aux prises la France et l'Angleterre. A Londres ou à Paris, « les affaires domestiques absorbent l'attention et la politique semble pivoter autour du dernier vote parlementaire ou de la dernière intrigue de cour. C'est ce qui est à la surface des choses qui frappe les yeux, et non ce qui est au fond : et la *cause cachée, qui fait naître ou tomber les ministères, qui convulse l'Europe*, et la précipite dans les guerres et les révolutions, était tout autre, et tout autrement importante, qu'on ne le supposait : c'était la rivalité permanente des intérêts dans le Nouveau-Monde [4] ». Au XIXe siècle, « *si intense est le courant de la destinée qui nous porte à l'occupation du Nouveau-Monde*, qu'après avoir créé un empire et l'avoir perdu, nous en avons élevé un second presqu'en *dépit de nous-mêmes* [5] ». Et l'histoire des tendances de ce second empire colonial vers une concentration

1. P. 269, pour la suite de la démonstration, voy. chap. XVII.
2. P. 367. *L'Expansion de l'Angleterre*, 1896, trad. Rambaud.
3. P. 343.
4. P. 128.
5. P. 19.

plus étroite, l'histoire de ses relations avec les deux grands voisins, les États-Unis et la Russie, domine le siècle qui vient de se clore et dominera celui qui se lève [1]. « L'expansion de l'Angleterre, voilà la *formule qui lie son passé à son avenir*, et nous laisse l'esprit éclairé et plus profondément intéressé que jamais, parce que nous comprenons en *partie ce qui va suivre immédiatement*... Avons-nous réellement autant de pouvoir sur la marche des événements que nous le supposons ? Le cours du temps et celui de la vie, *qui tresse des liens si puissants, limite notre liberté plus que nous le pensons et même sans que nous en ayons conscience* [2] ». La force qui impose aux industriels et aux commerçants une activité spéciale, aux hommes d'État des ambitions particulières, est dictée par les tendances séculaires du tempérament national, par les caractères économiques d'un îlot encombré [3]. Et si cette « loi du développement historique [4] » paraît encore obscure, J.-R. Secley n'est point embarrassé pour trouver à l'expansion une dernière cause, qui est en même temps, une justification. « A mesure que le temps s'écoule, il nous semble plus clairement démontré, que nous sommes dans les mains d'une Providence, dont la sagesse dépasse l'habileté des hommes d'Etat [5] ». Le « Dieu qui révèle l'histoire [6] » a imposé au peuple anglais ce besoin d'annexion et partant légitimé ses conquêtes. Quelques vingt ans avant B. Kidd [7], J. R. Secley montre qu'une notion biologique de l'évolutionnisme fataliste peut revêtir une forme religieuse, et nous explique ainsi son influence sur l'opinion britannique.

Pour que les actes des collectivités puissent être déter-

1. P. 201 à 203.
2. P. 365.
3. P. 22, 75.
4. P. 343.
5. P. 312.
6. P. 162.
7. Voy. *Principles of Western Civilization*, 1901, p. 99 et 473. Fouillée dans sa *Psychologie des peuples européens*, 1900, p. 527, a défini, en quelques lignes, la tendance nouvelle que révèle l'œuvre de B. Kidd.

minés, d'une manière aussi certaine et soumis aux mêmes lois que les phénomènes de la nature, il faut que les peuples aient une unité réelle. Les notions de race et de concurrence sont inséparables de celle d'évolution; elles apportent à l'expansion impériale la force d'idées populaires, la justification des conclusions acceptées.

*
* *

Par le seul fait de substituer, à la notion d'individu, celle de race ou de société, d'accorder à ces groupements l'unité et la vie d'une personne, naturalistes et sociologues donnent au sentiment national une consécration scientifique. Il n'est plus seulement l'incarnation de traditions historiques, d'idées communes, mais encore l'expression d'une réalité concrète, d'une force naturelle. « Les limites d'une nation sont fixées par les mêmes lois qui règlent la pierre qui tombe, et la plante qui grandit; ses impulsions ont leurs racines dans le passé, comme les arbres d'aujourd'hui dans la poussière d'une génération disparue. Comme un autre organisme, la nation doit s'adapter à son milieu. Elle doit poursuivre ses fins, par des moyens appropriés au monde qui l'entoure[1]. »

Mais si les nations sont des organismes, des personnes vivantes, il s'ensuit qu'elles participent aux lois qui régissent les êtres, et, en premier lieu, qu'elles en connaissent toutes les inégalités. Il est de ces individus à l'apparente collectivité, dont la supériorité intellectuelle et morale sur les autres est telle qu'ils ont le droit de leur imposer leur autorité. « Aucune éducation littéraire ne saurait donner à l'Indou ou au Parsi l'honnêteté, le jugement, l'incorruptibilité qu'on peut présumer chez l'Anglais; et le fonctionnaire indigène n'a pas naturellement pour s'élever le stimulant si fort, dont l'Anglais, dans la même position, ne peut éviter l'influence : la responsabilité d'appartenir à la race qui commande. Nous avons ouvert dans les Indes une multitude d'écoles, dans lesquelles nous

1. P. 222. Spencer Wilkinson, *The great Alternative*, ed. 1902

enseignons l'Anglais et les éléments du savoir de l'Occident, et qui sont autant d'avenues vers les fonctions du gouvernement, dans les grades inférieurs. Mais un tempérament ne se donne pas dans des leçons enseignées du haut d'une chaire ; il est le résultat d'une vie passée sous l'influence du sentiment du devoir et de traditions séculaires. L'implanter dans les Indes en quelques années est une impossibilité véritable[1] ».

L'exercice de l'autorité auquel cette supériorité donne droit est aussi un devoir. C'est un devoir pour l'Angleterre d'occuper l'Egypte[2] ; c'est un devoir pour elle de consolider, par des annexions nécessaires, son empire dans les Indes[3]. Conteurs et orateurs ont répété, à satiété, ce mot de *duty*, dont nons avons dit l'action magique sur une pensée anglaise. Le sentiment de cette supériorité est la justification morale de tous ceux, colons et fonctionnaires[4], qui collaborent à l'Expansion impériale. Ils s'acquittent d'une mission religieuse.

Et leurs scrupules doivent être d'autaut plus légers que la concurrence, la lutte pour la vie, reste aussi salutaire pour les personnes nationales que pour les êtres vivants. Seule, la sélection naturelle, — c'est-à-dire « *le choix des plus aptes physiquement et moralement* » à donner le jour aux générations nouvelles, — peut assurer l'élimination des éléments mauvais[5]. Appliquée aux individus, la sélection naturelle assure le progrès d'une nation. Appliquée aux nations, elle assure le progrès de l'humanité.

L'expansion impériale, cette forme de la lutte pour la vie, est une nécessité. L'histoire nous montre une manière « et une seule, pour produire un haut degré de civilisation :

1. P. 222. Spencer Wilkinson, *The great alternative*, 2e édition 1902. Tous les ouvrages du même auteur sont à lire pour comprendre les origines et les caractères de la poussée belliqueuse contemporaine (*War and policy*; *Nation's awakening*).

2. P. 183-5.

3. P. 220, 223.

4. *Mémoirs of Hubert Hervey by Earl Grey*, 1899, cité dans J.-A. Hobson p. 168.

5. K. Pearson, *National Life*, 1900, p. 18.

c'est la lutte des races contre les races, la survivance du peuple le plus apte physiquement et intellectuellement[1] ». Cette bataille éliminatrice peut revêtir deux formes différentes. Sur le terrain économique et intellectuel, les nations, qui incarnent les traits distinctifs de la civilisation occidentale, combattent entre elles pour assurer la prédominance de leurs industries, de leurs sciences et de leurs arts[2]. Sur le terrain militaire, les races les plus fortes, amenées à rechercher de par le monde les richesses inexploitées, guerroient les armes à la main contre les races les plus faibles pour les asservir, souvent pour les exterminer : « La lutte pour l'existence entre les blancs et les rouges, quelque douloureuse et même terrible qu'elle fût dans ses détails, nous a donné un bien qui dépasse de beaucoup les maux immédiats. Au lieu de l'homme rouge qui, pratiquement, ne contribuait en rien au travail et à la pensée du monde, nous avons une grande nation, maîtresse dans beaucoup d'arts, et capable, avec sa jeune imagination et sa nouvelle activité, que rien n'entrave, de contribuer à accroître, pour une large part, le trésor commun de l'homme civilisé. En balance de tout cela, vous pouvez seulement placer la sympathie romantique pour les Peaux-Rouges, créée par les romans de Cooper et les poèmes de Longfellow, — eh bien, — voyez de combien peu elle pèse dans la balance[3] ! »

Salutaire, au point de vue des intérêts généraux de l'humanité, cette disparition, sinon des races, du moins des civilisations inférieures, l'est aussi pour les nations contemporaines, prises individuellement. « Ces vastes organismes, soumis aussi complètement aux grandes forces de l'évolution qu'aucun autre type collectif de vie », doivent, « par des efforts conscients et attentifs, s'adapter à un milieu qui change d'une manière continue[4] ». Pour arriver à un pareil

1. P. 19.
2. P. 44-46.
3. P. 23.
4. P. 34.

résultat, il est nécessaire d'assurer, au sein de chaque société, l'élimination des mauvais et le développement des bons éléments. L'expansion impériale est le seul moyen d'arriver à ce double résultat. D'une part, les colonies, — même sous les climats tropicaux, — fournissent des débouchés, à un trop plein de population, nécessaire pour obtenir l'arrivée au premier rang des intelligences et des volontés supérieures. Seule, la poussée constante d'une natalité débordante [1] permet à la loi de la sélection naturelle de fonctionner d'une manière complète et de produire tous ses résultats. Or elle n'est possible que si sont ouvertes des terres nouvelles aux bras et aux capitaux. Et, d'autre part, il n'est pas de labeur qui trempe d'une manière plus complète ses ouvriers, que cette œuvre de défrichement matériel et moral [2]. Elle donne aux hommes ces qualités mêmes de ténacité orgueilleuse et d'audacieuse initiative qui sont les plus nécessaires dans les luttes économiques de notre époque. Même si le commerce des terres tropicales n'était pas une nécessité immédiate, il n'en contribuerait pas moins indirectement à assurer la prédominance des nations qui en auraient le monopole.

Mais tel n'est pas le cas du Royaume-Uni. L'expansion impériale, la lutte contre les races faibles est pour lui d'une nécessité quotidienne. « Il est possible, pour une petite communauté rurale, de rester à l'écart des luttes mondiales, dans un état de stagnation, s'il n'y a plus de nation puissante pour désirer ses possessions. Mais sommes-nous une de ces communautés ? N'est-ce pas un fait que le pain quotidien de nos millions de travailleurs dépend de ce qu'ils aient quelqu'un pour qui travailler ? Que si nous renonçons à lutter pour les routes commerciales, les marchés libres et les terres inoccupées, nous renonçons indirectement à notre approvisionnement en aliments ? [3] »

1. P. 27.
2. P. 30.
3. P. 45.

La loi de la concurrence justifie cette douloureuse mais nécessaire expansion : « Le sentier du progrès est semé des débris des nations ; des traces partout sont visibles des hécatombes de races inférieures et de victimes, qui ne trouvèrent pas la voie étroite qui conduit à une perfection plus grande. Et cependant ces peuples morts sont, en vérité, les marches à l'aide desquelles l'humanité s'est élevée à la vie de pensées plus hautes et de sentiments plus profonds, dont elle jouit aujourd'hui[1] ». L'histoire sacrée ne nous apprend-t-elle pas — et l'on voit que cette idée biologique, tout comme les deux premières, peut revêtir une forme religieuse — que Dieu, pour assurer le perfectionnement progressif et le triomphe final du peuple élu, lui ordonna de lutter les armes à la main, et d'anéantir ses adversaires ? L'Evangile, d'ailleurs, l'a redit : « Les nations s'armeront contre les nations et les royaumes contre les royaumes[2]. »

Ces trois justifications biologiques de l'expansion impériale concordent exactement avec les besoins particuliers des pensées britanniques, amoureuses, par haine de l'abstrait, à la fois des annotations expérimentales et des visions imaginatives. Ces trois argumentations prennent le lecteur anglais par ses qualités et ses défauts. Elles fournissent aux consciences morales, qui éprouvent le besoin de réaliser d'une manière concrète, sous une forme religieuse, leur culte du devoir, des arguments qu'il serait possible de traduire en termes bibliques. Elles adressent aux volontés, orgueilleuses de leur force individuelle et de leur œuvre collective, un ardent et brutal appel. Comment s'étonner dès lors que ces arguments, reproduits dans les articles[3], passés à l'état de vérités indéniables, soient devenus l'un des facteurs les plus décisifs de l'évolution contemporaine ?

1. P. 62.

2. Saint Mathieu. XXIV, 7.

3. Saint-James Gazette. *Ethics of Imperialism*, 1, 2, 13 mars 1900. *J. Chamberlain's Speeches*, 1899, p. 6, 42, 44, 89, 93; *England's Mission by English statesmen*, 1901, p. 14, 16, 18, etc.

III. — Libéraux et conservateurs ont annexé avec un zèle égal. Les seuls ministères, dont l'activité puisse être rapprochée de celle des cabinets Beaconsfield et Salisbury, se trouvent être ceux que présida l'apôtre du droit international, l'homme d'État pacifique, Gladstone.[1] Et en effet, malgré ses moyens exclusivement militaires, ce second courant impérialiste peut prétendre à une certaine légalité. Comment le droit d'occupation, auquel, dans une même société, des hommes, égaux par la culture générale et les droits civiques, se refusent à reconnaître une valeur absolue, aurait-il, pour des collectivités dont la civilisation diffère, une portée illimitée ? Si des nouveaux venus, sans songer un seul instant ni à exterminer par les balles et le feu, l'alcool et le « travail obligatoire », les premiers occupants, ni à les assimiler brusquement en détruisant leur organisation politique, leurs coutumes religieuses, se préoccupent seulement d'exploiter, d'une manière plus complète, des richesses ignorées ou même méconnues, de mettre un terme à des usages sanguinaires et à des guerres permanentes, comment nier la légitimité absolue et l'action pacifique de cette expansion coloniale ?

*
* *

Sans méconnaître les qualités de la race Anglaise, ni oublier la sympathie qu'elle a témoignée, à diverses époques, à des nations opprimées, il est cependant impossible de nier que les expéditions annuelles et les conquêtes permanentes aient exercé, non seulement sur leurs auteurs, mais sur l'opinion publique, elle-même, une action débilitante. Les auteurs anglais reconnaissent que les récits des *War-correspondents* et les romans des apôtres de l'Impérialisme contribuent à rendre les générations contemporaines plus brutales et plus agressives : « Un des caractères du nouvel Impérialisme est l'exploitation et le mauvais traitement des indigènes. La balle dum-dum fut condamnée à la confé-

1. Samuel, *o. cit.*, p. 329.

rence de la Haye par tous les États, excepté l'Angleterre et les États-Unis qui déclarèrent ne pouvoir renoncer à l'utiliser dans leurs guerres contre des sauvages. Tandis que nous pensons qu'il est parfaitement juste d'infliger de terribles blessures à des hommes qui ne possèdent pas une peau blanche, on considère comme un crime que ces balles soient utilisées contre nous. M. Rhodes, « une personnification de l'Impéralisme, » au dire du *Times*, qui devrait s'y connaître, vote, au parlement du Cap, en faveur du projet de loi sur le fouet, qui donne le droit au maître de battre des indigènes, après en avoir référé à un magistrat. Sir Arthur Hardinge raille « la faction anti-esclavagiste » de Zanzibar ; et il est fort peu certain que le gouverneur Eyre eût été arrêté s'il avait pendu Gordon en 1901, au lieu de 1865. Pour les héros de M. Kipling, la destruction des indigènes est à la fois l'occupation et la distraction de leur vie. Quand l'aveugle Dick Helbar, au Soudan, entend tirer le canon, il s'écrie avec délices : « Donnez-leur le feu de l'enfer ! oh ! donnez-leur le feu de l'enfer » ; et on nous apprend avec délicatesse, que frapper d'estoc et de taille des Afghans, produit un bruit semblable à la viande coupée sur le billot[1] » Avec raison, M. Gooch, qui énumère aussi sincèrement ces jolies malpropretés, rappelle que les Anglais n'ont point été seuls à les commettre. Avant de les flétrir, du haut de leur consciences sereines, les Allemands devront évoquer dans leurs mémoires les sanglantes débauches de M. Peters, le fondateur des colonies de l'Afrique Orientale, et les Français, les massacres de la mission Voulet et Chanoine. Sans donc songer, un seul instant, à oublier cette communauté dans le crime, constatons seulement, avec les mêmes auteurs Anglais, que l'opinion britannique n'a point entouré d'une réprobation unanime ces actes de brutalité. Et lorsqu'à des faits isolés succèdent des mesures collec-

1. *Heart of the Empire, o. cit.*, p. 328. Voy. aussi Gilbert Murray, *The Exploitation of inferior races. Liberalism and the Empire.* J.-A. Hobson, *o. cit.*, p. 210, 250, etc. Hobhouse, *Democracy and reaction*, p. 39

tives ; quand on confisque en 1897, à la suite d'une émeute, les propriétés de 8.000 Cafres, « terre excellente, susceptible d'être morcelée en un certain nombre d'exploitations[1] » ; lorsque le « travail obligatoire » des indigènes[2] est organisé dans l'Afrique Méridionale, la nation anglaise, endurcie par les lectures[3] et les émotions passées, aguerrie d'ailleurs de longue date par la rudesse romaine de son tempérament, les souvenirs belliqueux de son histoire, et les traditions sportives de sa société, absout avec sérénité.

Sous l'action de cette expansion impériale, les consciences britanniques sont devenues moins sensibles aux brutales agressions, les pensées Anglaises plus rebelles aux règles du droit international.

La guerre est considérée comme un acte normal, une forme de la vie nationale[4] ; bien plus, comme un phénomène nécessaire : « Aucun peuple ne s'est élevé à la grandeur sans la discipline de la guerre ; peu de pays ont été capables de développer les plus hautes capacités, en art, science, savoir ou industrie, excepté sous son impulsion. Les grandes époques littéraires sont d'ordinaire celles qui ont succédé à une guerre heureuse. L'âge de Périclès n'était pas une époque où les hommes n'eussent point tâté de la bataille. Les terribles, mais rares et courtes guerres des temps modernes fourniront ce tonique occasionnel, dont le corps social a besoin. En attendant, la préparation soigneuse et systématique au conflit possible est une inappréciable discipline, qui semble nécessaire à une époque où l'aisance grandit et où la religion perd le pouvoir nécessaire pour élever les esprits des hommes au-dessus du matérialisme grossier[5] ».

1. J.-A. Hobson, p. 276.

2. P. 282, 287.

3. Ex. : « Le foot-ball est un bon jeu ; mais bien meilleur que tout autre jeu, est la chasse à l'homme. » Baden-Powell, *Aids to scouting*, p. 124 ; Winston-Churchill. *The River War* (notamment p. 204. 206). W.-O.-L. Beynon, *Wilh Kelly to Chitral*, 1899 ; sir R. Slatin, *Fire and Sword in the Sudan*, 1899.

4. Sp. Witkinson, *o. cit.*, p. 117.

5. Sidney Low. *Should Europe disarm? XIX Cent.*, oct. 1898. Voy.

Mais, si les luttes collectives à main armée sont une forme normale et nécessaire de l'activité humaine, il s'ensuit que les règles, à l'aide desquelles des juristes se sont efforcés de limiter ce qu'ils considèrent comme un « mal » doivent être accueillies avec le dédaigneux sourire d'hommes pratiques. L'hostilité traditionnelle de l'opinion britannique pour le droit internationnal s'est accrue; et Spencer Wilkinson s'en est fait l'interprète. Il a raillé et réfuté les six principes, à l'aide desquels Gladstone prétendait enrayer « les droits, les intérêts ou les ambitions », les trois mots sont synonymes. du Royaume-Uni[1]. La diplomatie ne doit pas se donner comme but « de conserver aux nations la bénédiction de la paix; c'est la négation de toute politique ». Les États ne sont pas égaux : « Dans ce monde, il n'y a que la guerre pour trancher une sérieuse querelle internationale. S'agit-il de disputes futiles, les nations admettent l'arbitrage ; mais elles ne l'acceptent jamais pour des questions qui sont ou qu'elles croient être d'une importance vitale. Une nation qui se fie à ses droits, au lieu de se fier à sa marine et soldats, se trompe elle-même et prépare sa propre chute. » Entraîné de conséquences en conséquences, Spencer Wilkinson en arrive à condamner la déclaration de Paris et la législation qui décide que le pavillon neutre protège contre la confiscation tous les articles destinés aux belligérants, à l'exception de la contrebande de guerre. « Il paraît que l'immunité du drapeau neutre est considérée comme une concession à l'humanité. Il n'en est rien. Il *s'agit simplement de diminuer les effets de la victoire navale*, et il considère comme incroyable » qu'il se soit trouvé des ministres anglais pour accepter cette restriction[2].

Pas une des règles les plus humaines du droit international ne pourrait résister à une pareille argumentation. L'inté-

d'autres citations dans : Robertson, *Patriotism and Empire*, 2e édit., 1900.

1. P. 7, 11.

2. P. 137.

rêt des belligérants excuse tout, justifie tout. La courtoisie de l'homme de sport est la seule garantie de l'adversaire malheureux.

*
* *

Cette influence intellectuelle et morale des conquêtes est d'autant plus redoutable que les annexions régulières ont multiplié et facilité les chances des conflits. Si de 1884 à 1900, la surface des possessions britanniques a grandi d'un tiers, comment les sources de difficultés diplomatiques n'auraient-elles pas été accrues ? Si cette expansion est le résultat de lois biologiques qui déterminent l'évolution des peuples, imposent aux races des missions distinctes, les contraignent enfin à lutter les unes contre les autres, comment les hommes d'État et l'opinion britannique ne se montreraient-ils pas plus cassants, lorsque leur légitime et providentielle activité se trouvera sur un point enrayée par un rival européen, ou menacée par une nationalité rebelle[1] ? Pourquoi d'ailleurs redouter une solution brutale, puisque l'Angleterre dispose pour faire prévaloir ses droits, d'une armée indigène qui peut être décimée sur les champs de bataille, sans que les femmes anglaises aient à porter le deuil des morts et les contribuables britanniques à payer les pensions des orphelins[2] ? L'expansion impériale fournit, pour trancher les conflits dont elle multiplie le nombre et envenime les négociations, une arme commode et à bon marché.

Cette influence était d'autant plus redoutable, qu'on avait par avance sapé les bases des résistances pacifiques, brisé l'autorité des pensées juridiques et détruit les scrupules des consciences morales.

§ III

Différentes par leurs origines économiques et intellectuelles ; identiques, par leur action psychologique sur les pensées

1. Kidd, *The Control of the Tropics*, p. 45, 58, 59.
2. J.-A. Hobson, *o. cit.*, 145.

concrètes et les âmes religieuses, les deux doctrines de concentration et d'expansion impériales ont exercé une égale action belliqueuse sur l'Angleterre contemporaine.

Toutes deux se prêtent à la justification d'une seule et même guerre contre un peuple de race blanche. Les apôtres de l'unité du monde anglo-saxon y verront le moyen de réaliser entre toutes ses fractions cette alliance militaire, de produire sous toutes les latitudes cet ébranlement, préludes nécessaires d'une révision constitutionnelle et d'une fédération politique. Les pionniers de la « *Pax Britannica* » y découvriront l'application nécessaire des lois biologiques, la disparition de l'obstacle qui gênait une activité légitime. Ces deux courants impérialistes se rapprochent, enfin, dans une œuvre politique commune.

Ils ont enrayé le mouvement démocratique, et affaibli le libéralisme parlementaire. Tous les efforts pour réaliser l'unité impériale, par des manifestations publiques ou des réformes administratives, accroissent le prestige, et partant l'autorité de la monarchie héréditaire, symbole de l'Union anglo-saxonne. Les Conseils Fédéraux, dont la création est projetée, limitent le rôle, et partant les droits du Parlement[1]. L'expansion impériale grandit, aux dépens du pouvoir législatif, le rôle du pouvoir exécutif, au fur et à mesure que s'étend le champ de son activité et le nombre de ses fonctionnaires[2]. Elle accroît les pouvoirs de l'aristocratie, puisque les conquêtes nouvelles lui apportent, avec le prestige des victoires, les revenus de placements privilégiés[3].

Né de la réaction conservatrice qu'entraîne l'évolution industrielle, l'impérialisme, sous ses deux formes, leur reste indissolublement lié.

1. Holland, *Imperium et Libertas*, p. 305-318.
2. J. A. Hobson, *o. cit.*, p. 153.
3. *Ibid.*, p. 158, 335.

CHAPITRE IX

LA STAGNATION COMMERCIALE ET LA GUERRE

Date à laquelle apparaissent, dans l'histoire de l'Angleterre contemporaine, les trois faits qui la caractérisent : la crise libérale, la poussée impériale, la stagnation commerciale.

§ I. — Les crises commerciales. — 1° *Statistiques générales.* — *A.* Les statistiques du marché du travail, du paupérisme et de l'émigration, d'une part ; celle des exportations de produits britanniques et des sociétés financières de l'autre, révèlent aux mêmes dates, des crises dans la vie industrielle. *B.* Ces crises aboutissent à une stagnation : réparties par tête d'habitant, les exportations ont baissé ; réparties d'après la nationalité des acheteurs, les ventes britanniques n'ont point progressé ; le volume des expéditions a plutôt reculé. — 2° *Industries particulières.* — *A.* La métallurgie. — Rôle prépondérant joué par l'industrie du fer et de l'acier dans la période où s'est préparée, dans celle où s'est réalisée l'hégémonie commerciale du Royaume-Uni. — Baisse constatée depuis 1870-74, dans les statistiques de la production, les feuilles d'expédition et les bilans des bénéfices. — *B.* Industrie textile. — Distinctions nécessaires. — I. Lainages, situation différente des fils et tissus. — II. Destinée identique des tissages de jute et de toile. — Les fils se maintiennent. — Les ventes de tissus sont en baisse. — III. Seuls, les tissages de coton échappent à cette stagnation. — Quelques menaces pour l'avenir. — *C.* Les industries prospères : le charbon ; les constructions navales ; les transports maritimes. — Quelques nuages à l'horizon.

§ II. — Leur origine. — 1° La réaction protectionniste. — Coïncidence entre les crises du commerce anglais et l'adoption de tarifs protectionnistes par les nations étrangères. — Baisse des ventes anglaises sur les marchés protégés. — Pourquoi elle est particulièrement importante. — Poids des tarifs. — 2° Extension de la révolution industrielle. — La concentration urbaine ; la consommation du charbon et du fer aux Etats-Unis et en Allemagne. — 3° La concurrence des nouvelles nations industrielles. — Progrès comparés des exportations allemandes, américaines et anglaises. — Comparaison des gains nets et proportionnels réalisés sur divers marchés.

§ III. — Leur action belliqueuse. — Triple origine de cette influence. — 1° Caractère successif des émotions provoquées. — 2° Con-

viction anglaise de l'efficacité commerciale des guerres. — 3° Date où se produit la panique.

La crise du libéralisme se révèle aux yeux de l'historien entre 1874-80, au moment où lord Beaconsfield esquisse le programme de réaction politique et de réformes ouvrières, qui ralliera, pendant près de vingt ans, la majorité de l'Angleterre, autour du parti Tory. La poussée de l'impérialisme se fait sentir un peu plus tard. — Les émotions qu'éveille, les images qu'évoque lord Beaconsfield ne sont point inutiles au réveil d'une double doctrine de concentration et d'expansion, que facilitent le développement des relations commerciales, le relâchement des liens politiques, le jeu des sentiments patriotiques. On peut rattacher le point de départ de ce courant à la fondation de la *Ligue pour la Fédération impériale* (1884). — Plus tard, enfin, se précise la stagnation commerciale. Manifestée pour la première fois, aux yeux de l'opinion britannique, par la crise de 1884-86 et l'enquête parlementaire [1], elle ne prend vraiment possession des cerveaux et des cœurs que lors de la campagne contre l'invasion germaine et de la réouverture des enquêtes gouvernementales (1895-97) [2].

Entre la stagnation commerciale et le bien-être croissant, auquel nous avons, dans un chapitre précédent, attaché une signification politique, — il n'y a point contradiction. Dans le monde des phénomènes économiques, comme dans celui de la matière, les ondes vibratoires se prolongent bien après la disparition de la cause initiale. La prospérité a d'autant plus facilement survécu aux vingt années exceptionnelles de

1. *Parliamentary Committee on the Depression of Trade*. *Blue Books* C. 4.621, 4.715, 4.797, 4.893.

2. En 1889, les dangers de la concurrence allemande étaient encore niés (E. Williams, *Made in Germany* Londres. Heinemann 1897, p. 3). En 1894, elle est signalée dans les rapports consulaires (id. p. 6). En 1895, M. J. Chamberlain ordonne aux gouverneurs des Colonies de faire une enquête sur le recul des importations britanniques. Le résultat en est publié en 1897 (Blue Book C. 8.449). L'année précédente Williams avait fait paraître son livre. De 1896 à 1898, les consuls se livrent à une recherche des causes du ralentissement des ventes britanniques. Leurs rapports paraissent en 1898 (*Blue Book* C. 9.078).

1854 à 1874, que les crises ont été suivies de reprises, qu'il y a eu arrêt, stagnation plutôt que recul et décadence.

La circulation des ballots et de l'or ne paraît pas s'être ralentie dans cette île encombrée. La forêt des mâts qui assiègent ses ports semble s'épaissir encore [1]. Les longues files de wagonnets, qui serpentent dans les vallées, ont accru le nombre de leurs anneaux [2]. Les millions de bras qu'exigent les industries britanniques n'ont cessé de croître [3]. L'or paraît s'être entassé dans les bourses des travailleurs comme dans les coffres-forts des capitalistes. Les salaires [4] ont augmenté en même temps que les différentes formes de l'épargne [5] et les diverses sources des revenus industriels [6].

Il n'en est pas moins certain, que dans ces vingt dernières années l'essor économique du royaume a été par deux fois enrayé par des crises violentes ; que son commerce d'exportation a été arrêté dans son développement par une invincible stagnation.

§ I

Si l'on veut saisir la profondeur des oscillations du balancier qui traduit, dans son va-et-vient, les bonnes ou les mauvaises heures du commerce britannique, il faut consulter les statistiques du marché du travail. La masse des ouvriers industriels est trop grande pour qu'on n'y puisse saisir avec netteté les fluctuations de la prospérité économique.

En prenant pour point de départ 1900 (1900 = 100) les statisticiens résument, dans le tableau suivant, les renseignements fournis par les Trade-Unions, sur le chômage de leurs adhérents [7] :

1. *Blue Book*. c. d. 1761. p. 431-2.

2. A.-L. Bowley, *National Progress in Wealth and Trade* (London Kings, 1904, p. 41).

3. A.-L. Bowley, *o. cit.*, p. 5.

4. A.-L. Bowley, *o. cit.*, p. 33. Voy. aussi Sir R. Giffen. *Economic Inquiries and Studies Londres, G. Bell*, 1904, t. I, p. 382.

5. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 460.

6. A.-L. Bowley, *o. cit.*, p. 18.

7. *Blue Book*, c. d. 2. 337, p. 85.

PÉRIODES	NIVEAU MOYEN du marché du travail.	ANNÉES les meilleures.	NIVEAU	ANNÉES les plus mauvaises.	NIVEAU	DIFFÉRENCE de niveau.
1860-64.	99.2	1860.	101,0	1862.	96,7	4,3
1865-71.	98,7	1871.	101.2	1868.	96,0	5,2
1872-81.	98,9	1872.	102,0	1879.	91,9	10,1
1882-88.	96,8	1882.	100,5	1886.	93,1	7,4
1889-98.	98,3	1889.	100,8	1893-94.	95,0	5,8

Jamais le marché du travail n'a retrouvé l'activité de 1871-72 ; jamais, il n'avait connu — depuis l'ère libre-échangiste —, de dépressions aussi profondes, que celles de 1879, 1886, 1894. Leur gravité est précisée par les statistiques de l'émigration et du paupérisme. Seulement, leur contre-coup ne se fait pas sentir immédiatement : avant de se faire inscrire à l'Assistance Publique ou de se décider à émigrer, l'ouvrier dépense ses dernières économies. De 1872 à 1878, le nombre moyen d'hommes adultes secourus par les *Board of guardians* avait baissé régulièrement et atteint 92.000 ; il se relève ensuite (104 et 115.000) pour diminuer progressivement à partir de 1881. La hausse recommence en 1885 et atteint 102.715 en 1888. La baisse dure trois ans, recule devant une recrudescence du paupérisme, à partir de 1892. Le chômage s'accroît en 1893 et 1894 (105-213). Toute la période 1895-1899 est mauvaise (moyenne : 103, 935)[1]. La courbe dessinée par l'émigration est la même : les points les plus élevés sont atteints de 1879 à 82, de 86 à 88[2].

Quelles qu'aient été les variations des prix[3], il est possible de retrouver dans les statistiques des exportations de marchandises d'origine britannique[4], la confirmation de ces crises.

1. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 468-469.

2. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 402 c. d. 2337, p. 161.

3.

	1893-97	1888-92	1883-87
	£	£	£
100 livres sterling d'exportations (1898-02) se se raient vendues.	95	101	102
100 livres sterling d'importations (1890-02) se se raient vendus	97	111	116

Economic Journal décembre 1903, p. 628, 632.
Sir R. Giffen, *o. cit.*, t. I, p. 121.

4. Exports of British and Irish Produce (merchandise). *Blue Book*, c. d. 1761, p. 411.

Leur valeur annuelle totale était montée de 181 (1865-69) à 235 (1870-74) millions de livres. Elle baisse à 202 (1875-79), remonte à 234 (1880-84), tombe à 226 (1885-89), se relève ensuite à 234 (1890-94) et 238 (1895-99). De 1873 à 1879 inclus la diminution reste constante. A trois ans de reprise (223, 234, 242 millions de £) succèdent en 83 quatre années de ralentissement. De 213 millions, en 1886, les ventes, par bonds successifs atteignent 263 en 1890 ; par étapes régulières, elles reculent à 216 en 1894. Nous enregistrons ensuite deux années de hausse, compromises par deux années de baisse. Crise de 1873 à 1879 ; crise de 1883 à 1886 ; crise de 1891 à 1894 ; stagnation de 1895 à 1898 : tel est le bilan des exportateurs. Il est confirmé par celui des financiers.

Le capital-actions nominal des sociétés anonymes créées annuellement avait atteint en moyenne, de 1870 à 1874, 100 millions de livres sterling. Il baisse, dans la période quinquennale suivante (1875-79 = 68 millions). Et si de 1880-84, il reprend à 188 millions, atteint le chiffre de 206 (1884-89), on n'en relève pas moins, en 1883, 1884 et 1885, une chute au-dessous du niveau normal : 167, 138, 119 millions de livres sterling. La période 1890-94 constitue un sensible recul sur les dix années précédentes : 138 millions au lieu de 206 et 188. Pendant quatre ans sur cinq, de 1890 à 1893, la baisse est régulière et rapide : 238, 134, 103 et 96 millions de livres sterling. La hausse reprend ensuite, assez forte, pour masquer, sous les apparences d'une excellente moyenne (270 millions, 1895-99), un recul progressif [1].

Les bilans des financiers et des commerçants, les statistiques des *Trade-Unions* et des *Board of guardians* concordent absolument. Aux mêmes dates, 1878-79, 1885-86,

1. 1895 : 231 milllions de livres sterling.
1896 : 309, — —
1897 : 291, — —
1898 : 272, — —
1899 : 245, — —
1900 : 221, — —
1901 : 144, — —
Blue Book , c. d. 1761, p. 475.

1894, 1897, elles signalent un accroissement dans les misères urbaines, un ralentissement des ventes britanniques, un recul de l'esprit d'entreprise.

*
* *

La périodicité de ces crises, à des intervalles aussi rapprochés, en accroît la gravité sociale, en précise la signification économique. S'il est possible d'expliquer par des événements politiques la première et peut-être la seconde de ces fluctuations[1], il paraît difficile de nier la légitimité des angoisses britanniques, l'existence d'une stagnation commerciale, devant les révélations des statisticiens[2].

La valeur des exportations de produits britanniques, répartie par tête d'habitants et calculée par périodes quinquennales, avait grandi régulièrement de 1855-59 à 1870-74 : de 4 £ 2 sch., elle monte à 4 £ 14 sch., 5 £ 19 sch., 7 £ 7 sch. Depuis, sauf une seule et légère reprise, elle baisse, avec la même régularité : 6 £ (1875-79) ; 6 £ 13 sch. (1880-84) ; 6 £ 3 sch. (1885-89) ; 6 £ 2 sch. (1890-94) ; 5 £ 19 sch. (1895-99)[3]. Et si ces calculs paraissent trop ingénieux pour être probants, bien qu'ils signalent en Alle-

1. Pour expliquer le recul progressif de 1873 à 1879, on insiste sur la diminution des achats allemands, auxquels la victoire et nos capitaux avaient imprimé une intensité particulière ; et sur la guerre Russo Turque. Sir R. Giffen (*o. cit.*, t. I, p. 98) s'attache particulièrement à mettre en lumière les origines financières. La guerre Gréco Turque et les affaires d'Egypte auraient joué un certain rôle, dans la crise 1884-86. La véritable cause de ces deux arrêts dans l'expansion britannique nous paraît bien plutôt devoir être cherchée, dans la constitution d'industries européennes, à l'abri de tarifs protecteurs, sur un continent qui n'est plus troublé, excepté dans les Balkans, par des guerres aussi fréquentes que de 1854 à 1871. Cons. A. L. Bowley, *England's foreign Trade in the* XIXe *Century*, 1893, p. 45, 70, 84.

2. Nous n'insisterons pas sur la fameuse question de l'excédent des importations sur les exportations. Après avoir fait couler énormément d'encre, A. L. Bowley *England's foreign Trade*, p. 105, 116 ; E. Burgis, *Perils to British Trade*, 1895, p. 102, 116. V. St-Clair Mackenzie, *The Dynamics of fiscal Problem*, 1904, p. 57, 62 etc., elle nous apparaît comme définitivement éclaircie par les recherches de Sir R. Giffen (*o. cit.*, t. I, p. 282) sur les gains de l'industrie des transports maritimes et les revenus des placements à l'étranger. Elles ont été résumées dans le *Blue Book*, c. d. 1761, p. 103.

3. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 403.

magne, aux États-Unis, des augmentations, là où nous enregistrons pour l'Angleterre des reculs[1] — il est facile de les confirmer.

On peut, au lieu d'évaluer la valeur totale des ventes britanniques, les classer d'après la nationalité des acheteurs. Limitons notre enquête aux six périodes quinquennales (1870-1900) ; prenons les moyennes annuelles ; consultons les statistiques des principales nations du globe. Les achats de la Russie à l'Angleterre oscillent entre 8, 6, 6, 4, 6, et 8 millions de livres sterling. Les commandes de l'Allemagne ne varient pas sensiblement : 26, 20, 18, 16, 18, 23 millions. Celles de la Hollande tombent de 14 à 11, 9 et ne varient plus. Les exportations à destination de la France reculent plutôt : 16, 15, 17, 15, 15, 14. Il en est de même pour les ventes faites à la Turquie d'Europe, et d'Asie, à la Roumanie, à la Bulgarie et à la Serbie : 8, 7, — 8, 7, — 8, 7. Les importations de l'Italie restent immobiles à 6. La clientèle de l'Amérique du Sud ne semble point mieux disposée que celle de l'Europe :

Etats-Unis.	33	18	28	28	26	21	millions £
Brésil. . .	7	6	7	6	8	6	—
Chili. . . .	3	2	2	2	3	2	—
Pérou. . .	2	1	1	1	1	1	—

Et si les achats des terres, où ne flotte point le drapeau britannique restent stationnaires (175, 135, 153, 147, 156, 157), ce ne sont point les commandes des terres qu'abrite l'Union-Jack, qui calmeront les angoisses britanniques par la perspective de lointains et paisibles horizons. Les ventes de la Métropole aux Colonies ont grandi régulièrement depuis 1855-59 jusqu'en 1880-84 ; 37, 46, 50, 60, 67, 81 millions d'affaires par an ; et voici que la ligne redescend : 79 (1885-1889), 70 (1890-94), 81 (1895-99)[2].

Si au lieu de répartir la valeur des exportations d'après la nationalité des destinataires, on évalue le volume global des

1. *Blue Book*, 1199, p. 11.
2. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 419, 430.

ventes britanniques, les résultats sont les mêmes, les conclusions identiques [1]. Les ventes croissantes de l'industrie minière masquent la stagnation des autres catégories : elles ont été éprouvées par la crise de 1890-94, qui succédait à celles de 1884-85, 1877-78. Les exportations anglaises n'ont plus la force de réagir. Elles s'arrêtent au niveau atteint, il y a vingt ans, et ne parviennent pas à le dépasser.

Les statisticiens du *Board of Trade*, dans le tome II de l'Enquête Fiscale, se sont préoccupés de classer, suivant une définition rationnelle et des caractères précis, les diverses catégories des ventes britanniques. Suivons dans leurs colonnes [2] les fluctuations des expéditions « de produits complètement ou presque complètement fabriqués d'origine britannique [3] ». En 1870, cette catégorie d'exportations atteignait 181 millions de livres sterling ; elle monte à 199 et 331. A partir de 1873, elle baisse, et par des reculs successifs atteint 168 millions en 1879. Triomphant de cette première crise les expéditions reprennent : 196 (1880), 207, 212 millions. Trois années de dépression (1884-85-86) les font reculer à 186. Les achats de l'étranger arrivent aux bureaux, les fabricants enregistrent avec joie un réveil des affaires (193, 203, 215, 225). Une troisième crise fait tomber les expéditions à 210 (1891), 192, 185, et 180 (1894), au-dessous du niveau atteint en 1886. On escompte une reprise : elle ne se produit pas. A deux années de progrès, 1895-96 (191 et 205) succèdent deux années de baisse (195 et 194). Et si le XIXe siècle se termine mieux (210 et 220 en 1899 [4] et 1900), le flux de la marée montante n'a pas dépassé les limites qu'atteignirent les flots, dans les heures de prospérité, en 1899 et 1890 (215 et 225) ; 1881 et 1882 (207 et 212) ; 1872 et 1873 (231 et 226). Et par une

1. *Report of the Chamber of Shipping of Liverpool*, 1904, cit., dans St Clair Mackenzie, *o. cit.*, p. 79 et 94.

2. *Blue-Book*, c. d. 1761, p. 419, 430.

3. Voir leur liste détaillée, p. 36 et 37.

4. Il serait plus équitable, en raison de l'impulsion artificielle donnée aux affaires par la guerre sud-africaine de s'en tenir aux chiffres de 1897 1898, soit : 195 et 194 millions.

coïncidence au moins étrange, les importations de « produits complètement ou presque complètement fabriqués d'origine étrangère » ne participent point à cette stagnation. Tandis que les ventes vont et viennent, reculent et reprennent avec la régularité du flux et du reflux, les achats de la même catégorie dessinent une ligne de la plus parfaite rectitude. Les 60 millions de £ sont atteints en 1874, 70 en 1880, 80 en 1888, 90 en 1891, 100 en 1896, 110 en 1891, 120 en 1899. Les dizaines de millions sont absorbés par le marché britannique avec une rapidité croissante. Les importations d'objets ouvrés d'origine étrangère augmentent en 1872 et 1873 de 43 et 44 p. 100, 1881 et 1882 de 58 et 60 p. 100; 1889 et 1890[1] de 71 et 70 p. 100; 1897 et 1898[2] de 85 et 88 p. 100. Les exportations de produits fabriqués d'origine britannique dessinent une courbe contraire. En 1872-73, ils progressent de 107 et 105, en 1881 et 82 de 96 et 99, en 1889 et 90 de 100 et 105, en 1897 et 98, de 91 et 90 p. 100[3].

Quelles que soient la valeur de ces statistiques et la sûreté de ces calculs, il convient d'en vérifier l'exactitude[4]. Résumée dans des lignes et des chiffres, l'activité économique du Royaume-Uni nous paraît traverser une période de stagnation. Oublions un instant les formules abstraites, les symboles linéaires, et essayons, dans la mesure où nous le permettront les documents, d'évaluer la production des quatre grands foyers de la richesse britannique, l'industrie des métaux, des tissages, des mines, des constructions navales et des transports maritimes. Dans ces trente dernières années, tous n'ont

1. En prenant pour point de départ de ces calculs 1900 (1900 = 1001) Nous prenons les années 1872-73: 1881-82; 1889-90 parce qu'elles furent les années les plus prospères pour le commerce d'exportation.

2. Nous prenons les années 1897 et 1898 parce qu'elles n'ont point subi le contre-coup de la guerre sud-africaine et des commandes de l'État.

3. Sur cette question, on peut consulter encore les *Blue Books*, c. 8. 322, p. 52 et c. d. 1199, p. 18. Appendice A. F.

4. Il ne semble pas que la variation des prix puisse altérer sensiblement la force probante de ces statistiques. En effet ils n'ont point baissé ou grandi régulièrement. De 1873 à 1896 il y a une chute; de 1896 à 1900, une hausse. A.-L. Bowley, *National Progress*, *o. cit.*, p. 63;

pas été atteints, à la même date, de la même manière par la stagnation commerciale.

§ II

Les maîtres de forges des Midlands avaient été les pionniers de la Révolution industrielle et les auteurs de la prospérité libre-échangiste. L'avance de l'Angleterre sur l'Europe dans la voie de l'exploitation des forces naturelles et la production à bon marché n'a été obtenue que grâce au demi-siècle gagné par la métallurgie. Ses découvertes et ses expériences rendent possible l'utilisation des forces mécaniques, la transformation des transports par la vapeur et le fer. La prédominance industrielle de l'Angleterre en Europe, de 1854 à 1874, est encore l'œuvre des maîtres de forges : d'une part, ils alimentent les armées européennes et américaines en canons et en fusils, de l'autre, ils avancent les capitaux nécessaires pour bâtir les voies ferrées. Ils se paient en rails et en machines[1]. En imprimant une vive impulsion au commerce d'exportation, ces industriels obéissaient à une nécessité qui leur était particulière. La population du Royaume-Uni avait beau croître, elle n'augmentait pas d'un centimètre la surface d'une île impitoyablement limitée, où les voies ferrées ne pouvaient s'étendre à l'infini. Habituée à compter sur les marchés étrangers pour compenser des commandes insuffisantes, la métallurgie est-elle parvenue à améliorer ou même à conserver les positions conquises ? Pour répondre à ces questions, il faut feuilleter successivement les statistiques de la production, les feuilles des exportations, et les bilans des bénéfices.

L'insuffisance des renseignements officiels nous oblige à concentrer exclusivement l'attention du lecteur sur le fer

1. A.-L. Bowley, *England's foreign Trade*, *o. cit.*, p. 86.
Les exportations anglaises de fer et d'acier brut ou ouvré passent de 1.092.000 tonnes anglaises en 1855, à 1.442.000 en 1860, 1.687.000 en 1865, 2.825.000 en 1870, 3.169.000 en 1871, 3.382.000 en 1872. Statistical abstracts nº 11, p. 49 (1864), 25, p. 59 (1878).

brut[1]. Par bonds réguliers, les hauts fourneaux arrivent à jeter annuellement sur le marché britannique 6, 4 millions de tonnes (1870-74). Malgré deux années de baisse (1878-79), la moyenne est maintenue pendant la période quinquennale suivante. Elle progresse encore : 8, 1 millions de tonnes (1880-84) ; mais quatre années de ralentissement (1883-84-85-86) ramènent la production à 7, 7 (1885-89). Trois années mauvaises (1890-91-92) provoquent un nouveau recul : 7, 3 (1890-94)[2]. Les hauts fourneaux éteints se rallument : le flot de fer qu'ils déversent atteint progressivement, sans le dépasser, le niveau de 1881-82 ; 8, 7 (1896) 8, 8 (1897) 8, 6 (1898) millions de tonnes. La quantité de tonnes produites par tête d'habitant, de 0, 20 (1870-74), baisse à 0,19 (1875-79), remonte à 0, 23 (1880-84), recule successivement à 0, 21 (1885-89) et 0, 19 (1890-94), revient péniblement à 0, 22 (1895-99)[3]. S'il faut en croire les statistiques de la production, l'industrie métallurgique aurait participé non seulement aux fluctuations profondes, mais encore à la stagnation générale qui caractérise la vie économique du Royaume-Uni.

Plus probantes sont encore les feuilles d'expéditions. Pour éviter les variations de prix, examinons le volume des ventes, pendant les bonnes et mauvaises années[4]. Les commandes de fer et d'acier brut ou travaillé faites par l'étranger atteignent aux heures de prospérité (1872-73, 1881-82, 1889-90) 3,3 et 2,9 ; 3,8 et 4,3 ; 4,1 et 4 ; en 1897 3,6 millions de tonnes. Les exportations totales de ces mêmes marchandises tombent pendant les crises (1877-78, 1885-86, 1893-94) à

1. Les *Statistical Abstracts*, nos 34 et 49, donnent seulement les chiffres de cuivre fin, de plomb métallique, de fer-blanc et de zinc produits avec des minerais anglais : la baisse est régulière et continue (p. 174 et 218). Quant à A.-L. Bowley (*National Progress*, *o. cit.*, p. 38) il nous fournit sur la consommation de minerais bruts des chiffres trop vagues pour pouvoir être probants.

2. Voy. le nombre des hauts fournaux éteints, pendant cette crise, dans E.-E. Williams, *Made in Germany*. Londres Heinemann, 1897, p. 29.

3. *Blue-Book*, c. d. 1761, p. 439 et 440. Consulter aussi *Iron and Coal Trade Review*, 22 novembre 1895.

4. *Statistical Abstracts*, no 39 et 49, p. 84 et 108.

2,3 et 2,2 millions de tonnes anglaises ; 3,1 et 3,3 ; 2,8 et 2,6 ; en 1898 à 3,2. Si le niveau du marché n'est jamais tombé plus bas qu'en 1877-78 ; il n'est jamais monté plus haut qu'en 1881-82. Il importe de vérifier ces chiffres globaux, par les courbes des ventes particulières. Le volume de fer brut et puddlé acheté par l'étranger aux jours de prospérité (1872-73, 1881-82, 1889-90) s'élève à 1.333 et 1.142, 1.482 et 1.758, 1.190 et 1.145 mille tonnes : il est de 1.201 en 1897. La quantité expédiée pendant les mauvais jours (1877-78, 1885-86, 1893-94) baisse à 882 et 923, 960 et 1.044, 840 et 830 mille tonnes anglaises : elle est de 1.042 en 1898. Cette première catégorie d'affaires confirme le jugement ci-dessus porté ; malgré une légère reprise, elles ne sont jamais remontées au point qu'elles avaient atteint en 1881-82, 1872-73 et elles n'avaient jamais reculé aussi loin qu'en 1893-94. Les rails, coussinets et traverses fournissent un exemple aussi probant. Les feuilles d'expéditions trahissent partout sinon une grave décadence [1], du moins un inquiétant arrêt [2].

Elles sont confirmées par les bilans des bénéfices. La moyenne annuelle des gains réalisés dans l'industrie métallurgique et soumis à l'*Income Tax* avait doublé de 1865 à 1874 (1865-69 = 2 ; 1870-74 = 4 millions de livres). Depuis elle baisse presque régulièrement : 3,6 (1875-79) ; 2,6 (1880-84) ; 1,6 (1885-89) ; 2,3 (1890-94) ; 2,2 millions de livres (1895-99). Après avoir atteint 7,2 et 7,3 en 1874 et 1875, les revenus des maîtres de forges, saisis par le Fisc Britannique tombent à 1,8 millions de livres sterling et au-dessous à plusieurs reprises, en 1880, 1886, 1887 (1,3) ; 1888 (1,2) ; 1889, 1890,

1. Cette thèse exagérée est soutenue par E.-E. Williams, *The case for protection*, Londres, Grant Richards 1899 p. 146 et suiv. ; Vincent Caillard, *o. cit.*, p. 53, 69, 230 ; Thery, *Hist. Economique de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France*, Paris, 1902, p. 82 ; V. Bérard, *L'impérialisme britannique*. Colin, p. 83.

2. La stagnation de ces diverses catégories ne saurait être compensée par la hausse des exportations de machines-outils : entre 1870 et 1899, ces ventes ont triplé, atteignent 10 millions de £. Depuis elles oscillent entre 10, 13.

1894, 1895, 1897[1]. La crise de 1885-86, qui avait arraché aux délégués de Birmingham et de Sheffield, interrogés par la commission d'enquête sur la baisse du commerce britannique, des déclarations d'un sombre pessimisme[2], a été suivie d'une reprise insuffisante des affaires. On regagne les positions perdues ; on ne les dépasse pas.

*
* *

Il semble, au premier abord, que la situation de l'industrie textile soit, de tous points, semblable. La crise de 1878-79 atteint ses exportations, les fait baisser de 1 million (1872) à 834 et 868 mille tonnes. Si celle de 1885 ne provoque qu'un léger recul (1.192.000 tonnes), dans une hausse qui après huit années d'efforts les porte de 1.011 (1880) à 1.326 mille tonnes (1888), en revanche elles diminuent constamment de 1889 à 1893, où elles tombent à 1.164 mille tonnes, au-dessous du niveau de 1885. Dans les cinq années suivantes, elles ne parviennent pas à se relever ; elles restent au-dessous des chiffres des bonnes[3], comme des mauvaises années[4].

Ces chiffres sont trop généraux pour pouvoir être probants. Toute assimilation entre l'industrie métallurgique et textile serait contraire à la réalité des faits. Il ne suffit pas de dire que la consommation de matières premières augmente dans les tissages, tandis qu'elle diminue dans les forges et laminoire[5] ; il y a plus, entre la situation de ces deux branches de l'activité économique, qu'une différence dans la puissance

1. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 457.

2. « Nous nous ruinons. Nous travaillons autant, mais sans profits », disaient les délégués de Birmingham (*Blue Book*, c. 4.715, p. 32). « C'est un désastre. Nous avons perdu le commerce de l'acier et les autres sont entrain de tomber, disaient les délégués de Sheffield, *id.*, p. 5 et 8. Voy., aussi les *Blue Blook*, c. 4.621, 4.797, 4.823.

3. Ex. : 1.283 et 1.303 mille tonnes en 1895 et 1896, contre 1.327 et 1.341, en 1887 et 1888.

4. Ex. : 1.185 mille tonnes en 1897 contre 1.192 en 1885, Williamson, *Report to the Chamber of Shipping of Liverpool*, Mackenzie, *o. cit.*, p. 79.

5. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 446-7, 441-2 ; 439-40 ; il en est de même pour la suite. *Statistical Abstract*, n° 49, p. 63.

d'absorption du marché national. Leurs exportations n'ont pas suivi la même courbe : elles n'ont été atteintes, ni aux mêmes dates, ni aussi profondément.

Les tissages de laine sont les premiers ateliers industriels, qu'ait connus l'Angleterre. Les souvenirs passés lui méritent une place particulière dans les analyses des statisticiens et l'attention de l'Economiste.

On peut grouper les divers produits fabriqués qu'expédient à l'étranger les tissages de laine en trois classes. Les seules exportations qui n'aient cessé de grandir sont précisément celles qui rentrent le moins dans la catégorie des objets ouvrés, les fils de laine ordinaire et peignée. Leur hausse la plus importante a eu lieu depuis 1890 : avant cette date, les quantités achetées par l'étranger oscillent entre 25 et 45 millions de livres sterling ; depuis elles varient entre 50 et 62 millions [1]. Un second groupe est formé par les tissus, les flanelles, couvertures, tapis : ces ventes, plus importantes au point de vue de leur valeur, ont eu une destinée commune. Elles ont atteint leur apogée, au moment même où l'industrie métallurgique était le plus gravement atteinte, entre 1885 et 1887 ; depuis elles ont contribué au ralentissement des affaires de 1892 à 1894, de 1896 à 1898.

Les étoffes de laine peignée, mélangée ou non, sont les seuls produits dont la baisse ait été constante et rapide. De 344 millions de *Lbs* en 1872, les commandes baissent progressivement à 186 en 1879 ; oscillent entre 185 et 200 jusqu'en 1887. En sept ans elles s'écroulent à 90 millions, se relèvent à 128 en 1895, mais pour redescendre à 111, 106, et 77 en 1898. Dans les quinze dernières années, la quantité d'étoffes de laine vendues à l'étranger a diminué de 249 (1882-87), à 220 (1888-92) 188 (1893-97) millions de *yards*, leur valeur de 19,5 à 19,6 ; 16,9 millions de livres sterling [2].

1. *Statistical Abstracts*, n° 49, 39, 25, p. 111, 85, 59.

2. A.-L. Bowley. *National Progress, o. cit.*, p. 48. Voy. les tableaux donnés dans Williams, *The case for protection, o. cit.*, p. 154. Vincent Caillard, *o. cit.*, p. 72.

Bien que les tissages de toile et de jute appartiennent, par leur origine, à des périodes distinctes de l'histoire économique du Royaume-Uni, leurs bilans peuvent être, sans inconvénients, rapprochés et étudiés dans une même analyse. Ils sont marqués des mêmes caractères. Pour la toile et la jute, tout comme pour la laine, les expéditions de fils[1] ont progressé normalement ou se sont maintenues, tandis que reculent les ventes de tissus, de ces objets qui exigent une transformation plus profonde de la matière brute, qui impliquent une dépense plus grande de force motrice et d'énergie humaine. La baisse s'est produite plus tôt pour les tissus de toile que pour les tissus de jute. La moyenne annuelle des ventes de tissus de toile avait de 1865 à 1869 grandi de 41 p. 100 et atteint 210 millions de *yards*. Une première baisse de 2 p. 100 la réduit à 205 (1870-74) ; des chutes successives la ramènent à 157, 156, 153 (1885-89) millions de *yards*. De 1890 à 1895, les commandes reprennent et maintiennent le chiffre des exportations entre 156 et 203 millions. Le terrain perdu semblait regagné, en partie, lorsque les exportations croulent de nouveau : 174 (1896), 164 (1897), 148 (1898) millions de *yards*. Pour trouver un chiffre inférieur, il faut remonter jusqu'en 1861. La ligne dessinée par les achats de tissus de jute n'est point aussi dramatique. Leur montant ne dépasse 100 millions de *yards* qu'en 1874 et 200 en 1881. Le maximum (283) est atteint en 1891. Trois années de baisse ramènent le chiffre à 233 (1894). Malgré une légère reprise : 254 (1895) et 257 (1896), la chute s'accentue : 233 (1897), 211 millions de *yards* (1898). Si on additionne les statistiques des deux industries, on voit que, si les exportations de fils passent de 62 (1870-74) à 69 (1886-90) et 88 (1895-99) millions de *Lbs*, les commandes de tissus, après avoir grandi, grâce au développement de la jute, de 300 (1870-74) à 419 (1886-90) millions de *yards*, sont retombées à 406 (1895-99)[2].

1. *Statistical Abstracts*, nos 49, 39, 25, p. 107, 83, 57.
2. V. Caillard, *o. cit.*, p. 72.

La plus importante des branches de l'industrie textile, par le nombre de ses ouvriers et de ses métiers, le capital de ses usines et l'initiative de ses marchands, autant que par le rôle qu'elle a joué dans l'évolution industrielle et économique du Royaume-Uni [1], les tissages de coton ne participent point à la stagnation de la laine, de la toile, de la jute et de la soie [2]. De toutes les formes de l'activité économique, étudiées jusqu'ici, elle est la première qui soit sortie victorieuse des crises de 1878-79, 1885-86, qui ait dépassé le niveau atteint en 1870-74 [3].

La moyenne annuelle des quantités de tissus exportés passe de 4.620 (1883-87) à 4.970 (1888-92), 5.000 (1893-97) millions de *yards* [4]. Manchester et ses filiales, la patrie du libre-échange et du radicalisme politique, a jusqu'ici résisté à toutes les concurrences, triomphé de tous les obstacles.

Si les barrières protectionnistes lui ferment partiellement les marchés des nations européennes et des États-Unis, si la part de leurs achats de tissus dans ses ventes tombe de 25 et 7 p. 100 (1840) à 5 et 1 (1897), elle trouve de nouveaux clients en Afrique et aux Indes : leurs commandes par rapport aux expéditions totales montent de 9 et 18 p. 100 à 17 et 39 [5].

Sans doute, les tisseurs de coton ne sont plus aujourd'hui les maîtres du marché mondial. Le temps n'est plus où ils consommaient, à eux seuls, près de la moitié des récoltes du coton, 1.228 millions de *Lbs* sur 2.609. Depuis 1871-75, la moyenne annuelle des commandes de matière brute a passé pour l'Europe de 856 à 2.251 ; pour les États-Unis, de 524 à 1.572 millions de *Lbs* (1896-1900). Sur 3.510 millions de coton brut, les tisseurs anglais n'en prennent plus que 1.686 [6].

1. M. Victor Bérard, dans sa remarquable étude sur *l'Impérialisme Britannique*, a fait la psychologie de l'Industrie Anglaise du coton.

2. Valeur des exportations de soieries : 3.339 (1870-1874), 2.482 (1886-1890), 1.771 (1895-1899) millions de £.

3. *Financial Reform Almanach*, 1896, p. 46 ; *Statistical Abstract*, n° 49, p. 104.

4. A.-L. Bowley, *o. cit.*, p. 46.

5. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 444.

6. Ellison and Co, *Annual Review of the Coton Trade*, 1895, 1902.

Sur 102 millions de broches, qui battent à tous les coins du globe, en 1899, l'Angleterre en possède 45.400.000, moins de la moitié ; il y a cinq ans, elle en détenait 45.190.000 sur 92.680.000 : sa prépondérance diminue.

Si un jour doit venir où les tissages de coton seront aussi vigoureusement attaqués par les jeunes usines des Indes et du Japon[1], que le sont les tissages de laine, de toile et de jute, par les maisons européennes ou américaines, cette heure n'a pas encore sonné.

*
* *

A la crise de l'industrie métallurgique et à la stagnation de l'industrie textile, partiellement compensées par les progrès des tissages de coton, s'oppose la prospérité des mines de charbon, des constructions navales et des transports maritimes.

Les mineurs de la principauté de Galles et des frontières de l'Écosse, tout comme les tisseurs de Manchester, n'ont cessé d'accroître leur production. De 1878 à 1898, la moyenne annuelle de charbon extraite a passé tous les cinq ans de 120, à 133, 156, 165, 180, 202 millions de tonnes anglaises. Calculée par tête d'habitant, la hausse est aussi régulière : 3.79 ; 3,97 ; 4,45 ; 4,51 ; 4,73 ; 5,05 tonnes[2]. Les progrès des exportations concordent avec ceux de la production. La moyenne annuelle des ventes de charbon anglais grandit de 12 (1870-74) à 15, 20, 24 (1885-89) millions de tonnes; enregistre des augmentations respectives de 24, 22, 33 et 20 p. 100[3]. Les progrès les plus importants sont postérieurs à l'ère de l'hégémonie commerciale et se sont maintenus depuis[4].

Ni les droits protecteurs, ni la concurrence étrangère ne sont encore parvenus à enrayer cet essor. Si la moyenne

1. Voy. nos articles dans les *Débats* des 15 mars et 27 juin 1905.
2. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 439 et 440.
3. *Financial Reform Almanach*, 1896, p. 45.
4. *Statistical Abstract*, n° 49, p. 105.

annuelle de la production allemande (90 millions de tonnes anglaises 1895-99) est encore bien au-dessous des chiffres des mines anglaises (202), il n'en est pas de même des statistiques de l'industrie américaine (189)[1]. Et cependant les mineurs anglais luttent sur le terrain même de leurs rivaux[2], ne reculent que d'un pas sur les marchés, qui sont le plus à la portée de leurs adversaires[3].

Moins droite dans son élan, moins rigide dans son dessin est la ligne, dans laquelle l'industrie des constructions navales résume son activité. La crise de 1876-79, celle de 1885-86 surtout l'ont frappée profondément. Le tonnage annuel des navires neufs, mis à flot dans les ports du Royaume-Uni pour le compte d'armateurs anglais ou étrangers, s'était élevé pendant la période de 1870-74 à 463.000 tonnes ; il baisse à 435.000 tonnes (1875-79). Et s'il atteint 669.000 (1880-84) c'est pour reculer ensuite à 515.000 (1885-89). En 1885 et 1886, les commandes de l'étranger tombent à 35 et 38.000 tonnes, à des chiffres qui n'avaient pas été atteints depuis 1876 et 1877 ; celles de l'Angleterre baissent en 1886 et 1887 à 293 et 306.000, à un niveau auquel elles n'étaient arrivées qu'en 1861 et 1862. Mais ces oscillations ne font qu'accroître l'importance de la reprise à laquelle nous assistons depuis 1890. L'industrie des constructions navales doit être rapprochée, de l'industrie minière : toutes deux constituent, parmi les diverses branches de l'activité économique, celles dont les jeunes pousses sont les plus vivaces, les progrès les plus récents. Si on examine le tonnage des navires construits, pour le compte d'acheteurs anglais ou

1. La part du charbon anglais dans les achats de Hambourg était de 79 p. 100 (1896-1900) ; elle est de 81 p. 100 (1901-1903), *Consular Report Annual Series*, n° 3333, avril 1905.

2. *Ibid.*, p. 26.

3.

IMPORTATIONS DE CHARBON

	ANGLAIS		ALLEMAND	
	Moyennes de 1896-1900.	1901-1903.	Moyennes de 1896-1900.	1901-1903.
	Tonnes anglaises		Tonnes métriques	
France . .	6.248	7.317	700	950
Hollande .	1.111	846	3.617	4.582
Belgique .	648	648	1.289	2.129

étrangers, sur les chantiers britanniques depuis 1854 jusqu'en 1899, on constate que jamais la moyenne annuelle n'avait atteint les chiffres de 735.569 et 769.752 tonnes (1890-94 et 1895-99). En vain, l'économiste chercherait-il des années aussi prospères que celles de 1898 et 1899 : 870.608 et 949.010 tonnes [1]. Cette activité éclipse singulièrement celle des chantiers français, allemands et américains, malgré les encouragements matériels des primes de construction, les encouragements moraux d'un Kaiser ou d'un Roosevelt [2].

Les chantiers de construction, les mines de charbon, les tissages de coton s'opposent, par leurs progrès récents et leur ténacité victorieuse, à la stagnation du fer, de la laine et de la toile. Sans doute des concurrents se préparent ; des menaces se dessinent ; mais les nuées de l'orage à venir sont encore loin. Il en est de même pour l'industrie des transports maritimes.

Les réexportations de 1854 à 1874 avaient gagné 36 millions de livres sterling. Elles ne progressent plus de 1874 à 1899, que de 5 millions. Il y a plus : dans les dernières années du XIXe siècle, un recul semble se dessiner. Après avoir maintenu péniblement de 1875 à 1879 la moyenne de la période précédente, les réexportateurs avaient atteint 64 (1880-84). Des oscillations ont ramené le chiffre de leurs affaires à 61 (1885-89), 62 (1890-94) et 60 (1895-99) millions de livres. Depuis trente ans, ils n'ont eu que trois années 1870, 1877, 1878, plus mauvaises que 1896 [3]. La Grande-Bretagne a développé ses entrepôts d'objets alimentaires [4] et de matières brutes [5], d'origine non tropicale ; conservé pour les produits

1. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 449.

2. *Ibid.*, p. 379.

3. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 403-404.

4. Les réexportations de jambon, blé, poisson, viande augmentent ; celles de beurre, de sucre et de vin ont une tendance à baisser, *Stat. Abstr.*, n° 49, p. 137.

5. Les réexportations de poils, peaux, fourrures, chiffons de laine augmentent ; les chiffons de toile et coton baissent.

manufacturés, l'activité de certaines agences de réexportation. Mais sur deux points différents, une baisse se dessine : les clients étrangers tendent à se passer des intermédiaires anglais, à nouer des relations directes, soit pour acheter les articles coloniaux nécessaires à leurs épiceries, leurs pharmacies et usines [1], soit pour vendre leurs produits chimiques, tissus de coton, objets de fer et d'acier [2]. Pour que ces courants puissent se développer, pour que des liens directs s'établissent entre les rivaux européens et les terres tropicales il faut qu'ils puissent se passer des services de la flotte saxonne. La stagnation des réexportations ne sera grave que le jour où le nombre des navires cessera de progresser.

Le tonnage des vaisseaux anglais entrés annuellement dans les ports du Royaume-Uni, qu'il s'agisse du cabotage ou du long cours, n'a cessé de grandir : la hausse est plus importante encore, si l'on ne s'occupe que des bateaux déchargés [3]. Parallèlement le tonnage brut des vaisseaux enregistrés s'accroît annuellement [4]. La concurrence étrangère ne se fait guère sentir ; les armateurs anglais détiennent 70 et 71 p. 100 du tonnage total des navires entrés et déchargés dans les ports du Royaume-Uni [5], monopolisent 88 p. 100 de la flotte chargée d'assurer les relations commerciales entre les diverses parties de l'Empire colonial [6]. Les 11.120.000 tonnes des escadres commerciales, qu'abrite le pavillon anglais, laissent loin derrière elles les États-Unis 3.524.000 tonnes dont 889.000 seulement enregistrées pour

1. Sont en baisse les réexportations : 1° de café, d'épices, de rhum, de noix de coco ; 2° d'opium, de quinquina ; 3° de coton brut, d'ivoire, d'indigo et de guano.

2. Les seules hausses importantes sont celles des bouchons, des dentelles, des gants et des cotonnades non classées.

3. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 431 et 437.

4. *Statist. Abstract*, n° 49, p. 185 et 187.

5. Navigation au long cours seulement ; la presque totalité du cabotage est entre des mains anglaises (30.380 sur 30. 510.000 tonnes).

6. Et 96 p. 100 du tonnage total des caboteurs. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 432 et 438.

la navigation au long cours), la Suède et la Norwège (2.107.000), l'Allemagne (1.941.000) la France (1.037.000) l'Italie (945.000) [1]. Si la fierté est permise aux armateurs britanniques, elle ne doit point être aveugle. En 1893, ils possédaient 63 p. 100 des vapeurs en fer ; en sept ans, ils accroissent leurs vaisseaux de 9.427.000 à 12.050.000 tonnes ; et malgré cet effort leur part dans la flotte d'acier tombe à 54 p. 100 [2]. En même temps ils voient leur pourcentage, dans le tonnage des navires entrés, des vaisseaux déchargés, sur les côtes du Royaume-Uni, baisser régulièrement depuis dix ans [3].

*
* *

L'analyse des réexportations britanniques et des transports maritimes, l'étude des industries prospères et des industries stagnantes aboutissent à une même conclusion, révèlent un même phénomène. L'activité des îles anglo-saxonnes ne se développe plus librement, sur une terre neuve et dans des espaces vides. Les racines sont toujours enchâssées solidement ; le tronc a conservé toute sa force noueuse ; seules, les branches, qu'elles aient ou non toute leur sveltesse passée, se heurtent, de toutes parts, à des obstacles qui déchirent leurs pousses et froissent leurs tiges.

§ II

Telles que nous venons d'en préciser les limites, les crises commerciales pouvaient par leurs répercussions sur la vie politique ou sociale de la Grande-Bretagne, par les souffrances causées et les intérêts lésés, devenir un des facteurs des crises belliqueuses. Mais pour que leur action sur la

1. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 377.
2. *Financial Reform Almanach*, 1903, p. 38.
3. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 432. La part du pavillon britannique est de :

	ENTRÉES	DÉCHARGEMENTS
1885-89	73,1 p. 100.	73,2 p. 100.
1890-94	72,4 —	72,3 —
1895-99	70,5 —	71,1 —

combativité nationale atteignit toute son intensité, il fallait que les misères et les pertes eussent été provoquées par la politique commerciale des clients, l'activité économique des concurrents étrangers, incarnées dans la couleur d'un seul drapeau, le nom d'une seule race. Ces trois conditions ont été réalisées.

*
* *

Si, sur un même tableau, on énumère en face du montant annuel des exportations britannniques les modifications apportées, soit dans un sens libre-échangiste, soit dans un sens protectionniste, aux tarifs douaniers, il est impossible de se dérober à une double conclusion [1].

Tout d'abord, la période de 1854-1874, l'ère de l'hégémonie britannique, a été, d'une manière générale, caractérisée par l'abaissement des murailles douanières. De 1854 à 1856, la France et la Belgique atténuent la rigueur de leurs tarifs. Et si de 1861 à 1865, la guerre de Sécession oblige les États-Unis, pour se procurer des ressources, à relever les droits à l'entrée, les répercussions possibles sont affaiblies par la politique des traités de commerce. Inaugurée par l'accord franco-anglais (1860), elle est continuée par la convention franco-prussienne (1862), étendue en 1865 au Zollverein allemand. Ajoutons qu'en 1868, le Canada réduit le montant de ses tarifs. Et s'il est exact que la multiplicité des guerres en Europe et en Amérique ait, dans cette même période, servi les intérêts de l'Industrie et du Commerce britanniques, on a le droit de faire entrer en ligne de compte la libre ouverture aux exportations anglaises des marchés européens.

Sans doute, leur fermeture progressive est postérieure à la crise de 1875-79. Mais si des causes financières, la spéculation sur les voies ferrées des causes politiques, la guerre russo-turque, suffisent pour l'expliquer; il n'en est pas de même de la baisse de 1885-87, de la stagnation qui l'a sui-

1. *Blue Book*, c. d. 2337, p. 341 et 342.

vie. Dès 1879, l'Allemagne, le Canada et Victoria relèvent à la fois leurs murailles douanières; en 1881 et 1882, c'est le tour de la Russie et de l'Autriche. A cette même date, les négociateurs français, dans l'élaboration des tarifs de 1882, témoignent d'arrière-pensées protectionnistes. La légère réduction des droits américains est compensée, et au delà, en 1884 et 1885, par le relèvement des tarifs russe, suisse et allemand. Loin de s'arrêter, la réaction contre le libre-échange s'étend de 1885 à 1895. Les avantages obtenus au Commerce anglais par le traité avec l'Espagne (1886) sont atténués par un accroissement de rigueur en Russie et Autriche. En 1890, les États-Unis adoptent le « tarif Mackinley » et la Russie surélève son enceinte de 20 p. 100. Deux ans après, les adoucissements apportés par les traités de commerce avec les nations de l'Europe Centrale coïncident avec l'adoption par la France du « Tarif Méline », avec la hausse des droits en Espagne et en Portugal. Les espérances, qu'avait fait luire en 1894 la promulgation par les États-Unis du tarif modéré « Wilson », sont brisées par le « Tarif Dingley » en 1897. Et au même moment les guerres douanières russo-allemande (1893-94), franco-suisse (1893-95), font rage.

Cette élévation progressive et générale des murailles douanières a restreint la puissance de consommation des marchés protégés et l'activité des fabricants d'objets importés. Classons les expéditions de la Grande-Bretagne en deux groupes, suivant qu'elles ont été commandées par des pays qui ont cessé d'être ou qui sont restés libre-échangistes. En 1850, elle vendait à des disciples du Protectionnisme 56 p. 100 de ses exportations; en 1870, 53, en 1890 et 1900, 46 et 45 p. 100. Au contraire les achats des marchés fidèles, dans une certaine mesure, au libre-échangisme, sont montés de 44 et 47 p. 100 (1850 et 1870), à 54 et 55 p. 100. La proportion s'est renversée. Si l'on ne tient compte que des objets ouvrés, l'évolution est plus frappante encore. Les envois vers les pays protégés tombent de 57 et 50 p. 100 (1860 et 1870), à 44 et 42 (1890 et 1900), tandis que la

part des marchés libres grandit de 43 et 50 (1860 et 1870) à 56 et 58 (1890 et 1900). Il est enfin une troisième manière d'effectuer cette démonstration. Le pourcentage des objets ouvrés dans les commandes totales, faites à l'industrie et au commerce anglais, par les nations et colonies protectionnistes a baissé de 96 et 87 (1850 et 1870), à 84 et 74 (1890 et 1900); la chute est beaucoup moins rapide sur les autres marchés : 91 et 97 (1850 et 1870), contre 90 et 85 (1890 et 1900)[1].

Les statisticiens évaluent le montant des droits qui frappent les importations anglaises, à leur entrée en Russie, à 131, en Espagne à 76, aux États-Unis à 73, en Portugal à 71, en Autriche-Hongrie à 35, en France à 34, dans la République Argentine à 28, en Italie à 27, en Allemagne à 25 p. 100 de leur valeur[2]. Sans doute les barrières douanières restent fermées à toutes les nations. Encore est-il que les commerçants anglais ont été plus éprouvés que leurs rivaux. Depuis vingt ans, la baisse des expéditions britanniques vers les marchés protégés a été plus importante que celle des ventes américaines et allemandes. Prenons pour base des calculs l'année 1900 (1900 = 100) :

	EXPÉDITIONS			
ANNÉES	ANGLAISES	ALLEMANDES	FRANÇAISES	AMÉRICAINES
1880. . .	85	70	94	53
1885. . .	75	65	82	39
1890. . .	93	74	95	47
1895. . .	84	73	83	48
1900. . .	100	100	100	100

De 1880 à 1902, le pourcentage par rapport aux exportations totales des achats effectués par les nations protectionnistes a baissé pour l'Angleterre de 8 points, pour l'Allemagne de 6, pour la France de 5, pour les États-Unis de 0. Et si les droits de douanes exercent une répercussion particulière sur les ventes anglaises, cela tient à leur nature propre.

1. *Blue Book*, c. d. 1761, p. 16 et 17.
2. *Blue Book*, c. d. 2337, p. 292.

Les objets ouvrés représentent 85 p. 100 de leur valeur totale. Tandis que leur part dans les exportations allemandes, françaises et américaines, n'est que de 64, 54 et 22 p. 100[1].

Les murailles douanières n'ont pas servi seulement de barrière contre les exportations britanniques, mais encore d'abri fécond pour les industries locales : comme ces plantes qui poussent en treilles, garanties contre les torrents de pluie par un mur épais, elles ont pu germer, grandir ensuite, sans être noyées sous le flot des produits importés.

*
* *

Ce ne sont pas des manufactures isolées qui dressent leurs cheminées de l'autre côté de la mer du Nord et de l'Océan, mais bien des industries qui poussent. Les phénomènes sociaux et économiques qui ont caractérisé l'évolution de l'Angleterre rurale, la concentration urbaine et la poussée métallurgique, apparaissent sous d'autres cieux avec une intensité qui éclipse les lents progrès du Royaume-Uni.

En 1871, il y avait entre la population de la Grande-Bretagne et l'Irlande d'une part et celle de l'Allemagne et des États-Unis de l'autre, une différence respective de 10 et 7 millions d'âmes; en 1900, elle est de 15 et 36 millions. En trente ans, la République américaine et l'Empire allemand ont augmenté de 37 et 15 millions et demi d'âmes; le Royaume-Uni de 10 seulement. De 1870 à 1900, la proportion de la population urbaine passe en Allemagne de 36 à 54 p. 100, aux États-Unis de 3 à 33 p. 100[2].

Les recensements sont confirmés par les statistiques du charbon et du fer. Le fourmillement des villes sur la carte, la fumée des hauts fourneaux à l'horizon constituent, aujourd'hui du moins, les deux signes caractéristiques de l'évolution industrielle. L'Angleterre cessa jadis d'être rurale et agricole, le jour où ses minerais de fer furent rendus utilisables par la découverte du charbon. A son exemple, les

1. *Blue Book*, c. d. 2337, p. 381 et 383.
2. *Blue Book*, c. d. 1199, p. 53, 54, 55, 56.

nations qui aspirent de nos jours à l'expansion industrielle commencent par fondre le fer et laminer l'acier. La métallurgie constitue l'ossature de l'activité économique : elle lui fournit les matériaux, les outils et les transports. Quelle que soit l'importance des progrès réalisés dans la production du charbon, par la République américaine et l'Empire allemand[1], il vaut mieux s'attacher aux statistiques de la consommation. Elles sont plus étroitement liées aux hausses et aux baisses de l'activité industrielle. Par rapport aux chiffres de 1883, en 1894 et 1900, la quantité de charbon consommée augmente en Angleterre de 12 et 33 millions de tonnes, de 8 et 24 p. 100 ; en Allemagne de 21 et 50 millions de tonnes, de 42 et 102 p. 100 ; aux États-Unis, de 47 et 132 millions de tonnes, de 46 et 129 p. 100[2]. Les statistiques de l'industrie métallurgique sont plus graves que celles de l'industrie minière[3]. La moyenne annuelle des gueuses de fer brut a été en millions de tonnes de :

				ACCROISSEMENT SUR 1870-74			
	1870-74.	1890-94.	1896-1900.	1890-94.		1896-1900.	
				Tonne.	P. 100.	Tonne.	P. 100.
Royaume-Uni.	6,4	7,3	8,9	0,9	14	2,5	39
Allemagne . .	1,8	4,9	7,4	3,1	172	5,6	311
Etats-Unis . .	2,2	8,1	11,5	5,9	268	9,3	422

Non seulement les progrès réalisés entre la première et la dernière période quinquennale, en Allemagne et aux États-Unis, sont supérieurs dans la proportion de 2 à 1, de 4 à 1, aux gains réalisés par le Royaume-Uni, mais encore la moyenne de la production anglaise est inférieure aux chiffres américains, le sera demain aux statistiques allemandes.

Ces jeunes industries qui, abritées derrière leurs murailles protectionnistes, ont poussé si vite, si haut et si dru, n'ont point atteint directement leurs aïeules anglaises, en envahissant le sol inviolable de la Grande-Bretagne : les statis-

1. *Blue Book*, c. d. 1199, p. 7.
2. *Blue Book*, c. 8322, p. 8 et c. d. 199, p. 7.
3. *Ibid.*, p. 8.

tiques générales, les enquêtes particulières[1] sont là pour le prouver. Mais pour être indirecte, leur concurrence n'en a pas moins été sensible.

*
* *

Les usines nouvelles ont achevé de fermer aux exportateurs anglais les marchés allemands et américains, déjà encerclés dans une enceinte rigoureuse[2]. Elles ont fait plus : elles ont suscité partout, là où l'Angleterre jouissait jadis d'un monopole de fait, des rivaux gênants, des concurrents obstinés.

Par rapport à la période de 1880-84, l'Allemagne augmente la moyenne annuelle de ses ventes d'objets ouvrés de 8 millions de livres, de 8 p. 100 en 1891-1895, de 34 millions, de 36 p. 100 en 1896-1900 : la valeur de ces exportations, d'origine industrielle, passe en effet de 93 à 101 et 127. Pour être moins immédiate, la concurrence des États-Unis n'en est pas moins réelle. Comparées aux chiffres de 1880-84, leurs expéditions annuelles de produits manufacturés gagnent 9 millions de livres (34 p. 100) en 1891-95, 40 millions de livres (153 p. 100), en 1896-1900. La moyenne annuelle de ces exportations grandit de 26 à 35 et 66 millions de livres[3]. A cet essor s'oppose la stagnation anglaise. La moyenne des ventes britanniques d'objets ouvrés était de 212 millions de livres (1880-84) ; après des oscillations entre deux points extrêmes, 185 en 1894 et 230 en 1890, leur valeur est revenue aux chiffres antérieurs : 210 millions de livres, pour la période 1896-1900. Ici, l'aiguille est immobile ; là-bas, elle enregistre des hausses de 36 et 153 p. 100[4].

Ce n'est pas l'avenir seul qui est menacé, la prospérité des jours présents est assombrie. Bien qu'elles ne distinguent

1. *Blue Book*, c. 8322, p. 13 et 14, c. d. 1199, p. 13 et 14.

2. MOYENNE ANNUELLE DES EXPORTATIONS ANGLAISES

	1880-84.	1891-95.	1896-1900.	+ ou — en 1891-95.		1896-1900.	
	Millions de £.			Pourcentage.			
Allemagne.	18,1	18,5	23,6	+ 0.4	+ 2	+ 5,5	+ 30
États-Unis.	28,7	24,9	18,8	— 3.8	— 13	— 9	— 34

3. *Blue Book*, c. 8322, p. 17, c. d. 1199, p. 17.

4. *Blue Book.*, c. d. 1199, p. 18 et 19.

plus entre objets ouvrés, matières brutes et denrées alimentaires, les statistiques comparées des commandes faites auprès des trois grandes nations industrielles nous renseignent sur la légère, mais certaine répercussion des concurrences allemande et américaine.

Si on compare, pour fixer les moyennes annuelles, les chiffres de 1898-99-00 avec ceux de 1884-85, on constate que les ventes, faites par l'Angleterre aux grandes nations Européennes[1] ont augmenté de 1.322.000 livres, 38,8 p. 100. L'Allemagne gagne 33 millions soit 85 p. 100[2]; les États-Unis 88 millions (217 p. 100). Les importations totales de l'Europe (moins l'Allemagne et le Royaume-Uni) avaient grandi, si on compare les deux périodes, de 192 millions (35 p. 100). En Egypte, alors que la consommation augmente de 3.827 (44 p. 100), les ventes anglaises progressent de 38 p. 100 (1,3 millions), les ventes allemandes de 936 p. 100 (356.000 livres). Les importations du Royaume-Uni en Amérique[3] restent stationnaires; elles ne gagnent que 3 millions (8,7 p. 100); celles de l'empire Allemand grandissent de 31 p. 100 (5,5 millions); celles des États-Unis, de 52 p. 100 (1.319.000 livres.) La stagnation des importations britanniques est d'autant plus sensible que le développement de la consommation a été plus important : les commandes des clients américains ont augmenté de 13 p. 100 (22 millions), ou de 8 p. 100 (2,7 millions) suivant que l'on tient compte ou non des États-Unis. Le Japon accroît le chiffre de ses achats de 356 p. 100 (20 millions); les Anglais augmentent leur part de 116 p. 100 (3 millions), les Allemands de 432 p. 100 (1.796.000 livres), les Américains de 656 p. 100 (3.538.000 livres). La concurrence se fait

1. Moins l'Autriche-Hongrie.

2. Signalons en 1898-1900 des hausses de 54 p. 100 en Italie; 57 en Belgique; 77 en Portugal; 86, en Suède; 103 en Norvège; 137 en Roumanie; 226 en Grèce; 273 en Bulgarie. Les progrès des importations anglaises n'ont dépassé 50 p. 100 pendant la même période qu'en Belgique (69 p. 100), en Danemark (74), Suède (80) et Norwège (130).

3. Etats-Unis, Argentine, Uruguay, Chili.

même sentir sur les marchés coloniaux, où flotte le drapeau anglais : leur consommation progresse de 37 p. 100 (73 millions). Les importations britanniques gagnent 13 p. 100 (14 millions), allemandes 394 p. 100 (6 millions), américaines 90 p. 100 (14 millions)[2]. On peut additionner les gains réalisés par ces trois nations rivales. En 1898-1900, les progrès des ventes britanniques sont inférieurs de 11 et 41 millions de livres aux hausses réalisées par les expéditions germaines et yankees[1].

Si, au lieu de calculer les gains nets, on compare la part proportionnelle des trois concurrents dans les importations des divers pays, on arrive aux mêmes résultats. Attachons-nous aux moyennes annuelles des quatre périodes : 1884-85 ; 1890-92 ; 1893-95 ; 1898-1900[2].

	POURCENTAGE DES IMPORTATIONS[3]											
	ANGLAISES				ALLEMANDES				AMÉRICAINES			
Europe. . .	18	17	16	15	18	16	16	18	6	9	9	13
Egypte. . .	39	37	34	38	0,4	2	2	3	1	0,4	0,5	2
Amérique. .	35	40	39	35	11	12	12	12	8	7	8	11
Chine. . . .	25	21	18	17					3	4	4	8
Japon. . . .	45	34	33	21	7	8	7	8	9	9	8	15
Poss. Britan.	54	51	52	45	0,8	2,4	2,1	2,8	8,6	8,1	8,5	11,8

Bien que la prépondérance du commerce et de l'industrie britanniques sur le plus grand nombre des marchés reste indéniable, le ralentissement de ses exportations et les progrès de ses rivaux sont également certains. En Europe, pour nous en tenir aux deux périodes 1893-95 et 1898-1900, le commerce allemand l'emporte sur le commerce anglais, dans les marchés russe, autrichien, danois, suisse et roumain ; sa victoire en Suède et Norvège est imminente. L'hégémonie britannique n'existe plus qu'en Portugal, en Italie, en Espagne, en Grèce et Bulgarie. Sur ces cinq clientèles trois, au moins, sont de peu d'importance[4]. La place prépondérante, jusqu'ici,

1. *Blue Book*, c. 8.322, p. 30, 31, 32, 33, c. d. 1199, p. 31, 32, 33, 34.
2. *Blue Book*, c. 8322, p. 25, c. d. 1199, p. 27.
3. *Blue Book*, c. d. 1199, p. 24 et 25.
4. *Blue Book*, c. d. 1199, p. 20.

de la Grande-Bretagne sur les marchés sud-américains est singulièrement menacée, à la fois, par la stabilité des importations allemandes et la hausse des ventes américaines [1]. Mais les reculs du commerce anglais sont surtout sensibles, dans les colonies qu'a fondées l'énergie britannique. Non seulement, dans les terres qu'éblouit du rayonnement de son activité la République américaine, aux Antilles et dans le Canada, mais encore dans les continents qu'un isolement complet, une population homogène semblent protéger contre la concurrence étrangère, au Cap et en Australasie, l'invasion est commencée [2]. Les États-Unis, et non plus l'Allemagne, battent en brèche la supériorité économique de l'Angleterre sur le sol même qu'elle détient.

*
* *

Malgré ces gains récents et spéciaux de la République américaine, l'empire germain reste le plus important des rivaux du Royaume-Uni parce qu'il est le premier en date et le plus complètement industriel. Les exportations des États-Unis, dans lesquelles la valeur des produits manufacturés [3] est éclipsée par celle des matières brutes et des objets alimentaires, n'ont pris tout leur essor qu'à partir de 1899-1900 [4]. Il n'en est pas de même pour les ventes de l'Allemagne.

1.

	POURCENTAGE DES VENTES					
	ANGLAISES		ALLEMANDES		AMÉRICAINES	
	1890-95.	1898-1900.	1890-95.	1898-1900.	1890-95.	1898-1900.
Argentine	37	36	12	12	9	12
Uruguay	32	27	11	11	7	8
Chili	44	37	27	27	6	9

Blue Book, *ibid.*

2.

	POURCENTAGE DES VENTES					
	ANGLAISES		ALLEMANDES		AMÉRICAINES	
	1895-95.	1898-1900.	1890-95.	1898-1900.	1890-95.	1898-1900.
Australasie . . .	41	38	1.7	3.2	3.1	6.9
Natal	72	67	2.2	3.1	4.8	9
Cap .	81	68	3.5	3.7	4.5	10.9
Amérique Sept.	35	25	3.9	4.4	45.9	59.3
Indes Occident	44	40	0.9	1	30.7	34.8

Blue Book, c. d. 1199, p. 20.

3. Voir ci-dessus, p. 506.

4. Voir ci-dessus, p. 508.

§ III

Tapis prudemment derrière leurs murailles douanières, les Allemands ont observé longuement les défauts de leurs rivaux. Ils ont noté sur leurs tablettes les négligences qu'engendre l'habitude de la victoire, les maladresses qu'entraînent les certitudes de l'orgueil. Leur minutie et leur souplesse, leur science et leur crédit ont eu raison de l'intransigeance hautaine des industriels, des commerçants britanniques aveuglés par les souvenirs d'une hégémonie passée. Des clientèles sont enlevées ; des débouchés jadis inépuisables sont moins rémunérateurs ; certaines usines sont profondément atteintes ; d'autres, compromises ; toutes, menacées. Et de nouveau, comme aux temps déjà lointains, où le Royaume-Uni se croyait en butte à la jalousie et aux complots de la France monarchique ou impériale, le spectre de l'invasion se dresse devant l'opinion britannique affolée.

Les longs articles, bardés de chiffres, des Revues importantes avaient éveillé ses inquiétudes [1]. Mais ce sont surtout les rapports-consulaires, ces plaquettes bleues, ces brochures légères et bon marché, qui, feuilletées dans les clubs, résumées dans les journaux quotidiens et commentées dans les organes techniques, ont exercé la pression la plus profonde sur le public anglais. Ils ont agi, avec autant d'efficacité que les violentes attaques d'E. Williams, ses descriptions tragiques d'une invasion aux formes multiples [2], ses apostrophes passionnées à un adversaire qui pille les marques de fabrique [3], ses allusions constantes à des luttes corps à corps [4], symboles naïfs d'une rivalité croissante.

1. Flux : *Our oreign trade Rivals. Economic Review*, avril 1898. J.-A. Baines. *The recent course of Trade with the Bristsh Empire. Journal of the Royal Statistical Society*, mars 1898. *Contemporary Review*, avril 1899. *Fortnightly Review*, juin 1899, *Nineteenth Century*, avril, mai, septembre 1899.

2. *Made in Germany*, éd. cit., p. 11

3. *Ibid.*, p. 135-138.

4. *Ibid.*, p. 18.

Et si cette concurrence allemande, bien qu'elle n'ait ni paralysé toutes les branches de la vie industrielle [1], ni inondé de produits étrangers le marché britannique [2], ni atteint profondément la vie économique du Royaume-Uni [3], a déterminé, au lieu d'un effort radical pour corriger les défauts révélés, une poussée belliqueuse pour décupler l'expansion britannique, cela tient à la concordance de trois causes différentes.

Ce drame psychologique ne s'est pas déroulé en une fois et tout d'un coup, mais par étapes successives. Des crises intenses sont venues d'abord, par deux fois (1875-79), (1883-86), surprendre l'opinion britannique, confiante dans son hégémonie économique et aveuglée par une prospérité prolongée. A ces ébranlements profonds, à cette double explosion de ruines industrielles, de baisses financières et de misères sociales, succède une stagnation prolongée. Cette longue série d'années médiocres, avec leur cortège de commandes insuffisantes et de dividendes restreints, affole l'opinion publique, et voici qu'au moment précis où les inquiétudes battent leur plein, entre 1895 et 1897, l'origine de cette faillite, l'auteur de ces déboires sont publiquement révélés. Les crises d'hier, le marasme d'aujourd'hui sont provoqués par les progrès d'un concurrent industriel. Il détient les positions jadis occupées par les maîtres de forges anglais : il attaque victorieusement celles que défendent les fabricants de produits chimiques, les tisseurs d'étoffes de laine, de toile et de jute : il menace les hauteurs prospères, où se maintiennent bien au-dessus de leurs rivaux cotonniers, armateurs et constructeurs.

Comment le peuple anglais ne se serait-il pas dressé, tout entier, en face de cet adversaire, pour le défier, en champ

1. Pour déterminer la portée exacte de la concurrence allemande, à cette date, il faudrait comparer les industries atteintes aux industries prospères, au point de vue du nombre de leurs ouvriers et de la valeur de leurs ventes.

2. *Blue Book*, c. d. 1199, p. 12, 13, 28, 29, c. d. 1761, p. 423, 433

3. Sir R. Giffen, *Economic Studies*, ed. cit., I, 1

clos ? Ce geste était d'autant plus inévitable, que s'il est une idée bien anglaise, c'est celle de la force mise au service de l'industrie, de l'armée servant les intérêts du commerce. Sans revenir sur des exemples déjà connus du lecteur [1], les souvenirs même de la prospérité passée mettaient en relief les répercussions économiques des conflits militaires. Si les exportations (dites spéciales) ont brusquement passé de 123 (1862) à 146 (1863) et 160 (1864) millions de livres sterling ; de 165 (1865) à 188 (1866) ; de 190 (1869) à 199 (1870) et 223 (1871), c'est que, par trois fois, les guerres de Sécession, austro et franco-allemande sont venues transformer les concurrents industriels en autant d'acheteurs généreux [2]. Jamais l'industrie d'Outre-Rhin ne serait devenue aussi rapidement une rivale dangereuse, sans les milliards de France, les minerais de Lorraine et les tisseurs d'Alsace. Qu'elle serve indirectement à mettre aux prises les nations étrangères, ou directement à affaiblir les forces d'un rival et réveiller les élans du patriotisme, la guerre apparaît à l'opinion britannique, enfiévrée par les émotions de son épopée impériale, comme la protectrice de ses usines, la sauvegarde de son commerce [3].

Cette poussée combative, enfin, naît dans l'âme britannique, au moment où les courants intellectuels et sociaux donnent une impulsion concordante. C'est en 1897-1898 que s'expriment dans les Rapports annuels sur le commerce allemand les premières angoisses des agents consulaires [4]. Des enquêtes révèlent la concurrence étrangère dans le commerce intra-colonial [5], mondial [6], et les lacunes de l'organisation économique anglaise [7]. La métallurgie allemande fait l'objet d'une publi-

1. Voy. chap. III, § III.

2. Sir V. Caillard, *o. cit.*, p. 26.

3. Arthur-L. Bowley. *England's foreign Trade in the* XIXe *Century*. éd. cit., p. 40-45.

4. *Annual series*, nos 1977 et 2344 in fine.

5. *Blue-Book*, c. 8.449, 1897.

6. *Ibid.*, c. 8.322, 1897.

7. *Ibid.*, c. 9.078, 1898.

cation spéciale[1]. Une mission commerciale est envoyée dans l'Amérique du Sud[2]. Les documents officiels confirment, en les aggravant, les révélations faites dès 1896, par Williams[3]. Or, aux mêmes dates, les facteurs belliqueux, dont l'analyse nous a révélé la présence dans la réaction contre le libéralisme politique, les échecs du fédéralisme britannique et les annexions de l'expansion impériale, reçoivent une impulsion nouvelle par la victoire du parti conservateur aux élections de 1895, l'insuccès de la conférence coloniale (1897), par une série d'expéditions aux Indes et en Afrique (1895-1897). Les courants ambiants étaient trop intenses et trop précis pour que les répercussions des angoisses commerciales pussent s'exercer dans un sens différent.

*
* *

En termes discrets, les agents consulaires et les statisticiens officiels laissent entendre, que si une guerre ne survient point pour enrayer les progrès des concurrents et stimuler les efforts des nationaux, la défaite économique de l'Angleterre est certaine et prochaine[4]. Ces allusions, plus ou moins voilées, furent comprises. Sensible aux émotions éveillées par les crises commerciales et la stagnation des affaires, irrité par l'apparition d'un rival industriel, fidèle aux leçons passées, docile aux poussées actuelles, le peuple anglais chercha une guerre. Il la trouva.

1. *Consular Report. Miscell. series*, n° 462 (1898).

2. *Blue-Book*, c. 9. 100.

3. *Made in Germany*, 1re édition, juin 1896, 2e juillet, 3e août, 4e octobre 5e janvier 1897.

4. *Consular Report Miscellaneous series*, n° 490, p. 13. *Blue-Books*, c. 8.322, p. 29 et c. d. 1199, p. 30.

CHAPITRE X

L'OPINION BRITANNIQUE ET LA GUERRE SUD-AFRICAINE

§ 1. — Les arguments historiques. — L'indulgence excessive des mœurs et des lois pour les actes de cruauté, commis par les Boërs sur les indigènes : le caractère nettement anti-anglais du Bond à ses origines : ces deux faits ont exercé une première et profonde impression sur l'opinion britannique. — Pourquoi les pensées anglaises étaient incapables de discerner les nombreuses lacunes de cette argumentation historique.

§ 2. — Les arguments diplomatiques. — L'empire britannique avait le droit et le devoir d'intervenir pour protéger les intérêts matériels et politiques de ses nationaux, léses par un gouvernement arbitraire et immoral. — De plus, il a été acculé à la guerre, par les tergiversations voulues du président Krüger qui, le premier, a rompu les négociations. Ces deux arguments sont sans valeur pour le juriste. — Pourquoi l'Anglais est-il rebelle à l'autorité des règles du droit international ?

§ 3. — Les arguments moraux. — Nécessité pour une nation vieillie de réveiller par la guerre ses muscles endormis et pour un empire qui naît de se tremper dans un baptême de sang ; — droit pour un Etat, qui a atteint un degré de civilisation supérieure, d'imposer par la force son idéal politique et social aux peuples retardataires : telles sont les deux idées générales qui ont le plus d'action sur les pensées anglaises. Elles sont le résultat de l'évolution intellectuelle et politique de la Grande-Bretagne depuis trente ans.

Il est nécessaire de vérifier les conclusions de cette analyse générale. De même que l'étude des crises belliqueuses, qui ont périodiquement ébranlé l'Angleterre de 1835 à 1878, éclaire l'histoire de l'accalmie pacifique ; de même, dans la tourmente prolongée qui bouleverse le Royaume-Uni de 1898 à 1902, se retrouve l'action des courants économiques, intellectuels et politiques précisés dans les chapitres précédents.

Des faits historiques ont déterminé une crise combative

des sensibilités indignées ; des événements diplomatiques, une conviction rapide des pensées concrètes ; des idées biologiques, une justification réfléchie de la politique anglaise. Ces trois analyses confirmeront nos conclusions antérieures. Sous l'action de la stagnation commerciale, de la victoire conservatrice et de la réaction intellectuelle, le tempérament national a été reconstitué dans son intégrité première. Les rêves religieux et les angoisses sociales, les méthodes rigoureuses et les principes absolus ont perdu leur pacifique influence.

§ I

Examinons d'abord les faits historiques. La race hollandaise, transplantée dans l'Afrique du Sud, y revit l'existence nomade des pasteurs antiques : son isolement ne va pas sans sauvagerie, ni son énergie sans dureté. Dès le premier jour où les Anglais, à la suite d'un acte de vente, dûment payé, débarquent sur le sol africain et y apportent une civilisation plus humaine, les fermiers du Veldt se montrent intraitables. Les efforts des missionnaires pour améliorer le sort des esclaves noirs, ceux des fonctionnaires pour réprimer certains actes de cruauté sont considérés comme d'injustifiables atteintes à des droits imprescriptibles. Quand, vingt années plus tard, fut proclamée l'abolition de l'esclavage, les Boërs se refusent à voir dans cette application des lois anglaises autre chose qu'une ruineuse taquinerie. Et s'ils quittent, par groupes successifs, le territoire de la colonie du Cap, c'est qu'ils veulent rester fidèles à leur idéal social. Dès qu'ils se furent établis sur un point plus reculé du plateau sud-africain, ils se hâtèrent de rétablir leurs anciennes traditions [1]. Toutes les difficultés que firent naître, tous les troubles que provoquèrent les Boërs ont été causés, directement ou non, par leur attitude à l'égard des indigènes. Leur guerre avec

1. *La vérité sur la guerre du Transvaal*, p. 1, 2, 3, brochure de propagande anglaise, distribuée en France pour convertir l'opinion publique.

les Zoulous oblige, en 1838, l'Angleterre à occuper le Natal [1]. Leur lutte avec les Griquas l'amène à proclamer, dix ans après, pour y renoncer en 1852, sa souveraineté sur la république d'Orange [2]. Par leurs empiétements sur le territoire des Basutos, les Orangistes forcent le Royaume-Uni à l'annexer, en 1868, au domaine de la couronne [3]. Par leur raid dans le pays du roi Sikukuni [4], et la guerre de 1876, dont la férocité reste inoubliable, les Transvaaliens contraignent les Anglais à faire, en 1877, de leur république une colonie anglaise. Lorsqu'en 1880 la liberté fut rendue à cet État turbulent, les chefs indigènes s'unirent aux colons anglais pour protester contre une décision qui les livrait à nouveau, pieds et poings liés, à leurs maîtres brutaux [5].

Le souvenir de ces conflits répétés, provoqués par le contact d'une civilisation plus élevée et plus juste [6] ne put être effacé par les joies de l'indépendance loyalement reconnue et souverainement exercée. Bientôt sur le sol des deux républiques germe une sourde conspiration contre l'autorité et la race anglaises. C'est au sein de l'État d'Orange, dans les poèmes et les articles de deux de ses citoyens les plus éminents, le juge W. Reitz et le journaliste C. Borckenhagen [7], qu'il faut chercher les idées maîtresses du *Pan-Afrikander-Bond*. L'esprit et le but de cette association sont précisées par les lignes célèbres du Rév. S.-J. du Toit, parues dans le *Patriote* en 1882. « Le pouvoir de l'Angleterre vient d'être vaincu et humilié. Le peu de respect qu'un Afrikander avait encore pour les troupes et les canons britanniques a complètement disparu. L'Angleterre a si bien appris à nous respecter, nous autres les Afrikanders, qu'elle aura grand soin de ne plus nous faire la guerre dorénavant.

1. *Times history of the war*, t. 1, p. 37.
2. *Ibid.*, t. I, p. 41.
3. *Ibid.*, t. I, p. 46.
4. *Ibid.*, t. I, p. 52.
5. Brochure citée, p. 3.
6. E.-T. Cook, *Rights and Wrongs of the war*, p. 9 et 322.
7. *Times history*, p. 80, t. I.

Pensez-y : pas un soldat anglais n'a eu l'honneur de fouler de ses pieds le sol transvaalien. Ceux qui étaient déjà dans le Transvaal sont restés cois dans les forts, comme des souris dans une trappe, et ceux qui devaient aller leur porter secours ont reçu une solide raclée sur le territoire du Natal. Le Bond devra être le germe de la future confédération de tous les États sud-africains. Le gouvernement anglais continue à nous parler d'une fédération sous le drapeau britannique. Cela n'arrivera jamais. Nous pouvons l'en assurer. Nous l'avons déjà dit, il n'y a qu'un obstacle et c'est le drapeau anglais. Qu'on l'enlève, et en moins d'un an, à l'ombre du drapeau de l'Afrique libre, la confédération sera établie [1] ». Sans doute, dès 1833, sous l'influence de J.-H. Hofmeyr, les statuts du *Bond* étaient revisés et les passages relatifs à la question de l'étendard, supprimés. La Ligue n'en continue pas moins à poursuivre sourdement son œuvre de savante scission ; elle groupe peu à peu la presque totalité de l'élément hollandais ; elle absorbe l' « Association des Fermiers » ; elle dispose de sièges au Parlement. Ses fondateurs, enfin, arrivent aux premiers rangs. Reitz [2] devient, en 1888, président de la République d'Orange. Borckenhagen dirige l'*Express* et fait l'éducation du jeune Steyn, le prépare « au rôle de premier Président des Républiques-Unies du Transvaal et de l'Orange [3] ». Les inspirateurs et les complices d'une conspiration, qui tendait à éliminer le peuple anglais du sol qu'il avait justement acquis, enrichi de son travail et fécondé de ses os, se trouvent dans les deux Républiques sud-africaines. La race était menacée. L'Angleterre devait obéir à la voix du sang : accepter la lutte et annihiler ses adversaires [4].

1. *Times history*, p. 82, t. I.

2. Dans une lettre au *Cape Times*, M. Théophilus Schreiner a raconté qu'aux environs de 1882, Reitz, alors juge de l'État d'Orange, lui aurait exposé, à Bloemfontein, dans une conversation tout son plan d'émancipation nationale et son projet de Fédération républicaine, *Blue-Book*, c. d 43, p. 191, 192.

3. *Times hist.*, p. 83, t. I.

4. Nous avons volontairement passé sous silence le trop célèbre argument tiré des principaux armements du Transvaal. (J.-A. Hobson, *War in*

Voilà ce que le psychologue peut dégager de précis, à travers le voile de l'orgueil et les aveuglantes passions. Sa tâche s'arrête là. L'historien aura à peser la valeur de ces affirmations et la force de ce raisonnement. Il trouvera, dans les livres anglais les plus convaincus de la justice de la guerre, des faits qui viendront singulièrement restreindre la portée de cette justification.

*
* *

Il lui sera difficile de tracer un tableau aussi idyllique des débuts de la domination anglaise. Il devra reconnaître que cette civilisation supérieure et émancipatrice se présente sous des aspects singulièrement revêches et antilibéraux, aux yeux de ces pasteurs qui n'avaient pas assez oublié l'Europe pour perdre le souvenir « des doctrines de la Révolution française » et « de l'éphémère République Batave[1] ». La langue hollandaise est supprimée dans les cours de justice et les actes officiels, bien que les cinq sixièmes de la population ne comprennent pas l'anglais. Les « droits municipaux » sont abolis[2]. Sans doute, il est impossible de nier que la « question noire » fût une source de conflits répétés ; mais ici encore l'historien de demain devra faire remarquer que la première révolte, celle de 1816, fut due à des abus criants. A la suite d'une célèbre circulaire de lord Caledon, « une centaine d'accusations de meurtres et de traitements brutaux, basées sur les témoignages de plus d'un millier de nègres, furent portées contre les membres de presque toutes les familles dignes de respect, fixées sur la frontière orientale[3]. Non seulement on accuse à tort et à travers, mais encore on transforme les noirs en agents de la force publique[4] ; on devine leur zèle intem-

South Africa, p. 128). Les témoins les plus partiaux reconnaissent qu'avant 1896 l'artillerie transvaalienne n'existait pas. (Fitzpatrick, *The Transvaal from within*, p. 430. Captain Young-husband, *South Africa of to day*, p. 101.)

1. *Times history*, t. I. p. 26,
2. Conférence de Fred. Harrison, 7 décembre 1899.
3. *Times history*, t. I, p. 29.
4. Harrison, *o. cit.*, p. 6.

pestif. Mais ce qui achève de désaffectionner les Hollandais, ce ne sont pas seulement les pertes causées par le taux « ridiculement bas » des compensations offertes aux propriétaires d'esclaves émancipés[1] ; ce fut le refus de dédommager, en 1838, les colons ruinés par une invasion imprévue et féroce des Cafres[2]. Le calice a était bu. Les Hollandais se décident à émigrer. L'adieu qu'ils adressent à la terre où ils étaient nés et où dorment leurs morts n'est pas rédigé dans le style qui convient à des maîtres féroces, lésés dans leurs intérêts les plus sordides : « Nous quittons cette colonie, pleinement convaincus que le gouvernement anglais n'a plus rien à exiger de nous, et qu'il nous permettra de nous gouverner sans intervenir dorénavant. Nous allons abandonner la terre fertile de notre naissance ; nous y avons souffert des pertes énormes et des vexations continuelles ; mais nous allons, pleins d'une ferme confiance dans le Dieu juste et bon qui voit tout : nous Le craindrons toujours et nous nous efforcerons de Lui obéir avec humilité[3] ». Et ils partirent. Le tableau que dessinera l'historien de ces files de chariots, aux attelages de bœufs, traçant leur sillon dans les herbes brûlées du plateau inconnu, le récit qu'il fera des fatigues supportées, des guet-apens évités, de cette longue bataille contre un ciel inclément et des indigènes féroces, — ce tableau et ce récit auront toute la grandeur d'un poème épique. N'est-ce pas là d'ailleurs le chant qu'on retrouve toujours à l'heure où une nation naît à la vie ? Si de fréquentes difficultés surgirent entre les Républicains et leurs anciens concitoyens du Cap, la postérité se refusera à y reconnaître, exclusivement, l'influence de la « Question noire ». Sans nier qu'il y ait eu, dans les lois votées des articles trop indulgents, et dans les guerres entreprises des cruautés trop fréquentes[4], elle tiendra compte, dans ses

1. *Times history*, t. I, p. 30.

2. *Ibid.*, p. 34.

3. *Times history*, t. I, p. 35.

4. Pour être édifié sur l'excès des punitions corporelles, le développement de la syphilis et de la phtisie dans les casernes où sont enfermés les travailleurs noirs de Kimberley, il suffit de consulter les documents

explications, de l'incertitude de la politique britannique, tour à tour annexant et libérant le Natal, le Transvaal ou l'Orange[1], suivant que la colonie du Cap était dirigée par un gouverneur plus ou moins soucieux de respecter les instructions ministérielles. Et d'ailleurs ce sont les flottements de la diplomatie britannique[2], l'impression de faiblesse laissée par ces inexplicables alternatives d'expansion et d'indifférence, qui ont donné naissance en 1881 au mouvement Afrikander. Nul ne peut nier l'esprit exclusivement hollandais dont la ligue est animée, le but d'affranchissement national qu'elle se donne aux environs de 1882[3]. Mais l'impartialité oblige de reconnaître que ce caractère anti-anglais soulève dès 1885[4] de la part de Hollandais connus, de retentissantes protestations[5], et disparaît peu à peu. Sous l'action d'un homme et sous l'influence des événements, la ligue évolue et devient l'un des plus loyaux organes de l'impérialisme naissant. Cecil Rhodes, avec ce coup d'œil du conquérant dont il avait aussi l'égoïsme orgueilleux et la conscience large, comprend quelle force peut être le *Bond* aux mains d'un chef audacieux. Dès 1887, il travaille à conquérir les sympathies des Hollandais, adopte leurs opinions sur les questions de politique locale, la main-d'œuvre des indigènes, les impôts et les droits de douane. Puis il flatte leur orgueil en leur montrant, notamment dans son fameux discours de Kimberley, en 1891, qu'il appartenait au « *Bond* et non au Transvaal d'être le pouvoir dominant, le centre d'impulsion dans l'Afrique

officiels : *Annual Report*, *Chamber of Mines*, 1899, p. 92, 94 ; *Blue Book of Native Affairs* (Cape Colony, 1899, p. 34); *Blue Book*, G. 31, 1899, p. 76.

1. *Times history*, t. I, p. 34, 37, 40, 41, 45, etc.

2. *Ibid.*, p. 83. Il est impossible d'être plus sévère pour la politique anglaise que ne l'ont été les auteurs de *Heart of Empire*, 1902, p. 364 et J.-A. Froude dans *Océana*, éd. 1886, p. 36 et 55.

3. Il convient de ne pas exagérer l'importance numérique de cette ligue ni de la comparer aux associations secrètes qui ont agité à diverses époques l'Italie, la Russie, la France et l'Irlande. J.-A. Hobson, *The war in South Africa*, p. 109.

4. *Times hist.*, t. I, p. 65.

5. Par exemple le célèbre discours de M. Merriman (16 janvier 1885) reproduit en partie dans E. T. Cook : *Rights and Wrongs of the War*, p. 31.

du Sud ». Cecil Rhodes trouve dans les événements un précieux appui ; les relations commerciales entre le Cap et le Royaume-Uni se multiplient ; les liens intellectuels se resserrent ; la langue et la race anglaise absorbent peu à peu l'idiome et le sang hollandais. Dans telle ville du Transvaal [1], bien que la plupart des habitants fussent des Boërs d'origine, on n'entend dans les rues, le plus souvent, que les accents de la langue de Shakespeare ; les annonces sont rédigées dans le même style qu'à Londres ; ici se dresse une église anglicane, là des écoles anglaises. Les deux races étaient si étroitement unies qu'il y avait peu de familles où un mariage n'eût pas mélangé les deux sangs. Dans bien des villages de l'Orange [2] les jeunes gens comprennent la langue et s'habillent suivant la mode britannique, s'essaient à chanter sur l'harmonium les chansons de la vieille Angleterre. M. Bryce, l'éminent historien, revenait du Cap, convaincu que la fusion des deux peuples n'était plus qu'une question d'années. Sous l'influence du milieu qui se transforme, l'*Afrikander Bond* devient un agent de l'Impérialisme. De ses deux chefs, l'un, M. Schreiner, se fait l'apôtre de cette évolution au sein du Parlement sud-africain ; l'autre, M. Hofmeyr, soutient le projet de Zollverein impérial à la conférence internationale d'Ottawa [3]. A qui fera-t-on admettre l'existence d'un complot [4] contre l'intégrité du monde anglais, entre ces membres du *Bond*, qui, en 1898, après le raid Jameson, acclament M. Schreiner quand il demande au Parlement d'accroître les forces d'artillerie britannique, de livrer aux autorités impériales Simons'Bay pour y établir une station navale, d'inscrire annuellement au budget une somme de 750.000 francs et de s'associer ainsi aux dépenses de la flotte anglaise, à laquelle

1. J.-A. Hobson, *o. cit.*, p. 47, 49.

2. J.-A. Hobson, *o. cit.*, p. 121.

3. « Il n'y avait rien d'inconciliable, dit le distingué auteur de *The Times history of the War*, entre cet Afrikandérisme rationnel et les principes de l'Impérialisme britannique ». *Times history*, t. I, p. 104.

4. E.-T. Cook lui-même (*o. cit.*, p. 20 et 24) reconnaît qu'il n'y a pas eu à proprement parler de complot, mais « un conflit d'ambitions ».

ils étaient unis, disait-il, « par le sentiment réel et profond de ce qu'ils lui devaient »[1]? Conspirateurs, ces Afrikanders qui sont toujours intervenus entre le Transvaal et la Grande-Bretagne pour éviter les irrémédiables ruptures ? Conspirateurs, ces hommes d'État qui donnent de pacifiques conseils, au lendemain du raid Jameson[2], en 1896, à M. Chamberlain, lors des conférences de Blœmfontein, en 1899, à lord Milner[3] et aux présidents des deux Républiques[4]? Conspirateurs, ces parlementaires du Cap qui, à la dernière heure, tentent auprès du président Krüger, le 16 juillet, le 30 août, le 15 septembre[5] et le 28 septembre 1899 auprès de la reine Victoria[6] un suprême effort?

*
* *

Si les Anglais ont cru aisément à un conflit imminent entre les deux races, ce n'est point une raison pour refuser de croire à la sincérité de leur conviction historique. Dans les pensées françaises et anglaises, les idées et les croyances ne sauraient ni se former de la même manière ni revêtir les mêmes caractères. Les convictions de l'une sont lentes à établir et faciles à ébranler. Les croyances de l'autre se forment rapidement et résistent longtemps. Un esprit français n'arrive à la certitude qu'après avoir méthodiquement pesé les arguments, classé les objections et déterminé la place de l'idée nouvelle dans le raisonnement qu'il construit. Une erreur de logique, un manque de symétrie, une lacune subitement découverte suffisent pour faire écrouler l'édifice le plus péniblement élevé. L'intelligence anglaise n'éprouve pas le besoin et est incapable d'élever un vaste temple, dont la logique dessine les lignes harmonieuses et que la clarté baigne de sa

1. Discours de M. Schreiner, cité avec éloge par M. Goschen. *South African dinuer*, 18 mai 1900.

2. *Blue Book*, c. 8423, n° 21.

3. *Blue Book*, c. 9415, p. 7 et 10, n° 6, 12, 31, A.

4. *Times hist.*, t. I, p. 265.

5. *Ibid.*, p. 316, 338, 344. L'ultimatum fut remis le 9 octobre.

6. *Ibid.*, p. 355.

lumière : elle se contente de chaumières solides et commodes. Elle croit à la vérité d'une idée avec un élan d'autant plus inébranlable qu'il est plus rapide. Ses convictions sont déterminées par un fait concret, sans qu'il soit nécessaire de le soumettre à un examen méthodique, de le modifier d'après un idéal abstrait, de le subordonner à des idées antérieurement acquises. Une fois formées, elles ont toute la solidité des blockhaus, puisque, grâce à la lenteur de la vie sensible et intellectuelle, des flots nouveaux ne viennent battre leurs fondations qu'à de rares intervalles : puisque, surtout, l'énergie les soutient de toute la raideur de ses crampons d'acier. Deux faits historiques, d'ailleurs exacts, — l'indulgence excessive des mœurs et des lois pour les actes de cruauté commis par les Boërs sur des indigènes, le caractère nettement anti-anglais du *Bond* à ses origines, — prouvent aux Anglais l'existence d'une antipathie inconciliable entre les deux races et justifient, à leurs yeux, l'emploi de la force. La flamme de la conviction est née, et rien dorénavant, — faits nouveaux ou objections mûries, — ne parviendra à l'éteindre. Tels ces phares qui projettent de haut leurs rayons, sur le flot mouvant des vagues, sans que les lames puissent jamais, de leurs bonds capricieux, arrêter le jaillissement régulier de la lumière.

Nous retrouverons encore ces caractères distinctifs de la pensée anglaise, reconstitués intégralement par une lente évolution intellectuelle, en analysant la justification diplomatique de la guerre sud-africaine.

§ II

L'Empire britannique avait le droit et le devoir d'intervenir pour protéger les intérêts matériels et politiques de ses nationaux, lésés par un gouvernement arbitraire et immoral. D'ailleurs, il a été acculé à la guerre par les tergiversations voulues du président Krüger, qui, le premier, a rompu les négociations et ouvert les hostilités. Du moment où l'on

recourait aux armes pour trancher le conflit, l'Angleterre pouvait annexer purement et simplement les deux Républiques : leur indépendance ne résultait que de conventions généreusement octroyées qu'elles étaient les premières à déchirer.

*
* *

Il faut reconnaître que le tableau qu'on a tracé de l'administration Transvaalienne n'a rien de bien séduisant. L'intégrité y était plus rare que l'or. Les constructions de chemins de fer auraient permis à de nombreux fonctionnaires et à divers hommes politiques de se créer des réserves pour les mauvais jours. Les scandales de la ligne de la Delagoa-Bay[1] n'auraient été égalés que par ceux de la Compagnie Sélati[2]. A la tête de cette administration corrompue se trouve un paysan arriéré et autoritaire : Paul Krüger.

Au lieu d'insister sur l'influence qu'exercèrent, quand il n'était qu'un enfant, les longues marches et les dangereuses veillées du grand « treck » à travers une terre inconnue, — puis, quand il fut un homme mûr, le contact avec l'administration anglaise, l'invasion des hommes assoiffés d'or et le jaillissement hors du sol des cités industrielles, on nous le montre guidé le plus souvent par son intérêt personnel. Si, en 1877, il proteste contre l'annexion, c'est pour compromettre le président, son adversaire politique, et se faire désigner par le gouvernement du Cap comme son successeur. Si, quelques mois plus tard, il rompt avec les autorités britanniques, c'est qu'elles ne veulent pas sanctionner le supplément de traitement de 2.500 francs qu'il s'était alloué, en tant que membre du conseil exécutif[3]. Dès qu'il est élu président, il ne cherche qu'à établir le plus personnel et le plus despotique des régimes. Il com-

1. *Times history of the war*, t. I, p. 115.

2. *Ibid.*, p. 118. J.-A. Hobson, *The war in South Africa*, p. 77, affirme que cette accusation est sans fondement.

3. *Times history*, t. I, p. 62.

mence par annihiler le pouvoir législatif, en présidant et dirigeant lui-même les débats du « Raad ». Il s'efforce ensuite de mettre la main sur les pouvoirs judiciaires. Tantôt il met en liberté, malgré les décisions des magistrats, ses amis personnels, notamment un certain M. Nellmapius « ex-valet et concessionnaire (*sic*) » ; tantôt il transfère le droit de trancher certains litiges au Volksraad lui-même [1]. Bref, Paul Krüger connaît mal les principes de la Constitution anglaise et respecte imparfaitement la division des trois pouvoirs. Aussi est-ce sur lui que pèse la responsabilité du sort inique fait aux Uitlanders.

Les nouveaux venus n'étaient pas de simples chercheurs d'or, trop heureux d'acheter, au prix de quelques atteintes portées à leur liberté politique, l'espoir de gagner une fortune. C'étaient des immigrants dont les droits étaient garantis par des traités antérieurs, par la Convention de 1881 qui autorise les Européens « de mœurs pures » à pénétrer sur le sol de la Répulique ; par l'article 14 de la Convention de 1884, qui garantit aux étrangers le libre exercice de leur profession ; par la proclamation, enfin, rédigée par Paul Krüger, et publiée dans les journaux de Londres, aux termes de laquelle il promet de protéger les mineurs désireux de s'expatrier [2]. Malgré ces engagements formels, ces invitations chaleureuses, les Uitlanders ont trouvé dans la République qu'ils enrichissent de leur travail, puisque ses revenus passent de 5 millions en 1886 à 100 millions en 1899 [3], l'administration la plus illibérale et la législation la plus vexatoire. Ils étaient lésés dans leurs intérêts matériels, politiques et moraux. Les tarifs exagérés des Compagnies, dont les employés se refusent à comprendre l'anglais, et qui font payer aux marchandises et aux voyageurs les cadeaux illégitimes destinés aux fonctionnaires [4] ; les gênes apportées à l'exploitation

1. *Times history*, t. I, p. 129, 130.
2. *Ibid.*, t. I, p. 111.
3. *Ibid.*, p. 109.
4. *Ibid.*, t. I, p. 116-117.

des mines, par suite des prix excessifs de la dynamite monopolisée[1], et par la non-répression de l'alcoolisme, qui rend le travail des noirs moins régulier, moins productif et les vols d'or plus fréquents[2]; la cherté des vivres, si élevée par suite de l'insuffisance des transports et l'attribution de véritables monopoles[3], qu'un ouvrier blanc, malgré le taux élevé de ses salaires, ne peut entretenir sa famille à Johannesburg; le poids des impôts dont le coefficient était de 500 francs par tête (livres 20), tandis qu'il n'est que de 62 francs en Angleterre (liv. 2, s. 10), et qui servent à entretenir dans cette République de 30 000 citoyens, 5 497 fonctionnaires, sans compter les employés de chemins de fer, au coût de 30 millions de francs[4]: tels étaient les griefs matériels des Uitlanders. Le mauvais vouloir d'une police corrompue par les marchands de vins; la partialité des tribunaux, devant lesquels l'usage de l'anglais est interdit; l'impossibilité d'arriver à être membre des municipalités et des jurys forment le bilan des griefs politiques[5]. Les efforts du gouvernement pour paralyser l'enseignement de l'anglais, dans les écoles réservées aux enfants des Uitlanders, et arrêter le développement des cours libres, constituent le plus important des griefs moraux.

Pour les exposer et les défendre, cette population, qui n'est pas une population flottante, puisqu'elle possède les

1. *Times history*, t. I, p. 123.

2. *Times history*, t. I, p. 120-122. Pour être édifié sur ce que les compagnies minières appellent « faciliter le recrutement de la main-d'œuvre noire », et sur ce qu'elles attendent du gouvernement anglais, il faut lire : J.-A. Hobson, *o. cit.*, p. 234 235, 238, et même Fitzpatrick, *The Transvaal from Within*, p. 328. Dans un discours cité par J.-A. Hobson, p. 234, un orateur explique à la chambre des Communes ingénûment qu'il s'agit « d'obliger les noirs à accepter un travail libre. »

3. *Times history*, t. I, p. 119, 125. Des privilèges et monopoles avaient été concédés pour le fer, le sucre, la laine, les briques, le papier, les bougies, etc. Ces abus furent blâmés de tout temps par les Boërs libéraux et les Afrikanders éclairés (*Rapport de la Commission industrielle du Volksraad* en 1898, *Blue Book* c. 9.345, p. 3. Lettre de M. Merriman à M. Steyn citée dans E.-T. Cook, *o. cit.*, p. 249).

4. *Ibid.*, t. I, p. 126-127.

5. *Ibid.*, p. 127-128.

deux cinquièmes du sol[1], n'a qu'un moyen légal : obtenir la naturalisation. Jadis, elle s'accordait facilement[2]. A partir de 1882, il fut nécessaire d'avoir résidé cinq ans pour devenir citoyen de la République. En 1890, une loi, sans distinguer entre anciens émigrants et nouveaux venus, organise un système plus compliqué[3].

C'est en 1886 qu'avaient été découvertes les mines d'or les plus riches, et c'est de 1886 que date l'immigration la plus abondante. Donc, les 99/100e des Uitlanders n'ont pu bénéficier de la loi de 1882, et devaient attendre jusqu'en 1904 pour acquérir, avec le droit de cité, le seul moyen de faire disparaître les griefs qui lésaient leurs intérêts. Il y a là une iniquité contraire à l'esprit de la Convention de 1884, une violation des principes de libre égalité, respectés par les colonies anglaises. Il était de l'intérêt et du devoir du Royaume-Uni d'exiger pour les Anglais les mêmes libertés, que celles dont jouissent les Hollandais sur le territoire britannique.

*
* *

Des deux arguments dont se compose ce raisonnement juridique, réservé aux esprits éclairés, tandis que la justification historique s'adresse surtout aux gens affairés ou incultes, l'un est établi en fait, l'autre ne l'est pas en droit.

1. *Times history*, t. I, p. 109. Valeur de la terre possédée par les Boërs, £ 3.492 477. Valeur de la terre achetée par les Uitlanders, £ 6 112.718.

2. *Ibid.*, p. 25. *Blue-Book*, c. 3.219. Une année de résidence, le paiement de £ 25, et le serment d'obéissance étaient les seules conditions exigées par la loi de 1877.

3. Après deux années de résidence continue, et à la condition de se faire inscrire sur les registres d'un « field cornet », d'obtenir un certificat de bonne conduite, de jurer obéissance aux lois, l'étranger devenait Transvaalien. Un nouveau séjour de deux ans donnait aux propriétaires et protestants, âgés de trente ans, le droit d'être élus au second Volskraad. S'ils prenaient part aux élections et servaient dans un commando, dix ans après, soit quatorze ans après leur inscription, moyennant un certificat délivré par les Burghers de leurs « Wards » et sauf opposition de la part du Gouvernement, ils devenaient définitivement citoyens de la République. *Times history*, t. I, p. 135. Dans la République d'Orange, la naturalisation était accordée après deux années de résidence, dans la colonie du Cap après un serment d'obéissance et quelques formalités. E. T. Cook. *o. cit.*, p. 16.

Est-ce à dire néanmoins que, même sur le premier point, l'historien n'aura qu'à recueillir les dépositions des Uitlanders et enregistrer leurs accusations? Il devra tenir compte des déclarations de M. Reitz [1]. D'autres réfutations pourront être trouvées sous la plume même d'écrivains anglais. Sans doute, le président Krüger a des faiblesses trop humaines. Il trouve naturel que ses fils ou petits-enfants occupent les postes les plus élevés de l'État [2]. Il croit à l'infaillibilité de la Bible et cette lecture, pour un chef d'État, ne saurait complètement remplacer celle des journaux [3]. Mais la profondeur de sa foi ne saurait être taxée d'hypocrisie [4], ni « son insuffisante délicatesse [5] » de corruption. Sans doute, l'administration Transvaalienne est loin d'être à l'abri de tout reproche. Des agents subalternes et des parlementaires hors cadres, le « troisième Volksraad [6], » sont trop sensibles à l'atmosphère corruptrice du district minier. Néanmoins le remplacement progressif des Hollandais par des Sud-Africains, élevés dans les écoles et parfois dans les Universités anglaises [7], améliore le corps des fonctionnaires. Elles ne sont pas toutes fondées, les accusations globales des Uitlanders contre une administration qui froisse, par ses procédés, leurs consciences, pas plus que leurs plaintes sur la lourdeur des impôts [8], et les atteintes portées à leur liberté par les lois relatives à la presse et aux réunions publiques [9]. D'ailleurs,

1. *Blue-Book*, c. d., 43, 1900, p. 79. Les droits de douane perçus n'auraient été que de 10,6 p. 100 tandis que dans les colonies anglaises, ils s'élevaient à 15 p. 100. Sur le budget de l'instruction publique (£ 226.291), £ 36.503 auraient été consacrées aux écoles privées ou publiques du district minier, avec examens spéciaux organisés pour les fils d'étrangers et 13 écoles avec 27 professeurs hollandais et 24 maîtres anglais auraient été créées dans la même circonscription pour les enfants pauvres.

2. J.-A. Hobson, *o. cit.*, p. 34.

3. *Ibid.*, p. 30.

4. *Ibid.*, p. 28.

5. *Ibid.*, p. 26.

6. *Ibid.*, p. 80, 83.

7. *Ibid.*, *o. cit.*, p. 75.

8. *Ibid.*, p. 86, 87.

9. *Ibid.*, p. 58, 59.

ils n'étaient pas seuls à trouver que des réformes s'imposaient. Tout un parti progressiste existait chez les Burghers. Dès 1892, il proteste contre les rigueurs excessives de la loi sur la naturalisation. Plus tard, il obtient l'abaissement des droits de douane et des tarifs de chemins de fer, une application plus sévère des mesures relatives à la vente des boissons et aux vols d'or[1]. D'autres améliorations auraient été obtenues, au dire des hommes politiques du Cap[2], si les Uitlanders avaient voulu attendre l'expiration des pouvoirs du président Krüger et agir comme il convenait à de futurs citoyens.

Même si leurs accusations étaient entièrement justifiées, l'historien devra faire valoir, en faveur de cette oligarchie autoritaire, une double circonstance atténuante. Le Transvaal n'est pas le seul pays où des colons nouveaux venus aient eu à se plaindre des règlements administratifs et des lois politiques des premiers occupants. De semblables atteintes ont été portées à l'idéal de libre égalité, cher à la race anglaise, dans une colonie britannique. L'histoire a de ces ironies et les mémoires nationales de ces oublis. Dans l'Australie Occidentale, les ouvriers des mines d'or sont aussi malheureux que les Uitlanders. Tout comme leurs collègues du Transvaal, ils sont lésés dans leurs intérêts matériels par des droits écrasants sur les objets de première nécessité, des tarifs de chemins de fer exorbitants. Et cependant ce budget ruineux peut à peine satisfaire les appétits des ruraux. Comme les Uitlanders encore, les mineurs voient leur action politique paralysée par l'inégale répartition des sièges électoraux[3]. A Perth, des hommes de même race et de même langue sont en contact; au Transvaal deux peuples et deux idiomes se trouvent en conflit. Le souvenir de l'obligation où les Boërs s'étaient trouvés de céder, il y a cinquante ans à peine, à une première invasion, de transporter leurs dieux et leurs lois dans

1. J. A. Hobson, *o. cit.*, p. 16, 18, 19.

2. *Ibid.*, p. 5.

3. 3.370 électeurs de Coolgardie ont deux fois moins de représentants que 235 électeurs de Kimberley (Journal *le Temps*, 13 mai 1901).

une terre pauvre, inconnue, mais libre, était ravivé par les tendances singulièrement peu patriotiques de ces futurs citoyens. La loyauté de ces républicains néophytes était loin d'être démontrée. N'avaient-ils pas, en 1890, à l'occasion d'une visite du président Krüger à Johannesburg, injurié le chef de l'État, attaqué sa maison, abattu et déchiré l'étendard transvaalien [1] ? Quatre ans plus tard, l'attachement des « prétendants citoyens » à leur future patrie n'avait guère augmenté, puisque, drapeaux anglais en tête, ils saluent d'acclamations et de chants, qui n'avaient rien de Transvaalien, le gouverneur du Cap, sir H. Lock, venu pour les débarrasser du service militaire, dont ils étaient menacés [2]. Au mois de décembre 1895, à la nouvelle du raid Jameson, ce fus bien pis. Un témoin oculaire, M. Pierre Leroy-Beaulieu a décrit avec verve ces étranges processions de républicains hurlant à travers les rues : *Rule Britannia* ou *God save the Queen* [3]. Il était assez naturel qu'avant d'ouvrir toutes grandes aux immigrants les portes de la cité, les premiers occupants aient songé à mettre à l'épreuve la sincérité des convictions.

Même si ces précautions n'étaient pas légitimes, l'Angleterre n'avait pas juridiquement le droit d'exiger que la République Sud-Africaine mît un terme à ses rigueurs. L'article 14 autorise la Grande-Bretagne à protester seulement contre les monopoles, les charges financières, qui grèveraient ses nationaux plus lourdement que les Burghers. On ne saurait aller plus loin et affirmer que la loi internationale lui permettait de contraindre un État, dont elle avait proclamé l'indépendance, à modifier ses lois électorales. St-Amery l'avoue loyalement [4]. Le gouvernement anglais l'avait impli-

1. *Times history*, t. I, p. 136.
2. *Ibid.*, 141.
3. Voir son intéressant volume : *les Nouvelles Sociétés anglo-saxonnes*, 2e édit. 1902. Les auteurs anglais croient améliorer la cause des Uitlanders en vantant les services qu'ils ont rendus à l'armée anglaise : ils se seraient enrôlés en masse dans les troupes irrégulières (E.-T. Cook, *o. cit.*, p. 119).
4. *Times history*, t. I, p. 111. La convention de 1881 avait décidé qu'une

citement reconnu : lorsque la loi sur la naturalisation fut modifiée en 1882 et 1890, il ne fit entendre aucune protestation [1]. Il se réservait d'agir quand on voulut imposer à ses nationaux le service militaire et fermer l'entrée du Transvaal aux produits du Cap, en 1894 et 1895 [2].

L'impossibilité juridique d'intervenir devenait une impossibilité morale après le raid Jameson. Lorsque l'invasion armée d'une nation, dont on a reconnu formellement l'indépendance, a été préparée en pleine paix, aux vu et su de tout Londres, par le premier ministre d'une colonie (Cecil Rhodes), avec le concours du sécrétaire général, la complicité de certains fonctionnaires du *Colonial Office* et l'appui du *Times* [3] ; quand on affirme que le ministre des Colonies était seul à Londres, à ignorer le complot ; lorsque le gouvernement veut faire croire à la sincérité de ses protestations indignées, il lui est moralement interdit d'intervenir, pour quelque temps du moins, dans les affaires intérieures de l'État dont il a laissé violer la frontière et tuer les soldats, — en pleine paix.

Si les Anglais n'ont pas compris la nullité juridique de cette action diplomatique, il ne faut cependant, ni s'exclamer, ni s'indigner. Autant il serait injuste de dénoncer à nouveau leur hypocrisie et leur brutalité, autant il est vrai de reconnaître, avec tristesse, que l'opinion britannique se refuse à comprendre la nécessité et la grandeur d'un droit international. Les libéraux d'aujourd'hui ont en vain protesté. Pour qu'une race ait le culte de la morale, — nous l'avons déjà dit, — il faut et il suffit que ses énergies

commission mixte réglerait les diverses questions relatives au Transvaal. Dans une des conférences, M. Kruger, interrogé par l'un des représentants de l'Angleterre, répondit que l'égalité politique entre les blancs serait complète, *sauf pour les nouveaux venus dans la République* (*Transvaal Royal Commission Proceedings*, partie II, c. 3.219, p. 25 et 53). Si cette réserve ne paraissait pas légitime aux diplomates de la Grande-Bretagne, pourquoi, en 1884, n'ont-ils pas exigé l'adoption pure et simple d'une loi de naturalisation semblable à celle du Cap ?

1. *Times history*, t. I, p. 111, 134.

2. *Idem*, p. 141, 155.

3. *Heart of Empire*, *o. cit.*, p. 369, 371.

soient assez fortes pour dominer les sensibilités et les imaginations assez délicates pour concevoir un idéal religieux. Pour qu'une société ait le respect de ses lois, il faut et il suffit qu'elles soient non pas l'œuvre théorique d'un seul cerveau, mais l'expression confuse des expériences collectives, et qu'elles trouvent dans une conscience nationale, cohérente et conservatrice, le plus ferme des appuis. C'est et ce sera l'éternelle grandeur du peuple Anglais d'avoir su unir, à un degré qui n'a pas été atteint jusqu'ici, le culte de la morale individuelle et le respect de la loi nationale. Mais les qualités mêmes qui donnent aux Anglais la vertu morale et civique les empêchent d'admettre la nécessité d'une morale et d'une loi humaines. Leurs sensibilités lentes et refoulées, leurs pensées concrètes et insulaires ne leur permettent ni d'aimer, ni de comprendre les autres peuples. Leurs intelligences sont trop pratiques, leur solidarité nationale trop forte pour concevoir une loi abstraite faite de principes philosophiques et rédigée par quelques théoriciens, devant laquelle céderont, en cas de conflit, les intérêts et les passions de leur race. Comment donc cette opinion publique, qui n'admet pas l'efficacité et ne comprend pas la grandeur d'un droit international, aurait-elle fait fléchir devant l'article d'une convention strictement interprété, sa colère contre un peuple qu'elle trouve toujours sur son chemin, sa sympathie pour des Anglais qu'elle croit opprimés, son besoin d'expansion industrielle et commerciale ? Il y avait là une impossibilité absolue.

Secouant le joug des doctrinaires libéraux, oublieuse de leur méthode, rebelle à leurs principes, la pensée anglaise revient à ses traditions concrètes, retrouve ses indulgences utilitaires. Elles éclatent, encore, dans la seconde justification juridique de la guerre sud-africaine.

*
* *

Le Transvaal aurait tout fait pour éviter une conciliation et empêcher une entente. A la demande d'une double enquête sur

la situation des Uitlanders faite le 27 juillet 1899[1], il répond le 13 août[2] par un refus et des propositions de réformes administratives et politiques. Avant même que la réponse acceptant ces offres soit arrivée le 28 août à Prétoria, les Boërs modifient leurs propositions le 21[3], désavouent le langage tenu à l'agent diplomatique anglais le 24[4]. Le 2 septembre, après l'arrestation de sujets anglais[5], le Transvaal rejette les demandes de M. Chamberlain[6]. C'est à un second refus, que se heurte le 15 un nouveau message envoyé le 8, dans lequel le ministre des Colonies, renonçant à la double enquête, reprend le programme de réformes dressé par le Transvaal le 19 août[7]. C'est par un troisième refus qu'est accueilli lord Milner lorsque, le 2 octobre, il prie le Transvaal de soumettre n'importe quelles propositions raisonnables, avec l'assurance qu'elles seraient favorablement accueillies[8]. Sept jours plus tard, l'ultimatum était signifié. Comment nier que les Boërs aient été les agresseurs ?

Chemin faisant, en reproduisant ce raisonnement, nous avons indiqué dans nos notes les points par lesquels il péchait. Mais pour juger avec impartialité l'attitude méfiante et nerveuse du Transvaal, il ne faut pas seulement se rappeler la

1. *Blue Book*, c. 9.518, p. 7.

2. *Times history*, t. I, p. 325, 327.

3. *Ibid.*, p. 328, 334.

4. Le rôle de l'agent anglais est loin d'avoir été tiré au net. A-t-il transmis une conversation privée ou une offre diplomatique fidèlement ou non ? Nul ne le sait.

5. Ils furent remis en liberté deux jours après, et l'accusation abandonnée (*Times history*, t. I, p. 336.)

6. En réalité, le Transvaal déclarait que du moment où le gouvernement anglais ne voulait pas renoncer à l'enquête, ses propositions étaient considérées comme nulles. Il n'en demandait pas moins quelques explications sur la composition de cette commission d'enquête. *Blue-Book*, c. 9.530, p. 20.

7. *Blue Book*, c. 9.524, p. 64 et 9.530, p. 11. M. Chamberlain ajoutait en tapinois quelques conditions nouvelles : 1° l'usage facultatif de l'anglais au Raad ; 2° une enquête unilatérale constatant le bon fonctionnement de la loi nouvelle ; 3° il ne s'engageait pas avec netteté sur la promesse de ne plus intervenir.

8. *Times history*, t. I, p. 369. La sincérité de cette offre est d'autant plus suspecte que lord Milner commençait à s'apercevoir de l'insuffisance numérique des troupes anglaises.

nullité juridique de l'intervention anglaise, il faut surtout éclairer le récit de ces négociations par l'exposé des faits suivants.

Non seulement les pourparlers durent depuis deux ans et demi, mais encore le gouvernement Boër n'a pas cessé de demander que les points en litige soient soumis à des arbitres. Quand le Président Krüger, après avoir accepté d'abandonner un projet de loi sur les étrangers contraire à la convention de 1884, offre de déférer à un tribunal les autres questions en suspens[1], M. Chamberlain, huit mois après, le 16 octobre 1897, refuse une première fois. Le 16 avril 1898[2], le Transvaal propose de faire trancher par un arbitre le problème de la suzeraineté, soulevé par le ministre des Colonies[3]; le 15 décembre, après avoir pris le temps de réfléchir, M. Chamberlain refuse une seconde fois. Lord Milner, dans cette conférence de Bloemfontein, où il voulait tout obtenir et ne rien céder, rejette une troisième fois le projet de traité général d'arbitrage offert dès le premier jour, avant même que le Président Krüger eût précisé ses propositions de réformes administratives et politiques. Par une contradiction, dont le diplomate anglais est le seul à ne pas saisir la gravité, il répond, quand son adversaire rappelle que la République réclame à la Chartered C° des dommages intérêts pour le Raid Jameson, que le montant sera fixé par arbitre[4].

Mais il y a plus. Le gouvernement Transvaalien essaie de donner satisfaction, dans une certaine mesure, aux griefs des Uitlanders. Avant la conférence de Bloemfontein, il propose aux administrateurs des mines d'or de corriger les

1. *Blue Book*, c. 8.423, p. 117, c. 8.721, p. 6 et 18.

2. *Blue Book*, c. 9.507, p. 7.

3. J.-A. Hobson explique fort clairement (*o. cit.*, p. 147 et 153) qu'en soulevant, pour refuser l'arbitrage en 1897, la question de suzeraineté, M. Chamberlain éveillait des susceptibilités, des inquiétudes et rendait impossible toute solution pacifique. Il prouve, par une anecdote précise, qu'en 1884 Lord Derby avait entendu renoncer définitivement au paragraphe de la convention de 1881 qui réservait la suzeraineté de la Reine d'Angleterre et de ses descendants.

4. *Times history*, t. I, p. 277, 279.

abus dont ils se plaignent, s'ils acceptent de proclamer leur loyal attachement à la République, et il se heurte à un refus[1]. Après Bloemfontein, il fait voter une loi plus libérale sur la naturalisation, accorde 4 sièges de plus au district minier, et désigne une Commission nettement radicale pour étudier le monopole de la dynamite[2].

Lorsqu'un État a donné tant de preuves de son désir d'arriver à une solution pacifique, il est au moins étrange de le transformer en provocateur, surtout, quand les premières menaces ont été faites par l'accusateur. Le 7 juillet 1899, l'État-Major du Cap prend ses dispositions. Les 11 et 31 juillet, les Colonies australasiennes et le Canada offrent des troupes[3]. Au mois d'août des renforts anglais sont envoyés au Cap[4]. Le 2 septembre les régiments venus des Indes débarquent. Le 8, la formation d'un corps de 10.000 hommes est décidée par le Conseil des Ministres. Du 19 au 22 septembre, des mouvements de troupes ont lieu sur les frontières de l'Orange et du Transvaal. Le 27 seulement les Burghers furent mobilisés; le 9 octobre seulement l'ultimatum, dont la légitimité est reconnue par tous les Anglais sincères[5], fut remis. Le 12 octobre, le premier coup de fusil était tiré et la guerre commençait.

§ III

L'explication psychologique de la facilité avec laquelle certains événements controuvés, certains arguments nuls juridiquement ont pu déterminer des convictions sincères, doit être complétée. Il importe, par une analyse des idées générales, qu'ont invoquées politiques et moralistes pour justifier leur peuple, de préciser l'évolution de l'esprit public[6].

1. *Times history*, t. I, p. 235, février mars 99
2. *Ibid.*, p. 298, 301.
3. *Ibid.*, p. 304, 307.
4. *Ibid.*, p. 342.
5. *Ibid.*, p. 358.
6. *Ibid.* E.-T. Cook (Ex-directeur du *Daily News*) *Rights and Wrongs of*

*
* *

La guerre est juste, parce qu'elle a provoqué un ébranlement nécessaire et fécond. « Un temps peut venir où une baisse dans les exportations annuelles, un accroissement dans les statistiques des boissons alcooliques, où la diffusion d'une maladie guérissable pourront frapper au cœur un peuple entier, avec un effet aussi profond et aussi vivifiant que la nouvelle d'une désastreuse défaite, et où commerçants et ouvriers seront prêts à sacrifier leurs intérêts individuels pour le bien public, sans plus d'hésitation que le soldat qui sacrifie sa vie sur les champs de bataille. Mais ce jour est encore loin, terme de l'évolution de notre civilisation. Tant qu'il n'aura pas lui, la nécessité de la guerre survivra. La guerre reste encore l'épreuve suprême de la force d'une nation et la plus solide école pour tremper son caractère ». La lutte sud-africaine a été pour l'Angleterre l'occasion de s'isoler, après les pompes glorieuses du jubilé, et de méditer « dans une pieuse retraite » sur elle-même et sur son gouvernement. Dans ce conflit qui réveille ses souvenirs endormis et ranime son énergie batailleuse, elle fait preuve de rares qualités. Le peuple anglais retrouve ses dons les plus précieux, l'union dans l'effort, et la ténacité dans les revers. En même temps il découvre et entreprend de corriger les défauts de son organisation militaire. Certes les étrangers eux-mêmes se sont plu à constater que l'entretien et le transport d'une armée de 200.000 hommes, l'exécution des ordres d'achat par la place de Londres et la flotte des steamers sous pression dans le port du Cap leur avaient donné une haute idée des ressources de l'empire britannique. Mais dans ce tableau, où les grandes lignes ont tant de majesté, bien des détails attirent l'œil et affaiblissent l'impression d'ensemble « Un des bons

the War, 1901. — Sir E. Grey, *Causes of the South African War. National Review*, septembre 1901. — *England's Mission by English statesmen, o. cit.*, p. 130. — J. Chamberlain, *Speeches, o. cit.*, p. 200-202.

résultats de cette guerre, écrit St. Amery, aura été de nous révéler la faiblesse et l'incapacité de nombreux départements de notre coûteux organisme militaire, le petit nombre d'officiers mûrs vraiment distingués, le manque réel de préparation, chez les gradés comme chez les hommes[1], aux conditions du service actif ». Voilà des erreurs, découvertes aujourd'hui, qui seront réparées demain.

Pourquoi les progrès s'arrêteraient-ils là ? Pourquoi, sous le coup de ce vivifiant ébranlement, le peuple anglais ne retrouverait-il pas, au lendemain de la victoire, son hégémonie commerciale momentanément menacée ? C'est à « l'effort national de 1870 » que l'Allemagne moderne doit en grande partie son merveilleux développement. Ce sont, n'en doutez pas, les heures douloureuses de la guerre civile qui ont imprimé aux caractères Américains les qualités d'audace et de ténacité[2], qui les rendent si dangereux sur le terrain économique. Les émotions belliqueuses rendront aux industriels anglais leur énergie, aux commerçants leur esprit d'initiative, aux consommateurs leur patriotisme. La lutte sud-africaine, quelque sanglante et coûteuse qu'elle soit, aura été pour la nation anglaise, menacée dans sa suprématie commerciale, une épreuve nécessaire, pour l'Empire anglo-saxon un baptême fécond.

Sans doute les liens moraux et matériels qui unissent la mère-patrie et les jeunes nations de langue anglaise se sont singulièrement resserrés dans ces dernière années. Sans doute « le plus habile des hommes politiques anglais », M. Chamberlain, a facilité cette entente et développé l'attachement à un empire « dans lequel les colonies ne sont pas des possessions, mais les copropriétaires d'un impérial héritage ». Mais il fallait « la pierre de touche d'une grande guerre », pour donner vraiment au monde anglo-saxon le sentiment de son unité. Dès les débuts de la lutte, les colonies offrirent des contingents ; et les angoisses des premières nouvelles eurent

1. *Times history*, t. I, p. 9.
2. *Times history*, t. I, p. 11 et 12.

une douloureuse répercussion dans les plaines du Canada, les vallées de la Nouvelle-Zélande et les plateaux de l'Australie. La présence des volontaires coloniaux a fait de ce conflit « une guerre impériale. L'Anglais, l'Écossais, l'Irlandais, le Gallois, le Canadien, le Sud-Africain, l'Australien, le Nouveau-Zélandais, le planteur des Indes ou de Ceylan ont combattu côte à côte, échangé leurs impressions et leurs idées politiques. Le moindre frisson d'espérance ou de crainte, qui a été éprouvé dans l'Afrique du sud ou en Angleterre, n'a pas été moins ressenti au Canada, en Australie, ou dans la Nouvelle-Zélande. Chaque goutte de sang colonial, versé dans l'Afrique du Sud, a cimenté plus étroitement les liens d'amitié entre les parties de l'empire britannique. » Cette guerre, en même temps qu'elle donne à la vieille Angleterre un regain de jeunesse et une renaissance d'activité, ouvre pour la race anglo-saxonne une ère nouvelle. Il fallait que des hommes d'État eussent le courage de vouloir ce conflit et de le préparer. Ils trouvent dans les qualités reconquises et les réformes amorcées dès aujourd'hui, dans les espérances qu'on peut légitimement concevoir pour demain, la plus complète des justifications politiques.

Ils peuvent prétendre à une approbation plus haute, à celle que donnent les prêtres : on ne saurait qu'approuver leurs actes au nom de la morale [1] : « La guerre n'a pas eu pour but de maintenir le pouvoir de l'Anglais sur des indigènes, mais d'assurer l'égalité politique aux Anglais, dans un pays où ils formaient plus de la moitié de la population blanche. Nous nous sommes battus, non pour maintenir la domination du blanc, mais pour réclamer le droit de naissance du blanc, le droit qu'ont tous les Européens, qui viennent dans un pays neuf et s'associent aux efforts communs pour le développer, de réclamer leur part dans ses pri-

1. Voir les sermons de l'Evêque d'Oxford, ancien Dean de Christ-Church Collège. E.-T. Cook, (*o. cit.*, p. 317) énumère avec soin les confessions religieuses et les divers pasteurs qui ont envoyé de la Colonie du Cap des adresses de reconnaissante sympathie au gouvernement anglais.

vilèges politiques. Notre effort n'a pas tendu à maintenir notre autorité sur une possession étrangère, mais à empêcher qu'une vaste région habitée par des hommes de sang anglais, ou de cette race routinière de Bas-Allemands, si près d'être notre parente, — une région susceptible d'un développement infini, et destiné quelque jour à jouer un rôle important dans le monde, — ne soit perdue pour la communauté des nations libérales et progressives qui forment la plus grande Bretagne [1] ». Deux conceptions morales sont en présence, entre lesquelles il faut choisir. Si vous croyez « au progrès, à la liberté et à l'égalité politiques, » [2] vous devez approuver l'Angleterre. Si « pour vous les nationalités sont tout, si vous considérez que la création d'un état national, avec des caractères de race et de langue distincts, est le seul but, le but suprême du développement politique » ; vous devez défendre les Républiques Sud-Africaines [3]. Il y eut un temps où telle était la conviction des libéraux Anglais, et cette thèse n'est point encore complètement effacée de leurs mémoires. Pendant la première moitié du XIXe siècle, les luttes pour les nationalités se sont confondues avec les batailles engagées contre les gouvernements autocrates. Les efforts de la Grèce, de la Pologne, de la Hongrie ou de l'Italie pour s'émanciper donnèrent naissance à cette idée, que la nationalité est par elle-même une chose désirable et rend possible le libéralisme politique. Deux conséquences en sont résultées : « bien des sympathies ont été gaspillées sur de petits peuples; leurs luttes ont eu pour principal résultat de détruire des institutions politiques satisfaisantes, et de provoquer des guerres civiles, avec le but unique d'isoler politiquement quelque fragment égaré de l'amas de débris ethnologiques, dont est fait le monde. » Et d'autre part « bien peu d'intérêt a été témoigné aux grands peuples, qui luttent justement pour

1. *Times history*, t. I, p. 2.

2. E.-T. Cook, *o. cit.*, p. 8. La guerre Sud-Africaine et « le conflit de deux idéals. »

3. *Times history*, t. I, pref., p. 6 et 7. E.-T. Cook, *o. cit.* p. 231.

l'hégémonie, pour faire dominer une civilisation plus haute et des principes politiques plus élevés. » Est-ce que les efforts des Tchèques pour ressusciter la langue à moitié morte de Jean Huss et l'imposer à la Bohême Allemande, est-ce que les efforts des Boërs pour refuser aux immigrants anglais leurs droits civiques et leur dicter une langue bâtarde [1], — sont dignes d'être encouragés, au nom de la morale, et utiles pour le développement de l'humanité? N'y a-t-il pas vraiment un idéal plus élevé et plus large que celui des nationalités [2] ? Pourquoi serait-il interdit d'espérer que l'histoire portera sur le conflit sud-africain le même jugement qu'elle a porté sur la guerre civile qui ensanglanta l'Amérique du Nord ? Dans les deux luttes les événements se ressemblent; les buts sont identiques. Deux livres, la *Case de l'oncle Tom* et le *Transvaal vu du dedans*, ébranlent l'opinion publique jusque-là indifférente aux illégalités commises. Les Raids, également iniques, du Dr Jameson sur Johannesburg et de John Brown sur l'Arsenal d'Harper's Ferry en Virginie, préparent le conflit. Le « Crittender compromise » et la conférence de Blœmfontein échouent de même. « Dans les États du Sud, la question du droit des noirs à la liberté individuelle, et dans le Transvaal celle du droit des blancs au pouvoir politique, étaient, dans les deux cas, inextricablement mêlées à la question plus large du maintien de la suprématie fédérale ou impériale, — les deux mots désignent la même idée politique, — en face de l'assertion des droits des États ou de l'indépendance républicaine. Les États du Sud et Krüger étaient fermement décidés à conserver l'esclavage, à refuser aux Uitlanders l'entrée de la cité. — La constitution américaine n'avait pas encore proclamé que les États du Sud cesseraient d'être des États souverains. De même la convention de Londres avait pratiquement reconnu l'indépendance du Transvaal. Les États du Sud

1. *Times history*, p. 21 et 22.

2. Sidney Webb (XIXe Century, sept. 1901, p. 371) montre le lien logique et étroit qui lie l'Impérialisme à l'Interventionnisme.

voulaient pousser leur droit *constitutionnel* jusqu'à ses dernières conséquences, plutôt que de laisser qui que ce fût intervenir dans leurs affaires locales. De même enfin, le Transvaal prétendait exercer tous ses droits de République indépendante, battre sourdement en brèche la suprématie anglaise, plutôt que de permettre à la Grande-Bretagne d'intervenir dans ses problèmes politiques[1] ».

L'histoire a considéré que les États du Nord ont bien mérité de l'humanité, parce qu'ils ont passé outre, déchiré le pacte constitutionnel, et imposé aux États du Sud le respect d'un idéal plus élevé. Elle portera sur la conduite de l'empire anglais le même jugement et le félicitera d'avoir dénoncé le traité qui reconnaissait l'indépendance du Transvaal, pour obliger cette nation intolérante et routinière à appliquer les principes sacrés de la liberté et de l'égalité politiques. La conduite de la Grande-Bretagne sera justifiée moralement par la postérité.

* * *

Essayons de préciser encore l'argument politique et moral, sur lequel repose cette plaidoirie philosophique.

Nécessité pour une nation vieillie de réveiller par la guerre ses muscles endormis, et pour un empire qui naît de se tremper dans un baptême de sang ; droit pour un État qui a atteint un degré de civilisation supérieur, d'imposer par la force son idéal politique et social aux peuples retardataires : telles sont les deux idées générales qu'invoquent les moralistes. Elles avaient acquis une telle autorité, que les interprètes du néo-darwinisme ont jugé inutile de justifier d'une manière plus complète leur application. Or si l'on soutient que l'Angleterre a le droit d'annexer purement et simplement le Transvaal, pour lui infuser le culte d'une civilisation supérieure dont il méconnaît les préceptes en maintenant la moitié de la

1. *Times history*, t. I, p. 4, 7.

population blanche dans une servitude politique, — traduisez, en ayant une loi de naturalisation trop prudente, — on doit démontrer la supériorité de la civilisation anglaise sur la civilisation boër.

Il faut nous prouver que la Grande-Bretagne saura tirer du sol, aujourd'hui occupé par les Boërs, un rendement plus élevé et y créer une vie sociale plus haute. Ces deux points, pour des observateurs étrangers, sont loin d'être évidents. La race anglaise n'est jamais parvenue à s'acclimater que sur un sol assez fertile pour se prêter à la culture intensive, ou assez riche en minerais pour donner naissance à des industries.

Une vie sociale régulière, l'harmonieuse coopération d'efforts individuels sont les deux conditions sans lesquelles le colon anglais ne parvient pas à utiliser ses ressources d'énergique et persévérante initiative, à marquer, sur un continent défriché, son ineffaçable empreinte. L'Angleterre n'a plus depuis longtemps déjà de paysans; comment pourrait-elle envoyer dans l'Afrique du Sud d'autres émigrants que des jardiniers ou des ouvriers? Jusqu'à nouvel ordre, il semble démontré que sur le plateau sud-africain, où la race hollandaise est encore la plus nombreuse [1] et la plus féconde, sur cette terre peu fertile et sous ce ciel inclément [2], il n'y a place pour d'autres formes de l'activité économique que celle des pasteurs isolés et nomades. Certaines vallées de l'Orange se prêtent à une culture plus riche et variée; mais elles sont déjà occupées et quant au projet de féconder le Veldt par des irrigations, il ne sera réalisable, même si les sommes suffisantes peuvent être trouvées [3], que pour une infime partie du plateau. L'avenir industriel de l'Afrique du Sud reste encore mystérieux. Le charbon est assez abondant, mais

1. J.-A. Hobson, *o. cit.*, p. 246, 248.

2. *Ibid.*, p. 252.

3. J.-A. Hobsen, *o. cit.*, p. 253. Voir l'enquête faite par les soins du gouvernement anglais sur le développement possible de l'irrigation (*Times Mail.*, édit. 3 février 1902).

de mauvaise qualité[1]. Les mines de diamant ne se développent plus. Les filons d'or seront vite épuisés[2]. Et le fermier satisfait de sa modeste chaumière, perdue dans la solitude, cavalier intrépide, berger de lents troupeaux, restera le maître de l'Afrique. Cette société, dont on raille les allures patriarcales, dont on condamne les lois rigoureuses, où chaque chef de famille est à la fois soldat, prêtre et citoyen, où chaque travailleur s'aide de la main-d'œuvre noire[3], cette démocratie biblique aura seule pu vivre sur ce plateau qui par les horizons limpides, les cimes rocailleuses, les étendues desséchées rappelle le sol de la Judée[4].

§ IV

La justification que nous venons d'analyser est la résultante d'une évolution politique et intellectuelle, qui a son point de départ trente ans en arrière.

Des aphorismes imprimés dans une âme nationale par des causes aussi lointaines, non seulement défient tous les arguments, mais encore se prêtent à toutes les démonstrations. Si les hommes d'État conservateurs et unionistes reconnaissaient sincèrement la nécessité sociale et industrielle d'une guerre, le droit pour l'Angleterre d'imposer son idéal en même temps que son autorité à toutes les nations inférieures, traduisez à l'humanité entière, il auraient pu, sans cesser d'être soutenus par l'opinion de leur peuple, sans cesser de croire à la justice de leur cause, partir en guerre contre l'Allemagne après la dépêche au président Krüger, ou contre la France à propos de Fachoda. Le mouvement qui entrainait l'Angleterre était irrésistible. Elle avait la nostalgie des batailles. Et voilà ce qui donne à la tragédie sud-africaine toute sa grandeur : le

1. J.-A. Hobson, p. 270-272.
2. *Ibid.*, p. 258, 270.
3. *Ibid.*, p. 294.
4. L'importation de la main-d'œuvre jaune (déc. 1903) est venue confirmer tous ces arguments.

petit peuple qui agonisait là-bas était un holocauste offert à la paix du monde. Dans l'attitude émue et attristée des nations européennes, il ne faut pas voir seulement de la pitié, encore moins de l'hypocrisie, mais une inconsciente gratitude.

LIVRE IV

AUJOURD'HUI

CHAPITRE XI

CONCLUSION

I. Les conclusions du chapitre précédent seraient confirmées par une étude des origines du mouvement germanophobe et du rapprochement franco-anglais. — II. Liens étroits qui unissent les uns aux autres la stagnation commerciale, la réaction conservatrice, la poussée impérialiste. Elles sont trois expressions d'une même évolution économique et politique, d'une même réaction concrète des intelligences anglaises. — La philosophie biologique, qui répond par ses caractères aux besoins psychologiques nouveaux, fournit à la stagnation commerciale des remèdes, à la réaction conservatrice des justifications, au rêve impérial des arguments. — Comment cette évolution intellectuelle, économique et sociale atteignit la foi religieuse dans ses sources mentales et morales : aux sensibilités qui n'aspirent plus aux émotions affinées et aux intuitions métaphysiques de l'idéalisme, la religion de l'impérialisme suffit. — Comment trois mots et trois types, *John Bull*, la *Conscience non-conformiste*, l'*Homme de la rue*, symbolisent trois moments différents de l'évolution psychologique du peuple anglais. — III. Un courant se dessine dans l'Angleterre d'aujourd'hui, dans deux directions opposées. — L'intensité de la concurrence économique et les premiers essais de *dumping* ont donné une force nouvelle aux idées protectionnistes. Elles ont réagi d'autant plus facilement sur l'impérialisme, que la prépondérance des colonies d'exploitation et l'échec des formes politiques de la concentration étaient plus certains. Cet impérialisme protectionniste, qui a été l'objet d'un commencement de réalisation, pourrait exercer une action pacifique sur les facteurs sociaux des crises belliqueuses. — La modification, survenue dans les cadres du parti conservateur, a entraîné une modification concordante dans le programme, dans le personnel et les idées du parti libéral. Il est caractérisé par la prépondérance des classes moyennes et des idées radicales. Une alliance avec le parti ouvrier a été rendue possible par les événements politiques et l'évolution intellectuelle. — Cette poussée démocratique pourrait exercer une action pacifique sur les facteurs psychologiques et sociaux des

crises belliqueuses. Le caractère contradictoire de ces deux courants rend un conflit inévitable. — IV. Limites de notre étude.

Il serait possible de poursuivre plus avant, dans l'histoire diplomatique de ces dernières années, la vérification de notre analyse psychologique. Il serait facile de retrouver dans l'évolution des sympathies britanniques, l'action des facteurs belliqueux, reconstitués après un demi-siècle d'efforts.

Si les chefs du parti unioniste ont dû repousser les offres tentatrices du Kaiser Guillaume, fréquemment renouvelées, c'est que la poussée de Germanophobie était déterminée par des forces irrésistibles. Les origines psychologiques de cette crise belliqueuse se confondent avec celles de la guerre sud-africaine. La concurrence commerciale de l'Empire Allemand heurte des intérêts industriels, trop prédominants, pour n'être point puissants. Le programme de l'expansion pangermaniste, par ses visées sur les ports autrichiens de la mer Adriatique et sur les petits États de la mer du Nord, par ses rêves d'hégémonie mondiale, servie, aujourd'hui, sur le continent Européen, par une armée irrésistible, demain, sur les continents sud-américain et asiatique, par une flotte puissante, ont éveillé les susceptibilités d'une aristocratie politique, à l'affût, depuis des siècles, de tous les adversaires possibles de la grandeur anglaise. L'Allemagne, la patrie des villes libres et des États morcelés, s'est transformée en un empire autocratique, entouré d'une auréole religieuse. La volonté du Kaiser, appuyée sur une armée et une marine, dont il est à la fois le chef et l'âme, est servie par un parlement docile, une administration militarisée, des journaux contrôlés, une opinion disciplinée. Cette évolution politique a surpris, partant indigné, les pensées anglaises figées dans leurs conceptions et attachées à leurs traditions. Les dépêches sensationnelles, les voyages multipliés, les desseins obscurs de l'empereur; les audaces heureuses d'un industriel, les indélicatesses habiles d'un commerçant, les prédictions hargneuses d'un journaliste ont éveillé dans ces sensibilités, d'autant plus ardentes qu'elles

sont plus lentes et plus refoulées, une crise passionnée d'hostilité aveugle.

Ses gestes de guerre, comme ses gestes de paix sont dictés à l'Angleterre d'aujourd'hui par les mêmes forces. Le rapprochement avec la France a été imposé à l'opinion britannique par la même élite politique, qu'inquiétaient les visées pangermanistes. La conversion fut singulièrement facilitée par l'importance et le caractère des liens économiques noués entre les deux rives de la Manche. Leur réseau est si serré, qu'il constitue une sorte de pont suspendu, sur lequel passent des millions de ballots. Ils sont accueillis, de part et d'autre, avec d'autant plus de courtoisie, qu'ils concurrencent moins les producteurs nationaux. Les deux activités économiques, loin de se paralyser mutuellement, se complètent l'une l'autre. En même temps qu'apparaissait cette harmonie des intérêts, l'évolution politique de la France contemporaine atténue les méfiances de l'opinion britannique pour la France Impériale. La stabilité des institutions républicaines, l'acclimatation des mœurs parlementaires, le développement de l'idée d'Association, les diverses étapes du conflit avec le catholicisme romain sont apparues aux pensées anglaises comme autant de concessions à des principes britanniques. Elles ont mieux compris et partant mieux aimé. Il n'est pas jusqu'aux victoires sportives et aux entreprises coloniales, qui ne nous aient conquis les sensibilités anglaises. Et docile à cette quadruple impulsion, la Grande-Bretagne propose à la France un pacte de combat[1].

Mais ces événements sont trop voisins de nous, pour que le philosophe puisse, avec le recul nécessaire, les observer et les analyser. Malgré leur complexité, qui est celle des événements trop proches, des réalités trop vivantes, ils confirment notre analyse du réveil belliqueux.

1. L'analyse de ces sympathies européennes, déjà esquissée dans des articles de la *Revue Bleue* et du *Journal des Débats*, formera un des chapitres d'un prochain livre : *La Réaction protectionniste et la poussée radicale. Leur conflit.*

*
* *

La décadence du libéralisme, le rêve impérial et la crise industrielle en constituent les trois facteurs.

Ces événements qui caractérisent l'Angleterre contemporaine révèlent, au même degré, une évolution concordante dans la vie économique, sociale et intellectuelle du Royaume-Uni. Les audaces de la législation sociale, les rêves d'unité fédérales, les angoisses de la stagnation commerciale sont les résultats de la prédominance de l'activité industrielle. Parce que les usines ont absorbé, depuis la crise agraire, les forces vives du Royaume-Uni, elles mettent aux prises l'opinion britannique avec les souffrances de leurs salariés, les ambitions de leurs négociants, les inquiétudes de leurs comptables. L'Interventionnisme, l'Impérialisme, les crises économiques assurent, au même degré, la reconstitution du parti conservateur, le retour au pouvoir de l'oligarchie. Les lois ouvrières, si conformes aux souvenirs d'une législation séculaire, aux conceptions d'une autorité paternelle, qu'elle a toujours opposées au programme libéral d'émancipation individualiste, permettent à l'aristocratie de désorganiser par une habile scission les troupes adverses, la garantissent contre une poussée démocratique. Grâce au programme de la concentration coloniale, aux gloires de l'expansion impériale, elle peut donner à la monarchie un lustre nouveau, réserver à ses aînés l'éclat des fonctions patriciennes, entourer ses cadets de l'auréole des victoires, détourner l'opinion britannique, loin du programme radical, vers les pompes des jubilés impériaux et les émotions des guerres lointaines. Les crises commerciales, enfin, fournissent à l'oligarchie terrienne l'occasion de conclure une alliance durable, avec l'oligarchie industrielle, avec ses adversaires d'autrefois. Fidèle à ses traditions protectionnistes, le parti conservateur offre aux industriels un remède à leurs angoisses. Le libéralisme classique fit encore les frais de cette nouvelle réconciliation : c'est lui le vaincu.

Battu sur le terrain économique et social, il ne l'est pas

moins dans le domaine des idées. L'interventionnisme législatif, avec son dédain pour les principes abstraits et son goût pour les solutions particulières ; l'impérialisme, docile aux visions de l'imagination et aux poussées des intérêts ; le protectionnisme, cet interventionnisme économique, avec la souplesse de ses formules et les variations de ses tarifs, constituent autant de reculs des abstractions rigides et des déductions logiques, autant de victoires des indulgences concrètes et des inductions prudentes. La pensée britannique est revenue à ses traditions séculaires, à sa méthode favorite.

L'évolution biologique des doctrines philosophiques fournit à ces pensées sensibles les idées générales qui conviennent le mieux à leurs besoins nouveaux. Une hypothèse dynamique, vivante dans son principe et souple dans ses évolutions, a été substituée aux lois algébriques d'une sociologie mécanique. On a donné une définition organique des groupements sociaux : la vie collective n'est plus un mot pour désigner les rapports des atomes individuels, seuls objets de l'observation scientifique, mais une réalité propre, observée par la même méthode, déterminée par les mêmes lois, soumise aux mêmes formes, que la matière vivante. Cette discipline intellectuelle, ces idées générales concordent avec une évolution concrète de la pensée anglaise. Elles sont la sanction d'une évolution psychologique, les agents d'une évolution sociale. Ce vague Darwinisme, qui, sans revêtir une forme précise, flotte dans les esprits, leur impose une attitude, leur dicte des solutions [1], fournit à la stagnation commerciale des remèdes, à la réaction conservatrice des justifications, à la poussée impérialiste des arguments. Si elle substitue dans ses

1. Parmi les innombrables ouvrages, qui témoignent, par leur multiplicité même, de l'importance psychologique de ce facteur intellectuel, citons :

Professor Baldwin, *Development and Evolution*, 1902.

O. Rome Hall, *Human Evolution: an inductive study of man*, 1902.

G.-F.-W. Hutton, *The Lesson of Evolution*, 1902.

F. Johnson, *The Christian relation to evolution*, 1902.

J. Scouller, *The Law of evolution*, 1902.

A. Wardham, *Life versus life, or the fight for humanity*, 1902.

analyses de la vie sociale la notion d'harmonie à celle de concurrence, elle s'obstine à voir dans le marché mondial, beaucoup moins un équilibre des productions différentes que la rivalité d'activités identiques. Si les succès commerciaux ne sont que les sanctions de la force, pourquoi les défaites économiques ne se rachèteraient-elles pas par des victoires militaires? La vie industrielle n'est point un agent de pacification; mais une forme de la lutte pour l'existence. La force matérielle y joue un rôle égal à celui de la valeur intellectuelle. L'évolutionnisme biologique, par les remèdes qu'il autorise, accroît la gravité diplomatique des angoisses commerciales. Rejetant les espérances fondées par les Libéraux sur la malléabilité des tempéraments humains et l'action des réformes législatives, les nouveaux philosophes aboutissent, par l'importance attachée aux distinctions ethniques, par la permanence reconnue aux caractères héréditaires, à une certaine fixité, à une inégalité relative des types. Ces conclusions apportent aux adversaires des idées démocratiques, aux défenseurs de l'autorité aristocratique de précieux arguments [1]. De même enfin, les théoriciens de la concentration, les missionnaires de l'expansion coloniale sont justifiés par l'évolution infaillible des groupements vers l'unité organique et la supériorité incontestée de la race anglo-saxonne, la loi générale de la concurrence universelle et la subordination nécessaire des êtres inférieurs [2].

Ces courants intellectuel, politique et économique exercent sur les sensibilités une action particulière. Les crises religieuses, dans lesquelles se dépensent les forces de sentiment et de sensation accumulées, avaient servi la cause de la paix : elles affinent les rudesses de l'âme; elles éveillent les scrupules de la conscience; elles donnent l'essor à l'imagination. Et l'Idéalisme littéraire en fut l'expression. Il succombe sous les forces mêmes qu'il a victorieusement déchaînées. Dociles aux leçons de la philosophie biologique, les pensées concrètes

1. L.-T. Hobhouse, *Democracy and reaction, o. cit.*, p. 88-91.
2. *Ibid.*, p. 92.

acceptent progressivement[1] de subordonner l'activité humaine au jeu des forces organisées et des lois mondiales. Ce « fatalisme scientifique » détruit, dans une certaine mesure, les intuitions personnelles, les pieuses interventions, les spontanéités croyantes dont vit la foi religieuse[2]. La prospérité de l'ère libre-échangiste et les angoisses de la stagnation commerciale développent un vague matérialisme : les mobiles des actions humaines sont ravalés, le critérium des idées et des actes rabaissé[3]. Et d'autre part, les satisfactions données aux réformateurs sociaux par trente années d'interventionnisme législatif et les certitudes dictées à l'opinion britannique par les mandataires de la politique conservatrice, les élans d'orgueil inspirés par les fêtes, les étapes et les congrès de l'Unité impériale, les émotions militaires provoquées par trente ans de guerres coloniales et d'annexions annuelles exercent sur la conscience anglaise une action déprimante, dont nous avons précisé l'importance.

La vie religieuse est atteinte dans ses formules intellectuelles et dans ses mobiles moraux. Son action idéaliste sur les sensibilités se relâche. Elles n'aspirent plus à une de ces crises chrétiennes, dont la périodicité, aussi régulière que celle des poussées conservatrices et des paniques belliqueuses marque l'histoire britannique du sillon lumineux, que laissent les réformes sociales et les accalmies pacifiques. Aux âmes qu'un affinement héréditaire prépare aux émotions artistiques, les poètes de l'Impérialisme apportent la justification esthétique des expansions militaires, chantent la beauté des épées, disent les joies de la guerre[4]. A celles chez qui subsiste un peu de la rudesse primitive, les Romanciers impérialistes,

1. Les premières manifestations de cette évolution religieuse remontent à 1861-1863. Sur l'émotion produite par la publication d'*Essays and Reviews*, les déclarations de l'Evêque Colenso, voy. *L. Blanc*, *o. cit.*, t. I, p. 5 ; III, p. 57.

2. *Ibid.*, p. 95.

3. C.-T.-G. Masterman, *In peril of Change*, 1904, passim. L.-T. Hobhouse, *o. cit.*, p. 93.

4. Nous faisons allusion aux *poèmes d'*Henley. On peut encore citer : A. Conan Doyle, *Songs of action* (1902) ; A. Maibolt, *The sailing of the*

avec une inlassable fécondité[1], les correspondants militaires, avec un zèle égal, fournissent des épopées naïves, pleines de descriptions forcées et de déclamations sentimentales[2]. Aux unes et aux autres, la religion de l'Impérialisme avec les certitudes de son Néo-Judaïsme et ses appels à la conscience morale[3], avec ses exaltations de l'orgueil ethnique[4] et de la fidélité monarchique[5], avec le cadre de ses océans où dorment les câbles et veillent les croiseurs[6], les décors variés de ses paysages tropicaux[7], donne des émotions assez fortes pour faire vibrer des sensibilités moins affinées qu'aux jours déjà lointains des scrupules méthodistes[8], aux heures, non moins passées, des intuitions idéalistes.

Long Ships, (1902); Laura Ackroyd, *Sonnets of Empire*, (1902); Rev. D. Macleod, *The Empire Greeting*, (1902).

1. Soit deux semaines de l'année 1903. Dans la première paraissent : E. Adams. *Tales of three Colonies : Australia, Tasmania, Zeerlandia;* B. Capes, *Castles in spain : Memoirs of R Loïs*. Ex. Major of H. M's 109 Reg[t]; J. Hayman. *The sword of Azrad. A. Chronicle, of the Great Mutiny*. Dans la seconde paraissent : J.-H.-M. Abbott, *Plain and Veldt;* Major H. Austin, *With Macdonald in Uganda;* Oscar Browning, *Wars of the Century and the Development of military science*. A.-R.-E. Burton. *Cape Colony for the Settler;* J.-W. Fortescue, *A. History of the Bristish Army;* H.-C.-V. Leibbrandt. *The Rebellion of* 1815.

2. Parmi les plus célèbres citons: Cutcliffe Hyne, *The adventures of Captain Kettle*; George Griffiths. *Briton or Boer; The Coming Man;* Morley Roberts, *The Colossus* (C.-Rhodes). Pour ce qui est des récits de voyageurs et de *War Coorespondents*, voy. chap. IX, p. 478.

3. Rudyard Kipling, *The Five Nations*, 1903. *The White Man's Burden*, p. 79. *Recessional*, p. 214.

4. Rudyard Kipling, *The seven seas*, 1902. *A song of the English*, p. 1.

5. *Ibid.*, *Barrack, Room Ballads*, p. 163 et suiv.

6. *Ibid.*, *the coast wise lights*, p. 3 ; *the deep sea cables*, p. 9 : *the Liner*, p. 82. *The Five Nations*, éd. cit., *Cruisers*, p. 8. *The Destroyers*, p. 11.

7. *The seven seas*, éd. cit., *the Song of the Cities*, p. 11.

8. Jamais il y a trente ans, un écrivain, au faîte de la popularité et de la gloire n'eut osé écrire des phrases comme celles-ci : « Vous ? Est-ce que vous avez tué des hommes? — Tous les trois eurent un gloussement de rire contenu : et il vint à l'esprit du romancier, que la vie lui avait refusé, à lui dont le métier était de peser les âmes humaines dans une balance, une expérience et une sensation, qui semblaient connues de ces trois jeunes gens au dehors aimables. Il se tourna vers Nevin, perché, les jambes croisées, sur la bibliothèque — Et vous aussi, dit-il. — Un peu, répondit Nevin. Dans la montagne Noire, Monsieur; il roulait des rochers sur une demi-compagnie et gênait notre formation. Je pris le fusil d'un second soldat, et le descendis au second coup. — Bon Dieu ! Et qu'est-ce que vous avez senti, après ? — Soif. Et j'avais envie d'une cigarette aussi. » (Rudyard Kipling. *A conférence of the Powers*) « Tuer

Cette évolution psychologique de l'Angleterre contemporaine se résume dans un nom, s'incarne dans un type. Jadis, pour caractériser l'Angleterre rurale et oligarchique, la rudesse de sa vie saine, la bonhomie de sa paternelle féodalité, l'orgueil inspiré par ses premières libertés, sa méfiance pour les innovations politiques et les nations étrangères, l'opinion trouva un mot, *John Bull*, dessina une silhouette. Un gros gentilhomme campagnard, large de ceinture et carré d'épaules, bottes aux pieds et cravache en mains, le torse serré dans l'habit bleu à boutons d'or. Ce personnage à la démarche décidée, ignore les doutes de la pensée, les hésitations du jugement, les scrupules de la conscience. Ce *squire*, au port béat, n'est pas dénué d'un naïf orgueil. Le visage replet, le teint sanguin, le regard droit révèlent « une brave nature » prompte à s'irriter, lente à oublier, mais fidèle dans ses affections. Un demi-siècle passe. La Révolution industrielle et l'avènement des classes moyennes transforment l'Angleterre. Pour définir les scrupules des consciences humanitaires et les certitudes des pensées libérales, railler les exigences d'une politique réformatrice et les pudeurs d'une diplomatie pacifique, l'opinion britannique trouve encore un mot, *non conformist conscience*, esquisse une caricature. Émergeant d'une redingote noire, si longue qu'elle masque, — telle une soutane, l'austérité d'un pantalon rigide et sombre, encerclée plusieurs fois dans une cravate noire, coiffée d'un long tube, dont les reflets sont ternis par une gravité voulue, la tête, au profil hautain, aux lèvres serrées, au regard tenace, au front lumineux, concentre toute la vie du corps, tous les

agit différemment sur chacun. Les uns ont une puissante envie de vomir; Ortheris, lui, ne s'arrête pas de crier des blasphèmes, et Learoyd n'ouvre la bouche pour chanter, que lorsque, à coups de crosse, il tripote les têtes. Les bleus jettent des cris ; ils ne savent pas ce qu'ils font ; ils n'ont envie que de couper les gorges et autres saletés. Mais quelques-uns deviennent saouls et, sans blessures, tombent ivres-morts » (*With the Main Guard*). Une dernière citation : « Sometimes he would picture himself trampling the life out of the man, with heavy ammunition boots, and at others smashing in his face with the butt, and at others jumping on his shoulders and dragging the thead back till the bone cracked. »

(*In the Matter of a Private*).

caractères de la personnalité. Sur le visage rasé, encadré de favoris grisonnants, des convictions morales, acquises par des méditations pieuses, justifiées par des intuitions religieuses, fortifiées par des applications sociales ; des certitudes intellectuelles, dictées par une méthode scientifique, déduites de principes vérifiés, étendues aux problèmes politiques, ont laissé leur sereine empreinte. Un demi-siècle passe, l'Idéalisme littéraire et le Rationalisme individualiste ont vécu. La prépondérance industrielle et la concentration urbaine ont, en s'accentuant, modifié les caractères de l'âme anglaise. Les intelligences sont absorbées par les intérêts matériels, gagnées par l'utilitarisme de la vie politique et le fatalisme des idées courantes. Les sensibilités sont endurcies par les luttes professionnelles, énervées par la vie urbaine, isolées dans les *suburbs*. Pour symboliser les indifférences intellectuelles et l'atonie religieuse, l'opinion anglaise forge un mot, et même deux, *the man in the street*, *the man on the top of a bus*[1], elle dessine une silhouette. Petit et maigre, aminci par son veston collant, rapetissé par son « melon » noir, agile dans ses mouvements, et rapide dans ses gestes, cet Anglais, brun et rasé, le visage parfois barré d'une moustache militaire, est caractérisé, autant par sa physionomie que par ce qu'il lit[2] : des journaux, imprimés sur papier de couleur ; des revues, coupées de gravures ou de dessins ; pas de longs articles théoriques : des nouvelles, des faits, des chiffres. Pour cet homme pressé, les idées doivent être présentées sous des formules saisissantes, les raisonnements fractionnés en courts paragraphes, riches en affirmations, dépourvus de nuances. Une fois entrées dans son cerveau, les expressions courantes « la lutte pour la vie » et « la survivance du plus apte », « l'inégalité des races » et les « devoirs des peuples supérieurs », ne s'effaceront jamais. Pour cet homme blasé, fermé aux émotions religieuses, les batailles sportives, les anecdotes militaires, les fêtes impériales constituent un ali-

1. L'homme-de-la-Rue, l'homme-de-l'Impériale.
2. L.-T. Hobhouse, *o. cit.*, p. 70, 85.

ment excitant, un régal dramatique de premier ordre[1].

L'évolution psychologique concorde avec l'évolution économique et sociale. Les facteurs belliqueux du tempérament, l'insularité des intelligences rebelles à des lois absolues et à des amitiés étrangères, les crises des sensibilités, trop atones et contenues pour ne pas rechercher les émotions fortes et réagir parfois, en explosions imprévues, réapparaissent. En même temps se reconstituent les forces agressives que constituent au sein de la nation britannique, la prédominance des intérêts industriels et l'autorité d'un groupement aristocratique.

*
* *

Au cours du XIXe siècle, leur action avait été enrayée. Il est impossible d'affirmer que l'accalmie pacifique restera sans lendemain. Dès aujourd'hui, des mouvements se dessinent, qui pourraient, par leurs répercussions, modifier les éléments du problème.

Après une légère reprise en 1899-1900, la stagnation commerciale s'est aggravée. La concurrence américaine est venue battre en brèche la forteresse britannique, déjà ébranlée, sur divers points, par la victorieuse poussée de l'Industrie allemande. A diverses reprises, pour dégorger leur marché national encombré et alimenter en commandes leurs usines silencieuses, les manufactures ont déversé de l'autre côté du détroit le trop-plein de leur production, vendu à vil prix. Sous la pression de ces faits nouveaux, le courant des idées protectionnistes a acquis une force nouvelle. Pour la première fois, depuis près d'un siècle, le Parlement a réagi contre la politique libre-échangiste ; le gouvernement, approuvé par l'opinion, a rétabli des primes à l'industrie par un droit sur

1. Il est impossible de mesurer toute la force du courant belliqueux, si l'on ne tient pas compte des efforts tentés depuis la guerre sud-africaine, pour réorganiser l'armée (*Times*, 21 janvier, 23 février 1903), développer l'instruction militaire dans toutes les écoles, gagner l'opinion à l'idée du service obligatoire (*National service league*, 14 novembre 1902), étudier la question du ravitaillement de l'Angleterre. (Une société de propagande a été fondée le 2 février 1903.)

l'exportation des charbons anglais et des avances faites aux raffineurs coloniaux, les subventions aux compagnies de navigation par un récent accord avec la Compagnie Cunard, le contrôle de l'État sur le marché du travail, par la restriction de l'immigration étrangère [1]. Le développement des angoisses commerciales, les progrès du réveil protectionniste assurent la réapparition, avec une autorité nouvelle, des projets de tarifs différentiels. Cette évolution est facilitée à la fois, par la prédominance des colonies d'exploitation [2] soumises au contrôle direct de l'autorité anglaise et par l'échec du programme de concentration, dont la réalisation méthodique fut tentée après la guerre sud-africaine. Les défaites subies et les victoires remportées, en commun, par les volontaires coloniaux et les troupes britanniques, vivifient le patriotisme impérial ; elles ne facilitent point la réorganisation administrative. L'unité parlementaire n'est même pas discutée [3] ; la centralisation administrative et judiciaire doit être écartée [4] ; la réorganisation militaire succombe devant la susceptibilité [5] des nationalismes locaux [6]. Les liens commerciaux restent la seule ressource des hommes d'État. Et les tarifs différentiels impériaux deviennent une réalité politique, un fait économique. Les traités qui en interdisaient le fonctionnement sont dénoncés [7]. Les avantages concédés aux importations anglaises par le Canada, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, seront peut-être accordés par la République australienne [8]. Une organisation systématique constituera l'article le plus important du

1. Nous avons étudié cette poussée protectionniste à diverses reprises dans le *Journal des Débats*.

2. Sir R. Giffen, *o. cit.*, t. II.

3. *Blue Book*, c. d. 1299, p. 9.

4. *Holland Imperium* et *Libertas*, *o. cit.*, p. 314, 318. *Blue-Book*, c. d. 846, p. 25-27.

5. *Blue Book*, c. d. 1299, p. 31, 43. Il est inutile de rappeler les incidents Macdonald au Canada et Hutton en Australie.

6. L'abrogation des traités de commerce avec la Belgique et l'Allemagne fut demandée à la Conférence inter-coloniale d'Ottawa en 1897.

7. *Blue Book*, c. d. 1299, p. 83 et 119.

8. *Ibid.*, c. d. 2326, passim.

programme dont seront saisis les électeurs anglais et les ministres coloniaux, quand aura sonné l'heure des élections générales, lorsque se réunira la conférence impériale.

Si cette union économique était réalisée d'une manière intégrale, et sans provoquer de conflits sanglants, elle pourrait exercer sur quelques-uns des facteurs des crises belliqueuses une indéniable influence. La rupture d'équilibre, qui caractérise la vie économique de l'Angleterre contemporaine, serait réparée par une nouvelle répartition des fonctions, sur un marché agrandi. Les angoisses commerciales seraient atténuées par le spectacle de débouchés privilégiés, et la constitution d'une réserve inaliénable. Même si l'élaboration et le contrôle des tarifs différentiels ne préparaient pas la voie à d'autres collaborations plus politiques, le monopole diplomatique de l'oligarchie anglaise n'en serait pas moins, dans une certaine mesure, contrôlé par les opinions coloniales, moins belliqueuses parce qu'elles sont plus absorbées par les préoccupations économiques, plus étrangères aux complications internationales.

Parallèlement à ce courant qui, en concentrant sur un programme précis les inquiétudes de la stagnation commerciale, l'autorité de la réaction conservatrice et les enthousiasmes du rêve impérial, fera peut-être œuvre de paix, un second se dessine dans l'Angleterre d'aujourd'hui.

Après avoir corrigé, par les audaces de leur législation et l'agressivité de leur diplomatie, les timidités doctrinales et les scrupules pacifiques du parti libéral, les conservateurs se laissent toujours aller, tôt ou tard, à sacrifier dans une certaine mesure les intérêts généraux à ceux du clergé anglican et des propriétaires fonciers, leurs fidèles électeurs. Ni les partialités de M. Balfour pour les écoles confessionnelles, ni les détaxes accordées par son collègue aux revenus agricoles n'auraient cependant suffi pour provoquer une réaction radicale. Un événement social a transformé les caractères, les programmes de la majorité et de l'opposition. En assimilant, plus complètement qu'elle ne l'avait jamais fait les manda-

taires, en adoptant contrairement à ses plus anciennes traditions les intérêts de l'aristocratie industrielle et financière, l'oligarchie terrienne a atteint son prestige, compromis sa popularité, sacrifié son programme. Du jour où elle s'inféode à une catégorie sociale, bien tranchée, elle répond moins à la définition toute terrienne, au rôle vraiment national, aux traditions profondément généreuses, qui la caractérisaient. Quand elle adopte tous les heureux de l'usine, du comptoir, de la banque et du « zinc », elle hérite des colères qu'ont pu éveiller les violences de la lutte, la brutalité d'une victoire, l'indélicatesse d'un procédé, dans les villes, où les inégalités ne sont point drapées dans la grandeur des châteaux, masquées par les traditions et atténuées par les services. Lorsqu'ils servent les intérêts de la ploutocratie, les héritiers politiques de lord Shaftesbury s'exposent à oublier les traditions paternelles de leur parti, les audaces interventionnistes de leur législation. En fait, au cours de ces dernières années, la majorité conservatrice, dès qu'il s'est agi d'étendre ou de préciser le réseau des lois ouvrières, a été gagnée par les scrupules libéraux, dont elle avait condamné, chez un R. Cobden et un J. Bright « la rigueur logique », « l'égoïsme intéressé ». Elle a fait plus. Sous son impulsion, la Cour suprême s'est montrée sévère pour les *Trade-Unions* ; l'administration britannique, méfiante pour le socialisme municipal ; les fonctionnaires coloniaux, sympathiques à la main-d'œuvre jaune et au « travail obligé » ; les législateurs parlementaires, indulgents pour les débits de boisson. Le parti conservateur est devenu le groupement et le serviteur des intérêts ploutocratiques.

Cette fusion des deux aristocraties entraîne au sein du parti libéral, une évolution concordante. Privé de son état-major d'industriels et de négociants, menacé dans ses cadres de boutiquiers et d'employés, il assiste à la désertion des derniers Whigs, à la dispersion des groupes modérés, partant à l'hégémonie des radicaux. Désireux de conserver la voix des journaliers agricoles, les chefs accroissent la rigueur de

leurs attaques contre le monopole terrien, l'audace de leur morcellement foncier. Soucieux de plaire à la petite bourgeoisie, ils témoignent d'une sympathie plus grande pour les protestants dissidents et la laïcité scolaire, pour les économies budgétaires et les impôts progressifs. Ouverts à l'importance électorale des votes ouvriers, ils unissent leurs protestations à celles des Trade-Unions, acceptent les revendications parlementaires de leurs organisations électorales [1]. Entre ce parti radical et le parti ouvrier, qui dispose pour la première fois depuis 1874 de comités, d'hommes et d'argent, l'entente de 1868 peut être renouvelée. L'évolution intellectuelle, les événements politiques l'ont rendue possible. Tous ont bataillé pour des causes identiques. Les seuls alliés, qu'aient trouvés, dans leur campagne contre la guerre sud-africaine, la poignée de libéraux qui ont lutté pour le Droit, appartenaient à l'aristocratie ouvrière. L'atteinte portée au principe de la laïcité scolaire, par la loi du cabinet Balfour, est ressentie, avec une égale vivacité dans la bourgeoisie puritaine, et chez le syndicaliste libre-penseur. La violation des engagements pris par les vainqueurs des Boërs de transformer l'Afrique du Sud en une colonie de peuplement réservée à la race blanche, provoque dans ces milieux différents une indignation égale. La menace, que constitue pour les ménages modestes, le rétablissement projeté de droits protectionnistes sur les importations alimentaires, éveille chez les classes moyennes et dans les milieux ouvriers une même inquiétude. Et lorsque, pour obtenir la révision de la loi sur les *Trade-Unions*, les délégués syndicalistes ont trouvé à côté d'eux le parti libéral, ils n'ont point été surpris : ils avaient depuis 1899 pris l'habitude de batailler ensemble pour les mêmes causes.

L'action conciliante des événements politiques avait été facilitée par l'évolution intellectuelle. Les besoins psychologiques et les nécessités économiques, qui ont battu en brèche dans

1. Suffrage Universel. Indemnité parlementaire.

la pensée anglaise les formules à priori et les lois mathématiques du libéralisme classique, n'ont pas davantage respecté le collectivisme marxiste, héritier des mêmes idées générales, fidèle à la même discipline intellectuelle. Tandis que les radicaux, par les actes législatifs du ministère de 1895, par les mesures inscrites sur leur programme électoral, témoignent d'une adhésion sincère au principe de l'interventionnisme, les Trade-Unionistes, dans leurs congrès professionnels et leurs manifestations politiques, relèguent davantage, dans les lointains d'un au-delà mystérieux, les principes du socialisme. Ils en acceptent l'esprit, mais ils en refusent l'étiquette, en ajournent le programme. Ils s'attachent à la modification de textes précis, à la conquête d'améliorations immédiates. Ouvriers et libéraux, entraînés par une même évolution psychologique, se rencontrent sur le terrain de l'opportunisme polotique [1]. La réaction concrète a gagné jusqu'aux héritiers de ceux qui croyaient l'avoir à jamais vaincue.

Né de l'évolution radicale du libéralisme et utilitaire du socialisme, ce courant politique marque d'une empreinte chaque jour plus profonde la vie sociale de l'Angleterre. Il pourrait servir la cause de la paix. Il combat directement les facteurs des crises belliqueuses. Il propose pour réveiller le commerce britannique des réformes dans les mœurs, des améliorations dans les écoles, des économies dans les budgets. L'opinion est saisie d'une liste de réformes électorales, parlementaires et administratives. On substitue à l'idéal de concentration, aux projets d'expansion un programme d'améliorations internes et de paix extérieure. Cette poussée démocratique pourrait faire plus. Les fautes politiques, qui lui ont donné naissance, ont heurté l'âme anglaise dans sa conscience morale, dans son idéal religieux. Les nouvelles recrues, qui lui ont apporté l'appui de leur éloquence, appartiennent à la bourgeoisie puritaine. Le mouvement radical

1. Nous étudierons les organisations électorales des ouvriers anglais; le programme radical des Libéraux anglais dans notre prochain livre : *La Réaction protectionniste et la Poussée Radicale. Leur Conflit.*

coïncide avec un réveil du christianisme protestant[1]. Des poussées religieuses ont éclaté çà et là avec une ferveur enthousiaste[2]. Ces faits psychologiques constituent-ils les signes avant-coureurs d'une de ces crises morales, qui ont servi, au cours du siècle dernier, la cause des progrès civiques et de la paix extérieure ? L'avenir le dira.

*
* *

L'Angleterre d'aujourd'hui nous apparaît comme tiraillée entre deux courants susceptibles dans une mesure différente, sinon de détruire, du moins de modifier passagèrement les facteurs psychologiques et sociaux des crises belliqueuses. Leurs caractères contradictoires rendent un conflit inévitable. Il formera la premier chapitre de l'histoire de demain.

Protectionnisme impérialiste et radicalisme démocratique constituent les deux points d'arrivée d'une même évolution intellectuelle et sociale, dont nous avons voulu préciser les étapes, analyser les caractères, rechercher les origines. Là s'arrête notre tâche. Les complexités du présent échappent aux investigations psychologiques. Elles sont limitées au passé. L'action du temps dessine les ossatures et accentue les reliefs. Elle taille ; elle simplifie ; elle éclaire. Elle permet, dans le fouillis des événements, de deviner d'abord, de vérifier ensuite les lignes caractéristiques, les tendances générales de l'évolution historique. Les feuilles tombent : le tronc, la racine et les ramures se dessinent sur le ciel. Les lianes et les broussailles s'évanouissent : le sentier apparaît dans la clairière. Les faillites de nos souvenirs sont les collaboratrices nécessaires de notre science. L'oubli permet la mémoire.

1. *Journal des Débats. Autour du Centenaire de R. Cobden* (2-7 juin 1904).

2. *Journal des Débats. Le Réveil de l'âme Celtique dans les Vallées Galloises* (16 août 1905).

TABLE DES MATIÈRES

Préface I

LIVRE PREMIER

LES FACTEURS DES CRISES BELLIQUEUSES DANS L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

Chapitre I. Le tempérament britannique et la guerre 1
Chapitre II. La société britannique et la guerre 25
Chapitre III. L'évolution des facteurs psychologiques et sociaux . . 89

LIVRE II

L'ACCALMIE PACIFIQUE

Chapitre IV. L'idéalisme littéraire et la paix 164
Chapitre V. Le libéralisme politique et la paix. 246
Chapitre VI. La périodicité des crises belliqueuses 300

LIVRE III

LE RÉVEIL BELLIQUEUX

Chapitre VII. La crise libérale et la guerre 349
Chapitre VIII. Le rêve impérial et la guerre 412
Chapitre IX. La stagnation commerciale et la guerre. 482
Chapitre X. L'opinion britannique et la guerre sud-africaine. . . 516

LIVRE IV

AUJOURD'HUI

Chapitre XI. Conclusion 547

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

DA
118
B3
v.1

Bardoux, Jacques
Essai d'une psychologie
de l'Angleterre contemporaine

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY